ANNEXE A

MÉMOIRES INITIAUX DES PARTIES ET DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe A-1	Mémoire initial du Brésil (5 juin 2003)	A-2
Annexe A-2	Mémoire initial des États-Unis (5 juin 2003)	A-11
Annexe A-3	Mémoire initial de l'Argentine en tant que tierce partie (10 juin 2003)	A-17
Annexe A-4	Mémoire initial de l'Australie en tant que tierce partie (10 juin 2003)	A-20
Annexe A-5	Mémoire initial des Communautés européennes en tant que tierce partie (10 juin 2003)	A-22
Annexe A-6	Mémoire initial de l'Inde en tant que tierce partie (10 juin 2003)	A-27
Annexe A-7	Mémoire initial de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie (10 juin 2003)	A-29
Annexe A-8	Mémoire initial du Paraguay en tant que tierce partie (10 juin 2003)	A-30
Annexe A-9	Observations du Brésil sur les mémoires initiaux (13 juin 2003)	A-31
Annexe A-10	Observations des États-Unis sur les mémoires initiaux (13 juin 2003)	A-41

ANNEXE A-1

MÉMOIRE DU BRÉSIL SUR LA QUESTION PRÉLIMINAIRE CONCERNANT LA "CLAUSE DE PAIX" DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE

5 juin 2003

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION ET RÉSUMÉ 2

II. ANALYSE DE L'EXPRESSION "EXEMPTÉES DES ACTIONS" 3

III. LE CONTEXTE DE L'ARTICLE 13 DÉMONTRE QU'IL N'Y A PAS DE PRESCRIPTION JURIDIQUE SELON LAQUELLE LE GROUPE SPÉCIAL DOIT D'ABORD FORMULER UNE CONSTATATION RELATIVE À LA CLAUSE DE PAIX AVANT D'AUTORISER LE BRÉSIL À EXPOSER SES ARGUMENTS ET SES ALLÉGATIONS CONCERNANT LES VIOLATIONS DE L'ACCORD SMC PAR LES ÉTATS-UNIS 5

IV. STATUER SUR LES QUESTIONS LIMINAIRES AVANT DE MÉNAGER AUX PARTIES LA POSSIBILITÉ DE PRÉSENTER TOUS LEURS ÉLÉMENTS DE PREUVE EST CONTRAIRE À LA PRATIQUE DES GROUPES SPÉCIAUX ANTÉRIEURS 7

V. DES AUDITIONS ET DES SÉANCES D'INFORMATION DISTINCTES SUR LA QUESTION DE LA CLAUSE DE PAIX PORTERONT PRÉJUDICE AU BRÉSIL 9

VI. CONCLUSION 10

I. INTRODUCTION ET RÉSUMÉ

1. Le Brésil répond à la demande d'informations formulée par le Groupe spécial le 28 mai 2003 sur la question ci-après:

> *Question de savoir si l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture empêche le Groupe spécial d'examiner les allégations formulées par le Brésil au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires dans la présente procédure en l'absence d'une conclusion préalable du Groupe spécial selon laquelle certaines conditions énoncées à l'article 13 demeurent non respectées.*[1]

[1] Le Groupe spécial invite également "les parties à exposer leur interprétation des mots "exemptées des actions" tels qu'ils sont utilisés à l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture, ainsi qu'à porter à l'attention du Groupe spécial toutes autres dispositions pertinentes des accords visés et toutes autres considérations pertinentes qui, à leur avis, devraient orienter l'examen de cette question par le Groupe spécial".

2. En bref, la réponse à cette question est "non". Il n'existe pas de règle de procédure ni de prescription juridique obligeant un groupe spécial à formuler une telle constatation préliminaire. L'expression "exemptées des actions" à l'article 13 b) ii) et 13 c) ii) de l'Accord sur l'agriculture signifie que, *si toutes* les conditions énoncées à l'article 13 b) ii) et 13 c) ii) sont respectées (c'est-à-dire qu'il y a protection conférée par la clause de paix), un Membre plaignant ne peut pas recevoir de l'ORD l'autorisation d'obtenir une mesure corrective à l'encontre des mesures de soutien interne et à l'exportation d'un autre Membre qui autrement seraient soumises aux disciplines prévues par certaines dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) ou par l'article XVI du GATT de 1994. Mais ni l'expression "exemptées des actions" ni l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture n'obligent le Groupe spécial à formuler *d'abord* une constatation relative à la clause de paix avant d'examiner sur le fond les allégations du Brésil au titre de l'Accord SMC et de l'article XVI du GATT.

3. L'article 13 de l'Accord sur l'agriculture n'est pas une règle "spéciale ou additionnelle" figurant à l'Appendice 2 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord). En vertu de l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture, toutes les dispositions du Mémorandum d'accord sont applicables à l'Accord sur l'agriculture. Conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, un groupe spécial doit procéder à "une évaluation objective des faits de la cause". Il est essentiel d'évaluer et de peser tous les faits pertinents – y compris ceux présentés à titre de réfutation – obtenus dans le cadre de la procédure normale de groupe spécial, comportant deux réunions pour résoudre de manière appropriée les questions axées sur les faits relatives à la clause de paix. Le présent Groupe spécial devrait suivre l'exemple des groupes spéciaux antérieurs qui ont formulé des constatations liminaires complexes semblables dans leurs rapports finals.

4. Des retards dans la procédure causeraient un préjudice au Brésil parce qu'un certain nombre de ses allégations ne dépendent pas d'une décision concernant la "clause de paix". Bien des preuves exigées pour démontrer que les États-Unis ne bénéficient pas de la protection conférée par la clause de paix conformément à l'article 13 b) ii) et 13 c) ii) correspondent aux éléments de preuve qui démontrent les violations de l'Accord SMC par les États-Unis. Le fait d'exiger des informations, des auditions, la présentation d'éléments de preuve factuels et une argumentation juridique distinctes pour des questions aussi étroitement liées entre elles concernant la "clause de paix" perturberait sérieusement la présentation de ses éléments de preuve par le Brésil, entraînerait de sa part des efforts inutiles, retarderait la procédure et augmenterait les coûts humains et financiers pour le Brésil.

II. ANALYSE DE L'EXPRESSION "EXEMPTÉES DES ACTIONS"

1. Le Groupe spécial a demandé au Brésil d'examiner le sens de l'expression "exemptées des actions" à l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture. Selon le Brésil, cette expression signifie qu'un Membre plaignant ne peut pas recevoir de l'ORD l'autorisation d'obtenir une mesure corrective à l'encontre des mesures de soutien interne et à l'exportation d'un autre Membre qui autrement seraient soumises aux disciplines prévues par certaines dispositions de l'Accord SMC et du GATT de 1994 si ces mesures sont conformes aux diverses dispositions relatives à la clause de paix. Cela ne signifie pas qu'un groupe spécial ne peut pas prendre connaissance d'éléments de preuve ni examiner les allégations du Brésil au titre de l'Accord SMC ou du GATT de 1994 lorsqu'il décide si toutes les conditions relatives à la clause de paix ont été respectées. En résumé, cette expression ne suggère en aucune manière qu'un groupe spécial doit formuler une constatation selon laquelle les dispositions relatives à la clause de paix ne sont pas respectées avant de procéder à l'examen des autres allégations.

2. L'expression "exemptées des actions" est utilisée, en ce qui concerne le présent différend, à l'article 13 a), 13 b) ii) et 13 c) ii) de l'Accord sur l'agriculture. Le dictionnaire définit le terme "actions" comme "the taking of legal steps to establish a claim or obtain a remedy" (la prise

d'initiatives juridiques pour établir une allégation ou obtenir une mesure corrective).[2] Dans un système multilatéral tel que celui de l'OMC (et comme celui du GATT de 1947 auparavant[3]), les "actions" sont entreprises collectivement par les Membres. L'article 2:1 du Mémorandum d'accord (dernière phrase) souligne cette notion en précisant que "seuls les Membres qui sont parties à cet accord pourront prendre part au processus de prise de décisions ou de *mesures* qu'engagera l'ORD en ce qui concerne ce différend" (pas d'italique dans l'original). Les "actions" [en anglais: actions] incluent les décisions prises par l'Organe de règlement des différends (ORD) pour adopter les décisions et recommandations des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel. L'article XVI:1 du GATT de 1994 prévoit également une autre action, une décision de l'organe pertinent de l'OMC de procéder à des consultations avec un Membre accordant des subventions pour examiner les initiatives que ce Membre prendra pour éliminer le préjudice grave ou la menace causé par ses subventions.[4] Les "actions" incluent également les moyens de faire respecter les mesures correctives autorisées par l'ORD conformément à l'article 22 du Mémorandum d'accord. En résumé, les "actions" sont des décisions convenues au niveau multilatéral par les organes de l'OMC, y compris l'ORD.

3. Le sens ordinaire du mot "exempt" (exempter) est "grant immunity or freedom from liability to which others are subject" (accorder une immunité ou une liberté par rapport à une obligation à laquelle d'autres sont soumis).[5] Le texte introductif de l'article 13 dit que la période d'exemption est "pendant la période de mise en œuvre", c'est-à-dire jusqu'au 1er janvier 2004.

4. Si l'on combine ces définitions des termes "actions" et "exempter", l'expression "exemptées des actions" utilisée à l'article 13 b) ii) signifie qu'avant le 1er janvier 2004, un Membre plaignant ne peut pas recevoir de l'ORD l'autorisation d'obtenir une mesure corrective à l'encontre des mesures de soutien interne d'un autre Membre qui autrement seraient soumises aux disciplines prévues par l'article XVI:1 et les articles 5 et 6 de l'Accord SMC. En outre, l'expression "exemptées des actions" dans le contexte de l'article XVI:1 signifierait que l'OMC ne pourrait pas prendre la décision d'exiger d'un Membre qu'il procède à des consultations avec l'OMC sur la manière dont il éliminera le préjudice grave ou la menace de préjudice grave causé par cette subvention. Cependant, le contexte immédiat de l'expression "exemptées des actions" à l'article 13 a), 13 b) ii) et 13 c) ii) montre clairement que l'"exemption" n'est pas *absolue* mais est en fait soumise à un certain nombre de conditions:

- L'article 13 a) permet uniquement que les subventions intérieures de la catégorie verte soient exemptées des types de déterminations énumérés à l'article 13 a) i), ii) ou iii), si elles "sont pleinement conformes aux dispositions de l'Annexe 2" de l'Accord sur l'agriculture. Si une mesure de soutien interne ne satisfait pas à l'une des diverses prescriptions relatives à la "catégorie verte" énoncées à l'Annexe 2, ce soutien interne serait évalué au regard des dispositions relatives à la clause de paix de l'article 13 b) et pourrait faire l'objet d'une détermination de l'ORD et/ou de l'OMC portant imposition concernant une mesure corrective.

- Conformément aux dispositions relatives à la clause de paix de l'article 13 b) ii), les mesures de soutien interne de la catégorie "orange" et de la catégorie "bleue" prises au cours d'une quelconque campagne de commercialisation entre 1995 et 2003 ne sont exemptées que des déterminations de l'ORD et/ou de l'OMC concernant le paragraphe 1 de l'article XVI du

[2] New Shorter Oxford Dictionary, volume 1 (édition 1993), page 22.

[3] L'article XXV du GATT de 1994 prévoit "une action collective" des parties contractantes pour "permettre d'atteindre ses objectifs". La décision des parties contractantes d'approuver les résultats du Tokyo Round en 1979 s'intitulait "Dispositions à prendre par les PARTIES CONTRACTANTES concernant les négociations commerciales multilatérales". IBDD, S26/221.

[4] *Voir par exemple* le rapport du Groupe de travail sur l'examen au titre de l'article XVI:1 *CE - Restitutions à l'exportation de sucre*, IBDD, S28/83.

[5] New Shorter Oxford Dictionary, volume 1 (édition 1993), page 878.

GATT de 1994 (et non l'article XVI, paragraphe 3) et les articles 5 et 6 (et non l'article 3) de l'Accord SMC "à condition que ces mesures n'accordent pas un soutien pour un produit spécifique qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992". Si la quantité de soutien de la catégorie orange et/ou bleue accordée pendant une quelconque campagne de commercialisation entre 1995 et 2003 est supérieure à ce qui a été décidé au cours de la campagne de commercialisation 1992, le programme de subventionnement n'est pas "exempté" de telles déterminations.

- Les subventions à l'exportation relevant des dispositions relatives à la clause de paix de l'article 13 c) ii) de l'Accord sur l'agriculture sont uniquement exemptées des déterminations de l'ORD et/ou de l'OMC concernant l'article XVI du GATT de 1994 ou les articles 3, 5 et 6 de l'Accord SMC *si* elles "sont pleinement conformes aux dispositions de la Partie V [de l'Accord sur l'agriculture]". Ainsi, si des mesures de subvention à l'exportation sont incompatibles avec les dispositions des articles 8, 9 et 10 de l'Accord sur l'agriculture, elles ne sont plus exemptées de telles déterminations.

5. En résumé, l'expression "exemptées des actions" signifie qu'un Membre plaignant ne peut pas recevoir de l'ORD l'autorisation d'obtenir une mesure corrective à l'encontre des mesures de soutien interne ou à l'exportation d'un autre Membre qui sont protégées par la "clause de paix". Pourtant, comme nous allons le montrer ci-dessous, l'expression "exemptées des actions" lorsqu'elle est placée dans le contexte plus large des dispositions du Mémorandum d'accord *n'exige pas* que le Groupe spécial formule *d'abord* une constatation concernant le respect de la clause de paix avant de prendre connaissance ou d'examiner l'un quelconque des éléments de preuve ou arguments relatifs aux diverses allégations au titre de l'Accord SMC ou du GATT de 1994.

III. LE CONTEXTE DE L'ARTICLE 13 DÉMONTRE QU'IL N'Y A PAS DE PRESCRIPTION JURIDIQUE SELON LAQUELLE LE GROUPE SPÉCIAL DOIT D'ABORD FORMULER UNE CONSTATATION RELATIVE À LA CLAUSE DE PAIX AVANT D'AUTORISER LE BRÉSIL À EXPOSER SES ARGUMENTS ET SES ALLÉGATIONS CONCERNANT LES VIOLATIONS DE L'ACCORD SMC PAR LES ÉTATS-UNIS

1. Rien dans le texte de l'article 13 ou d'autres dispositions de l'Accord sur l'agriculture, l'Accord SMC ou tout autre Accord de l'OMC n'*exige* du Groupe spécial qu'il formule une constatation préliminaire factuelle et juridique sur l'applicabilité de la clause de paix avant d'examiner les éléments de preuve et les arguments du Brésil concernant les violations de l'Accord SMC ou du GATT de 1994 par les États-Unis.

2. Premièrement, et c'est le point le plus important, l'Appendice 2 du Mémorandum d'accord est constitué par la liste close des règles et procédures "spéciales ou additionnelles" qui éclipsent les règles normales du règlement des différends. Cette liste n'inclut pas l'article 13 ni aucune autre disposition de l'Accord sur l'agriculture. Les questions relatives à la "clause de paix", comme les autres questions soulevées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil doivent donc être résolues par l'application des règles et procédures normales du Mémorandum d'accord.

3. Deuxièmement, l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture n'exclut pas l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture aux termes duquel les "dispositions des articles XXII et XXIII du GATT de 1994, telles qu'elles sont précisées et mises en application par le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, s'appliqueront aux consultations et *au règlement des différends relevant du présent accord* (pas d'italique dans l'original). Parmi les procédures du Mémorandum d'accord applicables à l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture figure l'article 11 du Mémorandum d'accord dont une partie dispose ce qui suit:

> un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés.

4. L'article 11 prévoit qu'un groupe spécial doit "procéder à une évaluation objective des faits de la cause". Il ne dit pas qu'un groupe spécial doit procéder à une telle évaluation en examinant d'abord *une partie* des faits de la cause avant d'examiner ensuite les *autres* faits. En outre, l'article 11 prévoit que les parties auront pleinement la possibilité de rechercher et de présenter des faits à titre de réfutation. Cela se fait dans le cadre de la procédure normale de groupe spécial comportant deux réunions – et non au cours d'une seule réunion tronquée. Cela se fait également par l'échange de communications présentées à titre de réfutation.

5. L'examen par un groupe spécial de tous les faits, y compris les faits présentés à titre de réfutation, est nécessaire *avant* de décider si la clause de paix est applicable ou non. Cela découle du caractère interdépendant des preuves nécessaires pour démontrer le bien-fondé des allégations relatives à la clause de paix et aux subventions à l'exportation pouvant donner lieu à une action et prohibées au titre de l'Accord SMC. Comme le Groupe spécial le verra rapidement en examinant la première communication du Brésil, les faits pertinents pour l'application de la "clause de paix" chevauchent largement les faits pertinents pour déterminer si les programmes en cause "peuvent donner lieu à une action" ou sont des "subventions à l'exportation prohibées". En effet:

- Toutes les mesures de soutien interne sous forme de subventions en cause dans les allégations faisant état de subventions pouvant donner lieu à une action formulées par le Brésil sont également en cause dans les preuves avancées par le Brésil concernant le fait que les États-Unis ne sont pas protégés par la clause de paix pour les campagnes de commercialisation 1999 à 2002. Aux fins de l'article 13 b) ii) de l'Accord sur l'agriculture, les subventions de la catégorie "orange" comprennent les prêts à la commercialisation/primes de complément des prêts; les versements au titre de l'assurance-récolte; les versements au titre du programme Step-2; les versements au titre de contrats de flexibilité de la production; les versements directs; les versements pour pertes au niveau de la commercialisation; les versements anticycliques, et les versements pour les graines de coton. Tant les preuves relatives à la clause de paix que celles relatives à l'existence de subventions pouvant donner lieu à une action exigent les mêmes descriptions détaillées concernant le type, la nature, la portée et l'historique de chacun de ces programmes de soutien interne des États-Unis.

- Le Brésil a formulé des allégations au titre de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord SMC concernant les subventions à l'exportation prohibées accordées dans le cadre du programme Step-2 et des programmes de garantie des crédits à l'exportation des États-Unis. Le Brésil démontrera que ces deux subventions à l'exportation ne sont pas "pleinement conformes aux dispositions de la Partie V du présent accord" au sens de l'article 13 c) de l'Accord sur l'agriculture; à l'évidence, les éléments de preuve et les arguments avancés par le Brésil concernant l'absence de conformité de ces deux mesures avec la Partie V de l'Accord sur l'agriculture chevauchent largement les éléments de preuve et les arguments nécessaires pour démontrer une violation de l'article 3.1 a) et b) de l'Accord SMC.

6. Cet étroit chevauchement des preuves concernant à la fois les allégations relatives à la clause de paix et celles relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action et prohibées montre bien la nécessité pour le Groupe spécial d'examiner tous les "faits de la cause" ensemble – y compris les faits présentés à titre de réfutation par le Brésil pour contester les affirmations des États-Unis. Une telle détermination ne peut être établie qu'après une collecte de renseignements effectuée par un processus itératif.

7. L'article 11 du Mémorandum d'accord exige également qu'un groupe spécial examine "l'applicabilité" des "accords visés pertinents". Cela inclut le fait de décider si des actions sont exemptées des accords *visés*. L'article 11 ne comporte cependant aucune prescription concernant une séance d'information, une réunion ou une détermination spéciale de la part d'un groupe spécial pour statuer sur une telle applicabilité ou exemption.

8. Bien entendu, lorsqu'il s'acquitte de ses obligations au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial devra peut-être organiser son évaluation des faits dans sa détermination finale en examinant et en tranchant d'abord les questions relatives à la clause de paix. L'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs* a estimé que c'était là ce que le groupe spécial aurait dû faire pour trancher des questions très semblables à la clause de paix au titre de l'article 27.2 b) et 27.4 de l'Accord SMC.[6] Rien cependant dans l'article 11 du Mémorandum d'accord ni dans aucune autre disposition de l'OMC ne prescrit que le Brésil présente ses éléments de preuve relatifs à la seule clause de paix, séparément des éléments de preuve factuels et des arguments relatifs à l'Accord SMC. Comme il est indiqué ci-dessous, une telle prescription serait incompatible avec la pratique antérieure des groupes spéciaux et porterait préjudice aux efforts déployés par le Brésil pour présenter son dossier de manière cohérente et unifiée.

IV. STATUER SUR LES QUESTIONS LIMINAIRES AVANT DE MÉNAGER AUX PARTIES LA POSSIBILITÉ DE PRÉSENTER TOUS LEURS ÉLÉMENTS DE PREUVE EST CONTRAIRE À LA PRATIQUE DES GROUPES SPÉCIAUX ANTÉRIEURS

1. De nombreux groupes spéciaux ont été confrontés à des questions liminaires au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord et d'autres Accords de l'OMC. Ces questions préliminaires ont porté sur le point de savoir si les groupes spéciaux étaient compétents pour statuer sur certaines allégations et mesures et formuler des recommandations à ce sujet. Bon nombre de ces questions préliminaires portaient sur des faits bien moins complexes que ceux concernant la clause de paix dans le présent différend. Néanmoins, de nombreux groupes spéciaux ont attendu, pour statuer sur ces questions de compétence liminaires, le moment de la détermination finale après avoir examiné tous les éléments de preuve et arguments.[7] D'autres groupes spéciaux ont tranché ces questions liminaires

---

[6] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/AB/R (adopté le 2 août 1999), paragraphes 143 et 144.

[7] Rapport du Groupe spécial de l'OMC *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/R (adopté le 20 août 1999), paragraphe 9.15 (le Groupe spécial a rejeté la demande de décision préliminaire fondée sur des allégations au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord et a tranché les questions dans son rapport final); rapport du Groupe spécial de l'OMC *Égypte – Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de la Turquie*, WT/DS211/R (adopté le 1er octobre 2002), paragraphes 7.27 à 7.31 (le Groupe spécial a déterminé dans son rapport final que certaines allégations ne relevaient pas de son mandat); rapport du Groupe spécial de l'OMC *Inde – Mesures concernant le secteur automobile*, WT/DS146/R et WT/DS175/R (adopté le 5avril 2002), paragraphes 7.44 à 7.103 (le Groupe spécial a rejeté les allégations liminaires de l'Inde relatives à l'autorité de la chose jugée dans son rapport final); rapport du Groupe spécial de l'OMC *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée*, WT/DS99/R (adopté le 19 mars 1999), paragraphe 6.17 (le Groupe spécial a décidé dans son rapport final de faire droit aux objections préliminaires des États-Unis selon lesquelles certaines mesures antidumping étaient antérieures à l'OMC et ne pouvaient donc pas être contestées); rapport du Groupe spécial de l'OMC *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/R, WT/DS10/R et WT/DS11/R (adopté le 1er novembre 1996), paragraphe 6.5 (il a été déterminé dans le rapport final qu'une allégation ne relevait pas du mandat du Groupe spécial); rapport du Groupe spécial de l'OMC *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée*, WT/DS202/R (adopté le 8 mars 2002), paragraphes 7.121 à 7.126 (le Groupe spécial a rejeté une allégation de la Corée comme étant au-delà de son mandat dans son rapport final); rapport du Groupe spécial de l'OMC *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R (adopté le

après leur première réunion avec les parties où la partie plaignante avait eu la possibilité de présenter ses éléments de preuve.[8]

2. L'affaire la plus proche de la question de la clause de paix présentée ici était l'affaire *Brésil - Programme de financement des exportations pour les aéronefs*.[9] Ce différend portait sur l'article 27.2 b) et 27.4 de l'Accord SMC qui exempte certains pays en développement Membres des obligations énoncées à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC, sous réserve que ce Membre ait respecté certaines conditions qui sont citées.[10] L'Organe d'appel a examiné l'application de cette disposition semblable à la clause de paix dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*.[11]

> À notre avis, le paragraphe 4 de l'article 27 prévoit également certaines obligations que les pays en développement Membres doivent remplir s'ils veulent bénéficier de ce traitement spécial et différencié pendant la période transitoire. ... Si un pays en développement Membre respecte les obligations énoncées à l'article 27.4, la prohibition des subventions à l'exportation énoncée à l'article 3.1 a) tout simplement ne s'applique pas. ... Si [le] non-respect est démontré, alors, et alors seulement, la prohibition énoncée à l'article 3.1 a) *s'applique* audit pays en développement Membre.[12] (*non souligné dans l'original*)

---

23 août 2001), paragraphe 7.22 (il a été déterminé dans le rapport final que l'allégation relative aux "données de fait disponibles défavorables" ne relevait pas du mandat du Groupe spécial).

[8] Rapport du Groupe spécial de l'OMC *Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/R (pas encore adopté), paragraphe 7.14 (la constatation préliminaire établie après la première réunion avec les parties était que certaines allégations ne relevaient pas du mandat du Groupe spécial); rapport du Groupe spécial de l'OMC *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/R (adopté le 19 décembre 2002), paragraphes 8.1 et 8.2 et note de bas de page 224 (le Groupe spécial a décidé à la fin de la première réunion que deux allégations ne relevaient pas de son mandat et a exposé son raisonnement dans son rapport final); rapport du Groupe spécial de l'OMC *États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS165/R (adopté le 10 janvier 2001), paragraphe 6.11 (le Groupe spécial a pris une décision préliminaire concernant la portée des mesures relevant de son mandat à la fin de la deuxième réunion avec les parties); rapport du Groupe spécial de l'OMC *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*, WT/DS177/R et WT/DS178/R (adopté le 16 mai 2001), paragraphe 5.15 (le Groupe spécial a décidé au cours de la première réunion que la demande d'établissement d'un groupe spécial couvrait toutes les allégations formulées par l'Australie et la Nouvelle-Zélande).

[9] Rapport du Groupe spécial de l'OMC, WT/DS146/AB/R (adopté le 2 août 1999).

[10] Ces dispositions sont les suivantes:

> 27.2 La prohibition énoncée au paragraphe 1 a) de l'article 3 [subventions à l'exportation prohibées] ne s'appliquera pas:
>
> ***
>
> b) aux autres pays en développement Membres pendant une période de huit ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, sous réserve que les dispositions du paragraphe 4 soient respectées.
>
> 27.4 Tout pays en développement Membre visé au paragraphe 2 b) supprimera ses subventions à l'exportation dans le délai de huit ans, de préférence de façon progressive. Toutefois, un pays en développement Membre ne relèvera pas le niveau de ses subventions à l'exportation et les éliminera dans un délai plus court que celui qui est prévu dans le présent paragraphe, lorsque le recours à ces subventions ne correspond pas aux besoins de son développement ...

[11] Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS46/AB/R (adopté le 2 août 1999).

[12] Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS46/AB/R, paragraphes 140 et 141.

3. L'Organe d'appel a constaté que le Groupe spécial aurait dû examiner d'abord la question liminaire de savoir si le Brésil respectait l'article 27.4 avant de décider si le Brésil violait l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.[13] Il n'a pourtant jamais été suggéré ni constaté que le Groupe spécial avait fait erreur en ne procédant pas à une séance d'information spéciale et en n'établissant pas une détermination spéciale *avant* même d'accepter les arguments du Brésil et du Canada concernant la question de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC. Une constatation sur la question liminaire dans cette affaire, comme en l'espèce, dépendait d'autres déterminations cruciales telles que: la définition d'une subvention, le moment auquel une subvention était accordée, le niveau pertinent, etc. Dans cette affaire, la question liminaire a été tranchée par le Groupe spécial dans son rapport final seulement après que les parties ont eu l'occasion de débattre de toutes les questions connexes tout au long de la procédure du Groupe spécial.

4. Il existe un certain nombre d'autres questions liminaires dans les Accords de l'OMC. Aucune allégation ne peut être formulée contre une mesure au titre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) à moins que cette mesure ne relève de la portée de l'Accord général sur le commerce des services telle qu'elle est définie à l'article premier de l'AGCS. Aucune allégation ne peut être formulée au titre de l'article 2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce sauf en ce qui concerne une mesure qui est un "règlement technique" selon la définition donnée dans cet accord. Des allégations au titre de l'Accord sur les marchés publics peuvent être formulées uniquement pour ce qui est des marchés passés par une entité visée par l'Annexe I de cet accord. Bien que le libellé de ces dispositions soit différent, l'effet est le même qu'en cas d'application de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture et de l'article 27.2 b) et 27.4 de l'Accord SMC – s'il est fait droit aux objections liminaires, le Groupe spécial ne peut pas formuler une constatation selon laquelle le Membre défendeur a agi d'une manière contraire aux accords visés. Pourtant, aucune de ces dispositions ne comporte de règles spéciales et additionnelles prévoyant des séances d'information, des réunions et des déterminations préliminaires extraordinaires avant qu'un groupe spécial ne prenne connaissance de toutes les allégations présentées.

V. DES AUDITIONS ET DES SÉANCES D'INFORMATION DISTINCTES SUR LA QUESTION DE LA CLAUSE DE PAIX PORTERONT PRÉJUDICE AU BRÉSIL

1. Le Brésil a décrit antérieurement dans sa lettre au Groupe spécial datée du 23 mai 2003 le préjudice qu'il subirait si des réunions et des séances d'information spéciales étaient imposées pour régler les questions relatives à la clause de paix. Ce préjudice tiendrait notamment au fait que le Brésil serait tenu de présenter les *mêmes* éléments de preuve trois – et non deux – fois et de faire venir ses experts juridiques et économiques à Genève pour une réunion supplémentaire.

2. En outre, le Brésil souhaite faire observer que de telles procédures spéciales lui porteraient préjudice parce qu'elles entraîneraient des retards importants dans la décision concernant ses allégations – dont beaucoup ne portent pas sur la clause de paix. Les allégations ne portant pas sur la clause de paix visent entre autres dispositions les suivantes:

1. article XVI:3 du GATT de 1994 concernant toutes les subventions intérieures et à l'exportation contestées par le Brésil;
2. article III:4 du GATT de 1994 concernant les versements intérieurs au titre du programme Step-2;
1. article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC concernant l'apport local prohibé pour les versements intérieurs au titre du programme Step-2;
2. articles 3:3 et 9:1 a) de l'Accord sur l'agriculture concernant les subventions à l'exportation y compris les versements à l'exportation au titre du programme Step-2;

[13] Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS46/AB/R, paragraphes 143 et 144.

3. articles 8 et 10:1 de l'Accord sur l'agriculture concernant les GSM 102, GSM 103 et les programmes SCGP de garantie des crédits à l'exportation;
1. articles 8 et 10:1 de l'Accord sur l'agriculture concernant la mesure ETI (mesure remplaçant les dispositions relatives aux FSC).

3. En outre, les preuves avancées par le Brésil à l'appui de ces allégations chevauchent celles concernant les allégations du Brésil relatives à la clause de paix ainsi qu'aux subventions à l'exportation pouvant donner lieu à une action et prohibées. Compte tenu de ce chevauchement, une procédure spéciale concernant uniquement la clause de paix aurait un impact négatif sur la capacité du Brésil de présenter son dossier de manière cohérente et unifiée.

VI. CONCLUSION

1. Pour les raisons exposées ci-dessus, le Brésil demande que le présent Groupe spécial constate que rien ne l'empêche de prendre connaissance des éléments de preuve et d'examiner les allégations du Brésil au titre de l'Accord SMC ou de l'article XVI du GATT de 1994 sans conclure d'abord que les conditions de la clause de paix énoncées à l'article 13 b) ii) et 13 c) ii) de l'Accord sur l'agriculture demeurent non respectées.

ANNEXE A-2

MÉMOIRE INITIAL DES ÉTATS-UNIS SUR LA QUESTION POSÉE PAR LE GROUPE SPÉCIAL

5 juin 2003

A. INTRODUCTION

1. Les États-Unis remercient le Groupe spécial de cette occasion de formuler des observations sur la question concernant l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* posée par le Groupe spécial dans sa télécopie du 28 mai 2003. Le Groupe spécial a demandé aux parties de traiter la question suivante:

> question de savoir si l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* empêche le Groupe spécial d'examiner les allégations formulées par le Brésil au titre de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* dans la présente procédure en l'absence d'une conclusion préalable du Groupe spécial selon laquelle certaines conditions énoncées à l'article 13 demeurent non respectées. En particulier, le Groupe spécial invite les parties à exposer leur interprétation des mots "exemptées des actions" tels qu'ils sont utilisés à l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*, ainsi qu'à porter à l'attention du Groupe spécial toutes autres dispositions pertinentes des accords visés et toutes autres considérations pertinentes qui, à leur avis, devraient orienter l'examen de cette question par le Groupe spécial.

2. L'article 13 (la "clause de paix") empêche le Groupe spécial d'examiner les allégations du Brésil au titre de l'article XVI de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("le GATT de 1994") et de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("l'Accord sur les subventions") étant donné que les mesures de soutien des États-Unis en cause sont conformes à la clause de paix. La clause de paix "exempte" les mesures de soutien qui sont conformes "des actions fondées sur" les dispositions correspondantes de l'Accord sur les subventions et du GATT de 1994.[1] Lue conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public, l'expression "exemptées des actions" signifie "non exposées ni soumises à" une "procédure juridique ou à des poursuites" ou à la "prise d'initiatives juridiques pour établir une allégation". Par conséquent, le Brésil ne peut pas maintenir une action – et les États-Unis ne peuvent pas être tenus de se défendre contre une telle action – fondée sur les dispositions spécifiées dans la clause de paix[2] étant donné que les mesures de soutien des États-Unis pour le coton upland sont conformes à la clause de paix. À la lumière de l'interprétation correcte de la clause de paix, les États-Unis ont l'honneur de demander au Groupe spécial d'organiser ses procédures de manière à déterminer d'abord si le Brésil peut maintenir une action quelconque fondée sur des dispositions exemptées par la clause de paix.

---

[1] Par exemple, l'article XVI du GATT de 1994 et la Partie III de l'Accord sur les subventions correspondent à l'article 13 a) ii) de l'Accord sur l'agriculture; l'article XVI:1 du GATT de 1994 et les articles 5 et 6 de l'Accord sur les subventions correspondent à l'article 13 b) ii) de l'Accord sur l'agriculture, et l'article XVI du GATT de 1994 et les articles 3, 5 et 6 de l'Accord sur les subventions correspondent à l'article 13 c) ii) de l'Accord sur l'agriculture.

[2] *Voir* WT/DS267/7, page 3 (énonçant les allégations fondées sur les articles 3.1 a), 3.1 b), 3.2, 5a), 5 c), 6.3 b), 6.3 c) et 6.3 d) de l'Accord sur les subventions et sur l'article XVI:1 et XVI:3 du GATT de 1994).

3. Considérons l'autre approche proposée par le Brésil dans sa lettre du 23 mai – à savoir exiger des États-Unis qu'ils se défendent contre les allégations de fond en même temps qu'ils font valoir leurs arguments sur les questions relatives à la clause de paix. Si le Groupe spécial devait permettre au Brésil de formuler maintenant ses allégations de fond au titre de l'Accord sur les subventions et du GATT de 1994 et ne conclure que plus tard (par exemple, au moment de la remise de son rapport) que les mesures des États-Unis en cause sont conformes à la clause de paix en se fondant sur les faits en l'espèce, les mesures des États-Unis auraient déjà été soumises à l'action du Brésil fondée sur ces allégations. Comme les États-Unis l'expliqueront, cela serait en contradiction avec le sens ordinaire de l'expression "exemptées des actions" employée à l'article 13, lue dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord sur l'agriculture. Par conséquent, autoriser le Brésil à procéder à une action quelconque à l'encontre des mesures des États-Unis qui sont exemptées des actions fondées sur de telles allégations serait contraire à la clause de paix et perturberait l'équilibre des droits et des obligations des Membres de l'OMC.

B. INTERPRÉTATION JURIDIQUE DE LA CLAUSE DE PAIX

4. La clause de paix, l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture[3] régit le traitement, pendant la

[3] La clause de paix est libellée comme suit:

Pendant la période de mise en œuvre, nonobstant les dispositions du GATT de 1994 et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (dénommé dans le présent article l'"Accord sur les subventions"):

a) les mesures de soutien interne qui sont pleinement conformes aux dispositions de l'Annexe 2 du présent accord:
   i) seront des subventions ne donnant pas lieu à une action aux fins de l'application de droits compensateurs;
   ii) seront exemptées des actions fondées sur l'article XVI du GATT de 1994 et la Partie III de l'Accord sur les subventions; et
   iii) seront exemptées des actions fondées sur l'annulation ou la réduction, en situation de non-violation, des avantages des concessions tarifaires résultant pour un autre Membre de l'article II du GATT de 1994, au sens du paragraphe 1 b) de l'article XXIII du GATT de 1994;

b) les mesures de soutien interne qui sont pleinement conformes aux dispositions de l'article 6 du présent accord, y compris les versements directs qui sont conformes aux prescriptions du paragraphe 5 dudit article, telles qu'elles apparaissent dans la Liste de chaque Membre, ainsi que le soutien interne dans les limites des niveaux *de minimis* et en conformité avec le paragraphe 2 de l'article 6:
   i) seront exemptées de l'imposition de droits compensateurs à moins qu'une détermination de l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage ne soit établie conformément à l'article VI du GATT de 1994 et à la Partie V de l'Accord sur les subventions, et il sera fait preuve de modération pour l'ouverture de toute enquête en matière de droits compensateurs;
   ii) seront exemptées des actions fondées sur le paragraphe 1 de l'article XVI du GATT de 1994 ou les articles 5 et 6 de l'Accord sur les subventions, à condition que ces mesures n'accordent pas un soutien pour un produit spécifique qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992; et
   iii) seront exemptées des actions fondées sur l'annulation ou la réduction, en situation de non-violation, des avantages des concessions tarifaires résultant pour un autre Membre de l'article II du GATT de 1994, au sens du paragraphe 1 b) de l'article XXIII du GATT de 1994, à condition que ces mesures n'accordent pas un soutien pour un produit spécifique qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992;

c) les subventions à l'exportation qui sont pleinement conformes aux dispositions de la Partie V du présent accord, telles qu'elles apparaissent dans la Liste de chaque Membre:
   i) seront passibles de droits compensateurs uniquement après qu'une détermination de l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage fondée sur le volume, l'effet sur les prix ou l'incidence aura été établie conformément à l'article VI du GATT de 1994 et à la Partie V de

période de mise en œuvre de l'Accord, de certaines mesures de soutien interne et subventions à l'exportation "nonobstant les dispositions du GATT de 1994 et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires".[4] Aux fins de la question du Groupe spécial, il semblerait qu'il se pose deux questions d'interprétation. La première est simple et ne fait apparemment pas l'objet du présent différend: il s'agit de savoir si la clause de paix est en vigueur pour les mesures en question. La seconde consiste à savoir quelle est la nature du traitement des mesures conformes au titre de la clause de paix – c'est-à-dire qu'est-ce que cela signifie de dire que les mesures conformes sont "exemptées des actions".

1. Durée de la clause de paix: la "période de mise en œuvre"

5. La clause de paix est en vigueur actuellement. Les premiers mots de la clause de paix ("pendant la période de mise en œuvre") établissent la durée du traitement accordé par cette disposition. L'article 1 f) de l'Accord sur l'agriculture définit la "période de mise en œuvre" comme "la période de six ans commençant en 1995" mais précise qu'"aux fins d'application de l'article 13, elle s'entend de la période de neuf ans commençant en 1995". En d'autres termes, les Membres ont déterminé qu'il était souhaitable d'exempter certaines mesures de certaines actions fondées sur des dispositions de l'OMC applicables par ailleurs, pendant une période *plus longue* que la période de mise en œuvre progressive de tous les autres engagements pris au titre de l'Accord sur l'agriculture. Ainsi, la clause de paix continue actuellement d'exempter les mesures qui sont conformes – qu'il s'agisse de mesures des États-Unis, du Brésil ou de tout autre Membre – des actions au titre des dispositions correspondantes du GATT de 1994 et de l'Accord sur les subventions.

2. Effet de la clause de paix: "exemptées des actions"

6. Aux fins du présent différend, toutes les dispositions pertinentes de la clause de paix ont le même libellé et la même construction: les mesures conformes "seront exemptées des actions fondées sur" les dispositions spécifiées des Accords de l'OMC. L'expression cruciale "exemptées des actions" n'est pas définie dans l'Accord sur l'agriculture. Conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public[5], ces termes devraient être interprétés suivant leur sens ordinaire dans leur contexte, à la lumière de l'objet et du but de l'Accord.[6]

7. Le sens ordinaire du mot "exempt" (exempté) est "[n]ot exposed or subject to something unpleasant or inconvenient; not liable to a charge, tax, etc. (Foll. by *from, of*.)"[7] (non exposé ni soumis à quelque chose de déplaisant ou d'incommode, non passible d'une imposition d'une taxe, etc. (suivi de la préposition "de")). Le sens ordinaire du mot "action" est "[t]he taking of legal steps to

---

l'Accord sur les subventions et il sera fait preuve de modération pour l'ouverture de toute enquête en matière de droits compensateurs; et

ii) seront exemptées des actions fondées sur l'article XVI du GATT de 1994 ou les articles 3, 5 et 6 de l'Accord sur les subventions.

Accord sur l'agriculture, article 13 (note de bas de page omise).

[4] Accord sur l'agriculture, article 13 (texte introductif). L'article 21:1 de l'Accord sur l'agriculture dit également clairement que l'Accord sur les subventions et le GATT de 1994 sont applicables uniquement "sous réserve" des dispositions de l'Accord sur l'agriculture, y compris l'article 13 (la clause de paix).

[5] *Voir* le *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends*, article 3:2 (le système de règlement des différends a pour objet "de préserver les droits et les obligations résultant pour les Membres des accords visés, et de clarifier les dispositions existantes de ces accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public").

[6] Les règles coutumières d'interprétation du droit international public sont énoncées en partie à l'article 31 1) de la Convention de Vienne aux termes duquel: "un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but".

[7] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, volume 1, page 878 (première définition de l'adjectif et du nom) (italique dans l'original).

establish a claim or obtain remedy; the right to institute a legal process" et "[a] legal process or suit"[8] (la prise d'initiatives juridiques pour établir une allégation ou obtenir une mesure corrective, droit d'engager une procédure juridique, et une procédure juridique ou des poursuites). Un dictionnaire juridique donne des explications supplémentaires du mot "action":

> Term in its *usual legal sense* means *a lawsuit* brought in a court; a *formal complaint* within the jurisdiction of a court of law. . . . . The *legal or formal demand of one's right* from another person or party made and insisted on in a court of justice. An *ordinary proceeding in a court* of justice by which one party prosecutes another for the enforcement or protection of a right, the redress or prevention of a wrong, or the punishment of a public offence. It includes *all the formal proceedings* in a court of justice attendant upon the demand of a right made by one person of another in such court, *including an adjudication* upon the right and its enforcement or denial by the court. (Ce terme dans son *sens juridique usuel* signifie *des poursuites* engagées devant un tribunal: une *plainte formelle* relevant de la compétence d'un tribunal… La *revendication juridique ou formelle de son droit* auprès d'une autre personne ou partie, faite et soutenue devant un tribunal. Une *procédure ordinaire devant un tribunal* par laquelle une partie poursuit une autre partie pour obtenir qu'un droit soit respecté ou protégé, qu'un tort soit redressé ou évité ou qu'une atteinte à l'intérêt public soit punie. Cela inclut *toutes les procédures formelles* devant un tribunal associées à la revendication d'un droit faite par une personne auprès d'une autre devant ce tribunal *y compris une décision* du tribunal concernant le droit et son respect ou son déni).[9]

Ainsi, suivant le sens ordinaire des termes, l'expression "exemptées des actions" signifie "non exposées ni soumises" à "la prise d'initiatives juridiques pour établir une allégation" tel qu'une "plainte formelle" ou toute "procédure formelle" y compris un "jugement" concernant l'allégation. Une formulation encore plus simple constituerait à dire "non passible" d'"une procédure juridique ou de poursuites".

8. Le contexte pertinent pour l'expression "exemptées des actions" comprend le *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord") qui s'applique "aux différends soumis en vertu des dispositions relatives aux consultations et aux règlements des différends des accords énumérés à l'Appendice 1 du présent mémorandum d'accord (dénommés dans le présent mémorandum d'accord les "accords visés")". Les accords visés, bien entendu, incluent l'Accord sur l'agriculture et l'Accord sur les subventions. L'article 3:7 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit: "*Avant de déposer un recours*, un Membre jugera si une *action* au titre des présentes procédures serait utile" (pas d'italique dans l'original). De même l'article 4:5 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit: "*Au cours des consultations engagées* conformément aux dispositions d'un accord visé, avant de *poursuivre leur action* au titre du présent mémorandum d'accord, les Membres devraient s'efforcer d'arriver à un règlement satisfaisant de la question" (pas d'italique dans l'original). Ainsi, ces dispositions donnent à entendre qu'une "action" fondée sur les dispositions pertinentes inclurait tous les stades d'un différend y compris le fait de "déposer un recours", les consultations et la procédure de groupe spécial.[10]

---

[8] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, volume 1, page 22 (première et deuxième définitions).

[9] *Black's Law Dictionary*, page 28 (6ème édition, 1990) (pas d'italique dans l'original).

[10] Étayant encore le fait qu'une "action" inclut le règlement des différends, l'article 3:10 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit: "Il est entendu que les demandes de conciliation et le recours aux procédures de règlement des différends ne devraient pas être conçus ni considérés comme des *actes* contentieux ..." (pas d'italique dans l'original).

9. En outre, l'article 7, qui fait partie de la Partie III de l'Accord sur les subventions (intitulée "Subventions pouvant donner lieu à une action"), sert de contexte à l'expression "exemptées des actions". L'article 7 prévoit des procédures (y compris les consultations, la procédure de groupe spécial et les mesures correctives) pour faire respecter les droits juridiques énoncés à l'article 5 (sur les "effets défavorables") et à l'article 6 (sur le "préjudice grave"). La phrase introductive de l'article 7 dispose que ces procédures s'appliquent "[e]xception faite de ce qui est prévu à l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture".[11] Ainsi, ces dispositions étayent également une interprétation de l'expression "exemptées des actions" à l'article 13 comme signifiant "non soumises à" la "prise d'initiatives juridiques pour établir une allégation". La note de bas de page 35 de l'Accord sur les subventions constitue un contexte additionnel qui peut aider à expliquer que l'expression "exemptées des actions" inclut le fait de ne pas recourir au règlement des différends. La note de bas de page 35, qui porte sur les subventions "ne donnant pas lieu à une action"[12] dispose que "[l]es dispositions des Parties III [sur les subventions pouvant donner lieu à une action] et V [sur les mesures compensatoires] *ne seront pas invoquées* au sujet de mesures considérées comme ne donnant pas lieu à une action conformément aux dispositions de la Partie IV".[13] Étant donné que les dispositions par ailleurs pertinentes ne peuvent pas être "invoquées" pour des subventions ne donnant pas lieu à une action, la note de bas de page 35 étaye l'interprétation de l'expression "exemptées des actions" comme signifiant ne pas recourir au règlement des différends en soutenant des allégations juridiques.

10. Cette interprétation de l'expression "exemptées des actions" concorde avec l'objet et le but de l'Accord sur l'agriculture. L'Accord représente le résultat de négociations longues et difficiles visant à atteindre "l'objectif à long terme … d'arriver, par un processus suivi s'étendant sur une période convenue, à des réductions progressives substantielles du soutien et de la protection de l'agriculture, qui permettraient de remédier aux restrictions et distorsions touchant les marchés agricoles mondiaux et de les prévenir".[14] Les Membres ont par conséquent accepté la clause de paix, reconnaissant que les subventions à l'agriculture ne pouvaient pas être éliminées immédiatement et devaient, à certaines conditions, être exemptées des disciplines relatives aux subventions prévues par l'Accord sur les subventions et le GATT de 1994.

C. CONCLUSION: LE BRÉSIL NE PEUT PAS ENGAGER D'ACTION AU TITRE DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS OU DE L'ARTICLE XVI DU GATT DE 1994 À L'ENCONTRE DES MESURES DES ÉTATS-UNIS CONFORMES À LA CLAUSE DE PAIX ET LE GROUPE SPÉCIAL NE PEUT PAS SE PRONONCER SUR UNE TELLE ACTION

11. L'approche du Brésil – à savoir que l'applicabilité de la clause de paix et les allégations du Brésil au titre de l'Accord sur les subventions et de l'article XVI du GATT de 1994 doivent être examinées en même temps – serait contraire au sens ordinaire de la clause de paix en soumettant les mesures des États-Unis à la "prise d'initiatives juridiques pour établir une allégation". Selon l'approche du Brésil, les mesures des États-Unis seraient soumises à une action fondée sur les dispositions correspondantes de l'Accord sur les subventions et du GATT de 1994 en même temps que le Groupe spécial examinerait l'applicabilité de la clause de paix. L'approche du Brésil ne tiendrait pas compte du sens ordinaire des dispositions de la clause de paix exemptant ces mesures d'actions.

---

[11] Accord sur les subventions, article 7.1.

[12] Le sens ordinaire du terme "actionable" (pouvant donner lieu à un action) est "[a]ffording ground for an action at law" (pouvant justifier une action en justice). *The New Shorter Oxford English Dictionary*, volume 1, page 22.

[13] Accord sur les subventions, article 10, note de bas de page 35 (pas d'italique dans l'original).

[14] Accord sur l'agriculture, préambule (troisième alinéa).

12. En conséquence, les États-Unis ont l'honneur de demander au Groupe spécial de constater que les mesures qui sont conformes à la clause de paix sont exemptées de toute action, y compris d'action au titre du Mémorandum d'accord, fondée sur les dispositions correspondantes de l'Accord sur les subventions et du GATT de 1994. De ce fait, les États-Unis ne sont pas tenus de défendre ces mesures dans toute action fondée sur les allégations du Brésil dont elles sont exemptées par la clause de paix.

ANNEXE A-3

MÉMOIRE INITIAL DE L'ARGENTINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

10 juin 2003

1. L'Argentine aimerait remercier le Groupe spécial de cette occasion qui lui est donnée de présenter, en tant que tierce partie au différend, des observations écrites sur la question de savoir si l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture empêche le Groupe spécial d'examiner les allégations formulées par le Brésil au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) en l'absence d'une conclusion préalable du Groupe spécial selon laquelle certaines conditions énoncées à l'article 13 demeurent non respectées. À cet égard, l'Argentine déclare ce qui suit:

2. Le texte de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture n'exige pas du Groupe spécial qu'il formule une constatation préliminaire concernant l'applicabilité de la clause de paix avant d'examiner les allégations du Brésil au titre de l'Accord SMC ou du GATT de 1994. Si les négociateurs avaient estimé qu'une telle constatation préliminaire était nécessaire, ils l'auraient précisé.

3. D'ailleurs, une analyse textuelle de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture révèle que les "*actions*", et non l'analyse des allégations formulées au titre de l'article XVI du GATT de 1994 ou des articles 3, 5 et 6 de l'Accord SMC, peuvent être exclues uniquement si toutes les conditions établies aux paragraphes b) ii) ou c) ii) de l'article 13 sont remplies.

4. À cet égard, l'Organe d'appel a établi ce qui suit:

> "*Le devoir de celui qui interprète un traité est d'examiner les termes du traité pour déterminer les intentions des parties. Cela devrait se faire conformément aux principes d'interprétation des traités énoncés à l'article 31 de la Convention de Vienne. Mais ces principes d'interprétation ne signifient pas qu'il soit nécessaire ni justifiable d'imputer à un traité des termes qu'il ne contient pas ou d'inclure dans un traité des concepts qui n'y étaient pas prévus*".[1]

· **L'expression "*exemptées des actions*" telle qu'elle est utilisée à l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture:**

5. Selon l'Argentine, dans le contexte de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture, l'expression "*exemptées des actions*" n'équivaut pas à une impossibilité de demander une procédure de groupe spécial. "*Exemptées des actions*" signifie qu'il ne sera pas possible de formuler une constatation d'incompatibilité avec l'article XVI du GATT de 1994 ou les articles 3, 5 et 6 de l'Accord SMC si les prescriptions juridiques régissant l'exemption sont respectées. Le contexte immédiat de l'expression "*exemptées des actions*" – c'est-à-dire les paragraphes b) et c) – confirme cette interprétation étant donné que cette exemption est subordonnée à une condition liminaire particulière, à savoir que les mesures de soutien interne et les subventions à l'exportation "[soient] pleinement conformes" (à différentes dispositions de l'Accord sur l'agriculture).

[1] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets*, adopté le 16 janvier 1998, WT/DS50/AB/R, paragraphe 45 (pas d'italique et non souligné dans l'original).

6. Néanmoins, c'est précisément grâce aux procédures de groupe spécial qu'il sera déterminé si ces prescriptions juridiques sont respectées. L'Argentine souscrit à la déclaration faite par le Brésil au paragraphe 6 de son mémoire selon laquelle le terme "actions" dans le contexte de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture fait référence aux décisions des organes compétents de l'OMC tels que l'ORD lorsqu'il s'acquitte de ses fonctions en établissant un groupe spécial. Une interprétation différente impliquerait que l'on donne aux mesures prétendument couvertes par la clause de paix un caractère d'immunité absolue, que les prescriptions juridiques établies par l'article 13 soient respectées ou non. Cela serait contraire à la règle *in dubio mitius*, car cela constituerait une interprétation plus contraignante des dispositions du traité.

7. Par conséquent, l'expression "*exemptées des actions*" n'empêche pas un groupe spécial d'examiner une allégation formulée au titre de l'Accord SMC ou du GATT de 1994 pendant qu'il décide si les conditions de la clause de paix ont été respectées.

8. Pour l'Argentine, il ne fait aucun doute que "la clause de paix continue actuellement d'exempter les mesures qui sont conformes des actions au titre des dispositions correspondantes du GATT de 1994 et de l'Accord sur les subventions".[2] D'ailleurs, les mots clés de l'article 13 b) ii) et c) ii) de l'Accord sur l'agriculture sont "*qui sont pleinement conformes*" et "*à condition que*" et "*qui sont pleinement conformes*" respectivement. Ces termes impliquent que l'exception n'est pas absolue, mais qu'elle est subordonnée au respect de certaines conditions. Lorsqu'ils examinent les questions d'interprétation aux fins de la question du Groupe spécial, au paragraphe 4 de leur mémoire, les États-Unis semblent omettre cette question en déclarant que le différend paraît porter sur la nature du traitement des mesures conformes au titre de la clause de paix. Toutefois, de l'avis de l'Argentine, ce qui importe ici c'est de déterminer à ce stade de la procédure le traitement au titre de la clause de paix des mesures qui sont censées ne pas être en conformité avec les prescriptions juridiques nécessaires pour être exemptées des actions.

9. En outre, le respect des conditions juridiques énoncées à l'article 13 est une question de fait qui doit nécessairement être élucidée au cours des procédures de groupe spécial. Sinon, comment cette question peut-elle être élucidée dans les cas où, comme en l'espèce, les États-Unis n'ont pas dit quel était leur niveau de soutien interne en 1992 et n'ont pas répondu aux questions spécifiques au cours des consultations? Ce n'est qu'au cours des procédures de groupe spécial que ces questions pourraient être élucidées.

10. D'un autre côté, comme le Brésil l'a dit au paragraphe 17 de son mémoire[3], aucune disposition de l'OMC n'oblige un Membre à présenter des éléments de preuve relatifs à la clause de paix séparément des éléments de preuve factuels et des allégations au titre de l'Accord SMC et/ou du GATT de 1994. Comme l'a dit le Brésil aux paragraphes 13 et 14 de son mémoire, conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, un groupe spécial doit procéder à une évaluation objective des faits de la cause et non d'une partie de ces faits avant d'examiner les autres, en particulier lorsque, comme en l'espèce, il y a un chevauchement des éléments de preuve relatifs aux prescriptions de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture et des éléments de preuve relatifs aux allégations concernant les subventions pouvant donner lieu à une action et prohibées.

11. L'Argentine considère que le texte de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture n'interdit pas à un groupe spécial d'examiner ensemble un moyen de défense invoqué au titre de la clause de paix et les allégations d'incompatibilité formulées au titre du GATT de 1994 ou de l'Accord SMC. Si une décision préliminaire sur l'applicabilité de la clause de paix était nécessaire avant de pouvoir examiner les allégations du Brésil au titre de l'Accord SMC ou du GATT de 1994, l'expression "*exemptées des*

[2] Mémoire initial des États-Unis sur la question posée par le Groupe spécial, 5 juin 2003.
[3] Mémoire du Brésil sur la question préliminaire concernant la "clause de paix" de l'Accord sur l'agriculture, 5 juin 2003.

actions" aurait un sens trop large. Cela équivaudrait à créer une nouvelle obligation pour les Membres qui n'était manifestement pas envisagée dans le texte de l'article 13.

12. Enfin, le même raisonnement pourrait s'appliquer à d'autres questions préliminaires, telles que les objections concernant la compatibilité du mandat d'un groupe spécial avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord ou les exceptions générales au titre de l'article XX du GATT de 1994. Toutefois, différents groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont formulé leurs constatations sur ces questions en même temps que leurs constatations concernant les allégations de fond.

- **Autres dispositions pertinentes des accords visés:**

13. L'Accord SMC est applicable tant aux produits agricoles qu'aux produits non agricoles. Il est vrai que l'article 7 de l'Accord SMC prévoit que la demande de consultations est subordonnée à l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture. Toutefois, dans la présente affaire, les États-Unis ne s'en sont pas prévalus ni au cours des consultations ni au cours des réunions pendant lesquelles l'établissement du Groupe spécial a été demandé, s'engageant ainsi dans de telles procédures.

- **Autres considérations qui devraient orienter l'évaluation de cette question:**

14. L'Argentine considère que les dispositions énoncées à l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture ont un caractère d'exception. Cela impliquerait que le Membre qui prétend être protégé par la clause de paix a la charge de prouver qu'il en respecte les prescriptions juridiques. Tant que les États-Unis ne démontrent pas *prima facie* qu'ils respectent toutes les conditions qui leur permettraient une protection contre une allégation en vertu de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture, le Groupe spécial devrait considérer comme appropriées les allégations formulées au titre de l'article XVI du GATT de 1994 ou des articles 3, 5 et 6 de l'Accord SMC.

15. Enfin, comme l'a dit le Brésil aux paragraphes 13 et 14 de son mémoire, conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, un groupe spécial doit procéder à une évaluation objective des faits de la cause et non d'une partie de ces faits avant d'en examiner les autres, en particulier lorsque, comme en l'espèce, il est nécessaire de clarifier des questions de fait étroitement liées concernant à la fois le respect des conditions énoncées dans la clause de paix et les allégations de fond relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action et prohibées.

Conclusion

16. Conformément à ce qui précède, l'Argentine considère que l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture n'empêche pas le Groupe spécial de prendre connaissance des éléments de preuve et d'examiner les allégations du Brésil au titre de l'Accord SMC ou du GATT de 1994 pendant qu'il décide si les conditions de la clause de paix énoncées à l'article 13 ont été respectées ou non.

ANNEXE A-4

OBSERVATIONS ÉCRITES DE L'AUSTRALIE

10 juin 2003

1. Je me réfère à votre télécopie du 28 mai 2003 dans laquelle vous invitez les tierces parties au différend à présenter toutes observations écrites qu'elles pourraient souhaiter formuler à propos de la question suivante:

> question de savoir si l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* empêche le Groupe spécial d'examiner les allégations formulées par le Brésil au titre de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* dans la présente procédure en l'absence d'une conclusion préalable du Groupe spécial selon laquelle certaines conditions énoncées à l'article 13 demeurent non respectées. En particulier, le Groupe spécial invite les parties à exposer leur interprétation des mots "exemptées des actions" tels qu'ils sont utilisés à l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*, ainsi qu'à porter à l'attention du Groupe spécial toutes autres dispositions pertinentes des accords visés et toutes autres considérations pertinentes qui, à leur avis, devraient orienter l'examen de cette question par le Groupe spécial. Pour plus de clarté, le Groupe spécial invite les parties, au cours de cette étape initiale de la procédure, à se concentrer sur les questions d'interprétation du droit, plutôt que sur la présentation de tout élément de preuve factuel qui pourrait être associé aux éléments de fond de l'article 13.

2. Veuillez noter qu'aux fins des observations de l'Australie concernant les questions identifiées dans le paragraphe précédent, les références à l'"article 13" renvoient à l'article 13 a) ii), 13 b) ii) et 13 c) ii). Rien dans l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* – ni d'ailleurs dans le *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord")* – n'empêcherait le Groupe spécial d'examiner des allégations au titre de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* en l'absence d'une conclusion préalable du Groupe spécial selon laquelle certaines conditions énoncées à l'article 13 demeurent non respectées.

3. L'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* prévoit une exemption restreinte, conditionnelle et limitée dans le temps des actions fondées sur l'article XVI du GATT de 1994 et certaines dispositions de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (les "dispositions spécifiées") pour ce qui est des mesures qui sont pleinement conformes aux dispositions respectives de l'*Accord sur l'agriculture* et à l'article 13 lui-même. L'article 13 n'empêche pas en soi les allégations fondées sur les dispositions spécifiées, c'est-à-dire que l'article 13 n'empêche pas d'invoquer les dispositions spécifiées. L'article 13 a plutôt le caractère d'un "moyen de défense affirmatif" pour les mesures qui sont incompatibles avec les dispositions spécifiées.[1]

4. Le fait de considérer l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* comme un moyen de défense affirmatif donne son sens véritable à cette disposition, ainsi qu'à l'article 21 de l'*Accord sur l'agriculture* et aux articles 3.1, 6.9 et 7.1 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires*. Cette optique serait également compatible avec le principe d'interprétation dit de

[1] Voir par exemple *États-Unis – Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R, page 18.

l'effet utile, dont l'Organe d'appel a constaté qu'il devrait guider l'interprétation de l'Accord sur l'OMC.[2]

5. Pour évaluer un moyen de défense affirmatif fondé sur l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*, l'application appropriée de cette disposition exigerait que le Groupe spécial examine les conditions énumérées à l'article 13 (les "conditions prescrites"), c'est-à-dire:

- selon qu'il convient, si la mesure en cause constitue une mesure de soutien interne ou une subvention à l'exportation au sens de l'Annexe 2 ou des articles 6 ou 1e) de l'*Accord sur l'agriculture*; et dans ce cas,

- selon qu'il convient, si la mesure en cause est pleinement conforme aux dispositions de l'Annexe 2, de l'article 6 ou de la Partie V de l'*Accord sur l'agriculture*; et

- selon qu'il convient, si les mesures relevant des dispositions de l'article 6 de l'*Accord sur l'agriculture* accordent un soutien pour un produit spécifique qui n'excède pas celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992.

6. Ce n'est que si le Groupe spécial détermine que l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* est pertinent parce que les conditions prescrites sont remplies qu'il devrait examiner si les mesures en cause sont "exemptées des actions fondées sur" les dispositions spécifiées. Dans ce cas, le Groupe spécial devrait examiner si les mesures en cause sont "free or released from a duty or liability to which others are held"[3] (libres ou libérées "d'un devoir ou d'une responsabilité auxquels les autres sont assujetties") en relation avec une procédure "found[ed], buil[t] or construct[ed] on"[4] (fondée, bâtie ou édifiée sur) les dispositions spécifiées. En d'autres termes, si les conditions prescrites sont remplies, un Membre dégagé de toute responsabilité sera pour l'incompatibilité d'une mesure avec les dispositions spécifiées pendant la période où l'article 13 s'applique.

7. Dans la présente affaire, les parties au différend ne sont pas d'accord sur le point de savoir si les mesures en cause sont pleinement conformes aux dispositions respectives de l'*Accord sur l'agriculture*. Cependant, un désaccord entre les parties au différend n'a pas pour effet de limiter le mandat du Groupe spécial. Aucune disposition des accords visés ne prévoit qu'un désaccord entre les parties au différend quant à la conformité aurait pour effet de faire obstacle au mandat juridique donné à un groupe spécial d'examiner des allégations conformément aux dispositions des articles 3:2 et 11 du Mémorandum d'accord. Rien par conséquent, ne prescrit au Groupe spécial de parvenir à la conclusion que certaines conditions énoncées à l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* demeurent non respectées avant d'examiner les allégations formulées au titre de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires*.

---

[2] *États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*, WT/DS217/AB/R, WT/DS234/AB/R, paragraphe 271.

[3] *Black's Law Dictionary*, Seventh Edition, Bryan A. Garner, Editor in Chief, West Group, St Paul, Minn., 1999, page 593.

[4] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Ed. Lesley Brown, volume 1, Clarendon Press, Oxford, 1993, page 187.

ANNEXE A-5

OBSERVATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES SUR CERTAINES QUESTIONS SOULEVÉES À TITRE INITIAL PAR LE GROUPE SPÉCIAL

10 juin 2003

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION 22

II. LA QUESTION QUI SE POSE RELÈVE DU POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE DU GROUPE SPÉCIAL QUANT À L'ORGANISATION DE SES PROPRES PROCÉDURES 23

III. PLUSIEURS FACTEURS MILITENT EN FAVEUR DE L'EXAMEN DES ÉLÉMENTS DE PREUVE ET DES ARGUMENTS PRÉSENTÉS EN CE QUI CONCERNE L'ARTICLE 13 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE EN MÊME TEMPS QUE DES AUTRES ALLÉGATIONS 25

A. L'APPLICATION DE L'ARTICLE 13 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE DÉPEND DE L'EXAMEN DES QUESTIONS DE FOND 25

B. ÉVALUER L'APPLICABILITÉ DE L'ARTICLE 13 EN TANT QUE MESURE PRÉLIMINAIRE PEUT RETARDER LA REMISE DU RAPPORT 25

C. LA DÉCISION DE DÉCOUPER LA PROCÉDURE EN TROIS ÉTAPES POURRAIT PORTER ATTEINTE AUX DROITS DES TIERCES PARTIES À UNE PROCÉDURE RÉGULIÈRE 26

IV. CONCLUSION 26

I. INTRODUCTION

1. Le Groupe spécial a demandé aux parties au présent différend, ainsi qu'aux tierces parties, de présenter des observations sur la question ci-après:

> question de savoir si l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* empêche le Groupe spécial d'examiner les allégations formulées par le Brésil au titre de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* dans la présente procédure en l'absence d'une conclusion préalable du Groupe spécial selon laquelle certaines conditions énoncées à l'article 13 demeurent non respectées. En particulier, le Groupe spécial invite les parties à exposer leur interprétation des mots "exemptées des actions" tels qu'ils sont utilisés à l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*, ainsi qu'à porter à l'attention du Groupe spécial toutes autres dispositions pertinentes des accords visés et toutes autres considérations pertinentes qui, à leur avis, devraient orienter l'examen de cette question par le Groupe spécial.

2. Pour les Communautés européennes, les positions des deux parties sont les suivantes. Les États-Unis préconisent une procédure en plusieurs étapes – premièrement le Groupe spécial devrait se

pencher sur cette question initiale, deuxièmement il devrait examiner si les mesures des États-Unis en cause relèvent de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*, et enfin, et seulement si les mesures ne relèvent pas de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*, le Groupe spécial devrait examiner si ces mesures sont compatibles avec l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (l'"*Accord SMC*").[1] En revanche, le Brésil estime que le Groupe spécial devrait, après avoir réglé cette question initiale, examiner les allégations du Brésil au titre de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Accord SMC* simultanément, en considérant les allégations du Brésil au titre de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* comme une question liminaire.[2] Aucune des deux parties ne semble suggérer que cette question soit autre chose qu'une question de fond.[3]

3. Les communications des parties concernent la manière dont le Groupe spécial devrait organiser ses procédures. En d'autres termes, devrait-il prendre connaissance des arguments et des éléments de preuve relatifs aux allégations du Brésil au titre de l'article XVI du GATT et de l'*Accord SMC* avant d'avoir décidé si les États-Unis peuvent se prévaloir de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*. Les Communautés européennes considèrent que cette question relève du pouvoir discrétionnaire du Groupe spécial quant à l'organisation de ses procédures. Un tel pouvoir discrétionnaire n'est cependant pas sans limite. Les Communautés européennes considèrent qu'il y a un certain nombre de facteurs qui exigent que le Groupe spécial exerce son pouvoir discrétionnaire de manière à examiner les éléments de preuve et les arguments présentés par les parties en ce qui concerne aussi bien l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* et l'article XVI du GATT que l'*Accord SMC* en même temps. Les Communautés européennes exposent leurs arguments sur ces questions plus en détail dans les sections ci-après.

II. LA QUESTION QUI SE POSE RELÈVE DU POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE DU GROUPE SPÉCIAL QUANT À L'ORGANISATION DE SES PROPRES PROCÉDURES

4. Les deux parties semblent considérer que le Groupe spécial est tenu de statuer, en substance, sur la question de savoir si les mesures des États-Unis relèvent de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*, et si ce n'est pas le cas, si elles sont compatibles avec l'article XVI du GATT et l'*Accord SMC*. L'affirmation du Brésil, selon laquelle les mesures des États-Unis sont incompatibles avec l'article XVI du GATT et l'*Accord SMC*, parce qu'elles ne sont pas visées par l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*, impose au Groupe spécial de déterminer si l'article 13 est applicable. De même, l'allégation des États-Unis selon laquelle l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* empêche le Groupe spécial de statuer sur les autres allégations du Brésil impose une décision sur la question de l'applicabilité de l'article 13.

5. Pour les Communautés européennes leur point de vue selon lequel le Groupe spécial a le pouvoir discrétionnaire de choisir entre une procédure unique et une procédure en plusieurs étapes est étayé par le fait que l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* ne constitue pas une règle spécifique qui

---

[1] Au paragraphe 2 de leur mémoire initial, les États-Unis font valoir ce qui suit:

> "[l]es États-Unis ont l'honneur de demander au Groupe spécial d'organiser ses procédures de manière à déterminer d'abord si le Brésil peut maintenir une action quelconque fondée sur des dispositions exemptées par la clause de paix."

[2] Le Brésil conclut ainsi son mémoire initial:

> "… le Brésil demande que le présent Groupe spécial constate que rien ne l'empêche de prendre connaissance des éléments de preuve et d'examiner les allégations du Brésil au titre de l'Accord SMC ou de l'article XVI du GATT de 1994 sans conclure d'abord que les conditions de la clause de paix énoncées à l'article 13 b) ii) et 13 c) ii) de l'Accord sur l'agriculture demeurent non respectées.

[3] Par exemple, que les arguments relatifs à l'article XVI du GATT et à l'Accord SMC ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.

peut être distinguée des procédures normales du Mémorandum d'accord. Ainsi, par exemple, l'article 13 n'est pas mentionné à l'Appendice 2 du Mémorandum d'accord qui énumère les règles et procédures spéciales ou additionnelles contenues dans les accords visés. En outre, l'article 19 de l'*Accord sur l'agriculture* indique que les dispositions de l'article XXII et XXIII du GATT, telles qu'elles sont précisées dans le Mémorandum d'accord, s'appliquent à l'*Accord sur l'agriculture*. En conséquence, aucune règle spéciale n'est prévue concernant l'article 13 au cas où un Membre demande le règlement d'un différend dans lequel il peut être évoqué en tant que question.

6. Afin de démontrer plus avant que cette question relève du pouvoir discrétionnaire du Groupe spécial, il est instructif d'examiner les arguments des États-Unis concernant le sens de l'expression "exemptées des actions". Les États-Unis font valoir que le sens de l'expression "exemptées des actions" est qu'aucune procédure formelle ne peut être engagée concernant la question exemptée des actions et que, dans le cadre de l'OMC, cela signifierait qu'un Membre ne peut pas demander l'ouverture de consultations et ensuite demander l'établissement d'un groupe spécial.[4] Les implications de cette position ne sont toutefois pas claires. La conclusion logique semblerait être que les États-Unis laissent entendre que le Brésil devrait d'abord demander l'établissement d'un groupe spécial en faisant valoir que l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* n'est pas applicable, puis (s'il a obtenu gain de cause) demander l'établissement d'un deuxième groupe spécial pour statuer sur ses allégations au titre de l'article XVI du GATT et de l'*Accord SMC*. Cette notion semble peu plausible pour un certain nombre de raisons. Premièrement, en examinant si l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* est applicable, le premier groupe spécial ne réglerait pas un différend mais serait chargé de rendre un jugement déclaratoire. Deuxièmement, un Membre n'a pas l'obligation d'agir d'une manière compatible avec l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* – le non-respect de l'article 13 implique qu'un Membre ne bénéficie plus de la protection que cet article confère. Par conséquent, et troisièmement, l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* peut seulement être considéré comme un moyen de défense contre une allégation formulée au titre d'autres aspects des Accords de l'OMC qui réglementent l'octroi de subventions. Il semblerait bizarre que le Brésil, avant de pouvoir formuler une allégation concernant des subventions qui, selon lui, ne respectaient pas les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC, ait dû d'abord établir que les moyens de défense potentiels des États-Unis ne s'appliquaient pas.

7. Les Communautés européennes font observer que, même si cette situation constitue la suite logique de l'interprétation donnée par les États-Unis de l'expression "exemptées des actions", les États-Unis ne laissent pas entendre que le Brésil aurait dû demander l'établissement de deux groupes spéciaux successifs. En fait, ils maintiennent que prendre connaissance des arguments et des éléments de preuve concernant l'article XVI du GATT et l'*Accord SMC* pour le Groupe spécial équivaudrait à une "action" qui ne peut pas être entreprise à leur encontre avant qu'il ne soit déterminé que les mesures des États-Unis ne sont pas conformes à l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*. On ne voit pas clairement pourquoi les États-Unis considèrent que prendre connaissance des éléments de preuve équivaudrait à une telle "action" prohibée alors que demander l'ouverture de consultations ou l'établissement d'un groupe spécial n'équivaut pas à maintenir une "action". En fait, les Communautés européennes présumeraient que les États-Unis admettraient que l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* a en fin de compte pour effet de ne pas exiger qu'une subvention quelconque maintenue de façon compatible avec l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* et autrement incompatible avec l'*Accord SMC* soit mise en conformité avec les dispositions de l'*Accord SMC* (d'ordinaire par son retrait). Pour les Communautés européennes par conséquent, le point de savoir si une mesure relève de l'article 13 est nécessairement une question qu'un Groupe spécial doit trancher avant de décider si la mesure pourrait constituer une violation de l'article XVI du GATT ou de l'*Accord SMC*. Toutefois, le simple fait que les questions relatives à l'article 13 doivent être tranchées avant que ne le soient les autres allégations n'implique pas qu'un groupe spécial, lorsqu'il examine les éléments de preuve et prend en considération les arguments relatifs à l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*, est privé de la

[4] Voir paragraphes 7 et 8 de la communication initiale des États-Unis.

possibilité de prendre connaissance des éléments de preuve et des arguments concernant l'article XVI du GATT ou l'*Accord SMC* jusqu'à ce qu'il ait décidé de l'applicabilité de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*.

8. En conclusion, le Groupe spécial dispose d'un pouvoir discrétionnaire important pour décider comment il gérera ces questions. L'article 12:1 du Mémorandum d'accord dit tout à fait clairement que le Groupe spécial peut s'écarter des procédures de travail énoncées à l'Appendice 3 du Mémorandum d'accord s'il le juge approprié. Par conséquent, le Groupe spécial a le pouvoir discrétionnaire de décider s'il veut mettre en place une procédure en plusieurs étapes comme le proposent les États-Unis ou une procédure comportant une seule étape comme le propose le Brésil.

9. Les Communautés européennes estiment que la procédure normale proposée par le Brésil devrait être suivie par le Groupe spécial pour les raisons énoncées ci-après.

III. PLUSIEURS FACTEURS MILITENT EN FAVEUR DE L'EXAMEN DES ÉLÉMENTS DE PREUVE ET DES ARGUMENTS PRÉSENTÉS EN CE QUI CONCERNE L'ARTICLE 13 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE EN MÊME TEMPS QUE DES AUTRES ALLÉGATIONS

10. Les Communautés européennes estiment que le Groupe spécial devrait examiner les éléments de preuve et les arguments relatifs tant à l'applicabilité de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* qu'aux autres dispositions dont le Brésil a allégué que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec elles.

A. L'APPLICATION DE L'ARTICLE 13 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE DÉPEND DE L'EXAMEN DES QUESTIONS DE FOND

11. Comme les États-Unis et le Brésil semblent l'avoir reconnu, la question de l'applicabilité de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* dépend de l'évaluation des questions de fond, en particulier de la conformité des mesures en question avec les autres dispositions de l'*Accord sur l'agriculture*. Pour établir si l'article 13 s'applique, le Groupe spécial devra examiner les arguments et les éléments de preuve détaillés. Pour cette raison, l'applicabilité de l'article 13 devrait être soumise aux procédures normalement applicables suivant lesquelles le Groupe spécial traite les questions complexes de fait et de droit et non être réglée dans le cadre d'une forme quelconque de procédure préliminaire. Les Communautés européennes font observer par exemple que c'était là l'approche adoptée par le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, lequel a refusé de statuer sur un certain nombre d'exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis (en tant que défendeur) qui portaient sur le fond de la question.[5]

B. ÉVALUER L'APPLICABILITÉ DE L'ARTICLE 13 EN TANT QUE MESURE PRÉLIMINAIRE PEUT RETARDER LA REMISE DU RAPPORT

12. Dans le même ordre d'idées, on peut faire observer que prendre connaissance des éléments de preuve et examiner les arguments relatifs à l'applicabilité de l'article 13 exigerait inévitablement beaucoup de temps, tout comme prendre connaissance et évaluer les arguments et les éléments de preuve relatifs aux autres questions qui ne pourraient être examinées qu'une fois prise la décision préliminaire sur l'article 13. Vu le nombre important d'allégations formulées, leur caractère complexe et l'intérêt substantiel des tierces parties dans le présent différend, le Groupe spécial pourrait, s'il découpe le différend en trois étapes, avoir du mal à remettre son rapport dans un délai de neuf mois, comme il y est tenu par l'article 12:9 du Mémorandum d'accord.

---

[5] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, WT/DS194/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 8.2.

13. Les Communautés européennes partagent également en partie les préoccupations exprimées par le Brésil dans la section V de sa communication initiale, quant à l'effet qu'aurait le découpage de la procédure sur la capacité du Brésil de présenter son dossier.

C. LA DÉCISION DE DÉCOUPER LA PROCÉDURE EN TROIS ÉTAPES POURRAIT PORTER ATTEINTE AUX DROITS DES TIERCES PARTIES À UNE PROCÉDURE RÉGULIÈRE

14. Comme le Groupe spécial en est conscient, l'article 10:3 du Mémorandum d'accord prévoit que les tierces parties sont habilitées à recevoir les communications présentées par les parties à la première réunion du Groupe spécial. Si la première réunion du Groupe spécial se limite à l'examen de l'applicabilité de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* et que les communications des parties se limitent en conséquence à cette question, les tierces parties n'auront pas la possibilité de se faire entendre sur des questions autres que l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*. Si le Groupe spécial décide d'adopter une procédure en trois étapes, afin d'éviter qu'une telle situation ne se produise, les Communautés européennes estiment que le Groupe spécial devrait prendre des dispositions pour veiller à ce que les tierces parties aient un accès adéquat et la possibilité de se faire entendre sur toutes les questions (c'est-à-dire, également au troisième stade de la procédure). Il est toutefois inévitable qu'une telle procédure entraîne une charge de travail additionnelle tant pour le Groupe spécial que pour le Secrétariat.

IV. CONCLUSION

15. En conclusion, les Communautés européennes estiment que, tandis que le Groupe spécial est obligé de se prononcer sur l'applicabilité de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* avant de pouvoir prendre une décision concernant les allégations du Brésil au titre de l'article XVI du GATT et de l'*Accord SMC*, il n'est pas privé de la possibilité d'examiner les éléments de preuve ou les arguments relatifs à ces allégations avant de s'être prononcé sur l'applicabilité de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*. Comme les Communautés européennes l'ont expliqué ci-dessus, plusieurs raisons militent en faveur de l'examen simultané de tous les arguments et les éléments de preuve par le Groupe spécial.

ANNEXE A-6

OBSERVATIONS DE L'INDE SUR LA QUESTION PRÉLIMINAIRE CONCERNANT LA CLAUSE DE PAIX DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE

10 juin 2003

1. L'Inde remercie le Groupe spécial de lui donner une occasion de présenter des observations au sujet des communications du Brésil et des États-Unis sur la question ci-après concernant l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture posée par le Groupe spécial:

> *Question de savoir si l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture empêche le Groupe spécial d'examiner les allégations formulées par le Brésil au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires dans la présente procédure en l'absence d'une conclusion préalable du Groupe spécial selon laquelle certaines conditions énoncées à l'article 13 demeurent non respectées*.[1]

2. L'Inde fait observer que tant le Brésil que les États-Unis admettent manifestement que l'expression "exemptées des actions" signifie qu'un Membre plaignant ne peut pas recevoir de l'ORD d'autorisation d'obtenir une mesure corrective à l'encontre des mesures de soutien interne ou à l'exportation d'un autre Membre qui sont conformes à diverses dispositions de la clause de paix. En d'autres termes, une mesure doit être en conformité avec a) les dispositions de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture en ce qui concerne les mesures de soutien interne de la catégorie verte; b) les dispositions de l'article 6 de l'Accord sur l'agriculture en ce qui concerne les mesures de soutien de la catégorie orange et de la catégorie bleue; et c) la Partie V de l'Accord sur l'agriculture telle qu'elle est reflétée dans la Liste de chaque Membre en ce qui concerne les subventions à l'exportation, pour pouvoir bénéficier au titre de la clause de paix de l'exemption de l'obtention d'une mesure corrective.

3. Les États-Unis semblent toutefois faire valoir dans plusieurs paragraphes de leur communication, y compris aux paragraphes 7, 9 et 12, que cette exemption s'étend à "toute action, y compris [une] action au titre du Mémorandum d'accord, fondée sur les dispositions correspondantes de l'Accord sur les subventions et du GATT de 1994". Ils donnent ainsi à entendre qu'il n'est pas possible d'avoir recours à la procédure de règlement des différends en soutenant des allégations juridiques en ce qui concerne des mesures dont un Membre allègue qu'elles sont protégées par la clause de paix.

4. Ainsi, concernant la question posée par le Groupe spécial, les États-Unis sont d'avis que le Groupe spécial devrait organiser ses procédures de manière à déterminer d'abord si le Brésil peut maintenir une "action" quelconque fondée sur des dispositions exemptées par la clause de paix. En revanche, le Brésil a affirmé que l'expression "exemptées des actions" à l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture n'obligeait pas le Groupe spécial à formuler *d'abord* une constatation relative à la clause de paix avant d'examiner sur le fond les allégations du Brésil.

---

[1] Par ailleurs, le Groupe spécial "invite les parties à exposer leur interprétation des mots "exemptées des actions" tels qu'ils sont utilisés à l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture, ainsi qu'à porter à l'attention du Groupe spécial toutes autres dispositions pertinentes des accords visés et toutes autres considérations pertinentes qui, à leur avis, devraient orienter l'examen de cette question par le Groupe spécial".

5. Les États-Unis cherchent à interpréter le terme "action" comme "inclu[ant] tous les stades d'un différend y compris le fait de "déposer un recours", les consultations et la procédure de groupe spécial". Par la suite, ils suggèrent une lecture de l'expression "exemptées des actions" à l'article 13 comme signifiant "non soumises" à "la prise d'initiatives juridiques pour établir une allégation" ou "ne pas recourir au règlement des différends en soutenant des allégations juridiques".

6. Selon l'Inde, si l'interprétation de l'expression "exemptées des actions" figurant à l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture, telle que les États-Unis le demandent, s'étend à l'exemption de "toute action" de sorte que recourir au règlement des différends en soutenant des allégations juridiques est exclu en ce qui concerne des mesures protégées par la clause de paix, il en résulte des conséquences qui ont des implications systémiques. Cette interprétation aurait pour effet que les pays se verraient même privés de la possibilité de recourir au processus de règlement des différends en ce qui concerne des mesures dont le pays contre lequel un recours doit être déposé allègue qu'elles sont conformes à la clause de paix, à moins qu'il n'y ait une constatation préalable sur l'absence de conformité de la mesure avec la clause de paix. Cette interprétation de l'expression "exemptées des actions" si on en pousse la logique jusqu'au bout impliquerait que même des consultations au titre du Mémorandum d'accord ne peuvent pas être demandées en ce qui concerne une telle mesure, à moins qu'il n'y ait une constatation préalable concernant la non-conformité de la mesure avec la clause de paix. Un pays plaignant devrait alors avoir recours au processus de règlement des différends à deux reprises pour la même mesure; premièrement pour obtenir une constatation sur le point de savoir si la mesure est conforme à la clause de paix puis, si ce n'est pas le cas, sur le point de savoir si cette mesure est en conformité avec les obligations découlant des divers Accords de l'OMC. De l'avis de l'Inde, ce résultat n'est ni souhaitable ni envisagé dans le cadre du Mémorandum d'accord ou de tous autres accords visés.

7. L'Inde pense que ni l'expression "exemptées des actions" ni l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture n'obligent le Groupe spécial à formuler *d'abord* une constatation relative à la clause de paix avant d'examiner sur le fond les allégations du Brésil concernant plusieurs points du présent différend. Elle est d'avis que l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture n'est pas une règle "spéciale et additionnelle" figurant à l'Appendice 2 du Mémorandum d'accord. Conformément à l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture, toutes les dispositions du Mémorandum d'accord s'appliqueront à l'Accord sur l'agriculture. Il n'y a donc aucun fondement juridique dans le Mémorandum d'accord ou l'un quelconque des accords visés qui étayerait l'approche en deux étapes suggérée par les États-Unis dans le présent différend selon laquelle le Groupe spécial formulerait d'abord une constatation relative à la clause de paix avant d'examiner les allégations relatives à d'autres accords.

8. En conclusion, l'Inde estime que l'expression "exemptées des actions" lorsqu'elle est examinée dans le contexte des dispositions du Mémorandum d'accord *n'exige pas* que le Groupe spécial formule *d'abord* une constatation concernant le non-respect de la clause de paix avant de prendre connaissance ou d'examiner l'un quelconque des éléments de preuve ou arguments relatifs aux diverses allégations au titre d'autres accords.

ANNEXE A-7

OBSERVATIONS DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE EN TANT QUE TIERCE PARTIE SUR LA QUESTION PRÉLIMINAIRE CONCERNANT L'ARTICLE 13 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE ("LA CLAUSE DE PAIX")

10 juin 2003

La Nouvelle-Zélande se félicite de cette occasion de formuler des observations sur la question préliminaire visée par la demande du Groupe spécial du 28 mai 2003:

> "Question de savoir si l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture empêche le Groupe spécial d'examiner les allégations formulées par le Brésil au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires dans la présente procédure en l'absence d'une conclusion préalable du Groupe spécial selon laquelle certaines conditions énoncées à l'article 13 demeurent non respectées ..."

De l'avis de la Nouvelle-Zélande, un groupe spécial n'est pas tenu de formuler une quelconque conclusion préalable concernant l'applicabilité de l'article 13 (la "clause de paix") avant de prendre connaissance des éléments de preuve et des communications concernant le fond des allégations juridiques formulées au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) et de l'article XVI du GATT. La Nouvelle-Zélande fait observer à cet égard que le chevauchement des éléments de preuve requis pour établir tant l'applicabilité de la clause de paix que le bien-fondé des allégations relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action et prohibées rendrait artificielle une séparation des communications et des auditions sur chaque aspect.

En ce qui concerne les avis demandés par le Groupe spécial sur l'expression "exemptées des actions" employée à l'article 13 b) ii) et 13 c) ii), la Nouvelle-Zélande estime que ces mots signifient simplement qu'un Membre ne peut pas recevoir de l'ORD l'autorisation d'obtenir une mesure corrective à l'encontre des mesures de soutien interne ou à l'exportation d'un autre Membre qui autrement sont protégées par la "clause de paix". La Nouvelle-Zélande ne considère pas que cette expression devrait être interprétée de manière à laisser penser que les allégations de fond au titre de l'Accord SMC et de l'article XVI du GATT peuvent seulement être abordées dans des communications écrites ou orales après qu'un groupe spécial a rendu une décision selon laquelle la clause de paix s'applique.

En résumé, la Nouvelle-Zélande considère que rien n'empêche le Groupe spécial de prendre connaissance d'éléments de preuve et d'examiner des allégations au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ou de l'article XVI du GATT sans d'abord conclure que des conditions de la clause de paix demeurent non respectées.

ANNEXE A-8

PRÉSENTATION DES OBSERVATIONS DU PARAGUAY SUR LA "CLAUSE DE PAIX"

10 juin 2003

Le Paraguay considère que, compte tenu des dispositions du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, le Groupe spécial aurait du mal à établir qu'une question appelle "une décision préliminaire extraordinaire", quand le Mémorandum d'accord ne prévoit pas de procédure de ce type.

S'il en était ainsi, pour de nombreuses plaintes, il faudrait au préalable démontrer que les conditions nécessaires pour engager une action existent ou pas, alors que ce qui doit être réglé en fait, c'est l'objet principal du différend et les effets qui résulteraient du non-respect de la réglementation en vigueur dans le commerce mondial.

Le Paraguay considère que, en établissant un précédent de cette nature, on compromettrait l'objet du Mémorandum d'accord, qui est d'offrir une procédure flexible pour un règlement rapide des différends, puisque les pays auraient à subir un retard inutile dans le processus, ce qui s'accompagnerait de coûts et d'une perte de temps imprévisibles pour eux.

Étant donné qu'il n'existe pas de règles procédurales établies à ce sujet, le Groupe spécial doit passer à l'analyse de la question quant au fond et permettre aux parties au différend, en particulier au Brésil en tant que partie plaignante, et partant au Paraguay, de démontrer que les subventions et mesures de soutien en faveur du coton américain ont une incidence sur le commerce et la production de l'industrie cotonnière dans le monde.

Le Paraguay a un intérêt substantiel dans l'application d'une justice stricte en ce qui concerne cette plainte, puisque sa production de coton assure la subsistance des couches les plus pauvres de sa population. En effet, 70 pour cent des petits agriculteurs du pays survivent grâce à la production cotonnière.

Comme il le sera démontré au moment opportun, sur les 5 300 000 habitants que compte le Paraguay, 150 000 familles environ produisent du coton et les subventions et mesures de soutien en cause dans le présent différend ont entraîné un exode de cette population rurale vers les zones urbaines où elles ne trouvent ni soulagement ni solution, ce qui nuit encore plus à la situation économique du pays.

Étant donné ce qui précède, le Paraguay considère que, puisque l'article XIII n'est pas une règle qui fait partie du système procédural établi par le Mémorandum d'accord, une décision préliminaire du Groupe spécial en rapport avec la "clause de paix" serait inappropriée.

ANNEXE A-9

OBSERVATIONS DU BRÉSIL SUR LES MÉMOIRES DES ÉTATS-UNIS ET DES TIERCES PARTIES CONCERNANT CERTAINES QUESTIONS PRÉLIMINAIRES RELATIVES À LA "CLAUSE DE PAIX" DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE

13 juin 2003

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 32

II. LES ARGUMENTS TEXTUELS ET CONTEXTUELS DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT L'EXPRESSION "EXEMPTÉES DES ACTIONS" SONT INCOMPATIBLES AVEC LE CARACTÈRE MULTILATÉRAL DES "ACTIONS" AU TITRE DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET AVEC LE COMPORTEMENT DES ÉTATS-UNIS DANS LE PRÉSENT DIFFÉREND 32

III. L'INTERPRÉTATION ÉTROITE DU MOT "ACTION" SUGGÉRÉE PAR LES ÉTATS-UNIS N'EST PAS ÉTAYÉE PAR LES TROIS VERSIONS DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE QUI FONT FOI 35

IV. LA DÉFINITION EXCESSIVEMENT LARGE QUE LES ÉTATS-UNIS DONNENT DE L'EXPRESSION "EXEMPTÉES DES ACTIONS" CRÉE INDÛMENT DE NOUVELLES OBLIGATIONS ET PROCÉDURES QUI NE SONT PAS ENVISAGÉES DANS L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE NI DANS LE MÉMORANDUM D'ACCORD 36

V. LA PROPOSITION DES ÉTATS-UNIS EN VUE D'UNE PROCÉDURE DISTINCTE POUR LES QUESTIONS RELATIVES À LA CLAUSE DE PAIX AJOUTERAIT EFFECTIVEMENT L'ARTICLE 13 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE À LA LISTE CLOSE DE DISPOSITIONS SPÉCIALES ET ADDITIONNELLES FIGURANT À L'APPENDICE 2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD DONNERAIT À L'ARTICLE 13 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE UNE PORTÉE QUI N'ÉTAIT PAS VOULUE PAR LES RÉDACTEURS DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE 36

VI. UNE PROCÉDURE SPÉCIALE AU TITRE DE LA CLAUSE DE PAIX REVIENDRAIT À OBLIGER LE GROUPE SPÉCIAL À RENDRE UN JUGEMENT DÉCLARATOIRE CONCERNANT LE MOYEN DE DÉFENSE AFFIRMATIF DES ÉTATS-UNIS 39

VII. CONCLUSION 40

I. INTRODUCTION

1. Le Brésil se félicite de pouvoir présenter ses observations sur les communications de l'Argentine, de l'Australie, des Communautés européennes, de l'Inde, de la Nouvelle-Zélande et du Paraguay en tant que tierces parties, déposées le 10 juin 2003, et répondre au *Mémoire initial des États-unis sur la question posée par le Groupe spécial (Mémoire initial des États-Unis)*, déposé le 5 juin 2003.

II. LES ARGUMENTS TEXTUELS ET CONTEXTUELS DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT L'EXPRESSION "EXEMPTÉES DES ACTIONS" SONT INCOMPATIBLES AVEC LE CARACTÈRE MULTILATÉRAL DES "ACTIONS" AU TITRE DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET AVEC LE COMPORTEMENT DES ÉTATS-UNIS DANS LE PRÉSENT DIFFÉREND

2. Les règles coutumières d'interprétation du droit international public n'étayent pas la lecture que les États-Unis donnent de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture. Les États-Unis s'appuient sur un dictionnaire juridique pour définir le mot "action" puis concluent à tort qu'"action" signifie toute "procédure devant un tribunal" y compris toutes "initiatives juridiques pour établir une allégation".[1] Cette interprétation constitue une lecture erronée de l'article 13 car elle part de postulats fondamentalement faux.

3. Un groupe spécial de l'OMC n'est pas un "tribunal" parce que la procédure de groupe spécial de l'OMC est fondée sur une action *collective* des Membres et inspirée par cette action. Un procès devant un tribunal des États-Unis ou du Brésil commence automatiquement lorsqu'un plaignant intente l'"action" consistant à déposer des documents qui sont en bonne et due forme. Mais une procédure de groupe spécial au titre du Mémorandum d'accord débute seulement lorsque les Membres de l'OMC entreprennent une "action" *collective* pour établir le groupe spécial. Les règles du Mémorandum d'accord "précisent et mettent en application"[2] les règles énoncées à l'article XXIII:2 du GATT où il est question d'une enquête par les PARTIES CONTRACTANTES – lesquelles sont en vertu de l'article XXV:1 du GATT toutes les PARTIES CONTRACTANTES "agissant collectivement". Alors qu'aux États-Unis ou au Brésil, un juge a de vastes pouvoirs qui lui sont conférés constitutionnellement, un groupe spécial de l'OMC est un organe à compétence limitée agissant uniquement avec les pouvoirs que lui a délégués l'ORD. Par exemple, les parties défenderesses contestent les allégations comme allant au-delà du mandat visé à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord parce que le mandat définit les limites des pouvoirs délégués au groupe spécial par l'ORD dans le cadre de l'action de ce dernier consistant à établir le groupe spécial.

4. Les dispositions relatives à un "consensus négatif" figurant à l'article 16:4 du Mémorandum d'accord étayent encore la position du Brésil selon laquelle le mot "action" à l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture doit être interprété comme une action *collective* des Membres de l'OMC. Les décisions d'un tribunal s'imposent directement et immédiatement aux parties au litige, ce qui n'est pas le cas des décisions d'un groupe spécial ou de l'Organe d'appel. En fait, les rédacteurs du Mémorandum d'accord ont décidé que les Membres agissant collectivement garderaient le pouvoir de décider en dernier ressort si le rapport d'un groupe spécial ou de l'Organe d'appel a une quelconque force obligatoire. De même, les recommandations et décisions mentionnées aux articles 21 et 22 du Mémorandum d'accord ne sont pas les recommandations et décisions d'un groupe spécial ou de

[1] Mémoire initial des États-Unis, paragraphe 7.

[2] L'article 19 de l'Accord sur l'agriculture dispose que "Les dispositions des articles XXII et XXIII du GATT de 1994, telles qu'elles sont précisées et mises en application par le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, s'appliqueront aux consultations et au règlement des différends relevant du présent accord."

l'Organe d'appel, mais sont les recommandations et décisions de l'ORD. En conséquence, l'article 21:7 du Mémorandum d'accord se réfère à la *suite* que l'ORD doit envisager de donner lorsqu'une affaire (et non une "action") a été soulevée par un pays en développement.

5. Les États-Unis interprètent mal l'article 3:7 du Mémorandum d'accord.[3] Dans cette disposition ("Avant de déposer un recours, un Membre jugera si une action au titre des présentes procédures serait utile"), le mot "action" pourrait et devrait être lu dans un contexte *collectif*, comme renvoyant à l'*action* de l'ORD consistant à adopter un rapport de groupe spécial et (si besoin est) à autoriser la suspension de concessions. L'article 3:7 du Mémorandum d'accord a transposé une disposition du Mémorandum d'accord concernant les notifications, les consultations, le règlement des différends et la surveillance[4] de 1979 qui se réfère à une "action engagée au titre des dispositions de l'article XXIII, paragraphe 2". Comme il est indiqué dans le mémoire initial du Brésil, une telle "action" a toujours signifié une action *collective* des PARTIES CONTRACTANTES, et non une action individuelle d'une partie contractante particulière. L'article 3:7 ne fait que reprendre l'avis dicté par le bon sens selon lequel les parties au différend doivent examiner à l'avance si l'effet persuasif d'une détermination collective d'une violation d'une règle et d'une autorisation collective de suspension de concessions serait utile pour éliminer le problème concret. Il ne peut pas être lu comme donnant à penser que tout Membre devrait être en mesure de faire pression sur un autre Membre pour qu'il retire une allégation juridique valable en faisant valoir que faire respecter des droits dans le cadre d'une procédure n'est pas "utile".

6. Les États-Unis donnent aussi une mauvaise interprétation de l'article 4:5 du Mémorandum d'accord ("avant de poursuivre leur action au titre du présent Mémorandum d'accord, les Membres devraient s'efforcer d'arriver à un règlement satisfaisant de la question").[5] Lu correctement, l'article 4:5 du Mémorandum d'accord se réfère simplement à l'"action" de l'ORD consistant à faire droit à une demande d'établissement d'un groupe spécial.[6] Ainsi, l'article 4:5 exhorte les Membres à s'efforcer d'arriver à un règlement satisfaisant de la "question" (et non de l'"action") avant de demander à l'ORD d'entreprendre une action pour établir un groupe spécial.

7. Les États-Unis citent également la note de bas de page 35 de l'Accord SMC ("Les dispositions des Parties III et V *ne seront pas invoquées* au sujet de mesures considérées comme ne donnant pas lieu à une action conformément aux dispositions de la Partie IV.").[7] Or, "ne seront pas invoquées" est un critère juridique différent qui va sensiblement plus loin que "seront exemptées des actions". Selon la note de bas de page 35, aucune autorisation de l'ORD ne pourrait être obtenue pour établir un groupe spécial à l'encontre d'une subvention ne donnant pas lieu à une action accordée par un autre Membre. En revanche, l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture exempte certaines subventions agricoles des actions de l'ORD consistant à adopter un rapport de groupe spécial ou de l'Organe d'appel ou à autoriser la suspension de concessions, mais seulement *sous certaines conditions*. L'ORD peut uniquement entreprendre des "actions" à l'encontre de ces subventions s'il décide que ces conditions ne sont pas respectées (sur la base des recommandations figurant dans le rapport du groupe

[3] Mémoire initial des États-Unis, paragraphe 8.

[4] Adopté le 28 novembre 1979; IBDD, S26/210. Le texte intégral figure dans l'Index analytique du GATT (6ème édition, 1995) à la page 685. L'article 3:7 du Mémorandum d'accord transpose le paragraphe 4 de la Description convenue de la pratique habituelle du GATT en matière de règlement des différends (article XXIII, paragraphe 2) annexé au Mémorandum d'accord de 1979; le paragraphe 4 figure à la page 687.

[5] Mémoire initial des États-Unis, paragraphe 8.

[6] L'article 4:5 du Mémorandum d'accord était une transposition du paragraphe 4 de la Description convenue de la pratique habituelle du GATT en matière de règlement des différends annexée au Mémorandum d'accord concernant les notifications (Tokyo Round) (IBDD, S26/210; le texte intégral figure dans l'Index analytique du GATT à la page 687). Cette disposition se réfère à une "action engagée au titre des dispositions de l'article XXIII, paragraphe 2". Comme le Brésil l'a indiqué, de telles "actions" sont des actions multilatérales des PARTIES CONTRACTANTES, non une action individuelle d'une partie contractante particulière.

[7] Mémoire initial des États-Unis, paragraphe 9.

spécial et/ou de l'Organe d'appel). Mais cette *conditionnalité* signifie qu'un groupe spécial doit examiner les conditions de la clause de paix si elles sont invoquées par le Membre accordant le soutien interne – comme les États-Unis semblent avoir indiqué qu'ils le feraient dans le présent différend. Si les rédacteurs avaient voulu protéger les subventions agricoles même contre l'*invocation* des Parties II et III de l'Accord SMC, ils l'auraient dit, or ils ne l'ont pas fait.

8. Les États-Unis font valoir au paragraphe 9 que leurs subventions sont mêmes "exemptées" des consultations au titre du Mémorandum d'accord. Le paragraphe 9 met en relief les problèmes logiques que présente l'argumentation des États-Unis – en particulier à la lumière du fait, examiné ci-après, que l'article 13 ne crée *aucune* exception aux règles normales de l'OMC en matière de règlement des différends.

9. En outre, le propre comportement des États-Unis dans le présent différend est en contradiction avec le paragraphe 9 de leur mémoire. La demande de consultations présentée par le Brésil et datée du 3 octobre 2002 indiquait clairement que "rien ne permet aux États-Unis d'établir un moyen de défense au titre de l'article 13 b) ii) ... [et] de l'article 13 c) ii) de l'Accord sur l'agriculture ...".[8] Or, les États-Unis n'ont rien dit pendant trois séries de consultations au sujet d'une quelconque prescription concernant une procédure de groupe spécial distincte sur la clause de paix. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil a aussi indiqué que rien ne permettait aux États-Unis d'établir un "moyen de défense" au titre de la clause de paix.[9] Les comptes rendus de l'ORD indiquent que les États-Unis n'ont pas du tout mentionné la clause de paix aux réunions de l'ORD consacrées à l'examen de la demande d'établissement d'un groupe spécial.[10] La première déclaration officielle des États-Unis concernant des prescriptions spéciales en matière de procédure relatives à la clause de paix n'a été faite qu'à l'occasion d'une réunion dans le bureau du Directeur de la Division des services juridiques, le 25 mars 2003, une semaine après l'établissement du Groupe spécial le 18 mars 2003.

10. En examinant la demande des États-Unis concernant une procédure spéciale au titre de la "clause de paix", le Groupe spécial devrait tenir compte du fait que dans le différend *États-Unis - FSC* le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont rejeté les allégations en matière de procédure des États-Unis selon lesquelles la demande de consultations présentée par les CE aurait été défectueuse. Dans ce différend, les États-Unis ont engagé trois séries de consultations sans mentionner une seule fois le problème puis ont essayé de soulever la demande de consultations défectueuse en tant qu'exception préliminaire devant le Groupe spécial. Le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont tous deux rejeté l'exception. Comme l'Organe d'appel l'a constaté:

> Il nous semble que, en engageant des consultations à trois occasions différentes, et en ne soulevant même pas leurs exceptions lors des deux réunions de l'ORD pendant lesquelles la demande d'établissement d'un groupe spécial était inscrite à l'ordre du jour, les États-Unis ont agi comme s'ils avaient accepté l'établissement du Groupe spécial dans le présent différend, ainsi que les consultations précédant cet établissement. Dans ces conditions, à notre avis, les États-Unis ne peuvent pas maintenant affirmer que les allégations des Communautés européennes au titre de l'article 3 de l'*Accord SMC* auraient dû être rejetées et que les constatations du Groupe spécial concernant ces questions devraient être infirmées.[11]

---

[8] WT/DS267/1 à 3.
[9] WT/DS267/7.
[10] WT/DSB/M/143, WT/DSB/M/145.
[11] WT/DS108/AB/R, "États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger", paragraphe 165.

11. Dans le présent différend, les États-Unis sont restés muets au sujet des procédures au titre de la clause de paix durant trois séries de consultations et deux réunions de l'ORD. Si les États-Unis avaient soulevé cette question particulière de procédure en temps opportun, les autres Membres de l'OMC auraient pu réserver leurs droits au titre de l'article 10 du Mémorandum d'accord. Le fait de permettre qu'une telle question soit soulevée à un moment aussi inopportun prive aussi ces autres Membres de leurs droits au titre du Mémorandum d'accord.

III. L'INTERPRÉTATION ÉTROITE DU MOT "ACTION" SUGGÉRÉE PAR LES ÉTATS-UNIS N'EST PAS ÉTAYÉE PAR LES TROIS VERSIONS DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE QUI FONT FOI

12. Comme il l'a fait valoir dans son mémoire initial du 5 juin, le Brésil estime que le mot action renvoie à des actions collectives des Membres de l'OMC et non à des actions de Membres individuels. Le Brésil fait en outre observer que le sens que les États-Unis tentent de donner au mot "action" est trop étroit et inadéquat.

13. Le Brésil rappelle que les trois versions des Accords de l'OMC font foi. Les États-Unis interprètent le mot "action" dans la version anglaise comme signifiant "legal process or suit" (procédure juridique ou poursuites). Le Brésil convient que c'est un sens possible du terme, mais c'est aussi le cas de "the process or condition of acting or doing"; ou "a thing done, a deed, an act ...; habitual or ordinary deeds".[12] Par conséquent, le mot "action" en anglais pourrait signifier aussi bien une procédure juridique qu'un simple acte (act/deed).

14. La version française utilise le mot "action" qui autorise aussi les deux connotations. Il pourrait avoir la connotation ordinaire de: "ce que fait quelqu'un et par quoi il réalise une intention ou une impulsion;" "exercice de la faculté d'agir;" mais il pourrait aussi avoir le sens plus spécifique de "exercice d'un droit en justice".[13]

15. La version espagnole par contre ne permet pas une telle souplesse d'interprétation. Le mot utilisé à l'article 13 n'est pas le mot "acción", qui autoriserait le double sens défendable des versions anglaise et française: "resultado de hacer" ou "*[e]n sentido procesal*, derecho a acudir a un juez o tribunal ..."[14] (pas d'italique dans l'original). Le mot utilisé à l'article 13 de la version espagnole est "medidas". Si "medidas" pourrait signifier "disposición, prevención ... tomar, adoptar medidas"[15], il ne pourrait absolument pas avoir la connotation d'une action juridique. Là encore, si les sens du mot "acción" donnés par le dictionnaire incluent effectivement la possibilité d'une mesure judiciaire, il n'en va pas de même pour le mot "medidas".

16. En conséquence, le Groupe spécial doit éviter une interprétation de l'article 13 qui n'est possible que dans deux des versions qui font foi, alors qu'il y a une autre interprétation plausible – et en fait plus adéquate – qui est également possible dans les trois versions qui font foi. Le Groupe spécial doit donc rejeter l'interprétation suggérée par les États-Unis pour le au mot "action".

---

[12] The New Shorter Oxford English Dictionary, édition de 1993.
[13] Le Petit Robert, Nouvelle édition ... 1982.
[14] Diccionario de la Lengua Española (Real Academia Española), vigésima segunda edición, 2001.
[15] *Id.*

IV. LA DÉFINITION EXCESSIVEMENT LARGE QUE LES ÉTATS-UNIS DONNENT DE L'EXPRESSION "EXEMPTÉES DES ACTIONS" CRÉE INDUMENT DE NOUVELLES OBLIGATIONS ET PROCÉDURES QUI NE SONT PAS ENVISAGÉES DANS L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE NI DANS LE MÉMORANDUM D'ACCORD

17. Les États-Unis font valoir que le mot "action" s'entend de "tous les stades d'un différend, y compris le fait de "déposer un recours", les consultations et la procédure de groupe spécial".[16] Le Brésil souscrit aux arguments avancés par l'Argentine[17], les Communautés européennes[18] et l'Inde[19] selon lesquels cette large interprétation des États-Unis exempterait les mesures dont il est allégué qu'elles sont couvertes par l'exemption de la "clause de paix" de tout aspect du Mémorandum d'accord, y compris les consultations. Comme l'Inde et les Communautés européennes le font observer à juste titre, le résultat déboucherait logiquement sur deux procédures de groupe spécial distinctes – une procédure initiale pour trancher les questions relatives à la clause de paix et, après que la "décision a été rendue, l'engagement d'une deuxième procédure commençant par des consultations pour contester les mesures au titre de l'Accord SMC.[20] Or, comme ces parties et d'autres tierces parties le soulignent, rien dans le texte de l'Accord sur l'agriculture, du Mémorandum d'accord ou de toute autre disposition de l'OMC ne prescrit ni ne prévoit une telle procédure comportant deux groupes spéciaux ou deux étapes pour régler les questions relatives à la clause de paix.

V. LA PROPOSITION DES ÉTATS-UNIS EN VUE D'UNE PROCÉDURE DISTINCTE POUR LES QUESTIONS RELATIVES À LA CLAUSE DE PAIX AJOUTERAIT EFFECTIVEMENT L'ARTICLE 13 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE À LA LISTE CLOSE DE DISPOSITIONS SPÉCIALES ET ADDITIONNELLES FIGURANT À L'APPENDICE 2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD ET DONNERAIT À L'ARTICLE 13 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE UNE PORTÉE QUI N'ÉTAIT PAS VOULUE PAR LES RÉDACTEURS DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE

18. Le mémoire initial des États-Unis ne fait aucune référence à l'Appendice 2 du Mémorandum d'accord, même si cette disposition était une question clé soulevée dans la lettre du 23 mai adressée par le Brésil au Groupe spécial. Le Brésil répète que l'Appendice 2 donne une liste close de toutes les dispositions "spéciales et additionnelles" qui éclipsent les règles normales de règlement des différends du Mémorandum d'accord. L'article 13 n'apparaît pas à l'Appendice 2. On trouvera exposées ci-après deux raisons additionnelles étayant cet argument.

19. Premièrement, le fait de prévoir une procédure spéciale pour déterminer les moyens de défense fondés sur la clause de paix ajouterait effectivement l'article 13 à l'Appendice 2 du Mémorandum d'accord. Dans la première procédure de règlement des différends concernant l'affaire *Guatemala – Ciment*, le Groupe spécial a constaté que l'article 17 de l'*Accord antidumping* remplaçait le système du Mémorandum d'accord dans son ensemble parce que l'article 17.4 à 17.7 figurait parmi les dispositions spéciales et additionnelles énumérées à l'Appendice 2 même si l'article 17.1 à 17.3 de l'Accord antidumping n'était pas inclus.[21] L'Organe d'appel a infirmé la détermination implicite du

---

[16] Mémoire initial des États-Unis, paragraphe 8.

[17] Mémoire initial de l'Argentine en tant que tierce partie, paragraphe 6.

[18] Communication initiale des Communautés européennes, paragraphes 6 et 7.

[19] Observations de l'Inde sur la question préliminaire concernant la clause de paix de l'Accord sur l'agriculture, paragraphe 6.

[20] Communication initiale des Communautés européennes, paragraphes 6 et 7; observations de l'Inde sur la question préliminaire concernant la clause de paix de l'Accord sur l'agriculture, paragraphe 6.

[21] *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/R.

Groupe spécial de traiter l'article 17.1 à 17.3 de l'Accord antidumping comme étant une règle spéciale et additionnelle lorsqu'il a constaté que les dispositions du Mémorandum d'accord ne s'appliquaient généralement pas aux différends soulevés au titre de l'Accord antidumping:

> L'article 17.3 de l'*Accord antidumping* n'est pas mentionné à l'Appendice 2 du Mémorandum d'accord comme étant une règle et procédure spéciale ou additionnelle. Il n'est pas mentionné précisément parce qu'il prévoit le fondement juridique des consultations pouvant être demandées par un Membre plaignant en vertu de l'*Accord antidumping*.[22]

> Les dispositions spéciales ou additionnelles énumérées à l'Appendice 2 du Mémorandum d'accord sont destinées à traiter les particularités du règlement des différends concernant des obligations découlant d'un accord visé spécifique, alors que l'article premier du Mémorandum d'accord vise à établir un système de règlement des différends intégré et global pour tous les accords visés faisant partie de l'Accord sur l'OMC dans leur ensemble ...[23]

20. L'effet de l'argument des États-Unis et de leur interprétation du mot "action" dans la présente affaire serait d'inclure l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture en tant que règle spéciale et additionnelle à l'Appendice 2. Si le Groupe spécial se rangeait à l'avis des États-Unis, il créerait un précédent permettant d'appliquer une procédure spéciale chaque fois qu'un moyen de défense fondé sur la clause de paix pourrait être invoqué. Or, c'est précisément ce que l'Organe d'appel a rejeté dans l'affaire *Guatemala – Ciment*, soulignant que le système de règlement des différends de l'OMC était un système *unifié* et non un système fragmenté en fonction du thème.[24]

21. Deuxièmement, l'historique de la négociation confirme que l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture n'était pas destiné à modifier les procédures normales de règlement des différends. La notion de "modération" est apparue pour la première fois à l'article 18:2 du texte sur l'agriculture dans le projet Dunkel de décembre 1991, qui était libellé comme suit:

> Sur la base des engagements contractés dans le cadre du présent accord, les Membres feront preuve de modération dans l'exercice des droits qu'ils tiennent de l'Accord général pour ce qui est des produits inclus dans le programme de réforme.[25]

La notion de dispositions spéciales et additionnelles et l'Appendice 2 ont ensuite vu le jour au cours des travaux du Groupe de rédaction juridique sur le règlement des différends au printemps 1992. Le texte final du Mémorandum d'accord du Groupe de rédaction juridique, daté du 15 juin 1992, incluait l'article 18:2 de l'Accord sur l'agriculture dans son Appendice 2, en tant que disposition spéciale et additionnelle.[26]

22. Les États-Unis et les CE ont ensuite conclu les accords Blair House en novembre 1992, prévoyant, entre autres choses, la suppression de l'article 18:2 du projet de texte Dunkel et l'insertion dans l'Accord sur l'agriculture d'un texte correspondant à l'actuel article 13. À l'automne 1993, le Groupe des institutions a examiné tant les institutions que le règlement des différends; dans le texte

---

[22] WT/DS60/AB/R, paragraphe 64.
[23] WT/DS60/AB/R, paragraphe 66.
[24] *Id.*, paragraphe 67.
[25] MTN/TNC/W/FA, 20 décembre 1991, page L.12.
[26] Pièce n° 1 du Brésil (le Brésil dénommera ci-après ses pièces "Pièces n° 1, 2, 3 etc. du Brésil). Extrait du *Projet de Mémorandum d'accord concernant les règles et procédures régissant le règlement des différends*, Job n° 968, 15 juin 1992.

du Mémorandum d'accord issu de ses travaux, tel qu'il a été distribué le 15 novembre 1993, l'article 18:2 de l'Accord sur l'agriculture était entre crochets.[27]

23. Durant cette période, d'autres discussions ont eu lieu au sujet de l'Accord sur l'agriculture. Après un règlement États-Unis-UE début décembre 1993 mettant au point l'arrangement Blair House, les modifications du texte Blair House telles qu'elles avaient été mises au point ont été apportées à l'Accord sur l'agriculture. Dans l'Acte final du 15 décembre 1993, le texte de l'Accord sur l'agriculture intégrait ces modifications[28] et l'Appendice 2 du Mémorandum d'accord[29] n'incluait aucune référence à l'Accord sur l'agriculture. L'historique de la négociation confirme ainsi que si les négociateurs avaient voulu inclure la clause de paix dans l'Appendice 2, ils avaient largement la possibilité de le faire. Les modifications apportées à la composante "clause de paix" des accords Blair House comprenaient la suppression de l'ancien article 18:2, qui *était* une disposition relative au règlement des différends mentionnée à l'Appendice 2, et son remplacement par l'article 13. Cependant, bien que l'article 13 limite l'"action" que l'ORD peut entreprendre en dernier ressort, en ce qui concerne la rédaction il n'est *pas* placé avec les dispositions relatives au règlement des différends de l'Accord sur l'agriculture, il n'est pas considéré comme une disposition relative au règlement des différends et il n'est pas inclus dans l'Appendice 2 du Mémorandum d'accord. Lire l'article 13 comme les États-Unis le demandent serait incompatible avec l'article 3:2 du Mémorandum d'accord car cela modifierait de manière inacceptable l'équilibre des droits et obligations dans le cadre de l'OMC et dans les procédures de règlement des différends de l'OMC.

24. En outre, l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture ne fait délibérément aucune référence à une quelconque des dispositions relatives au règlement des différends de l'Accord sur l'agriculture lui-même (article 19) ou d'autres accords pertinents de l'OMC (articles 4 et 7 de l'Accord SMC; Mémorandum d'accord ou articles XXII et XXIII du GATT de 1994). La rédaction de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture montre que les négociateurs du Cycle d'Uruguay se préoccupaient de la relation entre les dispositions de fond de l'Accord SMC (articles 3, 5 et 6) et du GATT de 1994 (article XVI) et les dispositions de fond relatives au soutien interne et aux subventions à l'exportation de l'Accord sur l'agriculture. En bref, ce que l'article 13 fait, c'est protéger les Membres qui se conforment aux conditions dudit article contre des actions découlant d'une violation des dispositions de fond qui y sont citées, à savoir les articles 3, 5 et 6 de l'Accord SMC et l'article XVI du GATT de 1994. Ce que l'article 13 ne fait pas, compte tenu de la manière dont il a été rédigé, c'est de mettre les Membres à l'abri des procédures de règlement des différends qui seraient nécessaires pour identifier ou confirmer la violation quant au fond de ces articles.

25. Si les rédacteurs de l'Accord sur l'agriculture avaient voulu exclure les mesures de soutien interne et/ou de subventionnement à l'exportation du mécanisme de règlement des différends de l'OMC, ils l'auraient fait expressément, mais ils ne l'ont pas fait. Cela est en outre confirmé par l'exemple de l'article 6 de l'Accord sur les ADPIC qui indique clairement que la question de l'épuisement des droits de propriété intellectuelle ne peut être traitée dans le cadre du règlement des différends.[30] À la différence de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture, l'article 6 de l'Accord sur les ADPIC interdit expressément à un Membre de recourir au mécanisme de règlement des différends de l'OMC pour contester certaines questions. Face à tous ces faits évidents, le seul argument qu'ont les États-Unis pour donner de l'article 13 une lecture qui y inclut une interdiction de recourir au

---

[27] Pièce n° 2 du Brésil. Extrait du *Projet de Mémorandum d'accord concernant les règles et procédures régissant le règlement des différends*, 15 novembre 1993.

[28] MTN/FA II/A1A-3, articles 13 et 19.

[29] MTN/FA II/A2, Appendice 2.

[30] L'article 6 de l'Accord sur les ADPIC est ainsi libellé: *"Aux fins du règlement des différends dans le cadre du présent accord, sous réserve des dispositions des articles 3 et 4, aucune disposition du présent accord ne sera utilisée pour traiter la question de l'épuisement des droits de propriété intellectuelle"*.

règlement des différends repose sur une définition sans fondement du mot "action", comme il est indiqué plus haut.

VI. UNE PROCÉDURE SPÉCIALE AU TITRE DE LA CLAUSE DE PAIX REVIENDRAIT À OBLIGER LE GROUPE SPÉCIAL À RENDRE UN JUGEMENT DÉCLARATOIRE CONCERNANT LE MOYEN DE DÉFENSE AFFIRMATIF DES ÉTATS-UNIS

26. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial (ainsi que dans sa demande de consultations), le Brésil a indiqué ce qui suit: "rien ne permet aux États-Unis d'établir un moyen de défense au titre de l'article 13 b) ii) … et de l'article 13 c) ii) de l'Accord sur l'agriculture …".[31] Dans leurs déclarations en tant que tierces parties, les Communautés européennes, l'Australie et l'Argentine approuvent la description par le Brésil de la clause de paix comme étant un "moyen de défense". Chacune de ces tierces parties convient que les États-Unis sont tenus d'affirmer et de prouver que toutes les conditions de la clause de paix s'appliquent. Par exemple, les Communautés européennes ont déclaré que l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture:

> [pouvait] seulement être considéré comme un moyen de défense contre une allégation formulée au titre d'autres aspects des Accords de l'OMC qui réglementent l'octroi de subventions. Il semblerait bizarre que le Brésil, avant de pouvoir formuler une allégation concernant les subventions qui, selon lui, ne respectaient pas les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC, ait dû d'abord établir que les moyens de défense potentiels des États-Unis ne s'appliquaient pas.[32]

27. En outre, l'Australie fait valoir que "l'article 13 a le caractère d'un "moyen de défense affirmatif" pour les mesures qui sont incompatibles avec les dispositions spécifiées".[33] L'Argentine est aussi d'avis que cette disposition a le caractère d'un moyen de défense affirmatif, disant que "le Membre qui allègue qu'il est protégé par la clause de paix a la charge de prouver qu'il en respecte les prescriptions juridiques".[34]

28. Dans leur mémoire initial, les États-Unis allèguent au paragraphe 2 que "les mesures de soutien des États-Unis en cause sont conformes à la clause de paix". En se fondant sur cette allégation, les États-Unis concluent que "le Brésil ne peut pas maintenir une action – et les États-Unis ne peuvent pas être tenus de se défendre contre une telle action …".[35] Les États-Unis n'ont pas désigné cela comme un moyen de défense ou un "moyen de défense affirmatif". Toutefois, cette assertion des États-Unis donne à penser qu'ils ont l'intention d'invoquer un tel moyen de défense dans le cadre de leur première communication qu'ils déposeront le 11 juillet 2003.[36]

29. Le Brésil pense comme les Communautés européennes, l'Australie et l'Argentine que la clause de paix est un moyen de défense exigeant des États-Unis – non du Brésil – qu'ils démontrent qu'ils ont rempli toutes les conditions y afférentes. Le Brésil pense également comme les Communautés européennes qu'il serait bizarre que le Brésil soit tenu d'établir que les moyens de

---

[31] WT/DS267/7.
[32] Communication initiale des CE, paragraphe 6.
[33] Communication initiale de l'Australie, paragraphes 4 à 7.
[34] Communication initiale de l'Argentine, paragraphe 14.
[35] Mémoire initial des États-Unis, paragraphe 2.
[36] En revanche, les États-Unis n'ont *pas* invoqué le moyen de défense de la clause de paix dans l'affaire *États-Unis – FSC* même si la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE incluait des allégations au titre de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC au sujet des subventions à l'exportation pour les produits agricoles. L'article 13 c) de l'Accord sur l'agriculture exempte sous certaines conditions ces allégations des "actions".

défense potentiels des États-Unis ne s'appliquaient pas avant de pouvoir formuler ses propres allégations. Et le Brésil pense en outre comme les Communautés européennes que ce que les États-Unis demandent dans le présent différend est effectivement un "jugement déclaratoire" selon lequel les moyens de défense invoqués par les États-Unis au titre de la clause de paix s'appliquent ou ne s'appliquent pas.

30. Le Brésil présentera dans sa première communication des éléments de preuve indiquant que les mesures des États-Unis ne satisfont pas aux conditions des différentes dispositions de la clause de paix. Il le fera parce qu'il a été pris acte que les États-Unis devant le présent Groupe spécial affirment que leurs mesures de soutien sont pleinement conformes à la clause de paix. Cependant, le Brésil n'est pas tenu de présenter des éléments de preuve quelconques concernant la clause de paix pour soutenir ses allégations concernant les subventions pouvant donner lieu à une action et prohibées au titre de l'Accord SMC. C'est plutôt aux États-Unis qu'il incombe de se défendre contre les diverses allégations du Brésil. Le moment et le lieu où le Groupe spécial entendra et examinera tout élément de preuve présenté par les États-Unis dans le cadre d'un tel moyen de défense seront ceux de la procédure normale de groupe spécial, comme le Brésil l'a fait valoir dans ses observations, dans son mémoire initial et dans sa lettre datée du 23 mai 2003. Rien ne justifie que les États-Unis demandent, ou que le Groupe spécial accorde, un jugement déclaratoire selon lequel si les moyens de défense invoqués par les États-Unis au titre de la clause de paix sont légitimes ou non.

VII. CONCLUSION

31. Compte tenu des raisons exposées ci-dessus, du mémoire initial du Brésil et de sa lettre datée du 23 mai 2003, le Brésil demande au présent Groupe spécial de constater que rien ne l'empêche de prendre connaissance des éléments de preuve et d'examiner les allégations du Brésil au titre de l'Accord SMC ou de l'article XVI du GATT de 1994 sans conclure d'abord que les conclusions de la clause de paix énoncées à l'article 13 b) ii) et 13 c) ii) de l'Accord sur l'agriculture demeurent non respectées.

ANNEXE A-10

OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS SUR LES OBSERVATIONS FORMULÉES PAR LE BRÉSIL ET LES TIERCES PARTIES AU SUJET DE LA QUESTION POSÉE PAR LE GROUPE SPÉCIAL

13 juin 2003

I. APERÇU

1. Les États-Unis savent gré au Groupe spécial de cette possibilité qui leur est donnée de faire part de leurs vues sur les observations formulées par le Brésil et les tierces parties au sujet de la question concernant l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* posée par le Groupe spécial dans sa télécopie du 28 mai 2003.[1] L'interprétation de l'article 13 (la "clause de paix") avancée par le Brésil et faite par certaines des tierces parties est profondément viciée. Pour dire les choses simplement, le Brésil ne lit pas la clause de paix conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Il n'en interprète pas les termes suivant leur sens ordinaire et ne tient pas compte du contexte pertinent, ce qui aboutirait à un résultat absurde.

2. Le Brésil interprète l'expression "exemptées des actions" figurant dans la clause de paix comme si elle signifiait seulement qu'"un Membre plaignant ne peut pas recevoir de l'ORD [Organe de règlement des différends] l'autorisation *d'obtenir une mesure corrective* à l'encontre des mesures de soutien interne et à l'exportation d'un autre Membre qui, autrement, seraient soumises aux disciplines prévues par certaines dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ... ou par l'article XVI du GATT de 1994".[2] Toutefois, l'interprétation du Brésil fait tout simplement abstraction d'une partie de la définition du terme "actions" qu'il cite: "Le dictionnaire définit le terme "actions" comme "the *taking of legal steps* to *establish a claim* or obtain a remedy" (la *prise d'initiatives juridiques* pour *établir une allégation* ou obtenir une mesure corrective).[3] Donc, si les États-Unis conviennent que l'expression "exemptées des actions" exclut "la prise d'initiatives juridiques pour ... obtenir une mesure corrective", le Brésil n'explique pas pourquoi elle n'exclurait pas aussi, compte tenu de son sens ordinaire, "la prise d'initiatives juridiques pour établir une allégation".[4]

3. Le Brésil fonde aussi en partie son interprétation sur l'affirmation selon laquelle "[d]ans un système multilatéral tel que celui de l'OMC (et comme celui du GATT de 1947 auparavant), les

---

[1] Le Groupe spécial a demandé aux parties de se pencher sur la "question de savoir si l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture empêche le Groupe spécial d'examiner les allégations formulées par le Brésil au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires dans la présente procédure en l'absence d'une conclusion préalable du Groupe spécial selon laquelle certaines conditions énoncées à l'article 13 demeurent non respectées. En particulier, le Groupe spécial invite les parties à exposer leur interprétation des mots "exemptées des actions" tels qu'ils sont utilisés à l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture, ainsi qu'à porter à l'attention du Groupe spécial toutes autres dispositions pertinentes des accords visés et toutes autres considérations pertinentes qui, à leur avis, devraient orienter l'examen de cette question par le Groupe spécial".

[2] Mémoire du Brésil sur la question préliminaire concernant la "clause de paix" de l'Accord sur l'agriculture, paragraphe 2 (5 juin 2003) ("Mémoire initial du Brésil") (pas d'italique dans l'original).

[3] Mémoire initial du Brésil, paragraphe 6 (pas d'italique dans l'original).

[4] *Voir infra* la partie II.A.

"actions" sont entreprises collectivement par les Membres.[5] Le Brésil ne peut expliquer, toutefois, pourquoi les "actions" devraient être limitées *uniquement* à celles qui sont entreprises collectivement. Lu dans le contexte des dispositions des Accords de l'OMC où le terme "action" ne désigne pas l'action collective des Membres, ce terme, dans la clause de paix, désigne d'une manière générale la prise d'initiatives juridiques pour établir une allégation ou obtenir une mesure corrective."

4. En outre, l'interprétation de la clause de paix suggérée par le Brésil aboutirait à un résultat absurde. Si l'expression "exemptées des actions" signifie seulement que "un Membre plaignant ne peut recevoir de l'ORD l'autorisation d'obtenir une mesure corrective", un groupe spécial serait parfaitement libre de formuler des constatations selon lesquelles une mesure qui est conforme à la clause de paix est incompatible avec les dispositions pertinentes de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994") ou de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("Accord sur les subventions"). En vertu du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord"), l'ORD ne pourrait pas éviter d'adopter les constatations d'incompatibilité avec l'Accord sur les subventions ou le GATT de 1994 du Groupe spécial ou ses recommandations de rendre la mesure conforme, privant ainsi la clause de paix de tout sens.

5. Les autres arguments du Brésil ne conduisent pas à une interprétation appropriée de la clause de paix conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public et n'aident donc pas à répondre à la question posée par le Groupe spécial au sujet de la clause de paix. Néanmoins, les États-Unis répondent à plusieurs de ces préoccupations infondées. Le Brésil fait par exemple valoir que la clause de paix n'est pas une règle spéciale ou additionnelle énoncée à l'Appendice 2 du Mémorandum d'accord; toutefois, il n'est pas nécessaire qu'elle soit une règle spéciale ou additionnelle parce que le Groupe spécial peut aborder à bon droit la question de la clause de paix en vertu des règles normales du Mémorandum d'accord. Le Brésil essaie aussi de citer des questions sans rapport avec celle examinée ici qui se sont posées dans le cadre de différends complètement distincts en faisant valoir que certains de ces autres groupes spéciaux ont différé des "constatations préliminaires complexes" jusqu'au moment où ils ont établi leur rapport final. Aucun de ces groupes spéciaux n'est pertinent puisque aucun d'eux n'a été saisi des questions posées par la clause de paix. Le Brésil affirme aussi que la prise en considération des charges administratives alléguées devrait primer sur le sens courant du texte de l'Accord sur l'agriculture – approche manifestement erronée.

6. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur mémoire initial sur la question posée par le Groupe spécial[6], l'expression "exemptées des actions" (lue conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public) signifie "non exposées ni soumises" à "une procédure juridique ou des poursuites" ou à "la prise d'initiatives juridiques pour établir une allégation". Par conséquent, le Brésil ne peut pas maintenir une action – et les États-Unis ne peuvent pas être tenus de se défendre contre une telle action – fondée sur les dispositions spécifiées dans la clause de paix étant donné que les mesures de soutien des États-Unis pour le coton upland sont conformes à la clause de paix.

7. Compte tenu de l'interprétation correcte de la clause de paix, les États-Unis ont l'honneur de demander au Groupe spécial d'organiser ses procédures de manière à déterminer d'abord si le Brésil peut maintenir une action fondée sur des dispositions exemptées par la clause de paix. La scission des questions juridiques soulevée dans la présente procédure n'est pas seulement prescrite en vertu de la clause de paix, mais dans le cadre de l'exercice par le Groupe spécial de son pouvoir discrétionnaire

[5] Mémoire initial du Brésil, paragraphe 6 (note de bas de page omise).

[6] Mémoire initial des États-Unis sur la question posée par le Groupe spécial, paragraphes 6 à 10 (5 juin 2003) ("Mémoire initial des États-Unis").

d'organiser ses procédures, elle aiderait aussi le Groupe spécial à résoudre de manière logique et méthodique les questions complexes soulevées dans le présent différend.

II. LE MÉMOIRE INITIAL DU BRÉSIL NE DONNE PAS UNE LECTURE DE LA CLAUSE DE PAIX CONFORMÉMENT AUX RÈGLES COUTUMIÈRES D'INTERPRÉTATION DU DROIT INTERNATIONAL PUBLIC, ET ABOUTIT À DES RÉSULTATS ABSURDES

A. LE SENS ORDINAIRE DE L'EXPRESSION "EXEMPTÉES DES ACTIONS" N'ÉTAYE PAS L'INTERPRÉTATION DU BRÉSIL

8. Conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public[7], les termes de la clause de paix devraient être interprétés suivant leur sens ordinaire dans leur contexte, à la lumière de l'objet et du but de l'Accord sur l'agriculture.[8] Les États-Unis sont tout à fait d'accord avec le Brésil pour ce qui est de la définition des "actions" donnée par le dictionnaire. Selon cette définition, le terme "action" signifie "*la prise d'initiatives juridiques pour établir une allégation* ou obtenir une mesure corrective".[9] Comme le montre bien la question du Groupe spécial, un des problèmes clés soulevés dans le présent différend est celui de savoir si la clause de paix permet au Brésil de "prendre des initiatives juridiques" de manière qu'il puisse "établir" ses "allégations" au titre de l'Accord sur les subventions.

9. Pourtant, aussitôt après avoir donné la définition correcte du mot "action", le Brésil préconise une approche qui n'en tiendrait pas compte. En combinant cette définition avec celle du terme "exemptées"[10], le Brésil interprète l'expression "exemptées des actions" comme signifiant qu'"un Membre plaignant ne peut pas recevoir de l'ORD l'autorisation d'obtenir une mesure corrective à

---

[7] *Voir* l'article 3:2 du Mémorandum d'accord (Le système de règlement des différends "a pour objet de préserver les droits et les obligations résultant pour les Membres des accords visés, et de clarifier les dispositions existantes de ces accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public".).

[8] Les règles coutumières d'interprétation du droit international public sont énoncées en partie à l'article 31 1) de la Convention de Vienne qui est ainsi libellé: "Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but."

[9] Mémo ire initial du Brésil, paragraphe 6 (pas d'italique dans l'original).

[10] Le Brésil a cité la définition du verbe "exempt" (exempter). *Voir The New Shorter Oxford English Dictionary*, volume 1, page 878 (édition de 1993) (première définition en tant que verbe transitif: "Grant immunity or freedom from or *from* a liability to which others are subject") (accorder une immunité ou une liberté *par rapport à* une responsabilité à laquelle d'autres sont assujettis") (italique dans l'original). Toutefois, s'il était utilisé comme verbe dans la version anglaise de la clause de paix, la forme correcte de "exempt" serait "shall be *exempted* from actions". *Voir id*., volume 1, page 878 (exemples pour la première définition de "exempt" en tant que verbe (exempter): "J.A. FROUDE Clergy who committed felony were no longer *exempted* from the penalties of their crimes (les membres du clergé qui ont commis des crimes n'étaient plus *exemptés* des peines encourues). R.D. LAING I was *exempted* from military service because of asthma (J'ai été *exempté* du service militaire en raison de mon asthme.") (pas d'italique dans l'original). Tel qu'il est utilisé dans la version anglaise de la clause de paix "shall be ... *exempt* from actions", "exempt" est un adjectif. *Voir id*., volume 1, page 878 (exemples d'"exempt" tel qu'utilisé dans la première définition en tant qu'adjectif: "R.C. TRENCH They whom Christ loves are no more *exempt* than others *from* their share of earthly trouble and anguish. (Ceux que le Christ aime ne sont pas plus *exempts* que d'autres de leur part de difficulté et d'angoisse inhérentes à la vie sur terre.) J. BERGER He is *exempt* on medical grounds *from* military service. (Il est exempt du service militaire pour des raisons médicales.)" (pas d'italique dans l'original). En conséquence, la définition correcte du mot "exempt" tel qu'il est utilisé dans la version anglaise de la clause de paix est "[n]ot exposed or subject to something unpleasant or inconvenient; not liable to a charge, tax, etc. (Foll. by *from, of.*) "("non exposé ni soumis à quelque chose de déplaisant ou d'incommode, non passible d'une imposition, d'une taxe, etc.) (suivi de la préposition "de")". *Id*., volume 1, page 878 (première définition en tant qu'adjectif) (italique dans l'original).

l'encontre des mesures de soutien interne ou à l'exportation d'un autre Membre qui sont protégées par la "clause de paix"".[11] Il est frappant de constater que, ni le Brésil, ni aucune des tierces parties qui souscrivent à cette interprétation[12] ne fournissent aucun élément tiré du texte de la clause de paix qui permette de faire abstraction de la partie de la définition des "actions" constituée par "la *prise d'initiatives juridiques pour établir une allégation*".[13]

10. Comme l'ont démontré les États-Unis, le sens ordinaire du terme "action" englobe non seulement la "prise d'initiatives juridiques pour ... obtenir une mesure corrective" mais aussi la "prise d'initiatives juridiques pour établir une allégation". D'autres définitions du terme "action" données par le dictionnaire – telles que "the right to institute a legal process", "[a] legal process or suit", "a lawsuit brought in court", "a formal complaint", "a legal or formal demand of one's right", et "all the formal proceedings in a court of justice attendant upon the demand of a right made by one person of another in such court" (droit d'engager une procédure juridique, procédure juridique ou poursuites, poursuites engagées devant un tribunal, plainte formelle, revendication juridique ou formelle de son droit et "toutes les procédures formelles devant un tribunal associées à la revendication d'un droit faite par une personne auprès d'une autre devant ce tribunal")[14] – viennent aussi étayer cette interprétation. Par conséquent, si les États-Unis conviennent que l'expression "exemptées des actions" exclurait aussi "la prise d'initiatives juridiques pour ... obtenir une mesure corrective"[15], ils rejettent l'affirmation du Brésil selon laquelle on peut ne pas tenir compte du fait que les mots "exemptées des actions" excluent aussi "la prise d'initiatives juridiques pour établir une allégation". Rien dans le texte de la

[11] Mémoire initial du Brésil, paragraphe 9; *voir id.*, paragraphe 8.

[12] Malheureusement, *aucune* des tierces parties (sauf l'Australie) ne va jusqu'à tenter d'interpréter la clause de paix – et en particulier l'expression "exemptées des actions" – conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. L'Australie offre bien une interprétation des mots "exemptées des actions fondées sur" censée correspondre au sens ordinaire des termes, mais il semble qu'elle ait interprété "exemptées des actions" en se bornant à citer une définition d'"exemptées". *Comparer* les observations de l'Australie sur la question posée par le Groupe spécial, paragraphe 7 et note 3 *avec le Black's Law Dictionary*, page 593 (septième édition, 1999) (définition d'"exempt" comme adjectif: "Free or released from a duty or liability to which others are held") ("libres ou libérées d'un devoir ou d'une responsabilité auxquels les autres sont assujettis"). Autrement dit, l'interprétation de l'Australie n'attribue aucun sens aux termes "des actions", les rendant ainsi inutiles. Outre qu'elle ne donne aucune définition du terme "actions", l'Australie n'examine pas non plus le contexte que l'on pourrait trouver pour ce terme dans le Mémorandum d'accord et l'Accord sur les subventions. *Voir* le Mémoire initial des États-Unis, paragraphes 7 à 10.

[13] L'Argentine interprète l'expression "exemptées des actions" comme signifiant qu'"il ne sera pas possible de formuler une constatation d'incompatibilité avec l'article XVI du GATT de 1994 ou les articles 3, 5 et 6 de l'Accord SMC si les prescriptions juridiques régissant l'exemption sont respectées". Observations de l'Argentine sur la question posée par le Groupe spécial, paragraphe 5. Toutefois, en affirmant cela, l'Argentine ni ne définit ni n'essaie de faire ressortir le sens ordinaire du mot "actions" comme étant la "prise d'initiatives juridiques pour établir une allégation ou obtenir une mesure corrective". L'Argentine n'explique pas non plus pourquoi, si les Membres voulaient seulement exclure "une constatation d'incompatibilité" avec des dispositions spécifiées, ils ne se sont pas bornés à employer le mot "constatations" – par exemple, "les mesures ... seront exemptées des constatations fondées sur" certaines dispositions spécifiées alors que le terme "constatations" apparaît au moins 12 fois dans le Mémorandum d'accord. *Voir par exemple* l'article 7:1 du Mémorandum d'accord (le mandat type des groupes spéciaux comporte l'établissement de "constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans ledit (lesdits) accord(s)"; l'article 11 du Mémorandum d'accord (un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris ... formuler "d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il l'est prévu dans les accords visés"); l'article 12:7 du Mémorandum d'accord (le Groupe spécial "présentera ses constatations sous la forme d'un rapport écrit à l'ORD"). Rien dans le texte ou dans le contexte de la clause de paix ne permet d'interpréter le terme "actions" comme s'il était limité aux "constatations d'un groupe spécial").

[14] Mémoire initial des États-Unis, paragraphe 7.

[15] Du reste, cela découle nécessairement du fait que si une partie ne peut pas prendre des initiatives juridiques pour établir une allégation, elle sera également privée de la possibilité d'obtenir une mesure corrective.

clause de paix n'autorise une partie à s'écarter du sens ordinaire de l'expression "exemptées des actions" qui y figure pour restreindre ce texte de manière à ce qu'il s'agisse *uniquement* "d'obtenir des mesures correctives".[16]

B. LE CONTEXTE DE L'EXPRESSION "EXEMPTÉES DES ACTIONS" N'ÉTAYE PAS L'INTERPRÉTATION DU BRÉSIL

11. Dans son analyse de l'expression "exemptées des actions", le Brésil va rapidement au-delà du sens ordinaire du terme "action" qu'il cite (qui englobe "la prise d'initiatives juridiques pour établir une allégation") pour examiner ce qu'il considère comme un contexte pertinent pour ce terme. Le Brésil affirme que "[d]ans un système multilatéral tel que celui de l'OMC (et comme celui du GATT de 1947 auparavant), les "actions" sont entreprises collectivement par les Membres"[17], citant l'article 2:1 du Mémorandum d'accord (dernière phrase), l'article XVI:1 du GATT de 1994 et l'article 22 du Mémorandum d'accord[18], et conclut ce qui suit: "En résumé, les "actions" sont des décisions convenues au niveau multilatéral par les organes de l'OMC, y compris l'ORD".[19] L'argument du Brésil méconnaît le fait que divers Accords de l'OMC contiennent de nombreux exemples d'emploi du terme anglais "action" pour désigner une action d'un Membre pris individuellement, et non uniquement une action collective des Membres.

12. Le Brésil fait observer que le terme anglais "actions" est parfois employé dans le Mémorandum d'accord pour désigner les "décisions ou mesures" collectives de l'ORD.[20] Cette observation est exacte, mais la conclusion qu'en tire le Brésil manque totalement de logique. Le fait que le terme anglais "action" peut désigner "les décisions ou mesures collectives de l'ORD" n'implique pas que ce terme peut *uniquement* désigner "les décisions ou mesures collectives de l'ORD".

13. De plus, le Brésil n'a pas examiné les cas où le terme "action" est employé pour désigner une action individuelle des Membres.[21] Ainsi, l'article 3:7 du Mémorandum d'accord, qui dispose qu'"[a]vant de déposer un recours, un Membre jugera si une action au titre des présentes procédures serait utile" ne fait pas, selon ses termes, référence à des "décisions convenues au niveau multilatéral par des organes de l'OMC, y compris l'ORD". De même, l'article 4:5 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit: "*Au cours des consultations* engagées conformément aux dispositions d'un accord visé, avant de *poursuivre leur action* au titre du présent mémorandum d'accord, les Membres devraient s'efforcer d'arriver à un règlement satisfaisant de la question" (pas d'italique dans l'original). Dans l'Accord sur les subventions, les subventions sont classées en trois catégories – prohibées, pouvant donner lieu à une action et ne donnant pas lieu à une action – et un Membre peut imposer des

[16] Nous faisons également observer que le Brésil, en interprétant l'expression "exemptées des actions" comme signifiant "ne peut pas recevoir ... l'autorisation d'obtenir une mesure corrective", semble négliger l'élément "prise d'initiatives juridiques" de la partie relative à la "mesure corrective" elle-même de la définition du terme "action".

[17] Mémoire initial du Brésil, paragraphe 6 (note de bas de page omise).

[18] Le Brésil affirme aussi que les "actions incluent les décisions prises par l'Organe de règlement des différends (ORD) pour adopter les décisions et recommandations des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel" mais ne renvoie pas à une disposition du Mémorandum d'accord pour étayer cette affirmation. Ni l'article 16:4 du Mémorandum d'accord (sur l'adoption des rapports des groupes spéciaux) ni son article 17:14 (sur l'adoption des rapports de l'Organe d'appel) n'emploient le terme "action" pour décrire une décision de l'ORD d'adopter des décisions et recommandations des groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel.

[19] Mémoire initial du Brésil, paragraphe 6.

[20] Le Brésil cite par exemple l'article 2:1 du Mémorandum d'accord, qui dispose ce qui suit: "[d]ans les cas où l'ORD administre les dispositions relatives au règlement des différends d'un Accord commercial plurilatéral, seuls les Membres qui sont parties à cet accord pourront prendre part au processus de prise de décisions ou de mesures qu'engagera l'ORD en ce qui concerne ce différend".

[21] *Voir* le mémoire initial des États-Unis, paragraphes 8 et 9.

droits compensateurs à l'encontre de subventions prohibées ou "pouvant donner lieu à une action" sans obtenir au préalable l'autorisation par une "décision convenue au niveau multilatéral par des organes de l'OMC, y compris l'ORD".[22] L'interprétation du Brésil ne cadre pas avec toutes ces dispositions – par exemple, étant donné que lors des consultations l'ORD n'aura entrepris *aucune* action concernant un différend, comment un Membre pourrait-il tenter de régler une question avant de *poursuivre* son action? Ces dispositions montrent clairement que, lu dans le contexte du Mémorandum d'accord et de l'Accord sur les subventions, le terme "actions" a une portée plus large que le souhaiterait le Brésil: comme l'indique son sens ordinaire, le mot "actions" désigne "la prise d'initiatives juridiques pour établir une allégation ou obtenir une mesure corrective", et englobe ainsi toutes les étapes d'un différend – obtenir l'autorisation de l'ORD pour prendre des mesures de rétorsion ne constitue qu'une étape, la dernière.[23]

14. En fait, si les Membres avaient voulu que la portée de la clause de paix soit limitée uniquement aux décisions collectives prises par l'ORD, ils auraient pu recourir à la formulation qu'ils ont retenue à l'article 2:1 du Mémorandum d'accord – par exemple, "les mesures ... seront exemptées des actions entreprises par l'ORD en se fondant sur" des dispositions spécifiées. Or, ils ne l'ont pas fait.

15. Enfin, les États-Unis font observer que le Brésil a affirmé que l'article XVI:1 du GATT de 1994 et l'article 22 du Mémorandum d'accord constituaient un contexte pertinent pour le terme "actions". Toutefois, aucune de ces dispositions ne contient ce terme "action"[24], et elles n'étayent pas l'affirmation du Brésil selon laquelle les "actions" mentionnées dans la clause de paix doivent être interprétées comme faisant uniquement référence aux "décisions convenues au niveau multilatéral par les organes de l'OMC, y compris l'ORD". De même, le Brésil se réfère à l'article XXV du GATT de 1994, intitulé "Action collective des parties contractantes". Le fait que les rédacteurs aient qualifié d'action *collective* ce seul type d'"action" ne peut que renforcer l'interprétation selon laquelle le terme "action" n'est pas à lui seul censé viser *uniquement* une action "collective". L'expression "parties

---

[22] Les Membres sont tenus de "prendr[e] toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que l'imposition d'un droit compensateur à l'égard de tout produit du territoire d'un Membre qui serait importé sur le territoire d'un autre Membre soit conforme aux dispositions de l'article VI du GATT de 1994 et aux conditions énoncées dans le présent accord". Accord sur les subventions, article 10 (note de base de page omise). *Voir aussi* l'article VI:6 du GATT de 1994 (prescrivant l'approbation au niveau multilatéral de certains droits antidumping et droits compensateurs exceptionnels).

[23] Nous faisons observer que l'Argentine concède implicitement que le contexte pertinent de l'Accord sur les subventions pour l'expression "exemptées des actions" laisse entendre que cette expression n'est pas limitée aux décisions ou actions entreprises par l'ORD. L'Argentine reconnaît qu'"[i]l est vrai que l'article 7 de l'Accord SMC prévoit que la demande de consultations est subordonnée à l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture". Mémoire initial de l'Argentine en tant que tierce partie, paragraphe 13. Cela semble contredire son interprétation du "terme "actions" dans le contexte de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture [comme] fai[sant] référence aux décisions des organes compétents de l'OMC tels que l'ORD lorsqu'il s'acquitte de ses fonctions en établissant un groupe spécial", *id.*, paragraphe 6. Autrement dit, si la clause de paix exclut une demande de consultations d'un Membre au titre de l'article 7 de l'Accord sur les subventions, le terme "actions" figurant dans la clause de paix ne peut faire référence uniquement aux "décisions des organes compétents de l'OMC".

[24] *Voir par exemple* l'article XVI:1 du GATT de 1994 ("Dans tous les cas où il sera établi qu'une telle subvention cause ou menace de causer un préjudice grave aux intérêts d'une autre partie contractante, la partie contractante qui l'accorde examinera, lorsqu'elle y sera invitée, avec l'autre partie contractante ou les autres parties contractantes intéressées ou avec les PARTIES CONTRACTANTES, la possibilité de limiter la subvention."); l'article 22:6 du Mémorandum d'accord ("Lorsque la situation décrite au paragraphe 2 se produira, l'ORD accordera, sur demande, l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations, dans un délai de 30 jours à compter de l'expiration du délai raisonnable, à moins qu'il ne décide par consensus de rejeter la demande.").

contractantes agissant collectivement" figurant à l'article XXV serait inutile si l'interprétation du terme "action" par le Brésil était correcte.[25]

C. L'INTERPRÉTATION QUE LE BRÉSIL DONNE DE LA CLAUSE DE PAIX ABOUTIRAIT À DES RÉSULTATS ABSURDES

16. L'interprétation de la clause de paix suggérée par le Brésil ôterait toute signification réelle à cette disposition. Le Brésil exposerait des mesures qui sont conformes à la clause de paix à une constatation d'incompatibilité avec des dispositions pertinentes du GATT de 1994 et de l'Accord sur les subventions ainsi qu'à des mesures de rétorsion *sauf si* la partie plaignante convenait de ne *pas* adopter les constatations ou d'autoriser les mesures de rétorsion.

17. Selon l'interprétation du Brésil, l'expression "exemptées des actions" signifie seulement que "un Membre plaignant ne peut pas recevoir de l'ORD l'autorisation d'obtenir une mesure corrective" - autrement dit, la clause de paix exempterait les mesures conformes des actions entreprises par l'ORD pour autoriser des mesures correctives mais non des constatations du Groupe spécial. Un groupe spécial serait donc parfaitement libre de formuler dans son rapport final des constatations selon lesquelles une mesure contestée qui est conforme à la clause de paix est incompatible avec, entre autres choses, l'Accord sur les subventions. En vertu du Mémorandum d'accord, l'ORD ne pourrait pas éviter d'adopter les constatations d'incompatibilité avec les dispositions pertinentes du GATT de 1994 ou de l'Accord sur les subventions formulées par le Groupe spécial ou ses recommandations de rendre la mesure conforme.[26] Les rapports des groupes spéciaux sont adoptés automatiquement par l'ORD en vertu de la règle du "consensus négatif"[27] et l'autorisation de prendre des mesures de rétorsion est aussi donnée automatiquement sauf si l'ORD décide par consensus de ne pas le faire.[28] De ce fait, l'ORD ne pourrait refuser d'adopter le rapport ou d'autoriser des mesures correctives qu'avec l'accord de la partie plaignante. En conséquence, selon l'interprétation du Brésil, le membre de phrase "les mesures ... seront exemptées des actions" figurant dans la clause de paix exempterait des mesures conformes de l'autorisation par l'ORD de prendre des mesures de rétorsion, mais *uniquement si* le Membre plaignant lui-même convenait de ne pas autoriser une mesure corrective. Ce serait une interprétation vraiment étrange et forcée de la clause de paix et la rendrait en fait inutile, contrairement aux règles coutumières d'interprétation des traités.

18. Ce résultat absurde serait également contraire à l'objet et au but de la clause de paix et de l'Accord sur l'agriculture qui sont d'exempter les subventions agricoles, dans certaines conditions, des disciplines de l'Accord sur les subventions et du GATT de 1994 concernant les subventions pendant que les Membres poursuivent les négociations en direction de l'"objectif à long terme ... d'arriver, par un processus suivi s'étendant sur une période convenue, à des réductions progressives substantielles

---

[25] *Voir* l'article XXV du GATT de 1994 ("Toutes les fois qu'il est fait mention dans le présent accord des parties contractantes agissant collectivement, elles sont désignées sous le nom de PARTIES CONTRACTANTES.").

[26] Conformément à l'article 19 du Mémorandum d'accord, "[d]ans les cas où un groupe spécial ou l'Organe d'appel conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, il recommandera que le Membre concerné la rende conforme audit accord". Article 19 du Mémorandum d'accord (note de bas de page omise).

[27] Conformément à l'article 16 du Mémorandum d'accord, un rapport de groupe spécial "sera adopté à une réunion de l'ORD, à moins qu'une partie au différend ne notifie formellement à l'ORD sa décision de faire appel ou que l'ORD ne décide par consensus de ne pas adopter le rapport". Article 16:4 du Mémorandum d'accord (note de bas de page omise).

[28] Lorsqu'un Membre "ne met pas la mesure jugée incompatible avec un accord visé en conformité avec ledit accord ou ne respecte pas autrement les recommandations et décisions" et qu'une compensation ne peut être convenue, le Membre partie plaignante peut demander à l'ORD l'autorisation de suspendre les concessions (article 22:2 du Mémorandum d'accord) et "l'ORD accordera, sur demande, l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations dans un délai de 30 jours à compter de l'expiration du délai raisonnable, à moins qu'il ne décide par consensus de rejeter la demande". Article 22:6 du Mémorandum d'accord.

du soutien et de la protection de l'agriculture".[29] Le Brésil n'a pas non plus expliqué pourquoi, selon son interprétation, les Membres auraient choisi de permettre des actions, avec toute la charge qui en découle pour les ressources des Membres (et de l'OMC), jusqu'à l'autorisation de prendre des mesures de rétorsion, mais sans inclure celle-ci.

III. LE MÉMOIRE INITIAL DU BRÉSIL EXPRIME UN CERTAIN NOMBRE DE PRÉOCCUPATIONS MAL FONDÉES QUI NE PEUVENT COMPROMETTRE L'ÉQUILIBRE DES DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES AU TITRE DE LA CLAUSE DE PAIX ET N'ÉTAYENT PAS L'IDÉE QU'IL CONVIENT D'EXAMINER ENSEMBLE L'APPLICABILITÉ DE LA CLAUSE DE PAIX ET LES ALLÉGATIONS DE FOND DU BRÉSIL

19. Le Brésil a avancé un certain nombre d'autres arguments, qui n'ont trait ni au sens ordinaire, et au contexte de l'expression "exemptées des actions", ni à l'objet et au but de la clause de paix et de l'*Accord sur l'agriculture*. Ces arguments ne sont donc pas pertinents pour la tâche du Groupe spécial consistant à clarifier le sens de la clause de paix conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Néanmoins, un examen de chacun des arguments du Brésil révèle qu'aucune de ces préoccupations n'est vraiment fondée.

A. LE GROUPE SPÉCIAL PEUT EXAMINER L'APPLICABILITÉ DE LA CLAUSE DE PAIX EN VERTU DES RÈGLES NORMALES DU MÉMORANDUM D'ACCORD

20. Le Brésil fait valoir que l'article 13 n'étant pas une règle spéciale ou additionnelle énoncée à l'Appendice 2 du Mémorandum d'accord, les questions relatives à la clause de paix doivent être résolues en recourant aux règles et procédures normales du Mémorandum d'accord, qui, estime le Brésil, interdiraient de commencer par examiner la question de la clause de paix. Le Brésil fait doublement erreur. Il n'était pas nécessaire d'inclure l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture parmi les règles spéciales ou additionnelles *précisément parce que* le Groupe spécial peut examiner à bon droit la question de la clause de paix grâce à la flexibilité inhérente aux règles normales du Mémorandum d'accord. L'article 12:1 et 12:2 du Mémorandum d'accord confère au Groupe spécial tout le pouvoir dont il a besoin pour organiser ses procédures de travail comme il le juge préférable afin de régler la question à l'examen.[30] Au titre de l'article 12:1 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial a le pouvoir de déterminer ses propres procédures de travail "après avoir consulté les parties au différend".[31] De plus, conformément à l'article 12:2 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial doit établir ses procédures avec "une flexibilité suffisante pour que les rapports des groupes soient de haute qualité".[32]

21. Le Brésil lui-même a concédé que le Groupe spécial jouissait d'une grande latitude pour établir ses procédures dans sa lettre du 23 mai 2003, où il a abordé la question des exceptions relatives à la portée de la demande d'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord: "Décider de la manière dont il convient de traiter au niveau de la procédure de telles

---

[29] Préambule de l'Accord sur l'agriculture (troisième alinéa).

[30] *Voir* les observations des Communautés européennes sur certaines questions soulevées à titre initial par le Groupe spécial, paragraphe 8 ("En conclusion, le Groupe spécial dispose d'un pouvoir discrétionnaire important pour décider comment il gérera ces questions. L'article 12:1 du Mémorandum d'accord dit tout à fait clairement que le Groupe spécial peut s'écarter des procédures de travail énoncées à l'Appendice 3 du Mémorandum d'accord s'il le juge approprié.").

[31] Article 12:1 du Mémorandum d'accord ("Les groupes spéciaux suivront les procédures de travail énoncées dans l'Appendice 3, à moins qu'ils n'en décident autrement après avoir consulté les parties au différend.").

[32] Article 12:2 du Mémorandum d'accord ("La procédure des groupes spéciaux devrait offrir une possibilité suffisante pour que les rapports des groupes soient de haute qualité, sans toutefois retarder indûment les travaux des groupes.").

exceptions préliminaires *relève du pouvoir discrétionnaire du Groupe spécial*".[33] Par conséquent, le Brésil reconnaît implicitement que le Groupe spécial a déjà la flexibilité et le pouvoir nécessaires, en vertu des règles normales du Mémorandum d'accord, pour organiser ses procédures de manière à examiner et à régler en premier lieu la question de la clause de paix. Il n'est pas nécessaire que la clause de paix figure parmi les "règles et procédures spéciales ou additionnelles" de l'Appendice 2 du Mémorandum d'accord parce qu'en suivant les règles normales du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial peut scinder la procédure afin de ne pas porter atteinte à l'équilibre des droits et des obligations des Membres au titre de la clause de paix et de l'Accord sur l'agriculture – autrement dit afin de veiller à ce que les mesures conformes des États-Unis soient "exemptées des actions fondées sur" les dispositions spécifiées dans la clause de paix.

22. Les États-Unis font observer que l'Organe d'appel a invité instamment les groupes spéciaux à adopter des procédures de travail prévoyant la possibilité de décisions préliminaires pour traiter les questions de compétence liminaires[34], même si le Mémorandum d'accord ne contient aucune "règle spéciale ou additionnelle" qui le prévoie. En outre, nous relevons que l'article 10:3 de l'*Accord sur l'agriculture* (l'accord qui est en cause dans le présent différend) ne figure pas parmi les "règles spéciales ou additionnelles", mais les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont indiqué clairement que cette disposition n'en régissait pas moins les procédures de règlement des différends en attribuant la charge de la preuve à la partie défenderesse.[35]

23. Enfin, le Brésil se fonde pour étayer sa position sur l'article 11 du Mémorandum d'accord - selon lequel un groupe spécial "devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions". Un simple examen de texte de l'article 11 montre que le Brésil l'invoque à tort. Cet article définit le critère d'examen des groupes spéciaux, il ne fournit aucune orientation sur leur procédure. Selon le Brésil, l'article 11 du Mémorandum d'accord prescrit en quelque sorte qu'un groupe spécial examine "tous les faits, y compris les faits présentés à titre de réfutation", tienne deux réunions et permette l'échange de communications à titre de réfutation.[36] L'argument du Brésil est indéfendable; il reviendrait à interpréter l'article 11 comme *prescrivant* une série particulière de réunions et de communications alors que cet article n'indique *pas* d'étapes procédurales particulières *quelles qu'elles* soient par laquelle un groupe spécial "devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi". En même temps, le Brésil fait valoir que le Groupe spécial *ne peut pas*, pour agir d'une manière compatible avec l'article 11, commencer par examiner l'applicabilité de la clause de paix parce que "[l']article 11 ne comporte ... aucune prescription concernant une séance d'information, une réunion ou une détermination spéciale de la part d'un groupe spécial pour statuer sur une telle applicabilité ou exemption."[37] Bien entendu, il n'y a rien dans le texte de l'article 11 qui étaye une interprétation de cette disposition excluant que le Groupe spécial scinde la procédure pour respecter l'équilibre des droits et des obligations dans le cadre de la clause de paix. Toutefois, pour être

---

[33] Lettre de l'Ambassadeur Luiz Felipe de Seixas Corrêa, Mission permanente du Brésil, à M. Dariusz Rosati, Président du Groupe spécial, page 3 (23 mai 2003) (pas d'italique dans l'original). Le paragraphe se poursuit comme suit: "Lorsque des exceptions préliminaires ont été résolues avant d'autres allégations, elles l'ont d'ordinaire été au cours de la première réunion du Groupe spécial, sur la base de la première série de communications et de déclarations orales."

[34] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R, paragraphe 144.

[35] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers*, WT/DS103/AB/RW2, WT/DS113/AB/RW2, paragraphes 67 à 75 (deuxième recours à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord).

[36] *Voir* le mémoire initial du Brésil, paragraphes 11 à 16.

[37] Mémoire initial du Brésil, paragraphe 16; *voir id.*, paragraphe 11 ("Les questions relatives à la "clause de paix" ... doivent donc être résolues par l'application des règles et procédures normales du Mémorandum d'accord.").

cohérent avec son propre argument, le Brésil devrait aussi interpréter l'article 11 comme ne prescrivant aucun nombre particulier ou aucune succession particulière d'étapes procédurales (comme celles qui sont énoncées à l'Appendice 3 du Mémorandum d'accord) qui ne sont pas exigées par ses dispositions.

B. AUCUN GROUPE SPÉCIAL N'A JUSQU'À PRÉSENT ABORDÉ DANS SON RAPPORT LA QUESTION DE LA CLAUSE DE PAIX, ET LES AUTRES DISPOSITIONS PROCÉDURALES CITÉES PAR LE BRÉSIL NE CONTIENNENT PAS L'EXPRESSION "SERONT EXEMPTÉES DES ACTIONS"

24. Le Brésil donne à entendre que trancher la question de l'applicabilité de la clause de paix avant les allégations de fond qu'il a formulées au titre de l'Accord sur les subventions et du GATT de 1994 est "contraire à la pratique des groupes spéciaux antérieurs".[38] Il n'existe bien entendu aucune pratique de ce genre puisque c'est le premier différend où est soulevée cette question.

25. Le Brésil fait également valoir qu'il existe "un certain nombre d'autres questions liminaires dans les Accords de l'OMC" mais qu'"aucune de ces dispositions ne comporte de règles spéciales et additionnelles prévoyant des séances d'information, des réunions et des déterminations préliminaires extraordinaires avant qu'un groupe spécial ne prenne connaissance de toutes les allégations présentées".[39] Invoquer, comme l'a fait le Brésil, des procédures de groupe spécial antérieures n'est pas pertinent. Le Brésil n'a pas affirmé que l'une quelconque des dispositions relatives à des questions liminaires des autres Accords de l'OMC qu'il cite ou qui ont été interprétées par des groupes spéciaux antérieurs contient les mêmes termes que la clause de paix (à savoir "seront exemptées des actions").[40] D'ailleurs, il est frappant de constater que le Brésil évite soigneusement de comparer le texte de l'une quelconque de ces dispositions avec celui de la clause de paix.[41]

26. Étant donné qu'*aucune* des autres dispositions citées par le Brésil ne contient des termes similaires à ceux de la clause de paix, ces dispositions n'ont guère de pertinence pour l'interprétation de cette clause par le Groupe spécial. Leur pertinence réside tout au plus dans le fait que ces dispositions relatives à des questions "liminaires" ne disent *pas* expressément que certaines mesures "seront exemptées des actions". Cela semble montrer que le libellé distinct de la clause de paix visait à attribuer un droit distinct, différent des droits prévus par ces autres dispositions de l'OMC.

27. Nous relevons aussi l'argument du Brésil selon lequel dans "l'affaire la plus proche de la question de la clause de paix présentée ici" – à savoir l'affaire *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/AB/R – il n'a "jamais été suggéré ou constaté que le Groupe spécial avait fait erreur en ne procédant pas à une séance d'information spéciale et en n'établissant pas une détermination spéciale" sur la "question liminaire de savoir si le Brésil respectait

---

[38] Mémoire initial du Brésil, page 7 (section IV).

[39] Mémoire initial du Brésil, paragraphe 21.

[40] Ainsi, les arguments selon lesquels une allégation particulière ne relève pas du mandat d'un groupe spécial au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord ne "comportent aucune obligation textuelle selon laquelle les mesures seront exemptées des actions". Ce que le Brésil appelle "[l']affaire la plus proche de la question de la clause de paix présentée ici" portait sur l'article 27.2 b) et l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions, qui ne disent ni l'un ni l'autre que les mesures "seront exemptées des actions fondées sur" des dispositions spécifiées. *Voir* le mémoire initial du Brésil, paragraphe 19 (citant l'analyse par l'Organe d'appel de l'article 27.2 b) et 27.4 de l'Accord sur les subventions dans l'affaire *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/AB/R; l'article 27.2 de l'Accord sur les subventions dispose que la "prohibition énoncée au paragraphe 1 a) de l'article 3 ne s'appliquera pas aux" pays en développement Membres, conformément à l'article 27.4). D'autres dispositions citées par le Brésil (article premier de l'*Accord général sur le commerce des services*, article 2 de l'*Accord sur les obstacles techniques au commerce* et Annexe I de l'*Accord sur les marchés publics*) ne prévoient pas non plus un droit reconnu par la loi de ne pas faire l'objet d'actions.

[41] *Voir* le mémoire initial du Brésil, paragraphes 18 à 21.

l'article 27.4" de l'Accord sur les subventions. D'après le rapport de l'Organe d'appel, il semblerait que celui-ci n'a pas abordé ce point parce qu'aucune partie n'a estimé que cette question liminaire devait faire l'objet d'une première étape de la procédure. Néanmoins, l'Organe d'appel a constaté que le Groupe spécial avait fait erreur en n'examinant pas d'abord la question liminaire de l'article 27.4. La formulation de la clause de paix ("des mesures ... seront ... exemptées des actions") est différente et même plus énergique étant donné qu'elle prescrit que la clause de paix soit abordée en premier lieu et séparément, en faisant l'objet de constatations, préalablement à tout examen des dispositions pertinentes du GATT de 1994 et de l'Accord sur les subventions.

C. DES AUDITIONS ET DES SÉANCES D'INFORMATION DISTINCTES SUR LA QUESTION DE LA CLAUSE DE PAIX NE PORTERONT PAS PRÉJUDICE AU BRÉSIL

28. Le Brésil, se référant à sa lettre du 23 mai, fait valoir qu'il subira un préjudice si le Groupe spécial examine la question de l'applicabilité de la clause de paix en la dissociant des allégations de fond du Brésil car cela compromettrait les "efforts déployés par le Brésil pour présenter son dossier de manière cohérente et unifiée"[42] et entraînerait pour le Brésil des dépenses plus importantes puisqu'il devrait "faire venir ses experts juridiques et économiques à Genève pour une réunion supplémentaire".[43] Bien entendu, les craintes du Brésil en ce qui concerne les effets sur la présentation de son dossier ne sauraient prendre le pas sur les droits et les obligations des Membres tels qu'ils sont énoncés dans les accords visés – y compris la clause de paix. En fait, la clause de paix résout tous les problèmes relatifs à la manière de prendre en considération les charges des parties puisqu'elle dispose que les mesures de la partie défenderesse sont exemptées de toute action fondée sur les dispositions pertinentes du GATT de 1994 et de l'Accord sur les subventions – elle décharge la partie défenderesse de l'obligation de répondre aux allégations de la partie plaignante. Le Brésil ne tient pas compte de cet aspect de la clause de paix. En tout état de cause, nous faisons observer que scinder la présente procédure pour faire en sorte que ces mesures conformes des États-Unis soient exemptées des actions fondées sur des dispositions spécifiées dans la clause de paix *réduira*, plutôt qu'accroîtra, la quantité de travail à fournir par *les deux* parties. En l'espèce, examiner d'abord la question de la clause de paix résoudra cet élément du différend et épargnera aux deux parties d'autres travaux puisque les mesures des États-Unis sont conformes à la clause de paix. Et, en général, une telle approche signifie simplement qu'un groupe spécial examinerait successivement les questions auxquelles il aurait sinon à faire face dans un différend. Dès lors qu'aucune question additionnelle ne serait abordée (et que des travaux inutiles concernant certaines allégations pourraient été évités), il ne semble pas que des efforts supplémentaires de la part d'un groupe spécial ou des parties seraient nécessaires.

29. Nous faisons également observer qu'en tout état de cause, les craintes du Brésil concernant la nécessité d'exposer deux fois les mêmes faits et l'augmentation de ses dépenses semblent exagérées. Même s'il s'agissait d'un différend où les mesures pertinentes n'étaient pas conformes à la clause de paix, le Brésil se méprend sur la procédure. Le fait que certains des mêmes éléments de preuve puissent être pertinents aussi bien pour la clause de paix que pour les allégations au titre de l'Accord sur les subventions ne signifie *pas* que ces éléments de preuve devraient être présentés deux fois. Une fois que les éléments de preuve factuels du Brésil avaient été présentés, s'ils étaient pertinents pour des étapes ultérieures de la procédure, ils pouvaient évidemment être utilisés à cette fin.[44] Il ne devrait donc pas être nécessaire d'exposer les faits deux fois et d'imposer au Brésil une charge supplémentaire à ce titre. De même, en ce qui concerne les craintes relatives à l'accroissement des dépenses au cas où le Groupe spécial scinderait la présente procédure, la présence à plein temps à

[42] *Voir* le mémoire initial du Brésil, paragraphe 17.
[43] Mémoire initial du Brésil, paragraphe 22.
[44] Pour dire les choses simplement, "la pièce n° 419 du Brésil" (par exemple) resterait "la pièce n° 419 du Brésil" – elle ne changerait pas uniquement parce qu'elle était maintenant citée pour étayer un autre argument.

Genève d'un conseil privé du Brésil devrait réduire certaines des dépenses que pourraient entraîner des réunions supplémentaires (dont il n'y a aucune raison de penser qu'elles devraient avoir lieu puisque les mesures des États-Unis sont conformes à la clause de paix). En tout état de cause, toutefois, les États-Unis ont du mal à croire que le Brésil introduirait une action comportant des allégations au titre de 17 dispositions différentes des Accords de l'OMC en ce qui concerne des programmes relevant d'au moins 12 lois des États-Unis sans s'attendre à ce que le différend qui en résulterait entraîne des complications supplémentaires, avec toutes les exigences correspondantes en matière de temps et de ressources.

30. Enfin, les États-Unis relèvent que le Brésil a soulevé la question des auditions et des séances d'information distinctes sur la question de la clause de paix, qui "lui porteraient préjudice parce qu'elles entraîneraient des retards importants dans la décision concernant ses allégations – dont beaucoup ne portent pas sur la clause de paix".[45] Alors que, telle qu'elle est libellée, la liste des "allégations ne portant pas sur la clause de paix" semble comprendre des allégations fondées sur des dispositions spécifiées dans la clause de paix[46], le point qu'évoque le Brésil n'est pas soulevé par la question du Groupe spécial. Si le Groupe spécial demande aux parties de donner leur point de vue sur la question de ce qu'il devrait advenir de toutes allégations en l'espèce fondées sur des dispositions non spécifiées dans la clause de paix, c'est avec plaisir que les États-Unis le feraient.

IV. SI LE GROUPE SPÉCIAL DEVAIT CONSIDÉRER QUE LA CLAUSE DE PAIX NE PRESCRIT PAS QU'IL DÉTERMINE SI LES MESURES DES ÉTATS-UNIS SONT EXEMPTÉES DES ACTIONS AVANT D'EXAMINER L'ACTION DU BRÉSIL AU TITRE DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET DE L'ARTICLE XVI DU GATT DE 1994, LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT EXERCER SON POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE DE SCINDER LA PROCÉDURE

31. Abstraction faite des arguments concernant le préjudice et les dépenses qui ont été analysés ci-dessus, les États-Unis font observer que, tout en prétendant examiner le "contexte" de la clause de paix, le Brésil formule un argument qui ne porte pas sur un quelconque contexte pertinent mais sur l'exercice par le Groupe spécial de son pouvoir discrétionnaire d'organiser ses procédures. Le Brésil fait valoir que l'"étroit chevauchement des preuves concernant à la fois les allégations relatives à la clause de paix et celles relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action et prohibées montre bien la nécessité pour le Groupe spécial d'examiner tous les "faits de la cause" ensemble".[47] Les États-Unis ont relevé en premier lieu, dans ce contexte, et le Brésil et les Communautés européennes semblent en convenir, que le Groupe spécial jouissait d'un large pouvoir discrétionnaire, en vertu de l'article 12:1 et 12:2 du Mémorandum d'accord, pour organiser ses procédures de travail comme il le jugeait préférable pour résoudre la question faisant l'objet du présent différend.

32. Toutefois, même si le Groupe spécial concluait que l'article 13 ne lui prescrit pas de déterminer si les mesures des États-Unis constituent une violation de la clause de paix et ne sont plus "exemptées des actions fondées sur" des dispositions spécifiées, la portée et la formulation de la clause de paix dans le présent différend signifieraient que le Groupe spécial devrait exercer son pouvoir discrétionnaire de scinder la présente procédure. La clause de paix resterait une question importante et décisive. Comme cela a été dit plus haut, scinder la procédure épargnerait aux deux

[45] Mémoire initial du Brésil, paragraphe 23.

[46] Le Brésil fait valoir que ses "allégations ne portant pas sur la clause de paix visent entre autres les dispositions suivantes ... article XVI:3 du GATT de 1994 concernant toutes les subventions intérieures et à l'exportation contestée par le Brésil". Mémoire initial du Brésil, paragraphe 23. Toutefois, la clause de paix indique expressément que "les subventions à l'exportation ... conformes ... seront exemptées des actions fondées sur l'article XVI du GATT de 1994". Accord sur l'agriculture, article 13 c) ii).

[47] Mémoire initial du Brésil, paragraphe 15.

parties ainsi qu'au Groupe spécial beaucoup de temps et de travail parce qu'il deviendrait inutile d'examiner les allégations pertinentes au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur les subventions.

33. En outre, étant donné que le Brésil a indiqué que ses arguments concernant la clause de paix impliqueraient à eux seuls "la présentation de nombreux éléments de preuve factuels et le témoignage d'experts en économétrie"[48], il semblerait que connaître des allégations de fond du Brésil en même temps compliquerait notablement les travaux du Groupe spécial. La complexité manifeste des éléments de preuve du Brésil concernant la clause de paix amène aussi à s'interroger sérieusement sur la probabilité que le calendrier demandé par le Brésil s'avère réaliste, eu égard aux intérêts légitimes qu'ont les États-Unis à défendre leur position. Enfin, nous faisons observer qu'en cherchant à obtenir du Groupe spécial qu'il examine en même temps la question de la clause de paix et les allégations de fond du Brésil, ce dernier essaie peut-être de porter atteinte aux droits des États-Unis en tant que défendeur – d'autant plus que, même selon l'interprétation erronée de la clause de paix par le Brésil, les mesures des États-Unis sont "exemptées des actions" et le Brésil n'est pas en droit d'obtenir de l'ORD une quelconque mesure corrective.[49]

34. Les États-Unis ne pensent pas non plus, en tout état de cause, que l'"étroit chevauchement des preuves concernant à la fois les allégations relatives à la clause de paix et celles relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action et prohibées montre bien la nécessité pour le Groupe spécial d'examiner tous les "faits de la cause" ensemble". Par exemple, pour établir le bien-fondé de ses allégations concernant le "préjudice grave" qu'il avait subi, le Brésil doit présenter des éléments de preuve montrant que les États-Unis ont causé des "effets défavorables" en "recourant à l'une quelconque des subventions" (Accord sur les subventions, article 5 c)) et des éléments de preuve sur "l'effet" de la "subvention" (Accord sur les subventions, article 6.3 b), c) et d)). Ni l'une ni l'autre de ces démonstrations n'est pertinente pour la question de savoir si les mesures des États-Unis étaient contraires à la clause de paix.

35. Franchement, si les arguments du Brésil concernant la clause de paix doivent impliquer beaucoup d'éléments de preuve factuels et économétriques, il est difficile de comprendre ce que le Groupe spécial gagnerait à examiner ces "nombreux" éléments de preuve et témoignages au moment même où il reçoit encore *davantage* d'éléments de preuve et de témoignages relatifs à d'autres questions qui n'ont aucun rapport avec la clause de paix. Par conséquent, même si on partait de l'hypothèse que la clause de paix ne prescrit pas au Groupe spécial d'examiner la question de son applicabilité avant de passer aux allégations de fond du Brésil et que le Groupe spécial devait uniquement se demander comment prendre en compte la question de la clause de paix en exerçant son pouvoir discrétionnaire d'organiser ses procédures, les États-Unis estiment que les travaux du Groupe spécial seraient facilités s'il se concentrait en premier lieu sur la question juridiquement et logiquement distincte de la clause de paix.[50]

---

[48] Lettre de l'Ambassadeur Luiz Felipe de Seixas Corrêa, Mission permanente du Brésil, à M. Dariusz Rosati, Président du Groupe spécial, page 4.

[49] *Voir* le mémoire initial du Brésil, paragraphe 9 ("En résumé, l'expression "exemptées des actions" signifie qu'un Membre plaignant ne peut pas recevoir de l'ORD l'autorisation d'obtenir une mesure corrective à l'encontre des mesures de soutien interne ou à l'exportation d'un autre Membre qui sont protégées par la "clause de paix"".).

[50] *Voir* les rapports de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/AB/R, paragraphes 142 à 144 (constatant que le Groupe spécial aurait dû examiner la question liminaire de l'article 27.4 avant celle de savoir si des subventions à l'exportation avaient été accordées en vertu de l'article 3.1 a) de l'Accord sur les subventions); *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R, paragraphe 144 (notant que les groupes spéciaux gagneraient à adopter des procédures de travail prévoyant des décisions préliminaires sur des questions de compétence liminaires).

V. AUTRES ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

A. ÉTANT DONNÉ LES RÈGLES DU MÉMORANDUM D'ACCORD, L'ORGANISATION DE SES PROCÉDURES PAR LE GROUPE SPÉCIAL REPRÉSENTE LA PREMIÈRE POSSIBILITÉ D'ARRÊTER L'ACTION DU BRÉSIL

36. L'Inde et les Communautés européennes ont exprimé l'opinion que, si l'on va jusqu'au bout de sa logique, l'interprétation du terme "actions" comme signifiant la "prise d'initiatives juridiques pour établir une allégation" exigerait qu'une partie plaignante engage deux actions: premièrement, une action pour établir que la clause de paix ne s'applique pas à certaines mesures, et deuxièmement, si un groupe spécial devait constater que la clause de paix est inapplicable, une action pour contester les mesures fondées sur les dispositions spécifiées dans la clause de paix. Bien que ce point ne soit pas pertinent pour la question du Groupe spécial concernant l'article 13, les États-Unis font observer qu'ils n'ont pas avancé une telle interprétation, par exemple en demandant au Groupe spécial de constater qu'il ne pouvait pas être établi.[51] Le Groupe spécial n'est donc pas saisi de cette question et les arguments de l'Inde et des CE sont dénués de pertinence. Nous avons, au lieu de cela, demandé plus modestement que le Groupe spécial, conformément à la clause de paix, structure ses procédures de façon à ce que les mesures des États-Unis soient en fait exemptées de l'action du Brésil fondée sur les dispositions spécifiées dans la clause de paix dès que ce serait possible au titre du Mémorandum d'accord.

37. Ce dont ces tierces parties ne semblent pas se rendre compte, c'est que, jusqu'à présent, les règles du Mémorandum d'accord prévoyaient que le différend passe automatiquement par le stade des consultations et de la demande d'établissement d'un groupe spécial quelle que soit l'insistance avec laquelle les États-Unis disaient que leurs mesures étaient conformes à la clause de paix. Même si les États-Unis ont maintenu à chacune des étapes que les mesures contestées étaient conformes à la clause de paix, ils n'auraient pas pu empêcher le Brésil de demander des consultations[52], de même qu'on n'aurait pas pu raisonnablement s'attendre à ce qu'ils rejettent entièrement une demande de consultations parce qu'elle contenait une demande contraire à la clause de paix, et ils n'auraient pas pu non plus empêcher l'établissement du présent Groupe spécial. Comme une partie défenderesse ne peut pas empêcher l'établissement d'un groupe spécial, elle sera inévitablement forcée de faire valoir devant un groupe spécial que les procédures de celui-ci devraient être structurées de manière que les mesures contestées qu'elle a prises ne fassent pas l'objet, à partir de ce moment-là, d'actions fondées sur des dispositions spécifiées dans la clause de paix. Étant donné l'automaticité des règles du Mémorandum d'accord relatives aux consultations et à l'établissement d'un groupe spécial, l'organisation par celui-ci de ses procédures offre donc la première possibilité d'empêcher le Brésil de

---

[51] Nous faisons également observer que cette question éventuelle concernant le point de savoir si un groupe spécial aurait pu être établi étant donné l'applicabilité de la clause de paix pourrait se poser même selon l'interprétation donnée par le Brésil de l'expression "exemptées des actions". Le Brésil indique que "les "actions" sont des décisions convenues au niveau multilatéral par les organes de l'OMC, y compris l'ORD". Or, l'expression "exemptées des actions" semblerait alors s'appliquer aussi à l'article 6:1 du Mémorandum d'accord en vertu duquel l'ORD prend la "décision convenue au niveau multilatéral" d'établir un groupe spécial pour examiner une question. Par conséquent, suivant la logique propre du Brésil, l'expression "exemptées des actions" figurant dans la clause de paix devrait aussi exclure une décision de l'ORD d'établir un groupe spécial et pas uniquement une décision d'autoriser des mesures correctives. L'Argentine concède implicitement cela lorsqu'elle "souscrit à la déclaration faite par le Brésil au paragraphe 6 de son mémoire selon lequel le terme "actions" dans le contexte de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture fait référence aux décisions des organes compétents de l'OMC, *tels que l'ORD lorsqu'il s'acquitte de ses fonctions en établissant un groupe spécial*". Mémoire initial de l'Argentine en tant que tierce partie, paragraphe 6 (pas d'italique dans l'original).

[52] Toutefois, les États-Unis relèvent que l'Argentine (au paragraphe 13 de son "Mémoire initial en tant que tierce partie") admet qu'en vertu de l'article 7 de l'Accord sur les subventions, un Membre ne doit pas demander des consultations au sujet de mesures conformes à la clause de paix.

"[prendre des] initiatives juridiques ... pour établir une allégation", et c'est là tout ce que les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de faire.

B. CONTRAIREMENT À CE QU'ONT DIT PLUSIEURS TIERCES PARTIES, LA CLAUSE DE PAIX N'EST PAS UN MOYEN DE DÉFENSE AFFIRMATIF

38. L'Australie et les Communautés européennes ont toutes deux affirmé que la clause de paix était un moyen de défense affirmatif.[53] Les États-Unis estiment qu'elles font erreur. Toutefois, ce point n'est pas soulevé par la question du Groupe spécial concernant l'article 13 et il n'est pas nécessaire de l'examiner plus avant pour le moment.

VI. CONCLUSION: LE BRÉSIL NE PEUT PAS INTRODUIRE UNE ACTION AU TITRE DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS OU DE L'ARTICLE XVI DU GATT DE 1994 À L'ENCONTRE DES MESURES DES ÉTATS-UNIS CONFORMES À LA CLAUSE DE PAIX ET LE GROUPE SPÉCIAL NE PEUT PAS STATUER À CET EFFET

39. Pour les raisons exposées ci-dessus et dans leur mémoire initial sur la question du Groupe spécial concernant la clause de paix, les États-Unis ont l'honneur de demander au Groupe spécial de constater que les mesures qui sont conformes à la clause de paix sont exemptées de toute action, y compris d'action au titre du Mémorandum d'accord, fondée sur les dispositions correspondantes de l'Accord sur les subventions et du GATT de 1994. De ce fait, les États-Unis ne sont pas tenus de défendre ces mesures dans toute action fondée sur les allégations du Brésil dont elles sont exemptées par la clause de paix.

[53] *Voir* les Observations de l'Australie, paragraphe 4 (10 juin 2003); les Observations des Communautés européennes sur certaines questions soulevées à titre initial par le Groupe spécial, paragraphe 6 (datées du 10 juin "2002" sur la première page, 2003 dans le titre).

ANNEXE B

COMMUNICATIONS DES PARTIES ET DES TIERCES PARTIES POUR LA PREMIÈRE SÉANCE DE LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

Table des matières		Page
Annexe B-1	Résumé analytique de la communication du Brésil	B-2
Annexe B-2	Résumé analytique de la communication des États-Unis	B-12
Annexe B-3	Communication de l'Argentine en tant que tierce partie	B-22
Annexe B-4	Communication de l'Australie en tant que tierce partie	B-43
Annexe B-5	Communication du Bénin en tant que tierce partie	B-60
Annexe B-6	Communication du Canada en tant que tierce partie	B-67
Annexe B-7	Communication de la Chine en tant que tierce partie	B-82
Annexe B-8	Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie	B-90
Annexe B-9	Communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie	B-100
Annexe B-10	Communication du Paraguay en tant que tierce partie	B-114
Annexe B-11	Communication du Taipei chinois en tant que tierce partie	B-118

ANNEXE B-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION DU BRÉSIL AU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT LA "CLAUSE DE PAIX" ET LES ALLÉGATIONS NON RELATIVES À LA CLAUSE DE PAIX

Introduction

1. La première communication du Brésil porte d'abord sur les questions relatives à l'interprétation quant au fond de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture, connu sous le nom de "clause de paix", et expose en détail les éléments de preuve démontrant que rien ne permet aux États-Unis d'établir un moyen de défense fondé sur la clause de paix concernant les allégations du Brésil relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action et prohibées. La deuxième partie de la première communication du Brésil présente les éléments de preuve et les arguments concernant les allégations visant les mesures des États-Unis suivantes: versements à l'exportation au titre du programme Step 2, programmes de garantie du crédit à l'exportation (GSM 102, GSM 103 et SCGP) et subventions relevant de la Loi ETI. Ces trois subventions ne sont pas pleinement conformes aux dispositions de la Partie V de l'Accord sur l'agriculture et les États-Unis ne bénéficient donc pas de la protection conférée par la clause de paix contre des allégations au titre de l'Accord SMC. Les versements à l'exportation au titre du programme Step 2, les trois programmes de garantie du crédit à l'exportation et les subventions relevant de la Loi ETI constituent également une violation de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC. Enfin, le Brésil démontre que les versements intérieurs au titre du programme Step 2 constituent une violation de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC et de l'article III:4 du GATT.

Questions concernant la clause de paix de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture

2. La clause de paix de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture a le caractère d'un moyen de défense affirmatif. Les États-Unis ont indiqué qu'ils se prévaudraient d'un moyen de défense fondé sur la clause de paix. Pour ce faire, il leur incombe de prouver que leur soutien interne et leurs subventions à l'exportation pour le coton upland sont accordés en conformité avec les prescriptions de la clause de paix. Si l'on se fonde sur le droit international public et la jurisprudence de l'Organe d'appel concernant l'attribution de la charge de la preuve, l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture est un moyen de défense affirmatif car il prévoit une exception à un régime juridique qui sinon s'appliquerait aux mesures de soutien à l'agriculture. Il ne modifie pas la portée des autres dispositions imposant des obligations positives aux Membres et n'est pas lui-même une obligation positive. Il permet simplement aux Membres de maintenir des mesures, autrement incompatibles avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC, exemptées des actions à condition que ces mesures remplissent les conditions spécifiées à l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture.

3. Conformément à l'article 31 de la *Convention de Vienne*, l'interprétation appropriée de l'article 13 b) ii) de l'Accord sur l'agriculture est la suivante: les Membres peuvent établir un moyen de défense fondé sur la clause de paix au titre de l'article 13 b) ii) de l'Accord sur l'agriculture *uniquement* si la quantité totale du soutien accordé par l'intermédiaire de toutes les mesures de soutien interne ne relevant pas de la "catégorie verte" (c'est-à-dire les mesures qui ne sont pas pleinement conformes aux dispositions de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture) pour un produit spécifique pendant une campagne de commercialisation quelconque entre 1995 et 2003 n'excède pas la quantité de soutien interne ne relevant pas de la "catégorie verte", qu'ils ont décidé d'accorder pendant la campagne de commercialisation 1992. La seule "décision" prise par les États-Unis "pendant" la

campagne de commercialisation 1992 a été d'accorder (c'est-à-dire de procéder à des versements effectifs de) 1,994 milliard de dollars de soutien ne relevant pas de la "catégorie verte" pour le coton upland conformément aux termes de la Loi FACT de 1990.

4. Les éléments de preuve concernant le montant du soutien ne relevant pas de la "catégorie verte" accordé par les États-Unis pour le coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 sont fondés en grande partie sur des documents de l'USDA, lesquels montrent que le soutien interne ne relevant pas de la "catégorie verte" dont il a été décidé qu'il serait autorisé et versé pour le coton upland a été porté à 3 445 millions de dollars pendant la campagne de commercialisation 1999, était de 2 311 millions de dollars pendant la campagne de commercialisation 2000 et a atteint à un nouveau niveau record de 4093 millions de dollars pendant la campagne de commercialisation 2001 (pour une récolte évaluée à 3 312 millions de dollars). Le Brésil estime que le soutien interne des États-Unis ne relevant pas de la "catégorie verte" pour la campagne de commercialisation 2002 (prenant fin le 31 juillet 2003) s'élève à 3113 millions de dollars. Cette estimation est fondée sur les dernières données disponibles et les prescriptions définies dans la Loi FSRI de 2002.

5. Les éléments de preuve montrent donc que le montant du soutien ne relevant pas de la "catégorie verte" accordé pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 excède le niveau du soutien "décidé" par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 1992. Par conséquent, les États-Unis ne bénéficient pas de l'exemption au titre de la clause de paix des actions fondées sur les articles 5 et 6 de l'Accord SMC et sur l'article XVI:1 du GATT de 1994 en ce qui concerne le soutien interne ne relevant pas de la "catégorie verte" pour le coton upland.

6. Le calcul du Brésil pour les campagnes de commercialisation 1999 à 2002 prend en compte l'ensemble approprié des mesures de soutien interne ne relevant pas de la "catégorie verte" accordées pour le coton upland. Les États-Unis ont notifié au Comité de l'agriculture de l'OMC que les programmes ci-après relevaient du soutien de la "catégorie orange" pour la campagne de commercialisation 1999: versements au titre du programme Step 2, primes de complément de prêts, gains sur les prêts à la commercialisation, versements au titre de l'assurance-récolte, versements pour les graines de coton et versements d'aide pour perte de parts de marché. La structure des cinq premiers de ces programmes de soutien interne est essentiellement la même pendant les campagnes de commercialisation 2000-2001 et au titre de la Loi FSRI de 2002 qu'elle l'était pendant la campagne de commercialisation 1999. Rien n'indique non plus qu'il ne faudrait pas continuer de traiter ces cinq programmes comme un soutien interne ne relevant pas de la "catégorie verte" pour le coton upland aux fins de la campagne de commercialisation 2002. Par conséquent, le soutien relevant de ces cinq programmes, ainsi que les versements d'aide pour perte de parts de marché constituent un soutien ne relevant pas de la "catégorie verte" pour le coton upland et sont à juste titre inclus dans l'ensemble des mesures de soutien interne aux fins d'évaluer une exemption possible des actions pour les États-Unis au titre de la clause de paix.

7. En ce qui concerne les versements au titre de contrats de flexibilité de la production, les versements directs et les versements anticycliques, les éléments de preuve démontrent que ces versements constituent également un soutien ne relevant pas de la "catégorie verte" accordé pour le coton upland. Les éléments sur lesquels cette conclusion est fondée sons résumés ci-dessous.

8. *Versements au titre de contrats de flexibilité de la production (PFC)*: Il y a deux raisons pour lesquelles les versements PFC ne constituent pas à juste titre un soutien relevant de la "catégorie verte". Premièrement, ils sont incompatibles avec le paragraphe 6 b) de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture parce que l'article 118 b) de la Loi FAIR de 1996 et les règlements mettant en œuvre le programme PFC éliminent ou réduisent les versements si les producteurs cultivent certains produits - fruits, légumes et riz sauvage - sur les superficies sous contrat.

9. Le paragraphe 6 b) de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture prescrit que le "montant" des versements "ne sera pas fonction ni établi sur la base du type ... de la production ...". L'objet et le but du paragraphe 6 b), d'après son texte et son contexte, sont de veiller à ce que les versements découplés de la "catégorie verte" ne soient pas concentrés ni orientés sur un produit unique ou sur un sous-ensemble particulier de produits. Il ne couvre que les mesures de soutien interne *totalement* découplées. Le paragraphe 6 b) cherche à garantir qu'un producteur relevant de tels versements puisse produire tout produit visé par l'Accord sur l'agriculture.

10. L'article 118 b) de la Loi FAIR de 1996 et ses règlements montrent clairement que le *montant* des versements PFC pendant une campagne de commercialisation donnée entre 1996 et 2001 était fonction ou établi sur la base du *type* de la production réalisée par un producteur ayant signé un contrat PFC. La règle générale est que "la plantation de fruits et de légumes (à l'exception des lentilles, des haricots mungo et des pois secs) sera prohibée sur les superficies sous contrat". Si des fruits et des légumes sont cultivés sur les superficies sous contrat, les règlements prévoient que "l'administrateur adjoint mettra fin au contrat pour le producteur sur chaque exploitation dans laquelle le producteur a un intérêt". Les règlements prévoient également que dans les cas d'infractions moins graves, la pénalité peut consister en une réduction des versements au titre du contrat égale à la valeur commerciale des fruits et des légumes ou au versement au titre du contrat pour chaque acre consacré à la culture de fruits et de légumes. Les versements PFC ne constituent donc pas un "soutien du revenu découplé" comme il est dit au paragraphe 6 b) de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture et, par conséquent, ne constituent pas un soutien relevant de la "catégorie verte".

11. La seconde raison pour laquelle les versements PFC accordés aux producteurs de coton upland ne constituent pas à juste titre un soutien relevant de la "catégorie verte" est qu'ils sont incompatibles avec la prescription "fondamentale" du paragraphe 1 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture selon laquelle "leurs effets de distorsion sur les échanges ou leurs effets sur la production doivent être nuls ou, au plus, minimes". Il suffit que les effets de distorsion sur la quantité ou le niveau de production ou sur les échanges soient très minimes pour déclencher le refus du statut de la "catégorie verte" au titre de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture. Cela découle du texte du paragraphe 1 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture qui contient les mots "nul", "au plus" et "fondamental".

12. Dans la présente affaire, le dossier démontre que les versements PFC ont eu davantage qu'"au plus" un effet "minime" sur la production de coton upland des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. Presque tous les producteurs de coton upland ont participé au programme PFC. En outre, les producteurs nationaux de coton upland des États-Unis considèrent les versements PFC comme un élément important des versements accordés aux exploitants de coton upland. La proportion du subventionnement au titre des versements PFC par rapport à la valeur commerciale mesurée par le prix perçu par les producteurs nationaux de coton upland des États-Unis représente entre 14 et 17 pour cent pour les campagnes de commercialisation 1999-2001. Cela donne aux producteurs des États-Unis un avantage notable dans la concurrence à l'exportation avec les producteurs du reste du monde qui ne reçoivent pas un tel niveau de subventions (ou quelque subvention que ce soit).

13. Les versements PFC ont également des effets sur la production à cause du coût de production très élevé du coton upland aux États-Unis. Compte tenu des coûts élevés aux États-Unis, sans les subventions de 14 à 17 pour cent certains des producteurs à coûts particulièrement élevés aux États-Unis cesseraient probablement de produire du coton upland. Cela aurait abouti à des niveaux inférieurs de production de coton upland aux États-Unis. Les économistes de l'USDA ont reconnu les effets d'encouragement de la production qu'ont les versements PFC. Ils ont également identifié les effets probables sur les schémas de production.

14. Puisqu'il suffit que les effets de distorsion sur la *quantité* ou le *niveau* ou sur les échanges soient très minimes pour déclencher le refus du statut de la "catégorie verte" au titre de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture, les éléments de preuve indiquant les effets d'encouragement de la production qu'ont les versements PFC amènent forcément à la conclusion que ces versements ne sont pas à juste titre inclus dans la "catégorie verte" de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture. Ils sont donc à juste titre inclus dans les mesures de soutien interne à utiliser pour calculer le montant du soutien interne pour le coton upland pour les campagnes de commercialisation 1999, 2000 et 2001.

15. *Versements directs*: Avec l'adoption de la nouvelle Loi FSRI en mai 2002, les versements PFC ont été stoppés et remplacés par des versements directs. Ceux-ci ont commencé à être effectués pendant la campagne de commercialisation 2002 et le seront jusqu'à la fin de la campagne de commercialisation 2007. L'USDA a identifié le programme de versements directs comme étant le successeur direct du programme PFC au titre de la Loi FAIR de 1996.

16. Les versements directs ne relèvent pas à juste titre de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture pour trois raisons. Premièrement, comme c'est le cas pour les versements PFC, le montant des versements directs est fonction ou établi sur la base du type de la production réalisée au cours d'une année suivant la période de base en violation du paragraphe 6 b) de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture. La Loi FSRI de 2002 et ses règlements d'application éliminent ou limitent le montant des versements directs si la superficie de base est utilisée pour la production de certaines cultures, à savoir les fruits, les légumes et le riz sauvage.

17. Deuxièmement, les dispositions relatives aux versements directs de la Loi FSRI de 2002 constituent une violation du paragraphe 6 a) et b) de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture parce que les producteurs étaient autorisés à "actualiser" leur superficie de base en se fondant sur les totaux de production pour les campagnes de commercialisation 1998-2001. Cela est incompatible avec le paragraphe 6 a) de l'Annexe 2 qui prescrit une période de base *unique* et *fixe* pour un programme de soutien. L'objet et le but du paragraphe 6 a) et b) de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture sont de veiller à ce que les Membres ne permettent pas que les versements augmentent avec le temps d'une manière liée à l'augmentation de la production avec le temps. Cela découle également de la prescription du paragraphe 1 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture selon laquelle les mesures de soutien de la "catégorie verte" doivent avoir des effets sur la production nuls ou, au plus, minimes. Cela ne peut être le cas que si la base (c'est-à-dire la base pour une augmentation des versements) ne s'adapte pas aux modifications récentes de la production d'un exploitant.

18. Les principaux éléments structurels du programme PFC et du programme de versements directs sont les mêmes en ce qui concerne les types de culture de base visés, les obligations des producteurs pour recevoir des versements, la plantation de certaines cultures prohibée et la liberté de recevoir des versements pour une culture et d'en cultiver une autre. Le passage du programme PFC au programme de versements directs ne constitue pas un "découplage" mais plutôt un "recouplage" des versements directs de la campagne de commercialisation 2002 et des versements directs futurs avec la production des campagnes de commercialisation 1998-2001.

19. Un tiers des exploitations ayant reçu des versements PFC entre les campagnes de commercialisation 1996 et 2001 ont actualisé leurs superficies pour le programme de versements directs en utilisant les données de production relatives aux campagnes de commercialisation 1998-2001. Par conséquent, interpréter le paragraphe 6 a) et b) de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture comme autorisant une actualisation de la période de base "fixe" consistant essentiellement à changer le nom du programme de "versements PFC" en programme de versements directs priverait ces dispositions de tout effet.

20. Troisièmement, les versements directs ont des effets de distorsion sur les échanges ou sur la production qui sont davantage que "au plus, minimes", contrairement à ce que dit le texte introductif

du paragraphe 1 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture. Les versements directs, comme les versements PFC peuvent augmenter la production de coton upland par 1) un effet de richesse direct en réduisant la peur du risque, 2) un accroissement de l'investissement facilité par la richesse et reflétant une réduction des limitations du crédit, et 3) un effet de richesse secondaire résultant de l'accroissement de l'investissement. En outre, l'actualisation de la superficie de base dans la loi FSRI de 2002 a créé un effet constant d'encouragement de la production parce que les exploitants s'attendront à des actualisations futures et continueront de maintenir des niveaux élevés de production voire augmenteront leur production entre les campagnes de commercialisation 2002 et 2007. Les prix du coton restant bas, les producteurs auront davantage besoin de protéger leur base pour se défendre contre des prix bas. De plus, les producteurs de coton upland des États-Unis sont parmi ceux qui ont les coûts les plus élevés au monde. Cela signifie que le montant des versements directs (et des versements anticycliques) est crucial pour la survie économique de bon nombre de producteurs de coton upland aux États-Unis. Par conséquent, il y aura une très forte incitation à maintenir et à accroître la base de coton upland en prévision d'actualisations futures des bases dans la législation future concernant l'agriculture pour compenser la baisse potentielle des prix mondiaux.

21. En résumé, les versements directs sont à juste titre inclus dans l'ensemble de mesures de soutien interne à utiliser pour calculer le montant du soutien interne pour le coton upland pour la campagne de commercialisation 2002.

22. *Versements anticycliques (CCP)*: Ils constituent un soutien interne ne relevant pas de la "catégorie verte" parce qu'ils sont incompatibles avec le paragraphe 6 a), 6 b) et 6 c) de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture. Premièrement, comme les versements PFC et les versements directs, les versements anticycliques sont incompatibles avec le paragraphe 6 b) de l'Annexe 2 parce que le programme CCP élimine ou limite le montant des versements pour *ceux* des producteurs qui cultivent des fruits, des légumes et du riz sauvage sur les superficies de base.

23. Deuxièmement, les versements anticycliques constituent également une violation du paragraphe 6 c) de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture parce que le montant des versements est établi sur la base des prix courants du marché. Le sens ordinaire du paragraphe 6 c) de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture est que le soutien direct du revenu accordé à un producteur de produits agricoles ne doit pas être lié à un prix international ou intérieur établi après la période de base, c'est-à-dire à un prix courant. Les versements anticycliques ne sont pas établis sur la base des prix de la production de coton upland qui a été réalisée pendant une période de base antérieure mais en fait sur les prix de la production actuelle. Étant donné que les prix actuels du coton upland perçus par les exploitants des États-Unis fluctuent entre 0,52 et 0,6573 dollar la livre, le montant des versements varie pour chaque année entre les campagnes de commercialisation 2002 et 2007. Cela est incompatible avec le paragraphe 6 c) de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture conformément auquel les versements ne peuvent pas être établis sur la base des "prix ... s'appliquant à une production réalisée au cours d'une période suivant la période de base". Le programme CCP n'a cependant pas de "période de base" fixe aux fins de l'établissement des "prix". Il utilise les prix courants, c'est-à-dire les prix qui s'appliquent à la production courante et par conséquent à "une production réalisée au cours d'une période suivant la période de base".

24. Troisièmement, tout comme les versements PFC et les versements directs, les versements anticycliques ont des effets sur la production et des effets de distorsion sur les échanges en violation du paragraphe 1 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture. Le nouveau programme CCP pour le coton upland est une des principales sources de l'accroissement des versements aux producteurs de coton des États-Unis entre la Loi FAIR de 1996 et la Loi FSRI de 2002. Les versements aux exploitants de coton upland des États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2002 dépasseront 1 milliard de dollars et représentent plus de 32 pour cent de la valeur commerciale du coton upland des États-Unis. Les économistes de l'USDA ont reconnu que les versements anticycliques avaient des effets identifiables et mesurables sur la production.

25. En résumé, les versements anticycliques constituent un soutien interne ne relevant pas de la "catégorie verte" inclus à juste titre dans la série des mesures de soutien interne à utiliser pour calculer le montant du soutien interne pour le coton upland pour la campagne de commercialisation 2002.

26. *Les versements directs et les versements anticycliques constituent un soutien pour le coton upland*: Les versements directs et les versements anticycliques effectués pendant la campagne de commercialisation 2002 constituent un soutien pour le coton upland au sens de l'article 13 b) ii) de l'Accord sur l'agriculture. La grande majorité des producteurs de coton upland participent aux programmes et recevront le montant total de ces versements pendant la campagne de commercialisation 2002. La plupart des producteurs de coton upland, pendant la campagne de commercialisation 2002, ont utilisé les superficies de base de coton upland pour produire du coton upland. Les exploitations des États-Unis qui produisent l'essentiel du coton upland tendent à cultiver du coton upland année après année en raison des investissements considérables effectués dans des équipements spécifiques au coton et de l'absence de cultures de substitution. Par conséquent, la plupart des exploitants ayant une "superficie de base" de coton n'utilisent généralement pas cette superficie de base pour faire d'autres cultures. En outre, les versements anticycliques créent des incitations à maintenir la production de coton upland au niveau de la période de base afin de minimiser le risque de baisse des revenus.

27. En résumé, les États-Unis ne peuvent pas invoquer avec succès la protection conférée par la clause de paix contre les allégations relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action formulées par le Brésil au titre des articles 5 et 6 de l'Accord SMC ou les allégations du Brésil au titre de l'article XVI:1 du GATT.

28. *Questions relatives à la clause de paix concernant les subventions à l'exportation au titre de l'article 13 c) de l'Accord sur l'agriculture*: Les États-Unis ne bénéficient pas non plus de la protection conférée par la clause de paix au titre de l'article 13 c) de l'Accord sur l'agriculture pour ce qui est des allégations relatives aux subventions à l'exportation, formulées au titre de l'Accord SMC concernant les versements à l'exportation au titre du programme Step 2, les garanties du crédit à l'exportation et les subventions accordées au titre de la Loi ETI. L'article 13 c) de l'Accord sur l'agriculture peut uniquement être invoqué par un Membre de l'OMC comme un moyen de défense affirmatif si ce Membre peut démontrer que ses subventions à l'exportation "sont pleinement conformes aux dispositions de la Partie V" de l'Accord sur l'agriculture. La Partie V de l'Accord sur l'agriculture comprend les articles 8 à 11. Un Membre viole la Partie V de l'Accord sur l'agriculture s'il accorde des subventions à l'exportation pour des produits pour lesquels il n'a pris aucun engagement de réduction des subventions à l'exportation; ou deuxièmement s'il a pris des engagements de réduction des subventions à l'exportation pour le produit en question mais excède le montant maximal des subventions à l'exportation ou la valeur maximale du produit inscrit sur sa Liste comme étant exporté à l'aide de subventions à l'exportation. Les États-Unis ne bénéficient pas de la protection conférée par la clause de paix pour les subventions accordées à l'exportation de produits agricoles contestées par le Brésil au titre de l'Accord SMC parce que - comme le démontre le Brésil - aucune des subventions en cause n'est pleinement conforme à la Partie V de l'Accord sur l'agriculture.

Allégations du Brésil concernant les subventions à l'exportation et les subventions liées à l'apport local prohibées des États-Unis

29. Les États-Unis maintiennent trois types de subventions à l'exportation liées au coton upland et à d'autres produits. Ces subventions constituent une violation des articles 3:3, 8 et 10:1 de l'Accord sur l'agriculture et sont prohibées au titre de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC. Le Brésil conteste les trois mesures dans le sens où elles accordent des subventions pour le coton upland. En outre, il conteste les programmes de garantie du crédit à l'exportation pour tous les produits visés.

30. La première mesure, à savoir le programme Step 2 à l'exportation concerne exclusivement les exportations de coton upland des États-Unis et accorde des dons aux exportateurs. Le deuxième groupe de mesures est constitué par trois programmes de garantie du crédit à l'exportation – le General Sales Manager 102 ("GSM 102"), le General Sales Manager 103 ("GSM 103") et le Programme de garantie du crédit-fournisseur ("SCGP") – offerts par les États-Unis pour l'exportation des produits agricoles en général. La troisième mesure accordant des subventions à l'exportation est la Loi de 2000 portant abrogation des dispositions relatives aux FSC et régissant l'exclusion des revenus extraterritoriaux ("Loi ETI") en vertu de laquelle les États-Unis accordent des allègements fiscaux aux exportateurs de produits nationaux, y compris des produits agricoles comme le coton upland.

31. *Versements à l'exportation au titre du programme Step 2:* L'article 1207 a) de la Loi FSRI de 2002 prescrit des versements à l'exportation au titre du programme Step 2 subordonnés à l'exportation de fibres de coton upland des États-Unis. L'article 1207 a) de la Loi FSRI de 2002 exige que l'USDA verse aux exportateurs des États-Unis la différence entre le prix plus élevé du coton upland des États-Unis et la moyenne des cinq prix à l'exportation les plus bas du coton upland au niveau mondial (indice Cotlook A). Cette subvention représentait en moyenne 8 pour cent du prix perçu par les producteurs des États-Unis entre les campagnes de commercialisation 1999 et 2001 et était estimée à 9,9 pour cent pour la campagne de commercialisation 2002.

32. Les versements à l'exportation au titre du programme Step 2 constituent des subventions à l'exportation au sens de l'Accord sur l'agriculture. L'Organe d'appel a indiqué que le contexte pour l'interprétation d'une "subvention à l'exportation" au regard de l'Accord sur l'agriculture se trouvait dans l'Accord SMC. Les versements à l'exportation au titre du programme Step 2 comportent des dons au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC car le gouvernement des États-Unis verse de l'argent aux exportateurs américains. De tels dons sont des transferts directs de *ressources* économiques pour lesquelles le gouvernement des États-Unis ne reçoit aucune contrepartie. Les versements à l'exportation au titre du programme Step 2 constituent de l'"argent libre" pour lequel les exportateurs ne contractent pas d'obligations correspondantes et sont donc effectués moyennant une "contrepartie non totale". Ils confèrent par conséquent un avantage au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC. Enfin, les versements au titre du programme Step 2 sont également subordonnés à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC parce que les exportateurs ne sont admis à bénéficier des versements à l'exportation au titre du programme Step 2 que s'ils fournissent des éléments de preuve indiquant qu'ils ont exporté une certaine quantité de coton upland des États-Unis.

33. L'article 1207 a) de la Loi FSRI de 2002 exige que le Secrétaire à l'agriculture des États-Unis effectue des versements à l'exportation au titre du programme Step 2 aux exportateurs admissibles sur présentation de la preuve de l'exportation de coton des États-Unis. Par conséquent, l'article 1207 a) de la Loi FSRI de 2002 est incompatible avec les articles 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture parce qu'elle exige le versement de subventions à l'exportation pour le coton upland sans que les États-Unis aient pris des engagements quelconques de réduction des subventions à l'exportation au titre de l'Accord sur l'agriculture. Les États-Unis ne bénéficient donc pas de la protection conférée par la clause de paix contre les allégations formulées au titre de l'Accord SMC pour ce qui est des versements à l'exportation au titre du programme Step 2. En outre, pour les mêmes raisons pour lesquelles les versements à l'exportation au titre du programme Step 2 constituent une violation des articles 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture, l'article 1207 a) de la Loi FSRI de 2002 prescrit également le versement de subventions à l'exportation en violation de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC.

34. *Programmes de garantie des crédits à l'exportation*: Les États-Unis, par l'intermédiaire de la Société de crédit pour les produits de base (CCC) appliquent trois programmes de garantie du crédit à l'exportation – le General Sales Manager 102 (GSM 102), le General Sales Manager 103 (GSM 103) et le Programme de garantie du crédit-fournisseur (SCGP). Ces programmes garantissent le

remboursement des prêts accordés aux importateurs étrangers de tous les produits agricoles des États-Unis et ne se limitent pas au coton upland. Le Brésil conteste également les programmes dans leur totalité, et pas seulement dans la mesure où ils concernent le coton upland.

35. Les données de l'USDA relatives aux exportations démontrent que les exportations des États-Unis pour la plupart des produits inscrits sur leur Liste excèdent l'engagement de réduction quantitative des subventions à l'exportation correspondant pris par les États-Unis. Pour les engagements non inscrits sur leur Liste, il n'y a pas d'engagement de ce type, ce qui signifie *que* toutes les exportations de ces produits excèdent les engagements des États-Unis. Dans l'affaire *Canada - Produits laitiers au titre de l'article 21:5 (II)*, l'Organe d'appel a considéré que les allégations relatives aux subventions à l'exportation formulées au titre de l'Accord sur l'agriculture comportaient à la fois un "aspect quantitatif" et un "aspect subventionnement des exportations". Il a estimé que l'article 10:3 de l'Accord sur l'agriculture attribuait la charge de la preuve en ce qui concerne le subventionnement des exportations au Membre défendeur – en l'espèce les États-Unis – si le Membre plaignant – en l'espèce le Brésil – établissait que le niveau des exportations excédait les engagements de réduction des subventions à l'exportation. Par conséquent, il incombe aux États-Unis de prouver que ses exportations excédentaires n'ont pas bénéficié de subventions à l'exportation, y compris de garanties de crédit à l'exportation.

36. Néanmoins, le Brésil apporte également des éléments de preuve indiquant que les trois programmes de garantie du crédit à l'exportation sont des subventions à l'exportation au sens de l'Accord sur l'agriculture. L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – FSC* a été d'avis que les subventions à l'exportation au sens de l'Accord SMC étaient également des subventions à l'exportation aux fins de l'Accord sur l'agriculture. Le Brésil démontre de deux manières distinctes que les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP sont des "subventions à l'exportation". Premièrement, le contexte pour déterminer si les programmes des États-Unis sont des subventions à l'exportation au titre de l'Accord sur l'agriculture est constitué par une référence au point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant à l'Annexe I de l'Accord SMC. Conformément au point j), les programmes de garantie du crédit à l'exportation sont des subventions à l'exportation s'ils sont appliqués "à des taux de primes qui sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes". Deuxièmement, les garanties de crédit à l'exportation constituent également des subventions à l'exportation au titre de l'Accord sur l'agriculture et à la lumière des décisions de l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – FSC* et *Canada – Produits laitiers* si elles comportent des "contributions financières" qui confèrent des "avantages" et sont subordonnées aux résultats à l'exportation au sens des articles 1.1 et 3.1 a) de l'Accord SMC.

37. Des documents des États-Unis démontrent que les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP sont des subventions à l'exportation parce qu'ils sont appliqués à des taux de primes qui sont bien inférieurs au niveau nécessaire pour couvrir les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes. Les programmes sont par conséquent des subventions à l'exportation telles qu'elles sont définies au point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation. Conformément à la jurisprudence de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux, les subventions à l'exportation définies dans l'Accord SMC constituent un contexte pertinent pour une constatation de subventions à l'exportation au titre de l'Accord sur l'agriculture. Par conséquent, ces trois programmes constituent des subventions à l'exportation au sens de l'Accord sur l'agriculture.

38. En outre, les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP sont des subventions à l'exportation au sens de l'Accord sur l'agriculture parce qu'ils sont des contributions financières conformément à l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC et confèrent des avantages au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC. Les États-Unis eux-mêmes, dans leur budget, les traitent comme des subventions. En outre, aucune garantie de ce type n'est disponible sur le marché dans des conditions commerciales. Les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP sont en outre subordonnés aux résultats à l'exportation au

sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC. Par conséquent, les programmes constituent des subventions à l'exportation au sens tant de l'Accord SMC que de l'Accord sur l'agriculture.

39. Les subventions à l'exportation GSM 102, GSM 103 et SCGP entraînent, ou menacent d'entraîner, un contournement des engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation au sens de l'article 10:1 de l'Accord sur l'agriculture. Les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP, dans la mesure où ils sont disponibles pour des produits non inscrits sur la Liste, constituent une violation des articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture parce qu'ils mettent à disposition des subventions à l'exportation pour des produits non inscrits sur la Liste. L'Organe d'appel a été d'avis que pour des produits non inscrits sur les Listes, il était incompatible avec l'article 3:3 de l'Accord sur l'agriculture d'accorder des subventions à l'exportation énumérées à l'article 9:1 de l'Accord sur l'agriculture, et qu'il était incompatible avec les articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture d'accorder toute autre subvention à l'exportation. Les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP accordent des subventions à l'exportation pour des produits non inscrits sur la Liste et constituent par conséquent une violation des articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture.

40. En ce qui concerne les produits inscrits sur la Liste, les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP en tant que tels menacent également d'entraîner un contournement des engagements de réduction des subventions à l'exportation des États-Unis. Les États-Unis accordent des allocations pécuniaires pour les garanties de crédit à l'exportation à différents pays tiers soit sur une base par produit soit sur une base autre que par produit. Ce trait commun des trois programmes de garantie du crédit à l'exportation fait qu'il y a une menace que les États-Unis excèdent leur engagement de réduction quantitative des subventions à l'exportation pour les produits inscrits sur leur Liste en violation des articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture.

41. En résumé, les programmes de garantie du crédit à l'exportation GSM 102, GSM 103 et SCGP sont incompatibles avec les articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture. Comme ils ne sont pas pleinement conformes à la Partie V de l'Accord sur l'agriculture, ils ne bénéficient pas de la protection conférée par la clause de paix au titre de l'article 13 c) ii) de l'Accord sur l'agriculture.

42. Le Brésil a déjà établi que les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP étaient des subventions à l'exportation au sens du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant à l'Annexe I de l'Accord SMC et au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC. Il s'ensuit que les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP sont des subventions à l'exportation prohibées au sens de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC.

43. *Subventions à l'exportation au titre de la Loi ETI*: La troisième subvention à l'exportation accordée par les États-Unis pour le coton upland consiste en réductions d'impôt au titre de la Loi de 2000 portant abrogation des dispositions relatives aux FSC et régissant l'exclusion des revenus extraterritoriaux. Cette loi élimine les charges fiscales pour les exportateurs, entre autres, de coton upland. Un Groupe spécial de l'OMC et l'Organe d'appel ont constaté antérieurement que la Loi ETI constituait une violation des articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture et de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC. Les allégements fiscaux prévus par la Loi ETI constituent des subventions à l'exportation au sens de l'article 10:1 de l'Accord sur l'agriculture. La Loi ETI menace de contourner les engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation en accordant une subvention à l'exportation pour le coton upland alors que les États-Unis n'ont pris aucun engagement de réduction des subventions à l'exportation en ce qui concerne le coton upland en violation des articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture. Étant donné que les subventions au titre de la Loi ETI ne sont pas pleinement conformes à la Partie V de l'Accord sur l'agriculture, il n'y a pas d'exemption conformément à la clause de paix des actions au titre de l'Accord SMC. Par conséquent, la Loi ETI constitue *aussi* une subvention à l'exportation prohibée au sens de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC.

44. *Versements* intérieurs *au titre du programme Step 2*: L'article 1207 a) de la Loi FSRI de 2002 prescrit le paiement des versements intérieurs au titre du programme Step 2. Les versements intérieurs au titre du programme Step 2 sont des subventions au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC. Ils comportent des dons parce que le gouvernement des États-Unis verse aux utilisateurs nationaux de coton upland des États-Unis la différence entre le prix plus élevé du coton upland des États-Unis et la moyenne des cinq prix à l'exportation les plus bas du coton upland (A-Index) sans aucune contrepartie. Ces dons sont des transferts directs de fonds et constituent une contribution financière des pouvoirs publics au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC. Ils confèrent un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC parce que l'utilisateur national de coton upland des États-Unis reçoit la contribution financière à des conditions plus favorables que celles qui sont offertes sur le marché. Les versements intérieurs au titre du programme Step 2 constituent de l'"argent libre" pour lequel les utilisateurs nationaux de coton upland des États-Unis ne contractent pas d'obligations correspondantes. Enfin, les versements intérieurs au titre du programme Step 2 sont subordonnés à l'utilisation de produits nationaux plutôt que de produits importés. Les utilisateurs nationaux de coton des États-Unis peuvent uniquement recevoir ces versements sur présentation de la preuve qu'ils ont défait une balle de coton upland des États-Unis. En résumé, l'article 1207 a) de la Loi FSRI de 2002 prescrivant des versements intérieurs au titre du programme Step 2 constitue une violation de l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC en exigeant l'octroi de subventions subordonné à l'utilisation de produits nationaux plutôt que de produits importés.

45. Le programme de versements intérieurs au titre du programme Step 2 constitue aussi une violation de l'article III:4 du GATT. L'article 1207 a) impose au Secrétaire à l'agriculture de traiter le coton upland de source autre que nationale de manière moins favorable que le coton upland similaire des États-Unis. Seul le coton upland qui est du "coton upland en balle produit localement" peut bénéficier du programme Step 2 de versements intérieurs. Verser une subvention au coton upland national similaire tout en refusant de tels versements au coton similaire importé affecte de manière négative la compétitivité du coton importé en le rendant moins attirant pour les acheteurs des États-Unis. Le programme Step 2 de versements intérieurs par conséquent accorde "un traitement moins favorable" aux produits importés au sens de l'article III:4 du GATT.

Conclusion

46. Dans sa communication complémentaire (prévue pour le 4 septembre 2003 lorsque le Groupe spécial aura exprimé son point de vue sur l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture le 1er septembre 2003), le Brésil présentera ses arguments concernant ses allégations au titre des articles 5 c), 6.3 b), 6.3 c) et 6.3 d) de l'Accord SMC ainsi qu'au titre de l'article XVI du GATT.

ANNEXE B-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

1. Dans la présente communication, les États-Unis se concentrent principalement sur les questions intéressant la clause de paix. Cependant, trois séries de mesures identifiées par le Brésil - 1) les mesures de garantie des crédits à l'exportation concernant des produits agricoles admissibles des États-Unis autres que le coton upland des États-Unis; 2) les versements au titre de contrats de flexibilité de la production et les versements d'aide pour perte de parts de marché; et 3) les versements pour les graines de coton – n'avaient pas fait l'objet de consultations, étaient venues à expiration avant que l'ouverture de consultations soit demandée ou n'avaient pas encore été adoptées au moment des demandes de consultations et d'établissement d'un groupe spécial, respectivement. En ce qui concerne ces mesures, les États-Unis demandent au Groupe spécial de décider à titre préliminaire qu'elles ne relèvent pas de son mandat.

2. **Interprétation générale de la clause de paix et de l'expression "exemptées des actions"**: Comme il est indiqué dans de précédentes communications, lue conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public, l'expression clé de la clause de paix, "exemptées des actions", signifie "non exposées ni soumises à" une "procédure juridique ou à des poursuites" ou à "la prise de dispositions juridiques pour établir une allégation ou obtenir une mesure corrective". Le contexte pertinent des articles 3:7 et 4:5 du Mémorandum d'accord et de l'article 7 de l'Accord SMC étaye cette interprétation. Par exemple, contrairement à la suggestion du Brésil selon laquelle le mot "action" renvoie seulement à une "action collective" par l'Organe de règlement des différends, l'article 4:5 du Mémorandum d'accord utilise l'expression "poursuivre" leur action. Comme aucune "action" n'aura été entreprise par l'Organe de règlement des différends "au cours des consultations", l'expression "poursuivre leur action" laisse entendre que demander l'ouverture de consultations fait partie de l'action engagée par une partie plaignante. Ainsi, ces dispositions laissent entendre qu'une "action" fondée sur les dispositions pertinentes inclurait toutes les étapes d'un différend, y compris le fait de "déposer un recours", les consultations et la procédure de groupe spécial et étayeraient une interprétation de l'expression "exemptées des actions" à l'article 13 comme signifiant "non soumises à" "la prise de dispositions juridiques pour établir une allégation".

3. Avant ce stade du processus, les règles du Mémorandum d'accord ne laissaient aux États-Unis aucune possibilité d'empêcher le différend de passer automatiquement par la phase des consultations et de l'établissement d'un groupe spécial, même si les États-Unis affirmaient avec insistance que leurs mesures étaient conformes à la clause de paix. Comme une partie défenderesse ne peut empêcher l'établissement d'un groupe spécial, elle sera inévitablement obligée de faire valoir devant un groupe spécial que les procédures de ce dernier devraient être structurées de manière à ce que les mesures de la partie qui sont contestées ne soient pas soumises, à partir de ce stade, à des actions fondées sur des dispositions spécifiées dans la clause de paix. Ainsi, l'organisation par le Groupe spécial de ses procédures a été la première occasion d'arrêter la "prise de dispositions juridiques pour établir une allégation" par le Brésil.

4. La clause de paix n'est pas un moyen de défense affirmatif: La clause de paix s'applique "*nonobstant* les dispositions du GATT de 1994" et de l'Accord sur les subventions, c'est-à-dire *en dépit* et *sans tenir compte des* obligations en matière de subventions énoncées dans ces accords *ou sans être empêché par* ces obligations. L'article 21:1 de l'Accord sur l'agriculture précise en outre que les obligations des Membres au titre de l'Accord sur les subventions et du GATT de 1994 sont applicables *seulement* "*sous réserve*" des dispositions de l'Accord sur l'agriculture, y compris la clause

de paix. Il n'est pas nécessaire de déterminer si une mesure est incompatible avec les disciplines de l'OMC relatives aux subventions avant d'appliquer la clause de paix comme cela serait le cas si la clause de paix était un moyen de défense affirmatif à l'égard de ces obligations.

5. Comme dans l'affaire *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, où l'Organe d'appel a expliqué qu'une disposition qui était décrite comme une "exception" n'était pas un moyen de défense affirmatif et faisait en fait "partie intégrante" de l'arrangement au titre de l'*Accord sur les textiles et les vêtements* qui "reflète un équilibre tout aussi soigneusement établi de droits et d'obligations entre les Membres", ici aussi, la clause de paix est indissociable de l'équilibre de droits et d'obligations concernant les disciplines relatives aux subventions du GATT de 1994 et de l'Accord sur les subventions, et indique quelles mesures sont soumises aux actions fondées sur ces disciplines.

6. L'article 13 a) i) établit que les mesures de la catégorie verte sont "des subventions ne donnant pas lieu à une action aux fins de l'application de droits compensateurs". Cette obligation n'est pas subordonnée au point de savoir si un Membre établit un "moyen de défense affirmatif" selon lequel une mesure particulière relève de la "catégorie verte"; en d'autres termes, un Membre n'est pas libre d'imposer un droit compensateur jusqu'à ce qu'un autre établisse un "moyen de défense affirmatif" au titre de la clause de paix. Il n'y a aucune base textuelle permettant d'interpréter la clause de paix comme étant un moyen de défense affirmatif au titre d'une disposition (article 13 b) ii)) mais pas d'une autre. En fait, plutôt qu'un moyen de défense, la clause de paix pourrait être utilisée de manière *offensive* (en tant que cause d'une action) si, par exemple, un Membre imposait un droit compensateur sur une mesure de la "catégorie verte" alors que la clause de paix était en vigueur.

7. Le Brésil a affirmé à tort que la clause de paix "ne prévo[yait] pas d'obligations positives en soi". Il ne tient pas compte du texte, par exemple, de l'article 13 a) ii) et b) ii), qui incorpore par référence des obligations positives énoncées à l'Annexe 2 et à l'article 6. La clause de paix diffère aussi de la cinquième phrase de la note de bas de page 59 relative au point e) et du deuxième paragraphe du point k) de la Liste exemplative, en vertu desquels il apparaît qu'une mesure autrement prohibée au titre de l'article 3 de l'Accord sur les subventions serait néanmoins autorisée en raison de l'existence de circonstances précisées dans ces dispositions. Cependant, au titre de la clause de paix, les mesures conformes ne sont pas même exposées ni soumises à la prise d'initiatives juridiques pour établir une allégation ou obtenir une mesure corrective sur la base de dispositions spécifiées de la clause de paix. En outre, les articles 3, 5 et 6 de l'Accord sur les subventions reconnaissent que les mesures conformes à la clause de paix ne sont pas soumises à ces disciplines en excluant expressément de telles mesures de la portée de ces obligations.

8. Le Brésil a affirmé dans ses demandes aussi bien d'établissement d'un groupe spécial que d'ouverture de consultations que la clause de paix n'exemptait pas des actions les mesures des États-Unis contestées. Il a implicitement admis dans ces documents qu'il devait surmonter l'obstacle de la clause de paix pour intenter la présente action contre les mesures de soutien agricole des États-Unis. Même si les États-Unis ne présentaient pas d'arguments sur l'applicabilité de la clause de paix, l'article 13 ferait barrage aux allégations du Brésil à moins que le Brésil n'établisse *prima facie* que les mesures des États-Unis étaient contraires à la clause de paix.

9. **Les versements directs des États-Unis satisfont et sont conformes aux critères énoncés à l'article 13 a)**: Conformément à l'article 13 a) ii) de l'Accord sur l'agriculture, les mesures de soutien interne qui "sont pleinement conformes aux dispositions de l'Annexe 2 du présent accord" sont "exemptées des actions fondées sur l'article XVI du GATT de 1994 et la Partie III de l'Accord sur les subventions". La Loi de 2002 établit plusieurs types de mesures qui remplissent les conditions requises pour bénéficier d'une protection au titre de la catégorie verte, dont l'un, les versements directs, est contesté par le Brésil.

10. Les versements directs au titre de la Loi de 2002 sont pleinement conformes aux critères de base énoncés au paragraphe 1 de l'Annexe 2, ainsi qu'aux cinq "critères et conditions spécifiques" énoncés au paragraphe 6 de l'Annexe 2 pour le "soutien du revenu découplé". Conformément au paragraphe 1, les versements directs sont fournis dans le cadre d'un programme public financé par des fonds publics et n'apportent pas un soutien des prix. Conformément au paragraphe 6, le droit à bénéficier de versements directs est déterminé d'après les critères clairement définis de l'utilisation de facteurs ou du niveau de production au cours d'une période de base définie et fixe. Les versements ne sont pas fonction de la production ou des prix ou des facteurs de production employés au cours d'une année suivant la période de base, et il n'est pas obligatoire de produire pour pouvoir bénéficier de ces versements.

11. En bref, les versements directs n'apportent pas un soutien au coton upland car ils ne sont pas liés à la production de coton courante. Ces versements sont effectués en ce qui concerne les superficies qui étaient par le passé consacrées à la production agricole, y compris la production antérieure de coton upland. Les versements directs, toutefois, sont effectués indépendamment du point de savoir si du coton est en cours de production sur ces superficies ou s'il y a une production quelconque. Du fait que tous les critères énoncés aux paragraphes 1, 5 et 6 sont remplis, les versements directs sont conformes aux prescriptions de l'Annexe 2 et sont "exemptés des actions" fondées sur la Partie III de l'Accord sur les subventions et l'article XVI du GATT de 1994.

12. **Applicabilité de l'article 13 b) ii) de l'Accord sur l'agriculture**: Conformément à l'article 13 b) ii) de l'Accord sur l'agriculture, "les mesures de soutien interne qui sont pleinement conformes aux dispositions de l'article 6" sont "exemptées des actions" fondées sur l'article XVI:1 du GATT de 1994 et les articles 5 et 6 de l'Accord sur les subventions. Le Brésil ne conteste pas que les mesures de soutien interne des États-Unis autres que de la catégorie verte sont pleinement conformes aux prescriptions de l'article 6. La seule question est donc de savoir si les mesures de soutien interne des États-Unis autres que de la catégorie verte "accordent ... un soutien pour un produit spécifique qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992" ou non.

13. Le membre de phrase "accordent ... un soutien pour un produit spécifique" n'est pas explicitement défini. Lu dans son sens ordinaire, ce membre de phrase signifie "donner" ou "attribuer" formellement une "subvention" ("assistance, appui"), "spécialement ... associée" à une "culture particulière". Dans le contexte, entre autres, de la définition de la "mesure globale du soutien" donnée à l'article 1 a), un "soutien pour un produit spécifique" s'entend d'un soutien "accordé pour un produit agricole en faveur des producteurs du produit agricole initial" ou d'un "soutien par produit".

14. Le soutien par produit accordé par ces mesures visées à l'article 6 doit être comparé à "celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992". Pris dans son sens ordinaire, ce membre de phrase signifierait le soutien par produit qui a été "déterminé" ou "arrêté" pendant la campagne de commercialisation 1992. S'agissant du soutien ou des subventions, le terme "décidé" n'est pas utilisé ailleurs dans l'Accord sur l'agriculture ni dans l'Accord sur les subventions. Différentes dispositions qui définissent le soutien interne global en faveur des producteurs agricoles qui a été, est, et peut être accordé par un Membre utilisent l'expression "soutien *accordé*" en faveur d'un produit agricole ou de producteurs agricoles pas moins de 13 fois. Le contexte suggère donc que l'utilisation du mot *"décidé"* à l'article 13 b) était délibérée et visait à faire en sorte que la clause de paix puisse être invoquée indépendamment du soutien – tel que mesuré par exemple par les dépenses budgétaires – effectivement "accordé" pendant la campagne de commercialisation 1992. Cette interprétation est en outre étayée par la décision des Membres de ne pas utiliser l'expression "mesure globale du soutien" dans cette partie de l'article 13 b) ii). Autrement dit, les Membres n'ont pas choisi de subordonner l'applicabilité de la clause de paix à une comparaison d'une mesure globale du soutien par produit d'un Membre.

15. La clause de paix exempte donc de certaines actions les mesures de soutien interne d'un Membre ne relevant pas de la catégorie verte qui sont conformes aux engagements de réduction globaux pris par ce Membre au titre de l'article 6, à condition que de telles mesures ne "donnent" ou n'"attribuent" pas alors un "soutien par produit" qui excède celui qui a été "déterminé" ou "arrêté" pendant la campagne de commercialisation 1992. Le critère pertinent pour l'applicabilité de l'article 13 b) ii) est de comparer le soutien par produit tel qu'il a été décidé en 1992 et le soutien par produit que les mesures existantes accordent alors.

16. **Les mesures des États-Unis sont conformes aux critères énoncés à l'article 13 b) et sont exemptées des actions**: Les mesures de soutien interne des États-Unis relevant de la Loi de 2002 ont été établies pour accorder un soutien au coton upland dans les limites du niveau de la campagne de commercialisation 1992 de manière à ce que ces mesures soient conformes aux critères de la clause de paix. En particulier, la Loi de 2002 fait une place moins importante au soutien par produit qui prévalait en 1992 pour réduire le soutien lié à la production de coton upland.

17. **Le soutien par produit pour le coton upland décidé en 1992 était destiné à assurer un revenu de 72,9 cents par livre**: Le soutien par produit en faveur du coton upland décidé pendant la campagne de commercialisation 1992 était destiné à assurer un niveau de revenu (0,729 dollar EU) aux exploitants de coton upland pour chaque livre de coton upland produite. En d'autres termes, les mesures de soutien interne des États-Unis ont fixé un *taux* de soutien, plutôt que de décider *a priori* d'un niveau de dépenses budgétaires. Ce soutien a été accordé par la Loi de 1990 dans le cadre de deux programmes: prêts à la commercialisation (y compris les gains sur les prêts à la commercialisation et les primes de complément de prêts) et les primes de complément.

18. Au moyen des prêts à la commercialisation, les États-Unis ont effectivement garanti que les producteurs de coton obtiendraient un revenu équivalant à au moins 52,35 cents par livre de coton upland produite. Les États-Unis ont aussi assuré que les exploitants cotonniers obtiendraient un revenu équivalant à 72,9 cents par livre de coton upland produite en versant des "primes de complément". Aux termes de la loi de 1990 et de tous les règlements dapplication ultérieurs, le soutien "décidé" (c'est-à-dire "déterminé" ou "arrêté") en faveur du coton upland n'a *pas* été exprimé en termes de dépenses ou de crédits mais plutôt de *taux*: c'est-à-dire, au moyen des prêts à la commercialisation et des primes de complément, un revenu pour les producteurs de 72,9 cents par livre de coton upland. Ainsi, les dépenses budgétaires, qui reflètent la différence entre les taux fixés par la législation et la réglementation des États-Unis (qui *ont été* décidées par le gouvernement des États-Unis) et les prix du marché (qui évidemment ne l'ont *pas* été), ne représentent pas le soutien par produit "décidé" pendant la campagne de commercialisation 1992.

19. **Les mesures de soutien interne des États-Unis accordent actuellement un soutien par produit au coton upland pour assurer aux producteurs un revenu de 52 cents par livre**: En vertu de la Loi de 2002, un soutien par produit est à nouveau accordé au coton upland au moyen du programme de prêts à la commercialisation et au moyen des primes de commercialisation à l'utilisateur (Step 2). Malgré un léger ajustement de la formule des primes de commercialisation à l'utilisateur (Step 2), les mesures des États-Unis actuellement en vigueur accordent un soutien par produit au coton upland bien inférieur à celui qui avait été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992. Au moyen du programme de prêts à la commercialisation, le gouvernement des États-Unis a en effet garanti que les producteurs de coton obtiendront un revenu équivalant à au moins 52 cents (0,52 dollar EU) par livre (le "taux de prêt de 2002") de coton upland produite. Les prêts à la commercialisation et les primes de complément de prêts sont subordonnés à la production effective d'une exploitation de coton upland durant la campagne de commercialisation en cours.

20. Le soutien par produit décidé pendant la campagne de commercialisation 1992 pour le coton upland était destiné à assurer aux producteurs un revenu de 72,9 cents par livre; les mesures de

soutien interne des États-Unis accordent actuellement un soutien par produit au taux de seulement 52 cents par livre produite. Même si l'on tient compte des différences mineures dans les taux de versement pour les primes de commercialisation à l'utilisateur, cette comparaison indique que les mesures des États-Unis n'accordent pas un soutien par produit pour le coton upland qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992; en fait, les mesures actuelles des États-Unis accordent un soutien par produit à un taux qui est plus de 20 cents par livre *inférieur* à celui qui avait été décidé en 1992.

21. **Les versements des États-Unis que le Brésil a décrits à tort comme accordant un soutien pour un produit spécifique n'entrent pas dans la comparaison au titre de la clause de paix**: Les versements directs, les versements anticycliques et l'assurance-récolte ne constituent pas un soutien par produit pour le coton upland et sont donc dénués de pertinence pour la comparaison au titre de la clause de paix entre 1992 et 2002. Les versements directs constituent un soutien relevant de la catégorie verte car ils sont conformes aux critères applicables généraux et spécifiques suivant les politiques énoncées à l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture. En tant que mesures de la catégorie verte, les versements directs n'entrent pas dans la comparaison du soutien "par produit" en vertu de l'article 13 b) ii). Du fait que les versements directs sont fondés sur des superficies antérieurement consacrées à la production de certains produits, y compris le coton upland, et qu'aucune prescription n'impose de produire du coton upland pour recevoir ces versements, les versements directs relèvent du soutien autre que par produit.

22. En ce qui concerne les versements anticycliques, les États-Unis notent que ces mesures n'accordent pas un soutien par produit pour le coton upland. Un soutien par produit est "accordé pour un produit agricole" au bénéfice des "*producteurs* du produit agricole initial". La formule de paiement pour les versements anticycliques démontre que ces versements ne sont pas "accordés pour un produit agricole" car ce n'est pas la production courante de coton upland qui fait qu'un bénéficiaire remplit les conditions requises pour recevoir le paiement. En outre, ce ne sont pas les "producteurs du produit agricole initial" – c'est-à-dire les planteurs actuels de coton upland – qui sont admis à recevoir les versements anticycliques mais plutôt des personnes (exploitants et propriétaires terriens) qui sur leurs superficies agricoles produisaient *antérieurement* les produits visés, y compris le coton upland. Du fait que les versements anticycliques ne constituent pas un soutien par produit pour le coton upland, ils n'entrent pas à juste titre dans la comparaison au titre de la clause de paix relevant de l'article 13 b) ii).

23. L'assurance-récolte n'accorde pas non plus un soutien par produit pour le coton upland. Divers plans d'assurance sont maintenant subventionnés et réassurés par les États-Unis. Les dispositions de base du programme d'assurance-récolte sont génériques, et non spécifiques à un produit. Par exemple, le gouvernement des États-Unis offre une incitation à participer au programme d'assurance-récolte en subventionnant la prime acquittée par l'agriculteur. Cette subvention de la prime est disponible pour un vaste éventail de produits dans tout le pays et ne varie pas en fonction du produit. Ainsi, si les États-Unis notifient l'assurance-récolte comme un soutien interne de la "catégorie orange" soumis aux engagements de réduction qu'ils ont pris, l'assurance-récolte est "un soutien autre que par produit en faveur des producteurs agricoles en général".

24. **Conclusion: Les mesures de soutien interne des États-Unis autres que de la catégorie verte sont exemptées des actions du Brésil au titre de l'Accord sur les subventions et de l'article XVI du GATT de 1994**: Le Brésil a affirmé que les mesures de soutien interne des États-Unis étaient contraires à la clause de paix en comparant les dépenses budgétaires des États-Unis pour la campagne de commercialisation 1992 aux dépenses budgétaires des États-Unis pour les campagnes de commercialisation 1999-2001 et à ses estimations "raisonnables" des dépenses des États-Unis pour la campagne de commercialisation 2002. Comme on l'a noté précédemment, l'interprétation donnée par le Brésil de la clause de paix et l'analyse qui en résulte sont fondamentalement erronées. Du fait que le niveau de soutien du revenu accordé aux producteurs de

coton upland est bien inférieur aujourd'hui à celui qui avait été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992, le Brésil ne peut pas maintenir cette action et formuler des allégations au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994 ou des articles 5 et 6 de l'Accord sur les subventions au sujet des mesures de soutien interne des États-Unis ne relevant pas de la catégorie verte – versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, certificats de commercialisation pour l'utilisateur (Step 2), versements anticycliques et subventions au titre de l'assurance-récolte.

25. **Les versements des États-Unis au titre de Step 2 ne constituent pas une subvention à l'exportation pour le coton upland**: Des primes de commercialisation à l'utilisateur (Step 2) sont versées aux utilisateurs de coton upland. En vertu de l'article 1207 de la Loi de 2002, le Secrétaire à l'agriculture est autorisé à délivrer des certificats de commercialisation ou à effectuer des versements comptant *aux utilisateurs nationaux et aux exportateurs* de coton upland *pour des achats attestés dans le cas des utilisateurs nationaux et des ventes à l'exportation attestées dans le cas des exportateurs*. Il est indifférent aux fins du programme que les bénéficiaires de ce programme soient des parties qui défont des balles pour transformer le coton brut en produits en coton aux États-Unis ou des exportateurs. En conséquence, les États-Unis indiquent les avantages tirés du programme Step 2 comme étant un soutien interne par produit relevant de la catégorie orange.

26. Le programme Step 2 n'est pas une subvention à l'exportation au sens de l'article 9:1 de l'Accord sur l'agriculture et n'est pas une subvention à l'exportation qui contourne l'obligation des États-Unis de ne pas attribuer une subvention à l'exportation pour le coton contraire à l'article 10:1. L'article 1 e) de l'Accord sur l'agriculture indique que "l'expression "subventions à l'exportation" s'entend des subventions subordonnées aux résultats à l'exportation, y compris les subventions à l'exportation énumérées à l'article 9 du présent accord". Par conséquent, pour constituer une "subvention à l'exportation" à une fin quelconque de l'Accord, la subvention doit d'abord être "subordonnée aux résultats à l'exportation". Les avantages du programme Step 2 ne sont pas subordonnés aux résultats à l'exportation.

27. Un groupe spécial de l'OMC chargé du règlement d'un différend a déjà déterminé que de tels faits ne donnaient pas lieu à une subvention à l'exportation aux fins des articles 9 et 10 de l'Accord sur l'agriculture, parce que la subvention n'était pas "subordonnée aux résultats à l'exportation". Le Groupe spécial *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers* a conclu ce qui suit: dans les cas où une subvention est offerte en liaison avec le produit exporté mais aussi pour les transformateurs produisant pour le marché intérieur, "l'accès au lait relevant de ces autres classes n'est pas "subordonné aux résultats à l'exportation". Nous constatons donc que ces autres classes de lait ne donnent pas lieu à une subvention à l'exportation au titre de l'article 9:1 a)." Pour précisément les mêmes raisons, le Groupe spécial a aussi constaté ce qui suit: "ces autres classes de lait ne donnent pas lieu à une subvention à l'exportation au sens de l'article 10:1". De la même façon, le programme Step 2 n'est pas une subvention à l'exportation incompatible avec les articles 9 et 10 car la subvention n'est pas subordonnée aux résultats à l'exportation et n'est donc pas une subvention à l'exportation.

28. **Il incombe au Brésil de démontrer l'existence d'une subvention à l'exportation pour le coton upland**: C'est au Brésil en tant que plaignant qu'incombe la charge de la preuve en ce qui concerne toute allégation de subvention à l'exportation concernant le coton upland. Le Brésil cite l'article 10:3 de l'Accord sur l'agriculture pour affirmer que c'est aux États-Unis qu'incombe cette charge. Or, le renversement de la charge de la preuve prévu à l'article 10:3 est seulement applicable en ce qui concerne les exportations en dépassement du niveau d'un engagement de *réduction*. Comme le fait observer à juste titre le Brésil, les États-Unis n'ont pas un tel niveau d'engagement de *réduction* en ce qui concerne le coton upland. L'article 10:3 ne s'applique donc pas en ce qui concerne les exportations de coton des États-Unis. Dans le cas des produits pour lesquels un Membre n'a pas inscrit sur sa Liste d'engagement de réduction des subventions à l'exportation, la charge de la preuve incombe au plaignant.

29. **Les versements au titre du programme Step 2 ne constituent pas une subvention prohibée au titre de l'article 3 de l'Accord sur les subventions**: En ce qui concerne le soutien interne, les négociateurs de l'Accord sur l'agriculture ont mis au point le concept novateur de "mesure globale du soutien" (MGS), expression définie à l'article 1 a). Comme l'indique la définition, tout le soutien interne annuel accordé pour un produit agricole, comme le coton, en faveur des producteurs de ce produit qui n'est pas autrement exempté au titre de la "catégorie verte" (Annexe 2) des engagements de réduction, ou comme il est autrement prévu à l'article 6:4 et 6:5 de l'Accord, est inclus dans la MGS. La définition indique en outre que le soutien accordé pendant toute année doit être calculé conformément aux dispositions de l'Annexe 3. Le paragraphe 7 de l'Annexe 3 prescrit que les "mesures visant les transformateurs agricoles seront incluses [dans la MGS] dans la mesure où elles apportent des avantages aux producteurs des produits agricoles initiaux".

30. En conséquence, les versements à l'utilisateur au titre du programme Step 2, qui visent les transformateurs de coton upland et d'autres utilisateurs mais sont destinés à profiter aux producteurs de coton upland des États-Unis, sont inclus dans le calcul de la MGS annuelle des États-Unis. De ce fait, ces versements sont soumis aux engagements de réduction applicables aux États-Unis. L'article 6:3 de l'Accord sur l'agriculture dispose qu'"un Membre sera considéré comme respectant ses engagements de réduction du soutien interne toute année où son soutien interne en faveur des producteurs agricoles exprimé au moyen de la MGS totale courante n'excédera pas le niveau d'engagement consolidé annuel ou final correspondant spécifié dans la Partie IV de sa Liste". Dans les cas où un programme particulier en faveur des producteurs agricoles existe dans le cadre de cette MGS totale courante, l'Accord sur l'agriculture est entièrement muet quant à la méthode de fourniture d'un tel soutien.

31. Les États-Unis respectent leurs engagements de réduction du soutien interne, dont le soutien accordé sous forme du programme Step 2 fait partie intégrante, comme il est prévu dans l'Accord sur l'agriculture. L'article 3.1 a) et 3.1 b) de l'Accord sur les subventions s'applique "exception faite de ce qui est prévu dans l'Accord sur l'agriculture". La conformité des programmes Step 2 avec les termes, l'objet et le but de l'Accord sur l'agriculture – et en particulier les engagements de réduction du soutien interne – constitue précisément le type d'exception envisagé dans le libellé introductif de l'article 3. Dans la mesure où l'article 3.1 a) et b) ne s'applique pas aux versements au titre du programme Step 2, ce programme ne peut pas non plus constituer une violation de l'article 3.2 de l'Accord sur les subventions.

32. **Les versements des États-Unis au titre du programme Step 2 ne sont pas incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994**: Comme le prévoient les modalités du programme Step 2 lui-même ainsi que l'Annexe 3 de l'Accord sur l'agriculture, le programme Step 2 accorde des avantages en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis. Comme il est indiqué ci-dessus, le programme Step 2 est conforme à l'article 6 de l'Accord sur l'agriculture. En outre, l'article 3:1 de l'Accord sur l'agriculture prévoit que les engagements en matière de soutien interne figurant dans la Partie IV de la Liste de chaque Membre font partie intégrante du GATT de 1994. Les engagements des États-Unis en matière de soutien interne font donc partie intégrante du GATT de 1994 lui-même, et l'article 21:1 de l'Accord sur l'agriculture indique expressément que "les dispositions du GATT de 1994 ... seront applicables sous réserve des dispositions du présent accord".

33. Conformément à l'article 6:3 de l'Accord sur l'agriculture "un Membre sera considéré comme respectant ses engagements de réduction du soutien interne toute année où son soutien interne en faveur des producteur agricoles exprimé au moyen de la MGS totale courante n'excèdera pas le niveau d'engagement consolidé annuel ou final correspondant spécifié dans la Partie IV de sa Liste". Le paragraphe 7 de l'Annexe 3 prescrit spécifiquement que "[l]es mesures visant les transformateurs agricoles seront incluses" dans le calcul de la MGS pour soumettre ces mesures aux engagements de réduction du soutien interne établis pour la première fois dans l'Accord sur l'agriculture. Le programme Step 2 existe en faveur des producteurs agricoles dans le cadre de cette MGS totale

courante, et le texte de l'Accord sur l'agriculture ne prohibe aucune forme particulière de fourniture de ce soutien interne relevant de la catégorie orange.

34. L'Accord sur l'agriculture a imposé pour la première fois des disciplines rigoureuses concernant le soutien de l'agriculture. Les engagements de réduction du soutien interne pris par les États-Unis font partie intégrante du GATT de 1994. Une lecture cohérente de l'Accord sur l'agriculture et du GATT de 1994 indique que le programme Step 2 ne constitue pas une violation de l'article III:4 du GATT de 1994.

35. **Les programmes de garantie du crédit à l'exportation de la Société de crédit pour les produits de base (Commodity Credit Corporation) ne sont pas des subventions à l'exportation**: Pendant le Cycle d'Uruguay, les négociateurs ne sont pas parvenus à un accord concernant les disciplines sur tous les domaines qui avaient fait l'objet de négociations, convenant dans plusieurs cas de poursuivre les négociations après la fin du Cycle et l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Le fait est que pendant le Cycle d'Uruguay, les Membres de l'OMC ne se sont pas mis d'accord sur les disciplines à appliquer aux crédits à l'exportation, aux garanties du crédit à l'exportation et aux programmes d'assurance. Incapables de parvenir à un accord sur ces disciplines dans le cadre du Cycle d'Uruguay, les Membres ont décidé de poursuivre les discussions dans une instance appropriée, reportant l'imposition de disciplines de fond jusqu'à ce qu'un consensus soit trouvé.

36. À la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, de nombreux Membres de l'OMC ont engagé des négociations sous les auspices de l'OCDE pour parvenir à de telles disciplines convenues au niveau international. Dans les cas où ces négociations n'ont pas abouti à la conclusion d'un accord, les négociations sur les disciplines pour les crédits à l'exportation et les garanties du crédit à l'exportation se sont poursuivies tant dans le cadre du processus de réforme envisagé au titre de l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture que du mandat figurant dans la Déclaration ministérielle de Doha.

37. La portée et le détail des négociations en cours sur l'agriculture tels qu'ils sont exposés dans le texte Harbinson montrent que les Membres mènent actuellement des négociations intenses sur les disciplines pour les crédits à l'exportation et les garanties de crédit. Les questions faisant l'objet de discussions intenses comprennent les disciplines relatives au lien entre les primes, l'échéance, et les frais et les pertes au titre de la gestion à longue échéance. Ces discussions seraient inutiles si les disciplines existantes s'appliquaient à de tels programmes dans l'agriculture. Le Groupe spécial ne devrait pas préjuger du résultat de ces négociations.

38. Le texte de l'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture reflète le report des disciplines relatives aux programmes de garantie du crédit à l'exportation envisagé par les Membres de l'OMC. Comme en témoignent simplement la structure et le texte de l'Accord sur l'agriculture, les Membres ne sont parvenus à aucun accord en ce qui concerne des disciplines de fond sur les programmes de garantie du crédit à l'exportation. L'article 10:2 offre un contraste saisissant avec l'article 9:1. L'article 9:1 énonce une liste de six pratiques très spécifiques connues des rédacteurs et réputées constituer des subventions à l'exportation au titre de l'Accord sur l'agriculture. De manière significative, la Liste exemplative de subventions à l'exportation de l'Accord sur les subventions mentionne expressément au point j) les pratiques de crédit à l'exportation et de garantie du crédit à l'exportation. Frappante est l'absence à l'article 9:1 de toute disposition traitant ces pratiques, alors même que les programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis existaient déjà depuis près de 15 ans au moment de la naissance d'obligations dans le cadre de l'OMC.

39. Le fait d'inclure les programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis dans le cadre de l'article 10:1 ou dans la définition d'une subvention à l'exportation au titre de l'article 1 e) de l'Accord rendrait le programme de travail envisagé à l'article 10:2 inutile. En outre, le fait d'adhérer à

l'approche que le Brésil préconise ôterait toute pertinence à l'article 10:2. De fait, le Brésil va jusqu'à ne pas faire une seule référence à l'article 10:2 dans sa communication initiale.

40. **Les garanties du crédit à l'exportation de la CCC ne sont pas des subventions à l'exportation prohibées au titre de l'Accord sur les subventions**: Le Brésil a allégué que les programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC étaient des subventions prohibées au titre de l'article 3.1 a) de l'Accord sur les subventions. Or, les tout premiers mots de l'article 3.1 de l'Accord sur les subventions sont: "Exception faite de ce qui est prévu dans l'Accord sur l'agriculture." L'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture, comme il est indiqué plus haut, prévoit le report des disciplines à moins que et jusqu'à ce que des disciplines convenues au niveau international soient effectivement élaborées. Le Brésil a commodément ignoré tant l'article 10:2 que le libellé introductif explicite de l'article 3.1 de l'Accord sur les subventions dans sa première communication. Cependant, il concède que les garanties de crédit à l'exportation sont "exemptées des actions au titre de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC si elles sont pleinement conformes aux dispositions de la Partie V [de l'Accord sur l'agriculture]". Ces programmes sont conformes à l'article 10:2, qui figure dans cette Partie V. En outre, l'article 21:1 dispose explicitement que les accords multilatéraux figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC, qui comprennent l'Accord sur les subventions, seront applicables *sous réserve* des dispositions de l' Accord sur l'agriculture.

41. Le Brésil allègue que les programmes de garantie du crédit à l'exportation constituent une subvention à l'exportation aux fins de l'Accord sur les subventions car ils relèvent du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation. Il allègue que les États-Unis accordent des garanties de crédit à l'exportation pour le coton "à des taux de primes qui sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes" et qu'une période de dix exercices budgétaires "remplit le critère de "longue échéance" au sens du point j)". Plus simplement, en ce qui concerne le coton, pour les dix derniers exercices budgétaires pour lesquels on dispose de données complètes, les primes versées dépassent les indemnités versées. Comme pour tout autre programme d'assurance, en outre, une analyse correcte des "pertes" devrait comprendre le calcul du résultat net des primes perçues auquel s'ajoute le montant des indemnités reversées ou reportées, moins les indemnités versées. Ce calcul refléterait correctement la position nette du programme.

42. Pour la période de dix ans écoulée entre l'exercice budgétaire 1993 et la fin de l'exercice budgétaire 2002, les primes perçues ont totalisé 16 026 202 dollars et les pertes encourues du fait des indemnités 4768 096 dollars. Par conséquent, même *avant* tout recouvrement des impayés, les primes dépassaient les indemnités versées. Sur les indemnités engagées, 1 015 365 dollars ont été par la suite directement recouvrés et 8 175 570 dollars additionnels ont été reportés. Le Brésil fait valoir que les États-Unis "doivent à tout le moins recouvrer leurs frais de gestion grâce aux redevances ou aux primes perçues". Sans concéder que c'est là le critère applicable au moyen duquel la conformité des programmes de garantie du crédit à l'exportation avec les obligations dans le cadre de l'OMC devrait être évaluée, néanmoins les programmes des États-Unis pour le coton satisfont à cette suggestion du Brésil.

43. Le Brésil, comme tout plaignant, a la charge d'établir que les programmes de crédits à l'exportation relèvent du point j). Le Brésil, les États-Unis et l'Organe d'appel conviendraient apparemment toutefois qu'*a contrario*, dans la mesure où un Membre de l'OMC accorde, comme les États-Unis l'ont déjà démontré au sujet du coton, des garanties du crédit à l'exportation à des taux de prime qui couvrent *effectivement*, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion des programmes, il ne s'agit *pas* d'une subvention à l'exportation au sens du point j) et de l'Accord sur les subventions. Les primes perçues pour les garanties des crédits à l'exportation des États-Unis en liaison avec des transactions se rapportant au coton au cours des dix derniers exercices budgétaires dépassent les frais et les pertes, à longue échéance, au titre de la gestion. Selon les critères énoncés au point j) uniquement, ces programmes ne constituent pas une subvention à l'exportation prohibée au

sens de l'Accord sur les subventions et ne sont pas prohibés en vertu de l'article 3.1 a) ni incompatibles avec l'article 3.2.

44. **Le Brésil n'a pas établi *prima facie* le bien-fondé de sa thèse concernant la Loi de 2000 portant abrogation du régime FSC et régissant l'exclusion des revenus extraterritoriaux**: En ce qui concerne ses allégations relatives à la Loi de 2000 portant abrogation du régime FSC et régissant l'exclusion des revenus extraterritoriaux ("Loi ETI"), dans sa première communication le Brésil n'a présenté aucun élément de preuve concernant la Loi ETI elle-même et ne fait rien de plus que "réitére[r] les allégations formulées par les Communautés européennes au titre de l'[Accord sur l'agriculture] et l'Accord sur les subventions dans l'affaire *États-Unis – FSC (21:5)*, et demande[r] au Groupe spécial d'appliquer le raisonnement tel qu'il a été développé par le Groupe spécial et modifié par l'Organe d'appel à la présente affaire *mutatis mutandis*". Ce faisant, le Brésil n'a pas établi *prima facie* le bien-fondé de sa thèse concernant la Loi ETI. L'approche du Brésil mettrait le Groupe spécial dans une situation où il devrait manquer à l'obligation qu'il a au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends de "procéder à une *évaluation objective de la question* dont il est saisi, y compris une *évaluation objective des faits* de la cause, de l'*applicabilité* des dispositions des accords visés pertinents *et de la conformité des faits avec* ces dispositions". À cause de l'approche du Brésil, le Groupe spécial n'est pas en mesure d'exercer son pouvoir d'appréciation pour décider de suivre, ou de refuser de suivre, de précédents rapports concernant la Loi ETI, ni même en mesure de faire des constatations factuelles concernant la Loi. Le Brésil n'ayant pas établi *prima facie* le bien-fondé de sa thèse, le Groupe spécial devrait rejeter les allégations du Brésil concernant la Loi ETI.

ANNEXE B-3

COMMUNICATION DE L'ARGENTINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

15 juillet 2003

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 24

II. SITUATION MONDIALE DU MARCHÉ DU COTON ET INCIDENCES DES SUBVENTIONS DES ÉTATS-UNIS EN ARGENTINE 25

II.1 SITUATION DU MARCHÉ MONDIAL DU COTON 25

II.2 SITUATION DU COTON AUX ÉTATS-UNIS 25

II.3 SITUATION DU COTON EN ARGENTINE 26

a) Incidence de la faiblesse des cours internationaux sur la production argentine 27

b) Incidence de la faiblesse des cours internationaux sur l'emploi 28

c) Incidence de la faiblesse des cours internationaux sur le revenu 28

d) Incidence de la faiblesse des cours internationaux sur la valeur et le volume des exportations de l'Argentine 28

III. PROTECTION CONFÉRÉE PAR LA CLAUSE DE PAIX: L'ARTICLE 13 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE 30

LE MOYEN DE DÉFENSE FONDÉ SUR LA CLAUSE DE PAIX EST SOUMIS À DES CONDITIONS 30

LA CHARGE DE LA PREUVE CONCERNANT LES CONDITIONS À REMPLIR POUR POUVOIR INVOQUER LE MOYEN DE DÉFENSE FONDÉ SUR LA CLAUSE DE PAIX 31

III.1 PERTE DE LA PROTECTION CONFÉRÉE PAR LA CLAUSE DE PAIX EN CE QUI CONCERNE LES MESURES DE SOUTIEN INTERNE: ARTICLE 13 B) II) DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE 32

Les programmes de contrats de flexibilité de la production (PFC), de versements directs (DP) et de versements anticycliques (CCP) ne relèvent pas de la "catégorie verte" 34

Manquement des États-Unis à leurs obligations en matière de notification 34

LES NIVEAUX DU SOUTIEN INTERNE DES ÉTATS-UNIS POUR LE COTON EXCÈDENT LE NIVEAU DE 1992 35

III.2 PERTE DE LA PROTECTION CONFÉRÉE PAR LA CLAUSE DE PAIX EN CE QUI CONCERNE LES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION: ARTICLE 13 C) II) DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE....36

Incompatibilité avec les dispositions de la Partie V (articles 8 à 11) de l'Accord sur l'agriculture....37

IV. INCOMPATIBILITÉ AVEC LES ARTICLES 3:3, 8 ET 10:1 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE ET L'ARTICLE 3 DE L'ACCORD SMC....38

L'ARTICLE 10:3 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE....38

LES DIFFÉRENTS PROGRAMMES DE SUBVENTIONS À L'EXPORTATION....39

- *Programme Step 2 à l'exportation....39*
- *Les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP:....40*
- *Loi ETI....42*

V. CONCLUSION....42

I. INTRODUCTION

1. La République argentine sait gré au Groupe spécial de lui donner la possibilité de présenter son point de vue en qualité de tierce partie dans la présente procédure et évoquera les allégations du Brésil[1] concernant l'incompatibilité des programmes de subventions mis en œuvre par les États-Unis en faveur des producteurs, utilisateurs et exportateurs des États-Unis de coton américain (upland), ainsi que la législation, la réglementation, les instruments juridiques et les modifications y relatives qui établissent ces subventions.

L'Argentine abordera également les programmes de garantie du crédit à l'exportation accordé par les États-Unis pour les exportations de coton et d'autres produits qu'exporte aussi notre pays.

2. Étant donné le peu de temps disponible entre la réception, le 11 juillet dernier, de la communication des États-Unis en tant que partie défenderesse et la date à laquelle doit être remise la présente communication en tant que tierce partie, l'Argentine fera des observations sur la communication des États-Unis à l'occasion de l'audience du Groupe spécial avec les parties et tierces parties prévue pour le 24 juillet prochain.

3. L'Argentine soutiendra, en premier lieu, que les États-Unis ne bénéficient pas de la protection offerte par l'article 13 b) ii) et 13 c) ii) de l'Accord sur l'agriculture faute d'avoir respecté les prescriptions légales applicables pour que cette protection puisse prendre effet dans le cas d'allégations liées à l'article XVI du GATT de 1994 et aux articles 3, 5 et 6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (ci-après "Accord SMC").

4. Elle soutiendra ensuite que les mesures de soutien interne contestées par le Brésil sont incompatibles avec les articles 5 et 6 de l'Accord SMC puisqu'elles causent des effets défavorables pour les intérêts d'autres Membres, dont l'Argentine. Elle fera également valoir que les États-Unis accordent des subventions à l'exportation prohibées en vertu de l'article 3 a) et b) de l'Accord SMC.

5. Néanmoins, la République argentine tient compte de la décision prise le 20 juin par le Groupe spécial de donner son avis sur le point de savoir si les mesures en question satisfont aux conditions de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture le 1er septembre prochain, différant son examen des allégations au titre de l'article XVI du GATT de 1994 et des articles 3, 5 et 6 de l'Accord SMC – puisque ces dispositions sont celles auxquelles il est fait référence dans l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture.

6. À cet égard, la République argentine évoquera les incompatibilités des subventions accordées par les États-Unis avec les articles 5 et 6 de l'Accord SMC dans la communication du 22 septembre, et produira à cette occasion des éléments de preuve montrant que les États-Unis ne sauraient se prévaloir de la protection offerte par l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture faute d'avoir respecté les conditions à remplir pour que la protection offerte par ledit article puisse prendre effet.

7. Enfin, la République argentine soutient que les subventions des États-Unis à l'exportation de coton sont incompatibles avec les articles 3:3, 8 et 10:1 de l'Accord sur l'agriculture puisque la clause de paix n'est pas opposable à de telles allégations.

---

[1] "Première communication du Brésil au Groupe spécial concernant la "clause de paix" et les allégations non relatives à la clause de paix", 24 juin 2003 (ci-après "Communication du Brésil").

II. SITUATION MONDIALE DU MARCHÉ DU COTON ET INCIDENCES DES SUBVENTIONS DES ÉTATS-UNIS EN ARGENTINE

II.1 SITUATION DU MARCHÉ MONDIAL DU COTON

8. Selon des données tirées de la Déclaration adoptée par le Comité consultatif international du coton (CCIC) à sa 61ème réunion plénière tenue au Caire (Égypte), du 20 au 25 octobre 2002[2], la production mondiale de coton a atteint pendant la campagne agricole 2001/02 le chiffre record de 21,5 millions de tonnes, dépassant la consommation mondiale de 1,3 million de tonnes.

9. Au cours de la même période, les exportations mondiales de coton se sont accrues de 10 pour cent pour atteindre le chiffre sans précédent de 6,5 millions de tonnes. Pour leur part, les prix internationaux du coton sont tombés à leur niveau moyen le plus bas depuis 30 ans, à savoir 0,418 dollar EU la livre (selon l'indice Cotlook A).

10. La valeur de la production mondiale a baissé de 5 milliards de dollars EU par rapport à la période précédente, ce qui a affecté les revenus de millions de cultivateurs et de fournisseurs d'intrants et de services dans les pays qui n'accordent pas de subventions.

11. Depuis le milieu des années 90, l'économie mondiale du coton est caractérisée par une baisse chronique des prix. La moyenne des cours internationaux du coton, ajustée pour tenir compte de l'inflation, est à son point le plus bas depuis la grande dépression de 1930 puisqu'elle s'est située en dessous de 0,60 dollar EU la livre ces quatre dernières années (de 1998/99 à 2001/02), alors que pour les 25 dernières années, elle est de 0,725 dollar EU la livre.

12. Selon le CCIC, le cours moyen international du coton lors de la campagne agricole 2002/03 est estimé au 1er juillet 2003 à 0,56 dollar EU la livre et reste ainsi très au-dessous de la moyenne des 30 dernières années. Dans ces conditions, même les producteurs les plus performants, incapables de couvrir ne serait-ce que les coûts de production, opèrent à perte. Les projections faites par le CCIC semblent montrer que les prix resteront chroniquement bas à l'avenir. En effet, bien que les prévisions laissent espérer un léger redressement en 2003/04, les cours continueront à se situer entre 0,50 et 0,60 dollar EU la livre jusqu'en 2015.

II.2 SITUATION DU COTON AUX ÉTATS-UNIS

13. En général, quand les prix chutent, la production chute aussi. Pourtant, alors que les cours internationaux du coton ont chuté de 54 pour cent depuis le milieu des années 90, les États-Unis ont accru leur production et leurs exportations.

14. Depuis 1998, la production de coton aux États-Unis a augmenté de 42 pour cent, passant de 14 millions de tonnes métriques à un record de 20,3 millions de tonnes métriques en 2001.

[2] Des représentants des 38 gouvernements et de huit organisations internationales ont participé à cette réunion. GOUVERNEMENTS MEMBRES: Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Colombie, Côte d'Ivoire, Égypte, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Inde, Iran, Israël, Italie, Japon, Mali, Nigéria, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Pologne, République de Corée, Royaume-Uni, Russie, Soudan, Suisse, Syrie, Taipei chinois, Tanzanie, Tchad, Togo, Turquie et Zimbabwe.

15. Pour leur part, au moment où les cours internationaux du coton ont spectaculairement chuté, les exportations des États-Unis ont également connu une augmentation record, passant de 946 000 tonnes en 1998 à 2 395 000 tonnes en 2002.[3]

16. En outre, le coût de production du coton aux États-Unis est parmi les plus élevés du monde. Selon une étude faite récemment par le CCIC[4], ce coût atteignait 0,81 dollar EU la livre pendant la campagne agricole 1999[5], alors que dans le même temps, les prix du marché pour les producteurs des États-Unis avaient chuté de 0,60 à 0,30 dollar EU la livre.

17. Seules les subventions permettent d'expliquer comment les États-Unis ont pu combler ce fossé croissant entre le coût de production et les prix du marché; sans elles, en effet, de nombreux producteurs de ce pays se seraient vus contraints de cesser leur production.

18. Ce sont donc les subventions des États-Unis qui provoquent la crise du marché mondial du coton. Comme l'indique le Brésil au paragraphe 2 de sa communication, ce sont elles qui, au cours des campagnes agricoles 1999-2002, ont permis aux États-Unis d'accroître leur production et leurs exportations alors même que les prix du marché restaient très inférieurs au coût de production.

19. Pendant cette période, le montant total des subventions des États-Unis à leur secteur du coton – ainsi que l'indique le Brésil au paragraphe 3 de sa communication – a presque atteint 13 milliards de dollars EU, tandis que le taux moyen de subventionnement du coton atteignait 95 pour cent.[6]

20. Or, alors que de nombreux pays produisent du coton, quatre seulement – la Chine, les États-Unis, l'Inde et le Pakistan, par ordre décroissant – produisent les deux tiers du coton mondial. La majeure partie du coton est utilisée dans le pays qui le produit. La grande exception à cette règle est celle des États-Unis qui exportent plus de la moitié du coton qu'ils produisent[7] et sont le principal exportateur mondial. C'est pourquoi le niveau des subventions des États-Unis revêt une telle importance pour le marché mondial du coton.

II.3 SITUATION DU COTON EN ARGENTINE

21. Pour ce qui est de l'Argentine, le secteur du coton est une source substantielle d'emploi et de revenu dans un grand nombre de provinces. Depuis 1998, le secteur argentin du coton se contracte du fait de la chute des cours internationaux. La superficie cultivée et la production sont tombées à un niveau si bas qu'un record historique a été établi en 2001/02. En effet, la superficie cultivée s'est réduite de 76 pour cent depuis 1998, avec 174 000 hectares consacrés au coton, et la production, estimée à 73 000 tonnes de fibres, a chuté d'environ 63 pour cent par rapport à la même année.[8]

22. Selon des renseignements fournis par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'alimentation de la République argentine, une estimation provisoire au 13 juin 2003 montre que pour la campagne agricole 2002/03, la superficie cultivée a été de 157 930 hectares, tandis que la production est estimée à 60 000 tonnes.

---

[3] Selon des données tirées de "*Cultivating Poverty: The Impact of U.S. Cotton Subsidies on Africa*" Oxfam Briefing Paper 30, 27 septembre 2002 (voir la pièce n° 15 du Brésil) et Secrétariat du CCIC.

[4] "Coton: statistiques mondiales". Bulletin du Comité consultatif international du coton. Septembre 2002 (pièce n° 9 du Brésil).

[5] Comme l'indique le Brésil au paragraphe 32 de sa communication, le coût de production en Argentine s'est établi en moyenne à 59 cents la livre de coton, selon l'étude faite par le CCIC (voir la pièce n° 9 du Brésil).

[6] "Fact Sheet: Upland Cotton", USDA (janvier 2003) (voir la pièce n° 4 du Brésil).

[7] Comme l'indique le Brésil au paragraphe 10 de sa communication, la consommation nationale de coton aux États-Unis diminue constamment.

[8] "Argentina: Economic Injury to the Cotton Sector as a Result of Low Prices", Groupe de travail sur les mesures gouvernementales du Comité consultatif international du coton, 2002.

23. La chute est encore plus significative si l'on considère une moyenne annuelle sur dix ans, étant donné que les prix records de 1994/95 (0,9275 dollar EU la livre, indice Cotlook A) ont également conduit à des chiffres records en matière de superficie cultivée et de production (1 010 000 hectares et 437 000 tonnes de fibres de coton en 1995/96).

24. La contraction du secteur du coton a commencé en 1997/98. Depuis lors, les cours toujours plus bas et le soutien accru des pouvoirs publics aux États-Unis ont entraîné depuis 1991/92 une baisse continuelle des prix à la production du coton brut[9] (192 dollars EU la tonne), de sorte que les superficies cultivées et la production n'ont pas cessé de diminuer.

25. En dépit de la chute de la consommation intérieure, les exportations argentines de fibres de coton sont elles aussi tombées à un niveau sans précédent, avec un volume de 18 366 tonnes en 2001/02. Qui pis est, selon des données actualisées au 31 mai 2003, les exportations pendant la campagne agricole 2002/03 seront seulement de l'ordre de 2 000 tonnes métriques.

a) Incidence de la faiblesse des cours internationaux sur la production argentine

26. Ces trois dernières années, la faiblesse des cours internationaux – due aux énormes subventions des États-Unis – ont eu de lourdes répercussions sur les décisions de production avec la mise en culture de 309 287 hectares seulement – soit une réduction de 58 pour cent par rapport à la moyenne annuelle sur dix ans pour la période 1989/90–1998/99 – de sorte que la production de fibres de coton a sensiblement diminué. Au cours des trois dernières années (1999/2000 à 2001/02), la production moyenne s'est établie à 122 883 tonnes, soit une chute de 62 pour cent par rapport à une moyenne annuelle de 327 360 tonnes entre 1994/95 et 1998/99. Qui pis est, la production de 2001/02 a été estimée à 69 810 tonnes et celle de 2002/03 à 60 000 tonnes, contre 163 000 tonnes en 2000/01.

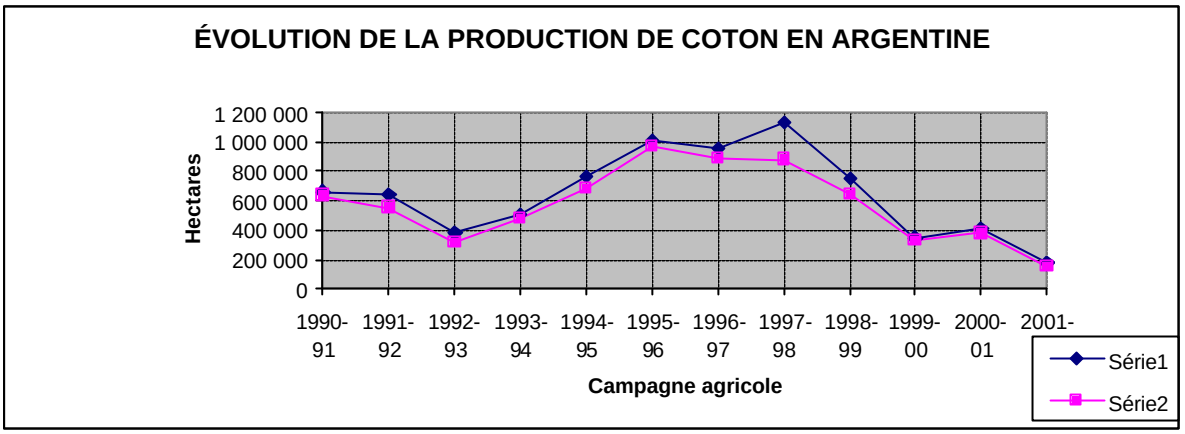
27. Du fait de cet effondrement du secteur argentin du coton, la dette des producteurs a atteint un montant très élevé qui est estimé à 600 millions de dollars EU, soit le double de la valeur brute de la production agricole de la principale province productrice de coton d'Argentine.

28. On trouvera ci-après un tableau qui met en évidence la relation directe existant entre la superficie où le coton est cultivé et récolté et la production de fibres de l'Argentine, d'une part, et l'évolution du prix mondial du coton selon l'indice Cotlook A, d'autre part.

Campagnes	**Superficie consacrée au coton (en hectares)**		**Production de fibres**	**Prix mondial Indice A**
	Cultivée	***Récoltée***	***(tonnes métriques)***	***cents EU/livre***
1995/96	**1 010 000**	**969 400**	**437 000**	**85,60**
1996/97	955 600	887 140	338 000	78,55
1997/98	1 133 500	877 900	311 000	72,20
1998/99	751 000	639 700	200 000	58,90
1999/00	345 950	332 100	134 000	52,80
2000/01	407 980	384 850	165 000	57,20
2001/02	173 930	170 000	73 000	41,80
2002/03*	**157 930**	**147 410**	**60 000**	**55,30**

* Estimation.

[9] Non égrené.



b) Incidence de la faiblesse des cours internationaux sur l'emploi

29. Au total, et sur la base d'une superficie récoltée moyenne de 810 828 hectares, 93 470 personnes, y compris 32 060 producteurs de coton, sont employées en Argentine dans la production de coton brut. Le secteur de l'égrenage emploie 3 946 personnes et la chaîne de commercialisation et d'approvisionnement en emploie 12 550 autres.

30. Entre 1999/2000 et 2001/02, le nombre de personnes employées dans le secteur du coton est tombé à 70 400 en moyenne, soit une **réduction de 64 pour cent**. Ces données sont extraites des registres officiels de l'emploi des travailleurs enregistrés, mais il s'agit très probablement d'une sous-estimation. Selon des estimations privées, il y aurait 50 000 travailleurs non enregistrés, ce qui porterait le nombre d'emplois perdus à 102 000.

31. En Argentine, la production de coton est concentrée dans onze provinces et selon une étude de la Banque mondiale datant de 1999, 56,6 pour cent de la population de ces provinces vit en dessous du "seuil de pauvreté" et 18,2 pour cent en dessous du "seuil de l'indigence". La même étude indique que 36,1 pour cent de la population du pays vit en dessous du "seuil de pauvreté" et 8,6 pour cent dans l'indigence, et montre que le niveau de pauvreté est plus élevé dans les provinces de l'Argentine qui sont productrices de coton.[10]

c) Incidence de la faiblesse des cours internationaux sur le revenu

32. Entre 1999/2000 et 2001/02, la production moyenne de coton brut[11] a été inférieure de 652 872 tonnes à la moyenne enregistrée entre 1994/95 et 1998/99. En se fondant sur le prix moyen obtenu par les producteurs entre 1994/95 et 1998/99 – soit 358 dollars EU la tonne[12] –, le revenu brut annuel a chuté de 255 millions de dollars EU au cours des trois dernières années.

d) Incidence de la faiblesse des cours internationaux sur la valeur et le volume des exportations de l'Argentine

33. La superficie plantée au cours de la campagne agricole 2002/03 est tombée à son niveau le plus bas des 66 dernières années, avec seulement 157 930 hectares, et la production n'arrivera même pas à répondre à la demande intérieure. Même dans une telle situation, il aurait été possible de dégager une offre suffisante pour exporter si les cours internationaux n'avaient pas été artificiellement abaissés.

[10] *Id.*
[11] Non égrené.
[12] Pour une qualité égale à la catégorie C-1/2.

34. Il convient de souligner que dans le passé, l'Argentine exportait 70 pour cent de sa production, et était devenue le quatrième exportateur mondial en 1996.

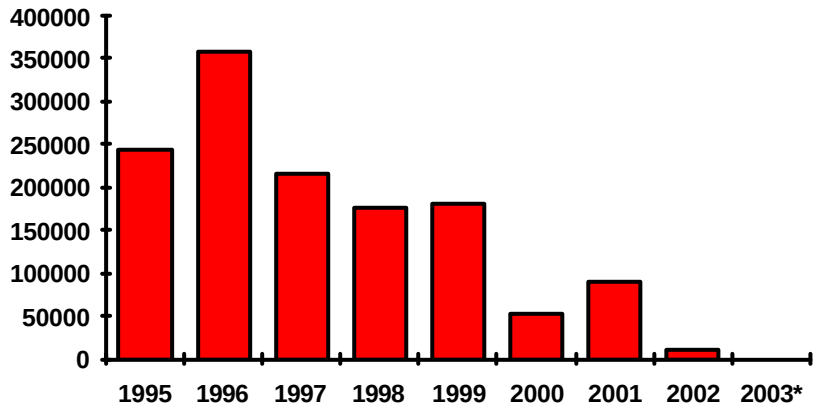
35. On trouvera ci-après un tableau faisant apparaître l'évolution des exportations de coton de l'Argentine:

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS DE COTON DE L'ARGENTINE

Années	Volume en tonnes	Valeur f.a.b. (en millions de dollars)	Part de l'Argentine dans les exportations mondiales (en %)
1995	243 474	432,8	4
1996	357 447	497,0	6
1997	214 904	332,3	3,6
1998	177 025	224,3	3,2
1999	180 897	177,9	3
2000	53 637	53,2	0,9
2001	89 262	72,8	1,5
2002	18 366	11,9	0,1
2003*	**1 985**	**1,6**	--

***** Estimation au 31 mai 2003.

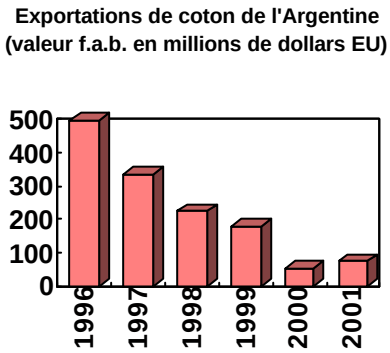
36. Le graphique suivant indique l'évolution des exportations de coton de l'Argentine à partir de 1995 (en tonnes):

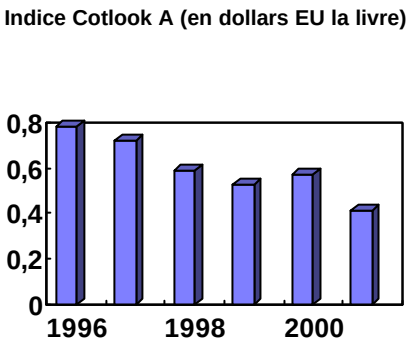


37. On peut constater – comme le montre le tableau ci-après – qu'il existe une relation directe entre la chute des cours internationaux du coton – commencée en 1996/97, en même temps que la mise en œuvre de la Loi sur l'agriculture promulguée en 1996 par les États-Unis – et l'effondrement de l'économie du coton en Argentine.

Années	Exportations de coton de l'Argentine (valeur f.a.b. en millions de dollars EU)	Indice Cotlook A (en dollars EU la livre)
1996	497,0	0,7855
1997	332,3	0,7220
1998	224,3	0,5890
1999	177,9	0,5280
2000	53,2	0,5720
2001	72,8	0,4180
2002	11,9	0,5530
2003*	**1,6**	**---**

38. Sauf pour l'année 2000, le graphique suivant met nettement en évidence la relation directe existant entre les exportations de l'Argentine et le cours international du coton:





III. PROTECTION CONFÉRÉE PAR LA CLAUSE DE PAIX: L'ARTICLE 13 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE

39. Comme cela est indiqué plus haut au paragraphe 6, la République argentine évoquera les incompatibilités des subventions des États-Unis avec les articles 5 et 6 de l'Accord SMC dans sa communication du 22 septembre. Dans le présent document, elle donnera les raisons pour lesquelles les États-Unis ne peuvent bénéficier de la protection offerte par l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture faute de se conformer aux prescriptions juridiques à respecter pour que cette protection puisse prendre effet.

LE MOYEN DE DÉFENSE FONDÉ SUR LA CLAUSE DE PAIX EST SOUMIS À DES CONDITIONS

40. La clause de paix – article 13 de l'Accord sur l'agriculture – interdit les actions contre les subventions agricoles d'un Membre jusqu'au 1er janvier 2004 si les mesures en question sont conformes à des prescriptions juridiques déterminées.

41. Comme l'Argentine l'a indiqué dans son "mémoire initial en tant que tierce partie":

"... une analyse textuelle de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture révèle que les "*actions*" ... peuvent être exclues uniquement si toutes les conditions établies aux paragraphes b) ii) ou c) ii) de l'article 13 sont remplies"[13] (non souligné dans l'original).

...

"... "*Exemptées des actions*" signifie qu'il ne sera pas possible de formuler une constatation d'incompatibilité avec l'article XVI du GATT de 1994 ou les articles 3, 5 et 6 de l'Accord SMC si les prescriptions juridiques régissant l'exemption sont respectées. Le contexte immédiat de l'expression "*exemptées des actions*" – c'est-à-dire les paragraphes b) et c) – confirme cette interprétation étant donné que cette exemption est subordonnée à une condition liminaire particulière, à savoir que les mesures de soutien interne et les subventions à l'exportation "[soient] pleinement conformes" (à différentes dispositions de l'Accord sur l'agriculture)."[14]

...

"... Une interprétation différente impliquerait que l'on donne aux mesures prétendument couvertes par la clause de paix un caractère d'immunité absolue, que les prescriptions juridiques établies par l'article 13 soient respectées ou non. Cela serait contraire à la règle *in dubio mitius*, car cela constituerait une interprétation plus contraignante des dispositions du traité."[15]

...

"... D'ailleurs, les mots clés de l'article 13 b) ii) et c) ii) de l'Accord sur l'agriculture sont "*qui sont pleinement conformes*" et "*à condition que*" et "*qui sont pleinement conformes*", respectivement. Ces termes impliquent que l'exception n'est pas absolue, mais qu'elle est subordonnée au respect de certaines conditions ..."[16]

LA CHARGE DE LA PREUVE CONCERNANT LES CONDITIONS À REMPLIR POUR POUVOIR INVOQUER LE MOYEN DE DÉFENSE FONDÉ SUR LA CLAUSE DE PAIX

42. Comme l'a affirmé l'Argentine dans sa communication initiale (mémoire initial en tant que tierce partie), le moyen de défense autorisé par l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture revêt le caractère d'une exception (moyen de défense affirmatif).

43. Il en découle que conformément aux règles sur la charge de la preuve applicables dans le cadre de l'OMC (énoncées par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses en provenance d'Inde*), il appartient à la partie qui soulève une exception de démontrer qu'elle est justifiée. En l'espèce, il est clair que c'est la partie qui invoque la protection de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture qui a la charge de démontrer que les conditions énoncées dans cet article sont respectées.

44. Afin que les mesures de soutien interne des États-Unis soient exemptées des actions fondées sur l'article XVI:1 du GATT de 1994 et sur les articles 5 et 6 de l'Accord SMC, il appartient donc aux États-Unis de démontrer:

---

[13] *Voir* le mémoire initial de l'Argentine en tant que tierce partie, 10 juin 2003, paragraphe 3.
[14] *Id*., paragraphe 5.
[15] *Id*., paragraphe 6.
[16] *Id*., paragraphe 8.

- que lesdites mesures de soutien interne pour le coton sont pleinement conformes aux dispositions de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture (autrement dit, qu'elles relèvent de la "catégorie verte", au risque que, conformément aux dispositions de l'article 7:2 a) de l'Accord sur l'agriculture, elles soient incluses dans la MGS totale courante); ou

- que les mesures de soutien interne qui ne relèvent pas de la "catégorie verte" et qui accordent un soutien pour le coton n'excèdent pas le soutien décidé pendant la campagne de commercialisation 1992.

45. De même, afin que les subventions à l'exportation accordées par les États-Unis soient exemptées des actions fondées sur l'article XVI du GATT de 1994 et les articles 3, 5 et 6 de l'Accord SMC, il appartient aux États-Unis de démontrer que lesdites subventions à l'exportation sont pleinement conformes aux articles 8 à 11 de l'Accord sur l'agriculture (Partie V).

III.1 PERTE DE LA PROTECTION CONFÉRÉE PAR LA CLAUSE DE PAIX EN CE QUI CONCERNE LES MESURES DE SOUTIEN INTERNE: ARTICLE 13 B) II) DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE

46. S'agissant des mesures de soutien interne, l'article 13 b) ii) de l'Accord sur l'agriculture dispose ce qui suit:

> "*Pendant la période de mise en œuvre, nonobstant les dispositions du GATT de 1994 et de l'Accord sur les subventions*
>
> ...
>
> *les mesures de soutien interne qui sont pleinement conformes aux dispositions de l'article 6 du présent accord, y compris les versements directs qui sont conformes aux prescriptions du paragraphe 5 dudit article, telles qu'elles apparaissent dans la Liste de chaque Membre, ainsi que le soutien interne dans les limites des niveaux de minimis et en conformité avec le paragraphe 2 de l'article 6:*
>
> ...
>
> *seront exemptées des actions fondées sur le paragraphe 1 de l'article XVI du GATT de 1994 ou les articles 5 et 6 de l'Accord sur les subventions, à condition que ces mesures n'accordent pas un soutien pour un produit spécifique qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992; ...*" (*non souligné dans l'original*).

47. De l'avis de l'Argentine, dans la présente affaire et en l'absence d'une notification spécifique à l'OMC ou de lois ou règlements des États-Unis connus, le soutien "*décidé pendant la campagne de commercialisation 1992*" par les États-Unis doit être réputé constituer le soutien interne ne relevant pas de la catégorie verte, accordé par ce pays pour le coton pendant la campagne de commercialisation 1992.

48. L'Argentine souscrit à l'argumentation du Brésil selon laquelle le niveau des subventions accordées par les États-Unis à leur secteur du coton pendant les campagnes agricoles 1999/02 excède celui de 1992, de sorte que les États-Unis ne sauraient bénéficier de la protection offerte par la clause de paix faute d'avoir respecté les prescriptions juridiques établies par l'article 13 b) ii) de l'Accord sur l'agriculture.

49. À cet égard, la note d'information d'Oxfam "*Cultivating Poverty: The Impact of U.S. Cotton Subsidies on Africa*" (culture de la pauvreté: incidences des subventions des États-Unis pour le coton sur l'Afrique)[17] indique ce qui suit:

> "*Les États-Unis ont perdu cette protection (la protection conférée par la clause de paix) du fait que* ***le montant des subventions qu'ils ont accordées en 2001 était deux fois plus élevé qu'en 1992.***"
>
> ...
>
> "*Chaque acre de terre d'exploitation cotonnière aux États-Unis bénéficie d'une subvention de 230 dollars, soit environ cinq fois le montant versé pour les céréales.* ***En 2001/02, les agriculteurs ont bénéficié d'une récolte exceptionnelle de subventions - 3,9 milliards de dollars, soit deux fois plus qu'en 1992****. Cet accroissement des subventions est contraire à la "clause de paix" de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture ...*"
>
> ...
>
> *"Les subventions à la production de coton accordées par les États-Unis représentent environ la moitié du total mondial.* ***En 2001/02, la valeur de la production de coton aux États-Unis s'est élevée à 3 milliards de dollars aux cours mondiaux. Pendant la même campagne, la valeur des dépenses sous forme de subventions accordées aux exploitants cotonniers par la Société de crédit pour les produits de base (CCC) de l'USDA s'est élevée à 3,9 milliards de dollars****. En d'autres termes, la production de coton s'est soldée pour l'économie américaine par un coût net.*"

50. Les mesures de soutien interne qui, selon l'Argentine, ne bénéficient pas de la protection conférée par la clause de paix de l'article 13 b) ii) sont les programmes suivants établis par la législation des États-Unis, tels qu'ils ont été décrits par le Brésil dans sa première communication: primes de complément[18], primes de complément de prêts[19], versements au titre de contrats de flexibilité de la production[20], versements directs[21], aide pour perte de parts de marché[22], versements anticycliques[23], gains sur les prêts à la commercialisation[24], subventions au titre de l'assurance-récolte[25], versements intérieurs au titre du programme Step 2[26], versements pour les graines de coton.[27]

51. Il convient de souligner qu'au cours des consultations tenues les 3, 4 et 19 décembre 2002 - auxquelles l'Argentine a participé en tant que pays associé -, l'Argentine a demandé aux États-Unis, au sujet des programmes susmentionnés, des renseignements sur le montant du soutien accordé aux

---

[17] Voir la pièce n° 15 du Brésil.
[18] Communication du Brésil, paragraphes 45 à 47.
[19] *Id*., paragraphes 70 à 78 et pièces n° 28, 29 et 36 du Brésil.
[20] *Id*., sections 2.6.1 et 3.2.6.
[21] *Id*., sections 2.6.2 et 3.2.7.
[22] *Id*., section 2.6.3.
[23] *Id*., sections 2.6.4 et 3.2.8.
[24] *Id*., section 2.6.5.
[25] *Id*., section 2.6.6.
[26] *Id*., section 2.6.8.
[27] *Id*., section 2.6.10.

producteurs de coton et de produits dérivés pour les années 1999, 2000 et 2001 – compte tenu du fait que la dernière notification concernant le soutien interne portait sur 1998.[28]

52. À cet égard, les États-Unis se sont bornés à indiquer que diverses réponses aux questions de l'Argentine ressortiraient des notifications concernant le soutien interne des États-Unis qui allaient être remises au Comité de l'agriculture, sans préciser quelles seraient ces réponses ni dans quels délais ces notifications seraient effectuées.

Les programmes de contrats de flexibilité de la production (PFC), de versements directs (DP) et de versements anticycliques (CCP) ne relèvent pas de la "catégorie verte"

53. Comme le démontre le Brésil dans sa communication, ces trois programmes ne sont pas des subventions pouvant être classées dans la catégorie des "mesures de soutien interne qui sont pleinement conformes aux dispositions de l'Annexe 2" de l'Accord sur l'agriculture.

54. Les montants accordés conformément à ces programmes aux producteurs de coton doivent donc être considérés comme un soutien interne pour le calcul du soutien total effectué au titre de l'article 13 b) ii).

55. Ces trois programmes sont incompatibles avec l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture, entre autres motifs parce qu'ils ne sont pas conformes aux dispositions du paragraphe 6 b) de ladite annexe dans la mesure où le montant des versements effectués est fonction du type de la production réalisée par le producteur au cours d'années suivant la période de base.

56. À cet égard, l'Argentine convient avec le Brésil que l'expression "type ... de la production" doit être interprétée comme désignant le type de produit semé et n'est pas liée à la méthode de production utilisée.

Manquement des États-Unis à leurs obligations en matière de notification

57. Tenant compte i) du fait que la dernière notification disponible concernant le soutien interne est celle qui a trait à l'année 1999[29] et ii) de la période de plus de trois ans écoulée après la fin de l'année en question avant la présentation d'une notification, l'Argentine formule les observations suivantes:

58. L'Argentine estime que les États-Unis ne se sont pas acquittés de leurs obligations de la notification découlant de l'article 18:2 de l'Accord sur l'agriculture, de la Décision sur les procédures de notification adoptée le 15 décembre 1993 et des prescriptions en matière de notification et modes de présentation des notifications (G/AG/2) adoptées par le Comité de l'agriculture le 8 juin 1995.

59. Du fait de ce manquement aux obligations de notification, il est très difficile de vérifier le soutien interne accordé depuis 2000 pour ce qui est du respect par les États-Unis de leurs engagements au titre de l'article 3:2 de l'Accord sur l'agriculture, autrement dit de déterminer si leurs programmes de subventions ne relevant pas de la "catégorie verte" s'inscrivent ou non dans les limites des engagements figurant dans leur Liste. L'absence de notification empêche aussi de vérifier si les mesures de soutien interne sont "pleinement conformes à l'article 6" de l'Accord sur l'agriculture.

60. Il est également difficile de procéder à l'examen, visé à l'article 18:2, de la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture par les États-Unis en ce qui concerne le classement de leurs subventions

[28] Il convient de souligner qu'à la suite des consultations, les États-Unis ont notifié au Comité de l'agriculture le montant de leur soutien interne pour l'année 1999 (G/AG/N/USA/43; pièce n° 47 du Brésil).

[29] G/AG/N/USA/43 (pièce n° 47 du Brésil).

dans les différentes catégories et en particulier le point de savoir si certaines d'entre elles relèvent ou non de la "catégorie verte".

61. La gravité du manquement à l'obligation d'informer les Membres est telle que le paragraphe 7 de l'Annexe V de l'Accord SMC sanctionne les cas de non-coopération en obligeant le Groupe spécial à en tirer des déductions défavorables.

62. L'Argentine estime qu'il faut tenir compte de ce manquement pour déterminer si le soutien interne des États-Unis est compatible avec l'article 3:2 de l'Accord sur l'agriculture et s'il y a lieu de l'inclure dans les subventions mentionnées dans l'Annexe II de cet accord.

LES NIVEAUX DU SOUTIEN INTERNE DES ÉTATS-UNIS POUR LE COTON EXCÈDENT LE NIVEAU DE 1992

63. L'Argentine souscrit à ce qu'a affirmé le Brésil dans les paragraphes 144, 148 et 149 de sa première communication, à savoir que les dépenses budgétaires des États-Unis correspondant au soutien interne à leur secteur du coton ont été les suivantes (en millions de dollars), selon des renseignements fournis par l'USDA lui-même.[30]

Soutien interne	Campagne agricole 1992	Campagne agricole 1999	Campagne agricole 2000	Campagne agricole 2001	Campagne agricole 2002*
Primes de complément de prêts	268	685	152	743	206[31]
Gains sur les prêts à la commercialisation	476	860	390	1 763	602[32]
(Total des versements au titre de prêts à la commercialisation)	---	---	---	---	952[33]
Primes de complément	1 017	---	---	---	---
Versements au titre de contrats de flexibilité de la production[34]	---	616	575	474	---
Versements directs[35]	---	---	---	---	523
Versements au titre du programme Step 2	207	422	236	196	317

[30] Voir les pièces n° 6, 76, 4, 57, 55 et 47 du Brésil et les notes de bas de page 301 et 321.
[31] Voir la pièce n° 55 du Brésil.
[32] Voir la pièce n° 55 du Brésil.
[33] Voir la note de bas de page 338 de la communication du Brésil.
[34] Comme cela est indiqué au paragraphe 45 de la communication du Brésil, les versements PFC ont remplacé le programme de primes de complément qui existait depuis des années et avait été reconduit par la Loi FACT de 1990.
[35] Comme cela est indiqué au paragraphe 49 de la communication du Brésil, les versements directs ont commencé à être effectués au cours de la campagne agricole 2002 avec l'adoption de la nouvelle Loi sur l'agriculture en mai 2002 (Loi FSRI de 2002) et seront assurés jusqu'à la fin de la campagne agricole 2007, en remplacement des versements au titre de contrats de flexibilité de la production.

Soutien interne	Campagne agricole 1992	Campagne agricole 1999	Campagne agricole 2000	Campagne agricole 2001	Campagne agricole 2002*
Versements au titre de l'assurance-récolte	26,5	170	161	263	194
Versements d'aide pour perte de parts de marché	---	613	612	654	---
Versements anticycliques[36]	---	---	---	---	1 077
Versements pour les graines de coton	---	79	185	---	50
TOTAL	**1 994,5**	**3 445**	**2 311**	**4 093**	**3 113**

* Les renseignements relatifs au soutien accordé par les États-Unis pour le coton au cours de la campagne agricole 2002 ne sont pas complets, la campagne agricole s'étant achevée le 31 juillet 2003. Cependant, l'Argentine reprend les meilleurs renseignements disponibles que le Brésil a présentés au paragraphe 149 de sa communication en se fondant sur des données partielles de l'USDA ainsi que sur des estimations effectuées sur la base des critères et dispositions relatifs au soutien contenus dans la Loi FAIR de 1996.

64. Ainsi, les niveaux des subventions accordées pour le coton en 1999, 2000, 2001 et 2002 excèdent largement celui de 1992 et, comme cela a déjà été dit, les États-Unis n'ont par conséquent aucun fondement pour soutenir qu'en vertu de l'article 13 b) ii) de l'Accord sur l'agriculture, leurs mesures de soutien interne pour le coton sont exemptées des actions fondées sur l'article XVI:1 du GATT de 1994 ou sur les articles 5 et 6 de l'Accord SMC.

III.2 PERTE DE LA PROTECTION CONFÉRÉE PAR LA CLAUSE DE PAIX EN CE QUI CONCERNE LES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION: ARTICLE 13 C) II) DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE

65. Pour ce qui est des subventions à l'exportation, l'article 13 c) ii) de l'Accord sur l'agriculture dispose ce qui suit:

> "*Pendant la période de mise en œuvre, nonobstant les dispositions du GATT de 1994 et de l'Accord sur les subventions ...:*
>
> ...
>
> *les subventions à l'exportation qui sont pleinement conformes aux dispositions de la Partie V du présent accord, telles qu'elles apparaissent dans la Liste de chaque Membre:*
>
> ...
>
> *seront exemptées des actions fondées sur l'article XVI du GATT de 1994 ou les articles 3, 5 et 6 de l'Accord sur les subventions.*" (non souligné dans l'original).

[36] Comme le Brésil l'a indiqué au paragraphe 63 de sa communication, la Loi de 2002 sur l'agriculture (Loi FSRI de 2002) a institutionnalisé les versements d'aide pour perte de parts de marché que les États-Unis avaient approuvés pendant les campagnes agricoles 1998-2001 en créant un nouveau programme de versements anticycliques applicable jusqu'à la fin de la campagne agricole 2007.

66. La clause de paix ne pourrait être invoquée par les États-Unis en ce qui concerne les subventions à l'exportation que si celles-ci étaient pleinement conformes aux dispositions de la Partie V de l'Accord sur l'agriculture, à savoir les articles 8 à 11 de cet accord.

67. Selon l'article 8 de l'Accord sur l'agriculture "Chaque Membre s'engage à ne pas octroyer de subventions à l'exportation si ce n'est en conformité avec le présent accord et avec les engagements qui sont spécifiés dans la Liste de ce Membre."

68. Ainsi, comme l'affirme le Brésil au paragraphe 222 de sa communication, les États-Unis peuvent accorder des subventions à l'exportation de produits agricoles s'ils remplissent deux conditions: i) avoir souscrit un engagement de réduction pour le produit en question; et ii) faire en sorte que le montant des subventions à l'exportation accordées n'excède pas cet engagement de réduction.

69. En l'espèce, les mesures que l'Argentine juge incompatibles avec les règles de l'OMC sont:

I. les subventions à l'exportation de coton américain (upland) prévues par la législation des États-Unis au titre du programme Step 2 à l'exportation[37];

II. les programmes de garantie du crédit à l'exportation de coton et d'autres produits, à savoir le Programme General Sales Manager 102 (GSM 102), le Programme General Sales Manager 103 (GSM 103), et le Programme de garantie du crédit-fournisseur (SCGP), tels qu'ils ont été décrits par le Brésil dans sa première communication[38];

III. les subventions accordées pour les exportations de coton dans le cadre de la Loi de 2000 portant abrogation des dispositions relatives aux FSC et régissant l'exclusion des revenus extraterritoriaux (Loi ETI).

Incompatibilité avec les dispositions de la Partie V (articles 8 à 11) de l'Accord sur l'agriculture

70. L'article 3:3 de l'Accord sur l'agriculture interdit d'accorder des subventions à l'exportation pour des produits agricoles non spécifiés dans la section II de la Partie IV de la Liste de chaque Membre.[39] Cette disposition est visée par la référence à la "conformité avec le présent accord et avec les engagements qui sont spécifiés dans la Liste de ce Membre ..." figurant à l'article 8 de l'Accord sur l'agriculture.[40]

71. Or, la Liste XX des États-Unis, Partie IV (Agricultural Products: Commitments Limiting Subsidization), dans sa section II (Export Subsidies: Budgetary Outlay and Quantity Reduction Commitments)[41], **ne spécifie pas le coton parmi les produits qui font l'objet d'engagements**.

[37] CFR 1427.103 à 1427.107.

[38] Communication du Brésil, sections 2.6.7, 4.1, 4.1.1 et 2.6.9.

[39] L'article 3:3 de l'Accord sur l'agriculture dispose ce qui suit: "*... un Membre n'accordera pas de subventions à l'exportation énumérées au paragraphe 1 de l'article 9 pour ce qui est des produits agricoles ou groupes de produits spécifiés dans la section II de la Partie IV de sa Liste excédant les niveaux d'engagement en matière de dépenses budgétaires et de quantités qui y sont spécifiés et n'accordera pas de telles subventions pour ce qui est de tout produit agricole non spécifié dans cette section de sa Liste*" (non souligné dans l'original).

[40] L'article 8 de l'Accord sur l'agriculture dispose ce qui suit:

"*Chaque Membre s'engage à ne pas octroyer de subventions à l'exportation si ce n'est en conformité avec le présent accord et avec les engagements qui sont spécifiés dans la Liste de ce Membre.*"

[41] Voir la pièce n°83 du Brésil.

72. Par conséquent, en accordant des subventions à l'exportation qui ne sont pas conformes aux dispositions de la Partie V de l'Accord sur l'agriculture, les États-Unis n'ont aucun fondement pour invoquer, en vertu de l'article 13 c) ii) de cet accord en vertu de laquelle leurs subventions à l'exportation de coton seraient exemptées des actions fondées sur l'article XVI du GATT de 1994 ou sur les articles 3, 5 et 6 de l'Accord SMC.

73. De même, comme cela est indiqué dans la section IV de la présente communication, les subventions à l'exportation du coton américain (upland) prévues par la législation des États-Unis au titre du programme Step 2 à l'exportation, de même que les programmes de garantie du crédit à l'exportation de coton et d'autres produits, General Sales Manager 102 (GSM 102), General Sales Manager 103 (GSM 103) et Programme de garantie du crédit fournisseur (SCGP), et les subventions accordées pour les exportations de coton dans le cadre de la Loi de 2000 portant abrogation des dispositions relatives aux FSC et régissant l'exclusion des revenus extraterritoriaux (Loi ETI), ne sont pas conformes à la Partie V de l'Accord sur l'agriculture parce qu'incompatibles avec les articles 3:3, 8 et 10:1 de cet accord.

IV. INCOMPATIBILITÉ AVEC LES ARTICLES 3:3, 8 ET 10:1 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE ET L'ARTICLE 3 DE L'ACCORD SMC

74. Conformément à ce qui est indiqué plus haut au paragraphe 7, la République argentine soutient que les subventions des États-Unis à l'exportation de coton sont incompatibles avec les articles 3:3, 8 et 10:1 de l'Accord sur l'agriculture.

75. Comme l'Argentine l'a affirmé ci-dessus, la Liste XX des États-Unis, Partie IV (Agricultural Products: Commitments Limiting Subsidization), dans sa section II (Export Subsidies: Budgetary Outlay and Quantity Reduction Commitments)[42], **ne spécifie pas le coton parmi les produits qui font l'objet d'engagements**.

76. Par conséquent, comme l'affirme le Brésil au paragraphe 237 de sa communication, toute subvention à l'exportation que les États-Unis accorderaient à leur secteur du coton est incompatible avec les articles 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture. En d'autres termes, faute d'avoir spécifié le coton comme produit faisant l'objet d'engagements de réduction des subventions, les États-Unis n'ont pas le droit d'accorder ce type de soutien pour le produit en question, et le soutien accordé ou prévu constitue une violation des dispositions des articles 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture.

L'ARTICLE 10:3 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE

77. L'Argentine souhaite souligner que, conformément aux dispositions de l'article 10:3 de l'Accord sur l'agriculture et à l'interprétation donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire "*Canada – Produits laitiers: Article 21:5 du Mémorandum d'accord (II)*"[43], il appartient aux États-Unis de démontrer que les quantités exportées qui excèdent le niveau des engagements de réduction des subventions à l'exportation n'ont pas été subventionnées.

78. Les tableaux 18 et 19 figurant aux paragraphes 265 et 266 de la communication du Brésil indiquent clairement que tant dans le cas du coton que dans celui d'autres produits agricoles dont les exportations ouvrent droit à bénéficier des programmes de garantie du crédit à l'exportation GSM 102, GSM 103 et SCGP, les exportations des États-Unis en 2001 ont largement excédé les engagements de réduction figurant dans leur Liste.

[42] Voir la pièce n° 83 du Brésil.
[43] WT/DS103/AB/RW2, WT/DS113/AB/RW2, adopté le 17 janvier 2003.

79. En conséquence, c'est aux États-Unis qu'il incombe de démontrer que, aussi bien pour le coton que pour les autres produits bénéficiaires des programmes de garantie du crédit à l'exportation, la part des exportations qui excède l'engagement de réduction énoncé dans leur Liste n'a bénéficié d'aucune subvention à l'exportation.

LES DIFFÉRENTS PROGRAMMES DE SUBVENTIONS À L'EXPORTATION

- *Programme Step 2 à l'exportation*

80. L'Argentine souscrit à l'affirmation figurant dans les paragraphes 244 et 245 de la communication du Brésil selon laquelle l'article 1207 a) de la Loi de 2002 sur l'agriculture (*Loi FSRI de 2002*)[44] – qui a créé le *programme Step 2 à l'exportation* – constitue en soi une violation des articles 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture car il s'agit d'une disposition impérative, de même que le *programme Step 2 à l'exportation* constitue en soi une violation de ces dispositions du fait de son caractère impératif.

81. Tant la section pertinente de la Loi FSRI de 2002 que les dispositions de l'article 1427.100 et suivants du *Recueil des règlements fédéraux* établissent clairement le caractère obligatoire pour la *Société de crédit pour les produits de base* (CCC) de l'émission de certificats de commercialisation ou des versements comptants (*certificats de commercialisation pour utilisateurs de coton upland*) au profit des exportateurs et/ou utilisateurs de coton américain (upland).

82. Le programme vise à stimuler directement l'exportation de coton américain et consiste en un versement direct aux exportateurs fondé sur la différence existant entre le prix du coton américain et celui du marché mondial. Il ne fait aucun doute que dans tous les cas où le premier est plus élevé que le second, on est en présence d'une subvention à lexportation, puisque ce sont ces versements qui permettent au produit américain d'entrer artificiellement en concurrence avec le produit obtenu par des producteurs plus performants et dont le coût est par conséquent moindre. Tous ces points ont été traités de manière exhaustive par le Brésil dans sa communication datée du 24 juin 2003[45], et il semble donc inutile que l'Argentine décrive en détail le fonctionnement du programme lui-même.

83. Ce que l'Argentine souhaite souligner, c'est le fait – également mis en évidence par le Brésil – que le programme connu sous le nom de *Step 2* confère aux exportateurs le droit de bénéficier d'une subvention pour les expéditions réalisées dans le cadre de ventes à l'étranger tout en imposant à la CCC l'obligation d'accorder cette subvention dans tous les cas où les prescriptions fixées sont respectées.

84. Il est indiqué dans l'étude "*US EXPORT CREDITS: Denials and Double Standards* (crédits à l'exportation aux États-Unis: Refus et inégalité des traitements)"[46], publiée par Oxfam Amérique, que:

> "*Dans le cas du coton, il est clair que les pays en développement sont perdants du fait de l'avantage compétitif déloyal qui est conféré aux exportations de coton des États-Unis. Pour la campagne de commercialisation 2001/02, les subventions accordées par les États-Unis pour le coton se sont élevées à 4 milliards de dollars, y compris, parmi d'autres programmes, des crédits à l'exportation. Pendant la campagne de commercialisation 2001/02, les subventions accordées pour le coton au titre du programme Step 2 se sont traduites par un transfert allant de zéro à 7 cents*

[44] Voir la pièce n° 29 du Brésil.
[45] Communication du Brésil, sections 4.1, 4.1.1, 4.1.2, 4.2 et suivantes.
[46] Note d'information d'Oxfam Amérique, mars 2003.

> *par livre, soit jusqu'à 18 pour cent du prix du marché mondial. Le montant total des subventions accordées à ce titre a été de l'ordre de 197 millions de dollars en 2001."*

85. Étant donné que les États-Unis n'ont pas spécifié le coton upland dans leur Liste d'engagements (voir plus haut les paragraphes 72 à 75) et que ce type de subventions au titre du programme *Step 2* est accordé au coton, toute disposition figurant dans les textes juridiques et prévoyant l'octroi de telles subventions rend ces textes incompatibles en soi avec les articles 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture, de même que toute somme dépensée, budgétisée ou prévue en vertu de ce programme constitue pour la même raison une subvention prohibée au sens de l'article 3 de l'Accord SMC qui excepte expressément ce qui est prévu dans l'Accord sur l'agriculture.

- *Les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP:*

86. Dans sa communication du 24 juin, le Brésil montre clairement que les programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis constituent des subventions à l'exportation. À cette fin, il analyse conjointement les dispositions de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord SMC, en s'appuyant en outre sur la jurisprudence de l'OMC en la matière.[47]

87. L'Argentine souscrit à cet exposé du Brésil et estime donc qu'il n'y a lieu de répéter ni la description du fonctionnement des programmes, ni l'analyse de leur couverture juridique au titre de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord SMC. Il suffit d'indiquer que l'Argentine estime, elle aussi, que ces programmes sont des subventions à l'exportation relevant du point j) de la Liste exemplative figurant dans l'Annexe I de l'Accord SMC – étant donné que ces garanties de crédit à lexportation sont accordées "*à des taux de primes qui sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes*" –, ce qui entraîne donc une violation des dispositions de l'article 10:1 de l'Accord sur l'agriculture.

88. Par contre, l'Argentine souhaite souligner l'incidence et l'effet de distorsion sur les échanges de ces garanties de crédit à l'exportation.

89. Les programmes de garantie du crédit à l'exportation offrent des incitations à l'exportation de produits agricoles des États-Unis, en l'espèce le coton et d'autres produits agricoles, et ces crédits sont accordés à des conditions plus favorables que celles du marché. Cet état de choses est clairement mis en évidence dans les paragraphes 275 à 286 de la première communication écrite du Brésil, que vient étayer en outre l'étude d'Oxfam "*US EXPORT CREDITS: Denials and Double Standards*"[48], qui indique (page 3):

> "*... ces conditions favorables incluent des taux d'intérêt moins élevés, un délai de remboursement des prêts plus long, un acompte plus faible, des versements par année moins fréquents et/ou une dispense virtuelle de la commission ou de la prime destinée à fournir aux pouvoirs publics des États-Unis une protection adéquate en cas de défaut de paiement éventuel*".

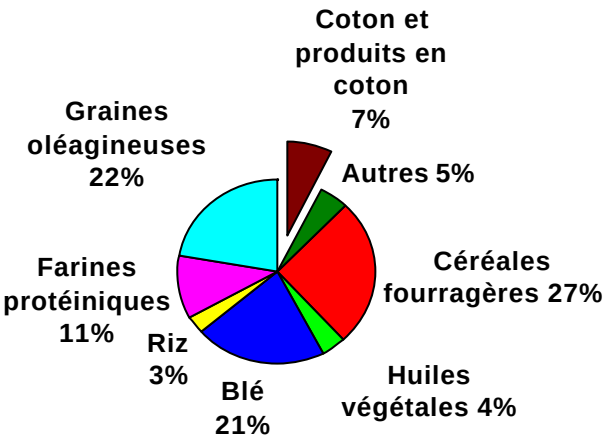
90. De même, il ressort d'une étude faite par l'OCDE en 2000 où étaient évalués les effets des subventions à l'exportation accordées par différents pays, que les programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis sont de tous les programmes qui ont été analysés ceux qui causent le plus de distorsions, les primes payées par les bénéficiaires n'étant pas suffisamment élevées pour couvrir le haut niveau des garanties accordées pour les crédits à long terme.[49]

---

[47] Communication du Brésil, section 4.2.1.4.2.
[48] Note d'information d'Oxfam Amérique, mars 2003.
[49] "Analyse des crédits à l'exportation agricole bénéficiant d'un soutien public", OCDE, 2000.

91. Selon le '*Summary of FY 2002 Export Credit Guarantee Program Activity*" (Résumé des activités au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation pendant l'exercice budgétaire 2002), publié sur le site Web du Service agricole fédéral (FAS)[50], dans les garanties de crédit à l'exportation, les parts en pourcentage des différents produits agricoles pour l'exercice budgétaire 2002 ont été les suivantes:

Demandes de garanties de crédit à l'exportation, par produit, exercice budgétaire 2002, part en pourcentage



92. Donc, étant donné que dans leur Liste, les États-Unis n'ont pas inscrit d'engagements de réduction des subventions à l'exportation spécifiques concernant le coton et d'autres produits comme le soja, le maïs et les oléagineux, et qu'il existe des subventions à l'exportation de coton et d'autres produits des États-Unis, ce pays contrevient aux articles 3:3, 8 et 10:1 de l'Accord sur l'agriculture.

93. Enfin, il convient de faire observer que le bénéfice des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP peut être accordé aussi bien pour des produits pour lesquels il existe des engagements de réduction que pour des produits pour lesquels il n'en existe pas.[51] En ce qui concerne les produits pour lesquels il existe des engagements de réduction, la valeur des exportations des États-Unis excède largement le niveau de ces engagements.[52] C'est pourquoi l'Argentine estime – comme l'a indiqué le Brésil[53] – que c'est aux États-Unis qu'il appartient de démontrer que leurs exportations excédentaires n'ont pas bénéficié de subventions à l'exportation, y compris les garanties de crédit à l'exportation.

94. De même, les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP ayant pour objectif de favoriser les exportations de coton, s'il était confirmé qu'ils comportent un élément de subventions à l'exportation, on se trouverait en présence d'une subvention prohibée au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC et d'une violation de l'article 10:1 de l'Accord sur l'agriculture.

---

[50] "*US EXPORT CREDITS: Denials and Double Standards*", Note d'information d'Oxfam Amérique, mars 2003.

[51] Voir la pièce n° 84 du Brésil, pages 9, 12 et 17 et la pièce n° 73 du Brésil.

[52] Communication du Brésil, paragraphes 265 et 266.

[53] Communication du Brésil, paragraphe 268.

- *Loi ETI*

95. En ce qui concerne les subventions à l'exportation accordées pour le coton dans le cadre de la Loi ETI, qui permet aux exportateurs des États-Unis vendant des produits à l'étranger de bénéficier d'exonérations fiscales, l'Argentine se fonde sur le fait que cette Loi a été déclarée incompatible avec l'article 3.1 a) de l'Accord SMC et les articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture dans le différend *États-Unis – FSC*.[54]

V. CONCLUSION

96. Pour les raisons exposées plus haut, l'Argentine estime que ni les mesures de soutien interne, ni les subventions à l'exportation accordées par les États-Unis à leur secteur du coton et contestées dans la présente procédure ne bénéficient de la protection prévue à l'article 13 b) ii) et 13 c) ii) de l'Accord sur l'agriculture.

97. En outre, les subventions à l'exportation de coton et d'autres produits prévues par la législation des États-Unis sous forme de garanties du crédit à l'exportation (GSM 102, GSM 103 et SCGP) ne sont pas non plus protégées par l'article 13 c) ii).

98. L'Argentine soutient également que les subventions à l'exportation de coton prévues par la législation des États-Unis sont incompatibles avec les articles 3:3, 8 et 10:1 de l'Accord sur l'agriculture.

[54] WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000.

ANNEXE B-4

COMMUNICATION DE L'AUSTRALIE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION 45

II. ARTICLE 13 DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE* 45

A. L'ARTICLE 13 DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE* A LE CARACTÈRE D'UN MOYEN DE DÉFENSE AFFIRMATIF ET LA CHARGE DE LA PREUVE INCOMBE AUX ÉTATS-UNIS 45

B. SENS DE L'ARTICLE 13 B) II) DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE* 47

i) "Période de mise en œuvre" 48

ii) "Les mesures de soutien interne qui sont pleinement conformes aux dispositions de l'article 6 [de l'*Accord sur l'agriculture*]" 48

iii) "Exemptées des actions fondées sur le paragraphe 1 de l'article XVI du GATT de 1994 ou les articles 5 et 6 de l'[*Accord SMC*]" 48

iv) "Ces mesures" 49

v) "Accord[er] un soutien" 49

vi) "Pour un produit spécifique" 49

vii) "Celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992" 49

viii) Résumé du sens de l'article 13 b) ii) de l'*Accord sur l'agriculture* 50

III. IL NE PEUT PAS ÊTRE ALLÉGUÉ QUE LES "VERSEMENTS AU TITRE DE CONTRATS DE FLEXIBILITÉ DE LA PRODUCTION" ET LES "VERSEMENTS DIRECTS" CONSTITUENT DES MESURES DE LA "CATÉGORIE VERTE" RELEVANT DE L'ANNEXE 2 DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE* 50

A. PRESCRIPTIONS PERTINENTES DES PARAGRAPHES 1 ET 6 B) DE L'ANNEXE 2 DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE* 50

i) "Effets de distorsion sur les échanges ou … effets sur la production … nuls ou, au plus, minimes." 50

ii) "Pour une année donnée, le montant de ces versements ne sera pas fonction ni établi sur la base du type ou du volume de la production (y compris les têtes de bétail) réalisée par le producteur au cours d'une année suivant la période de base." 51

B. IL NE POUVAIT PAS ÊTRE ALLÉGUÉ QUE LES "VERSEMENTS AU TITRE DE CONTRATS DE FLEXIBILITÉ DE LA PRODUCTION (PFC)" CONSTITUAIENT DES VERSEMENTS DE LA "CATÉGORIE VERTE" 51

i) Les versements PFC avaient plus qu'un effet de distorsion négligeable sur les échanges ou un effet négligeable sur la production, ce qui est contraire au paragraphe 1 de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* 51

ii) Les versements PFC étaient fonction du type de la production réalisée par le producteur, ce qui est contraire au paragraphe 6 b) de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* 53

C. IL NE PEUT PAS ÊTRE ALLÉGUÉ QUE LES "VERSEMENTS DIRECTS" POUR LE COTON UPLAND CONSTITUENT DES VERSEMENTS DE LA "CATÉGORIE VERTE" 53

i) Il est probable que les versements directs aient plus qu'un effet de distorsion négligeable sur les échanges ou un effet négligeable sur la production, ce qui est contraire au paragraphe 1 de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*..... 53

ii) Les versements directs sont fonction du type de la production réalisée par le producteur, ce qui est contraire au paragraphe 6 b) de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* 53

iii) Les versements directs sont fonction ou établis sur la base du type ou du volume de la production réalisée par le producteur au cours d'une année suivant la période de base, ce qui est contraire au paragraphe 6 b) de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*..... 54

IV. LES VERSEMENTS AU TITRE DU PROGRAMME "STEP 2" SONT DES SUBVENTIONS PROHIBÉES, CE QUI EST CONTRAIRE AUX ARTICLES 3:3 ET 8 DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE* ET/OU À L'ARTICLE 3 DE L'*ACCORD SMC* 54

A. LES VERSEMENTS À L'EXPORTATION AU TITRE DU PROGRAMME "STEP 2" SONT DES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION PROHIBÉES, CE QUI EST CONTRAIRE AUX ARTICLES 3:3 ET 8 DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE* ET À L'ARTICLE 3.1 A) ET 3.2 DE L'*ACCORD SMC* 56

i) Les versements à l'exportation au titre du programme "Step 2" sont des subventions subordonnées aux résultats à l'exportation..... 56

ii) Les versements à l'exportation au titre du programme "Step 2" sont des subventions à l'exportation, ce qui est contraire aux articles 3:3 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* 56

iii) Les versements à l'exportation au titre du programme "Step 2" sont des subventions à l'exportation prohibées, ce qui est contraire à l'article 3 de l'*Accord SMC*. 57

B. LES VERSEMENTS INTÉRIEURS AU TITRE DU PROGRAMME "STEP 2" SONT DES SUBVENTIONS LIÉES À L'APPORT LOCAL, CE QUI EST CONTRAIRE À L'ARTICLE 3 DE L'*ACCORD SMC* 57

C. LES ÉTATS-UNIS NE PEUVENT PAS SE SOUSTRAIRE À LEURS OBLIGATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS PROHIBÉES EN CONCEVANT UNE MESURE AU TITRE DE LAQUELLE DES DROITS SONT OSTENSIBLEMENT OFFERTS DANS DES CIRCONSTANCES MULTIPLES 58

V. CONCLUSION..... 58

I. INTRODUCTION

1. L'Australie se félicite de l'occasion qui lui est donnée d'exposer ses points de vue sur la procédure relative aux subventions des États-Unis pour le coton upland.

2. L'Australie fait observer que le présent différend est le premier à faire intervenir l'interprétation et l'application de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*, connu sous le nom de "clause de paix". À ce titre, ce différend revêt une importance particulière sur le plan systémique aussi bien que commerciale.

3. Dans cette communication en tant que tierce partie, l'Australie traite les points suivants:

I. le caractère de moyen de défense affirmatif de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*, et le sens de l'article 13 b) ii);

II. la question de savoir s'il peut être allégué que les "versements au titre de contrats de flexibilité de la production" et les "versements directs" qui leur ont succédé constituent un soutien de la "catégorie verte" au sens de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*;

III. la question de savoir si l'article 1207 a) de la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural ("la Loi FSRI") qui prescrit des versements aux exportateurs de coton des États-Unis (versements à l'exportation au titre du programme "Step 2") est incompatible avec les articles 3:3 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et par conséquent est également incompatible avec l'article 3 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (l'*Accord SMC*); et

IV. la question de savoir si l'article 1207 a) de la Loi FSRI qui prescrit des versements aux utilisateurs nationaux de coton des États-Unis (versements intérieurs au titre du programme "Step 2") est incompatible avec l'article 3 de l'*Accord SMC*.

4. Compte tenu du temps très limité dont elle a disposé pour examiner la première communication écrite des États-Unis, l'Australie traitera les questions soulevées dans cette communication dans sa déclaration orale devant le Groupe spécial.

II. ARTICLE 13 DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE*

A. L'ARTICLE 13 DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE* A LE CARACTÈRE D'UN MOYEN DE DÉFENSE AFFIRMATIF ET LA CHARGE DE LA PREUVE INCOMBE AUX ÉTATS-UNIS

5. L'Australie pense comme le Brésil que l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* a le caractère d'un moyen de défense affirmatif et que la charge de la preuve sur le point de savoir si les mesures en cause sont pleinement conformes aux conditions applicables de l'article 13 incombe aux États-Unis.

6. Comme l'article XX de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce* ("GATT"), l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* "n'établi[t] aucune "obligation positive" pour ce qui [est] de déterminer la portée appropriée des obligations découlant [*des dispositions spécifiées du GATT de 1994 et de l'Accord SMC*]. En fait, l'article XX énonce les circonstances dans lesquelles les

Membres sont habilités à "adopter ou maintenir" des mesures qui sont incompatibles avec les obligations découlant d'autres dispositions [*du GATT de 1994 et de l'Accord SMC*]".[1]

7. L'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* n'impose pas à lui seul une obligation à un Membre qui accorde des mesures de soutien interne relevant de l'Annexe 2 ou de l'article 6 ou qui accorde des subventions à l'exportation relevant de la Partie V de l'*Accord sur l'agriculture*.

8. En fait, l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* définit les circonstances dans lesquelles les Membres seront à l'abri, entièrement ou partiellement, des conséquences de l'octroi de mesures de soutien interne ou de subventions à l'exportation qui autrement constitueraient des motifs d'allégation d'infraction aux obligations énoncées dans les dispositions du GATT de 1994 et de l'*Accord SMC* spécifiées dans cet article. Ainsi, par exemple, aux termes de l'article 13 b) ii) de l'*Accord sur l'agriculture*, "les mesures de soutien interne qui sont pleinement conformes aux dispositions de l'article 6 [de l'*Accord sur l'agriculture*] … seront exemptées des actions fondées sur" les dispositions spécifiées du GATT de 1994 et de l'*Accord SMC*, "à condition que ces mesures n'accordent pas un soutien pour un produit spécifique qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992".

9. Le caractère de moyen de défense affirmatif de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* est confirmé par un examen de la protection offerte par cet article.

10. Aux termes de l'article 13 a) i) de l'*Accord sur l'agriculture*, les mesures de soutien interne qui sont pleinement conformes aux dispositions de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* "seront des subventions ne donnant pas lieu à une action aux fins de l'application de droits compensateurs". Aux termes de l'article 13 b) i) de l'*Accord sur l'agriculture*, les mesures de soutien interne qui sont pleinement conformes à l'article 6 de l'*Accord sur l'agriculture* seront "exemptées de l'imposition de droits compensateurs à moins qu[e] …". Aux termes de l'article 13 c) i) de l'*Accord sur l'agriculture*, les subventions à l'exportation qui sont pleinement conformes aux dspositions de la Partie V de l'*Accord sur l'agriculture* seront "passibles de droits compensateurs uniquement après qu'une détermination de …".

11. Aux termes des autres dispositions de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*, les mesures de soutien interne ou les subventions à l'exportation qui sont pleinement conformes aux conditions prescrites "seront exemptées des actions fondées sur …" les dispositions spécifiées du GATT de 1994 et de l'*Accord SMC*. Si les mesures de soutien interne ou les subventions à l'exportation enfreignent les dispositions pertinentes spécifiées à l'article 13, elles sont néanmoins "free or released from a duty or liability to which others are held"[2] (libres ou libérées d'un devoir ou d'une responsabilité auxquels les autres sont assujetties) en relation avec une procédure[3] "found[ed], buil[t] or construct[ed] on"[4] (fondée, bâtie ou édifiée sur) ces dispositions, pour autant que les mesures remplissent les conditions pertinentes spécifiées à l'article 13.

12. Ainsi, la protection offerte par l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* ne devient disponible que dans les circonstances où il a été constaté que les mesures de soutien interne ou les subventions à l'exportation en cause:

---

[1] *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS108/AB/RW, paragraphe 127.

[2] *Black's Law Dictionary*, Seventh Edition, Bryan A. Garner, Editor in Chief, West Group, St Paul, Minn., 1999, page 593.

[3] *Black's Law Dictionary*, page 593, définit "action" comme "1. The process of doing something; conduct of behaviour (le fait de faire quelque chose; conduite ou comportement). 2. A thing done; act (une chose réalisée, un acte). 3. A civil or criminal judicial proceeding (une procédure juridique civile ou pénale)."

[4] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Ed. Lesley Brown, volume 1, Clarendon Press, Oxford, 1993, page 187.

V. étaient des subventions pouvant donner lieu à une action, ou pouvant autrement donner lieu à une mesure compensatoire, au titre de l'article 13 a) i), 13 b) i) ou 13 c) i); ou

VI. dans tous les autres cas, étaient incompatibles avec les dispositions pertinentes spécifiées du GATT de 1994 et/ou de l'*Accord SMC*;

et si les conditions applicables pour la disponibilité de cette protection, telles qu'elles sont spécifiées à l'article 13, sont remplies.

13. En outre, si les négociateurs de l'*Accord sur l'agriculture* avaient voulu que l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* signifie qu'un Membre ne pourrait pas faire l'objet d'un processus juridique visant un différend, il est raisonnable de supposer qu'ils l'auraient dit. Par exemple, les négociateurs auraient pu prévoir que les dispositions spécifiées du GATT et de l'*Accord SMC* ne pourraient pas être "invoquées" comme ils l'ont fait à la note de bas de page 35 relative à l'article 10 de l'*Accord SMC* à propos des mesures de subventionnement ne donnant pas lieu à une action.

14. L'Organe d'appel a dans une précédente affaire précisé ce qui suit: "la charge de la preuve incombe à la partie, qu'elle soit demanderesse ou défenderesse, qui établit, par voie d'affirmation, une allégation ou un moyen de défense particulier[5], et "il est tout simplement normal qu'il incombe d'établir [*un moyen de défense affirmatif*] à la partie qui s'en prévaut".[6]

15. Ainsi, pour être admis à bénéficier de la protection offerte par l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*, les États-Unis doivent prouver que les mesures en cause sont pleinement conformes aux dispositions applicables de l'*Accord sur l'agriculture.* En outre, en ce qui concerne la protection potentiellement offerte par l'article 13 b) ii), ainsi que par l'article 13 b) iii), les États-Unis doivent prouver qu'ils n'ont pas accordé, et n'accordent pas, de soutien pour un produit spécifique qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992.

B. SENS DE L'ARTICLE 13 B) II) DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE*[7]

16. Dans sa première communication écrite, le Brésil souligne à juste titre que le texte de l'article 13 b) ii) de l'*Accord sur l'agriculture* soulève un certain nombre de questions d'interprétation.[8]

---

[5] *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, rapport de l'Organe d'appel WT/DS33/AB/R, page 17.

[6] *États-Unis – Chemisiers et blouses de laine*, WT/DS33/AB/R, page 19.

[7] L'article 13 b) ii) de l'*Accord sur l'agriculture* dispose ce qui suit:

> Pendant la période de mise en œuvre, nonobstant les dispositions du GATT de 1994 et de [l'*Accord SMC*]:
>
> ...
>
> b) les mesures de soutien interne qui sont pleinement conformes aux dispositions de l'article 6 du présent accord, y compris les versements directs qui sont conformes aux prescriptions du paragraphe 5 dudit article, telles qu'elles apparaissent dans la Liste de chaque Membre, ainsi que le soutien interne dans les limites des niveaux *de minimis* et en conformité avec le paragraphe 2 de l'article 6:
>
> ...
>
> ii) seront exemptées des actions fondées sur le paragraphe 1 de l'article XVI du GATT de 1994 ou les articles 5 et 6 de l'[*Accord SMC*], à condition que ces mesures n'accordent pas un soutien pour un produit spécifique qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992; et
>
> ...

[8] Première communication du Brésil, paragraphe 127.

i) "Période de mise en œuvre"

17. Au titre de l'article 1 f) et de l'article 1 i) de l'*Accord sur l'agriculture*, lus conjointement, la "période de mise en œuvre" est, aux fins de l'article 13, définie comme la période de neuf ans commençant en 1995 selon l'année civile, l'exercice financier ou la campagne de commercialisation spécifié dans la Liste se rapportant à ce Membre.

ii) "Les mesures de soutien interne qui sont pleinement conformes aux dispositions de l'article 6 [de l'*Accord sur l'agriculture*]"

18. L'Australie soutient l'interprétation du Brésil selon laquelle le texte introductif de l'article 13 b) de l'*Accord sur l'agriculture* inclut toutes les mesures de soutien interne ne relevant pas de la "catégorie verte", y compris le soutien interne par produit et autre que par produit, *de minimis* et limitant la production, ainsi que les subventions à l'investissement et le soutien à la "diversification" dans les pays en développement.[9]

iii) "Exemptées des actions fondées sur le paragraphe 1 de l'article XVI du GATT de 1994 ou les articles 5 et 6 de l'[*Accord SMC*]"

19. Comme il est dit dans la section II.A ci-dessus, si les mesures de soutien interne relevant du champ d'application du texte introductif de l'article 13 b) de l'*Accord sur l'agriculture* enfreignent les dispositions pertinentes spécifiées, elles sont néanmoins "free or released from a duty or liability to which others are held"[10] (libres ou libérées d'un devoir ou d'une responsabilité auxquels les autres sont assujetties) en relation avec une procédure[11] "found[ed], buil[t] or construct[ed] on"[12] (fondée, bâtie ou édifiée sur) ces dispositions, pour autant que les conditions spécifiées à l'article 13 soient remplies. Là encore, si les négociateurs de l'*Accord sur l'agriculture* avaient voulu qu'un Membre ne puisse pas faire l'objet d'un processus juridique visant un différend, il est raisonnable de supposer qu'ils l'auraient dit, par exemple, en prévoyant que les dispositions spécifiées ne pourraient pas être "invoquées" comme ils l'ont fait à la note de bas de page 35 relative à l'article 10 de l'*Accord SMC* à propos des mesures de subventionnement ne donnant pas lieu à une action.

20. L'Australie fait toutefois observer que seules les actions fondées sur le paragraphe 1 de l'article XVI du GATT et les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* sont visées par l'article 13 b) ii) de l'*Accord sur l'agriculture*. Ainsi, par exemple, toutes actions fondées sur le paragraphe 3 de l'article XVI du GATT ou sur l'article 3 de l'*Accord SMC* ne bénéficieraient pas de la protection offerte par l'article 13 b) ii) de l'*Accord sur l'agriculture*. De l'avis de l'Australie, la limitation de la protection au titre de l'article 13 b) ii) aux actions fondées sur l'article XVI:1 du GATT et sur les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* est compatible avec l'objet et le but de l'*Accord sur l'agriculture* tels qu'ils sont exprimés dans le préambule de l'Accord, y compris de "remédier aux ... distorsions touchant les marchés agricoles mondiaux" et "[d']arriver à des engagements contraignants et spécifiques dans ... [la] concurrence à l'exportation". La réalisation de ces objectifs serait trop facilement compromise si les engagements en matière de subventions à l'exportation pouvaient être contournés par l'octroi d'un soutien interne.

[9] Première communication du Brésil, paragraphe 133.
[10] *Black's Law Dictionary*, page 593.
[11] *Black's Law Dictionary*, page 28, définit "action" comme "1. The process of doing something; conduct of behaviour (le fait de faire quelque chose; conduite ou comportement). 2. A thing done; act (une chose réalisée, un acte). 3. A civil or criminal judicial proceeding (une procédure juridique civile ou pénale)."
[12] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, volume I, page 187.

iv) "Ces mesures"

21. De l'avis de l'Australie, l'expression "ces mesures" figurant à l'article 13 b) ii) de l'*Accord sur l'agriculture* se réfère à l'univers des mesures ne relevant pas de la "catégorie verte" visées par le texte introductif de l'article 13 b), conformément au sens ordinaire du mot "such" (ces) qui signifie "of the kind, degree, or category previously specified or implied contextually"[13] (du genre, du niveau ou de la catégorie précédemment spécifié ou implicitement désigné par le contexte).

v) "Accord[er] un soutien"

22. De l'avis de l'Australie, eu égard au sens ordinaire des mots dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'*Accord sur l'agriculture*, "soutien" signifie le soutien réel, autre que le soutien légitime relevant de la catégorie verte, octroyé pour un produit agricole. Ainsi, "grant support" (accorder un soutien) signifie "agree to" (approuver), "promise" (promettre), "bestow" (attribuer), "allow" (autoriser), "give" (donner), "confer" (conférer) ou "transfer" (transférer)[14] un soutien interne ne relevant pas de la "catégorie verte" du type auquel il est fait référence dans le texte introductif de l'article 13 b) de l'*Accord sur l'agriculture*, dont le calcul doit inclure la part du soutien autre que par produit dont bénéficie le produit spécifique en cause.

vi) "Pour un produit spécifique"

23. L'Australie souscrit à l'interprétation du Brésil[15] selon laquelle le sens ordinaire de cette expression, lue dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'*Accord sur l'agriculture*, est le soutien accordé pour tel ou tel produit agricole visé par l'Annexe 1 de l'*Accord sur l'agriculture*, comme le coton upland, qu'il s'agisse d'un soutien par produit ou d'un soutien autre que par produit.

vii) "Celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992"

24. De l'avis de l'Australie, ce membre de phrase, lu dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'*Accord sur l'agriculture*, signifie le niveau de soutien interne ne relevant pas de la "catégorie verte", y compris le soutien accordé au moyen de mesures de soutien interne autres que par produit, ne relevant pas de la "catégorie verte" qu'un Membre a "décidé" au cours de la campagne de commercialisation 1992 d'accorder au bénéfice d'un produit agricole spécifique à l'avenir.

25. L'utilisation du mot "décidé" dans ce contexte était délibérée.

26. L'Australie fait observer que l'autre disposition de fond de l'*Accord sur l'agriculture* dans laquelle le mot "décidé" est utilisé est l'article 13 b) iii), qui se rapporte aux actions fondées sur l'annulation ou la réduction d'avantages en situation de non-violation. L'Australie fait également observer que l'article 13 b) iii) contient précisément le même libellé - "à condition que ces mesures n'accordent pas un soutien pour un produit spécifique qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992" – que celui qui est utilisé à l'article 13 b) ii). Ainsi, le sens du mot "décidé" dans le contexte de l'article 13 b) ii) doit pouvoir être le même que dans le contexte d'une annulation ou d'une réduction d'avantages en situation de non-violation au titre de l'article 13 b) iii).

[13] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, volume II, page 3129.
[14] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, volume I, page 1131.
[15] Première communication du Brésil, paragraphe 136.

viii) Résumé du sens de l'article 13 b) ii) de l'*Accord sur l'agriculture*

27. Pendant la période de neuf années civiles, exercices financiers ou campagnes de commercialisation commençant en 1995, spécifiée dans la Liste d'un Membre, toutes les mesures de soutien interne ne relevant pas de la "catégorie verte" qui sont pleinement conformes aux dispositions de l'article 6 de l'*Accord sur l'agriculture* sont à l'abri des conséquences d'une infraction à l'article XVI:1 du GATT ou à la Partie V de l'*Accord SMC*, à condition que le niveau du soutien accordé pour tel ou tel produit n'excède pas le niveau de soutien pour ce produit que le Membre a décidé de mettre à disposition pendant la campagne de commercialisation 1992 pertinente.

III. IL NE PEUT PAS ÊTRE ALLÉGUÉ QUE LES "VERSEMENTS AU TITRE DE CONTRATS DE FLEXIBILITÉ DE LA PRODUCTION" ET LES "VERSEMENTS DIRECTS" CONSTITUENT DES MESURES DE LA "CATÉGORIE VERTE" RELEVANT DE L'ANNEXE 2 DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE*

28. Les États-Unis ont notifié précédemment les "versements au titre de contrats de flexibilité de la production" (PFC)[16] comme étant des mesures de la "catégorie verte" relevant de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*.[17] Ils n'ont pas fait de notification sur le soutien interne depuis que les versements PFC ont été remplacés par les "versements directs"[18] au titre de la Loi FSRI de 2002. Comme le Brésil[19], l'Australie considère qu'il ne peut pas être allégué que l'un ou l'autre de ces programmes de versements constituent des mesures de la "catégorie verte" pour les raisons indiquées ci-dessous.

A. PRESCRIPTIONS PERTINENTES DES PARAGRAPHES 1 ET 6 B) DE L'ANNEXE 2 DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE*

29. Le paragraphe 1 de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* dispose que "[l]es mesures de soutien interne qu'il est demandé d'exempter des engagements de réduction répondront à une prescription fondamentale, à savoir que leurs effets de distorsion sur les échanges ou leurs effets sur la production doivent être nuls ou, au plus, minimes".

30. En outre, en relation avec le soutien du revenu découplé, le paragraphe 6 b) de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* dispose que "le montant de ces versements ne sera pas fonction ni établi sur la base du type ou du volume de la production (y compris les têtes de bétail) réalisée par le producteur au cours d'une année suivant la période de base".

i) "Effets de distorsion sur les échanges ou … effets sur la production … nuls ou, au plus, minimes"

31. En disposant que les mesures de soutien interne "répondront à une prescription fondamentale, à savoir que leurs effets de distorsion sur les échanges ou leurs effets sur la production doivent être nuls ou, au plus, minimes", le paragraphe 1 de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* impose une norme rigoureuse. Le paragraphe 1 de l'Annexe 2 dispose que ces mesures doivent, comme condition première ou essentielle, ne pas "bias" ou "unnaturally alter"[20] (fausser ou altérer de façon non naturelle) les échanges ou la production. Ou alors le paragraphe 1 de l'Annexe 2 dispose qu'au plus ces mesures doivent avoir des effets "extremely small; of a minimum amount, quantity or degree;

[16] Les "versements au titre de contrats de flexibilité de la production" sont décrits à la section 2.6.1 de la première communication du Brésil.

[17] Voir, par exemple, le document de l'OMC G/AG/N/USA/43 du 5 février 2003, pages 7 et 8, pièce n° 47 du Brésil.

[18] Les "versements directs" sont décrits à la section 2.6.2 de la première communication du Brésil.

[19] Première communication du Brésil, sections 3.2.6 et 3.2.7.

[20] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, volume I, page 707.

very slight, negligible"[21] (extrêmement faibles; d'un montant, d'une quantité ou d'un degré minimal; très légers; négligeables) sur les échanges ou la production.

32. De l'avis de l'Australie, il ne peut pas être satisfait à cette norme si les mesures de soutien interne en cause stimulent directement et spécifiquement la production et/ou les échanges d'un produit particulier, ou si cette mesure de soutien retarde ou stoppe directement le transfert de ressources économiques vers d'autres formes d'activité économique, sauf comme il est spécifiquement prévu aux paragraphes 2 à 13 de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*. Si une mesure de soutien interne entraîne un niveau de production et/ou d'échanges pour un produit ou groupe de produits particulier plus élevé que cela ne serait autrement le cas, sauf comme il est spécifiquement prévu à l'Annexe 2, la mesure de soutien ne peut pas satisfaire à la norme établie au paragraphe 1 de l'Annexe 2. Ainsi, si l'effet direct d'une mesure de soutien est que les exploitants continuent à produire, ou continuent à produire un produit particulier, dans des circonstances dans lesquelles cela ne serait pas rentable en l'absence de la mesure de soutien, cette mesure ne peut pas satisfaire aux prescriptions du paragraphe 1 de l'Annexe 2.

> ii) "Pour une année donnée, le montant de ces versements ne sera pas fonction ni établi sur la base du type ou du volume de la production (y compris les têtes de bétail) réalisée par le producteur au cours d'une année suivant la période de base"

33. Le paragraphe 6 de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* est intitulé "Soutien du revenu découplé". Le paragraphe 6 a) dispose que "[l]e droit à bénéficier de versements [*au titre du soutien du revenu découplé*] sera déterminé d'après des critères clairement définis, tels que le revenu, la qualité de producteur ou de propriétaire foncier, l'utilisation de facteurs ou le niveau de la production au cours d'une période de base définie et fixe". Ainsi, conformément aux règles coutumières d'interprétation codifiées à l'article 31 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités*, "suivant la période de base" au paragraphe 6 b) signifie suivant la période de base définie et fixe établie conformément au paragraphe 6 a).

34. En conséquence, le sens du paragraphe 6 b) de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* est clair. Une fois qu'une période de base définie et fixe a été établie conformément au paragraphe 6 a), les versements au titre du soutien du revenu découplé ne peuvent pas être "connected"[22] (liés à) ni "found[ed], buil[t] or construct[ed] on"[23] (fondés, bâtis ou édifiés sur) le type ou le volume de la production réalisée par le producteur au cours d'une période ultérieure.

B. IL NE POUVAIT PAS ÊTRE ALLÉGUÉ QUE LES "VERSEMENTS AU TITRE DE CONTRATS DE FLEXIBILITÉ DE LA PRODUCTION (PFC)" CONSTITUAIENT DES VERSEMENTS DE LA "CATÉGORIE VERTE"

> i) Les versements PFC avaient plus qu'un effet de distorsion négligeable sur les échanges ou un effet négligeable sur la production, ce qui est contraire au paragraphe 1 de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*

35. Comme le Brésil, l'Australie estime que les versements PFC stimulaient directement et stimulaient d'un montant plus que négligeable la production et les échanges de coton upland des États-Unis et l'Australie souscrit aux arguments du Brésil à cet égard.[24]

---

[21] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, volume I, page 1781.
[22] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, volume II, page 2534.
[23] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, volume I, page 187.
[24] Première communication du Brésil, section 3.2.6.2.

36. En outre, la valeur des taux des versements PFC, en proportion du prix moyen à la production reçu par les planteurs de coton upland des États-Unis pour la campagne de commercialisation, ressort des données publiées par le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA) et reprises dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1: Valeur des versements PFC en pourcentage du prix moyen à la production reçu par les planteurs de coton upland des États-Unis pour la campagne de commercialisation

Campagne de commercialisation ou campagne agricole	*Taux des versements au titre de contrats de flexibilité de la production (PFC), en cents des États-Unis/livre*[25]	*Prix moyen à la production en cents des États-Unis/livre*[26]	*Taux des versements PFC en proportion du prix moyen à la production pour la campagne de commercialisation*
1996/97	8,882	69,3	12,82
1997/98	7,625	65,2	11,69
1998/99	8,173	60,2	13,58
1999/2000	7,990	45,0	17,76
2000/01	7,330	49,8	14,72
2001/02	5,990	29,8	20,10

37. En outre, les données publiées par l'USDA pour cette période montrent que les versements PFC constituaient 26,37 pour cent, 36,5 pour cent et 22,90 pour cent des versements des pouvoirs publics pour les campagnes agricoles 1999, 2000 et 2001, respectivement.[27]

38. Les versements PFC constituant une proportion tellement élevée des prix moyens à la production et des mesures de soutien interne pour la campagne de commercialisation ont forcément un effet sur la production et un effet de distorsion sur les échanges.

39. Ce point de vue est encore confirmé lorsque l'on considère les prix moyens à la production pour la campagne de commercialisation figurant au tableau 1 au regard du fait qu'en 1997 la moyenne des coûts économiques globaux pour toutes les exploitations cotonnières des États-Unis était d'environ 73 cents par livre et que les frais d'exploitation s'élevaient en moyenne à 38 cents par livre.[28] Dans ces circonstances, des producteurs rationnels sur le plan économique auraient dû commencer à transférer des ressources vers d'autres formes d'activité économique. Cela ne s'est pas produit. Les données de l'USDA montrent que la superficie consacrée au coton aux États-Unis au cours de cette période a augmenté, passant de 13,1 millions d'acres en 1998 à 15,5 millions d'acres en 2001.[29] Il est clair que de nombreux producteurs de coton upland des États-Unis n'ont pu rester viables au cours de cette période que grâce à un subventionnement. En outre, les exportations de coton upland des

[25] Chiffres tirés de *Agricultural Outlook*, USDA, mai 2000 et mai 2002, tableau 19, disponible à l'adresse suivante: http://www.ers.usda.gov/publications/agoutlook/may2000/ao271k.pdf et http://www.ers.usda.gov/publications/agoutlook/May2002/ao291j.pdf, respectivement.

[26] *Fact Sheet: Upland Cotton: Summary of 2002 Commodity Loan and Payment Program*, USDA, janvier 2003, page 5, pièce n° 4 du Brésil.

[27] *Fact Sheet: Upland Cotton*, page 6, pièce n° 4 du Brésil.

[28] *Cotton: Background and Issues for Farm Legislation*, USDA, juillet 2001, page 6, pièce n° 46 du Brésil.

[29] *Fact Sheet: Upland Cotton*, page 4, pièce n° 4 du Brésil.

États-Unis ont augmenté, passant de 4,1 millions de balles en 1998 à 10,6 millions de balles en 2001.[30]

40. De l'avis de l'Australie, les versements PFC pendant cette période ont contribué directement à l'augmentation de la production et des niveaux d'exportation et ils l'ont fait contrairement à la prescription expresse du paragraphe 1 de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* selon laquelle les mesures de soutien interne en cause ne doivent pas fausser ou altérer de manière non naturelle les échanges ou la production, ou ne doivent le faire que de manière négligeable.

ii) Les versements PFC étaient fonction du type de la production réalisée par le producteur, ce qui est contraire au paragraphe 6 b) de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*

41. En excluant les fruits et les légumes (autres que les lentilles, les haricots mungo et les pois secs) de la flexibilité en matière de plantation existant sinon pour les superficies sous contrat pouvant bénéficier de versements PFC, l'article 118 de la Loi fédérale de 1996 sur l'amélioration et la réforme de l'agriculture (Loi FAIR) rendait les versements PFC fonction du type de la production réalisée par le producteur au cours d'une année suivant la période de base ou les liait à ce type de production, ce qui est contraire aux prescriptions du paragraphe 6 a) de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

C. IL NE PEUT PAS ÊTRE ALLÉGUÉ QUE LES "VERSEMENTS DIRECTS" POUR LE COTON UPLAND CONSTITUENT DES VERSEMENTS DE LA "CATÉGORIE VERTE"

i) Il est probable que les versements directs aient plus qu'un effet de distorsion négligeable sur les échanges ou un effet négligeable sur la production, ce qui est contraire au paragraphe 1 de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*

42. De l'avis de l'Australie il est probable que les versements directs pour le coton upland stimulent, d'un montant plus que négligeable, la production et les échanges de coton upland des États-Unis. La Loi FSRI de 2002 a établi un taux de versements directs pour le coton upland de 6,67 cents par livre pour chacune des campagnes agricoles de 2002 à 2007.

43. Outre les arguments avancés par le Brésil[31] auxquels elle souscrit, l'Australie considère que dès lors qu'il y a une possibilité raisonnable d'instabilité persistante et significative à long terme des recettes brutes des producteurs (mesurés par le prix moyen à la production pour la campagne de commercialisation), il faut présumer que la disponibilité assurée d'un versement direct pour le coton upland au taux de 6,67 cents par livre influencera directement et spécifiquement les décisions des cultivateurs de continuer à produire du coton upland, malgré l'évolution en dents de scie de leur revenu, au lieu de transférer des ressources vers d'autres formes d'activité économique.

ii) Les versements directs sont fonction du type de la production réalisée par le producteur, ce qui est contraire au paragraphe 6 b) de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*

44. Au titre de l'article 1106 b) de la Loi FSRI de 2002, il est généralement prohibé de planter des fruits, des légumes (autres que les lentilles, les haricots mungo et les pois secs) et du riz sauvage sur les superficies de base à moins que le produit, s'il est planté, ne soit détruit avant la récolte, sauf que les arbres et autres plantes vivaces sont prohibés. Les règlements d'application montrent clairement que, lorsqu'il est déterminé qu'un producteur a fait un effort de bonne foi pour se conformer aux dispositions relatives à la "flexibilité en matière de plantation" de l'article 1106 de la Loi FSRI, mais

[30] *Fact Sheet: Upland Cotton*, page 5, pièce n° 4 du Brésil.
[31] Première communication du Brésil, section 3.2.7.3.

que le rapport de ce producteur sur les parties de la superficie de base d'une exploitation où sont plantés des fruits, des légumes ou du riz sauvage est inexact et que les niveaux de tolérance admis sont dépassés, le producteur "acceptera une réduction des versements directs et des versements anticycliques pour l'exploitation ...".[32]

45. Ainsi, les versements directs sont fonction du type de la production réalisée par le producteur, ou liés à ce type de production, ce qui est contraire au paragraphe 6 a) de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

iii) Les versements directs sont fonction ou établis sur la base du type ou du volume de la production réalisée par le producteur au cours d'une année suivant la période de base, ce qui est contraire au paragraphe 6 b) de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*

46. Les articles 1101 et 1102 de la Loi FSRI de 2002 autorisent les producteurs à actualiser leur superficie de base et les récoltes donnant lieu à des versements, respectivement, aux fins de recevoir des versements directs. Comme il est indiqué dans la section III.A ii) ci-dessus, une seule période de base est possible aux fins du paragraphe 6 de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*. Une fois que la période de base définie et fixe a été établie, aucune autre actualisation soit du type soit du volume de la production n'est admissible si l'on veut qu'un programme de soutien remplisse les conditions énoncées au paragraphe 6 de l'Annexe 2.

47. En vertu de la Loi FSRI de 2002, les versements directs ont remplacé les versements PFC.[33] Puisque les États-Unis ont allégué que les versements PFC constituaient un soutien du revenu découplé relevant de la "catégorie verte"[34], l'Australie estime que les États-Unis ont choisi la période de base qu'ils utilisaient pour déterminer la superficie de base et les récoltes donnant lieu à des versements au titre de la Loi FAIR de 1996 comme étant leur période de base définie et fixe aux fins du paragraphe 6 de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture.*

48. Étant donné que les États-Unis ont prévu que la superficie de base et les récoltes donnant lieu à des versements soient actualisées au titre de la Loi FSRI de 2002, le montant des versements directs est fonction ou établi sur la base du type ou du volume de la production réalisée par un producteur au cours d'une année suivant la période de base, ce qui est contraire au paragraphe 6 b) de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

IV. LES VERSEMENTS AU TITRE DU PROGRAMME "STEP 2" SONT DES SUBVENTIONS PROHIBÉES, CE QUI EST CONTRAIRE AUX ARTICLES 3:3 ET 8 DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE* ET/OU À L'ARTICLE 3 DE L'*ACCORD SMC*

49. L'article 1207 a) 1) de la Loi FSRI de 2002 dispose ce qui suit: "... le Secrétaire délivrera des certificats de commercialisation ou effectuera des versements comptant ... aux utilisateurs nationaux et aux exportateurs pour des achats attestés dans le cas des utilisateurs nationaux et des ventes à l'exportation attestées dans le cas des exportateurs ...". L'article 136 de la Loi FAIR de 1996 disposait de même ce qui suit: "... le Secrétaire délivrera des certificats de commercialisation ou effectuera des versements comptant aux utilisateurs nationaux et aux exportateurs ...".

50. Les règlements assurant l'application de l'article 1207 a) 1) de la Loi FSRI disposent ce qui suit:

---

[32] 7 CFR 1412.602 a) 2), pièce n° 35 du Brésil.
[33] *Fact Sheet: Upland cotton*, pièce n° 4 du Brésil.
[34] Document de l'OMC G/AG/N/USA/43, pages 7 et 8, pièce n° 47 du Brésil.

> Le coton upland admissible ne doit pas être: ... 2) du coton importé ...[35]
>
> Les versements ... pourront être obtenus par les utilisateurs nationaux et les exportateurs admissibles qui ont conclu un accord d'utilisateur national/exportateur de coton upland avec la CCC et qui ont respecté les modalités et conditions énoncées dans la présente sous-section, l'accord d'utilisateur national/exportateur de coton upland et les instructions données par la CCC.[36]

51. L'accord type d'utilisateur national/exportateur de coton upland[37] dispose entre autres choses ce qui suit:

> Le coton upland admis à bénéficier des versements est le coton consommé par l'utilisateur national aux États-Unis … (section B-2).
>
> Le coton upland admissible sera considéré comme étant consommé par l'utilisateur national à la date à laquelle la toile et les liens sont retirés dans la zone où les balles sont normalement défaites, immédiatement avant l'utilisation … (section B-3 b)).
>
> Le coton upland admis à bénéficier des versements est le coton qui est expédié par un exportateur admissible … (section C-2).
>
> Le coton upland admissible sera considéré comme étant exporté sur la base de la date d'embarquement figurant sur le connaissement (section C-3).

52. Un versement au titre du programme "Step 2" constitue indubitablement une subvention au sens de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Accord SMC*. Un versement au titre du programme "Step 2" comporte un transfert direct de ressources économiques (espèces ou valeur équivalente en propriété de marchandises) à un utilisateur national ou à un exportateur de coton upland des États-Unis.

53. Le stade de l'article 21:5 dans l'affaire *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, (*États-Unis – FSC (21:5)*) concernait des dispositions au titre desquelles un traitement fiscal plus favorable pouvait être obtenu dans l'une de deux situations mutuellement exclusives. Il a été constaté que la possibilité d'obtenir le traitement fiscal favorable constituait une subvention à l'exportation prohibée dans l'une de ces situations nonobstant le fait que le traitement fiscal favorable pouvait être librement obtenu dans les deux situations, sous réserve que les conditions prescrites pour pouvoir en bénéficier soient remplies. L'Organe d'appel a dit ce qui suit:

> À notre avis, il est nécessaire, au titre de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*, d'examiner séparément les conditions relatives à l'octroi de la subvention dans les deux situations différentes visées par la mesure. Nous avons du mal à accepter les arguments des États-Unis selon lesquels cet examen entraîne une "scission artificielle" de la mesure. La mesure elle-même définit les deux situations qui doivent être différentes puisque le même bien ne peut pas être produit à la fois aux États-Unis et hors des États-Unis.[38]

---

[35] 7 CFR 1427.103 c), pièce n° 37 du Brésil.
[36] 7 CFR 1427.105 a), pièce n° 37 du Brésil.
[37] Pièce n° 65 du Brésil.
[38] *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, WT/DS108/AB/RW, paragraphe 115.

54. La possibilité d'obtenir des versements au titre du programme "Step 2" conformément à l'article 1207 a) 1) est analogue à la situation examinée dans l'affaire *États-Unis – FSC (21:5)*. Les versements au titre du programme "Step 2" peuvent être obtenus uniquement par les exportateurs (versements à l'exportation au titre du programme "Step 2") ou par les utilisateurs nationaux (versements intérieurs au titre du programme "Step 2"). L'article 1207 a) 1) "définit les deux situations qui doivent être différentes puisque le même bien ne peut pas être" exporté ou utilisé aux États-Unis.

A. LES VERSEMENTS À L'EXPORTATION AU TITRE DU PROGRAMME "STEP 2" SONT DES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION PROHIBÉES, CE QUI EST CONTRAIRE AUX ARTICLES 3:3 ET 8 DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE* ET À L'ARTICLE 3.1 A) ET 3.2 DE L'*ACCORD SMC*

i) Les versements à l'exportation au titre du programme "Step 2" sont des subventions subordonnées aux résultats à l'exportation

55. Pour les versements à l'exportation au titre du programme "Step 2", la subordination à l'exportation est expressément prévue à l'article 1207 a) 1), aux termes duquel "… le Secrétaire délivrera des certificats de commercialisation ou effectuera des versements comptant … aux exportateurs pour … des ventes à l'exportation … dans le cas des exportateurs ..." et dans les règlements d'application.

56. Les versements à l'exportation au titre du programme "Step 2" ne sont payables qu'une fois que le coton upland produit aux États-Unis a été embarqué sur un navire: ils sont "soumis à la condition" que le coton soit effectivement exporté. Ainsi, les versements à l'exportation au titre du programme "Step 2" sont subordonnés aux résultats à l'exportation.

ii) Les versements à l'exportation au titre du programme "Step 2" sont des subventions à l'exportation, ce qui est contraire aux articles 3:3 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture*

57. Les versements à l'exportation constituent un type de subventions à l'exportation expressément prévu à l'article 9:1 a) de l'*Accord sur l'agriculture* et soumis aux engagements de réduction des dépenses budgétaires et des quantités pris à ce titre. Ils constituent une subvention directe, y compris au moyen de versements en nature, à une entreprise, à une branche de production, à des producteurs d'un produit agricole ou à une coopérative ou autre association de ces producteurs, subordonnée aux résultats à l'exportation.

58. Les États-Unis n'ont pas spécifié d'engagements de réduction pour le coton upland dans leur Liste.

59. Par conséquent, en accordant des versements à l'exportation au titre du programme "Step 2", dans le cadre à la fois de la Loi FAIR de 1996 et de la Loi FSI de 2002, les États-Unis ont accordé des subventions à l'exportation, ce qui est contraire à leurs obligations:

VII. conformément à l'article 3:3 de l'A*ccord sur l'agriculture* de ne pas accorder de subventions à l'exportation pour ce qui est de tout produit agricole non spécifié dans la section II de la Partie IV de leur Liste; et

VIII. conformément à leur obligation au titre de l'article 8 de ne pas octroyer de subventions à l'exportation prohibées si ce n'est en conformité avec l'*Accord sur l'agriculture* et avec les engagements qui sont spécifiés dans leur Liste.

iii) Les versements à l'exportation au titre du programme "Step 2" sont des subventions à l'exportation prohibées, ce qui est contraire à l'article 3 de l'*Accord SMC*

60. Étant donné que les versements à l'exportation au titre du programme "Step 2" sont des subventions à l'exportation qui ne sont pas pleinement conformes aux dispositions de la Partie V de l'*Accord sur l'agriculture*, l'article 13 c) ii) de cet accord n'est pas applicable et les versements ne sont pas protégés de l'application de l'article 3 de l'*Accord SMC*.

61. Un versement à l'exportation au titre du programme "Step 2" est une subvention au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'*Accord SMC* aux fins de l'article 3.1 de l'*Accord SMC*: il comporte un transfert direct de ressources économiques à un utilisateur national ou à un exportateur de coton upland des États-Unis et confère un avantage au bénéficiaire en rendant le coton upland des États-Unis compétitif sur le plan commercial.

62. De plus, un versement à l'exportation au titre du programme "Step 2" est subordonné aux résultats à l'exportation: il n'est payable qu'une fois que le coton upland a été embarqué sur un navire en vue de l'exportation. L'Organe d'appel a dit ce qui suit:

> Nous ne voyons aucune raison, et aucune raison en ce sens n'a été avancée devant nous, d'interpréter la prescription de la "subordination aux résultats à l'exportation" énoncée dans l'*Accord sur l'agriculture* différemment de la même prescription imposée par l'*Accord SMC*.[39]

63. En conséquence, puisque les versements à l'exportation au titre du programme "Step 2" prescrits par l'article 1207 a) 1) de la Loi FSRI sont des subventions à l'exportation qui ne sont pas effectuées comme "ce qui est prévu dans l'*Accord sur l'agriculture*", ils sont des subventions à l'exportation prohibées conformément à l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* et les États-Unis agissent d'une façon contraire à leurs obligations au titre de l'article 3.2 de l'*Accord SMC* en accordant ou maintenant de telles subventions conformément à l'article 1207 a) 1) de la Loi FSRI. Conformément aux dispositions de l'article 4.7 de l'*Accord SMC*, l'Australie souscrit à la demande du Brésil[40] visant à ce que le Groupe spécial recommande aux États-Unis de retirer sans retard les versements à l'exportation au titre du programme "Step 2".

B. LES VERSEMENTS INTÉRIEURS AU TITRE DU PROGRAMME "STEP 2" SONT DES SUBVENTIONS LIÉES À L'APPORT LOCAL, CE QUI EST CONTRAIRE À L'ARTICLE 3 DE L'*ACCORD SMC*

64. Pour les versements intérieurs au titre du programme "Step 2", la prescription relative à l'apport local est expressément énoncée à l'article 1207 a) 1) qui dispose ce qui suit: "… le Secrétaire délivrera des certificats de commercialisation ou effectuera des versements comptant … aux utilisateurs nationaux … pour des achats attestés dans le cas des utilisateurs nationaux …" et dans les règlements d'application qui disposent que "le coton admissible ne doit pas être … du coton importé".

65. Les versements intérieurs au titre du programme "Step 2" ne sont payables que dans la mesure où le coton upland produit aux États-Unis est consommé par un utilisateur national. Les versements intérieurs au titre du programme "Step 2" sont subordonnés à l'utilisation de produits nationaux plutôt que de produits importés.

---

[39] *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS108/AB/R, paragraphe 141.

[40] Première communication du Brésil, paragraphe 251.

66. Ainsi, l'article 1207 a) 1) de la Loi FSRI prescrit le versement de subventions qui sont prohibées conformément à l'article 3.1 b) de l'*Accord SMC* et les États-Unis agissent d'une façon contraire à leurs obligations au titre de l'article 3.2 de l'*Accord SMC* en accordant ou maintenant de telles subventions. Conformément aux dispositions de l'article 4.7 de l'*Accord SMC*, l'Australie approuve la demande[41] du Brésil visant à ce que le Groupe spécial recommande aux États-Unis de retirer sans retard les versements intérieurs au titre du programme "Step 2".

C. LES ÉTATS-UNIS NE PEUVENT PAS SE SOUSTRAIRE À LEURS OBLIGATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS PROHIBÉES EN CONCEVANT UNE MESURE AU TITRE DE LAQUELLE DES DROITS SONT OSTENSIBLEMENT OFFERTS DANS DES CIRCONSTANCES MULTIPLES

67. De l'avis de l'Australie, les États-Unis ne peuvent pas se soustraire à leurs obligations concernant les subventions prohibées au titre de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Accord SMC* en concevant une mesure au titre de laquelle des droits sont ostensiblement offerts dans des circonstances multiples. Comme l'Organe d'appel a conclu dans l'affaire *États-Unis – FSC (21:5)*:

> Notre conclusion selon laquelle la mesure ETI prévoit l'octroi de subventions qui sont subordonnées aux exportations dans la première série de circonstances n'est pas affectée par le fait que la subvention peut également être obtenue dans la deuxième série de circonstances. Le fait que les subventions accordées dans la deuxième série de circonstances *pourraient* ne pas être subordonnées aux exportations n'élimine pas la subordination aux exportations se produisant dans la première série de circonstances.[42]

68. En outre, dans les circonstances de la présente affaire, l'issue serait manifestement inéquitable si un Membre de l'OMC était en mesure de se soustraire à ses obligations concernant les subventions prohibées au titre de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Accord SMC* en se fondant sur le fait qu'il y a une deuxième série de circonstances dans lesquelles une subvention peut être versée, alors que la deuxième série de circonstances est elle-même une subvention prohibée.

69. L'Australie estime qu'au moyen des versements au titre du programme "Step 2", prescrits par l'article 1207 a) 1) de la Loi FSRI, les États-Unis versent: 1) des subventions à l'exportation, ce qui est contraire à leurs obligations au titre des articles 3:3 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*; et 2) des subventions liées à l'apport local, ce qui est contraire à leurs obligations au titre de l'article 3.1 b) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

V. CONCLUSION

70. Le présent différend soulève des questions fondamentales concernant l'objet et le but de l'*Accord sur l'agriculture* ainsi que l'équilibre des droits et obligations acceptés par tous les Membres dans le cadre de l'*Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce.* L'issue du présent différend déterminera si, en fait, les Membres ont accepté des obligations véritables en ce qui concerne les mesures de soutien interne au titre de l'*Accord sur l'agriculture*.

---

[41] Première communication du Brésil, paragraphe 341.

[42] *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS108/AB/RW, paragraphe 119.

71. De l'avis de l'Australie, le Brésil a fourni des éléments de preuve *prima facie* indiquant que les États-Unis n'ont pas agi d'une manière compatible avec leurs obligations au titre de l'*Accord sur l'agriculture* en ce qui concerne les mesures de soutien interne et les subventions à l'exportation accordées pour le coton upland. En outre, l'Australie estime que les versements au titre du programme "Step 2" pour les utilisateurs nationaux et les exportateurs de coton upland sont manifestement des subventions prohibées par l'*Accord SMC* et elle souscrit à la demande du Brésil visant à ce que ces subventions soient retirées sans retard.

ANNEXE B-5

COMMUNICATION DU BÉNIN EN TANT QUE TIERCE PARTIE

15 juillet 2003

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION 60

II. LE BÉNIN ET LES SUBVENTIONS DES ÉTATS-UNIS EN FAVEUR DU COTON 61

III. LES QUESTIONS JURIDIQUES DE L'OMC 64

IV. CONCLUSIONS 66

I. INTRODUCTION

1. La question faisant l'objet du présent différend est de la plus haute importance pour le Bénin, l'Afrique de l'Ouest et de nombreux pays en développement: il s'agit de savoir si les Membres de l'OMC doivent respecter les disciplines convenues pour l'octroi de subventions agricoles.

2. Le droit d'accorder des subventions agricoles n'est en aucun cas un droit absolu. Au cours du Cycle d'Uruguay, les rédacteurs de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'Accord SMC ont fixé un certain nombre de conditions préalables à l'octroi de subventions compatibles avec les règles de l'OMC. Ces conditions préalables, y compris celles qui sont consignées à l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* - que l'on appelle la "clause de paix" -, faisaient partie de l'équilibre global des droits et des obligations accepté par les États-Unis et les autres participants à la fin du Cycle.

3. Lorsqu'il a accédé à l'OMC en 1996, le Bénin a accepté l'ensemble des accords issus du Cycle d'Uruguay. Ce faisant, il comptait que les subventions accordées par ses partenaires commerciaux, y compris les États-Unis, respecteraient les paramètres convenus.

4. Toutefois, enfreignant leurs obligations dans le cadre de l'OMC, les États-Unis ont accordé d'énormes subventions à la production, à l'utilisation et à l'exportation de leur coton. Ces subventions incompatibles avec les règles de l'OMC ont été extrêmement néfastes pour le Bénin.

5. Le Bénin soutient les positions prises par le Brésil dans le présent différend, en particulier celles qui sont exposées dans la première communication du Brésil du 24 juin. Il est heureux de pouvoir faire part de ses vues au Groupe spécial, qui seront présentées en deux parties:

a) le Bénin et les subventions des États-Unis en faveur du coton; cette partie offre un contexte additionnel approprié pour les questions qui se posent au Groupe spécial; et

b) les questions juridiques de l'OMC.

II. LE BÉNIN ET LES SUBVENTIONS DES ÉTATS-UNIS EN FAVEUR DU COTON

6. Le Bénin est un des pays les moins avancés, avec un PNB par habitant de 380 dollars EU. Sur les 175 pays classés en fonction de l'indicateur de développement humain pour 2003 du Programme des Nations Unies pour le développement, le Bénin vient au 159ème rang.[1]

7. Le coton joue un rôle essentiel dans le développement du Bénin. Il est la plus importante culture de rapport pour l'économie nationale. Il représente 90 pour cent des exportations de produits agricoles et a assuré environ 75 pour cent des recettes d'exportation du pays au cours des quatre dernières années. Le Bénin est le 12ème plus grand exportateur de coton du monde.

8. Le coton génère 25 pour cent des recettes du pays. Un tiers de l'ensemble des ménages au Bénin dépend de la culture du coton et un cinquième des salariés est employé dans le secteur du coton. D'une manière générale, environ 1 million de personnes – sur une population de 6 millions d'habitants – sont tributaires du coton ou des activités liées au coton.

9. Le secteur du coton au Bénin, qui est le fait principalement des régions rurales, a connu de grandes difficultés. Comme le Fonds monétaire international l'a relevé dans un rapport publié au début de cette année, "la pauvreté prévaut dans les régions cotonnières".[2] Les cultivateurs de coton se trouvent dans le nord du pays, une région très aride où les possibilités de diversification agricole sont peu nombreuses et où les occasions de trouver un emploi non agricole sont rares.[3]

10. Malgré ces problèmes de pauvreté persistante, le secteur du coton au Bénin et la région restent très concurrentiels par rapport aux normes mondiales. Le coût de production du coton en Afrique de l'Ouest est inférieur de 50 pour cent aux coûts comparables des États-Unis.[4]

11. Comme il était dit dans un récent rapport, "l'Afrique de l'Ouest est l'une des régions cotonnières les plus efficaces du monde. D'après les estimations du FMI, ce secteur peut opérer de manière rentable avec un cours mondial avoisinant les 50 cents la livre. Rares sont les producteurs aux États-Unis qui pourraient soutenir la concurrence à ce prix. De fait, d'après les estimations du Département de l'agriculture des États-Unis, les coûts de production moyens s'élèvent à 75 cents la livre".[5]

12. De plus, le secteur a également subi d'importantes réformes structurelles au cours des dernières années pour accroître son efficacité. Comme l'a indiqué le FMI, "le Bénin a renoncé au monopole intégré qui caractérisait l'organisation de la production du coton et de la commercialisation du coton-graine dans l'ouest et le centre de l'Afrique. Le processus de réforme qu'il a engagé compte parmi les plus avancés dans la région".[6]

---

[1] *Rapport mondial sur le développement humain 2003*, Programme des Nations Unies pour le développement, http://www.undp.org/hrd2003/francais.

[2] D'après le FMI, "la zone cotonnière au centre du Bénin (le Zou et le Borgou) est l'une des plus touchées par la pauvreté, alors que la misère (mesurée par l'indicateur de l'écart de pauvreté) sévit au nord (région cotonnière dans le nord du Borgou). Fonds monétaire international, Country Report No. 03/120. *Benin: Fourth Review Under the Poverty Reduction and Growth Facility – Staff Report.* Avril 2003. Page 28.

[3] *Impact of Global Cotton Markets on Rural Poverty in Benin*. Nicholas Minot et Lisa Daniels. Institut international de recherches sur les politiques alimentaires, Washington, D.C. Novembre 2002. Page 19.

[4] Voir Louis Goreux, "*Préjudices causés par les subventions aux filières cotonnières de l'AOC*". Mars 2003. Cité dans le document TN/AG/GEN/4, 16 mai 2003.

[5] *Northern Agricultural Policies and World Poverty: Will the Doha "Development Round" Make a Difference?* Kevin Watkins, Directeur de recherche, Oxfam Grande-Bretagne. Document présenté à la Conférence annuelle de la Banque mondiale sur l'économie de développement. 15-16 mai 2003. Page 65.

[6] IMF Country Report, *op. cit.*, page 23.

13. Malheureusement, les avantages de ces réformes ont été complètement neutralisés par les subventions massives des États-Unis. Comme l'a relevé le Brésil dans sa première communication, le montant total des subventions en faveur du coton upland s'est élevé à 12,9 milliards de dollars EU au cours des campagnes de commercialisation 1999-02.[7] D'après les estimations du Comité consultatif international du coton, les subventions des États-Unis équivalent à 24 cents par livre de coton produit.[8]

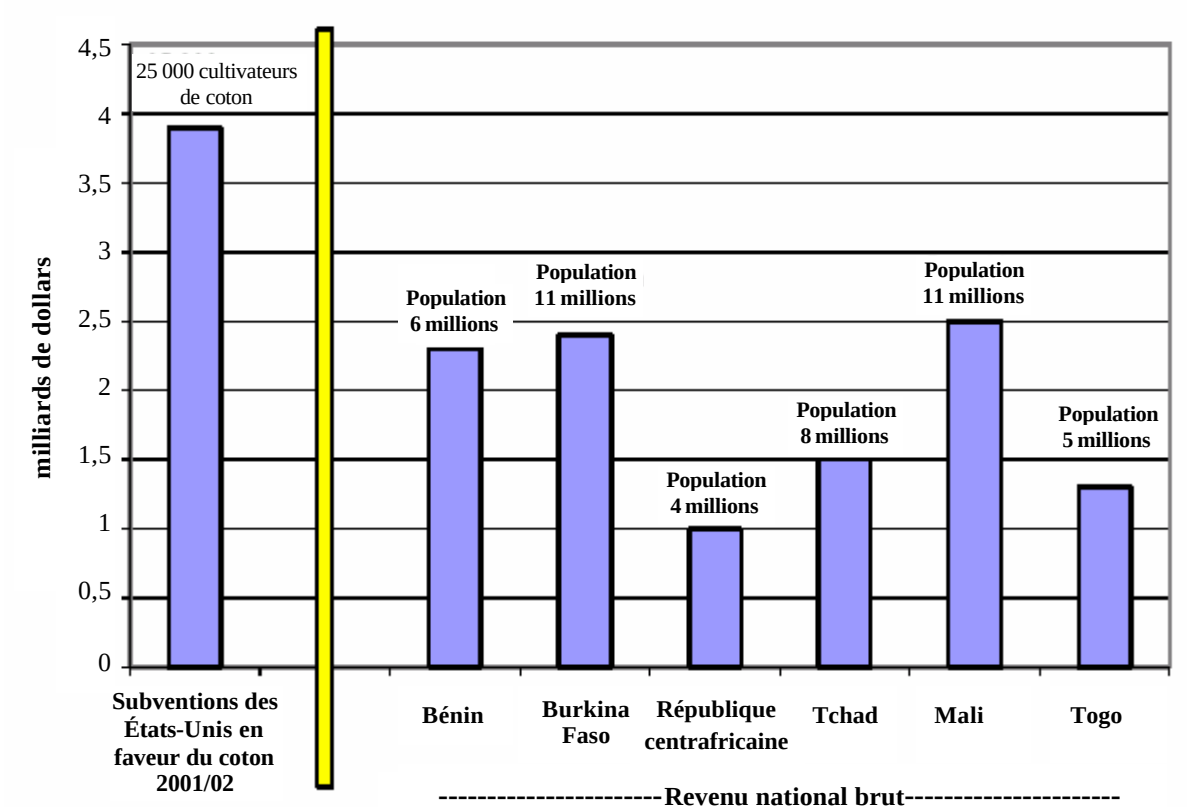
14. Des subventions de cette ampleur ont fait brutalement augmenter l'offre sur le marché mondial, provoquant ainsi l'effondrement des cours mondiaux du coton. De janvier 2001 à mai 2002, ces cours ont chuté de presque 40 pour cent, tombant de 64 cents à environ 39 cents par livre, niveau le plus bas depuis les années 30. Bien que les cours aient augmenté depuis l'année dernière, le marché mondial du coton se caractérise toujours par une offre excédentaire en raison des subventions des États-Unis. Cela a des conséquences extrêmement graves pour le Bénin et les autres pays d'Afrique de l'Ouest.

15. Le Bénin est extrêmement vulnérable face aux variations du cours mondial de cette culture de rapport. D'après les estimations de l'Institut international de recherches sur les politiques alimentaires, une baisse de 40 pour cent des prix à la production du coton entraîne une augmentation de la pauvreté en milieu rural au Bénin de 8 pour cent à court terme et de 6 à 7 pour cent à long terme. Une augmentation de 8 pour cent revient à faire passer 334 000 personnes supplémentaires en dessous du seuil de pauvreté.[9] Cela a, à son tour, occasionné une détérioration des conditions sociales dans de nombreuses communautés rurales, y compris les conditions relatives au logement, à l'école, à la santé, à l'alimentation et à d'autres besoins fondamentaux.

16. L'extraordinaire ampleur des subventions des États-Unis en faveur du coton et l'impossibilité dans laquelle se trouve le Bénin de rivaliser avec de pareilles sommes sont bien illustrées dans le tableau ci-dessous.[10] Comme il est indiqué dans ce tableau, les subventions versées par les États-Unis à 25 000 exploitants cotonniers nationaux dépassent le revenu national brut du Bénin. Ces subventions dépassent également le revenu national brut du Burkina Faso, de la République centrafricaine, du Tchad, du Mali et du Togo.

[7] Première communication du Brésil, paragraphe 3.
[8] Minot et Daniels, *op. cit.*, page 1.
[9] Minot et Daniels, *op cit.*, page 50.
[10] Tableau tiré de *Cultivating Poverty: The Impact of US Cotton Subsidies on Africa*. Oxfam Briefing Paper 30. 27 septembre 2002. Le Brésil a présenté le rapport complet d'Oxfam en tant que pièce n° 15 du Brésil.

Graphique 3: Subventions des États-Unis en faveur du coton et revenus nationaux bruts de certains pays d'Afrique de l'Ouest en 2000 (milliards de dollars)



Source: World Development Indicators. Banque mondiale, 2002, et Département de l'agriculture des États-Unis.

17. Ainsi, lorsque le coton du Bénin arrive sur les marchés mondiaux, il doit entrer en concurrence avec ce coton des États-Unis massivement subventionné.

18. D'après les estimations d'Oxfam, les subventions des États-Unis ont fait perdre au Bénin 33 millions de dollars EU de recettes en devises, ce qui équivaut à 9 pour cent des recettes d'exportation du pays.[11]

19. De fait, le choc causé par de telles subventions et l'effet sur les prix qui en résulte menacent l'existence même du secteur cotonnier au Bénin. Ils ont déclenché une véritable crise économique dans ce secteur et il est possible que le secteur cotonnier au Bénin disparaisse purement et simplement au cours de la campagne de commercialisation 2003/04. Cela aurait des effets catastrophiques tant sur l'économie nationale que sur la cohésion sociale du pays dans des régions où la production de coton prédomine. Cela fait également peser une grave menace sur les efforts déployés par le Bénin pour lutter contre la pauvreté dans des zones rurales économiquement précaires.

20. Après ces observations préliminaires formulées à titre de contexte additionnel, nous allons maintenant brièvement aborder certaines des questions juridiques soulevées dans la communication du Brésil.

[11] *Ibid.*, page 17.

III. LES QUESTIONS JURIDIQUES DE L'OMC

21. Le Bénin partage l'avis du Brésil selon lequel les États-Unis ne peuvent pas invoquer avec succès la clause de paix pour faire obstacle aux allégations faisant état d'une subvention pouvant donner lieu à une action qui ont été avancées dans le présent différend.

22. La clause de paix est un moyen de défense affirmatif. C'est aux États-Unis, et non au Brésil, qu'il incombe de démontrer que le soutien interne et les subventions à l'exportation des États-Unis sont conformes aux prescriptions de l'article 13.

23. Les moyens de défense affirmatifs, comme l'Organe d'appel l'a clairement indiqué dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, constituent "des exceptions limitées aux obligations découlant de certaines autres dispositions", non "des règles positives imposant des obligations en soi". De l'avis de l'Organe d'appel, "[i]l est tout simplement normal qu'il incombe d'établir ce moyen de défense à la partie qui s'en prévaut".

24. Le libellé de l'article 13 montre que les rédacteurs avaient clairement l'intention de faire en sorte qu'il incombe au Membre cherchant à invoquer la clause de paix de démontrer la pleine conformité avec toutes les conditions préalables énoncées dans cette disposition.

25. Outre les arguments avancés par le Brésil, le Bénin note que l'utilisation de la clause conditionnelle "à condition que" à l'article 13 b) ii) et iii) montre également que les rédacteurs avaient l'intention de déplacer la charge de la preuve pour qu'elle incombe au Membre cherchant à invoquer cette exception. Dans les deux alinéas, la portée de l'exemption des actions a été limitée par l'ajout de cette clause conditionnelle:

> "b) les mesures de soutien interne qui sont pleinement conformes aux dispositions de l'article 6 du présent accord, y compris les versements directs qui sont conformes aux prescriptions du paragraphe 5 dudit article, telles qu'elles apparaissent dans la Liste de chaque Membre, ainsi que le soutien interne dans les limites des niveaux *de minimis* et en conformité avec le paragraphe 2 de l'article 6:
>
> ii) seront exemptées des actions fondées sur le paragraphe 1 de l'article XVI du GATT de 1994 ou les articles 5 et 6 de l'Accord sur les subventions, <u>à condition que</u> ces mesures n'accordent pas un soutien pour un produit spécifique qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992; et
>
> iii) seront exemptées des actions fondées sur l'annulation ou la réduction, en situation de non-violation, des avantages des concessions tarifaires résultant pour un autre Membre de l'article II du GATT de 1994, au sens du paragraphe 1 b) de l'article XXIII du GATT de 1994, <u>à condition que</u> ces mesures n'accordent pas un soutien pour un produit spécifique qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992 ..." [non souligné dans l'original]

26. On trouve une clause conditionnelle semblable à l'article XVIII:11 du GATT concernant l'élimination des restrictions imposées à des fins de balance des paiements:

> "[L]a partie contractante en cause ... atténuera progressivement, au fur et à mesure que la situation s'améliorera, toute restriction appliquée en vertu de la présente section et ne la maintiendra que dans la mesure nécessaire, compte tenu des dispositions du

> paragraphe 9 du présent article; elle l'éliminera lorsque la situation ne justifiera plus son maintien; toutefois, aucune partie contractante ne sera tenue de supprimer ou de modifier des restrictions, motif pris que, si un changement était apporté à sa politique de développement, les restrictions qu'elle applique en vertu de la présente section cesseraient d'être nécessaires." [non souligné dans l'original]

27. En interprétant l'article XVIII:11 du GATT, l'Organe d'appel a clairement établi dans l'affaire *Restrictions quantitatives* que la charge de la preuve incombait de toute évidence à la partie défenderesse – en l'espèce, l'Inde – qui cherche à invoquer la clause conditionnelle:

> "La clause conditionnelle empêche un Membre qui conteste la compatibilité de restrictions appliquées à des fins de balance des paiements de faire valoir que ces restrictions ne seraient plus nécessaires si le pays en développement Membre qui les maintient apportait un changement à sa politique de développement. En fait, elle impose aux Membres de ne pas exiger d'un pays en développement Membre qui applique des restrictions à des fins de balance des paiements qu'il apporte un changement à sa politique de développement ...
>
> [N]ous n'excluons pas qu'il puisse y avoir des cas dans lesquels une assertion concernant la politique de développement soulève la question de la charge de la preuve. Dans l'hypothèse où la partie demanderesse aurait réussi à apporter un commencement de preuve d'incompatibilité avec l'article XVIII:11 et la note y relative, la partie défenderesse pourrait, dans ses moyens de défense, soit réfuter les éléments de preuve présentés à l'appui de l'allégation d'incompatibilité, soit invoquer la clause conditionnelle. Dans ce dernier cas, elle devrait démontrer que la partie demanderesse a manqué à son obligation de ne pas exiger de la partie défenderesse qu'elle apporte un changement à sa politique de développement. La charge de la preuve incomberait alors à la partie défenderesse. Nous estimons donc, comme le Groupe spécial, que la charge de la preuve incombe à l'Inde en ce qui concerne la clause conditionnelle."[12]

28. Bien que l'utilisation de la clause conditionnelle "à condition que" ne soit pas déterminante, elle constitue bien un élément textuel étayant fortement la thèse selon laquelle les rédacteurs de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*, comme les rédacteurs de l'article XVIII:11 du GATT ("toutefois"), avaient l'intention de déplacer la charge de la preuve pour qu'elle incombe à la partie qui cherche à invoquer la clause conditionnelle.

29. De fait, la situation telle qu'elle se présente dans le différend sur le coton est très semblable à celle que l'Organe d'appel a examinée dans l'affaire *Restrictions quantitatives*. Les États-Unis cherchent à invoquer la clause conditionnelle "à condition que" énoncée à l'article 13. Comme l'a dit l'Organe d'appel dans son raisonnement, "[l]a charge de la preuve incomberait alors à la partie défenderesse". En conséquence, comme ce fut le cas pour l'Inde dans l'affaire *Restrictions quantitatives*, la charge de la preuve incombe aux États-Unis en ce qui concerne la clause conditionnelle.

30. L'article 13, interprété globalement, étaye également la position selon laquelle il incombe aux États-Unis, s'ils cherchent à entrer dans le "refuge", de démontrer qu'ils ont rempli les conditions préalables nécessaires pour justifier leur entrée.

---

[12] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels*, WT/DS90/AB/R, paragraphes 134 et 136.

31. Par exemple, les textes introductifs des paragraphes a), b) et c) prévoient tous que les mesures ou les subventions doivent être "pleinement conformes" aux disciplines applicables. Les mesures de soutien interne ou les subventions à l'exportation qui ne sont pas "pleinement conformes" aux dispositions spécifiées ne peuvent pas bénéficier de la clause de paix. Puisque les États-Unis allèguent qu'ils se sont "pleinement conformés" aux dispositions pertinentes de l'*Accord sur l'agriculture*, de l'Accord SMC et du GATT de 1994, il leur appartient de fournir des éléments de preuve suffisants à l'appui de ce moyen de défense.

32. Ainsi, comme nous l'avons fait valoir plus haut, la charge de la preuve incombe aux États-Unis s'ils souhaitent invoquer avec succès le moyen de défense affirmatif de l'article 13.

33. Toutefois, même si la charge de la preuve incombait au Brésil – ce qui n'est pas le cas – ce dernier a amplement démontré dans sa première communication que les États-Unis accordaient un soutien interne et des subventions à l'exportation excédant largement le niveau des engagements pris dans le cadre de l'OMC.

34. Par exemple, comme le Brésil l'a démontré dans sa communication, le soutien interne autre que de la "catégorie verte" accordé par les États-Unis au coton upland au cours de la campagne de commercialisation 1992 s'élevait à 1 994,4 millions de dollars. En 2001, ce soutien interne était passé à 4 093 millions de dollars. En conséquence, le moyen de défense dont les États-Unis auraient pu disposer sous condition – s'ils s'étaient "pleinement conformés" aux prescriptions de l'article 13 – n'était pas disponible.

35. Le Brésil présente des éléments de preuve convaincants sur l'incompatibilité avec les règles de l'OMC de toutes les mesures des États-Unis incriminées, englobant à la fois les versements au titre du soutien interne et les versements à l'exportation. Le Bénin partage l'avis du Brésil selon lequel les mesures des États-Unis constituent une violation de l'*Accord sur l'agriculture*, de l'Accord SMC et du GATT de 1994.

36. Les États-Unis, dans leur communication du 11 juillet, n'ont rien fait pour réfuter la présomption d'incompatibilité avec les règles de l'OMC établie par le Brésil.

IV. CONCLUSIONS

37. Comme il est indiqué plus haut, les subventions des États-Unis en faveur du coton dépassent le PNB du Bénin. Peu d'options s'offrent à ce dernier pour répondre à des subventions d'une telle ampleur. Les effets sur l'économie du pays ont été dévastateurs.

38. Le Bénin ne cherche pas à obtenir un traitement spécial et différencié dans le cadre du présent différend. Il demande simplement au Groupe spécial de faire en sorte que les dispositions pertinentes des Accords de l'OMC, y compris l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*, soient interprétées et appliquées telles qu'elles ont été négociées. Les États-Unis doivent respecter les disciplines convenues par eux et les autres Membres de l'OMC à la fin du Cycle d'Uruguay.

39. Le Bénin remercie le Groupe spécial de lui avoir donné la possibilité d'exposer ses vues dans ce différend extrêmement important. Il note que des communications complémentaires sont prévues et se réserve le droit de présenter des vues additionnelles au Groupe spécial ultérieurement (y compris en réponse à la première communication écrite des États-Unis datée du 11 juillet), selon qu'il sera nécessaire et approprié.

ANNEXE B-6

COMMUNICATION DU CANADA EN TANT QUE TIERCE PARTIE

15 juillet 2003

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 68

II. ALLÉGATIONS CONCERNANT LES MESURES DE SOUTIEN INTERNE À L'AGRICULTURE DES ÉTATS-UNIS 68

A. LES VERSEMENTS PFC ET LES VERSEMENTS DIRECTS NE REMPLISSENT PAS LES CONDITIONS REQUISES POUR CONSTITUER UN SOUTIEN DU REVENU DÉCOUPLÉ EXEMPTÉ AU TITRE DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE* 69

1. Le soutien du revenu découplé au sens de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* est exempté d'une action au titre de l'*Accord SMC* et du *GATT de 1994* 69

2. Le soutien du revenu découplé ne doit pas être lié au type du produit qui a été produit au cours d'une année suivant la période de base 71

3. Les versements PFC et les versements directs ne sont pas conformes à l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* parce que leur montant est lié au type du produit qui est produit après la période de base 72

III. ALLÉGATIONS CONCERNANT LES PROGRAMMES DE GARANTIE DU CRÉDIT À L'EXPORTATION DES ÉTATS-UNIS 73

A. LES GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION PEUVENT ACCORDER DES "SUBVENTIONS À L'EXPORTATION" AU SENS DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE* 74

B. LES GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION DES ÉTATS-UNIS PEUVENT ACCORDER DES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION AU SENS DE L'ARTICLE 1 E) DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE* ET DE L'ARTICLE 3.1 A) DE L'*ACCORD SMC* 76

IV. CONCLUSION 80

I. INTRODUCTION

1. Le Canada a un intérêt systémique dans l'interprétation correcte de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*, ainsi que des dispositions relatives aux subventions à l'exportation tant de l'*Accord sur l'agriculture* que de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (*Accord SMC*).

2. Dans sa première communication écrite, le Brésil a présenté un certain nombre d'allégations. Les observations du Canada portent sur les allégations du Brésil concernant les points de savoir:

IX. si les versements des États-Unis au titre de contrats de flexibilité de la production (versements PFC) effectués en application de la Loi fédérale de 1996 sur l'amélioration et la réforme de l'agriculture et les versements directs des États-Unis effectués en application de la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural (Loi FSRI) satisfont aux critères spécifiques, suivant les politiques, concernant le soutien du revenu découplé qui sont énoncés à l'Annexe 2, paragraphe 6 b) de l'*Accord sur l'agriculture*; et

X. si les programmes GSM-102, GSM-103 et le programme de garantie du crédit à l'exportation SCG accordent des subventions à l'exportation en violation des articles 8 et 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*.

II. ALLÉGATIONS CONCERNANT LES MESURES DE SOUTIEN INTERNE À L'AGRICULTURE DES ÉTATS-UNIS

3. Parmi les allégations formulées par le Brésil à l'encontre des États-Unis dans le présent différend, certaines portent sur la conformité des subventions intérieures des États-Unis avec les obligations résultant pour ce pays de la Partie III de l'*Accord SMC* et de l'article XVI de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (*GATT de 1994*).

4. Le 20 juin 2003, le Groupe spécial a établi, à titre préliminaire, qu'il différerait l'examen des allégations présentées par le Brésil au titre de la Partie III de l'*Accord SMC* et de l'article XVI du *GATT de 1994* jusqu'à ce qu'il ait exprimé ses vues sur la question de savoir si les mesures des États-Unis satisfont aux conditions énoncées à l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* (appelé "clause de paix"). En conséquence, le Brésil fait valoir dans sa première communication écrite que les versements PFC et les versements directs (mesures des États-Unis impliquant des versements directs aux producteurs agricoles nationaux) ne sont pas exemptés d'une action au titre de la clause de paix parce qu'ils ne sont pas pleinement conformes aux critères prévus à l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*.[1] Les États-Unis font valoir en réponse que les versements PFC ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial parce qu'ils n'étaient plus en vigueur au moment où les demandes de consultations ou d'établissement d'un groupe spécial ont été présentées.[2] S'agissant des versements directs, les États-Unis font valoir que ces mesures sont exemptées d'une action parce qu'elles sont pleinement conformes aux dispositions de l'Annexe 2 et sont donc visées par l'article 13 a) ii) de l'*Accord sur l'agriculture*.[3]

5. Dans la présente communication, le Canada fait part de ses vues concernant la conformité des versements PFC et des versements directs avec les critères énoncés à l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

---

[1] Première communication écrite du Brésil, 24 juin 2003, paragraphes 153 et 173 [ci-après dénommée "Première communication écrite des États-Unis"].

[2] Première communication écrite des États-Unis, 11 juillet 2003, paragraphes 190 et 207 à 211 [ci-après dénommée "Première communication écrite des États-Unis"].

[3] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 64 à 68.

A. LES VERSEMENTS PFC ET LES VERSEMENTS DIRECTS NE REMPLISSENT PAS LES CONDITIONS REQUISES POUR CONSTITUER UN SOUTIEN DU REVENU DÉCOUPLÉ EXEMPTÉ AU TITRE DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE*

6. Le Canada estime que les versements PFC et les versements directs ne sont pas pleinement conformes aux dispositions du paragraphe 6 b) de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* pour les raisons exposées ci-après.

1. Le soutien du revenu découplé au sens de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* est exempté d'une action au titre de l'*Accord SMC* et du *GATT de 1994*

7. L'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* est pertinente pour les affaires au titre de l'*Accord SMC* et du *GATT de 1994* relatives à des subventions pouvant donner lieu à une action parce que l'*Accord sur l'agriculture* prévoit certaines exemptions conditionnelles. Dans la présente section, le Canada expose les rapports qui existent entre ces trois accords à cet égard.

8. Une action au titre de la Partie III de l'*Accord SMC* et de l'article XVI du *GATT de 1994* nécessite une détermination de l'existence d'une "subvention".[4] L'article 1.1 de l'*Accord SMC* énonce la définition d'une subvention:

> **1.1 Aux fins du présent accord, une subvention sera réputée exister:**
>
> a) 1) s'il y a une contribution financière des pouvoirs publics ou de tout organisme public du ressort territorial d'un Membre ...
>
> ou
>
> a) 2) s'il y a une forme quelconque de soutien des revenus ou des prix au sens de l'article XVI du GATT de 1994;
>
> et
>
> b) si un avantage est ainsi conféré.

9. L'article 1.2 prévoit qu'une subvention peut donner lieu à une action au titre de la Partie III de l'Accord s'il s'agit d'une subvention "spécifique" au regard des dispositions de l'article 2.

10. L'article 5 ouvre la Partie III de l'*Accord SMC* sur les subventions pouvant donner lieu à une action en prévoyant qu'"[a]ucun Membre ne devrait causer, en recourant à l'une quelconque des subventions visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article premier, d'effets défavorables pour les intérêts d'autres Membres...". Les articles 5 et 6 décrivent les "effets défavorables" et établissent la base permettant de déterminer si de tels effets existent. L'article 7 indique les voies de recours disponibles

---

[4] Voir *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, rapport de l'Organe d'appel WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000, paragraphe 93 [ci-après rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*]:

> L'article 1.1 énonce la définition générale du terme "subvention", qui s'applique "aux fins du présent accord". Par conséquent, cette définition s'applique chaque fois que le terme "subvention" apparaît dans l'*Accord SMC* et conditionne l'application des dispositions de cet accord concernant les subventions *prohibées* dans la Partie II, les subventions *pouvant donner lieu à une action* dans la Partie III, les subventions *ne donnant pas lieu à une action* dans la Partie IV et les mesures compensatoires dans la Partie V [italique dans l'original].

lorsque des effets défavorables existent effectivement. Toutes ces dispositions sont assujetties à l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*.[5]

11. L'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* exempte sous condition les mesures de soutien interne des plaintes à l'encontre de subventions pouvant donner lieu à une action. Les parties pertinentes de l'article 13 disposent ce qui suit:

> Pendant la période de mise en œuvre, nonobstant les dispositions du *GATT de 1994* et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (dénommé dans le présent article l'"*Accord sur les subventions*"):
>
> a) les mesures de soutien interne qui sont pleinement conformes aux dispositions de l'Annexe 2 du présent accord:
>
> ...
>
> ii) seront exemptées des actions fondées sur l'article XVI du *GATT de 1994* et la Partie III de l'*Accord sur les subventions*;
>
> ...
>
> b) les mesures de soutien interne qui sont pleinement conformes aux dispositions de l'article 6 du présent accord, y compris les versements directs qui sont conformes aux prescriptions du paragraphe 5 dudit article, telles qu'elles apparaissent dans la Liste de chaque Membre, ainsi que le soutien interne dans les limites des niveaux *de minimis* et en conformité avec le paragraphe 2 de l'article 6:
>
> ...
>
> ii) seront exemptées des actions fondées sur le paragraphe 1 de l'article XVI du *GATT de 1994* ou les articles 5 et 6 de l'*Accord sur les subventions*, à condition que ces mesures n'accordent pas un soutien pour un produit spécifique qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992 ...

12. Ainsi, les subventions intérieures sont exemptées de l'application des dispositions de la Partie III de l'*Accord sur les subventions* et de l'article XVI du *GATT de 1994* si elles sont conformes à l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*. Les subventions intérieures qui ne sont pas conformes à l'Annexe 2 sont exemptées si ces mesures n'accordent pas un soutien pour un produit spécifique qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992.

---

[5] L'article 5 finit comme suit: "Le présent article ne s'applique pas aux subventions maintenues pour les produits agricoles ainsi qu'il est prévu à l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture." L'article 6.9 contient un libellé identique. L'article 7.1 commence comme suit: "Exception faite de ce qui est prévu à l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture, ...".

En ce qui concerne les actions au titre de l'article XVI du *GATT de 1994*, outre les dispositions de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*, l'article 21:1 indique: "Les dispositions du GATT de 1994 ... seront applicables sous réserve des dispositions du présent accord."

2. Le soutien du revenu découplé ne doit pas être lié au type du produit qui a été produit au cours d'une année suivant la période de base

13. Pour déterminer si une mesure est exemptée au titre de l'article 13 a) de l'*Accord sur l'agriculture*, il faut l'évaluer au regard des critères énoncés à l'Annexe 2. Le Canada indique les dispositions pertinentes de l'Annexe 2.

14. L'Annexe 2 est, pour les subventions intérieures, la base de l'exemption conditionnelle, au titre de l'article 13 a) de l'*Accord sur l'agriculture*, de l'application de la Partie III de l'*Accord SMC* et de l'article XVI du *GATT de 1994*. L'Annexe 2 exempte également sous condition (et principalement) les mesures de soutien interne des engagements de réduction, conformément aux exceptions prévues aux articles 3:2, 6 et 7 de l'Accord. Le paragraphe 1 de l'Annexe 2 est libellé comme suit:

> 1. Les mesures de soutien interne qu'il est demandé d'exempter des engagements de réduction répondront à une prescription fondamentale, à savoir que leurs effets de distorsion sur les échanges ou leurs effets sur la production doivent être nuls ou, au plus, minimes. En conséquence, toutes les mesures qu'il est demandé d'exempter devront être conformes aux critères de base suivants:
>
> a) le soutien en question sera fourni dans le cadre d'un programme public financé par des fonds publics (y compris les recettes publiques sacrifiées) n'impliquant pas de transferts de la part des consommateurs; et
>
> b) le soutien en question n'aura pas pour effet d'apporter un soutien des prix aux producteurs;
>
> ainsi qu'aux critères et conditions spécifiques indiqués ci-dessous, suivant les politiques.

15. Les critères spécifiques suivant les politiques s'appliquent à chacune des mesures ci-après: services de caractère général (paragraphe 2); détention de stocks publics (paragraphe 3); aide alimentaire intérieure (paragraphe 4); et versements directs aux producteurs (paragraphes 5 à 13).

16. Le paragraphe 5 de l'Annexe 2 prévoit que les versements directs aux producteurs sont exemptés uniquement s'ils sont conformes aux critères de base énoncés au paragraphe 1 de l'Annexe 2 et aux "critères spécifiques s'appliquant à divers types de versements directs, qui sont énoncés aux paragraphes 6 à 13 ...". Il prévoit par ailleurs que pour être exemptée, toute mesure qui ne constitue *pas* un type de versement direct visé aux paragraphes 6 à 13 doit être conforme aux critères énoncés aux alinéas b) à e) du paragraphe 6, ainsi qu'aux critères de base énumérés au paragraphe 1.

17. Le paragraphe 6 de l'Annexe 2 est libellé comme suit:

> 6. Soutien du revenu découplé
>
> a) Le droit à bénéficier de versements à ce titre sera déterminé d'après des critères clairement définis, tels que le revenu, la qualité de producteur ou de propriétaire foncier, l'utilisation de facteurs ou le niveau de la production au cours d'une période de base définie et fixe.
>
> b) Pour une année donnée, le montant de ces versements ne sera pas fonction ni établi sur la base du type ou du volume de la production (y compris les têtes de bétail) réalisée par le producteur au cours d'une année suivant la période de base.

c) Pour une année donnée, le montant de ces versements ne sera pas fonction ni établi sur la base des prix, intérieurs ou internationaux, s'appliquant à une production réalisée au cours d'une année suivant la période de base.

d) Pour une année donnée, le montant de ces versements ne sera pas fonction ni établi sur la base des facteurs de production employés au cours d'une année suivant la période de base.

e) Il ne sera pas obligatoire de produire pour pouvoir bénéficier de ces versements.

18. Pour que les versements directs remplissent les conditions requises pour constituer un soutien du revenu découplé, le paragraphe 6 b) exige que le montant de ces versements ne soit pas "fonction ni établi sur la base du type ... de la production ... réalisée par le producteur au cours d'une année suivant la période de base". Le sens ordinaire de "production" est "something which is produced by an action, process, etc.; a product"[6] ("ce qui est produit par une action, un procédé, etc.; un produit"). Rien dans le contexte ni dans l'objet et le but de cet alinéa de l'Annexe 2 ou de l'*Accord sur l'agriculture* dans son ensemble n'altère ce sens ordinaire. En conséquence, conformément au paragraphe 6 b), le montant de ces versements ne doit pas être lié au type du produit qui est produit.

3. Les versements PFC et les versements directs ne sont pas conformes à l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* parce que leur montant est lié au type du produit qui est produit après la période de base

19. Selon l'évaluation du Canada, fondée sur les éléments de preuve et les arguments présentés dans les communications des parties au différend à ce stade de la procédure, le montant des versements PFC et des versements directs est établi sur la base du type du produit qui est produit après la période de base. Si le Groupe spécial acceptait les éléments de preuve présentés par le Brésil, il constaterait que les versements PFC et les versements directs sont incompatibles avec le paragraphe 6 b) de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

20. Le Brésil affirme que dans le cadre de la législation des États-Unis mettant en œuvre les versements PFC, le montant de ces versements "pourrait varier entre 100 pour cent des versements PFC si [un producteur] ne cultivait pas de fruits ni de légumes, et zéro pour cent dans les cas où ces produits prohibés étaient cultivés" ou faire l'objet d'"une baisse réduite et proportionnelle fondée sur la superficie et/ou la valeur des fruits ou légumes cultivés sur les superficies sous contrat PFC".[7] D'après le Brésil, la législation d'application des États-Unis prévoit également que "les versements PFC sont réduits pour chaque acre où du riz sauvage est produit".[8] S'agissant des versements directs, le Brésil fait valoir que dans le cadre de la législation d'application des États-Unis, la production courante de fruits, de légumes ou de riz sauvage a une incidence sur le montant des versements directs de la même manière que sur le montant des versements PFC.[9]

21. Les États-Unis décrivent les versements directs au titre de la Loi FSRI de 2002 comme étant des versements directs "aux personnes (exploitants et propriétaires terriens) disposant de superficies agricoles qui autrefois produisaient un produit d'une série donnée au cours de la période de base".[10] Ils allèguent que ces versements constituent un "soutien du revenu découplé" au sens de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* parce que: 1) ils sont accordés dans le cadre d'un programme public financé par des fonds publics n'impliquant pas de transferts de la part des consommateurs; 2) ils n'ont pas

---

[6] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 2367 [pièce n° 1 du Canada].
[7] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 160.
[8] *Ibid*., paragraphe 161.
[9] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 174.
[10] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 57.

pour effet d'apporter un soutien des prix aux producteurs; et 3) ils sont conformes aux cinq critères et conditions spécifiques suivant les politiques indiqués au paragraphe 6.[11] Les États-Unis allèguent en particulier que les versements directs sont "découplés de la production" parce que le montant de ces versements n'est pas établi sur la base du type de la production réalisée après la période de base, conformément au paragraphe 6 b). À cet égard, les États-Unis font valoir ce qui suit:

> Non seulement il n'y a aucune prescription voulant que le bénéficiaire d'un versement direct se consacre à une production d'un type ou d'un volume *particulier*, mais un bénéficiaire n'a pas besoin de se consacrer à une *quelconque* production agricole courante pour recevoir le versement direct.[12] [italique dans l'original]

22. Les États-Unis ne décrivent pas ni n'évaluent les versements PFC, étant donné qu'ils demandent au Groupe spécial de rendre une décision préliminaire selon laquelle ces versements ne relèvent pas de son mandat.[13]

23. D'après l'évaluation faite par le Canada des faits et des arguments présentés à ce jour dans la présente affaire, les États-Unis ont classé à tort les versements PFC dans la catégorie du soutien du revenu découplé[14] et les versements directs des États-Unis ne remplissent pas les conditions requises pour constituer un tel soutien.[15] Nulle part dans leur communication, les États-Unis ne traitent les éléments de preuve que sont la législation et les règlements d'application concernant l'une ou l'autre mesure. Leur argument selon lequel les bénéficiaires de versements directs ne sont pas tenus de se consacrer à une production d'un type ou d'un volume particulier (ni à aucune production agricole courante quelle qu'elle soit) pour recevoir des versements directs ne tient pas compte des éléments de preuve indiquant que le montant du versement peut varier selon que la superficie de base est utilisée pour la production courante de fruits, de légumes ou de riz sauvage. Pour les deux mesures, les éléments de preuve indiquent que le montant du versement est établi sur la base du type de production: les versements sont intégraux, nuls ou à un niveau intermédiaire dans les cas où la superficie de base est utilisée pour la production courante de fruits, de légumes ou de riz sauvage.

III. ALLÉGATIONS CONCERNANT LES PROGRAMMES DE GARANTIE DU CRÉDIT À L'EXPORTATION DES ÉTATS-UNIS

24. Le Brésil affirme que les programmes GSM-102, GSM-103 et SCG des États-Unis accordent des subventions à l'exportation pour le coton upland et d'autres produits agricoles, en violation des articles 8 et 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*.[16] D'après le Brésil, les États-Unis violent les articles 8 et 10:1 de *l'Accord sur l'agriculture* parce que ces programmes:

> XI. accordent des subventions à l'exportation relevant du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant à l'Annexe I de l'*Accord SMC*[17]; et
>
> XII. accordent des "subventions" qui sont "subordonnées aux résultats à l'exportation" au sens des articles 1.1 et 3.1 a) de cet Accord.[18]

---

[11] *Ibid*., paragraphes 64 à 68.
[12] *Ibid*., paragraphe 67.
[13] *Ibid*., paragraphe 211.
[14] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 153.
[15] *Ibid*., paragraphes 175 et 198.
[16] *Ibid*., paragraphe 304.
[17] *Ibid*., paragraphes 272 à 286.
[18] *Ibid*., paragraphes 287 à 294.

25. Par conséquent, fait valoir le Brésil, ces mesures ne sont pas pleinement conformes aux dispositions de la Partie V de l'*Accord sur l'agriculture*, et la clause de paix ne les exempte donc pas des actions fondées sur l'article 3 de l'*Accord SMC*.[19] Le Brésil fait également valoir que ces programmes accordent des subventions à l'exportation prohibées au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* et demande au Groupe spécial de recommander à l'ORD que les mesures soient retirées sans retard au titre de l'article 4.7.[20]

26. Les États-Unis font valoir en réponse que leurs programmes de garantie du crédit à l'exportation ne sont pas des subventions à l'exportation soumises à l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture* parce que l'article 10:2 permet que les pratiques en matière de garantie de crédit à l'exportation "se poursuivent, sans être affectées par les disciplines relatives aux subventions à l'exportation autrement négociées et reprises dans le texte de l'Accord".[21] Les États-Unis affirment que ces programmes n'accordent pas de subventions à l'exportation prohibées au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* parce que les garanties de crédit à l'exportation sont exclues des engagements en matière de subventions à l'exportation en vertu de l'article 10:2 de l'*Accord sur l'agriculture* et toute application de l'article 3 de l'*Accord SMC* est soumise aux dispositions de l'*Accord sur l'agriculture*.[22] Enfin, d'après les États-Unis, leurs mesures ne satisfont pas au critère énoncé au point j) de l'Annexe I de l'*Accord SMC* et ne constituent pas, pour cette seule raison, des subventions à l'exportation au sens de l'article 3.1 a).[23]

27. Les États-Unis demandent également au Groupe spécial de rendre une décision préliminaire selon laquelle les arguments du Brésil en rapport avec tous les produits autres que le coton upland ne sont pas soumis à bon droit au Groupe spécial, et limitent de ce fait leurs arguments au coton upland.[24]

28. Dans la présente communication, le Canada limite ses vues à la question de savoir si les États-Unis ont violé les articles 8 et 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture* en accordant des subventions à l'exportation sous la forme de garanties de crédit à l'exportation entraînant le contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation concernant le coton upland. Le Canada note que cet aspect de l'allégation du Brésil est à la fois indépendant et déterminant quant à l'applicabilité, dans le présent différend, de la clause de paix au titre de l'article 13 c) ii) de l'*Accord sur l'agriculture*. Autrement dit, une violation des articles 8 et 10:1 en l'espèce servirait elle-même de base à la fois à une recommandation de l'ORD visant à ce que les États-Unis mettent leurs mesures en conformité et à une action continue du Brésil au titre de l'article 3 de l'*Accord SMC*.

A. LES GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION PEUVENT ACCORDER DES "SUBVENTIONS À L'EXPORTATION" AU SENS DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE*

29. Au titre de l'*Accord SMC*, les subventions à l'exportation sont prohibées. Au titre de l'*Accord sur l'agriculture*, certaines subventions à l'exportation sont autorisées jusqu'à certaines limites. Les disciplines concernant les subventions à l'exportation énoncées dans l'*Accord SMC* sont applicables sous réserve des disciplines concernant les subventions à l'exportation énoncées dans l'*Accord sur l'agriculture*.[25] L'Organe d'appel a confirmé dans son premier rapport sur la mise en œuvre concernant l'affaire *Canada – Produits laitiers* que "la compatibilité avec les règles de l'OMC d'une subvention à l'exportation pour des produits agricoles [devait] être examinée, en premier lieu, au

[19] *Ibid*., paragraphe 306.
[20] *Ibid*., paragraphe 306.
[21] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 160.
[22] *Ibid*., paragraphe 167.
[23] *Ibid*., paragraphes 171 à 183.
[24] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 171 et 218.
[25] Voir l'article 3.1 de l'*Accord SMC* et les articles 13 c) ii) et 21:1 de l'*Accord sur l'agriculture*.

regard de l'*Accord sur l'agriculture*".[26] Le Canada reprend les dispositions pertinentes des deux Accords dans la présente section.

30. L'article 1 e) de l'*Accord sur l'agriculture* définit les "subventions à l'exportation" comme des "subventions subordonnées aux résultats à l'exportation, y compris les subventions à l'exportation énumérées à l'article 9 du présent accord". L'article 3:3 énonce l'obligation faite aux Membres de ne pas accorder de subventions à l'exportation énumérées à l'article 9 excédant les niveaux d'engagement spécifiés dans leur Liste:

> Sous réserve des dispositions des paragraphes 2 b) et 4 de l'article 9, un Membre n'accordera pas de subventions à l'exportation énumérées au paragraphe 1 de l'article 9 pour ce qui est des produits agricoles ou groupes de produits spécifiés dans la section II de la Partie IV de sa Liste excédant les niveaux d'engagement en matière de dépenses budgétaires et de quantités qui y sont spécifiés et n'accordera pas de telles subventions pour ce qui est de tout produit agricole non spécifié dans cette section de sa Liste.

31. L'article 8 de l'*Accord sur l'agriculture* confirme les obligations fondamentales des Membres en ce qui concerne l'octroi de subventions à l'exportation:

> Chaque Membre s'engage à ne pas octroyer de subventions à l'exportation si ce n'est en conformité avec le présent accord et avec les engagements qui sont spécifiés dans la Liste de ce Membre.

32. L'article 9 de l'*Accord sur l'agriculture* énumère et décrit certaines subventions à l'exportation qui font l'objet d'engagements de réduction. Toutes les autres subventions à l'exportation relèvent du champ d'application de l'article 10:1, qui est libellé comme suit:

> Les subventions à l'exportation qui ne sont pas énumérées au paragraphe 1 de l'article 9 ne seront pas appliquées d'une manière qui entraîne, ou menace d'entraîner, un contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation; il ne sera pas non plus recouru à des transactions non commerciales pour contourner ces engagements.

33. L'*Accord sur l'agriculture* ne définit pas le terme "subvention" dans la définition de l'expression "subventions à l'exportation" qu'il donne à l'article 1 e). L'Organe d'appel s'est servi de la définition d'une "subvention" donnée à l'article 1.1 de l'*Accord SMC* comme contexte pour le terme "subvention" figurant à l'article 1 e) de l'*Accord sur l'agriculture* aussi bien dans son rapport initial concernant l'affaire *Canada – Produits laitiers* que dans son rapport initial et son rapport sur la mise en œuvre concernant l'affaire *États-Unis – FSC*.[27] L'Organe d'appel a également considéré dans

---

[26] *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers: Recours des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS103/AB/RW, WT/DS113/AB/RW, adopté le 18 décembre 2001, paragraphes 123 et 124.

[27] Voir *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers*, rapport de l'Organe d'appel WT/DS103/AB/R, WT/DS113/R, adopté le 27 octobre 1999, paragraphe 87; *États-Unis – FSC*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 136 et 137; *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger": Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, rapport de l'Organe d'appel WT/DS108/AB/RW, adopté le 29 janvier 2002, paragraphe 194 [ci-après "*États-Unis – FSC", recours à l'article 21:5, rapport de l'Organe d'appel*"].

l'affaire *États-Unis – FSC* que les prescriptions de la "subordination aux résultats à l'exportation" énoncées dans l'*Accord sur l'agriculture* et dans l'*Accord SMC* étaient identiques.[28]

34. L'article 1:1 de l'*Accord SMC* donne la définition d'une subvention, dont la partie pertinente est libellée comme suit:

> 1.1 Aux fins du présent accord, une subvention sera réputée exister:
>
> a) 1) s'il y a une contribution financière des pouvoirs publics ou de tout organisme public du ressort territorial d'un Membre…, c'est-à-dire dans les cas où:
>
> i) une pratique des pouvoirs publics comporte ... des transferts directs potentiels de fonds ou de passif (par exemple, des garanties de prêt); ...
>
> et
>
> b) si un avantage est ainsi conféré.

35. L'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* décrit les subventions à l'exportation comme suit:

> 3.1 Exception faite de ce qui est prévu dans l'Accord sur l'agriculture, les subventions définies à l'article premier dont la liste suit seront prohibées:
>
> a) subventions subordonnées, en droit ou en fait, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, aux résultats à l'exportation, y compris celles qui sont énumérées à titre d'exemple dans l'Annexe I ...

36. L'Annexe I de l'*Accord SMC* inclut en particulier le point j), qui est libellé comme suit:

> Mise en place par les pouvoirs publics (ou par des organismes spécialisés contrôlés par eux) de programmes de garantie ou d'assurance du crédit à l'exportation, de programmes d'assurance ou de garantie contre la hausse du coût des produits exportés, ou de programmes contre les risques de change, à des taux de primes qui sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes.

37. Le Canada exprime ses vues uniquement sur les éléments clés des articles 1er et 3.1 a) de l'*Accord SMC* qui sont applicables aux fins de déterminer si les programmes des États-Unis accordent des "subventions à l'exportation" au sens de l'article 1 e) de l'*Accord sur l'agriculture*. Si tel est le cas, ces programmes sont alors soumis aux obligations des États-Unis au titre des articles 8 et 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*.

B. LES GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION DES ÉTATS-UNIS PEUVENT ACCORDER DES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION AU SENS DE L'ARTICLE 1 E) DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE* ET DE L'ARTICLE 3.1 A) DE L'*ACCORD SMC*

38. Sur la base des éléments de preuve et des arguments présentés par les parties au différend à ce stade de la procédure, le Canada estime que les programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis peuvent accorder des "subventions subordonnées aux résultats à l'exportation" au sens de

[28] *États-Unis – FSC*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 141 et 142; *États-Unis – FSC*, recours à l'article 21:5, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 192.

l'article 1 e) de l'*Accord sur l'agriculture* qui ne sont "pas énumérées au paragraphe 1 de l'article 9", conformément à l'article 10:1. Parce que les États-Unis n'ont pas pris d'engagements de réduction des subventions à l'exportation pour le coton upland, ils peuvent avoir violé l'article 10:1 en appliquant de telles subventions d'une manière qui entraîne un contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation. Les États-Unis peuvent donc également avoir violé l'article 8 en accordant des subventions à l'exportation "[autrement qu']en conformité avec le présent accord".

39. Les éléments de preuve fournis par le Brésil indiquent que les États-Unis ont dépassé le niveau des engagements de réduction des subventions à l'exportation en termes quantitatifs pour divers produits agricoles, y compris le coton upland.[29] En conséquence, si le Groupe spécial devait accepter ces éléments de preuve, il incomberait aux États-Unis d'établir qu'aucune subvention à l'exportation n'a été accordée pour la quantité exportée en question, conformément à l'article 10:3 de l'*Accord sur l'agriculture*.[30]

40. Les États-Unis ne peuvent pas nier que leurs garanties de crédit à l'exportation comportent une "contribution financière" sous la forme d'un "transfert direct potentiel de fonds" au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'*Accord SMC*. Les garanties de crédit à l'exportation sont des garanties de prêt. Les États-Unis ne peuvent pas non plus nier que les garanties à l'exportation sont subordonnées aux résultats à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord. Le Canada traite donc uniquement la prescription relative à l'"avantage" énoncée dans la définition d'une subvention figurant à l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC*.

41. La détermination de l'existence d'un "avantage" dans les transactions portant sur des produits agricoles est nécessairement factuelle. Toutefois, toute évaluation des faits dans le présent différend doit être réalisée dans un cadre juridique approprié. Le cadre applicable en l'espèce repose sur la jurisprudence bien établie de l'OMC.

42. Dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, le Groupe spécial a constaté ce qui suit:

> … une contribution financière ne confère un "benefit", c'est-à-dire un avantage, que si elle est fournie à des conditions plus avantageuses que celles que le bénéficiaire aurait trouvées sur le marché.[31]

43. L'Organe d'appel a confirmé cette constatation:

> Nous estimons ... que le terme "avantage", tel qu'il est utilisé à l'article 1.1 b), comporte une forme de comparaison. Il doit en être ainsi, car il ne peut pas y avoir "avantage" pour le bénéficiaire si, avec la "contribution financière", celui-ci n'est pas "mieux loti" qu'en l'absence de contribution. À notre avis, le marché constitue une bonne base de comparaison lorsqu'on détermine si un "avantage" a été "conféré", parce qu'on peut identifier la capacité d'une "contribution financière" de fausser les échanges en déterminant si le bénéficiaire a reçu une "contribution financière" à des conditions plus favorables que celles auxquelles il a accès sur le marché.[32]

---

[29] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 265 et 266.

[30] Voir *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers: Deuxième recours des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord*, rapport de l'Organe d'appel WT/DS103/AB/RW2, WT/DS113/AB/RW2, adopté le 17 janvier 2003, paragraphe 73.

[31] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, rapport du Groupe spécial WT/DS70/R, adopté le 20 août 1999, paragraphe 9.112.

[32] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, rapport de l'Organe d'appel WT/DS70/AB/R, adopté le 20 août 1999, paragraphe 157.

44. Sur la base de ce raisonnement, la question est de savoir s'il y a une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le crédit garanti au titre des programmes des États-Unis et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de cette garantie. L'avantage correspond à la différence entre ces deux montants, ajustée pour tenir compte des différences de commissions. Le contexte utile donné par l'article 14 c) de l'*Accord SMC* étaye un tel critère. L'article 14 c) est libellé comme suit:

> [U]ne garantie de prêt accordée par les pouvoirs publics ne sera pas considérée comme conférant un avantage, à moins qu'il n'y ait une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics. Dans ce cas, l'avantage correspondra à la différence entre ces deux montants, ajustée pour tenir compte des différences de commissions[.]

45. Dans l'affaire *Canada – Aéronefs II*, le Groupe spécial a établi un critère semblable concernant les garanties sur titres accordées par le biais d'une institution de financement publique provinciale canadienne appelée *Investissement Québec* (IQ).[33] Le Groupe spécial a tenu le raisonnement ci-après:

> Conformément aux constatations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, nous considérons que les garanties sur titres d'*IQ* conféreront un "avantage" dans la mesure où elles peuvent être obtenues par les clients de Bombardier à des conditions plus favorables que celles auxquelles ces clients de Bombardier pourraient obtenir des garanties sur titres comparables sur le marché. Nous notons que les parties semblent convenir que l'on peut appliquer ce critère en examinant les commissions perçues, le cas échéant, par *IQ* pour la fourniture de ses garanties sur titres. Nous convenons que le critère de l'"avantage" pourrait être appliqué de cette manière aux garanties sur titres d'*IQ*. Ainsi, dans la mesure où les commissions prélevées par *IQ* sont plus favorables que celles qui seraient perçues par les organismes de garantie ayant la cote de crédit du Québec sur le marché pour des transactions comparables, les garanties sur titres d'*IQ* peuvent être considérées comme conférant un "avantage".[34]

46. Le Groupe spécial a ensuite constaté ce qui suit:

> ... un "avantage" pourrait exister s'il y a une différence dans le coût de l'obtention de capitaux avec et sans la garantie sur titres d'*IQ*, dans la mesure où cette différence n'est pas couverte par les commissions perçues par *IQ* pour la fourniture de la garantie sur titres. Selon nous, on peut supposer sans risque d'erreur que cette différence de coût ne serait pas couverte par les commissions d'*IQ* s'il est établi que ces commissions ne sont pas fondées sur le marché.[35]

47. S'agissant des garanties de prêt d'IQ, le Groupe spécial a appliqué le même raisonnement:

> En examinant précisément ce que le Brésil doit montrer afin de démontrer l'existence d'un "avantage", nous relevons les constatations formulées par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Aéronefs*. Nous considérons donc que les

---

[33] *Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux*, rapport du Groupe spécial WT/DS222/R, adopté le 19 février 2002, paragraphe 7.397 [ci-après *Canada – Crédits à l'exportation*, rapport du Groupe spécial].

[34] *Canada – Crédits à l'exportation*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.344.

[35] *Canada – Crédits à l'exportation*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.345.

> garanties de prêt d'*IQ* confèreront un "avantage" dans la mesure où elles sont mises à la disposition des clients de Bombardier à des conditions plus favorables que celles auxquelles ces clients pourraient obtenir des garanties de prêt comparables sur le marché. En appliquant ce critère, nous sommes guidés par l'article 14 c) de l'Accord SMC, qui donne des indications contextuelles pour l'interprétation du terme "avantage" dans le contexte des garanties de prêt.
>
> (...)
>
> Selon nous, et compte tenu des indications contextuelles données à l'article 14 c), nous estimons qu'une garantie de prêt d'*IQ* conférera un "avantage" quand "il … y [a] une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par [*IQ*] et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie [d'*IQ*]. Dans ce cas, l'avantage correspondra à la différence entre ces deux montants, ajustée pour tenir compte des différences de commissions". En d'autres termes, il y aura un "avantage" quand l'économie que représente, pour un client de Bombardier, l'obtention d'un prêt garanti par *IQ* n'est pas compensée par les commissions perçues par *IQ*. Selon nous, on peut supposer sans risque d'erreur que cela sera le cas s'il est établi que les commissions d'*IQ* ne sont pas fondées sur le marché.[36]

48. Le même critère s'applique au présent différend.

49. Les États-Unis évitent de traiter la question du critère énoncé à l'article 1.1 b) et font simplement valoir que leurs programmes de garantie du crédit à l'exportation "ne sont pas contraires aux critères énoncés au point j)" de l'Annexe I de l'*Accord SMC* et que, en conséquence, "... ils ne constituent pas une subvention à l'exportation prohibée au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord sur les subventions".[37] Les États-Unis demandent au Groupe spécial d'interpréter le point j) *a contrario*, ce qui signifie que si leurs mesures sont conformes à la description des programmes donnée dans les dispositions mais ne sont pas conformes au critère requis pour être considérées comme une subvention en soi, ces mesures doivent être réputées ne pas conférer de subventions à l'exportation. Toutefois, le point j) ne crée pas un "refuge" pour les garanties de crédit à l'exportation dans lequel "des taux de primes ... sont [suffisants] pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion [du programme]". Au contraire, le point j) "expose les circonstances dans lesquelles l'octroi de garanties de prêt est en soi réputé être une subvention à l'exportation".[38] Il ne fait qu'énumérer à titre d'exemple des pratiques réputées en matière de subventions à l'exportation. Rien dans le contexte ni dans l'objet et le but de l'*Accord SMC* n'étaye l'interprétation des États-Unis.

50. La question de savoir si les taux de primes prévus dans le cadre des programmes des États-Unis sont suffisants au regard du point j) de l'Annexe I de l'*Accord SMC* est nécessairement factuelle. Toutefois, même si les programmes des États-Unis prélèvent des commissions suffisantes au regard du critère énoncé au point j), les États-Unis doivent néanmoins démontrer qu'aucune subvention à l'exportation n'a été accordée pour la quantité exportée en question, conformément à l'article 10:1 et 10:3 de l'*Accord sur l'agriculture*. En d'autres termes, les États-Unis doivent démontrer l'absence de subventionnement transaction par transaction, au titre des articles 1er et 3.1 a) de l'*Accord SMC*.

---

[36] *Canada – Crédits à l'exportation*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.397 et 7.398.
[37] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 183.
[38] *Canada – Crédits à l'exportation*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.395.

51. Les États-Unis font aussi longuement valoir que l'article 10:2 de l'*Accord sur l'agriculture* exempte les pratiques en matière de crédit à l'exportation des disciplines concernant les subventions énoncées dans l'Accord. Cet argument ne tient pas.

52. L'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture est libellé comme suit:

> Les Membres s'engagent à œuvrer à l'élaboration de disciplines convenues au niveau international pour régir l'octroi de crédits à l'exportation, de garanties de crédit à l'exportation ou de programmes d'assurance et, après accord sur ces disciplines, à n'offrir de crédits à l'exportation, de garanties de crédit à l'exportation ou de programmes d'assurance qu'en conformité avec lesdites disciplines.

53. L'article 10:2 fait référence à des "disciplines ... pour régir l'octroi de crédits à l'exportation, de garanties de crédit à l'exportation ou de programmes d'assurance" et non à des "disciplines pour régir l'octroi de *subventions à l'exportation sous la forme de* crédits à l'exportation, de garanties de crédit à l'exportation ou de programmes d'assurance". Cette disposition indique l'intention de la part des Membres d'entreprendre de nouveaux travaux concernant ces mesures – toutefois, le simple fait de convenir de le faire ne revient pas à permettre le recours à ces mesures pour accorder des subventions à l'exportation sans conséquence et sans limite. L'interprétation de l'article 10:2 donnée par les États-Unis ne tient pas compte du contexte important que fournit l'article 10:1. Elle est aussi en contradiction directe avec l'objet et le but déclarés de l'article 10 dans son ensemble: "Prévention du contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation".[39]

54. L'article10:2 de l'*Accord sur l'agriculture* n'exempte pas les États-Unis de leur obligation de démontrer, au titre de l'article 10:3, qu'aucune subvention à l'exportation n'a été accordée pour la quantité exportée en question dans le présent différend contrairement à ce qui est prévu à l'article 10:1. Pour satisfaire aux prescriptions de l'article 10:3, les États-Unis doivent démontrer l'absence de subventionnement au sens de l'article 1 e) de l'*Accord sur l'agriculture.* En fait, les États-Unis ne tiennent pas compte des articles 1 e) ou 10:1, ni d'aucune constatation antérieure de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel y relative.

IV. CONCLUSION

55. À ce stade de la procédure, le Canada est d'avis que si le Groupe spécial acceptait les éléments de preuve présentés par le Brésil dans sa première communication écrite, il constaterait que les versements PFC et les versements directs ne satisfont pas aux critères spécifiques suivant les politiques énoncés au paragraphe 6 b) de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*. Contrairement à ces prescriptions, il serait constaté que le montant de ces versements varie sur la base de la production courante de certains fruits, de certains légumes et de riz sauvage.

---

[39] Voir également "Crédits à l'exportation et facilités connexes", note d'information du Secrétariat, G/AG/NG/S/13, 26 juin 2000 [pièce n° 2 du Canada], paragraphe 44:

> [L]es seules règles et disciplines applicables à ce jour aux crédits à l'exportation de produits agricoles sont celles de l'Accord sur l'agriculture, mais uniquement dans la mesure où ces crédits constituent des subventions à l'exportation au sens dudit accord. Lorsque les exportations d'un produit agricole sont considérées comme subventionnées au moyen de crédits à l'exportation ou de facilités connexes, il est relativement simple de vérifier les quantités exportées bénéficiant de ces mesures pour déterminer la conformité avec les engagements de réduction des quantités exportées. Pour déterminer la conformité avec le niveau des engagements annuels en question, il est peut-être moins simple d'évaluer les dépenses budgétaires et le manque à gagner en se servant, par exemple, des primes établies en fonction du marché ou des taux d'intérêt de référence (on ne voit pas clairement quelle pourrait être la pertinence éventuelle des "équivalents subvention" des crédits à l'exportation à cet égard), mais cela ne pose pas forcément de problème.

56. S'agissant des programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis, de l'avis du Canada, si le Groupe spécial devait constater que ces programmes accordent des subventions à l'exportation au sens de l'article 1 e) de l'*Accord sur l'agriculture*, alors il constaterait également que les États-Unis ont violé les articles 8 et 10:1 tout au moins en ce qui concerne les exportations de coton upland.

ANNEXE B-7

COMMUNICATION DE LA CHINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

15 juillet 2003

TABLE DES MATIÈRES

Page

1. INTRODUCTION 83

2. ARGUMENTS 83

2.1 La charge de la preuve au titre de la clause de paix 83

2.2 Classement dans la bonne catégorie des versements directs des États-Unis au titre de la Loi FSRI de 2002 84

2.3 Traitement par le Groupe spécial des mesures dont il a été constaté dans des procédures antérieures qu'elles constituent une violation 86

3. CONCLUSION 89

1. INTRODUCTION

1. La Chine se félicite de cette occasion qui lui est donnée de présenter ses vues au Groupe spécial dans la présente procédure concernant divers soutiens internes et subventions à l'exportation accordés par les États-Unis pour la production, l'utilisation et l'exportation de coton upland des États-Unis.

2. Conformément à la décision du présent Groupe spécial en date du 20 juin 2003, la Chine axera sa communication sur

1) la charge de la preuve au titre de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* (la "clause de paix");

2) le classement des versements directs des États-Unis dans la bonne catégorie au titre de la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural ("FSRI"); et

3) le traitement d'une mesure non conforme par le présent Groupe spécial.

De l'avis de la Chine, ces trois questions, entre autres, demandent un examen et une analyse attentifs de la part du Groupe spécial.

2. ARGUMENTS

2.1 La charge de la preuve au titre de la clause de paix

3. La Chine est d'accord avec le Brésil sur le fait que "la clause de paix a le caractère d'un moyen de défense affirmatif et que la charge de prouver que le soutien interne et les subventions à l'exportation accordés par les États-Unis au coton upland sont accordés conformément aux prescriptions de la clause de paix incombe aux États-Unis et non au Brésil en tant que plaignant".[1]

4. La question de la charge de la preuve a été clairement réglée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses*.[2] L'Organe d'appel a déclaré qu'une partie plaignante qui établit une allégation au titre d'une règle positive, énonçant des obligations en soi, a d'abord la charge d'établir *prima facie* qu'il y a eu infraction aux obligations de la part du Membre défendeur, puis la charge de la preuve se déplace et il incombe au Membre défendeur de fournir des éléments de preuve suffisants pour réfuter la présomption.[3] Cependant, en ce qui concerne les règles prévoyant des "exceptions limitées aux obligations découlant de certaines autres dispositions du GATT de 1994", l'Organe d'appel est d'avis qu'elles "concernent, par définition, des moyens de défense affirmatifs et qu'il est donc tout simplement normal qu'il incombe d'établir ce moyen de défense à la partie qui s'en prévaut".[4]

5. Les parties au présent différend ne sont pas d'accord sur la nature de la clause de paix. Les États-Unis ne voient pas la clause de paix comme un moyen de défense affirmatif; ils font valoir que des passages de la clause de paix imposent des obligations positives. Ils citent l'article 13 a) i), 13 a) ii) et 13 b) ii) de la clause de paix pour prouver que si l'on incorpore des obligations au titre de

[1] Paragraphe 107, page 50, *première communication du Brésil*, 24 juin 2003.
[2] Section IV, rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses*, WT/DS33/AB/R.
[3] Pages 15 et 16, section IV, Charge de la preuve, rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses*, WT/DS33/AB/R.
[4] Page 18, section IV et texte de la note de bas de page 23, rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses*, WT/DS33/AB/R.

l'article 6 et de l'Annexe 2 dans le cadre de la prescription "sont pleinement conformes", la clause de paix contient des obligations positives pour les Membres.[5]

6. La Chine est d'un autre avis. Pris isolément, l'article 6 et l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* peuvent contenir des obligations positives pour les Membres. Cependant, lorsqu'ils font l'objet d'un renvoi dans le cadre de l'article 13 a) ii) et de l'article 13 b) ii) respectivement, ils sont soumis à la clause de paix et deviennent partie intégrante des conditions préalables à son application. Les composants génériques des dispositions pertinentes de la clause de paix[6] sont i) les mesures de soutien interne et les subventions à l'exportation; ii) qui sont pleinement conformes à l'Annexe 2 et/ou à l'article 6 de l'*Accord sur l'agriculture*; iii) sont exemptés des actions; iv) à condition que ...[7] L'idée maîtresse des dispositions pertinentes de la clause de paix est que des mesures sont exemptées de certaines actions. Pour bénéficier de cette exemption, une mesure, au titre du point i), doit d'abord satisfaire aux prescriptions énoncées aux points ii) et iv) ci-dessus. Dès lors que l'Annexe 2 ou l'article 6 interviennent dans la formule "sont pleinement conformes à" au titre du point ii) ci-dessus, cette prescription a la même valeur que l'autre prescription au titre du point iv) ci-dessus en tant que condition préalable pour qu'il y ait exemption.

7. La Chine pense que les États-Unis font erreur en ne faisant pas la distinction entre une "obligation" et une "condition". La prescription de la clause de paix qui exige la pleine conformité avec l'article 6 et l'Annexe 2 ne crée pas de nouvelles obligations, parce que les Membres doivent se conformer à l'article 6 et à l'Annexe 2 que l'article 13 existe ou pas. Dans le cadre de la clause de paix, ces prescriptions ne doivent pas normalement imposer d'obligations aux Membres, mais fixer les conditions préalables pour un Membre ayant l'intention d'invoquer la protection de la clause de paix. Les obligations positives de se conformer à l'article 6 et à l'Annexe 2 sont à chercher là où elles se trouvent, à savoir à l'article 6 et à l'Annexe 2, mais pas dans la clause de paix.

8. La Chine ne voit là aucune "absurdité", pour reprendre le terme employé par les États-Unis dans leur communication écrite.[8] Aucune "absurdité" de ce genre ne serait introduite dans le processus si, au cours de la première étape, la partie qui invoque la protection de la clause de paix pour ses mesures était tenue de prouver, comme il lui incombe de le faire, que ces mesures sont bien conformes aux conditions pertinentes de la clause de paix; si elle ne peut pas le prouver, les mesures perdraient la protection conférée par la clause de paix. Il y aura ensuite une deuxième étape au cours de laquelle la partie contestant les mesures établira son argumentation de fond, sans que la clause de paix intervienne.

9. La Chine espère que cette approche en deux étapes aidera à la fois le présent Groupe spécial et les parties à faire progresser la procédure vers une résolution du différend.

2.2 Classement dans la bonne catégorie des versements directs des États-Unis au titre de la Loi FSRI de 2002

10. Dans leur première communication écrite, les États-Unis font valoir que les versements directs au titre de la Loi FSRI sont pleinement conformes à l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*[9] et qu'ils relèvent par conséquent de la catégorie verte de par leur nature. Le Brésil fait valoir que le programme de versements directs est incompatible avec les paragraphes 1, 6 a) et b) de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* car:

---

[5] Paragraphes 43 et 45, *première communication écrite des États-Unis*, 11 juillet 2003.
[6] Article 13 b) ii), 13 b) iii) et 13 c) ii) de l'*Accord sur l'agriculture*.
[7] Il convient de noter que l'article 13 c) ii) de la clause de paix ne comporte pas de telles clauses conditionnelles.
[8] Paragraphe 36, *première communication écrite des États-Unis*, 11 juillet 2003.
[9] Paragraphes 54 à 68, *première communication écrite des États-Unis*, 11 juillet 2003.

1) il conditionne le type de production entrepris par le producteur[10];

2) il autorise l'actualisation des périodes de base[11]; et

3) il a des effets de distorsion sur la production et les échanges.[12]

11. Le paragraphe 6 a) de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* dispose que le droit de bénéficier de mesures de soutien sous forme de versements directs relevant de la catégorie verte "sera déterminé d'après des critères clairement définis" "au cours d'une période de base définie et fixe". L'expression "au cours de" exige qu'il y ait un lien entre les "critères" et la "période de base définie et fixe". En d'autres termes, pour donner la qualité de mesure sous forme de versements directs relevant de la catégorie verte au titre du paragraphe 6 a), un critère adopté par un Membre doit être lié, de façon chronologique, à une période de départ qui ne peut pas être avancée dans le temps.

12. Comme les États-Unis le reconnaissent, la superficie en production est un critère pour l'attribution des versements directs au titre de la Loi FSRI.[13] Cependant, au titre de la Loi FSRI la superficie en production aux fins des versements directs n'est pas liée à une période de base définie et fixe. Elle est progressivement avancée dans le temps.

13. Dans le cadre du programme de versements directs au titre de la Loi FSRI, la superficie donnant lieu à des versements, qui est un des facteurs pris en compte pour calculer le versement[14], représente 85 pour cent de la superficie de base d'une personne. La superficie de base, à son tour, est soit i) "la moyenne sur quatre années (1998-2001) de plantation de produits visés (y compris le coton upland)", ou ii) le total des superficies bénéficiant de contrats de flexibilité de la production au titre de la Loi fédérale de 1996 sur l'amélioration et la réforme de l'agriculture (Loi FAIR) et de la moyenne sur quatre années (1998-2001) de plantation d'oléagineux admissibles.[15] En ce qui concerne la méthode de calcul de la superficie de base au point i) ci-dessus, les États-Unis expliquent que les versements directs au titre de la Loi FSRI ont permis aux propriétaires fonciers de conserver la superficie de base pour les versements PFC et d'"ajouter la superficie d'oléagineux admissible de 1998-2001 ou simplement de déclarer la superficie de base pour tous les produits visés" (y compris le coton upland).[16] En ce qui concerne la méthode de calcul de la superficie de base au point ii) ci-dessus, les États-Unis expliquent que, bien qu'un propriétaire foncier puisse choisir d'utiliser simplement la superficie consacrée aux produits visés pendant la période 1998-2001 aux fins des versements directs, il n'a pas à le faire; la superficie de base peut rester ce qu'elle était au titre de la Loi FAIR de 1996, ce qui implique qu'un propriétaire foncier n'a pas besoin d'avoir produit du coton depuis la période 1993-1995 pour disposer d'une "superficie de base de coton". Les États-Unis concluent que "la superficie de base est définie par la Loi [FSRI] de 2002 et fixée pour toute la durée de la législation (c'est-à-dire à compter de la campagne de commercialisation 2002-2007)".[17] Une telle conclusion ne tient pas compte du fait que pendant le passage des versements PFC aux versements directs, le lien requis entre la superficie visée par les programmes en tant que critère et la période de départ "définie et fixe" est rompu. Le changement de législation de la Loi FAIR à la Loi FSRI et le remplacement des versements PFC par les versements directs ont été utilisés par les producteurs pour passer de la superficie antérieurement visée, qui aurait dû être liée à la période de base, à une nouvelle superficie actualisée en 2002.

---

[10] Paragraphe 174, *première communication du Brésil*, 24 juin 2003.
[11] Paragraphes 176 à 182, *première communication du Brésil*, 24 juin 2003.
[12] Paragraphes 183 à 191, *première communication du Brésil*, 24 juin 2003.
[13] Paragraphes 56 et 67, *première communication écrite des États-Unis*, 11 juillet 2003.
[14] Paragraphe 58, *ibid*.
[15] Paragraphe 59, *ibid*.
[16] Paragraphe 60, *ibid*.
[17] Alinéa 67 1), *ibid*.

14. Les producteurs sont sans aucun doute encouragés à obtenir davantage de versements en avançant dans le temps et en actualisant la superficie de production. La prescription fondamentale, selon laquelle "[les] effets de distorsion sur les échanges ou [les] effets sur la production doivent être nuls ou, au plus, minimes" du paragraphe 1 de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* n'est donc pas respectée.

15. De l'avis de la Chine, sans insister sur la question de la charge de la preuve, la majorité des éléments de preuve fournis par les parties indique que les versements directs effectués par les États-Unis au titre de la Loi FSRI ne satisfont pas à la prescription relative au "lien" au titre du paragraphe 6 a) de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* et devraient à bon droit être classés dans la catégorie des mesures n'appartenant pas à la catégorie verte.

2.3 Traitement par le Groupe spécial des mesures dont il a été constaté dans des procédures antérieures qu'elles constituent une violation

16. Le Brésil a également formulé des allégations contre le soutien sous forme de subventions à l'exportation accordé aux ventes à l'exportation de coton upland par les sociétés de ventes à l'étranger (FSC) des États-Unis au titre de la Loi de 2000 portant abrogation des dispositions relatives aux FSC et régissant l'exclusion des revenus extraterritoriaux (Loi ETI).[18]

17. Tant le groupe spécial[19] que l'Organe d'appel[20] ont déjà constaté que la Loi ETI des États-Unis violait l'*Accord sur l'agriculture* et l'*Accord sur les subventions*, dans l'affaire *États-Unis – FSC (21:5)*. Le 29 janvier 2002, l'Organe de règlement des différends de l'OMC (l'"ORD") a adopté les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel, déclarant que la Loi ETI violait les articles 3.1 a) et 4.7 de l'*Accord sur les subventions*, les articles 8 et 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture* et l'article III:4 du *GATT de 1994*.

18. Étant donné que les États-Unis n'avaient pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans le délai prescrit, le 25 avril 2003, les Communautés européennes (les "CE") ont demandé à l'ORD l'autorisation de prendre des contre-mesures appropriées et de suspendre des concessions conformément à l'article 4.10 de l'*Accord sur les subventions* et à l'article 22:7 du *Mémorandum d'accord*.[21] Le 7 mai 2003, l'ORD a autorisé les CE à imposer des contre-mesures à l'encontre des États-Unis.

19. Le Brésil a cité les principaux arguments et les parties principales du raisonnement du groupe spécial et de l'Organe d'appel – dans *leurs* rapports respectifs dans l'affaire *États-Unis – FSC (21:5)*, pour persuader le présent Groupe spécial d'adopter le même raisonnement et la même conclusion.[22]

20. La Chine estime que le raisonnement et la conclusion du groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – FSC (21:5)* sont extrêmement précieux pour le présent Groupe spécial.

21. Premièrement, "[l]es rapports de groupes spéciaux adoptés sont une partie importante de l'*acquis* du GATT. Ils sont souvent examinés par les groupes spéciaux établis ultérieurement. Ils suscitent chez les Membres de l'OMC des *attentes légitimes* et *devraient donc être pris en compte*

---

[18] Paragraphes 315 à 330, *première communication du Brésil*.

[19] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – FSC (21:5)*, WT/DS108/RW, adopté le 29 janvier 2002.

[20] Rapport de l'Organe d'appel dans *États-Unis – FSC (21:5)*, AB-2002-1, WT/DS108/AB/RW, adopté le 29 janvier 2002.

[21] Recours des Communautés européennes à l'article 4.10 de l'*Accord sur les subventions* et à l'article 22:7 du *Mémorandum d'accord*, WT/DS108/26, mis en distribution le 25 avril 2003.

[22] Paragraphes 315 à 327, *première communication du Brésil*.

lorsqu'ils ont un rapport avec un autre différend [pas d'italique dans l'original]."[23] Le soutien sous forme de subventions à l'exportation accordé aux ventes à l'exportation de coton upland par les sociétés de ventes à l'étranger des États-Unis au titre de la Loi ETI, tel que contesté par le Brésil dans la présente affaire, est exactement le même que celui contesté par les CE et dont il a été constaté qu'il violait l'*Accord sur l'agriculture* et l'*Accord sur les subventions* par le groupe spécial[24] et l'Organe d'appel[25] dans l'affaire *États-Unis – FSC (21:5)*. Les décisions du groupe spécial et de l'Organe d'appel, ainsi que l'adoption par l'ORD de ces décisions dans *États-Unis – FSC (21:5)*, ont déjà créé des "attentes légitimes" chez les Membres de l'OMC. Si le présent Groupe spécial réexaminait les arguments, l'analyse et les conclusions à propos de la même mesure adoptée par le même Membre partie au différend, et prenait une nouvelle décision différant aussi peu que ce soit de la précédente, les Membres de l'OMC seraient extrêmement perturbés et déçus dans leurs attentes légitimes. À moins que le présent Groupe spécial ne constate que les subventions à l'exportation FSC au titre de la Loi ETI, contestées par le Brésil dans la présente affaire, sont différentes des subventions à l'exportation FSC au titre de la Loi ETI contestées par les CE dans *États-Unis – FSC (21:5)*, la pertinence est assurée dans la plus grande mesure possible. Les mêmes subventions à l'exportation seront régies par la même analyse, la même règle et la même conclusion juridiques. Une déviation importante par rapport au raisonnement et à la conclusion de l'affaire antérieure concernant la même mesure pourrait bien jeter le doute sur le pouvoir et la réputation établis de l'ORD.

22. Les États-Unis dans leur *première communication écrite* font valoir ce qui suit:

> Il est également bien établi que, même si les groupes spéciaux doivent tenir compte des rapports antérieurs de groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel, "les groupes spéciaux ne sont pas *liés* par les décisions antérieures de groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel même si la question traitée est la même".[26]

La Chine fait observer que les États-Unis ont omis la suite immédiate de ce paragraphe, dans laquelle le groupe spécial déclare ce qui suit:

> Toutefois, dans le cadre des "procédures normales de règlement des différends" prescrites à l'article 10:4 du Mémorandum d'accord, *nous tiendrons compte des conclusions et du raisonnement* figurant dans les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel concernant le différend WT/DS50. En outre, lors de notre examen, nous pensons que *nous devrions accorder beaucoup d'importance à la fois à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord*, qui souligne le rôle du système de règlement des différends de l'OMC pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral, *et à la nécessité d'éviter des décisions incohérentes* (préoccupation qui a été évoquée par les deux parties). À notre avis, ces considérations constituent le fondement de l'obligation de saisir le "groupe spécial

---

[23] Partie E, rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, AB-1996-2, adopté le 1er novembre 1996.

[24] Paragraphes 8.30, 8.46, 8.48, 8.50, 8.74, 8.75 et 9.1 a), rapport du Groupe spécial *États-Unis – FSC (21:5)*, WT/DS108/RW, adopté le 29 janvier 2002.

[25] Paragraphes 111, 116 à 120, 122, 194, 196 et 256 d), rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (21:5)*, AB-2002-1, WT/DS108/AB/RW, adopté le 29 janvier 2002.

[26] Paragraphe 185, *première communication écrite des États-Unis*, 11 juillet 2003, citant le paragraphe 7.30 du rapport du Groupe spécial *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS79/R, adopté le 22 septembre 1998.

> initial", dans tous les cas où cela sera possible, énoncée à l'article 10:4 du Mémorandum d'accord.[27] [pas d'italique dans l'original]

La Chine estime que la deuxième phrase qui suit la citation tirée par les États-Unis du rapport du groupe spécial est on ne peut plus pertinente en ce qui concerne la Loi ETI des États-Unis examinée par le présent Groupe spécial.

23. Deuxièmement, l'ORD a déjà, à la demande des CE, autorisé celles-ci à imposer des contre-mesures à l'encontre des États-Unis qui n'avaient pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans le délai prescrit. L'autorisation de l'ORD d'adopter des contre-mesures:

1) donne encore davantage de poids aux décisions du groupe spécial et de l'Organe d'appel dans *États-Unis – FSC (21:5)*. L'autorisation donnée par l'ORD d'adopter des contre-mesures concernant les mêmes mesures que dans la présente affaire correspond à une réflexion collective sur le fait que ces mesures auraient dû être retirées;

2) souligne le besoin d'efficacité. Compte tenu du grand nombre d'affaires que doit traiter l'ORD, ainsi que de la charge de travail du présent Groupe spécial, les gains d'efficacité contrebalancent largement un quelconque besoin de refaire le travail déjà accompli par un groupe spécial et par l'Organe d'appel.

24. Troisièmement, à la lumière des difficultés rencontrées par l'ORD pour encourager la mise en conformité à la suite de l'affaire *États-Unis – FSC (21:5)*, le fait que le présent Groupe spécial formule une constatation différente concernant la Loi ETI dans la présente affaire nuirait à l'efficacité de l'OMC telle qu'elle est illustrée par le mécanisme de règlement des différends. L'essence de la disposition de l'article 21:1 du *Mémorandum d'accord* imposant de "donner suite dans les moindres délais aux recommandations ou décisions de l'ORD" "pour que les différends soient résolus efficacement dans l'intérêt de tous les Membres" serait réduite à néant.

25. Étant donné qu'elle constitue un système multilatéral, l'OMC ne peut pas se permettre d'autoriser qu'un Membre refuse ouvertement de se mettre en conformité. Le fait qu'un différend a été réglé implique forcément que plusieurs questions de droit ont été clarifiées et qu'une décision a été prise concernant les pratiques de certains Membres. Cette clarification et cette décision dans une affaire doivent bénéficier à tous les Membres dans le système multilatéral. Comme l'article 3:2 du *Mémorandum d'accord* essaie de le faire comprendre, le système de règlement des différends de l'OMC est un élément fondamental pour assurer de manière uniforme la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral et pour éviter que les mêmes pratiques ne soient mises en cause à répétition dans des affaires distinctes mais non différentes. Obliger les groupes spéciaux dans des affaires ultérieures à revenir sur les mêmes questions de droit et à prendre une nouvelle décision sur les mêmes pratiques alors que l'ORD recommande de ne pas procéder à une deuxième analyse voire à un nombre indéfini d'analyse jetterait le discrédit sur le régime de règlement des différends de l'OMC.

26. Cette préoccupation n'est pas sans fondement. Le fait que le Brésil a dû recourir au système de règlement des différends de l'OMC et porter la Loi ETI devant le présent Groupe spécial est très parlant. Le présent Groupe spécial doit mettre un terme à cette préoccupation en décidant d'adopter le raisonnement *et* la conclusion du groupe spécial et de l'Organe d'appel dans *États-Unis – FSC (21:5)*, à moins que d'ici que le présent Groupe spécial prenne sa décision, ces mesures aient déjà été abrogées par les États-Unis.

---

[27] Paragraphe 7.30, rapport du Groupe spécial *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS79/R, adopté le 22 septembre 1998.

3. CONCLUSION

27. En résumé, la Chine estime que:

1) la clause de paix a le caractère d'un moyen de défense affirmatif et que la charge de la preuve incombe à la partie cherchant à se prévaloir de cette protection;

2) les versements directs des États-Unis, qui éliminent le lien prescrit entre les superficies en production et une période de base définie et fixe en autorisant l'actualisation des superficies, ne sont pas une mesure relevant de la catégorie verte au sens du paragraphe 6 a) de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*; et

3) un groupe spécial antérieur et l'Organe d'appel ont constaté que la Loi ETI des États-Unis violait l'*Accord sur l'agriculture* et l'*Accord sur les subventions*. En outre, l'ORD a autorisé la partie plaignante dans la procédure antérieure à prendre des contre-mesures. Pour la cohérence et l'efficacité du mécanisme de règlement des différends de l'OMC, le présent Groupe spécial devrait adopter le raisonnement et la conclusion de l'Organe d'appel dans l'affaire antérieure.

28. La Chine remercie le Groupe spécial de lui avoir donné cette occasion de présenter ses vues sur les questions relatives à la présente affaire et espère que le Groupe spécial jugera les observations ci-dessus utiles.

ANNEXE B-8

PREMIÈRE COMMUNICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

15 juillet 2003

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION 91

II. QUESTION PRÉLIMINAIRE – LA RÉFÉRENCE DU BRÉSIL À UNE "DOCTRINE DU CARACTÈRE IMPÉRATIF/DISPOSITIF" N'EST PAS FONDÉE 91

III. L'ARTICLE 13 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE NE PEUT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉ COMME UN MOYEN DE DÉFENSE AFFIRMATIF 92

IV. INTERPRÉTATION DE L'ANNEXE 2 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE 95

A. PERTINENCE DE LA PREMIÈRE PHRASE DU PARAGRAPHE 1 DE L'ANNEXE 2 95

B. INTERPRÉTATION DU PARAGRAPHE 6 DE L'ANNEXE 2 97

V. INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 10:1 ET 10:2 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE (GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION) 97

VI. CONCLUSION 99

I. INTRODUCTION

1. Le présent différend soulève un certain nombre de questions complexes mais importantes au sujet du régime de l'OMC applicable au commerce des produits agricoles. Dans cette première communication en tant que tierce partie, les Communautés européennes ont présenté des arguments sur un certain nombre de questions soulevées dans la première communication écrite du Brésil.[1] Cependant, la présente communication ne devrait pas être considérée comme exhaustive. Compte tenu du laps de temps très court entre le délai pour la présentation de la première communication écrite des États-Unis et le délai pour la présentation des communications des tierces parties, les Communautés européennes n'ont pas été en mesure d'incorporer dans la présente communication une réponse à tous les arguments avancés dans la première communication écrite des États-Unis qui pourraient mériter un commentaire. Par conséquent, elles se réservent le droit de présenter des arguments sur d'autres questions (ou de développer les arguments exposés ici) à la première séance de la première réunion de fond avec les parties.

2. À la suite de l'invitation du Groupe spécial du 20 juin 2003, les Communautés européennes se sont essentiellement limitées à des questions ayant trait à l'interprétation de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*, et à certaines des allégations "non relatives à la clause de paix" formulées par le Brésil. Les Communautés européennes feront donc valoir ce qui suit:

? à titre préliminaire, le Brésil a tort de considérer que seule une législation qui impose une action particulière peut être jugée incompatible avec les Accords de l'OMC;

? l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* n'est pas un moyen de défense affirmatif;

? la première phrase du paragraphe 1 de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* ne crée pas une obligation autonome, distincte des critères de base énoncés dans la deuxième phrase du paragraphe 1; et

? l'article 10:2 de l'*Accord sur l'agriculture* n'exempte pas les crédits à l'exportation et les garanties de crédit à l'exportation des disciplines de l'*Accord sur l'agriculture*.

3. Les Communautés européennes n'expriment pas d'opinion sur l'application des interprétations juridiques pertinentes aux faits de la cause.

II. QUESTION PRÉLIMINAIRE – LA RÉFÉRENCE DU BRÉSIL À UNE "DOCTRINE DU CARACTÈRE IMPÉRATIF/DISPOSITIF" N'EST PAS FONDÉE

4. Avant d'aborder les questions de fond qui touchent à l'interprétation, les Communautés européennes souhaiteraient évoquer brièvement une question systémique soulevée dans la communication du Brésil. Le Brésil déclare dans sa première communication écrite que:

> "Il est établi en vertu du droit de l'OMC qu'un Membre peut seulement contester les mesures d'un autre Membre en soi si ces mesures imposent une violation de l'Accord sur l'OMC."[2]

---

[1] Première communication écrite du Brésil au Groupe spécial concernant la "clause de paix" et les allégations non relatives à la clause de paix, 24 juin 2003 ("Première communication écrite du Brésil").

[2] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 244. Voir, dans le même ordre d'idées, les paragraphes 250 et 341.

5. Le Brésil justifie sa position en se prévalant du paragraphe 88 du rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 1916*. Toutefois, l'Organe d'appel n'a pas "établi" que les mesures pouvaient seulement être contestées si elles imposaient une violation des Accords de l'OMC. Dans cette affaire, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la législation en question n'était pas dispositive et par conséquent;

> "[il n'a pas jugé] nécessaire d'examiner [...] si [...] l'article 18.4, ou une autre disposition de l'*Accord antidumping*, a remplacé ou modifié la distinction entre législation impérative et législation dispositive."[3]

6. Les groupes spéciaux ont abordé cette question selon des approches différentes. Le Groupe spécial *États-Unis – Article 301* a constaté qu'une législation dispositive pouvait violer certaines obligations dans le cadre de l'OMC.[4] Cette approche peut être opposée à celle du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'importation*.[5] Plus récemment, l'Organe d'appel en examinant une allégation des CE visant la législation des États-Unis a noté ce qui suit:

> "[il] n'exclu[ait] pas [...] la possibilité qu'un Membre puisse manquer à ses obligations dans le cadre de l'OMC en promulguant une législation qui accorde à ses autorités le pouvoir discrétionnaire d'agir en violation de ses obligations dans le cadre de l'OMC. Nous [l'Organe d'appel] ne formulons aucune constatation à cet égard."[6]

7. Par conséquent, il est loin d'être établi que seule une législation impérative peut être jugée en soi incompatible avec les Accords de l'OMC. Les Communautés européennes, pour leur part, sont convaincues qu'une législation dispositive peut, dans certaines circonstances, être jugée incompatible avec les obligations dans le cadre de l'OMC. Toutefois, une discussion plus approfondie de la question n'apparaît pas nécessaire à ce stade, puisque le Brésil allègue que la législation en question n'autorise aucun pouvoir discrétionnaire et que les États-Unis ne semblent pas contester ce point.[7] En conséquence, les Communautés européennes ne développeront pas plus avant leurs arguments sur la question dans la présente communication.

III. L'ARTICLE 13 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE NE PEUT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉ COMME UN MOYEN DE DÉFENSE AFFIRMATIF

8. Le Brésil fait valoir que l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* devrait être considéré comme un moyen de défense affirmatif et que de ce fait la charge de la preuve incombe aux États-Unis.[8]

---

[3] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi antidumping de 1916* ("*États-Unis – Loi de 1916*"), WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R, adopté le 26 septembre 2000, paragraphe 99.

[4] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur* ("*États-Unis – Article 301*"), WT/DS152/R, adopté le 27 janvier 2000, note de bas de page 23, paragraphes 7.53 et 7.54. Il est à noter que l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Loi de 1916* a mentionné cette constatation sans suggérer qu'elle était incorrecte (voir la note de bas de page 59 du rapport de l'Organe d'appel).

[5] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, WT/DS194/R, adopté le 23 août 2001, paragraphes 8.8 et 8.9.

[6] Note de bas de page 334, rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS212/AB/R, adopté le 8 janvier 2003.

[7] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 245.

[8] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 110 à 121.

Les États-Unis ont indiqué qu'ils n'étaient pas d'accord avec cette qualification et qu'ils considéraient que l'article 13 n'était pas un moyen de défense affirmatif.[9]

9. Les Communautés européennes partagent l'avis des États-Unis selon lequel il y a des raisons impérieuses de considérer que l'article 13 n'est pas un moyen de défense affirmatif.[10] L'article 13 ne peut être considéré comme un moyen de défense affirmatif qui excusera une violation d'une autre disposition des Accords de l'OMC. Les Communautés européennes ont plutôt l'impression que l'article 13 est une forme de disposition "passerelle" ou "liminaire" qui réglemente l'utilisation de certains mécanismes (droits compensateurs, allégations de préjudice grave, plaintes en situation de non-violation) pour certains types de subvention. La conformité aux conditions de l'article 13 a pour effet d'assurer une exemption des actions au titre de l'article XVI du GATT de 1994 et de *l'Accord SMC*. Par conséquent, une fois qu'un groupe spécial a déterminé si des subventions agricoles sont conformes ou non aux conditions de l'article 13, il n'a pas à, et en fait ne peut pas, se prononcer sur le point de savoir si ces subventions agricoles sont compatibles avec l'article XVI du GATT de 1994 et l'*Accord SMC*. Pour cette raison, il ne peut être assimilé à un moyen de défense à l'égard d'une violation d'une disposition d'un Accord de l'OMC, de la façon où, par exemple, l'article XX peut être considéré comme un moyen de défense à l'égard d'une violation des articles premier ou III du GATT de 1994.

10. À supposer même, pour les besoins de l'argumentation, que l'affirmation du Brésil selon laquelle l'article 13 de *l'Accord sur l'agriculture* est une exception aux disciplines autrement applicables[11], l'Organe d'appel a fait observer dans l'affaire *CE – Hormones* que le simple fait de qualifier une disposition d'"exception" et par conséquent de moyen de défense affirmatif était insuffisant pour déplacer la charge de la preuve dans une procédure de règlement des différends.[12] Toute contestation inversant la règle ordinaire selon laquelle il incombe à la partie plaignante d'établir *prima facie* le bien-fondé de son allégation doit se fonder sur une application des règles normales d'interprétation des traités. Les règles ordinaires d'interprétation des traités ne mènent pas à une telle conclusion en l'espèce.

---

[9] Paragraphe 38, Observations des États-Unis d'Amérique sur les observations du Brésil et des tierces parties concernant la question posée par le Groupe spécial, 13 juin 2003. Voir également la première communication écrite des États-Unis, 11 juillet 2003 ("Première communication écrite des États-Unis"), paragraphes 38 à 47.

[10] Les Communautés européennes sont conscientes du fait qu'elles ont utilisé l'expression "moyen de défense" dans leur communication initiale au Groupe spécial du 10 juin 2003 (paragraphe 6, Observations des Communautés européennes sur certaines questions soulevées à titre initial par le Groupe spécial, 10 juin 2003). Elles l'ont fait toutefois dans le contexte d'une discussion de ce qui apparaissait comme étant la conclusion logique extrême des arguments avancés par les États-Unis pour réfuter la thèse selon laquelle la question de la conformité à l'article 13 ne pouvait être abordée que dans le cadre d'une procédure de groupe spécial distincte, séparée d'une procédure de groupe spécial traitant des allégations à condition que l'article 13 ne soit pas applicable. L'expression "moyen de défense" était utilisée dans un sens général pour dénoter un argument qui pouvait être invoqué en réponse à un autre argument. En outre, les Communautés européennes n'ont pas utilisé l'expression "moyen de défense affirmatif" et n'ont pas utilisé l'expression "moyen de défense" dans le sens d'un "moyen de défense à l'égard d'une allégation d'infraction à des obligations découlant du GATT" ou comme une "exception [...] limitée [...] [à] ... certaines autres dispositions [des Accords de l'OMC] (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde* ("États-Unis – Chemises et blouses de laine"), WT/DS33/AB/R, adopté le 23 mai 1997, page 18). Enfin, les Communautés européennes ne traitaient que la question posée par le Groupe spécial et non la question de la charge de la preuve applicable à l'article 13.

[11] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 120.

[12] Rapport de l'Organe d'appel *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (Hormones)* ("*Communautés européennes – Hormones*"), WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998, paragraphe 104.

11. Premièrement, comme il est indiqué ci-dessus, il n'est pas demandé au Groupe spécial d'examiner une règle générale – situation d'exception en ce qui concerne l'article 13. L'article 13 s'apparente davantage à une disposition liminaire autorisant une action ultérieure si elle n'est pas respectée.

12. Deuxièmement, l'article 13 fait partie intégrante de *l'Accord sur l'agriculture*. En ce sens, il est comparable à l'article 6 de l'*Accord sur les textiles et les vêtements*, à l'article 3:3 de l'*Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires* et à la deuxième phrase de l'article 2.4 de l'*Accord sur les obstacles techniques au commerce* dont l'Organe d'appel a constaté qu'ils n'étaient pas des moyens de défense affirmatifs.[13] L'article 13 incorpore les obligations qu'un Membre de l'OMC assume au titre de l'*Accord sur l'agriculture* s'il décide d'accorder des subventions agricoles à ses producteurs, et réglemente le statut de ces subventions en ce qui concerne une éventuelle procédure de règlement des différends et l'application de droits compensateurs. De manière analogue, l'article 6 de l'*Accord sur les textiles et les vêtements* énonce certaines obligations qu'un Membre de l'OMC assume s'il décide une levée de l'application des disciplines de l'ATV sous la forme d'une "mesure de sauvegarde transitoire". De même, l'article 3:3 de *l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires* énonce les obligations incombant à un Membre qui souhaite maintenir un niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire plus élevé que ce qui est prévu dans les normes internationales. Ces dispositions, comme l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*, confèrent certains droits aux Membres de l'OMC, mais ne peuvent être considérées comme des exceptions.

13. Troisièmement, comme l'ont fait observer les États-Unis, le fait de considérer l'article 13 comme un moyen de défense affirmatif entraîne des effets pervers.[14] Si un Membre plaignant formule une allégation selon laquelle un Membre a agi d'une manière incompatible avec l'*Accord sur l'agriculture*, il incombera au Membre plaignant d'établir qu'il y a eu infraction à l'Accord. Cependant, si l'article 13 est considéré comme un moyen de défense affirmatif, dans les cas où un Membre plaignant formule une allégation faisant état d'une infraction tant à *l'Accord sur l'agriculture* qu'à l'*Accord SMC*, il incomberait au Membre plaignant d'établir qu'il y a eu infraction à *l'Accord sur l'agriculture*, il incomberait au Membre défendeur de prouver qu'il était en conformité avec les mêmes dispositions de *l'Accord de l'agriculture* pour pouvoir appliquer l'article 13, et la charge de la preuve au titre de *l'Accord SMC* incomberait au Membre plaignant. Les Membres de l'OMC n'ont pas pu vouloir cela lorsqu'ils ont négocié l'article 13. D'ailleurs, les négociateurs étaient conscients de la question de la charge de la preuve et ils ont explicitement renversé la charge de la preuve à l'article 10:3 de *l'Accord sur l'agriculture* en ce qui concerne le contournement possible des engagements en matière de subventions à l'exportation. Le fait qu'ils ne sont pas convenus d'un libellé similaire en ce qui concerne l'article 13 laisse penser qu'ils souhaitaient que les règles ordinaires de la charge de la preuve s'appliquent.

14. Par conséquent, les Communautés européennes ont l'honneur de demander au Groupe spécial de constater que l'article 13 n'est pas un moyen de défense affirmatif.

---

[13] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde* ("États-Unis – Chemises et blouses de laine"), WT/DS33/AB/R, adopté le 23 mai 1997, page 18. *Communautés européennes – Hormones*, paragraphe 104, rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines (Communautés européennes – Sardines)*, WT/DS231/AB/R, adopté le 23 octobre 2002, paragraphes 274 et 275.

[14] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 44.

IV. INTERPRÉTATION DE L'ANNEXE 2 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE

A. PERTINENCE DE LA PREMIÈRE PHRASE DU PARAGRAPHE 1 DE L'ANNEXE 2

15. Le Brésil fait valoir à plusieurs reprises que la première phrase du paragraphe 1 de l'Annexe 2 de *l'Accord sur l'agriculture* est une obligation indépendante à laquelle il faut satisfaire en plus des critères de base énoncés au paragraphe 1 et des critères spécifiques énoncés aux paragraphes 2 à 13 de l'Annexe 2.[15] Les Communautés européennes considèrent que cette interprétation est erronée. La première phrase n'énonce pas une obligation indépendante. Elle indique simplement l'objectif de l'Annexe 2.

16. Le paragraphe 1 de l'Annexe 2 est ainsi libellé:

> 1. Les mesures de soutien interne qu'il est demandé d'exempter des engagements de réduction répondront à une prescription fondamentale, à savoir que leurs effets de distorsion sur les échanges ou leurs effets sur la production doivent être nuls ou, au plus, minimes. En conséquence, toutes les mesures qu'il est demandé d'exempter devront être conformes aux critères de base suivants:
>
> a) le soutien en question sera fourni dans le cadre d'un programme public financé par des fonds publics (y compris les recettes publiques sacrifiées) n'impliquant pas de transferts de la part des consommateurs; et
>
> b) le soutien en question n'aura pas pour effet d'apporter un soutien des prix aux producteurs;
>
> ainsi qu'aux critères et conditions spécifiques indiqués ci-dessous, suivant les politiques.

17. Les Communautés européennes exposeront ci-après leur interprétation de la première phrase. S'il peut y avoir une certaine ambiguïté quant à l'effet de la première phrase lorsqu'on considère son sens ordinaire de manière isolée, comme le fait le Brésil, il est parfaitement clair que, lorsqu'on la replace dans son contexte, la première phrase ne devrait pas être considérée comme une obligation autonome. Cela découle également d'un examen de l'objectif de l'Annexe 2.

18. Il convient de rappeler que l'octroi de subventions intérieures pour les produits industriels (c'est-à-dire les subventions non subordonnées aux exportations) n'est pas prohibé en tant que tel au titre de l'*Accord SMC* ou d'autres *Accords de l'OMC*.[16] Ces subventions ne pourront donner lieu à une action que si elles répondent aux prescriptions des articles premier et 2 de l'*Accord SMC* et causent des effets défavorables pour les intérêts d'un autre Membre au sens de l'article 5 de l'*Accord SMC*.

19. L'*Accord sur l'agriculture* a amorcé un processus de réforme du soutien interne pour les produits agricoles.[17] Les négociateurs ont reconnu que le soutien interne pour les produits agricoles exigeait une discipline et des limites contraignantes sur le montant dudit soutien. Toutefois, étant donné que l'octroi de subventions intérieures aux produits industriels peut être illimité, à condition qu'il n'y ait pas infraction à l'article 5 de l'*Accord SMC*, il aurait été inéquitable de soumettre tous les types de soutien interne à la discipline et aux limitations strictes de l'*Accord sur l'agriculture* lorsque

---

[15] Voir, par exemple, la première communication écrite du Brésil, paragraphes 163 à 172, 183 à 191 et 199 à 201.

[16] À condition que le subventionnement ne soit pas subordonné à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés, au sens de l'article 3.1 b) de l'*Accord SMC*.

[17] Voir le Préambule de l'*Accord sur l'agriculture*.

les effets économiques des différents types de mesures ne sont pas comparables. Par conséquent, il fallait que les négociateurs différencient les types de mesures de soutien dont l'effet économique était considéré comme notable [18] des types de mesures dont les effets économiques étaient considérés comme moins notables. Cette différenciation a été opérée en définissant non pas les mesures considérées comme ayant un effet notable, mais plutôt les mesures considérées comme ayant un effet moins notable. Le résultat a été l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture.*

20. La première phrase du paragraphe 1 annonce la différenciation qui est opérée par les critères énoncés à l'Annexe 2.[19] Elle expose la logique permettant de faire la distinction entre les types de soutien interne qui relèvent de l'Annexe 2 et sont exemptés des engagements de réduction et les autres mesures de soutien interne. Le fait que la première phrase n'énonce pas une obligation indépendante ressort de la phrase suivante du paragraphe 1 qui commence par le mot "accordingly" (en conséquence). "Accordingly" (en conséquence) signifie "in accordance with the logical premises; correspondingly" (conformément aux prémisses logiques; corrélativement).[20] "Accordingly" (en conséquence) établit donc un lien entre la "prescription fondamentale" énoncée dans la première phrase et les "critères de base" énoncés dans la deuxième phrase, indiquant clairement que pour être considérée comme ayant des "effets de distorsion sur les échanges ou [des] effets sur la production … nuls ou, au plus, minimes", la mesure doit être conforme aux critères de base énoncés dans la deuxième phrase du paragraphe 1 ainsi qu'aux critères spécifiques énoncés aux paragraphes 2 à 13.

21. On peut trouver des éléments contextuels étayant cette position à l'Annexe 2 elle-même et aux articles 6 et 7 de l'*Accord sur l'agriculture*.

22. Le paragraphe 5 de l'Annexe 2 indique que le soutien fourni sous forme de versements directs qui doivent être exemptés des engagements de réduction "sera conforme aux critères de base énoncés au paragraphe 1 ci-dessus, ainsi qu'aux critères spécifiques s'appliquant à divers types de versements directs, qui sont énoncés aux paragraphes 6 à 13". Il est tout à fait clair que les "critères de base" mentionnés ici sont les "critères de base" mentionnés à la deuxième phrase du paragraphe 1 de l'Annexe 1. Aucune mention n'est faite de la prescription fondamentale et par conséquent du fait que les mesures devraient avoir des "effets de distorsion sur les échanges ou [des] effets sur la production … nuls ou, au plus, minimes". Par conséquent, cette prescription fondamentale ne peut pas être un critère additionnel pour qu'une mesure interne soit exemptée des engagements de réduction au titre de l'Annexe 2.

23. On trouve d'autres éléments étayant ce point de vue dans l'*Accord sur l'agriculture*. L'article 6:1 s'applique aux mesures de soutien interne autres que celles "qui ne sont pas soumises à réduction compte tenu des critères énoncés dans le présent article et à l'Annexe 2" (non souligné dans l'original). L'article 7:1 oblige les Membres à faire en sorte que les mesures de soutien interne "qui ne font pas l'objet d'engagements de réduction parce qu'elles répondent aux critères énoncés à l'Annexe 2 du présent accord soient maintenues en conformité avec ladite annexe" (non souligné dans l'original).

---

[18] Sans analyser si les effets déboucheraient, en l'absence de l'*Accord sur l'agriculture* et à supposer que l'*Accord SMC* soit applicable aux produits agricoles, dans un cas particulier, pour un produit particulier, sur une constatation d'incompatibilité avec l'*Accord SMC*.

[19] On peut noter qu'un commentateur, qui a réalisé l'une des études les plus complètes de l'*Accord sur l'agriculture*, note que la prescription énoncée à la première phrase du paragraphe 1 est:

> "[t]rop vague pour se traduire en obligations concrètes et exécutoires. Compte tenu de ce fait, l'*Accord sur l'agriculture* est allé très loin pour donner une liste […] détaillée et complète des mesures ainsi que des critères généraux et spécifiques auxquels elles doivent satisfaire avant d'être exemptées des engagements de réduction."

Pages 420 et 421, M. G. Desta, *The Law of International Trade in Agricultural Products* (Kluwer Law International, 2002).

[20] *New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993.

L'article 7:2 a) poursuit en indiquant que "toute mesure introduite ultérieurement dont on ne peut pas démontrer qu'elle satisfait aux critères énoncés à l'Annexe 2 du présent accord … ser[a] incluse [ ] dans le calcul, par un Membre, de sa MGS totale courante" (non souligné dans l'original). L'Annexe 2 elle-même établit une distinction claire entre la "prescription fondamentale" de la première phrase du paragraphe 1 et les "critères de base" de la deuxième phrase du paragraphe 1 et les "critères spécifiques" énoncés aux paragraphes 1 à 13. L'utilisation du mot "critères" aux articles 6 et 7, et son utilisation à l'Annexe 2 indiquent très clairement que pour être exemptée des engagements de réduction en vertu de son inclusion dans la catégorie verte, une mesure de soutien interne doit être conforme aux critères. Il est évident que les négociateurs ont élaboré les critères de manière à déterminer si une politique pouvait être considérée comme répondant à la "prescription fondamentale" énoncée au paragraphe 1 de l'Annexe 2 et n'avaient pas l'intention que la première phrase énonce une obligation indépendante.

24. Cette interprétation est également étayée par l'objectif qui sous-tend l'Annexe 2 et l'*Accord sur l'agriculture* plus généralement. Dans l'administration de sa politique agricole, afin d'assurer le respect de ses engagements de réduction, un Membre de l'OMC doit savoir comment classer ses mesures de soutien. Il est donc vital, pour des raisons de sécurité juridique et de prévisibilité, qu'un Membre puisse déterminer la classification de ses mesures. Les critères clairs et spécifiques énoncés à l'Annexe 2 fournissent aux Membres de l'OMC des orientations quant à la manière d'aborder cette tâche. À supposer que l'argument du Brésil soit correct, un Membre aurait aussi à déterminer si une mesure particulière à prendre pourrait avoir un effet de distorsion sur les échanges ou un effet sur la production plus que minime. C'est inévitablement un exercice difficile, fondé sur une appréciation subjective d'une situation particulière, qui souvent ne peut être réalisé qu'*a posteriori*. Ce n'est pas une base raisonnable pour faire progresser la réforme du commerce des produits agricoles et promouvoir la prévisibilité du système. En outre, il convient de noter qu'il n'y a pas de texte de ce type relatif aux "effets" en ce qui concerne les autres mesures de soutien interne exemptées, c'est-à-dire "les versements *de minimis*" relevant de l'article 6:4 de l'*Accord sur l'agriculture* et "les versements de la catégorie bleue" relevant de l'article 6:5 de l'*Accord sur l'agriculture*.

25. Compte tenu de ce qui précède, les Communautés européennes ont l'honneur de demander au Groupe spécial de conclure que la première phrase du paragraphe 1 de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* n'impose pas d'obligation indépendante des critères de base et spécifiques énoncés à l'Annexe 2.

B. INTERPRÉTATION DU PARAGRAPHE 6 DE L'ANNEXE 2

26. La première communication écrite du Brésil soulève un certain nombre de questions concernant l'interprétation correcte du paragraphe 6 de l'Annexe 2. Les Communautés européennes attachent la plus haute importance à l'interprétation correcte de ces dispositions. Alors que les Communautés européennes analysent encore les arguments du Brésil et des États-Unis, elles prennent déjà note du fait que les États-Unis n'allèguent pas que leurs versements anticycliques remplissent les conditions requises pour être exemptés au titre de la catégorie verte.[21]

V. INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 10:1 ET 10:2 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE (GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION)

27. Le Brésil fait valoir que les programmes de garanties de crédit à l'exportation des États-Unis constituent une violation de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Accord SMC*.[22] Les Communautés européennes peuvent souscrire à cet argument dans la mesure où il peut être confirmé que les

[21] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 5, paragraphe 118.
[22] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 252 à 314.

garanties de crédit à l'exportation en question doivent être considérées comme des subventions à l'exportation.

28. Les Communautés européennes font observer, à cet égard, que l'article 10:2 de l'*Accord sur l'agriculture* ne peut être considéré comme exemptant les garanties de crédit à l'exportation des disciplines de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*.[23] L'article 10:2 est ainsi libellé:

> Les Membres s'engagent à œuvrer à l'élaboration de disciplines convenues au niveau international pour régir l'octroi de crédits à l'exportation, de garanties de crédit à l'exportation ou de programmes d'assurance et, après accord sur ces disciplines, à n'offrir de crédits à l'exportation, de garanties de crédit à l'exportation ou de programmes d'assurance qu'en conformité avec lesdites disciplines.

29. L'article 10:2 indique clairement que l'octroi de garanties de crédit à l'exportation n'est pas l'un des types de subventions à l'exportation énumérées à l'article 9:1 qu'un Membre a une autorisation limitée d'appliquer. L'article 10:1 dispose que les subventions à l'exportation qui ne sont pas énumérées ne peuvent pas être appliquées de manière à contourner les engagements en matière de subventions à l'exportation. Puisque les garanties de crédit à l'exportation peuvent être "des subventions à l'exportation qui ne sont pas énumérées au paragraphe 1 de l'article 9", elles peuvent être appliquées d'une manière qui "entraîne, ou menace d'entraîner, un contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation" et peuvent donc être prohibées au titre de l'article 10:1. Pour les produits non inscrits sur les Listes, puisque les subventions à l'exportation énumérées ne peuvent pas être accordées, l'Organe d'appel a constaté que le transfert de ressources économiques sous forme de subventions à l'exportation non énumérées (par exemple, garanties de crédit à l'exportation) menaçait d'entraîner un contournement de la prohibition d'accorder des subventions à l'exportation énumérées pour ces produits.[24] Ainsi, les garanties de crédit à l'exportation qui sont considérées comme des subventions à l'exportation peuvent être illégales au regard de l'article 10:1 lorsqu'elles pourraient entraîner un contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation.

30. Une telle conclusion ne vide pas l'article 10:2 de son sens. L'article 10:2 vise à élaborer des disciplines plus larges qu'une simple réglementation des crédits à l'exportation et des garanties de crédit à l'exportation qui fonctionnent comme une subvention à l'exportation, puisque la question de savoir si une garantie de crédit à l'exportation est une subvention à l'exportation dépend de l'analyse de la structure de cet instrument. L'une des raisons pour lesquelles l'article 10:2 était nécessaire est que les crédits à l'exportation et les garanties de crédit à l'exportation pour les produits agricoles ne sont pas couverts par l'Arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public de l'OCDE (voir l'article 3 d)).[25] Les crédits à l'exportation qui sont conformes à cet arrangement sont considérés comme n'étant pas des subventions à l'exportation prohibées.[26] Par conséquent, l'article 10:2 énonce une obligation d'élaborer des disciplines pour les crédits à l'exportation et les garanties de crédit à l'exportation indépendamment de la question de savoir si ces instruments fonctionnent comme des subventions à l'exportation. Il n'autorise aucune différenciation dans le traitement entre les crédits à l'exportation, les garanties de crédit à l'exportation ou les programmes d'assurance et les autres subventions à l'exportation non énumérées.[27]

---

[23] Les Communautés européennes notent que les États-Unis ont avancé cet argument aux paragraphes 154 à 166 de leur première communication écrite.

[24] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"* ("*États-Unis – FSC*"), WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000, paragraphe 150.

[25] Arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public – OCDE, 15 octobre 2002, disponible à l'adresse www.oecd.org/dataoecd/52/3/2763846.pdf.

[26] Voir le point k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation, Annexe 1 de l'*Accord SMC*.

[27] Il est à noter que Desta arrive à une conclusion analogue:

31. Les Communautés européennes estiment donc que l'article 10:2 ne peut être considéré comme exemptant les garanties de crédit à l'exportation accordées pour les produits agricoles des disciplines de l'OMC.

VI. CONCLUSION

32. En conclusion, les Communautés européennes ont l'honneur de demander au Groupe spécial de constater que:

? l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* ne devrait pas être considéré comme un moyen de défense affirmatif;

? la première phrase du premier paragraphe de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* ne devrait pas être interprétée comme une obligation autonome; et

? l'article 10:2 de l'*Accord sur l'agriculture* n'exempte pas les crédits à l'exportation et les garanties de crédit à l'exportation, qui sont des subventions à l'exportation, des disciplines de l'*Accord sur l'agriculture*.

33. Les Communautés européennes se réservent le droit de présenter de nouveaux arguments et de développer plus avant les arguments avancés ici, dans leur déclaration orale à la première séance de la première réunion de fond.

"Dans la mesure où on n'est parvenu à aucun accord de ce type [sur l'octroi de crédits à l'exportation etc.], cette disposition reste simplement un accord pour maintenir la bonne foi en vue d'une négociation prévue pour l'avenir qui ne comporte aucune obligation de fond additionnelle pendant encore quelque temps. Jusque-là, il semble n'exister aucune distinction juridique quant au traitement de ces trois pratiques et des autres formes de subventions à l'exportation non énumérées à l'article 9:1."

Voir Desta, page 234, *op cit*. note de bas de page 19.

ANNEXE B-9

COMMUNICATION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

15 juillet 2003

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION 101
II. MESURES DE SOUTIEN INTERNE 103
A. LES ÉTATS-UNIS NE BÉNÉFICIENT PAS D'UNE PROTECTION AU TITRE DE LA "CLAUSE DE PAIX" CONTRE DES ALLÉGATIONS CONCERNANT DES SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION EN RAPPORT AVEC LE SOUTIEN ACCORDÉ POUR LE COTON UPLAND PENDANT LES CAMPAGNES DE COMMERCIALISATION 1999, 2000, 2001 ET 2002 103
1. Versements au titre du programme Step 2, primes de complément de prêts, gains sur les prêts à la commercialisation et versements pour les graines de coton 105
2. Versements pour perte de parts de marché, versements anticycliques et versements au titre de l'assurance-récolte 105
3. Versements au titre de contrats de flexibilité de la production, versements directs 107
III. SUBVENTIONS À L'EXPORTATION PROHIBÉES 109
A. LES ÉTATS-UNIS NE BÉNÉFICIENT PAS DE LA PROTECTION CONFÉRÉE PAR LA "CLAUSE DE PAIX" CONTRE DES ALLÉGATIONS CONCERNANT DES SUBVENTIONS PROHIBÉES ET POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION EN RAPPORT AVEC DES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION 109
B. LES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION DES ÉTATS-UNIS CONSTITUENT UNE VIOLATION DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE ET DE L'ACCORD SMC 109
1. Versements à l'exportation au titre du programme Step 2 109
a) Violation *per se* des articles 3:3 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* 109
b) Violation de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* 110
2. Programme de garantie du crédit à l'exportation 110
a) Violation des articles 8 et 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture* 110
b) Violation de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* 112
3. Mesure de remplacement des FSC 112
IV. SUBVENTIONS PROHIBÉES 112
A. LES VERSEMENTS INTÉRIEURS AU TITRE DU PROGRAMME STEP 2 CONSTITUENT UNE VIOLATION DE L'ACCORD SMC ET DE L'ARTICLE III:4 DU GATT 112
V. DEMANDE DE DÉCISION PRÉLIMINAIRE CONCERNANT CERTAINES QUESTIONS PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS 113
VI. CONCLUSION 113

I. INTRODUCTION

1.01 Le présent différend entre le Brésil et les États-Unis concernant les subventions des États-Unis pour le coton upland, en plus d'être important pour l'examen des droits et obligations des parties concernées, vient à point nommé. La Nouvelle-Zélande espère qu'il éclairera l'interprétation correcte d'importantes disciplines de l'OMC applicables au commerce des produits agricoles. Bien que la Nouvelle-Zélande ne soit pas un producteur ou un exportateur de coton, elle a un intérêt systémique à assurer la préservation de l'intégrité de ces disciplines et s'est donc associée au présent différend en tant que tierce partie.

1.02 La Nouvelle-Zélande reconnaît aussi l'importance du secteur du coton pour un certain nombre de pays en développement. À cet égard, elle rappelle la proposition conjointe faite récemment dans le contexte des négociations dans le cadre du Programme pour le développement de Doha par le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad, intitulée "Réduction de la pauvreté: Initiative sectorielle en faveur du coton".[1] La proposition conjointe appelle à une reconnaissance de la nature stratégique du coton pour le développement et la réduction de la pauvreté dans de nombreux pays les moins avancés et à l'élimination totale des mesures de soutien à la production et à l'exportation du coton. Comme il est indiqué dans le document, les efforts des producteurs de coton des pays d'Afrique occidentale et centrale en faveur de la libéralisation et de la compétitivité sont pratiquement anéantis par le maintien dans certains pays Membres de l'OMC de mesures de soutien pour le coton qui faussent les marchés mondiaux.

1.03 La proposition conjointe évoque le tort causé par les niveaux très élevés de soutien octroyés aux producteurs de coton de certains pays Membres de l'OMC, notamment en gonflant artificiellement l'offre sur les marchés internationaux et en déprimant les prix à l'exportation. C'est précisément ce tort auquel le Brésil essaie de s'attaquer dans le cadre du présent différend.

1.04 En ce qui concerne les disciplines de l'OMC, l'une des principales réalisations du Cycle d'Uruguay a été la reconnaissance que les politiques de soutien interne jouaient un rôle dans la détermination de la nature générale du commerce international des produits agricoles. Pour la première fois, des disciplines spécifiques ont été imposées en ce qui concerne la capacité des Membres d'utiliser les programmes de soutien interne de manière incontrôlée. Les mesures de soutien interne ayant des effets de distorsion sur les échanges ou la production ont fait l'objet d'engagements de réduction.

1.05 La Nouvelle-Zélande est soucieuse d'assurer que les mesures qui ont des effets de distorsion sur les échanges ou mesures de la "catégorie orange" ne puissent pas être utilisées contrairement à la "clause de paix" d'une manière qui affecte négativement d'autres Membres.

1.06 Alors qu'ils examinaient la question du soutien ayant des effets de distorsion sur les échanges, les Membres ont reconnu que certaines formes de soutien interne avaient moins d'effets de distorsion sur les échanges que d'autres et que certains types de programmes devraient continuer de jouer un rôle dans la "panoplie" des politiques des Membres. En conséquence, la "catégorie verte", telle qu'elle est définie à l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*, a été conçue pour permettre aux Membres de poursuivre la réalisation d'objectifs agricoles tels que la fourniture de services de caractère général, l'aide en cas de catastrophes, la sécurité alimentaire et l'aide à l'ajustement des structures et de soutenir les revenus dès lors que cela était fait d'une manière totalement "découplée" de la production. La "catégorie verte" permet donc aux Membres de l'OMC de répondre à des objectifs légitimes autres que d'ordre commercial d'une manière qui ne fausse pas les échanges.

[1] TN/AG/GEN/4.

1.07 Des critères d'admissibilité stricts ont été énoncés aux articles 6 et 7 et à l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* pour assurer que seules les mesures n'ayant réellement pas d'effets de distorsion sur les échanges échappent aux engagements de réduction, y compris l'inclusion explicite de la "prescription fondamentale", selon laquelle "leurs effets de distorsion sur les échanges ou leurs effets sur la production doivent être nuls ou, au plus, minimes".[2]

1.08 Le fait que des critères de base et spécifiques suivant les politiques ont été inclus dans l'*Accord sur l'agriculture* montre que les Membres ont reconnu la possibilité que la "catégorie verte" soit abusivement utilisée et que les engagements en matière de soutien interne soient contournés. De l'avis de la Nouvelle-Zélande, il est primordial que l'intégrité des disciplines relatives aux mesures de la "catégorie verte" ne soit pas affaiblie ou leur but légitime compromis par l'inclusion de mesures qui ne satisfont pas aux prescriptions strictes de l'Annexe 2, y compris le critère fondamental selon lequel ces mesures ne doivent pas avoir d'effets de distorsion sur les échanges ou sur la production. En conséquence, l'un des principaux objectifs de la Nouvelle-Zélande en s'associant au présent différend en tant que tierce partie est d'assurer que la "catégorie verte" ne puisse pas être utilisée pour contourner des engagements concernant les mesures ayant des effets de distorsion sur les échanges.

1.09 Dans le cadre du Cycle d'Uruguay, les Membres sont aussi convenus d'une "clause de paix" (article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*). Ce qui est particulièrement pertinent en l'espèce, c'est que les Membres sont convenus qu'à condition que les mesures de la "catégorie verte" satisfassent aux prescriptions de l'*Accord sur l'agriculture* et que les niveaux de soutien n'excèdent pas les niveaux de 1992, ces mesures seraient exemptées pendant la période de mise en œuvre de l'*Accord* de certaines actions dont les Membres pourraient autrement se prévaloir au titre de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (l'"*Accord SMC*") et de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le "*GATT de 1994*"). La protection conférée par la "clause de paix" a également été étendue aux subventions à l'exportation conformes aux prescriptions de l'*Accord sur l'agriculture*.

1.10 En conséquence, la Nouvelle-Zélande est aussi soucieuse d'assurer que les Membres puissent utiliser leurs droits au titre de l'*Accord SMC* et du *GATT de 1994* pour entreprendre une action en ce qui concerne des mesures de soutien interne et des subventions à l'exportation dans les cas où les prescriptions de la "clause de paix" n'ont pas été respectées.

1.11 La Nouvelle-Zélande pense que les arguments avancés par le Brésil[3] montrent que la "clause de paix" n'a pas été respectée en ce qui concerne le soutien interne et les subventions à l'exportation accordés par les États-Unis pour le coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999, 2000, 2001 et 2002, et que par conséquent le Brésil est en droit de formuler des allégations concernant des subventions pouvant donner lieu à une action et prohibées à l'encontre des États-Unis au titre du *GATT de 1994* et de l'*Accord SMC*.

1.12 La présente communication, conformément à la demande du Groupe spécial[4], traite essentiellement les questions soulevées dans les communications du Brésil et des États-Unis au sujet de l'interprétation de fond de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*. Comme elle le développe dans la présente communication, la Nouvelle-Zélande souscrit aux allégations formulées par le Brésil. Elle n'a eu que peu de temps pour examiner la première communication écrite des États-Unis[5] et ne traite donc que certaines des questions qui y sont soulevées. En particulier, la Nouvelle-Zélande traite, à la

[2] *Accord sur l'agriculture*, Annexe 2, paragraphe 1.

[3] Première communication du Brésil au Groupe spécial concernant les allégations relatives à la "clause de paix" et non relatives à la "clause de paix", 24 juin 2003 ("Première communication écrite du Brésil").

[4] Communication du Groupe spécial aux parties, 20 juin 2003.

[5] Première communication écrite des États-Unis d'Amérique, 11 juillet 2003 ("Première communication écrite des États-Unis").

fin de la présente communication[6], la demande des États-Unis concernant une décision préliminaire sur certaines questions.[7] Elle attend avec intérêt la prochaine phase de l'affaire au cours de laquelle seront examinées les allégations du Brésil au titre des articles 3, 5 et 6 de l'*Accord SMC* et de l'article XVI du *GATT de 1994*.

II. MESURES DE SOUTIEN INTERNE

A. LES ÉTATS-UNIS NE BÉNÉFICIENT PAS D'UNE PROTECTION AU TITRE DE LA "CLAUSE DE PAIX" CONTRE DES ALLÉGATIONS CONCERNANT DES SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION EN RAPPORT AVEC LE SOUTIEN ACCORDÉ POUR LE COTON UPLAND PENDANT LES CAMPAGNES DE COMMERCIALISATION 1999, 2000, 2001 ET 2002

2.01 La Nouvelle-Zélande pense comme le Brésil que les Membres ne peuvent se prévaloir d'un moyen de défense au titre de la "clause de paix" établie par l'article 13 b) ii) de l'*Accord sur l'agriculture* que si la quantité totale du soutien accordé par le biais de toutes les mesures de soutien interne ne relevant pas de la "catégorie verte" pour un produit spécifique n'excède pas la quantité du soutien interne ne relevant pas de la catégorie verte qu'il a été décidé d'accorder pendant la campagne de commercialisation 1992.

2.02 La Nouvelle-Zélande approuve le processus décrit par le Brésil[8] pour déterminer si les États-Unis peuvent invoquer la protection conférée par la clause de paix contre des allégations concernant l'existence d'un préjudice grave au titre des articles 5 c) et 6.3 de l'*Accord SMC* et de l'article XVI:1 du *GATT de 1994*.

2.03 Plus précisément, la Nouvelle-Zélande convient que la première étape consiste à identifier et à quantifier tout le soutien ne relevant pas de la "catégorie verte" accordé par les États-Unis pour la production de coton upland pendant la campagne de commercialisation 1992. La deuxième étape consiste à identifier et à quantifier tous les versements des États-Unis ne relevant pas de la "catégorie verte" qui accordent un soutien pour le coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999, 2000 et 2001 et à fournir des estimations pour la campagne de commercialisation 2002. L'étape finale consiste à déterminer si le soutien accordé par les États-Unis pour le coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 excédait le soutien qu'ils ont accordé pour le coton upland en 1992.

2.04 Les renseignements fournis par le Brésil[9] démontrent que le niveau du soutien interne pour le coton upland pendant chacune de ces campagnes de commercialisation excédait bien en fait le niveau décidé pendant la campagne de commercialisation 1992 et que par conséquent ces mesures de soutien interne peuvent faire l'objet d'allégations fondées sur l'article XVI du *GATT de 1994* ou les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*.

2.05 La Nouvelle-Zélande note que les États-Unis font valoir que le concept pertinent pour la comparaison exigée par l'article 13 b) ii) est uniquement le taux de soutien "par livre" fixé par les mesures de soutien interne pertinentes.[10] Utilisant ce concept, les États-Unis font valoir que le soutien actuellement accordé pour le coton upland (0,52 dollar par livre) n'excède pas celui qui a été accordé pour le coton upland pendant la campagne de commercialisation 1992 (0,729 dollar par livre).[11]

---

[6] Paragraphes 5.01 et 5.02.
[7] Première communication écrite des États-Unis, Partie V.
[8] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 123.
[9] *Ibid*., paragraphe 124.
[10] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 94 et 105.
[11] *Ibid*., paragraphe 125.

2.06 La Nouvelle-Zélande convient que les mesures considérées (le taux de prêt) contribuent à garantir un prix à la production à un taux spécifié par livre de production et que le taux par livre du prix garanti pour les producteurs est l'un des facteurs pertinents pour la comparaison exigée par l'article 13 b) ii). Par contre, la Nouvelle-Zélande ne convient pas que le mot "décidé" à l'article 13 b) ii) était censé, ou devrait, être compris comme signifiant que le taux par livre du prix garanti pour les producteurs d'un produit est le seul facteur à prendre en considération pour déterminer le montant du soutien accordé. En fait, la Nouvelle-Zélande ne voit rien qui étaye une telle approche ni dans le libellé spécifique de l'article 13 b) ii) ni dans son objet et son but.

2.07 La Nouvelle-Zélande estime que la comparaison doit tenir compte de la totalité des versements aux producteurs de coton upland pour refléter la véritable nature du soutien qui est accordé à un producteur – l'approche des États-Unis ne prend pas en considération cet objectif. Par exemple, en ce qui concerne le soutien accordé aux producteurs de coton upland des États-Unis, les versements au titre du programme Step 2 et les versements au titre de l'assurance-récolte sont aussi des facteurs qui influent sur les décisions des agriculteurs en matière de production de même, bien sûr, que le programme de versements "anticycliques" qui garantit effectivement un prix de 0,724 dollar par livre. Par conséquent, même si on admet l'hypothèse des États-Unis selon laquelle l'utilisation d'un "taux" est primordiale, les choses sont très différentes de ce que les États-Unis allèguent.

2.08 En outre, la Nouvelle-Zélande considère qu'une évaluation des versements budgétaires est aussi essentielle pour apprécier les véritables effets des programmes de soutien. En se concentrant uniquement sur un taux par livre on ne prend pas en considération les niveaux réels de soutien interne représentés par les dépenses budgétaires qui doivent être accordées pour maintenir ces taux et les autres versements reçus.

2.09 À cet égard, la Nouvelle-Zélande rappelle que la raison d'être de la clause conditionnelle énoncée à l'article 13 b) ii) selon laquelle ces mesures ne doivent pas accorder un soutien pour un produit spécifique qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992 est d'imposer une limite supérieure au niveau de distorsion sur les échanges ou la production causé par ces mesures. L'intention globale qu'avaient clairement les Membres de l'OMC dans la négociation de l'*Accord sur l'agriculture* était qu'à l'avenir de telles distorsions soient réduites, conformément à l'objectif à long terme qui est "de remédier aux restrictions et distorsions touchant les marchés agricoles mondiaux et de les prévenir".[12] En conséquence, il serait incompatible avec l'objet et le but de l'*Accord*, et de l'article 13 b) ii) plus précisément, d'adopter une interprétation qui limite artificiellement l'examen de la portée du soutien accordé à celui d'un "taux par livre" du prix garanti à un producteur plutôt qu'à la totalité du soutien accordé qui crée les distorsions des échanges et de la production.

2.10 À cet égard, le fait que les dépenses budgétaires des États-Unis ont augmenté par rapport à leur niveau de 1992 n'est pas fortuit. Ces augmentations sont imputables, du moins en partie, aux effets de distorsion sur la production et le marché des mesures des États-Unis qui ont entraîné des niveaux d'exportation de coton upland des États-Unis plus élevés, lesquels ont à leur tour exercé une pression à la baisse sur les prix du coton sur le marché mondial. En substance, le niveau de distorsion des échanges s'est accru à mesure que l'écart entre le prix que les agriculteurs s'attendent à recevoir et le prix sur le marché mondial s'est creusé. À l'inverse, si les États-Unis avaient maintenu le niveau de soutien de 1992, leurs producteurs seraient beaucoup plus conscients des réalités du marché mondial du coton et seraient moins incités à contribuer encore à la distorsion des échanges.

[12] Paragraphe 3 du préambule de l'*Accord sur l'agriculture*.

1. Versements au titre du programme Step 2, primes de complément de prêts, gains sur les prêts à la commercialisation et versements pour les graines de coton

2.11 Ces versements sont manifestement un soutien ne relevant pas de la "catégorie verte", comme le laisse entendre la notification présentée par les États-Unis au Comité de l'agriculture de l'OMC pour la campagne de commercialisation 1999.[13] Comme le fait observer le Brésil, la structure de la plupart de ces programmes est essentiellement la même pendant la campagne de commercialisation 2000-2001 et au titre de la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural (la "Loi FSRI de 2002")[14] que ce qu'elle était pendant la campagne de commercialisation 1999. La Nouvelle-Zélande considère que ces versements devraient continuer d'être traités comme un soutien ne relevant pas de la "catégorie verte" pour le coton upland et doivent donc être utilisés pour calculer la quantité totale du soutien accordé pour le coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002.

2. Versements pour perte de parts de marché, versements anticycliques et versements au titre de l'assurance-récolte

2.12 Les États-Unis ont notifié les versements au titre de l'assurance-récolte et les versements pour perte de parts de marché comme un soutien interne relevant de la "catégorie orange".[15] Le Brésil note que la Loi FSRI de 2002 a institutionnalisé les versements pour perte de parts de marché par un nouveau programme de versements "anticycliques" ("CCP").[16]

2.13 La Nouvelle-Zélande note que le Brésil fait valoir que les subventions CCP ne sont pas conformes aux critères énoncés à l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*, plus précisément au paragraphe 6 b) et c), et ne satisfont pas à la prescription fondamentale selon laquelle les "effets de distorsion sur les échanges ou […] effets sur la production [des mesures relevant de la "catégorie verte"] doivent être nuls ou, au plus, minimes".

2.14 Le Brésil fait valoir que le programme CCP n'est pas une mesure relevant de la "catégorie verte" parce que les versements ne sont pas établis sur la base des prix du coton upland qui avaient cours pendant une période de base précédente mais sont liés aux prix actuels du produit considéré, contrairement aux prescriptions du paragraphe 6 c) de l'Annexe 2.[17]

2.15 Le paragraphe 6 c) de l'Annexe 2 indique clairement que le montant des versements au titre du soutien du revenu découplé "ne sera pas fonction ni établi sur la base des prix, intérieurs ou internationaux, s'appliquant à une production réalisée au cours d'une année suivant la période de base". Comme le note le Brésil, le montant du versement au titre du programme CCP varie selon les fluctuations du prix moyen sur le marché national, c'est-à-dire qu'il est lié au prix courant. En conséquence, de l'avis de la Nouvelle-Zélande, cela suffit pour étayer une constatation du Groupe spécial selon laquelle le programme CCP fait intervenir des versements qui ne sont pas des mesures de soutien relevant de la "catégorie verte" conformément à l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* et doit donc être utilisé pour calculer la quantité totale du soutien interne accordé pour le coton upland pour la campagne de commercialisation 2002. En fait, les États-Unis approuvent cette approche.[18]

2.16 La Nouvelle-Zélande note cependant que les États-Unis ont fait valoir que l'expression "soutien pour un produit spécifique" utilisée à l'article 13 b) ii) devrait être interprétée comme

[13] G/AG/N/USA/43, pièce n° 47 du Brésil.
[14] Pièce n° 29 du Brésil.
[15] G/AG/N/USA/43, page 37. Pièce n° 47 du Brésil.
[16] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 62.
[17] *Ibid.*, paragraphe 197.
[18] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 118.

signifiant "soutien par produit".[19] Sur cette base, les États-Unis font valoir que le programme CCP et le programme d'assurance-récolte devraient être exclus de la portée du soutien accordé pour le coton upland aux fins de l'article 13 b) ii).[20]

2.17 Alors que la Nouvelle-Zélande note que les États-Unis ont notifié l'aide pour perte de parts de marché et au titre de l'assurance-récolte (et notifieront probablement les versements CCP) comme un soutien interne autre que par produit[21], il ressort clairement de la discussion tenue au Comité de l'agriculture de l'OMC que les Membres, y compris la Nouvelle-Zélande, se sont demandé si cela était approprié.[22]

2.18 Les États-Unis affirment que les versements CCP sont des versements autres que par produit parce qu'ils ne sont pas couplés à la production courante d'un quelconque produit spécifique mais sont plutôt fondés sur une superficie de base et des rendements fixes antérieurs.[23] Toutefois, de l'avis de la Nouvelle-Zélande, le Brésil a présenté des éléments de preuve significatifs indiquant l'existence d'un lien solide entre les versements CCP et la production de coton upland, tel que les agriculteurs ayant une superficie de base de coton upland continueront probablement de produire du coton upland.

2.19 En particulier, le Brésil fait observer que la plupart des exploitants cotonniers ont réalisé des investissements considérables dans du matériel spécifique au coton, ou pratiquent leur activité sur des sites où le coton est la culture la plus productive, et qu'il est donc plus probable qu'ils continueront à produire du coton.[24] Le lien entre la perception de versements CCP et la production de coton est encore renforcé par le fait que les versements CCP sont explicitement calculés sur la base des prix courants du coton.

2.20 Le Brésil fait aussi observer que les versements CCP incitent les agriculteurs ayant une superficie de base de coton upland à maintenir une production de coton upland.[25] En fait, dans le cadre du programme CCP, la seule façon dont un agriculteur peut garantir un résultat particulier est de continuer à cultiver la même culture, s'il ne veut pas courir le risque de laisser passer l'occasion. Par exemple, si il ou elle choisit de produire du blé et que les prix du coton sont suffisamment élevés pour qu'aucun versement CCP ne soit effectué mais que les prix du blé baissent, l'agriculteur enregistrera une perte qu'il n'aurait pas enregistrée s'il avait continué de produire du coton.

2.21 Indépendamment de la question de savoir si ces versements sont notifiés ou non comme étant des versements par produit, ils doivent quand même être considérés comme un "soutien accordé pour un produit spécifique" aux fins de l'article 13 b) ii). Rien ne permet aux États-Unis d'affirmer qu'il faudrait lire "soutien accordé pour un produit spécifique" comme signifiant "soutien par produit". Vu la mention détaillée des mesures de soutien interne potentiellement exemptées faite dans le texte introductif même de l'article 13 b) ii), si les Membres avaient voulu exclure le soutien autre que par produit, ils l'auraient certainement dit. En outre, s'ils avaient voulu qu'on lise "soutien accordé pour un produit spécifique" comme signifiant soutien "par produit", ils l'auraient dit – l'expression a été utilisée au moins cinq fois ailleurs dans l'*Accord*.

2.22 En fait, la référence à un soutien pour un "produit spécifique" à l'article 13 b) ii) a été utilisée pour faire la distinction entre la nature de la "clause de paix" et les engagements en matière de soutien interne plus généralement qui se fondent sur une "mesure globale du soutien" ("MGS") "totale"

[19] *Ibid.*, paragraphe 78.
[20] *Ibid.*, paragraphe 122.
[21] G/AG/N/USA/43, pièce n° 47 du Brésil.
[22] Voir, par exemple, G/AG/R/34 "Rapport succinct de la réunion du 27 mars 2003", page 37.
[23] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 115.
[24] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 207.
[25] *Ibid.*, paragraphe 211.

(c'est-à-dire sur toute l'agriculture). Ce n'est que si un soutien pour un produit particulier augmente qu'il peut être contesté au titre de l'*Accord SMC*. En l'absence d'une telle clarification, la protection conférée par la "clause de paix" pourrait éventuellement être perdue pour n'importe quel produit agricole si la MGS totale augmentait, même si le soutien à ce produit spécifique n'avait pas augmenté. Cela aurait des résultats imprévisibles pour les produits mis individuellement et ne peut avoir été l'effet voulu de la "clause de paix".

2.23 Rien à l'article 6 ne laisse entendre qu'il est justifié de traiter le soutien par produit et le soutien autre que par produit séparément au titre de l'article 13. La Nouvelle-Zélande ne voit aucune base qui permette de penser que le soutien pour un produit spécifique devrait être exclu simplement parce que d'autres produits peuvent recevoir un soutien semblable. Le soutien accordé dans le cadre de programmes généralement disponibles (ce que, note la Nouvelle-Zélande, le programme d'aide pour perte de parts de marché et maintenant le programme CCP ne sont pas) est néanmoins un soutien perçu pour les produits pris individuellement. Si l'on poussait à l'extrême la logique de l'argument des États-Unis, cela reviendrait à faire effectivement de tout le soutien à l'agriculture un soutien autre que par produit dès lors que le même type de soutien était accordé à plus d'un produit.

2.24 En conséquence, la Nouvelle-Zélande considère que les États-Unis placent à tort les versements CCP dans la catégorie du soutien autre que par produit. Mais la question de savoir s'ils sont par produit ou autres que par produit est, en fait, dénuée de pertinence aux fins de l'article 13 b) ii) puisque rien ne permet de dire qu'il y a une telle limitation concernant les types de soutien interne à prendre en considération au sens de cette disposition. Au lieu de cela, la partie de tout soutien autre que par produit accordée pour un produit spécifique, en l'espèce le coton upland, doit être incluse dans l'analyse comparative exigée par l'article 13 b) ii). À cet égard, la Nouvelle-Zélande note que ce que le Brésil propose n'est rien de plus que ce que les États-Unis ont fait en ce qui concerne les crédits à l'exportation dans leur première communication écrite où ils ont attribué les coûts administratifs des crédits à l'exportation au produit spécifique qu'est le coton upland.[26]

2.25 Les mêmes arguments peuvent être avancés en ce qui concerne les versements au titre des programmes d'assurance-récolte.

3. Versements au titre de contrats de flexibilité de la production, versements directs

2.26 De l'avis de la Nouvelle-Zélande, un aspect important du programme de "versements directs" ("DP") empêche l'inclusion de ces versements dans la "catégorie verte", plus précisément la possibilité pour les agriculteurs d'actualiser la superficie de base utilisée pour le calcul des versements DP.[27] Comme l'a souligné le Brésil, le programme DP a succédé au programme de versements au titre de contrats de flexibilité de la production ("PFC") et le fait de permettre l'actualisation de la période de base "fixe" en renommant le programme PFC programme DP rendrait sans objet les dispositions du paragraphe 6 a) et b) de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*.[28]

2.27 La possibilité qu'ont les agriculteurs d'actualiser la superficie de base en vertu de la Loi FSRI de 2002 constitue une violation directe de la prescription énoncée au paragraphe 6 de l'Annexe 2 selon laquelle le soutien du revenu découplé doit être déterminé d'après une "période de base définie et fixe". La Nouvelle-Zélande souscrit à l'interprétation du Brésil selon laquelle le paragraphe 6 a) et b) envisage une seule période de base qui est fixe et invariable.

---

[26] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 175.
[27] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 52; pièce n° 35 du Brésil.
[28] *Ibid*., paragraphe 182.

2.28 Comme le fait observer le Brésil, permettre l'actualisation de la période de base pour englober une superficie additionnelle donnant lieu à des versements (comme un tiers de l'ensemble des exploitations des États-Unis ayant une superficie admissible ont choisi de le faire)[29] établirait un lien entre les volumes récents accrus de la production et le montant des versements courants.[30] Le Brésil déclare aussi à juste titre que cela est contraire à l'objet et au but du "soutien du revenu découplé", qui est de briser le lien entre la production et le montant du soutien et d'assurer ainsi que ces mesures ont des effets sur la production "nuls ou, au plus, minimes". Comme les éléments de preuve présentés par le Brésil le montrent, la perspective de pouvoir actualiser la superficie de base et les rendements donnant lieu à des versements influence la production de diverses manières[31], en particulier du fait que, ayant eu une occasion d'actualiser leur superficie de base, les agriculteurs pourraient raisonnablement s'attendre à avoir d'autres occasions de le faire à l'avenir.

2.29 De l'avis de la Nouvelle-Zélande, l'actualisation de la superficie de base pour le seul programme DP est suffisante pour l'exclure de la portée des mesures relevant de la "catégorie verte" autorisées comme il est indiqué à l'Annexe 2. Ces versements sont plutôt des mesures de la "catégorie orange" qui, conformément à l'article 6 de l'*Accord sur l'agriculture*, constituent un soutien interne pour le coton upland pendant la campagne de commercialisation 2002.

2.30 Le Brésil a aussi fait valoir que les programmes PFC et DP avaient plus qu'un effet minime sur la production et les échanges et ne satisfont donc pas à la "prescription fondamentale" applicable aux mesures de soutien interne de la "catégorie verte".

2.31 La Nouvelle-Zélande souscrit à l'interprétation du Brésil selon laquelle la "prescription fondamentale" à laquelle les mesures de soutien interne de la "catégorie verte" doivent répondre, à savoir que "leurs effets de distorsion sur les échanges ou leurs effets sur la production doivent être nuls ou, au plus, minimes", signifie qu'il suffit que la quantité ou le niveau des effets de distorsion sur les échanges ou sur la production soit très faible pour déclencher un refus du statut de la "catégorie verte" au titre de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*.[32] Le libellé du paragraphe 1 de l'Annexe 2 indique clairement que cette prescription fondamentale et les autres critères énoncés à l'Annexe 2 doivent être strictement appliqués à toutes mesures pour obtenir l'exemption des engagements de réduction.

2.32 Les effets de distorsion sur les échanges ou les effets sur la production de toute mesure de soutien interne doivent être déterminés au cas par cas, en examinant les circonstances et les caractéristiques spécifiques de chaque mesure particulière. Le Brésil a fourni des renseignements complets concernant les effets des programmes PFC et DP pour permettre au Groupe spécial de déterminer si ces versements ont des effets même très minimes de distorsion sur la production ou sur les échanges et ne satisfont donc pas à la "prescription fondamentale" pour les mesures relevant de la "catégorie verte" comme il est prévu à l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

2.33 La Nouvelle-Zélande note que les États-Unis ne répondent à aucun des arguments du Brésil concernant le programme PFC/DP et le niveau de distorsion de la production qu'il cause autrement que pour alléguer que le changement de nom du programme le met à l'abri d'un examen. En conséquence, les arguments du Brésil devraient être admis.

[29] *Ibid*., paragraphe 181.
[30] *Ibid*., paragraphe 179.
[31] *Ibid*., paragraphes 185 à 190.
[32] *Ibid*., paragraphe 165.

III. SUBVENTIONS À L'EXPORTATION PROHIBÉES

A. LES ÉTATS-UNIS NE BÉNÉFICIENT PAS DE LA PROTECTION CONFÉRÉE PAR LA "CLAUSE DE PAIX" CONTRE DES ALLÉGATIONS CONCERNANT DES SUBVENTIONS PROHIBÉES ET POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION EN RAPPORT AVEC DES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION

3.01 La Nouvelle-Zélande souscrit aux arguments formulés par le Brésil selon lesquels les trois types de subventions à l'exportation appliqués pour le coton upland et d'autres produits par les États-Unis (le programme Step 2 à l'exportation, le programme de garantie du crédit à l'exportation et le programme de remplacement des FSC) constituent une violation des articles 3:3, 8 et 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture* et ne satisfont donc pas à la prescription de conformité avec la Partie V de l'*Accord*, de sorte que ces subventions ne sont pas exemptées des allégations du Brésil fondées sur l'article XVI du *GATT de 1994* ou les articles 3, 5 et 6 de l'*Accord SMC*.

B. LES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION DES ÉTATS-UNIS CONSTITUENT UNE VIOLATION DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE ET DE L'ACCORD SMC

1. Versements à l'exportation au titre du programme Step 2

a) Violation *per se* des articles 3:3 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture*

3.02 Comme l'a souligné le Brésil[33], les versements à l'exportation au titre du programme Step 2 relèvent clairement de la description d'une subvention à l'exportation figurant à l'article 9:1 a) de l'*Accord sur l'agriculture* en ce sens qu'il s'agit d'une subvention directe accordée par le gouvernement des États-Unis aux exportateurs de coton upland qui est subordonnée aux exportations.

3.03 Même si le Groupe spécial devait constater que les versements à l'exportation au titre du programme Step 2 ne relevaient pas de la description figurant à l'article 9:1 a) de l'*Accord sur l'agriculture*, l'Organe d'appel a déterminé, comme le note le Brésil, que l'article 10:1 a pour effet qu'un Membre peut uniquement accorder des subventions à l'exportation en conformité avec l'*Accord sur l'agriculture* s'il a inscrit sur sa Liste des niveaux d'engagement de réduction des subventions à l'exportation pour le produit agricole considéré.[34] L'utilisation de tout autre type de subvention à l'exportation menacera "à tout le moins" d'entraîner un contournement des engagements de réduction des subventions au sens de l'article 10:1.

3.04 En conséquence, la Nouvelle-Zélande pense comme le Brésil que les versements à l'exportation au titre du programme Step 2 constituent *per se* une violation des articles 3:3 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture*.

3.05 La Nouvelle-Zélande note que les États-Unis ont fait valoir que les versements à l'exportation au titre du programme Step 2 n'étaient pas des subventions à l'exportation telles qu'elles étaient définies aux articles 9:1 a) et 10 de l'*Accord sur l'agriculture* (et à l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*) parce que les versements au titre du programme Step 2 pouvaient être obtenus par les utilisateurs nationaux aussi bien que par les exportateurs de coton upland.[35] Comme l'a reconnu l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – FSC Recours à l'article 21:5*[36], le fait qu'un programme permet d'effectuer

---

[33] *Ibid*., paragraphes 238 à 243.

[34] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, WT/DS108/AB/R ("*États-Unis – FSC*"), paragraphes 150 à 152; première communication écrite du Brésil, paragraphe 237.

[35] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 132.

[36] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" - Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/AB/RW ("*États-Unis – FSC Recours à l'article 21:5*").

des versements autrement qu'en les subordonnant aux exportations ne diminue pas la subordination aux exportations de ceux qui sont subordonnés aux exportations.

3.06 Dans l'affaire *États-Unis – FSC Recours à l'article 21:5*, les États-Unis ont fait valoir qu'une mesure qui prévoyait d'exclure du champ de l'impôt des produits exportés, mais autorisait aussi qu'une exclusion du champ de l'impôt soit obtenue sans exportation, ne pouvait être considérée comme "subordonnée aux résultats à l'exportation". L'Organe d'appel n'était pas d'accord.

3.07 L'Organe d'appel a dit que la mesure "envisage[ait] ... deux situations factuelles différentes"; lorsque les biens étaient produits aux États-Unis et détenus pour être utilisés hors des États-Unis et lorsque les biens étaient produits hors des États-Unis et détenus pour être utilisés hors des États-Unis. Selon l'Organe d'appel, "le fait que les subventions accordées dans la deuxième série de circonstances pourraient ne pas être subordonnées aux exportations n'élimine pas la subordination aux exportations se produisant dans la première série de circonstances".[37]

3.08 La Nouvelle-Zélande considère que le fait que des versements peuvent aussi être faits aux utilisateurs nationaux de coton upland n'"élimine" pas la subordination aux exportations des versements qui sont faits aux exportateurs. Les versements aux exportateurs de coton upland admissibles dépendent de la fourniture d'une preuve de l'exportation et sont donc subordonnés aux résultats à l'exportation.

3.09 En conséquence, les versements à l'exportation au titre du programme Step 2 constituent un manquement à l'obligation qu'ont les États-Unis au titre de l'article 3:3 de ne pas accorder de telles subventions pour tout produit agricole qu'ils n'ont pas spécifié dans la section II de la Partie IV de leur Liste et constituent donc *per se* une violation de l'engagement pris par les États-Unis à l'article 8 de ne pas octroyer de subventions à l'exportation si ce n'est en conformité avec l'*Accord sur l'agriculture*.

b) Violation de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*

3.10 La Nouvelle-Zélande souscrit à la conclusion du Brésil selon laquelle les versements à l'exportation au titre du programme Step 2 satisfont aux prescriptions applicables à une subvention énoncées à l'article 1.1 a) 1) i) et 1.1 a) 2) de l'*Accord SMC* et sont subordonnés aux exportations au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*.

3.11 En conséquence, si le Groupe spécial constate, comme la Nouvelle-Zélande croit qu'il le devrait, que les versements à l'exportation au titre du programme Step 2 constituent *per se* des subventions prohibées au sens de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*, il est tenu de recommander au titre de l'article 4.7 de l'*Accord SMC* que les États-Unis retirent le programme sans retard. La Nouvelle-Zélande soutient donc la demande du Brésil visant à ce que le Groupe spécial fasse expressément une telle recommandation.

2. Programme de garantie du crédit à l'exportation

a) Violation des articles 8 et 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*

3.12 La Nouvelle-Zélande souscrit aux arguments du Brésil selon lesquels le programme de garantie du crédit à l'exportation offre des subventions à l'exportation qui peuvent entraîner, ou menacer d'entraîner, un contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation au titre de l'article 10:1. Comme l'a établi l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – FSC*[38], l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture* est violé dans les cas où une subvention à l'exportation peut

[37] *Ibid*., paragraphe 119.
[38] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphes 150 à 152.

être obtenue pour des produits agricoles non inscrits sur les Listes pour lesquels aucun engagement de réduction n'a été pris, car "à tout le moins" cela menace d'entraîner un contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation.

3.13 Il est évident que les Membres ont estimé que les programmes de crédit à l'exportation pouvaient offrir des subventions à l'exportation puisqu'ils ont fait spécifiquement référence à ces programmes à l'article 10:2 de l'*Accord sur l'agriculture*. Alors que les programmes de crédit à l'exportation des pouvoirs publics n'offrent pas tous nécessairement des subventions à l'exportation, il est clair que le programme des États-Unis le fait des deux manières démontrées par le Brésil (c'est-à-dire parce qu'il relève clairement du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant à l'Annexe 1 de l'*Accord SMC*[39] ou qu'il est autrement une subvention à l'exportation telle qu'elle est définie aux articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*).[40] Le programme de crédit à l'exportation est donc une subvention subordonnée aux exportations dans le contexte de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*.

3.14 La Nouvelle-Zélande note que les États-Unis ont fait valoir ce qui suit: "les termes mêmes de l'article 10:2 (de l'*Accord sur l'agriculture*) indiquent que les programmes de garantie du crédit à l'exportation ne sont pas soumis d'une quelconque façon aux disciplines relatives aux subventions à l'exportation de cet *accord*".[41] La Nouvelle-Zélande ne souscrit pas à cette affirmation. L'article 10 s'intitule "Prévention du contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation" et l'inclusion d'une référence aux crédits à l'exportation dans cet article montre clairement que les Membres craignent que les crédits à l'exportation puissent constituer des subventions à l'exportation.

3.15 L'article 10:2 ne laisse pas non plus entendre d'une quelconque façon qu'il prévoit une exception aux disciplines de l'article 10:1. La Nouvelle-Zélande pense comme les États-Unis que l'article 10:2 ne dit pas "en plus des engagements en matière de subventions à l'exportation" de l'*Accord*.[42] C'est parce qu'il n'avait pas à le faire, puisqu'il vient directement après la prohibition générale concernant le contournement énoncée à l'article 10:1. Alors que l'article 10:1 prévoit actuellement la seule discipline relative à l'utilisation des crédits à l'exportation, on s'attend à ce que le travail envisagé à l'article 10:2 permette d'élaborer des disciplines supplémentaires et plus spécifiques qui rendront sans doute l'identification de la mesure dans laquelle ces programmes de crédit à l'exportation constituent des subventions à l'exportation plus simple. Toutefois, il est incorrect de supposer qu'il y a dans l'intervalle un vide. Le point j) de la Liste exemplative de l'*Accord SMC* donne déjà clairement des indications sur les cas où les programmes de garantie du crédit à l'exportation ou d'assurance doivent être considérés comme étant des "subventions à l'exportation" et, au-delà, la définition générale figurant aux articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC* s'applique aussi. Alors que les dispositions du point j) ne s'appliquent pas aux produits agricoles, *mutatis mutandis*, il n'y a aucune raison de croire que les indications qui y figurent et qui figurent ailleurs dans l'*Accord SMC* ne sont pas appropriées pour des analyses au titre de l'*Accord sur l'agriculture*.

3.16 Il ne faudrait pas non plus que l'application des disciplines prévues dans l'*Accord sur l'agriculture* dans l'intervalle rende inutile la poursuite des négociations envisagées à l'article 10:2, car la Nouvelle-Zélande espère que ces négociations aboutiront à des règles plus claires et plus spécifiques. En fait, il se pourrait même que le résultat des négociations soit qu'un programme de crédit à l'exportation qui est considéré comme étant une subvention à l'exportation en vertu des règles actuelles, plus généralement applicables, sera réputé ne pas être une subvention à l'exportation à l'avenir. Toutefois, à cet égard, la Nouvelle-Zélande note, par exemple, que le programme intermédiaire de garantie de crédit à l'exportation des États-Unis (GSM-103) prévoit une durée de

[39] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 272 à 286.
[40] *Ibid*., paragraphes 287 à 293.
[41] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 164.
[42] *Ibid*.

remboursement comprise entre trois et dix ans[43], durée qui sort manifestement largement du champ d'application des disciplines pour régir l'utilisation des programmes de garantie du crédit à l'exportation actuellement envisagées dans les négociations.

b) Violation de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*

3.17 Comme les crédits à l'exportation ne sont pas en conformité avec la Partie V de l'*Accord sur l'agriculture* et qu'ils ne bénéficient donc pas d'une protection au titre de la "clause de paix", ils peuvent également être examinés au titre de l'*Accord SMC*. Si le Groupe spécial constate, comme la Nouvelle-Zélande croit qu'il le devrait, que les versements au titre des garanties de crédit à l'exportation sont des subventions prohibées au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*, il est tenu de recommander au titre de l'article 4.7 de l'*Accord SMC* que les États-Unis retirent les versements sans retard. La Nouvelle-Zélande soutient donc la demande du Brésil visant à ce que le Groupe spécial fasse expressément une telle recommandation.

3. Mesure de remplacement des FSC

3.18 La Nouvelle-Zélande souscrit aux allégations formulées par le Brésil[44], sur la base des constatations déjà faites par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – FSC Recours à l'article 21:5*, selon lesquelles les réductions d'impôt prévues par la Loi de 2000 portant abrogation du régime FSC et régissant l'exclusion des revenus extraterritoriaux menacent d'entraîner un contournement des engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation au sens de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture* et ne peuvent donc pas être exemptées des actions prévues dans l'*Accord SMC* au titre de l'article 13 c) ii) de l'*Accord sur l'agriculture*. En outre, l'Organe d'appel a constaté qu'il y avait une subvention prohibée au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*.

3.19 En conséquence, si le Groupe spécial constate, comme la Nouvelle-Zélande croit qu'il devrait le faire, que les réductions d'impôt prévues par la Loi de 2000 portant abrogation du régime FSC et régissant l'exclusion des revenus extraterritoriaux sont des subventions prohibées au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*, il est tenu de recommander au titre de l'article 4.7 de l'*Accord SMC* que les États-Unis retirent les subventions sans retard. La Nouvelle-Zélande soutient donc la demande du Brésil visant à ce que le Groupe spécial fasse expressément une telle recommandation.

IV. SUBVENTIONS PROHIBÉES

A. LES VERSEMENTS INTÉRIEURS AU TITRE DU PROGRAMME STEP 2 CONSTITUENT UNE VIOLATION DE L'ACCORD SMC ET DE L'ARTICLE III:4 DU GATT

4.01 La Nouvelle-Zélande souscrit à l'argument du Brésil selon lequel la "clause de paix" ne met pas les subventions relevant de la "catégorie orange" à l'abri d'allégations concernant des subventions prohibées au titre de l'article 3.1 b) de l'*Accord SMC*.[45] La Nouvelle-Zélande pense que le Brésil a démontré que les versements intérieurs au titre du programme Step 2 sont une subvention prohibée au sens de l'article 3.1 b) en ce sens que les versements sont subordonnés à l'utilisation de coton upland local plutôt qu'importé. Sur cette base, ils constituent aussi une violation de l'article III:4 du *GATT de 1994*.

4.02 En conséquence, si le Groupe spécial constate, comme la Nouvelle-Zélande croit qu'il devrait le faire, que les versements intérieurs au titre du programme Step 2 constituent *per se* une violation de l'article 3.2 de l'*Accord SMC*, il est tenu de recommander au titre de l'article 4.7 de l'*Accord SMC* que

[43] *Ibid*., paragraphe 151.
[44] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 315 à 330.
[45] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 332.

les États-Unis retirent les versements sans retard. La Nouvelle-Zélande soutient donc la demande du Brésil visant à ce que le Groupe spécial fasse expressément une telle recommandation.

V. DEMANDE DE DÉCISION PRÉLIMINAIRE CONCERNANT CERTAINES QUESTIONS PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

5.01 La Nouvelle-Zélande rejette les arguments des États-Unis selon lesquels les mesures qui n'ont plus effet ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.[46] Ces mesures devraient entrer dans le champ de l'examen du Groupe spécial, en particulier lorsque les programmes en question ont effectivement uniquement été renommés et en fait continuent sous une forme légèrement différente. En outre, la nature des allégations concernant l'existence d'un préjudice grave peut nécessiter un examen de données ne se limitant pas à une seule année et peut en fait exiger d'un Groupe spécial qu'il examine des tendances sur un certain nombre d'années. En conséquence, la Nouvelle-Zélande rejette l'allégation des États-Unis selon laquelle les versements d'aide pour perte de parts de marché et les versements PFC devraient être exclus de l'examen des allégations du Brésil par le Groupe spécial.

5.02 La Nouvelle-Zélande estime aussi que le Groupe spécial devrait rejeter la demande des États-Unis visant à ce que le Groupe spécial décide que les mesures de garantie du crédit à l'exportation se rapportant à des produits agricoles des États-Unis admissibles (autres que le coton upland) ne relèvent pas de son mandat.[47] Même si la Nouvelle-Zélande n'a pas participé aux consultations, elle est d'avis que le Brésil n'avait guère d'autre choix que de prendre en considération une gamme de produits plus large en rapport avec les crédits à l'exportation parce que des renseignements se rapportant spécifiquement au seul coton upland n'étaient pas disponibles. Empêcher le Brésil de le faire permettrait injustement qu'un manque de transparence soustraie les mesures à l'examen des Membres parties aux différends surtout dans les cas où les renseignements à un niveau plus élevé d'agrégation montraient qu'il y avait clairement une argumentation à laquelle répondre en ce qui concerne une mesure particulière, en l'espèce les crédits à l'exportation. Même s'il faut plus de temps pour analyser les renseignements présentés par les États-Unis (qui ne semblent pas provenir de documents à la disposition du public), à ce stade de l'examen des allégations du Brésil par le Groupe spécial, la Nouvelle-Zélande estime que le Groupe spécial ne devrait pas rendre la décision demandée par les États-Unis.

VI. CONCLUSION

6.01 En conclusion, la Nouvelle-Zélande pense que le Brésil a démontré que la "clause de paix" n'avait pas été respectée en ce qui concerne le soutien interne et les subventions à l'exportation accordés par les États-Unis pour le coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999, 2000, 2001 et 2002, et que par conséquent le Brésil était en droit de formuler des allégations concernant des subventions pouvant donner lieu à une action et prohibées à l'encontre des États-Unis au titre du *GATT de 1994* et de l'*Accord SMC*. La Nouvelle-Zélande attend avec intérêt la prochaine étape de l'affaire au cours de laquelle seront examinées les allégations du Brésil au titre des articles 3, 5 et 6 de l'*Accord SMC* et de l'article XVI du *GATT de 1994*.

[46] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 207 à 211.
[47] *Ibid*., paragraphes 191 à 206.

ANNEXE B-10

COMMUNICATION DU PARAGUAY EN TANT QUE TIERCE PARTIE

INTRODUCTION

1. Le Paraguay est heureux d'avoir la possibilité de donner son point de vue sur la question qui fait l'objet du présent différend.

2. Le Paraguay est profondément attaché à un système commercial multilatéral juste et juge donc nécessaire de s'exprimer sur cette affaire qui revêt un intérêt particulier pour son économie.

Règles applicables

3. Dans la Déclaration de Marrakech d'avril 1994, les Ministres affirmaient que l'établissement de l'OMC marquait l'avènement d'une ère nouvelle de coopération économique mondiale répondant au souhait généralisé d'opérer dans un système commercial généralisé plus juste et plus ouvert au profit et pour la prospérité de la population de leurs pays. Les Ministres se sont déclarés déterminés à résister aux pressions protectionnistes de toute nature et persuadés que les règles renforcées mises en place dans le cadre du Cycle d'Uruguay conduiraient à un environnement commercial mondial de plus en plus ouvert.

4. Par ailleurs, les gouvernements ont constaté, en octobre 2002, à l'occasion de la réunion du "Comité consultatif international du coton", que l'industrie mondiale du coton se trouvait dans une situation critique et que celle-ci était liée aux subventions, et ont donc suggéré d'établir un calendrier pour l'élimination des mesures ayant un effet de distorsion sur la production et le commerce mondial du coton, soulignant la nécessité de déposer des plaintes devant l'OMC en cas de violation des règles applicables.

5. Le Paraguay estime que les subventions et le soutien accordés pour la production cotonnière par les États-Unis sont incompatibles avec l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, avec l'Accord sur l'agriculture et avec les règles et principes du GATT de 1994, et considère donc qu'aux fins du présent différend, il convient de prendre en compte les règles de l'OMC, qui ont été soigneusement rédigées de manière à éviter les effets de distorsion sur les échanges internationaux sans porter préjudice à des pays en développement comme le Paraguay.

6. La jurisprudence de l'OMC et l'application aux différentes affaires des principes d'interprétation du droit international indiquent que, pour soutenir un système commercial multilatéral formant un tout intégré, les règles pertinentes devraient être lues cumulativement, en tenant compte de tous les éléments concernant l'affaire.

7. Le Paraguay considère que la demande du Brésil et le fondement juridique invoqué en ce qui concerne l'incompatibilité des lois, règlements et procédures administratives des États-Unis avec les règles applicables dans le cadre de l'OMC sont pleinement conformes au droit.

CLAUSE DE PAIX

8. En ce qui concerne l'applicabilité de l'article 13 b) ii), le Paraguay estime que les mesures de soutien interne qui sont pleinement conformes aux dispositions de l'article 6 de l'Accord, y compris

les versements directs qui sont conformes aux prescriptions du paragraphe 5 dudit article, telles qu'elles apparaissent dans la Liste de chaque Membre, ainsi que le soutien interne dans les limites des niveaux *de minimis* et en conformité avec le paragraphe 2 de l'article 6, seront exemptées des actions fondée sur le paragraphe 1 de l'article XVI du GATT de 1994 ou les articles 5 et 6 de l'Accord sur les subventions, à condition que ces mesures n'accordent pas un soutien pour un produit spécifique qui excède celui qui a été décidé pendant la compagne de commercialisation 1992.

9. Cela implique qu'il n'y a pas de limitation ou de restriction à des produits spécifiques. En ce sens, nous concluons que les États-Unis ne bénéficient pas d'une protection contre les actions qui pourraient être engagées au sujet de subventions en prenant pour base les années 1999, 2001 et 2002, comme l'a dûment prouvé le Brésil.

10. Dans l'interprétation de la clause de paix, il convient de prendre en considération le préjudice grave que pourrait subir l'économie des Membres et d'évaluer la signification globale des accords pertinents pour l'affaire.

11. Le Paraguay n'accorde de subventions, ni dans le cadre de l'Accord sur les subventions, ni dans celui de l'Accord sur l'agriculture. Il a notifié au Comité de l'agriculture, le 22 juillet 2002, ses engagements en matière de soutien interne pour les années 2000 et 2001 (G/AG/N/PRY/10, tableau explicatif DS.1 et tableaux explicatifs correspondants) conformément aux prescriptions de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

12. En l'espèce, tant qu'un soutien discriminatoire et non prévu par les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture ou de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires continuera d'être accordé, le Paraguay se verra obligé de déposer des plaintes devant les organes compétents.

Incompatibilité avec l'Accord sur l'agriculture

13. Le programme Step 2, mis en place par les États-Unis en vue de promouvoir l'exportation et la compétitivité de leurs produits sur le marché international, est incompatible avec les articles 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture.

14. L'article 3 de l'Accord sur l'agriculture porte sur l'incorporation des concessions et des engagements et son paragraphe 3 dispose ce qui suit:

> "*Sous réserve des dispositions des paragraphes 2 b) et 4 de l'article 9, un Membre n'accordera pas de subventions à l'exportation énumérées au paragraphe 1 de l'article 9 pour ce qui est des produits agricoles ou groupes de produits spécifiés dans la section II de la Partie IV de sa Liste excédant les niveaux d'engagement en matière de dépenses budgétaires et de quantités qui y sont spécifiés et n'accordera pas de telles subventions pour ce qui est de tout produit agricole non spécifié dans cette section de sa Liste*."

15. Ce paragraphe permet aux Membres d'accorder les subventions énumérées à l'article 9:1 de l'Accord sur l'agriculture sous réserve du respect des engagements pris.

16. De même, l'article 8 de cet accord réglemente les engagements en matière de concurrence à l'exportation en disposant ce qui suit:

> "*Chaque* Membre *s'engage à ne pas octroyer de subventions à l'exportation si ce n'est en conformité avec le présent accord et avec les engagements qui sont spécifiés dans la Liste de ce Membre.*"

17. Pour ces raisons et parce qu'il ne pense pas que les dispositions de l'Accord sur l'agriculture ont été respectées, le Paraguay estime que les subventions à l'exportation accordées par les États-Unis à leur branche de production de coton sont incompatibles avec les articles 3:3, 8 et 9:1 de l'Accord sur l'agriculture.

Incompatibilité avec l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

18. Les subventions à l'agriculture causent un "préjudice grave" à la branche de production nationale d'autres Membres au sens des articles 5 et 6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

19. Le paragraphe introductif de l'article 5 de cet accord (Partie III) dispose qu'aucun Membre ne devra causer, en recourant à l'une quelconque des subventions – spécifiques ne bénéficiant pas d'une exemption en vertu de l'Accord – d'effets défavorables pour les intérêts d'autres Membres, et, plus précisément, comme il est expressément indiqué aux alinéas a): causer un dommage à une branche de production nationale d'un autre Membre et c): causer un préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre.

20. L'article 6 indique expressément les cas où un "préjudice grave" au sens de l'article 5 c) est réputé exister.

Effets des subventions au secteur agricole

21. Les subventions au secteur agricole ont des effets sur le commerce mondial en ce sens que les mesures telles que celles qui sont appliquées par les États-Unis ont des répercussions importantes dans les pays en développement comme le Paraguay.

22. Le fait que c'est grâce à la production de coton du pays que la classe la plus nécessiteuse gagne de quoi subsister indique suffisamment en quoi le Paraguay est affecté par ces mesures.

23. Le Paraguay compte environ 5 300 000 habitants, dont plus de 500 000 exercent des activités liées à la production de coton, et si l'on tient compte des activités connexes on parvient à un total estimé à quelque 1 500 000 personnes, soit approximativement 30 pour cent de la population totale du pays.

24. Tout ralentissement du commerce provoque l'exode de la population rurale vers les zones urbaines où son sort n'est pas meilleur et où ses problèmes ne sont pas résolus, ce qui compromet encore plus la situation économique d'un pays tributaire de son agriculture.

25. Pour ce qui est des exportations, en 1991, les recettes en devises provenant des ventes de coton et de ses sous-produits ont atteint 318 912 000 dollars EU, soit environ 43 pour cent du total des exportations du pays cette année-là. Il y avait alors près de 190 000 exploitations où le coton était cultivé, sur un total de 299 259.

26. Mais en 2001 les choses ont beaucoup changé. Les recettes provenant des exportations sont tombées à 90 505 000 dollars EU, soit une diminution de 72 pour cent de la valeur des exportations. Cette année-là, le coton n'était plus cultivé que dans 90 000 exploitations agricoles, ce qui représente une réduction de 52 pour cent du nombre d'exploitations et d'emplois ainsi que du revenu des petits producteurs agricoles. Cela donne la mesure de l'appauvrissement intervenu.

27. Pour ce qui est des prix internationaux de la fibre de coton, le cours de la tonne de fibres du type paraguayen à la Bourse de New York a atteint en 1991 1 624 dollars EU, alors qu'en 2001, sur la même place financière, il était tombé à 934 dollars EU.

28. Au Paraguay, 60 pour cent du coton environ est produit dans des exploitations agricoles de moins de 10 hectares où il constitue la principale ou la seule source de revenu des petits producteurs agricoles et la principale source d'emploi pour la main-d'œuvre rurale du segment de la population le moins favorisé, où les capitaux et la technologie sont les plus limités, comme en témoignent les principaux indicateurs du bien-être socioéconomique.

CONCLUSION

29. Le Paraguay est une petite économie, un pays sans littoral qui n'a ni pétrole, ni gaz, ni or, ni autre ressource naturelle analogue lui conférant un intérêt prioritaire pour les pays développés. Il est essentiellement tributaire de la production agricole, y compris de la production et de la vente de coton.

30. Compte tenu de ce qui précède, le Paraguay considère que les mesures adoptées par les États-Unis causent un préjudice grave aux échanges mondiaux et l'affectent en particulier, et qu'il faut donc prendre les dispositions nécessaires pour éliminer les effets négatifs et défendre l'équilibre du commerce mondial.

31. Le Paraguay a l'honneur de demander au Groupe spécial de conclure que la mesure appliquée par les États-Unis d'Amérique est incompatible avec les obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC en vertu des diverses dispositions de l'Accord sur l'agriculture, du GATT de 1994 et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

ANNEXE B-11

COMMUNICATION DU TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU EN TANT QUE TIERCE PARTIE

15 juillet 2003

1. Dans son fax du 28 mai 2003 adressé aux parties au présent différend, le Groupe spécial a posé des questions concernant l'interprétation correcte de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture et la question des décisions préliminaires. Étant donné que les questions du Groupe spécial soulèvent un point de droit important et que le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a un intérêt systémique à ce que ces dispositions et d'autres dispositions pertinentes jouant un rôle dans les procédures soient interprétées et fonctionnent correctement, nous voudrions présenter nos vues sur les aspects suivants:

I. CHARGE DE LA PREUVE REQUISE PAR L'ARTICLE 13 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE (LA "CLAUSE DE PAIX"), ET

II. QUESTION DES DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES.

I. CHARGE DE LA PREUVE DANS LA "CLAUSE DE PAIX"

2. Pour tenter de parvenir à une interprétation correcte de la charge de la preuve prévue à l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture, nous suggérons de comparer différents types d'exemptions, moyens de défense ou exclusions relevant de différents accords.

3. Il pourrait arriver qu'une question soit soumise au titre d'un accord non visé par le Mémorandum d'accord. Puisque l'article premier du Mémorandum d'accord prévoit que celui-ci s'appliquera aux différends soumis en vertu des dispositions relatives aux consultations et au règlement des différends des accords énumérés à l'Appendice 1 du Mémorandum d'accord et de l'Accord sur l'OMC, il s'ensuit que les consultations ou les différends résultant de l'un quelconque des accords non visés ou en rapport avec l'un quelconque de ces accords ne relèveraient pas des procédures de règlement des différends établies en vertu du Mémorandum d'accord. Ainsi, si un Membre dépose une plainte alléguant une violation de certains traités internationaux relatifs à l'environnement, par exemple, il incomberait à la partie plaignante de prouver que la question faisant l'objet du différend relève de la compétence de l'ORD.

4. Il se pourrait aussi qu'une question soit spécifiquement exclue des procédures de règlement des différends par certains accords pertinents. Un exemple typique en serait les dispositions de l'article 6 de l'Accord sur les ADPIC, qui dispose qu'"aux fins du règlement des différends dans le cadre du présent accord, sous réserve des dispositions des articles 3 et 4, aucune disposition du présent accord ne sera utilisée pour traiter la question de l'épuisement des droits de propriété intellectuelle". Il apparaît que dans le cas d'une "question [d']épuisement des droits de propriété intellectuelle", la procédure de règlement des différends ne sera pas utilisée. Il n'y a aucun seuil, ni condition préalable pour l'application d'une telle disposition. Le Membre qui applique cette disposition pourrait empêcher de telles procédures de règlement des différends à moins que la partie plaignante n'affirme et ne prouve que la mesure en cause n'a pas trait à une telle "question [d']épuisement des droits".

5. Il pourrait aussi se produire que des exceptions ou des exemptions soient accordées dans le cadre d'accords pertinents établissant des obligations spécifiques. Il existe différentes façons de prévoir des exceptions pour des activités ou des mesures spécifiques. On peut citer notamment comme exemples le paragraphe 2 de l'article XI du GATT qui contient les termes suivants "… ne s'étendront pas aux cas suivants"; et les articles XX et XXI du GATT où il est indiqué que "rien dans le présent Accord ne sera interprété comme …" ou "aucune disposition du présent Accord ne sera interprété comme ...". Ces exceptions présentent le caractère d'un moyen de défense affirmatif. Ici, la charge de la preuve incombe à la partie qui invoque l'exception.

6. Il est clair que l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture n'est pas une "question soumise au titre d'un accord non visé par le Mémorandum d'accord". Ce n'est pas non plus une question spécifiquement exclue des procédures de règlement des différends comme il est prévu à l'article 6 de l'Accord sur les ADPIC. Il n'est pas davantage caractéristique du type d'exceptions relevant des articles XI, XX ou XXI du GATT. Selon nous, l'article 13 se situe entre le type d'exceptions prévu à l'article 6 de l'Accord sur les ADPIC et celui qui est prévu aux articles XI, XX ou XXI du GATT. Ainsi, les procédures à suivre pour l'application de cette disposition devraient être interprétées différemment.

7. Dans sa première communication écrite, le Brésil affirme que "l'article 13 présente le caractère d'un moyen de défense affirmatif car il prévoit une exception à un régime juridique qui sinon, s'appliquerait aux mesures de soutien à l'agriculture. Il ne modifie pas la portée des autres dispositions imposant des obligations positives aux Membres et n'est pas lui-même une obligation positive" et qu'en conséquence, dans la présente procédure, la charge de la preuve concernant la question de savoir si les subventions "sont conformes à l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture" incombe aux États-Unis.[1]

8. Selon nous, étant donné la nature même de l'article 13, il ne convient pas de lui associer une description ou une "étiquette" particulière telle que "moyen de défense affirmatif" ou "exception" simplement pour pouvoir résoudre la question de la charge de la preuve.[2] Nous estimons que l'article 13 en lui-même crée à la fois des droits et des obligations pour les Membres. Le droit conféré par l'article 13, c'est-à-dire le droit d'être "exempté[ ] des actions" est conditionnel, subordonné à une obligation positive de pleine conformité avec les prescriptions énoncées dans les dispositions pertinentes de l'Accord sur l'agriculture. Nous partageons l'opinion exprimée par les États-Unis au paragraphe 43 de leur première communication écrite, où ils tentent de définir de telles obligations positives. Si l'affirmation selon laquelle l'article 13 confère un droit de même qu'il impose une obligation positive est acceptée, alors il incombe au Brésil, en tant que plaignant, de prouver un manquement à cette obligation positive en démontrant la non-conformité plutôt qu'aux États-Unis de prouver la conformité. Nous estimons que l'affirmation ci-dessus est la seule conclusion logique donnant effet à l'article 13. Puisque rien dans l'article 13 ne permet à un Membre d'empêcher l'ouverture d'une procédure et l'établissement d'un groupe spécial, si cet article était interprété de façon à exiger encore des États-Unis qu'ils assument la charge de prouver la conformité avec les dispositions pertinentes de l'Accord sur l'agriculture, cela signifierait qu'il a un effet moindre que celui qui était initialement prévu.

---

[1] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 23.

[2] Dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a estimé que la description particulière d'"exception" ne dispensait pas la partie plaignante d'établir *prima facie* le bien-fondé de sa plainte. Au paragraphe 104, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit: La règle générale d'une procédure de règlement des différends selon laquelle la partie plaignante est tenue de fournir un commencement de preuve d'incompatibilité avec une disposition ... avant que la charge de prouver la compatibilité avec cette disposition passe à la partie défenderesse ne saurait être éludée simplement en qualifiant ladite disposition d'"exception".

9. Outre ce qui précède, il faudrait prendre en compte l'intention des rédacteurs pour interpréter cet article. Les mesures de soutien interne sont expressément autorisées en vertu de cet article dans l'intention de donner aux Membres une certaine souplesse concernant les mesures de ce type afin d'aider à la libéralisation progressive de leur agriculture. Demander au défendeur d'assumer la charge de prouver que la mesure de subventionnement en question est compatible avec l'Accord neutraliserait dans une certaine mesure le droit du défendeur d'invoquer les exceptions prévues dans cette disposition, ce qui est contraire à l'intention des rédacteurs.

10. Imposer la charge de la preuve au défendeur entraîne une autre incidence négative. En l'espèce, si l'argument du Brésil était admis, il rendrait sans objet les mots "exemptées des actions" car il conduirait inévitablement à une procédure de règlement des différends à part entière, dans laquelle le Brésil présenterait des éléments de preuve pour étayer ses plaintes et les États-Unis se défendraient en invoquant l'article 13 et en présentant des preuves de conformité avec cet article.

II. QUESTION DES DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES

11. Bien qu'à en juger par les précédentes procédures de règlement des différends, un groupe spécial ait généralement pour pratique normale d'entendre les questions préliminaires, de formuler des décisions indicatives et de ne donner de raisonnements détaillés que dans son rapport final, les questions liées à l'interprétation correcte de l'article 13 sont telles qu'elles méritent que le Groupe spécial les examine et se prononce à leur sujet le plus tôt possible.

12. Nous estimons que les questions préliminaires soulevées en l'espèce déterminent la façon dont les parties à la présente procédure préparent leur dossier. Si la question de l'interprétation correcte des mots "exemptées des actions" n'est pas réglée en même temps que la question de l'attribution de la charge de la preuve, des ressources considérables seront gaspillées à la fois par les parties plaignante et défenderesse. Il est inutile de dire qu'en pareil cas, cela ne sera pas dans l'intérêt de la régularité de la procédure. En conséquence, nous prions instamment le Groupe spécial d'adopter une procédure spéciale pour traiter cette question préliminaire le plus tôt possible afin que les parties au différend ne subissent aucun préjudice.[3]

[3] Le Groupe spécial se rappellera peut-être que l'Organe d'appel, dans l'affaire *CE – Bananes*, avait estimé que "ce genre de question pourrait être déterminée au début de la procédure des groupes spéciaux, sans qu'il y ait préjudice ou iniquité pour une partie ou une tierce partie, ..." WT/DS27/AB/R, paragraphe 144.

ANNEXE C

DÉCLARATIONS ORALES DES PARTIES ET DES TIERCES PARTIES À LA PREMIÈRE SÉANCE DE LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

	Table des matières	Page
Annexe C-1	Résumé analytique de la déclaration liminaire du Brésil	C-2
Annexe C-2	Résumé analytique de la déclaration finale du Brésil	C-8
Annexe C-3	Résumé analytique de la déclaration liminaire des États-Unis	C-13
Annexe C-4	Résumé analytique de la déclaration finale des États-Unis	C-17
Annexe C-5	Déclaration orale de l'Argentine en tant que tierce partie	C-21
Annexe C-6	Déclaration orale de l'Australie en tant que tierce partie	C-29
Annexe C-7	Déclaration orale du Bénin en tant que tierce partie	C-35
Annexe C-8	Déclaration orale du Canada en tant que tierce partie	C-38
Annexe C-9	Déclaration orale de la Chine en tant que tierce partie	C-43
Annexe C-10	Déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie	C-46
Annexe C-11	Déclaration orale de l'Inde en tant que tierce partie	C-57
Annexe C-12	Déclaration orale de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie	C-59
Annexe C-13	Déclaration orale du Paraguay en tant que tierce partie	C-62
Annexe C-14	Déclaration orale du Taipei chinois en tant que tierce partie	C-66

ANNEXE C-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DU BRÉSIL À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL AVEC LES PARTIES

I. INTRODUCTION

1. Le Brésil examine d'abord diverses questions relatives à la clause de paix, puis les versements à l'exportation et les versements intérieurs au titre du programme Step 2, les garanties de crédit à l'exportation et les subventions au titre de la Loi ETI. Enfin, le Brésil examine les "questions préliminaires" soulevées par les États-Unis.

II. QUESTIONS RELATIVES À LA CLAUSE DE PAIX

La clause de paix est un moyen de défense affirmatif

2. La clause de paix a le caractère d'un moyen de défense affirmatif et c'est donc aux États-Unis qu'il incombe de prouver que les allégations formulées par le Brésil au titre de l'Accord SMC sont "exemptées des actions". Un moyen de défense affirmatif est une disposition qui n'énonce pas une quelconque obligation positive mais qui permet aux Membres de maintenir des mesures qui sont autrement incompatibles avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC. La clause de paix n'énonce pas en soi une quelconque obligation positive pour les Membres, mais fournit simplement une protection conditionnelle contre certaines allégations relatives à des subventions à l'exportation pouvant donner lieu à une action et prohibées formulées au titre de l'Accord SMC. La clause de paix est conforme aux critères énoncés par l'Organe d'appel concernant un moyen de défense affirmatif dans les différends *États-Unis – FSC* et *Aéronefs*, en constituant une exception à un régime juridique autrement applicable. Compte tenu de la protection extraordinaire qu'elle confère, il n'est pas "bizarre", comme le font valoir les États-Unis, que la clause de paix exige du Membre défendeur qu'il prouve que ses subventions intérieures et à l'exportation sont conformes aux conditions requises pour bénéficier de la protection conférée au titre de la clause de paix.

"ces mesures n'accordent pas un soutien pour un produit spécifique"

3. Ce membre de phrase de l'article 13 b) ii) de l'Accord sur l'agriculture signifie que pour calculer le montant du soutien pour toute campagne de commercialisation entre 1995 et 2003, tout le soutien ne relevant pas de la "catégorie verte" accordé pour un produit spécifique doit être présenté sous forme de tableau, indépendamment du point de savoir si le *type* ou la *forme* du soutien est "par produit", "autre que par produit", *de minimis* ou de la "catégorie bleue". Cela est démontré clairement par la décision des négociateurs de ne *pas* utiliser les expressions "par produit" et "MGS" à l'article 13 b) ii) pour qualifier le type de soutien pour un produit spécifique. La tentative faite par les États-Unis de donner de l'article 13 b) ii) une lecture qui y inclut "par produit" est incompatible non seulement avec le texte mais aussi avec le contexte des mots "ces mesures" à l'article 13 b) ii). L'interprétation par les États-Unis de l'expression "soutien par produit" est en outre incompatible avec l'objet et le but de l'Accord sur l'agriculture. Elle créerait une nouvelle catégorie de subventions autres que de la "catégorie verte" ayant des effets de distorsion des échanges et ne pouvant pas donner lieu à une action et consacrerait des accroissements énormes des dépenses pour la "catégorie organe" et, par conséquent, un soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges pour autant qu'il prenne la forme d'un soutien pour des produits *multiples*. Cela est contraire à la présomption qu'un

soutien interne ne relevant pas de la "catégorie verte" a des effets de distorsion des échanges et de la production, pour tel ou tel produit, laquelle découle du fait qu'une mesure intérieure est incompatible avec les prescriptions relatives à la "catégorie verte" de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture.

"celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992"

4. Ce mot "décidé" n'exige aucun *type* particulier de "décision". Comme le terme est neutre, le sens de "décidé" doit être interprété d'une manière qui rende justice au sens ordinaire des autres termes de l'article 13 b) ii) qui ne sont *pas* neutres. Qui plus est, le terme "décidé" doit être interprété d'une manière qui permette une comparaison entre l'"*octroi*" d'un "*soutien*" ne relevant pas de la "catégorie verte" pour un produit spécifique pendant telle ou telle campagne de commercialisation entre 1995 et 2003, et une "décision" concernant ce soutien pendant la campagne de commercialisation 1992. Une interprétation textuelle révèle que le terme "celui" renvoie à "soutien" et que soutien est accompagné du terme "accordé".

5. L'Organe d'appel est convenu avec le Groupe spécial dans l'affaire *Brésil – Aéronefs* que l'expression "*niveau* des subventions à l'exportation *accordé*" signifiait "quelque chose qui a été effectivement octroyé", c'est-à-dire les dépenses budgétaires effectives. Ainsi, le terme neutre "décision" (pour la campagne de commercialisation 1992) ne peut être lu de manière harmonieuse avec l'expression "accordent un soutien" (pour les campagnes de commercialisation 1995-2003) que si la "décision" est de financer un soutien ne relevant pas de la "catégorie verte" pour un produit spécifique pendant la campagne de commercialisation 1992.

6. En outre, même si l'article 13 se référait à un *niveau* de soutien (du revenu), comme les États-Unis l'allèguent, l'Organe d'appel a estimé dans l'affaire *Brésil – Aéronefs* que le "niveau" des subventions à l'exportation renvoyait aux dépenses effectives.

7. L'interprétation par les États-Unis d'un "niveau de soutien" est en outre incompatible avec l'interprétation qu'ils ont eux-mêmes donnée de l'article 13 b) ii) dans leur Énoncé des mesures administratives (SAA). Dans le SAA, ils ont dit que les gouvernements bénéficieraient de la protection conférée par la clause de paix contre les effets défavorables et les contestations pour préjudice grave formulées dans le cadre de l'OMC "*à moins que la MGS pour le* produit *particulier* n'excède le niveau décidé pendant la campagne de commercialisation 1992". Le Brésil regrette vivement l'idée que la "MGS" soit le critère pertinent pour la clause de paix, *mais* cette interprétation officielle que les États-Unis ont donnée de la clause de paix en 1995 constitue néanmoins une preuve convaincante de la manière dont les États-Unis considèrent la "décision" qu'ils avaient prise durant la campagne de commercialisation 1992. Le calcul de la MGS pour un produit particulier exige le calcul du soutien accordé en termes monétaires. L'Annexe 3 de l'Accord sur l'agriculture offre deux options pour le calcul de la MGS: les dépenses budgétaires ou la formule de l'écart des prix exposée aux paragraphes 10 et 11. Dans les deux cas, la MGS correspond à une mesure du soutien en termes monétaires.

8. En résumé, le Brésil est fermement convaincu que le texte de l'article 13 b) ii) exige qu'on compare le soutien pendant la campagne de commercialisation 1992 avec le soutien pendant les campagnes de commercialisation 1995-2003 en comparant les dépenses effectives. Cette méthodologie produit un "montant de soutien" – et non un "taux". Ainsi, toute décision en vertu de l'article 13 b) ii), doit, par définition, être d'une certaine manière liée au "montant" des dépenses. Seule cette méthodologie permet une comparaison claire entre les deux périodes, indépendamment du *type* de soutien.

9. Cependant, même si le Groupe spécial devait décider que le critère pertinent est un critère "taux de soutien", le Brésil a fourni le témoignage de M. Daniel Sumner indiquant que – selon l'approche adoptée par les États-Unis pour mesurer le "soutien pour le coton upland" – le "taux de

soutien" pour le coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 était beaucoup plus élevé que le "taux de soutien" pour le coton upland pendant la campagne de commercialisation 1992. En se fondant sur les éléments de preuve et l'analyse présentés par M. Sumner, le Brésil affirme aussi que même avec leur méthodologie du "taux de soutien", les États-Unis n'ont pas démontré que le soutien qu'ils avaient accordé pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 n'excédait pas le soutien pour le coton upland qu'ils avaient décidé pendant la campagne de commercialisation 1992.

Interprétation de la clause de paix par les États-Unis sous l'angle de la "prescription"

10. Il n'y a pas de "prescription" expresse ou implicite dans la clause de paix. Les Membres accordant des subventions tels que les États-Unis bénéficient d'une protection conditionnelle en vertu de la clause de paix pendant une période de neuf ans. Mais les droits des Membres subissant un dommage par suite de subventions accordées qui excèdent les niveaux de la campagne de commercialisation 1992 sont préservés aussi pendant toute la période de mise en œuvre. C'est là l'équilibre réalisé par la clause de paix.

11. L'argument des États-Unis concernant la "prescription" dans la présente affaire est très semblable à celui qu'a rejeté l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Barres en acier au plomb*. Il est en outre incompatible avec les vues du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, qui a estimé que les mesures appliquées par le passé doivent être examinées pour évaluer un préjudice grave actuel. L'interprétation des États-Unis priverait un Membre du droit de contester ces mesures parce qu'il n'a pas respecté un délai imaginaire. Cette interprétation des États-Unis est incompatible avec l'objet et le but de l'Accord sur l'agriculture parce qu'elle permettrait aux Membres d'accorder une année un soutien énorme "ne relevant pas de la catégorie verte" sans bénéficier de la protection conférée par la clause de paix, puis prétendre à l'absolution dès le début de la campagne de commercialisation suivante.

"Soutien pour le coton upland"

12. Le Brésil a produit de nombreux éléments de preuve établissant la base factuelle permettant au Groupe spécial de constater que les versements anticycliques, les versements directs, les versements pour perte de parts de marché et les versements PFC constituent un "soutien pour" le coton upland au sens de la clause de paix. L'USDA classe les versements PFC et les versements pour perte de parts de marché parmi les "versements totaux" pour le coton upland. Les responsables du Conseil national du coton des États-Unis ont à maintes reprises témoigné, documents à l'appui, que les membres producteurs demandaient et recevaient ces quatre types de subventions et en dépendaient. L'assurance-récolte constitue aussi un soutien pour le coton comme l'attestent les polices d'assurance-récolte spécifiques pour le coton upland et des groupes de polices pour le coton upland. Par ailleurs, l'USDA identifie spécifiquement et présente sous forme de tableau les subventions au titre de l'assurance-récolte pour le coton upland. En outre, aucune des cinq mesures de soutien interne ne satisfait aux prescriptions de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture. En conséquence, elles constituent un soutien ne relevant pas de la "catégorie verte" qui est présumé avoir des effets de distorsion de la production et des échanges. Ces distorsions ne peuvent toutefois se produire qu'en ce qui concerne la production ou les échanges d'un produit particulier. Du fait que les versements PFC, les versements d'aide pour perte de parts de marché, les versements directs et anticycliques ainsi que les subventions au titre de l'assurance-récolte peuvent être obtenus par les producteurs de coton upland, ces subventions qui ont des effets de distorsion de la production et des échanges affectent la production et les échanges de coton upland. Le Groupe spécial devrait donc constater que ces cinq programmes ont tous accordé un soutien pour le coton upland durant les campagnes de commercialisation 1999-2002.

Restrictions concernant les superficies plantées en fruits et légumes dans le cadre des programmes PFC et DP

13. Le Brésil présente des éléments de preuve indiquant que les versements PFC et les versements directs ne constituent pas un soutien interne "découplé". Ces versements sont subordonnés à la prescription voulant qu'un agriculteur ne produise pas de fruits, de légumes, de noix ou de riz sauvage sur les superficies sous contrat. Ces restrictions ont pour effet d'orienter la production des superficies sous contrat vers les cultures visées par les programmes, y compris le coton upland, et sont particulièrement importantes pour les superficies de base de coton upland situées dans des régions des États-Unis où la production de fruits et légumes est une solution de rechange viable à la production de coton upland.

III. VERSEMENTS À L'EXPORTATION ET VERSEMENTS INTÉRIEURS AU TITRE DU PROGRAMME STEP 2

14. Les versements à l'exportation des États-Unis au titre du programme Step 2 constituent clairement des subventions subordonnées à une preuve de l'exportation de coton upland des États-Unis. Les versements à l'exportation au titre du programme Step 2 sont des subventions à l'exportation qui constituent une violation des articles 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture et qui sont prohibées par l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC.

15. De même, les versements intérieurs des États-Unis au titre du programme Step 2 sont des subventions liées à l'apport local prohibées qui constituent une violation de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. Il n'y a pas de dérogation explicite à l'article 3.1 b) de l'Accord SMC inscrite dans l'Accord sur l'agriculture. En fait, le contraire est vrai, puisque l'article 13 b) ii) de l'Accord sur l'agriculture prévoit une exemption conditionnelle uniquement pour les allégations au titre des articles 5 et 6 de l'Accord SMC, mais pas pour les allégations au titre de l'article 3 de l'Accord SMC. Il n'y a pas non plus de conflit entre l'article 3.1 b) de l'Accord SMC et l'article 6 ou le paragraphe 7 de l'Annexe 3 de l'Accord sur l'agriculture parce qu'il y a deux types de soutien interne, y compris le soutien interne en faveur des transformateurs de produits agricoles – celui qui est conforme à l'article 3.1 b) de l'Accord SMC et celui qui ne l'est pas.

IV. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION

16. En ce qui concerne les consultations relatives aux programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis, il ne fait aucun doute que les États-Unis et le Brésil se sont consultés à trois occasions au sujet des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP dans la mesure où ils couvrent tous les produits admissibles. Ainsi, ces mesures relèvent à bon droit du mandat du Groupe spécial et celui-ci devrait rejeter la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis.

17. En ce qui concerne les allégations formulées par le Brésil au sujet des programmes de garantie du crédit à l'exportation GSM 102, GSM 103 et SCGP, l'interprétation donnée par les États-Unis de l'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture devrait être rejetée. L'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture n'exclut pas les garanties de crédit à l'exportation des disciplines concernant les subventions à l'exportation prévues dans l'Accord sur l'agriculture. Rien dans la disposition n'exempte les garanties de crédit à l'exportation des disciplines concernant les subventions à l'exportation, alors qu'une exemption doit être explicitement indiquée dans le texte d'un accord d'après les rapports de l'Organe d'appel *CE – Hormones* et *CE – Sardines*. De même, le contexte de l'article 10 de l'Accord sur l'agriculture ainsi que son objet et son but n'étayent pas l'avis des États-Unis selon lequel l'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture permet aux Membres d'accorder un soutien en matière de crédits à l'exportation à un taux d'intérêt de zéro pour cent et pour une durée illimitée – tout cela *gratuitement* – jusqu'à ce que les Membres aient achevé les négociations sur des disciplines spécifiques concernant les crédits à l'exportation.

18. Quant au fond des allégations du Brésil concernant les garanties de crédits à l'exportation, les États-Unis n'ont pas même examiné l'allégation du Brésil selon laquelle puisqu'il n'existe pas de marché commercial pour les garanties de crédit à l'exportation à des conditions telles que celles qui sont accordées par les programmes de la CCC, ces programmes confèrent des avantages en soi. Le Brésil démontre en outre que d'après la formule des États-Unis tenant compte des coûts budgétaires du passif éventuel des garanties du crédit à l'exportation de la CCC, les frais et pertes au titre de la gestion des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP ont dépassé les primes perçues pour chaque année individuelle depuis que les États-Unis ont commencé à appliquer la formule en 1992. Ces chiffres représentent les frais et pertes *effectifs* des programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis.

19. Ainsi, les programmes constituent des subventions à l'exportation au sens des articles 1.1 et 3.1 a) et du point j) de la Liste exemplative de l'Accord SMC et des articles 10:1, 1e) et 8 de l'Accord sur l'agriculture. Ils menacent "à tout le moins" d'entraîner un contournement des engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation, en violation des articles 10:1 et 8 et sont prohibés au titre de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC.

V. LOI ETI

20. Enfin, les États-Unis font valoir que le Brésil ne s'est pas acquitté de la charge qui lui incombait de prouver que les subventions au titre de la Loi ETI étaient des subventions à l'exportation constituant une violation de l'Accord sur l'agriculture et prohibées par l'Accord SMC. Le Brésil a adopté et repris tous les arguments qu'avaient avancés avec succès les CE dans le différend *États-Unis – FSC (21:5)*. Le Brésil demande au Groupe spécial de suivre l'avis du groupe spécial dans l'affaire *Inde – Brevets (CE)* et d'accorder "beaucoup d'importance" aux décisions prises dans le différend *États-Unis – FSC (21:5)* et d'éviter les "décisions incohérentes", tout en reconnaissant que le Groupe spécial n'est pas formellement lié par cette décision.

VI. QUESTIONS PRÉLIMINAIRES

21. Le Brésil a examiné la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis au sujet des garanties de crédit à l'exportation évoquées ci-dessus.

22. S'agissant de la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis au sujet des versements pour les graines de coton pendant la campagne de commercialisation 2002, le dossier indique que la demande de consultations présentée par le Brésil couvrait les mesures "futures" liées aux mesures existantes; il indique en outre que le Brésil et les États-Unis ont tenu des consultations sur le "Programme de versements pour les graines de coton" et que la Loi de 2003 sur l'aide à l'agriculture prévoyait un financement pour la structure administrative existante du Programme de versements pour les graines de coton. Par conséquent, conformément à la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *Chili – Produits agricoles (Fourchettes de prix)*, la Loi de 2003 sur l'aide à l'agriculture relève à bon droit du mandat du Groupe spécial. En tout état de cause, les 50 millions de dollars correspondant aux versements pour les graines de coton sont à bon droit traités comme un "soutien pour le coton" aux fins du calcul dans le cadre de la clause de paix du montant du soutien accordé pendant la campagne de commercialisation 2002.

23. En ce qui concerne les arguments des États-Unis selon lesquels les versements PFC et les versements d'aide pour perte de parts de marché ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial, puisqu'il s'agit de mesures venues à expiration, le Brésil demande au Groupe spécial de rejeter cette troisième demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis. Le Brésil a inclus à bon droit les versements PFC et les versements d'aide pour perte de parts de marché dans ses allégations concernant un préjudice grave *actuel*. Des consultations au titre de l'article 4:2 du Mémorandum d'accord peuvent être tenues au sujet de mesures affectant le fonctionnement d'un accord visé.

L'article 5 de l'Accord SMC exige qu'un Membre évite de causer des effets défavorables qui peuvent être les effets de subventions actuelles ou de subventions précédentes, venues à expiration. Comme dans le différend *Indonésie – Automobiles*, les mesures venues à expiration relèvent de toute évidence du mandat du Groupe spécial. Le fait de refuser aux Membres la possibilité de contester les mesures venues à expiration aurait pour résultat qu'un Membre pourrait appliquer des mesures de subventionnement "ponctuelles" qui ne pourraient jamais être contestées, ce qui rendrait sans objet les dispositions des articles 5 et 6 de l'Accord SMC.

VII. CONCLUSION

24. Le Brésil demande au Groupe spécial de rejeter les trois demandes de décisions préliminaires présentées par les États-Unis et de décider que l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture n'exempte pas le soutien interne et les subventions à l'exportation des États-Unis des actions prévues par l'Accord SMC.

ANNEXE C-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION FINALE DU BRÉSIL À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL AVEC LES PARTIES

I. INTRODUCTION

1. Le Brésil examine d'abord les "questions préliminaires" soulevées par les États-Unis, puis les diverses questions relatives à la clause de paix. Enfin, il examine les mesures au titre du programme Step 2, de la Loi ETI et des garanties de crédit à l'exportation.

II. QUESTIONS PRÉLIMINAIRES

2. En ce qui concerne les consultations relatives aux programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis, il ne fait aucun doute que les États-Unis et le Brésil se sont consultés à trois occasions au sujet des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP dans la mesure où ils couvrent tous les produits admissibles. Ainsi, ces mesures relèvent à bon droit du mandat du Groupe spécial.

3. S'agissant des versements pour les graines de coton pendant la campagne de commercialisation 2002, le dossier indique que la demande de consultations présentée par le Brésil couvrait les mesures "futures" liées aux mesures existantes; il indique en outre que le Brésil et les États-Unis ont tenu des consultations sur le "Programme de versements pour les graines de coton" et que la Loi de 2003 sur l'aide à l'agriculture prévoyait un financement pour la structure administrative existante du Programme de versements pour les graines de coton. Par conséquent, la Loi de 2003 sur l'aide à lagriculture relève à bon droit du mandat du Groupe spécial. En tout état de cause, les 50 millions de dollars correspondant aux versements pour les graines de coton sont à bon droit traités comme un "soutien pour le coton" aux fins du calcul dans le cadre de la clause de paix du montant du soutien accordé pendant la campagne de commercialisation 2002.

4. En ce qui concerne les arguments des États-Unis selon lesquels les versements PFC et les versements d'aide pour perte de parts de marché ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial, puisqu'il s'agit de mesures venues à expiration, le Brésil demande au Groupe spécial de rejeter cette troisième demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis. Le Brésil a inclus à bon droit les versements PFC et les versements d'aide pour perte de parts de marché dans ses allégations concernant un préjudice grave *actuel*. L'article 5 de l'Accord SMC exige qu'un Membre évite de causer des effets défavorables, qui peuvent être les effets de subventions actuelles ou de subventions précédentes, venues à expiration. Les effets défavorables actuels causés par les deux types de mesures relèvent de toute évidence du mandat du Groupe spécial. En fait, le Groupe spécial doit trancher la question de savoir si une subvention particulière venue à expiration a un véritable lien de causalité avec les effets défavorables existant actuellement. Or, en accédant à la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis, le Groupe spécial rejetterait effectivement l'allégation du Brésil. En conséquence, le fait qu'une mesure de subventionnement soit venue à expiration ne peut servir de base pour exclure *a priori* cette mesure du mandat du Groupe spécial.

5. En outre, les articles 4:2 et 6:2 du Mémorandum d'accord - invoqués par les États-Unis - doivent être appliqués dans le contexte des voies de recours prévues pour les subventions pouvant donner lieu à une action à l'article 7.2 à 7.10 de l'Accord SMC. Aux termes de l'article 19 du Mémorandum d'accord, un groupe spécial peut seulement recommander que le Membre rende une

mesure abusive conforme à l' (aux) accord(s) visé(s) en cause. Toutefois, pour les différends concernant les articles 5 et 6 de l'Accord SMC, l'article 7.8 dudit accord envisage deux voies de recours différentes: l'élimination des effets défavorables ou le retrait de la subvention. Si un Membre ne peut pas rendre une mesure venue à expiration conforme aux accords visés, les deux voies de recours prévues à l'article 7.8 de l'Accord SMC sont des options valables même pour remédier aux effets d'une mesure de subventionnement qui n'est plus en vigueur (comme dans le différend *Australie - Cuir*). Comme les paragraphes 2 à 10 de l'article 7 de l'Accord SMC sont des "règles et procédures spéciales et additionnelles" visées à l'article 1:2 et à l'Appendice 2 du Mémorandum d'accord, ils doivent prévaloir dans la mesure où il y a une différence entre eux et les articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord. Cela signifie que, contrairement aux différends concernant d'autres accords visés, le Groupe spécial est tenu d'examiner les effets défavorables des mesures de subventionnement venues à expiration.

6. En outre, les articles 5 et 6.3 de l'Accord SMC ne font pas de distinction entre les subventions qui sont maintenant versées et celles qui ne sont plus versées mais qui ont un lien de causalité avec des effets défavorables continus, comme en témoigne le rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, qui a constaté l'existence d'un préjudice grave découlant, entre autres choses, de mesures de subventionnement venues à expiration qui avaient été accordées pendant une année et – comme les versements au titre de l'aide pour perte de parts de marché – avaient pris fin.

III. QUESTIONS RELATIVES À LA CLAUSE DE PAIX

"ces mesures n'accordent pas un soutien pour un produit spécifique"

7. Ce membre de phrase de l'article 13 b) ii) de l'Accord sur l'agriculture signifie que, pour calculer le montant du soutien pour toute campagne de commercialisation entre 1995 et 2003, tout le soutien ne relevant pas de la "catégorie verte" accordé pour un produit spécifique doit être présenté sous forme de tableau, indépendamment du point de savoir si le *type* ou la *forme* du soutien est "par produit", "autre que par produit", *de minimis* ou de la "catégorie bleue". Cela est démontré clairement par la décision des négociateurs de ne *pas* utiliser les expressions "par produit" et "MGS" à l'article 13 b) ii) pour qualifier le type de soutien pour un produit spécifique. La tentative faite par les États-Unis de donner de l'article 13 b) ii) une lecture qui y inclut "par produit" est incompatible non seulement avec le texte mais aussi avec le contexte des mots "ces mesures" à l'article 13 b) ii). L'interprétation par les États-Unis de l'expression "soutien par produit" est en outre incompatible avec l'objet et le but de l'Accord sur l'agriculture. Elle créerait une nouvelle catégorie de subventions autres que de la "catégorie verte" ayant des effets de distorsion des échanges et ne pouvant pas donner lieu à une action et consacrerait des accroissements énormes des dépenses pour la "catégorie orange" et, par conséquent, un soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges pour autant qu'il prenne la forme d'un soutien pour des produits *multiples*. Cela est contraire à la présomption qu'un soutien interne ne relevant pas de la "catégorie verte" a des effets de distorsion des échanges et de la production pour tel ou tel produit, laquelle découle du fait qu'une mesure intérieure est incompatible avec les prescriptions relatives à la "catégorie verte" de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture.

"celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992"

8. Ce mot "décidé" n'exige aucun *type* particulier de "décision". Comme le terme est neutre, le sens de "décidé" doit être interprété d'une manière qui rende justice au sens ordinaire des autres termes de l'article 13 b) ii) qui ne sont *pas* neutres. Qui plus est, le terme "décidé" doit être interprété d'une manière qui permette une comparaison entre l'"*octroi*" d'un "*soutien*" ne relevant pas de la "catégorie verte" pour un produit spécifique pendant telle ou telle campagne de commercialisation entre 1995 et 2003 et une "décision" concernant ce soutien pendant la campagne de commercialisation 1992. L'Organe d'appel est convenu avec le Groupe spécial dans l'affaire *Brésil - Aéronefs* que l'expression "*niveau* des subventions à l'exportation *accordé*" signifiait "quelque chose

qui a été effectivement octroyé", c'est-à-dire les dépenses budgétaires effectives. Ainsi, le terme neutre "décision" (pour la campagne de commercialisation 1992) ne peut être lu de manière harmonieuse avec l'expression "accordent un soutien" (pour les campagnes de commercialisation 1995-2003) que si la "décision" est de financer un soutien ne relevant pas de la "catégorie verte" pour un produit spécifique pendant la campagne de commercialisation 1992.

9. L'argument des États-Unis selon lequel la seule décision qu'ils ont prise pendant la campagne de commercialisation 1992 était un "taux de soutien fixe" pour la campagne de commercialisation 1992 est totalement incompatible avec l'Énoncé des mesures administratives (SAA) dans lequel ils donnaient leur interprétation officielle de la clause de paix. Dans l'Énoncé, ils ont dit que les gouvernements bénéficieraient de la protection conférée par la clause de paix contre les effets défavorables et les contestations pour préjudice grave formulées dans le cadre de l'OMC "*à moins que la MGS pour le* produit *particulier* n'excède le niveau décidé pendant la campagne de commercialisation 1992". Le Brésil rejette vivement l'idée que la "MGS" soit le critère pertinent pour la clause de paix, et appelle l'attention du Groupe spécial sur le fait que les États-Unis admettent maintenant que la mention "MGS" ne se trouve nulle part dans le texte de l'article 13 b) ii). *Mais* cette interprétation officielle que les États-Unis ont donnée de la clause de paix en 1995 constitue néanmoins une preuve convaincante de la manière dont les États-Unis considèrent la "décision" qu'ils avaient prise durant la campagne de commercialisation 1992. Et cette interprétation ne reflétait pas une décision concernant seulement un taux de soutien. En fait, les deux seules options en matière de "décision" étaient énoncées à l'Annexe 3 de l'Accord sur l'agriculture, où la "MGS" est calculée. Ce calcul se fonde soit sur les dépenses budgétaires soit sur un *montant* calculé d'après l'écart entre un prix de référence extérieur fixe et le prix administré appliqué multiplié par la quantité produite pouvant bénéficier du prix administré appliqué. Selon l'une ou l'autre option, l'interprétation des États-Unis indique qu'un "montant" (non un "taux de soutien") est la mesure du soutien au titre de la clause de paix.

10. Le SAA est également un solide élément de preuve indiquant que la "décision" alléguée des États-Unis de maintenir le niveau de soutien prévu par la Loi FACT de 1990 à 72,9 cents par livre est simplement une rationalisation *a posteriori*. Le Brésil présente des éléments de preuve indiquant qu'avant le présent différend les États-Unis étaient encore incertains quant à ce qui constituerait la décision pertinente aux fins de la clause de paix. Une série de questions posées par le Brésil au Comité de l'agriculture et les réponses fournies par les États-Unis montrent qu'au 28 juin 2002 les États-Unis n'avaient pas encore pris de "décision" concernant l'année qu'ils utilisaient en ce qui concerne l'article 13 b) ii). Ces questions offraient aux États-Unis toute possibilité d'annoncer la décision qu'ils avaient prise, d'après les allégations, dix ans plus tôt. Or, ils n'ont rien dit au sujet d'un "taux de soutien".

11. En résumé, le Brésil est fermement convaincu que le texte de l'article 13 b) ii) exige qu'on compare le soutien pendant la campagne de commercialisation 1992 avec le soutien pendant les campagnes de commercialisation 1995-2003 en comparant les dépenses effectives. Cette méthodologie produit un "montant" de soutien – et non un "taux". Ainsi, toute décision en vertu de l'article 13 b) ii) doit, par définition, être d'une certaine manière liée au "montant" des dépenses. Seule cette méthodologie permet une comparaison claire entre les deux périodes, indépendamment du *type* de soutien.

12. Cependant, même si le Groupe spécial devait décider que le critère pertinent est un critère "taux de soutien", le Brésil a fourni le témoignage de M. Daniel Sumner indiquant que le "taux de soutien" pour le coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 était beaucoup plus élevé que le "taux de soutien" pour le coton upland pendant la campagne de commercialisation 1992. En se fondant sur les éléments de preuve et l'analyse présentés par M. Sumner, le Brésil affirme aussi que même avec leur méthodologie du "taux de soutien" les États-Unis n'ont pas démontré que le

soutien qu'ils avaient accordé pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 n'excédait pas le soutien pour le coton upland qu'ils avaient décidé pendant la campagne de commercialisation 1992.

Interprétation de la clause de paix par les États-Unis sous l'angle de la "prescription"

13. Il n'y a pas de "prescription" expresse ou implicite dans la clause de paix. Les Membres accordant des subventions tels que les États-Unis bénéficient d'une protection conditionnelle en vertu de la clause de paix pendant une période de neuf ans. Mais les droits des Membres subissant un dommage par suite de subventions accordées qui excèdent les niveaux de la campagne de commercialisation 1992 sont préservés aussi pendant toute la période de mise en œuvre. C'est là l'équilibre réalisé par la clause de paix.

14. L'argument des États-Unis concernant la "prescription" dans la présente affaire est très semblable à celui qu'a rejeté l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Barres en acier au plomb*. Il est en outre incompatible avec les vues du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, qui a estimé que les mesures appliquées par le passé devaient être examinées pour évaluer un préjudice grave actuel. L'interprétation des États-Unis priverait un Membre du droit de contester ces mesures parce qu'il n'a pas respecté un délai imaginaire. Cette interprétation des États-Unis est incompatible avec l'objet et le but de l'Accord sur l'agriculture parce qu'elle permettrait aux Membres d'accorder une année un soutien énorme "ne relevant pas de la catégorie verte" sans bénéficier de la protection conférée par la clause de paix, puis de prétendre ensuite à l'absolution dès le début de la campagne de commercialisation suivante.

"Soutien pour le coton upland"

15. Le Brésil a produit de nombreux éléments de preuve établissant la base factuelle permettant au Groupe spécial de constater que les versements anticycliques, les versements directs, les versements pour perte de parts de marché et les versements PFC constituent un "soutien pour" le coton upland au sens de la clause de paix. L'USDA classe les versements PFC et les versements pour perte de parts de marché parmi les "versements totaux" pour le coton upland. Les responsables du Conseil national du coton des États-Unis ont à maintes reprises témoigné, documents à l'appui, que les membres producteurs demandaient et recevaient ces quatre types de subventions et en dépendaient. L'assurance-récolte constitue aussi un soutien pour le coton comme l'attestent les polices d'assurance spécifiques pour le coton upland et des groupes de polices pour le coton upland. Par ailleurs, l'USDA identifie spécifiquement et présente sous forme de tableau les subventions au titre de l'assurance-récolte pour le coton upland. Le Groupe spécial devrait donc constater que ces cinq programmes ont tous accordé un soutien pour le coton upland durant les campagnes de commercialisation 1999-2002.

IV. VERSEMENTS AU TITRE DU PROGRAMME STEP 2

16. Les versements à l'exportation des États-Unis au titre du programme Step 2 constituent clairement des subventions à l'exportation qui constituent une violation des articles 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture et qui sont prohibées par l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC parce qu'elles sont subordonnées à une preuve de l'exportation de coton upland des États-Unis.

17. De même, les versements intérieurs des États-Unis au titre du programme Step 2 sont des subventions liées à l'apport local prohibées qui constituent une violation de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. Il n'y a pas de dérogation explicite à l'article 3.1 b) de l'Accord SMC inscrite dans l'Accord sur l'agriculture. En fait, le contraire est vrai, puisque l'article 13 b) ii) de l'Accord sur l'agriculture prévoit une exemption conditionnelle uniquement pour les allégations au titre des articles 5 et 6 de l'Accord SMC, mais pas pour les allégations au titre de l'article 3 de l'Accord SMC. Il n'y a pas non plus de conflit entre l'article 3.1 b) de l'Accord SMC et l'article 6 ou le paragraphe 7 de l'Annexe 3 de

l'Accord sur l'agriculture parce qu'il y a deux types de subventions intérieures – celles qui sont conformes à l'article 3.1 b) de l'Accord SMC et celles qui ne le sont pas.

V. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION

18. En ce qui concerne les allégations formulées par le Brésil au sujet des programmes de garantie à l'exportation GSM 102, GSM 103 et SCGP, l'interprétation donnée par les États-Unis de l'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture devrait être rejetée. D'après l'interprétation des États-Unis, l'article 10:2 permet d'accorder un soutien en matière de crédits à l'exportation à un taux d'intérêt de zéro pour cent et pour une durée illimitée – tout cela *gratuitement* – au moins jusqu'à ce que les Membres aient achevé les négociations sur des disciplines spécifiques concernant les crédits à l'exportation. Cette interprétation n'est pas étayée par une analyse au titre de la Convention de Vienne.

19. Les États-Unis n'ont pas même examiné l'allégation du Brésil selon laquelle, puisqu'il n'existe pas de marché commercial pour les garanties de crédit à l'exportation à des conditions telles que celles qui sont accordées par les programmes de la CCC, ces programmes confèrent des avantages en soi. Et le Brésil a démontré que d'après la formule du coût utilisée par la Maison Blanche, le Congrès des États-Unis, les comptables publics des États-Unis et la CCC elle-même, les frais et les pertes au titre de la gestion des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP ont dépassé les primes perçues pour chaque année individuelle depuis que les États-Unis ont commencé à appliquer la formule en 1992. Ces chiffres représentent les frais et pertes *effectifs* des programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis. Les programmes constituent donc des subventions à l'exportation au sens des articles 1.1 et 3.1 a) et du point j) de la Liste exemplative de l'Accord SMC et des articles 10:1, 1e) et 8 de l'Accord sur l'agriculture. Ils menacent "à tout le moins" d'entraîner un contournement des engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation, en violation des articles 10:1 et 8 et sont prohibés au titre de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC.

VI. CONCLUSION

20. Le Brésil demande au Groupe spécial de rejeter les nombreuses tentatives faites par les États-Unis pour retarder la présentation des allégations de préjudice grave formulées par le Brésil. Les producteurs brésiliens de coton upland subissent actuellement un préjudice grave du fait que les États-Unis continuent d'accorder des quantités énormes de subventions au coton upland. Quelle que soit la méthode de calcul du soutien aux fins de la clause de paix qui est appliquée, les États-Unis ne sont pas fondés à alléguer la protection conférée par la clause de paix.

ANNEXE C-3

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION LIMINAIRE DES ÉTATS-UNIS À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL AVEC LES PARTIES

1. Les États-Unis sont restés dans les limites des disciplines et ont agi d'une manière compatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC négociées et convenues au cours du Cycle d'Uruguay. Nous partageons nombre des objectifs du Brésil en ce qui concerne la réforme des mesures qui affectent le commerce des produits agricoles, mais nous n'approuvons évidemment pas les moyens par lesquels le Brésil tente d'obtenir des changements à des mesures de soutien des États-Unis pour le coton upland compatibles avec les règles de l'OMC. Le Brésil cherche dans le cadre de la présente procédure à imposer des disciplines et à obtenir des résultats qui n'ont pas été convenus au cours du Cycle d'Uruguay par la négociation.

2. Le Brésil suggère que pour déterminer si des mesures d'un Membre contreviennent à la clause de paix il faudrait comparer les *dépenses globales* qui peuvent être *attribuées* à un produit et les dépenses globales qui ont été faites pendant la campagne de commercialisation 1992 qui, là encore, peuvent être attribuées à ce produit. L'analyse erronée du Brésil résulte de trois fautes d'interprétation.

3. Premièrement, en ce qui concerne les mesures actuellement en vigueur, le Brésil suggère à tort que le soutien accordé au titre de mesures antérieures au cours d'années passées est pertinent pour la comparaison au titre de la clause de paix. La clause conditionnelle, toutefois, est écrite au présent, et, de ce fait, en ce qui concerne les mesures *actuellement* en vigueur, exige une détermination du soutien que les mesures en cause accordent *actuellement.* Le Brésil n'explique *nulle part* en quoi le soutien accordé au cours d'une quelconque année antérieure est pertinent pour le critère de l'emploi du présent voulant que les mesures exemptées par la clause de paix "n'accordent pas un soutien" qui excède un certain niveau. En fait, l'analyse par le Brésil du sens ordinaire et du contexte de l'expression "accordent un soutien" ne confère aucun sens au choix qu'ont fait les Membres du temps du verbe.

4. Deuxièmement, le Brésil se méprend sur le soutien qui est pertinent pour la comparaison au titre de la clause de paix parce qu'il interprète mal l'expression "soutien pour un produit spécifique". Le Brésil et la Nouvelle-Zélande ont affirmé que, si les Membres avaient voulu que l'expression "soutien pour un produit spécifique" signifie "soutien par produit", ils auraient utilisé cette dernière expression. Si nous pouvons nous le permettre, cela pousse trop loin la pratique générale d'interprétation consistant à lire des choix de mots différents comme ayant des sens différents. C'est là méconnaître la tâche véritable d'un interprète qui est de lire le texte suivant son sens ordinaire, dans son contexte, et à la lumière de l'objet et du but de l'accord. Le sens ordinaire de l'expression "soutien pour un produit spécifique", dans le contexte de l'Accord sur l'agriculture, est "soutien par produit".

5. Nous notons que l'Accord sur l'agriculture suggère qu'un soutien interne consiste, en partie, en un soutien par produit et en un soutien autre que par produit. L'interprétation donnée par le Brésil de l'expression "soutien pour un produit spécifique", toutefois, engloberait aussi apparemment le "soutien autre que par produit". En l'absence d'une indication claire selon laquelle un tel résultat contraire à la logique était voulu, l'interprète devrait lire "soutien pour un produit spécifique" comme excluant le "soutien autre que par produit".

6. Troisièmement, le Brésil ne tient pas compte de la manière dont les États-Unis ont "décidé" (c'est-à-dire "déterminé" ou "énoncé") le soutien par produit pour le coton upland pendant la campagne de commercialisation 1992. Comme l'a expliqué le Brésil dans sa première communication, le texte de la clause de paix était né du désir des CE de protéger de toute contestation les mesures "décidées" en 1992 aux fins de la réforme de la PAC, plutôt que le soutien "accordé" pendant la campagne de commercialisation 1992. C'est précisément l'approche que les États-Unis préconisent: examiner le soutien par produit "décidé" pendant la campagne de commercialisation 1992 et le comparer au soutien par produit que les mesures actuellement en vigueur accordent. Le Brésil n'explique pas au Groupe spécial comment les mesures des États-Unis ont *effectivement* décidé un soutien pendant la campagne de commercialisation 1992 dans le sens de la conclusion toute faite du Brésil selon laquelle l'"expression "décidé pendant la campagne de commercialisation 1992" exige un examen du *montant ou de la quantité du soutien* ... pour un produit spécifique qu'un Membre de l'OMC a "décidé" d'accorder pendant la campagne de commercialisation 1992". En fait, les mesures des États-Unis ont "décidé" un soutien pendant la campagne de commercialisation 1992 en assurant aux producteurs de coton upland un revenu à un taux de 72,9 cents par livre. Le Brésil n'explique nulle part comment les mesures de soutien interne des États-Unis auraient pu "décider" le montant des dépenses puisque ces dépenses ont résulté de la différence entre le niveau de soutien du revenu et les prix mondiaux pendant la campagne de commercialisation 1992 sur lesquels le gouvernement des États-Unis n'a aucune influence.

7. Le Brésil a fait valoir que l'approche des États-Unis créerait une "prescription" annuelle pour l'applicabilité de la clause de paix et que le problème de cette approche est que les dépenses budgétaires ne sont pas connues tant qu'une campagne de commercialisation donnée n'est pas terminée. Cette observation met plutôt en relief les difficultés liées à l'approche du *Brésil* selon laquelle *seules* les dépenses budgétaires peuvent être examinées au titre de la clause de paix. En d'autres termes, le Brésil concède effectivement qu'en vertu de *son* approche, les Membres n'auraient aucune certitude quant au point de savoir si des mesures sont exemptées des actions. Par exemple, il serait difficile de savoir si les dépenses budgétaires au titre de la Loi de 2002 excédaient les dépenses de 1992 au moment de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil en février 2003.

8. En ce qui concerne les versements directs des États-Unis, que ces derniers estiment être des mesures relevant de la "catégorie verte", le Brésil fait valoir que ces versements ne répondent pas à "une prescription fondamentale, à savoir que leurs effets de distorsion sur les échanges ou leurs effets sur la production doivent être nuls ou, au plus, minimes" aux termes de la première phrase du paragraphe 1 de l'Annexe 2. Cependant, le texte de l'Annexe 2 indique que les "mesures de soutien interne" seront réputées avoir rempli cette "prescription fondamentale" si elles sont "conformes aux critères de base" de la deuxième phrase, ainsi qu'à tout critère spécifique suivant les politiques applicable, en commençant la deuxième phrase par "en conséquence". Cette interprétation est étayée par le contexte pertinent de l'Accord; comme le notent les Communautés européennes dans leur communication en tant que tierce partie, les articles 6:1, 7:1 et 7:2 mentionnent les mesures "qui ne font pas l'objet d'engagements de réduction parce qu'elles répondent aux *critères* énoncés à l'Annexe 2".

9. Outre les critères de base énoncés au paragraphe 1, les versements directs des États-Unis doivent aussi être conformes aux cinq "critères et conditions suivant les politiques" énoncés au paragraphe 6 de l'Annexe 2. Le Brésil présente deux arguments selon lesquels les versements directs ne satisfont pas au critère visé au paragraphe 6 b) de l'Annexe 2 en vertu duquel le montant des versements ne doit pas être fonction ni établi sur la base de la production réalisée au cours d'une année suivant la période de base. D'abord, le Brésil fait valoir qu'en éliminant ou réduisant les versements si les bénéficiaires récoltent certains fruits ou légumes, les versements sont fonction de la production au cours d'une année suivant la période de base. Cependant, aucun type particulier de production n'est requis pour recevoir de tels versements – en fait, aucune production n'est nécessaire. L'argument du

Brésil, en outre, est une démonstration excessive. Selon l'analyse du Brésil, *toute* limitation des choix d'un producteur au cours d'une année suivant la période de base qui modifierait le montant du versement serait incompatible avec le paragraphe 6 b). Cependant, une prescription voulant qu'un bénéficiaire de versements directs ne produise *rien du tout* (sous peine de voir le versement réduit ou éliminé) *lierait* le montant du versement au type ou au volume de production pendant l'année courante. Une telle prescription *garantirait* aussi que ces versements répondent à une "prescription fondamentale, à savoir que leurs effets de distorsion sur les échanges ou leurs effets sur la production doivent être nuls ou, au plus, minimes" parce qu'il n'y aurait pas de production du tout. Ainsi, selon l'analyse du Brésil, le paragraphe 6 b) *empêcherait* un versement qui répondrait manifestement à la "prescription fondamentale" de l'Annexe 2. Ce résultat n'est pas voulu par le texte du paragraphe 6 b) et devrait être évité.

10. Deuxièmement, le Brésil fait valoir que les versements directs sont établis sur la base de la production au cours d'une année suivant la période de base parce qu'une fois qu'un type de versement direct aux producteurs relevant de l'Annexe 2 a été fait, *toutes* les mesures ultérieures accordant des versements directs doivent se rapporter à la même période de base. Or le texte de l'Annexe 2 n'étaye pas une telle lecture. L'Annexe 2 dit que "[l]es mesures de soutien interne qu'il est demandé d'exempter des engagements de réduction" répondront à la prescription fondamentale de la première phrase par le biais des critères de base et des critères spécifiques suivant les politiques pertinents énoncés à la deuxième phrase. Par exemple, dans le cas du soutien du revenu découplé, la "mesure de soutien interne" particulière doit être conforme aux "critères et conditions spécifiques indiqués [au paragraphe 6], suivant les politiques". Le paragraphe 6 a), b), c) et d) rattache "ces versements" à "une période de base définie et fixe". Ainsi, les versements concernant une certaine "mesure de soutien interne qu'il est demandé d'exempter des engagements de réduction" doivent satisfaire aux conditions relatives à "*une* période de base définie et fixe". Rien dans le texte ne prescrit que *toutes* les mesures de soutien interne qu'il est demandé d'exempter des engagements de réduction utilisent la *même* "période de base définie et fixe". Le Brésil lit aussi le paragraphe 6 comme si le texte était "*la* période de base définie et fixe". Or, ce n'est pas ce que dit le texte ni ce dont sont convenus les négociateurs.

11. Le Brésil et le reste du Groupe de Cairns cherchent à régler cette question en proposant dans le cadre des négociations sur l'agriculture en cours qu'on modifie le paragraphe 6 de l'Annexe 2 en remplaçant la référence à "une période de base définie et fixe" par "une période de base *antérieure* définie, fixe *et invariable*". Le document Harbinson révisé, à la pièce jointe n° 8, incorpore cette proposition du Groupe de Cairns en proposant d'ajouter aux paragraphes 5, 6, 11 et 13 de l'Annexe 2 le texte suivant: "Les versements seront fondés sur les activités menées durant une période de base *antérieure* fixe et *invariable*." Là encore, le Brésil cherche à obtenir par la voie de la procédure ce qu'il n'a pas encore obtenu par la négociation.

12. Le programme Step 2 a été élaboré et mis en œuvre de manière à soutenir le prix versé aux producteurs de coton upland des États-Unis par les acheteurs de leur produit. Step 2 est un programme unique qui prévoit des versements pour toutes les ventes de tout le coton upland produit aux États-Unis pendant une campagne de commercialisation donnée – que ces ventes soient destinées à l'exportation ou à la consommation intérieure. Des versements au titre du programme Step 2 sont accordés aux grossistes ou fabricants qui utilisent du coton upland dans la mesure où ils représentent le premier stade de la chaîne de commercialisation où ces versements pouvaient être effectués et que ce sont eux qui influent le plus sur les prix à la production.

13. La loi d'habilitation ne dit manifestement pas que le versement au titre du programme Step 2 est subordonné à l'exportation. Elle prévoit des versements au titre du programme Step 2 à une catégorie d'utilisateurs admissibles qui représente la totalité des acheteurs potentiels de coton upland aux producteurs. Le versement intervient une fois que l'utilisation requise du coton a été démontrée. À la différence des faits de l'affaire *États-Unis – FSC (Recours à l'article 21:5)*, la subvention au titre

du programme Step 2 implique une subvention universellement disponible pour les ventes d'un seul produit agricole produit entièrement aux États-Unis, qui n'est pas liée à l'exportation ou au commerce extérieur. En termes très simples, le coton upland des États-Unis n'a *pas* à être exporté pour obtenir le versement. À supposer que les conditions de la formule de versement soient remplies, tout le coton upland des États-Unis est vendu en ayant droit à la subvention au titre du programme Step 2, qu'il quitte les États-Unis ou qu'il y soit consommé.

14. Pendant près de 15 ans avant la création d'obligations au titre de l'Accord sur l'agriculture, et depuis lors, les caractéristiques essentielles des deux principaux programmes de garantie du crédit à l'exportation pour les produits agricoles des États-Unis (GSM-102 et GSM-103) sont restées essentiellement inchangées. Il s'agit de programmes de garantie du crédit à l'exportation bien connus et bien établis, qui ont été spécifiquement examinés par les négociateurs pendant le Cycle d'Uruguay, ainsi qu'à l'OCDE et pendant le Cycle de Doha.

15. L'article 9:1 de l'Accord sur l'agriculture recense et énumère des programmes de subventions à l'exportation spécifiques, également bien connus des négociateurs, lesquels voulaient assurer que ces pratiques spécifiques étaient englobées dans la définition d'une subvention à l'exportation aux fins de l'Accord sur l'agriculture. Dautres subventions à l'exportation sont couvertes par la disposition anticontournement de l'article 10:1. En revanche, les garanties de crédit à l'exportation n'ont été incluses ni à l'article 9:1 ni à l'article 10:1. Au lieu de cela, dans le cadre de l'équilibre réalisé durant le Cycle d'Uruguay, les négociateurs ont choisi de prolonger les négociations sur ce sujet mais ont décidé de lier les Membres à un engagement selon lequel lorsque, le cas échéant, des disciplines convenues au niveau international verraient le jour, les États-Unis, comme tous les autres Membres de l'OMC, ne pourraient accorder de garanties de crédit à l'exportation qu'en conformité avec de telles disciplines. Agir autrement constituerait à ce moment là une violation des obligations du Membre au titre de l'Accord sur l'agriculture.

16. L'article 10:2 exprime les deux engagements des Membres à cet égard: 1) engager de telles négociations nonobstant la conclusion du Cycle d'Uruguay et 2) une fois élaborées des disciplines convenues au niveau international, en faire des engagements dans le cadre de l'OMC par le biais de l'article 10:2. L'article 10:2 ne dit pas que les garanties de crédit à l'exportation feront l'objet de ces disciplines négociées à l'avenir *en plus des* dispositions anticontournement de l'article 10:1. Au contraire, l'article 10:2 et la référence aux garanties de crédit à l'exportation sont juxtaposés à l'article 10:1 pour refléter l'intention des auteurs de distinguer les programmes de garantie du crédit à l'exportation des autres programmes qui autrement seraient des subventions à l'exportation soumises à l'article 10:1.

17. Pour les raisons indiquées ci-dessus et celles qui sont exposées dans notre première communication écrite, les États-Unis estiment que leurs mesures ne relevant pas de la catégorie verte sont exemptées des actions conformément à l'article 13 b) ii) de l'Accord sur l'agriculture; que leurs versements directs sont exemptés des actions conformément à l'article 13 a) ii) de l'Accord sur l'agriculture; et que leurs programmes de garantie du crédit à l'exportation pour le coton upland et leurs versements au titre du programme Step 2 sont compatibles avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC.

ANNEXE C-4

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION FINALE DES ÉTATS-UNIS À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL AVEC LES PARTIES

1. Au sujet des demandes de décisions préliminaires présentées par les États-Unis, le Groupe spécial a exprimé un certain intérêt pour la question du préjudice que les États-Unis subiraient si nous étions forcés de défendre des garanties de crédit à l'exportation pour des produits autres que le coton upland. Avant tout, les États-Unis auraient perdu le bénéfice de consultations sur ces mesures. Les consultations remplissent un certain nombre de fonctions importantes, y compris celles d'aider les parties à comprendre leurs préoccupations mutuelles et de faciliter les efforts en vue de régler le différend. Le Mémorandum d'accord affirme l'importance des consultations et prescrit qu'un Membre ne peut pas demander l'établissement d'un groupe spécial avant d'avoir tenu des consultations sur cette mesure.

2. En outre, exiger des États-Unis qu'ils examinent les allégations du Brésil concernant ces mesures imposerait une charge supplémentaire aux États-Unis et prendrait sur le temps et les ressources disponibles pour répondre au sujet des mesures qui *relèvent* du mandat. Les États-Unis ont pris des engagements de réduction des subventions à l'exportation en ce qui concerne 12 produits. Chacun de ces produits fait donc l'objet d'une analyse individuelle au regard de la clause de paix au titre de l'article 13 c). En outre, selon l'approche du Brésil, le type d'analyse que les États-Unis ont proposée pour le coton upland concernant le point j) de l'Accord sur les subventions conviendrait à tous les produits entrant dans le champ d'application de l'Accord sur l'agriculture. Cela nécessiterait une analyse produit par produit des programmes de garanties du crédit à l'exportation, tels qu'ils sont appliqués, concernant les primes et les frais et les pertes au titre de la gestion à longue échéance (s'il y en a).

3. Mais en dernière analyse, la question du préjudice pour les États-Unis n'entre pas dans la question de savoir si une mesure relève du mandat du Groupe spécial. C'est *cette* question qui sous-tend les demandes de décisions préliminaires présentées par les États-Unis.

4. D'abord, les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de constater que les mesures de garanties du crédit à l'exportation concernant d'autres produits agricoles admissibles ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. Si la demande d'établissement d'un *groupe spécial* présentée par le Brésil faisait *effectivement* référence à des "garanties de crédit à l'exportation ... visant à faciliter l'exportation de coton upland des États-Unis et d'autres produits agricoles admissibles", sa demande de *consultations* ne le faisait pas. Cette demande de consultations n'incluait nulle part les termes "autres produits agricoles admissibles", et le Brésil n'a pas non plus inclus ces mesures dans son exposé des éléments de preuve disponibles. Ainsi, ces mesures concernant d'autres produits agricoles admissibles ne faisaient pas partie des "mesures en cause" que le Brésil a indiquées dans sa demande de consultations comme il est tenu de le faire en vertu de l'article 4:4 du Mémorandum d'accord. Contrairement ce qu'a dit le Brésil il y a quelques instants, les États-Unis et le Brésil ne se sont jamais consultés au sujet des garanties de crédit à l'exportation concernant des produits autres que le coton - pas une seule fois et certainement pas trois fois. Le Brésil l'a bien dit le premier jour de la première réunion du Groupe spécial lorsqu'il a reconnu que les États-Unis lui avaient dit lors de la première consultation que ses questions n'entraient pas dans le champ des consultations.

5. En ce qui concerne la question de savoir si les programmes de garanties du crédit à l'exportation sont une mesure ou des mesures multiples, il n'y a pas de raison pour que les garanties à l'exportation pour des produits multiples ne puissent pas être des mesures multiples. En vertu de l'article 4:4 du Mémorandum d'accord, il incombe au Brésil d'indiquer dans sa demande de consultations "les mesures en cause". En l'espèce, le Brésil a indiqué la mesure comme étant les "garanties des crédits à l'exportation ... visant à faciliter l'exportation de coton upland des États-Unis", et les États-Unis pouvaient s'en remettre, et s'en sont effectivement remis, à cette demande de consultations (y compris l'exposé des éléments de preuve joint en annexe) comme avis.

6. Par exemple, si un Membre interdisait les exportations de tous les produits animaux pour un motif sanitaire déclaré, et qu'un autre Membre déposait une demande de consultations sur l'interdiction uniquement en ce qui concerne les importations de viande de bœuf, ce Membre plaignant ne pourrait pas ensuite élargir la portée du différend par le biais des questions écrites qu'il présenterait dans le cadre des consultations ou de sa demande d'établissement d'un groupe spécial pour contester cette interdiction en ce qui concerne d'autres produits agricoles touchés. C'est pourtant ce que le Brésil tente de faire ici.

7. Le Brésil s'appuie aussi sur la note de bas de page 1 de sa demande de consultations, qui renvoie à une explication "ci-après". Cette explication élargissant la portée de la demande pour inclure d'"autres produits agricoles admissibles" ne figure *pas* dans la demande de consultations. L'article 4:4 du Mémorandum d'accord exige du Brésil qu'il donne "une indication des mesures en cause", et non une référence sibylline qui n'est pas expliquée plus avant. Bien que les États-Unis l'en aient avisé et qu'il ait eu amplement la possibilité de présenter une nouvelle demande de consultations, le Brésil ne l'a jamais fait. Par conséquent, les mesures de garantie du crédit à l'exportation se rapportant à des produits agricoles admissibles des États-Unis autres que le coton upland des États-Unis n'ont pas fait l'objet de consultations et conformément aux articles 4:4, 4:7 et 6:2 du Mémorandum d'accord ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.

8. En ce qui concerne les versements au titre de contrats de flexibilité de la production et les versements d'aide pour perte de parts de marché, nous avons expliqué que ces versements étaient terminés, que les programmes avaient pris fin et que les instruments réglementaires les instituant avaient été annulés avant que le Brésil ait déposé sa demande de consultations. Les mesures que le Brésil conteste sont des subventions ou des versements accordés par ces programmes. Les lois autorisant ces versements stipulaient que chacun de ces versements était *attribué* à une culture ou à un exercice budgétaire particulier. Ainsi, conformément à la Loi de 1996, le dernier versement au titre de contrats de flexibilité de la production pour l'exercice 2002 a été effectué pas plus tard qu'à la fin de l'exercice budgétaire 2002. Comme l'indique le Brésil dans sa première communication, "[a]vec l'adoption de la nouvelle Loi FSRI en mai 2002, les versements PFC ont été stoppés". Le dernier versement d'aide pour perte de parts de marché a été effectué pour la campagne de commercialisation 2001 (1er août 2001–31 juillet 2002) conformément à une loi promulguée le 13 août 2001. Comme l'exercice pertinent et la campagne de commercialisation pertinente, respectivement, étaient terminés au moment des demandes de consultations et/ou d'établissement d'un groupe spécial présentées par le Brésil, ces mesures n'ont pas pu faire l'objet de consultations au sens de l'article 4:2 du Mémorandum d'accord *ni* avoir été des "mesures en cause" au sens de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Elles ne relèvent donc pas du mandat du Groupe spécial. La suggestion du Brésil selon laquelle l'article 7.2 à 7.10 de l'Accord sur les subventions devrait s'appliquer à la place des dispositions du Mémorandum d'accord en ce qui concerne le mandat du présent Groupe spécial est inédite. À titre préliminaire, nous notons que l'article 7.4 mentionne effectivement le mandat du Groupe spécial mais seulement dans le contexte de la fixation d'un délai de 15 jours pour arrêter ce mandat, par opposition au délai prévu à l'article 7:1 du Mémorandum d'accord.

9. Enfin, en ce qui concerne les subventions accordées au titre de la Loi de 2003 sur l'aide à l'agriculture – le versement pour les graines de coton – il s'agit de mesures qui n'existaient même pas

au moment de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil. Comme le versement pour les graines de coton n'avait pas été effectué (le règlement d'application n'a même pas été publié avant le 25 avril 2003) et que la loi autorisant les versements n'avait pas été promulguée au moment de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil, cette subvention ou mesure n'a pas fait l'objet de consultations et n'aurait pas pu être une mesure en cause entre les parties. Par conséquent, les États-Unis demandent au Groupe spécial de rendre des décisions préliminaires selon lesquelles ces trois séries de mesures ne relèvent pas de son mandat.

10. Pour résumer brièvement où nous en sommes à l'issue de nos débats sur la clause de paix: le Brésil suggère dans le *présent* différend que le mot "actions" dans l'expression "exemptées des actions" renvoie uniquement à une "action collective" de l'ORD. Cependant, nous notons que l'interprétation du Brésil est en contradiction directe avec l'avis qu'il a exprimé dans sa demande de consultations concernant le différend *Communautés européennes – Subventions à l'exportation de sucre* (WT/DS266/1). Au sujet de l'article 13 c) ii), qui utilise la même expression "exemptées des actions" en cause dans le présent différend, le Brésil a écrit ce qui suit: "En ce qui concerne les allégations fondées sur l'article 3 de l'Accord SMC, comme les subventions à l'exportation accordées par les CE pour le sucre ne sont pas pleinement conformes aux dispositions de la Partie V de l'Accord sur l'agriculture, ces subventions à l'exportation ne sont pas *exemptées d'une action en contestation* en vertu de l'article 13 c) ii) de l'Accord sur l'agriculture." En d'autres termes, dans ce document de l'OMC, le Brésil ne lit *pas* l'expression "exemptées des actions" comme signifiant "exemptées des voies de recours" ou "exemptées d'une action collective de l'ORD" mais plutôt comme "exemptées d'une *action en contestation*". L'interprétation du Brésil dans cette demande de consultations dans le cadre de l'OMC ne pourrait aboutir que si "exemptées des actions" dans la clause de paix signifiait "non soumises à" la "prise d'initiatives juridiques pour établir une allégation" – comme les États-Unis l'ont soutenu dans le présent différend. Nous estimons que *cette* interprétation du Brésil est correcte.

11. La clause de paix – pour reprendre ce qu'a dit le Brésil – "exempt[e] d'une action en contestation" certaines mesures. Il s'ensuit que la clause de paix n'est pas un moyen de défense affirmatif mais plutôt une question liminaire pour le Brésil dans le présent différend. Comme le reconnaît implicitement le Brésil à la fois dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et dans sa demande de consultations, pour atteindre ne serait-ce que le stade où il sera, en tant que partie plaignante, autorisé à présenter ses allégations de fond, le Brésil doit d'abord démontrer que la clause de paix n'exempte pas les mesures des États-Unis d'une action – c'est-à-dire "d'une action en contestation".

12. Au sujet des versements directs des États-Unis, que les États-Unis estiment être des mesures relevant de la "catégorie verte" parce qu'ils satisfont aux critères énoncés à l'Annexe 2: Comme le Président l'a laissé entendre dans une question qu'il a posée au Brésil, évaluer la conformité d'une mesure dont il est allégué qu'elle relève de la catégorie verte au regard de la "prescription fondamentale" de la première phrase du paragraphe 1 serait une tâche difficile, sinon impossible, pour un groupe spécial. Les Membres ont prévu le problème et ont donc donné des indications sur la manière dont une mesure répondrait à cette prescription fondamentale – c'est-à-dire que, si les mesures sont "conformes aux critères de base" énoncés dans la deuxième phrase ainsi qu'à tout critère suivant les politiques applicables, elles seront réputées avoir satisfait à la prescription fondamentale.

13. S'agissant du critère énoncé au paragraphe 6 b) selon lequel le montant des versements au titre du soutien du revenu découplé ne serait pas établi sur la base de la production réalisée au cours d'une année suivant la période de base ni lié à cette production, cette disposition n'a pas besoin d'être lue et ne devrait pas être lue comme le suggère le Brésil. Le texte étaye une lecture selon laquelle un Membre ne peut pas établir ses versements sur la base de prescriptions en matière de production ni les lier à ces prescriptions. Les CE ont souscrit à cette opinion ce matin. Les versements directs des États-Unis n'exigent aucun type particulier de production – en fait, aucune production n'est nécessaire. Comme nous l'avons suggéré, la lecture que le Brésil fait du paragraphe 6 b) empêcherait un Membre

d'interdire à un bénéficiaire de produire des cultures – c'est-à-dire empêcherait une mesure qui établit les versements sur la base d'un type ou volume de production – pas de production du tout – ou qui les lie à un tel type ou volume de production. S'il n'y a pas de production du tout par suite de la mesure, cette mesure ne peut nécessairement pas avoir d'"effets de distorsion sur les échanges ou d'effets sur la production". Ainsi, la lecture que le Brésil fait du paragraphe 6 b) *empêcherait* un Membre d'établir une mesure qui répond à la "prescription fondamentale" de l'Annexe 2. Le paragraphe 6 b) n'a pas besoin et ne devrait pas être lu comme étant en contradiction avec cette prescription fondamentale. Dans le contexte de la première phrase de l'Annexe 2, le paragraphe 6 b) devrait donc être lu comme stipulant qu'un Membre ne peut établir de versements sur la base de prescriptions imposant de produire telle ou telle culture en particulier ni les lier à ces prescriptions – là encore, les versements directs des États-Unis n'exigent pas de production de coton upland et n'exigent pas de production du tout.

14. Le Brésil a à maintes reprises brandi le spectre de subventions intérieures des États-Unis incontrôlées si le Groupe spécial souscrivait à l'interprétation donnée par les États-Unis de la clause de paix. Les craintes du Brésil ne sont pas fondées. Naturellement, les États-Unis ne peuvent pas accorder de subventions sans aucune limite. Les subventions des États-Unis sont soumises à des disciplines de diverses manières, et les États-Unis sont délibérément restés à l'intérieur de ces limites. Il existe deux grandes disciplines qui s'appliquent. La première est le niveau d'engagement consolidé final des États-Unis au titre de la mesure globale du soutien totale courante. La deuxième, dont nous avons longuement parlé, est la clause de paix elle-même et sa limitation effective du soutien au producteur à un niveau de 72,9 cents par livre. Les États-Unis sont restés à l'intérieur de ces limites malgré, comme l'indique le dossier présenté par le Brésil, les pressions exercées pour qu'ils ne le fassent pas. Nous avons droit à l'avantage découlant de ce respect.

15. Nous pouvons comprendre que le Brésil puisse estimer que ces limites ne sont pas suffisantes. De nouvelles limites peuvent être négociées dans le cadre des négociations sur l'agriculture en cours, dans lesquelles les États-Unis ont de nombreux objectifs en commun avec le Brésil. Jusque-là toutefois, le Brésil ne peut pas chercher à renverser l'équilibre de droits et d'obligations négocié et convenu par les Membres pendant le Cycle d'Uruguay. L'interprétation donnée par le Brésil de la clause de paix ferait violence au texte de l'Accord sur l'agriculture et pénaliserait les États-Unis pour avoir décidé un soutien aux producteurs de coton upland dans les limites fixées par l'Accord. Nous demandons donc au Groupe spécial de constater que le Brésil n'a pas établi que les mesures de soutien interne des États-Unis constituaient une infraction à la clause de paix et que ces mesures sont donc exemptées d'une action par le Brésil pour le moment.

ANNEXE C-5

COMMUNICATION ORALE DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

24 juillet 2003

I. INTRODUCTION

1. La République argentine remercie le Groupe spécial de lui avoir donné la possibilité de présenter ses observations dans cette procédure en qualité de tierce partie et, conformément à ce qui est indiqué dans sa communication du 15 juillet[1], elle évoquera à ce propos quelques-unes des allégations des États-Unis contenues dans leur première communication écrite du 11 juillet.

2. À cet égard, l'Argentine examinera en particulier:

a) l'interprétation que les États-Unis donnent des dispositions de la clause de paix, et en particulier de l'article 13 b) ii);

b) les interprétations des États-Unis relatives à l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture; et, enfin,

c) l'interprétation des États-Unis selon laquelle l'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture exclut les garanties de crédit à l'exportation des disciplines générales sur les subventions à l'exportation de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

II. ALLÉGATIONS DES ÉTATS-UNIS

a) Interprétation de la clause de paix

3. L'Argentine se référera à ce qu'elle considère être une interprétation erronée que les États-Unis ont donnée des termes figurant dans la clause de paix, en particulier dans l'article 13 b) de l'Accord sur l'agriculture[2], pour arriver à la conclusion – qui, par conséquent, est également erronée – selon laquelle leurs mesures de soutien interne sont exemptées des actions fondées sur l'article XVI:1 du GATT de 1994 ou les articles 5 et 6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC).

i) Accorder un soutien pour un produit spécifique

4. Tout d'abord, les États-Unis interprètent de manière erronée le membre de phrase "accorder un soutien pour un produit spécifique" ("grant support to a specific commodity").

5. Au paragraphe 71 de leur communication, les États-Unis indiquent que les versements anticycliques et les versements au titre de l'assurance-récolte ne constituent pas "un soutien pour un

[1] Communication de l'Argentine en tant que tierce partie, paragraphe 2.
[2] Première communication écrite des États-Unis d'Amérique, 11 juillet 2003, section III.D.

produit spécifique" car ils ne sont liés à la production courante d'aucun produit spécifique mais sont fondés sur des superficies et des rendements fixés en fonction des chiffres antérieurs.[3]

6. Les États-Unis font valoir que dans l'article 13 b) ii) "soutien pour un produit spécifique" ("support to a specific commodity") signifie "soutien par produit" ("product-specific support"). Ainsi, leur argumentation se fonde sur une tentative d'incorporation dans le texte de l'article 13 b) ii) des mots "soutien par produit" ("product-specific support") alors que cette expression ne figure pas dans le libellé de l'article.[4]

7. Si les négociateurs avaient voulu dire que le "soutien par produit" ("product-specific support") serait exempté d'actions, ils auraient fait figurer cette expression dans le texte de l'article; or, ils ne l'ont pas fait.[5] Par conséquent, l'article 13 b) ii) de l'Accord sur l'agriculture se réfère aux mesures de soutien interne d'un Membre qui ne relèvent pas de ce que l'on appelle la "catégorie verte", y compris les mesures de soutien interne qui sont accordées seulement pour des produits spécifiques particuliers ainsi que celles qui visent plusieurs produits spécifiques.

8. En d'autres termes, le "soutien pour un produit spécifique" ("support to a specific commodity") de l'article 13 b) ii) comprend toute mesure de soutien interne qui ne relève pas de la "catégorie verte" accordant un quelconque soutien identifiable pour un produit particulier, indépendamment du fait que la mesure peut accorder un soutien pour un plus grand nombre de produits.[6]

9. Dans leur argumentation, les États-Unis méconnaissent le contexte plus pertinent de l'article 13 b) ii), à savoir son texte introductif, qui ne mentionne pas le "soutien par produit" ("product-specific support"), mais les "mesures de soutien interne" en général. Cela donne à entendre que les mesures qui, conformément à l'article 13 b) ii), sont pertinentes pour déterminer si un Membre a accordé un soutien pour un produit spécifique qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992, incluent nécessairement le soutien interne ne visant pas des produits spécifiques.

10. L'interprétation des États-Unis signifierait qu'il serait impossible de déposer une plainte contre toute mesure de soutien interne de la catégorie orange accordée pour plus d'un produit. Ainsi, l'argument des États-Unis permettrait aux Membres d'accroître considérablement le soutien interne pour un nombre relativement petit de produits (par exemple les dix cultures visées par le programme Versements anticycliques), ce qui est incompatible avec l'objet et le but de l'Accord sur l'agriculture qui consistent à réduire le niveau de soutien interne, comme cela ressort du préambule de l'Accord.[7]

---

[3] *Id*., paragraphe 115.

[4] Selon le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Brevets*, paragraphe 45 (WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998):

> "*Le devoir de celui qui interprète un traité est d'examiner les termes du traité pour déterminer les intentions des parties. Cela devrait se faire conformément aux principes d'interprétation des traités énoncés à l'article 31 de la Convention de Vienne. Mais ces principes d'interprétation ne signifient pas qu'il soit nécessaire ni justifiable d'imputer à un traité des termes qu'il ne contient pas ou d'inclure dans un traité des concepts qui n'y étaient pas prévus*." (non souligné dans l'original)

[5] "*... si les Membres avaient voulu exclure le soutien autre que par produit, ils l'auraient certainement dit*". Communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, 15 juillet 2003, paragraphe 2.21.

[6] À cet égard, l'Argentine est d'accord avec la Nouvelle-Zélande: "*... La Nouvelle-Zélande ne voit aucune base qui permette de penser que le soutien pour un produit spécifique devrait être exclu simplement parce que d'autres produits peuvent recevoir un soutien semblable*". Communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, 15 juillet 2003, paragraphe 2.23.

[7] "*... l'objectif à long terme susmentionné est d'arriver, par un processus suivi s'étendant sur une période convenue, à des réductions progressives substantielles du soutien et de la protection de l'agriculture,*

11. L'Argentine considère que l'expression "soutien pour un produit spécifique" ("support to a specific commodity") figurant à l'article 13 b) ii) indique que, pour calculer le soutien interne accordé par un Membre, ce soutien doit être lié à un produit particulier ou précis, indépendamment de la question de savoir s'il vise un produit déterminé ou s'il se rapporte à plusieurs produits spécifiques.[8]

12. Contrairement à ce que les États-Unis donnent à entendre, l'expression "soutien pour un produit spécifique" ("support to a specific commodity") n'implique pas un "soutien accordé exclusivement ou seulement" pour un produit spécifique. Le fait que, par les mêmes mesures de soutien interne, les États-Unis accordent un soutien pour différents produits ne change rien au fait qu'une partie de ce soutien est accordée pour un produit spécifique.

ii) Le soutien "décidé pendant la campagne de commercialisation 1992"

13. À la suite de leur analyse du membre de phrase "soutien décidé pendant la campagne de commercialisation 1992" ("that decided during the 1992 marketing year"), les États-Unis concluent que ce membre de phrase ne fait pas référence au soutien effectivement accordé pour un produit spécifique pendant cette campagne[9], mais au soutien déterminé pendant la campagne de commercialisation 1992, et que cela a consisté à "décider" ou "déterminer" un niveau de revenu pour les producteurs de coton de 0,72 dollar EU la livre.

14. Cette interprétation permet aux États-Unis de s'affranchir de la nécessité de répondre à l'affirmation du Brésil[10] - faite sienne par l'Argentine[11] - selon laquelle les dépenses budgétaires des États-Unis en matière de soutien interne à leur secteur du coton pour les campagnes de commercialisation correspondant aux années 1999, 2000, 2001 et 2002 ont excédé largement le montant de 1 994 millions de dollars EU accordés en 1992.

15. L'Argentine estime que conformément à l'article 13 b) ii), le terme "décidé" ("decided") implique la décision de faire des versements. L'argument des États-Unis méconnaît le fait que ce texte emploie d'abord les mots "accordent ... un soutien" ("grant support") en se référant au soutien accordé ou octroyé pour un produit spécifique pendant la période de mise en œuvre (1995-2003). Or, les mots "accordent ... un soutien" ("grant support") sont nécessairement liés au "soutien décidé pendant la campagne de commercialisation 1992", puisqu'il n'y aurait autrement aucune base de comparaison s'il s'agissait dans un cas du soutien accordé et dans l'autre cas d'un soutien qui n'est que prévu.

16. À cet égard, l'Argentine maintient que le terme "décidé" employé à l'article 13 b) ii) ne devrait pas être interprété comme si le montant par livre du prix garanti aux producteurs (soutien prévu) était le facteur à prendre en considération pour déterminer le montant du soutien accordé. Si l'on acceptait le critère avancé par les États-Unis, cela permettrait d'accorder, pour chaque produit, une somme illimitée au titre du soutien interne, à condition que cette somme n'excède pas la MGS totale.

---

qui permettraient de remédier aux restrictions et distorsions touchant les marchés agricoles mondiaux et de les prévenir." (Préambule de l'Accord sur l'agriculture, troisième paragraphe)

[8] Communication de l'Australie au Groupe spécial en tant que tierce partie, 15 juillet 2003, paragraphe 23: "*... le sens ordinaire de cette expression* ("Pour un produit spécifique"), *lue dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord sur l'agriculture, est le soutien accordé pour tel ou tel produit agricole visé par l'Annexe 1 de l'Accord sur l'agriculture, comme le coton upland, qu'il s'agisse d'un soutien par produit ou d'un soutien autre que par produit*".

[9] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 94: "*... aucun montant de dépenses n'a été "décidé" ... pendant la campagne de commercialisation 1992 ...*".

[10] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 144 à 149.

[11] Communication de l'Argentine en tant que tierce partie, paragraphes 64 et 65.

17. En d'autres termes, la comparaison requise par l'article 13 b) ii) implique nécessairement qu'il faut comparer le même type de soutien pendant chacune des périodes en question (période de mise en œuvre et campagne de commercialisation 1992), c'est-à-dire "comparer ce qui est comparable". Le "soutien accordé" pendant chaque campagne de commercialisation de la période de mise en œuvre doit nécessairement être lié aux dépenses budgétaires effectuées pendant ces campagnes.

18. À ce propos, la définition du terme "accordées" ("granted") donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire "*Brésil – Aéronefs*" est pertinente; selon cette définition, il s'agit de "*quelque chose qui a été effectivement octroyé*" de sorte que, *"pour déterminer le montant des subventions à l'exportation "accordées" au cours d'une année donnée, nous pensons que les montants effectifs octroyés par un gouvernement, et pas simplement ceux qui sont autorisés ou font l'objet d'une ouverture de crédit dans son budget pour cette année-là, constituent la mesure appropriée ... En conséquence, ... nous pensons qu'il est approprié de se référer aux dépenses effectives d'un gouvernement ...*".

19. De même l'Argentine estime que, dans le cadre de l'article 13 b) ii) de l'Accord sur l'agriculture, la définition du "soutien accord[é]" ("granted") doit se rapporter aux dépenses effectives des pouvoirs publics et non à un niveau prévu de dépenses ou à un taux de soutien par unité de production.

20. L'Argentine considère donc que le soutien "décidé pendant la campagne de commercialisation 1992" désigne les versements effectivement réalisés pendant cette campagne de commercialisation.

iii) La dimension temporelle de la protection conférée par la clause de paix

21. Contrairement à l'interprétation soutenue par les États-Unis, l'Argentine affirme que les mesures de soutien interne accordées pendant l'une quelconque des campagnes de commercialisation de la période comprise entre 1995 et 2003 sont pertinentes aux fins de la détermination de la conformité avec l'article 13 b) ii). À cet égard, nous pensons que les éventuels effets préjudiciables des subventions se prolongent dans le temps.

22. Une interprétation telle que celle qu'avancent les États-Unis restreindrait gravement la possibilité de contester la compatibilité de ces subventions avec les articles 5 et 6 de l'Accord SMC, puisque les effets qui provoquent un dommage, annulent ou compromettent des avantages, ou causent un préjudice grave peuvent être imputables à des mesures de soutien interne accordées pendant des campagnes de commercialisation antérieures.

b) Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture

i) Interprétation du paragraphe 1

23. Les États-Unis allèguent que leur programme Versements directs est conforme à l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture[12] et, par conséquent, exempté d'actions en vertu de la protection offerte par l'article 13 a). Toutefois, pour parvenir à cette conclusion, ils interprètent de manière erronée le paragraphe 1 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture.

24. En effet, les États-Unis soutiennent que la structure de cette disposition, dont la deuxième phrase commence par les mots "En conséquence" ("Accordingly"), donne à entendre que les mesures qui sont conformes aux deux critères de base (énoncés aux alinéas a) et b) du paragraphe 1), ainsi qu'aux critères et conditions spécifiques, suivant les politiques, qui sont indiqués dans les paragraphes suivants de l'Annexe 2, visent à répondre à "une prescription fondamentale, à savoir que leurs effets

[12] Première communication écrite des États-Unis d'Amérique, paragraphe 53.

de distorsion sur les échanges ou leurs effets sur la production doivent être nuls ou, au plus, minimes".[13]

25. L'Argentine estime que cette interprétation est erronée, étant donné que le texte de la première phrase établit clairement l'obligation selon laquelle les mesures de soutien interne qu'il est demandé d'exempter des engagements de réduction "... *répondront à une prescription fondamentale, à savoir que leurs effets de distorsion sur les échanges ou leurs effets sur la production doivent être nuls* ...". De l'avis de l'Argentine, le libellé de cette première phrase établit une prescription générale qui régit l'application de toutes les mesures de la "catégorie verte".

26. Ainsi, la structure du paragraphe 1 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture crée quatre types d'obligations:

i) la prescription fondamentale selon laquelle les effets de distorsion sur les échanges ou les effets sur la production doivent être nuls ou, au plus, minimes;

ii) l'obligation voulant que le soutien soit fourni dans le cadre d'un programme public financé par des fonds publics n'impliquant pas de transferts de la part des consommateurs;

iii) l'obligation voulant que le soutien n'ait pas pour effet d'apporter un soutien des prix aux producteurs; et

iv) l'obligation voulant que les mesures de soutien satisfassent aux critères et conditions spécifiques, suivant les politiques, indiqués dans les paragraphes 2 à 13 de l'Annexe 2.

27. À cet égard, l'Argentine estime que les mesures de la "catégorie verte" doivent respecter le principe directeur selon lequel elles doivent éviter les effets de distorsion sur les échanges ou la production ou, au moins, avoir des effets minimes. Une mesure conforme aux deux critères de base établis aux alinéas a) et b) du paragraphe 1, ainsi qu'aux critères et conditions spécifiques, suivant les politiques, indiqués dans les paragraphes suivants de l'Annexe 2, pourrait également contrevenir au principe général. Une interprétation contraire viderait de son sens la première phrase du paragraphe 1 de l'Annexe 2 que le même texte qualifie de "prescription fondamentale".

28. Par conséquent, de l'avis de l'Argentine, bien que les États-Unis allèguent que leur programme Versements directs respecte les prescriptions énoncées dans la deuxième phrase du paragraphe 1 de l'Annexe 2[14], il ne peut être considéré comme un programme de la "catégorie verte" puisqu'il ne respecte pas la prescription fondamentale énoncée dans la première phrase.

29. À cet égard, l'Argentine convient avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande que la première phrase du paragraphe 1 de l'Annexe 2 impose une norme restrictive en prescrivant que les mesures prétendument exemptées des engagements de réduction doivent remplir la condition principale ou essentielle de ne pas altérer artificiellement les échanges ou la production.[15]

---

[13] *Id.*, paragraphe 50.

[14] Première communication écrite des États-Unis d'Amérique, paragraphes 64 à 68.

[15] Communication de l'Australie au Groupe spécial en tant que tierce partie, 15 juillet 2003, paragraphe 31: "*... le paragraphe 1 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture impose une norme rigoureuse. Le paragraphe 1 de l'Annexe 2 dispose que ces mesures doivent, comme condition première ou essentielle, ne pas "bias" ou "unnaturally alter" ("fausser ou altérer de façon non naturelle les échanges ou la production* ..."; Communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, 15 juillet 2003, paragraphe 1.08: *"... De l'avis de la Nouvelle-Zélande, il est primordial que l'intégrité des disciplines relatives aux mesures de la "catégorie*

30. Par conséquent, si une mesure de soutien interne se traduit par un niveau plus élevé de production ou d'échanges pour un produit particulier ou un groupe de produits, cette mesure ne satisfait pas à la norme établie au paragraphe 1 de l'Annexe 2.

31. À cet égard, il convient de souligner que les États-Unis n'ont pas répondu du tout à ce qu'a dit le Brésil aux paragraphes 183 à 191 de sa communication en ce qui concerne les effets de distorsion des versements directs sur les échanges et sur la production, selon les études effectuées par les propres économistes de l'USDA.

32. En d'autres termes, ayant des effets de distorsion sur le commerce et la production, les versements directs ne peuvent être inclus dans les mesures de soutien interne exemptées des engagements de réduction.

ii) Interprétation du paragraphe 6 b)

33. Les États-Unis soutiennent que les programmes Versements au titre de contrats de flexibilité de la production (PFC) et Versements directs ne sont pas liés à la production et représentent donc un soutien interne relevant de la "catégorie verte".

34. L'Argentine estime que la "flexibilité" alléguée dont disposeraient les producteurs pour pratiquer différentes cultures est en réalité fortement limitée. Le montant des versements effectués dépend du type de production. De fait, certaines cultures déterminées (fruits, légumes, etc.) sont exclues de ces programmes. Cela a pour effet de canaliser la production vers les autres cultures qui, elles, bénéficient des programmes. Cela montre que le montant des versements effectués est lié au type de produit semé, ainsi que l'a indiqué l'Argentine dans sa communication en tant que tierce partie[16], et ne sont donc pas conformes au paragraphe 6 b) de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture.

c) L'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture n'exclut pas les garanties de crédit à l'exportation des disciplines générales sur les subventions à l'exportation de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord sur les subventions

35. Les États-Unis affirment que le texte de l'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture permet aux Membres de poursuivre les programmes de garantie du crédit à l'exportation sans qu'ils soient affectés par les disciplines relatives aux subventions à l'exportation[17], étant donné qu'il prend acte du fait que lors du Cycle d'Uruguay, les Membres ne sont pas parvenus à un accord en ce qui concerne les disciplines de fond applicables. En d'autres termes, les États-Unis soutiennent que le texte même de l'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture indique que les garanties de crédit à l'exportation ne sont pas soumises d'une quelconque façon aux disciplines relatives aux subventions à l'exportation de cet accord.[18]

36. L'Argentine indique à ce propos que le fait que les Membres de l'OMC négocient actuellement des disciplines afin de mettre en œuvre l'article 10:2 ne corrobore aucunement l'interprétation donnée par les États-Unis de cet article, selon laquelle il exclut les garanties de crédit à l'exportation des disciplines générales relatives aux subventions à l'exportation.[19] Un engagement

---

verte" ne soit pas affaiblie ou leur but légitime compromis par l'inclusion de meures qui ne répondent pas aux prescriptions strictes de l'Annexe 2, y compris le critère fondamental selon lequel ces mesures ne doivent pas avoir d'effets de distorsion sur les échanges ou sur la production ...".

[16] Communication de l'Argentine en tant que tierce partie, 15 juillet 2003, paragraphes 54 à 57.

[17] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 160.

[18] *Id.*, paragraphe 164.

[19] Communication du Canada en tant que tierce partie, 15 juillet 2003, paragraphe 53: "... *Cette disposition* (l'article 10:2) *indique l'intention de la part des Membres d'entreprendre de nouveaux travaux concernant ces mesures – toutefois, le simple fait de convenir de le faire ne revient pas à permettre le recours à*

d'"œuvrer à l'élaboration" de disciplines internationales spécifiques sur l'octroi de crédits à l'exportation, de garanties de crédit à l'exportation ou de programmes d'assurance ne revient pas à les exclure des disciplines générales relatives aux subventions à l'exportation. Si telle avait été l'intention des négociateurs, ils l'auraient indiqué expressément.

37. Contrairement à ce que soutiennent les États-Unis, l'Argentine ne voit aucune indication de ce type dans le texte de l'article 10:2. Le fait que les négociateurs n'ont pas expressément dit que les garanties de crédit à l'exportation n'étaient pas comprises dans la définition des subventions à l'exportation ou qu'elles n'étaient pas soumises aux disciplines établies dans les articles 3:3, 8 ou 10 de l'Accord sur l'agriculture donne à entendre que ces disciplines s'appliquent aux mesures de soutien des crédits à l'exportation.

38. En d'autres termes, en vertu du texte de l'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture, les garanties de crédit à l'exportation ne sont pas exemptées des disciplines générales de cet accord ni, au cas où les mesures ne seraient pas conformes à celui-ci, des disciplines de l'Accord sur les subventions.

39. Cette interprétation est renforcée par le contexte immédiat ainsi que par l'objet et le but du paragraphe 2 de l'article 10 de l'Accord sur l'agriculture. En effet, le paragraphe 2 fait partie de l'article 10, qui est intitulé "*Prévention du contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation*". Le paragraphe 1 de cet article dispose que les subventions à l'exportation qui ne sont pas énumérées au paragraphe 1 de l'article 9 "*... ne seront pas appliquées d'une manière qui entraîne ... un contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation ...*". Cette disposition impose des disciplines concernant les garanties de crédit à l'exportation, de même qu'elle impose des disciplines concernant la totalité des subventions à l'exportation non visées par l'article 9:1.

40. Quant à l'objet et au but de l'article 10 de l'Accord sur l'agriculture, ils consistent à prévenir toutes les formes de contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation.[20] Par conséquent, l'interprétation de l'article 10:2 par les États-Unis est totalement contraire au contexte de cette disposition ainsi qu'à l'objet et au but de l'article 10 de l'Accord sur l'agriculture, puisqu'elle contribuerait au contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation en excluant toute une catégorie de subventions à l'exportation des disciplines générales dans ce domaine.

41. Enfin, contrairement à ce que soutiennent les États-Unis[21], le fait qu'une subvention à l'exportation n'est pas incluse dans l'article 9:1 de l'Accord sur l'agriculture ne donne pas à entendre qu'il ne s'agit pas d'une subvention à l'exportation, puisque la liste de l'article 9:1 n'est pas exhaustive, comme en témoigne le texte même de l'article 10:1.[22] Il ne donne pas non plus à entendre qu'une telle subvention à l'exportation n'est pas soumise aux disciplines relatives aux subventions à l'exportation de l'Accord sur l'agriculture.

---

ces mesures pour accorder des subventions à l'exportation sans conséquence et sans limite. L'interprétation de l'article 10:2 donnée par les États-Unis ne tient pas compte du contexte important que fournit l'article 10:1. Elle est en contradiction directe avec l'objet et le but déclarés de l'article 10 dans son ensemble ..." De même, la Nouvelle-Zélande affirme dans sa communication en tant que tierce partie: "*L'article 10:2 ne laisse pas ... entendre d'une quelconque façon qu'il prévoit une exception aux disciplines de l'article 10:1 ...*", paragraphe 3.15.

[20] L'article 10:3 renverse la charge de la preuve dans les affaires concernant les subventions à l'exportation au titre de l'Accord sur l'agriculture si les exportations excèdent le niveau de l'engagement de réduction. L'article 10:4 établit des disciplines en matière d'aide alimentaire internationale.

[21] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 161 et 162.

[22] Communication du Canada en tant que tierce partie, 15 juillet 2003, paragraphe 32: "*L'article 9 de l'Accord sur l'agriculture énumère et décrit certaines subventions à l'exportation qui font l'objet d'engagements de réduction. Toutes les autres subventions à l'exportation relèvent du champ d'application de l'article 10:1 ...*".

42. L'Argentine estime, comme les Communautés européennes[23], que l'article 10:2 indique clairement que les garanties de crédit à l'exportation ne sont pas un des types de subventions à l'exportation énumérés à l'article 9:1 et qu'à cet égard, l'article 10:1 dispose que les subventions à l'exportation non énumérées ne doivent pas être appliquées d'une manière qui entraîne un contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation.

43. Il en découle que, comme le soutiennent les Communautés européennes, dès lors que les garanties de crédit à l'exportation peuvent être des subventions à l'exportation non énumérées au paragraphe 1 de l'article 9, ces garanties pourraient s'appliquer de manière à entraîner un contournement des engagements et être par conséquent prohibées au titre de l'article 10:1.

III. CONCLUSION

44. Ainsi qu'elle l'a exposé, l'Argentine estime que les États-Unis interprètent de façon erronée les dispositions de la clause de paix, en particulier l'article 13 b) ii), et ne se sont pas acquittés de la charge de prouver que leurs mesures de soutien interne accordées pour le coton pendant les campagnes de commercialisation 1999, 2000 et 2001 et 2002 n'excèdent pas le soutien "décidé pendant la campagne de commercialisation 1992".

45. Deuxièmement, l'Argentine estime que les interprétations données par les États-Unis concernant l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture sont erronées et que, par conséquent, les programmes Versements directs et PFC ne bénéficient pas de la protection offerte par l'article 13 a) de l'Accord sur l'agriculture pour les mesures de la "catégorie verte".

46. Troisièmement, l'Argentine estime que les programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis (GSM 102, GSM 103 et SCGP) constituent des subventions à l'exportation soumises aux disciplines générales relatives aux subventions à l'exportation de l'Accord sur l'agriculture (articles 3:3, 8 et 10:1) et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (article 3.1 a) et 3.2).

[23] Première communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, 15 juillet 2003, section V.

ANNEXE C-6

DÉCLARATION ORALE DE L'AUSTRALIE

24 juillet 2003

Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial,

1. Je vous sais gré de la nouvelle occasion qui m'est donnée d'exposer les vues de l'Australie sur les questions en cause dans le présent différend.

2. Dans cette déclaration, j'apporterai quelques précisions sur les vues de l'Australie concernant le sens de l'article 13 b) ii) de l'*Accord sur l'agriculture*. Je traiterai aussi certaines des questions soulevées dans la première communication écrite des États-Unis et dans la première communication des Communautés européennes en tant que tierce partie.

M. le Président, MM. les membres du Groupe spécial,

3. Je commencerai par les questions relatives au sens de l'article 13 b) ii) de l'*Accord sur l'agriculture*.

4. Comme l'Australie l'a fait observer dans sa communication écrite[1], le terme "décidé" apparaît deux fois dans les dispositions de fond de l'*Accord sur l'agriculture* – aux alinéas ii) et iii) de l'article 13 b). En outre, le contexte immédiat du terme "décidé" est exactement le même dans chaque cas: "à condition que ces mesures n'accordent pas un soutien pour un produit spécifique qui excède celui qui a été *décidé* pendant la campagne de commercialisation 1992". Pourtant l'article 13 b) iii) porte sur un type d'action complètement différent: une action fondée sur la situation de non-violation ou la réduction d'avantages au sens de l'article XXIII:1 b) du GATT.

5. L'Australie estime donc qu'il sera nécessaire que le Groupe spécial examine deux questions préliminaires essentielles.

6. Premièrement, le sens du membre de phrase "à condition que ces mesures n'accordent pas un soutien pour un produit spécifique qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992" est-il le même à l'article 13 b) ii) qu'à l'article 13 b) iii)?

7. L'Australie rappelle que ce membre de phrase, ainsi que le projet de texte de ce qui est devenu l'article 13, est apparu pour la première fois dans l'"Accord de Blair House". Dans cet accord figuraient aussi des dispositions concernant le différend *CEE – Oléagineux*.[2]

8. De l'avis de l'Australie, ce différend est extrêmement pertinent pour l'interprétation de l'article 13 b) ii) et iii).

---

[1] Communication écrite de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 26.

[2] *Communauté économique européenne – Primes et subventions versées aux transformateurs et aux producteurs d'oléagineux et de protéines apparentées destinées à l'alimentation des animaux* ("*CEE - Oléagineux*"), rapport du Groupe spécial, adopté le 25 janvier 1990, IBDD, S37/86, et *Suite donnée au rapport du Groupe spécial sur les primes et subventions versées aux transformateurs et aux producteurs d'oléagineux et de protéines apparentées destinées à l'alimentation des animaux*, DS28/R, IBDD, S39/91.

9. L'Australie rappelle qu'il a été clairement entendu, lors de la reprise des négociations sur l'agriculture du Cycle d'Uruguay, en 1993, que les mots "décidé pendant la campagne de commercialisation 1992" avaient été choisis pour incorporer dans le texte de l'article 13 b) ii) et iii) la notion d'attentes en ce qui concerne "les conditions de concurrence par les prix" comme cela avait été interprété et appliqué dans le différend *CEE – Oléagineux.*

10. Le Groupe spécial *CEE – Oléagineux* a décrit le but de l'article XXIII:1 b) du GATT dans les termes suivants:

> … Il [le Groupe spécial] a relevé que ces dispositions, telles que leurs auteurs les avaient conçues et que les parties contractantes les avaient appliquées, servaient principalement à protéger l'équilibre des concessions tarifaires. […] Elles procédaient de l'idée que les possibilités de concurrence accrues que l'on pouvait légitimement attendre d'une concession tarifaire risquaient d'être compromises non seulement par des mesures interdites par l'Accord général, mais aussi par des mesures compatibles avec celui-ci. … [3]

11. Ce groupe spécial a poursuivi:

> … Selon le Groupe spécial, le principal intérêt d'une concession tarifaire est qu'elle donne l'assurance d'un meilleur accès aux marchés grâce à une plus grande concurrence par les prix. Les parties contractantes négocient des concessions tarifaires essentiellement pour obtenir cet avantage. Il faut donc partir du principe que, dans leurs négociations tarifaires, elles s'attendent que l'effet des concessions au plan des prix ne soit pas systématiquement neutralisé. … [4]

12. En tout état de cause, eu égard aux principes coutumiers d'interprétation, l'Australie estime que le membre de phrase "à condition que ces mesures n'accordent pas un soutien pour un produit spécifique qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992" doit avoir le même sens à l'article 13 b) ii) et à l'article 13 b) iii).

13. Il y a donc une deuxième question préliminaire que le Groupe spécial doit examiner. Cette question est la suivante: les conditions de concurrence par les prix aux fins d'une allégation d'annulation ou de réduction d'avantages en situation de non-violation ne pourraient-elles être évaluées que sur la base de chiffres relatifs aux dépenses budgétaires, comme le fait valoir le Brésil, ou sur la base d'un taux de versement, comme le font valoir les États-Unis? Selon l'Australie, les deux facteurs avancés par le Brésil et les États-Unis constitueraient à bon droit une partie de cette évaluation, mais non l'ensemble.

M. le Président, MM. les membres du Groupe spécial,

14. Je voudrais maintenant formuler des observations sur certaines questions soulevées dans la première communication écrite des États-Unis.

15. Premièrement, l'Australie désapprouve l'approche des États-Unis en ce qui concerne l'interprétation de la "clause de paix" et le sens des mots "exemptés des actions fondées sur".[5]

16. Si l'interprétation des États-Unis est correcte et que les négociateurs de l'Accord sur l'OMC recherchaient l'interprétation proposée par les États-Unis, il ne fait aucun doute que les négociateurs

---

[3] *CEE - Oléagineux*, paragraphe 144.
[4] *CEE - Oléagineux*, paragraphe 148.
[5] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 33.

auraient inclus des dispositions précisant comment il faudrait remédier à ces situations. À tout le moins, ils auraient assurément inclus l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* dans la liste des règles et procédures spéciales ou additionnelles contenues dans les accords visés figurant à l'Appendice 2 du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*. Or, les négociateurs n'ont fait ni l'un ni l'autre.

17. Les États-Unis font également valoir que leur interprétation est étayée par le fait que la clause de paix s'applique "[n]onobstant les dispositions du GATT de 1994 et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires".[6] Toutefois, les États-Unis perdent de vue que, pour que leur argument soit valable, la clause de paix devrait aussi s'appliquer "nonobstant les dispositions du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*".

18. Les États-Unis font aussi valoir que le Brésil fait erreur en affirmant que la clause de paix elle-même "ne prévoit aucune obligation positive".[7] De l'avis de l'Australie, toutefois, cet argument confond les obligations et les conditions: les États-Unis assimilent une prescription contraignante imposant d'agir d'une certaine façon à une condition préalable à remplir pour pouvoir bénéficier d'un droit ou privilège. L'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* n'établit à lui seul aucune prescription contraignante à laquelle les Membres de l'OMC sont tenus de se conformer.

19. Les États-Unis continuent de confondre droits et obligations lorsqu'ils font valoir que "l'approche du Brésil produirait des résultats bizarres".[8] En fait, leurs arguments pourraient être considérés comme confirmant le caractère de moyen de défense affirmatif de l'article 13. Si le Brésil avait allégué un manquement aux obligations des États-Unis au titre de l'article 6, il aurait eu la charge initiale de fournir des éléments qui justifient *prima facie* une allégation d'incompatibilité. Mais l'article 13 constitue un droit ou un privilège dont les États-Unis peuvent se prévaloir à condition que leurs mesures soient pleinement conformes aux conditions pertinentes. Il appartient donc aux États-Unis de démontrer qu'ils sont habilités à invoquer ce droit ou privilège.

20. Deuxièmement, les États-Unis font valoir que le "soutien pour un produit spécifique" équivaut à un "soutien par produit".[9]

21. Les États-Unis affirment que la définition de la Mesure globale du soutien – ou MGS – figurant à l'article 1 a) et l'article 6 concernant les engagements en matière de soutien interne constituent un contexte pertinent. Ils affirment que, puisque le calcul de la MGS et les exemptions de la MGS totale courante différencient le soutien interne par produit du soutien autre que par produit, le mot "soutien" dans le contexte de l'article 13 b) ii) et iii) s'entend de la MGS par produit.

22. L'Australie n'est pas d'accord. La MGS est définie par l'article 1 a) comme s'entendant du "niveau de soutien annuel ... accordé pour un produit agricole en faveur des producteurs du produit agricole initial". Par contre, l'article 13 b) ii) et iii) fait référence au "soutien pour un produit spécifique".

23. Si les négociateurs avaient voulu que le "soutien pour un produit spécifique" dans le contexte de l'article 13 b) ii) et iii) s'entende de la MGS par produit seulement, ils l'auraient indiqué dans le texte. Ils ne l'ont pas fait. En outre, l'argument des États-Unis ne tient pas compte du fait que les engagements de réduction d'un Membre incluent les mesures de soutien interne aussi bien par produit qu'autre que par produit sauf si elles sont exemptées de l'inclusion.

---

[6] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 39.
[7] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 43.
[8] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 44.
[9] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 78.

24. Donc, de l'avis de l'Australie, le "soutien pour un produit spécifique" s'entend de la totalité du soutien ne relevant pas de la "catégorie verte" dont bénéficie un produit spécifique, que ce soutien soit accordé dans le cadre de programmes par produit ou autres que par produit. En fait, l'Australie estime que le "soutien pour un produit spécifique" dans le contexte de l'article 13 b) ii) et iii) peut inclure des formes de soutien en plus de celles qui sont prises en compte dans le calcul de la MGS.

25. Il s'ensuit, bien entendu, que l'Australie considère – dans le contexte du présent différend – que les parties des programmes de versements directs et de versements anticycliques dont bénéficie le coton upland devraient être incluses dans le calcul du "soutien pour un produit spécifique" au sens de l'article 13 b) ii). De plus, elle fait observer que le programme de versements anticycliques prévoit un prix d'objectif de 72,4 cents par livre pour le coton upland[10], et que les droits à des versements au titre du programme "Step 2" et à certains autres programmes de soutien interne s'ajoutent au prix d'objectif comme ils s'ajoutaient au prix d'objectif de 72,9 cents par livre de 1992.

26. Troisièmement, les États-Unis font valoir que les versements directs en vertu de la Loi de 2002 sur l'agriculture satisfont aux critères concernant les versements au titre du soutien du revenu découplé qui sont énoncés à l'Annexe 2. L'Australie a déjà traité dans sa communication écrite la question des restrictions en matière de plantation applicables aux fruits et légumes et au riz sauvage.

27. Les États-Unis font valoir que "le droit à bénéficier de versements directs est déterminé par des critères clairement définis ... au cours d'une période de base définie et fixe" et que "les récoltes donnant lieu à des versements et la superficie de base sont définies dans la Loi de 2002 et fixées pour la durée de validité de la législation".[11] L'interprétation des États-Unis signifie qu'un Membre de l'OMC pouvait redéfinir et fixer à nouveau une période de base chaque fois qu'il adoptait une nouvelle législation relative au soutien interne. Cela ne peut être une interprétation correcte des dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

28. Quatrièmement, les États-Unis font valoir qu'"un Membre peut choisir d'accorder un soutien relevant de la "catégorie orange" de n'importe quelle ... manière tant que la MGS totale courante de ce Membre n'excède pas ... [*son*] niveau d'engagement".[12]

29. L'Australie n'est pas d'accord. L'argument des États-Unis ne tient pas compte du fait que l'article 13 b) ii) n'exempte pas les mesures de soutien interne ne relevant pas de la "catégorie verte" des actions fondées sur l'article 3 de l'*Accord SMC*. Il ne tient pas non plus compte des dispositions de l'article 21:1 de l'*Accord sur l'agriculture*. Dans une situation analogue, l'Organe d'appel a dit dans l'affaire *CE – Bananes* ce qui suit: "... les dispositions du GATT de 1994 ... s'appliquent ... sauf dans la mesure où l'*Accord sur l'agriculture* contient des dispositions spécifiques traitant expressément du même sujet".[13] L'Organe d'appel a dit plus loin ce qui suit:

> ... Les négociateurs de l'*Accord sur l'agriculture* n'ont pas hésité à spécifier de telles limitations ailleurs dans cet accord; s'ils avaient eu l'intention de le faire pour l'article XIII du GATT de 1994, ils auraient pu le faire et l'auraient probablement fait. ...[14]

30. La déclaration de l'Organe d'appel est également applicable dans le contexte du présent différend. Si les négociateurs de l'*Accord sur l'agriculture* avaient voulu que les mesures de soutien

---

[10] Article 1104, Loi FSRI de 2002, pièce n° 29 du Brésil.
[11] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 67.
[12] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 144.
[13] *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, rapport de l'Organe d'appel WT/DS27/AB/R, paragraphe 155.
[14] *CE – Bananes*, paragraphe 157.

interne ne relevant pas de la "catégorie verte" soient "exemptées des actions fondées sur" l'article 3 de l'*Accord SMC*, ils l'auraient dit. Les négociateurs ont d'ailleurs expressément exempté les subventions à l'exportation des actions fondées sur l'article 3 de l'*Accord SMC* dans la mesure où ces subventions à l'exportation sont pleinement conformes aux dispositions de la Partie V de l'*Accord sur l'agriculture*. Selon l'Australie, par conséquent, l'omission dans l'article 13 b) ii) de l'*Accord sur l'agriculture* d'une exemption expresse des actions fondées sur l'article 3 de l'*Accord SMC* pour les subventions liées à l'apport local a un sens.

31. Cinquièmement, les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de rendre une décision préliminaire selon laquelle les versements au titre de contrats de flexibilité de la production et d'aide pour perte de parts de marché ne relèvent pas de son mandat parce que ces programmes sont venus à expiration. Le fait qu'une mesure est venue à expiration ne peut être suffisant pour l'exclure du domaine de compétence du Groupe spécial. Si celui-ci ne devait accéder à la demande des États-Unis que sur cette base, cela signifierait que tout Membre pourrait autoriser des programmes de soutien interne incompatibles avec les règles de l'OMC au moyen de mesures à court terme et se soustraire aux conséquences de telles actions.

M. le Président, MM. les membres du Groupe spécial,

32. La dernière question au sujet de laquelle je formulerai aujourd'hui des observations concerne la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie et leurs arguments relatifs à l'interprétation de la première phrase du paragraphe 1 de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*. Les Communautés européennes font valoir que la première phrase "ne fait qu'annoncer l'objectif de l'Annexe 2" et n'énonce pas une obligation indépendante.[15]

33. Cet argument ne tient pas compte du sens courant du texte et rend inutile la première phrase du paragraphe 1, ce que l'interprète d'un traité ne peut évidemment pas faire. Si une exemption des engagements de réduction est alléguée pour des mesures de soutien interne, la première phrase dit qu'elles "répondront à une prescription fondamentale, à savoir que leurs effets de distorsion sur les échanges ou leurs effets sur la production doivent être nuls ou, au plus, minimes". Comme l'Australie l'a expliqué dans sa communication écrite[16], une prescription fondamentale est une condition première ou essentielle. Interpréter une "prescription fondamentale" autrement que comme une obligation distincte et indépendante serait contraire au sens courant des termes et donc aux règles normales d'interprétation des traités. L'emploi du mot "répondra" établit une obligation expresse de respecter la condition spécifiée voulant que ces mesures ne faussent pas ou n'altèrent pas de manière non naturelle les échanges ou la production ou ne le font que de manière minime.[17]

34. Les Communautés européennes font valoir que le terme "accordingly" (en conséquence), au début de la deuxième phrase du paragraphe 1, lie la "prescription fondamentale" de la première phrase aux "critères de base" de la deuxième phrase et indique clairement, ainsi, que la prescription fondamentale est respectée s'il est satisfait aux critères de base de la deuxième phrase et aux critères spécifiques suivant les politiques énoncés aux paragraphes 2 à 13.[18]

35. Toutefois, le sens du terme "accordingly" (en conséquence) indiqué par les Communautés européennes – "in accordance with the logical premises" (conformément aux prémisses logiques) et "correspondingly" (de manière correspondante) – n'impose pas l'interprétation qu'elles ont proposée.

---

[15] Première communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 15.
[16] Communication de l'Australie au Groupe spécial en tant que tierce partie, paragraphe 31.
[17] Communication de l'Australie au Groupe spécial en tant que tierce partie, paragraphes 31 et 32.
[18] Première communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 20.

De plus, le même dictionnaire donne au terme "accordingly" d'autres sens également valables tels que "harmoniously" (harmonieusement) et "agreeably" (de manière appropriée).[19]

36. Il est possible d'interpréter l'ensemble du paragraphe 1 de l'Annexe 2 de manière à donner effet à toutes ses dispositions:

- les mesures de soutien interne pour lesquelles l'exemption des engagements de réduction est alléguée ne fausseront pas les échanges ou la production, ou ne les fausseront que de manière minime; et

- pour autant que les mesures du type décrit aux paragraphes 2 à 13 de l'Annexe sont compatibles et en harmonie avec cette prescription fondamentale et conformes aux critères de base et aux critères spécifiques suivant les politiques énoncés dans la deuxième phrase, elles sont exemptés des engagements de réduction.

37. Donc, même s'ils peuvent satisfaire aux critères de base et aux critères spécifiques suivant les politiques énoncés aux paragraphes 1 et 6 de l'Annexe, un Membre ne peut pas alléguer que les versements au titre du soutien du revenu découplé relèvent de la "catégorie verte" dans les cas où ces versements ne satisfont pas à la prescription fondamentale selon laquelle ils ne fausseront pas les échanges ou la production ou ne les fausseront que de manière minime. Tel pourrait être le cas, par exemple, lorsque le niveau des versements au titre du soutien du revenu découplé est suffisant pour influer directement sur les décisions des producteurs concernant l'allocation de ressources économiques à la production d'un produit particulier.

M. le Président, MM. les membres du Groupe spécial,

38. Si vous avez des questions sur des points concernant la communication écrite et la déclaration orale de l'Australie, je serai heureux d'en prendre note et de faire le nécessaire pour que des réponses écrites soient fournies.

Merci, M. le Président, MM. les membres du Groupe spécial.

[19] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, volume I, éd. Lesley Brown, Clarendon Press, Oxford, 1993, page 15.

ANNEXE C-7

DÉCLARATION ORALE DU BÉNIN EN TANT QUE TIERCE PARTIE

24 juillet 2003

Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial,

J'ai l'honneur de représenter le Bénin à la séance tenue aujourd'hui avec les tierces parties. Les deux autres membres de notre délégation sont M. Eloi Laourou de la Mission permanente du Bénin, et M. Brendan McGivern de White & Case, notre conseiller juridique.

Bien que l'accession du Bénin à l'OMC remonte à 1996, c'est la première fois que nous intervenons dans une procédure de règlement des différends de l'OMC. Nous avons été amenés à prendre cette initiative par l'ampleur de la menace que représentent les subventions cotonnières des États-Unis et par l'effet très préjudiciable de ces subventions sur les exportations et l'économie de notre pays.

Dans notre communication en tant que tierce partie, nous nous sommes efforcés de donner au Groupe spécial, le plus tôt possible, des renseignements concernant l'incidence sur le Bénin des subventions des États-Unis incompatibles avec les règles de l'OMC. À notre avis, cela constitue un contexte additionnel essentiel aux questions auxquelles le groupe spécial est confronté.

Je n'ai pas l'intention de répéter ce qui figure dans notre communication, mais certains faits cruciaux méritent d'être soulignés.

L'importance du secteur du coton pour le Bénin ne saurait être surestimée. Comme nous l'avons indiqué dans notre communication, il entre pour 90 pour cent dans nos exportations de produits agricoles et a représenté ces quatre dernières années les trois quarts de nos recettes d'exportation. Il génère 25 pour cent des recettes nationales. Au total, environ 1 million de personnes – sur une population de 6 millions – sont au Bénin tributaires du coton ou d'activités liées au coton. Celui-ci occupe une place particulièrement importante dans les zones rurales, où la pauvreté atteint ses niveaux les plus élevés.

M. le Président, MM. les membres du Groupe spécial: Les effets des subventions cotonnières des États-Unis sont tout à fait manifestes en Afrique de l'Ouest. Les États-Unis accordent pour le coton des subventions qui sont énormes et incompatibles avec les règles de l'OMC. Cela entraîne une offre pléthorique de coton sur le marché mondial et, donc, une baisse des prix. De plus, lorsque le coton du Bénin pénètre sur les marchés mondiaux, il doit affronter la concurrence du coton des États-Unis massivement subventionné.

La valeur en dollars de ces subventions fait paraître dérisoires toutes les autres activités économiques au Bénin. Comme nous l'avons indiqué dans notre communication, les subventions versées par les États-Unis à leurs 25 000 exploitants cotonniers sont supérieures au montant total du revenu national brut du Bénin – de même, en fait, qu'à celui des autres pays de la région.

Cela démontre, de manière éclatante, que le Bénin ne pourra jamais rivaliser avec de telles subventions. Il est inconcevable qu'un pays en développement – et à plus forte raison un des pays les

moins avancés d'Afrique de l'Ouest – puisse jamais disposer de ressources qui soient à la hauteur de celles, virtuellement illimitées, des États-Unis.

Pour nous, par conséquent, c'est à l'OMC que réside la solution de ce problème. Nous demandons simplement que les États-Unis respectent les obligations qu'ils y ont contractées dans ce cadre de l'OMC en ce qui concerne les subventions.

M. le Président, nous pensons comme le Brésil que les États-Unis ne peuvent pas se prévaloir de la clause de paix pour faire obstacle aux allégations qui ont été avancées dans le présent différend. Nous estimons nous aussi que la clause de paix constitue un moyen de défense affirmatif et qu'il incombe aux États-Unis de démontrer qu'ils ont rempli toutes les conditions permettant de recourir à ce moyen de défense affirmatif. Or, ils ne l'ont pas fait.

En tout état de cause, que la clause de paix constitue, comme nous en sommes persuadés, un moyen de défense affirmatif ou qu'elle fasse partie, comme le font valoir les États-Unis, de l'"équilibre des droits et des obligations des Membres", le résultat est le même. Le Brésil établit clairement et sans aucune ambiguïté dans sa première communication que les États-Unis manquent aux obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC. Les États-Unis n'ont pas, dans leur première communication, réfuté de manière convaincante les allégations du Brésil.

M. le Président, MM. les membres du Groupe spécial:

Dans leur communication du 11 juillet, les États-Unis ont fait valoir que l'expression "soutien pour un produit spécifique" devrait être interprétée comme signifiant "soutien par produit". Toutefois, l'expression "par produit" ne figure pas à l'article 13 b) ii). Si les rédacteurs de l'Accord sur l'agriculture avaient voulu utiliser cette expression dans l'article 13 b) ii), ils auraient évidemment pu le faire, comme ils l'ont fait ailleurs dans l'Accord, par l'exemple à l'article 6:4 ou à l'Annexe 3. De plus, si l'interprétation des États-Unis était admise, les mesures accordant un soutien à plus d'un produit ne pourraient être contestées au titre de l'article 13 b) ii). Cela fait prévaloir la forme sur le fond et est contraire tant aux termes qu'à l'objet et au but de cette disposition.

Enfin, les États-Unis demandent au présent Groupe spécial d'exclure de son mandat certaines mesures qui, font-ils valoir, n'ont pas fait l'objet des consultations. Nous n'avons pas participé aux consultations, et nous ne nous étendrons pas sur les faits concernant ce désaccord. Toutefois, le Bénin voudrait rappeler que l'Organe d'appel, dans l'affaire *Brésil – Aéronefs* (DS46) a dit ce qui suit:

> "Nous ne pensons pas ... que les articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord, ou les paragraphes 1 à 4 de l'article 4 de l'Accord SMC, exigent une identité précise et exacte des mesures spécifiques qui ont fait l'objet des consultations et des mesures spécifiques indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Comme le Groupe spécial l'a dit, "[l']un des objectifs des consultations, tel qu'énoncé à l'article 4.3 de l'Accord SMC, est de "préciser les faits", et on peut s'attendre à ce que les renseignements obtenus au cours des consultations puissent permettre au plaignant de préciser la portée de la question au sujet de laquelle il demande l'établissement d'un groupe spécial"." [non souligné dans l'original]

En fait, le Bénin relève que les États-Unis eux-mêmes ont récemment suivi une approche analogue dans l'affaire *Japon – Pommes*. Le 16 octobre 2002, dans les réponses des États-Unis au Groupe spécial, l'USTR a dit ce qui suit:

> "[I]l n'y avait dans le Mémorandum d'accord aucune prescription qui imposait de tenir des consultations sur une allégation particulière pour que cette allégation soit incluse dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et qu'elle relève du mandat du

> groupe spécial. Les consultations visaient à permettre de mieux comprendre les faits et circonstances d'un différend; en toute logique, une partie pourrait donc mentionner de nouvelles allégations pendant les consultations."

Bien que cette réponse des États-Unis porte sur des allégations et non sur des mesures, elle est compatible avec la décision de l'Organe dappel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs* selon laquelle les groupes spéciaux ne devraient pas exiger une "identité précise et exacte" des mesures qui ont fait l'objet des consultations et des mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

M. le Président, MM. les membres du Groupe spécial:

Pour le Bénin, le présent différend revêt au plan national une importance cruciale. Comme nous l'avons dit dans notre communication en tant que tierce partie, nous ne cherchons en l'espèce à bénéficier d'aucun traitement spécial et différencié. Nous demandons simplement que les États-Unis se conforment aux disciplines dont ils sont convenus à la fin du Cycle d'Uruguay.

Je vous remercie d'avoir permis au Bénin de présenter ses vues au Groupe spécial. Nous serons heureux de répondre aux questions que vous pourriez souhaiter nous poser.

ANNEXE C-8

DÉCLARATION ORALE DU CANADA EN TANT QUE TIERCE PARTIE

24 juillet 2003

I. INTRODUCTION

1. M. le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, au nom de mon gouvernement, je vous remercie de prendre en considération les vues du Canada dans le présent différend.

2. La déclaration que nous faisons aujourd'hui traduit l'intérêt systémique du Canada dans l'interprétation de certaines dispositions de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord SMC concernant certains aspects des allégations du Brésil. Les deux premiers points que nous abordons ont trait aux mesures de soutien interne des États-Unis et à l'applicabilité de la clause de paix. À cet égard, nous exposons pourquoi:

- premièrement, l'actualisation de la période de base pour les versements directs des États-Unis rend ces versements incompatibles avec le paragraphe 6 a) et b) de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture; et

- deuxièmement, les versements anticycliques des États-Unis aux producteurs de coton upland doivent être comptabilisés comme "un soutien pour un produit spécifique" au sens de l'article 13 b) ii) de l'Accord sur l'agriculture.

3. Le dernier point que nous abordons est celui de savoir si les programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis peuvent, au titre de l'Accord sur l'agriculture, bénéficier d'une quelconque exemption des engagements en matière de subventions à l'exportation des États-Unis. À ce sujet, nous exposons pourquoi:

- premièrement, le point j) de l'Accord SMC ne peut être interprété a contrario comme signifiant que les pratiques de garantie du crédit à l'exportation sont réputées ne pas accorder de subventions à l'exportation au sens de l'article 10:1 de l'Accord sur l'agriculture; et

- deuxièmement, l'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture n'exempte pas les subventions à l'exportation accordées dans le cadre de programmes de garantie du crédit à l'exportation des engagements en matière de subventions à l'exportation contractés par les États-Unis au titre de l'Accord sur l'agriculture.

II. MESURES DE SOUTIEN INTERNE À L'AGRICULTURE DES ÉTATS-UNIS

A. POUR ÊTRE EXEMPTÉS AU TITRE DE L'ANNEXE 2, LES VERSEMENTS DIRECTS DOIVENT SE RAPPORTER À LA MÊME PÉRIODE DE BASE QUE LES VERSEMENTS PFC

4. Nous examinons d'abord les versements directs des États-Unis. Les États-Unis défendent ces mesures en affirmant, entre autres choses, que la Loi FSRI de 2002 redéfinit et fixe la période de base

pour la durée de la législation.[1] D'après les États-Unis, les versements directs sont donc pleinement conformes à l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture.

5. Cela, de l'avis du Canada, fait passer la forme avant le fond. Outre les vues que nous avons exprimées dans notre communication écrite en tant que tierce partie, le Canada fait observer que les versements directs des États-Unis ne sont pas non plus conformes à la prescription relative à la période de base énoncée au paragraphe 6 a) et b) de l'Annexe 2. La structure des programmes de versements PFC et celle des programmes de versements directs sont essentiellement identiques[2], de même que les paramètres des versements.[3] La période de base applicable est donc celle qui est prévue pour les versements PFC. Toutefois, les États-Unis permettent que la superficie de base déterminant l'octroi et le montant des versements directs soit actualisée.[4] La période de base n'est donc pas "fixe", contrairement à ce qui est indiqué à l'alinéa a). Le montant des versements peut aussi être accru sur la base du volume de la production réalisée par un producteur au cours d'une année suivant la période de base applicable, contrairement à ce qui est indiqué à l'alinéa b).

6. Les États-Unis eux-mêmes démontrent le lien existant entre les versements PFC et les versements directs; ils sont étroitement liés et il s'agit de programmes qui se succèdent.[5] Pourtant, les États-Unis soutiennent que comme les versements sont reconduits en vertu d'un texte législatif distinct et de nouveaux règlements, l'actualisation de la période base n'affecte pas l'exemption dont ils bénéficient.[6] De l'avis du Canada, ces arguments formalistes ne peuvent pas prévaloir.

B. LES VERSEMENTS ANTICYCLIQUES CONSTITUENT "UN SOUTIEN POUR UN PRODUIT SPÉCIFIQUE"

7. M. le Président, MM. les membres du Groupe spécial, le formalisme des arguments des États-Unis ne s'arrête pas là. Soucieux d'éviter la conclusion logique selon laquelle les versements anticycliques "accordent un soutien pour un produit spécifique" au sens de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture, les États-Unis citent différents sens du terme "spécifique" et incorporent de façon incorrecte dans l'article 13 des notions concernant le calcul de la MGS. Ces arguments sont une tentative de s'écarter du texte même de l'article 13 et de son application pure et simple aux faits de la cause en l'espèce.

8. De l'avis du Canada, les versements anticycliques "accordent un soutien pour un produit spécifique" au sens de l'article 13 b) ii) de l'Accord sur l'agriculture.[7] Il est difficile de voir comment une mesure qui accorde un soutien qui est spécifique à un "produit spécifique" ne serait pas incluse dans l'évaluation prévue à l'article 13 b). Il n'est pas contesté que la mesure des États-Unis accorde des versements pour un montant déterminé par des prix d'objectif qui sont spécifiques à certains produits visés.[8] La fixation de prix d'objectif par produit débouche nécessairement sur différents niveaux de soutien pour différents produits. Le soutien par produit pour le coton accordé à cet égard doit être pris en compte aux fins de l'article 13 b).

---

[1] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 67.

[2] Voir la première communication écrite du Brésil, paragraphe 182; la communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, paragraphe 2.26; la communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphes 47 et 48.

[3] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 58 à 63.

[4] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 59.

[5] Première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 47.

[6] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 67.

[7] Voir également la pièce n° 27 du Brésil ("Title I - *Commodity Programmes*"; "Counter-cyclical payments *for* wheat, feed grains, upland cotton, rice, and oilseeds" (pas d'italique dans l'original)).

[8] Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 117.

III. PROGRAMMES DE GARANTIE DU CRÉDIT À L'EXPORTATION DES ÉTATS-UNIS

9. Je passe maintenant aux programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis.

10. Dans la communication écrite du Canada en tant que tierce partie, nous exposons le critère applicable pour déterminer si les transactions dans le cadre de ces programmes sont subventionnées au sens des articles 1 e) et 10:1 de l'Accord sur l'agriculture. Le Canada ne prend pas position sur les faits à cet égard mais note que dans sa propre description des programmes de garantie, l'USDA laisse entendre qu'un avantage est conféré. Je cite: "Les programmes encouragent les exportations vers des acheteurs de pays où un crédit est nécessaire pour maintenir ou accroître les ventes des États-Unis, mais où un financement peut ne pas être disponible sans des garanties de la CCC".[9] Le Groupe spécial devrait évaluer les primes de la CCC à la lumière de cette réalité admise.

11. Aujourd'hui, le Canada examine deux exemptions alléguées par les États-Unis à l'appui de leur affirmation selon laquelle leurs programmes n'accordent pas de subventions à l'exportation en violation des engagements en matière de subventions à l'exportation qu'ils ont contractés au titre des articles 8 et 10:1 de l'Accord sur l'agriculture. Les exemptions alléguées sont les suivantes:

- premièrement, le point j) de l'Accord SMC autorise toute subvention à l'exportation des États-Unis accordée dans le cadre de transactions de crédit garanties par la CCC parce que les programmes relèvent du point j) même s'ils ne sont pas conformes au critère qu'il établit. D'après les États-Unis, le point j) peut être interprété a contrario pour permettre des transactions de crédit à l'exportation subventionnées. Il s'ensuit pour les États-Unis que leurs programmes ne confèrent pas de subventions à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC et de l'article 1 e) de l'Accord sur l'agriculture;

- deuxièmement, l'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture exempte d'emblée toutes transactions de crédit à l'exportation subventionnées des engagements en matière de subventions à l'exportation contractés par les États-Unis.

12. Le Groupe spécial chargé de l'affaire Brésil – Aéronefs a examiné de manière approfondie le premier type d'exemption alléguée dans son premier rapport sur la mise en œuvre. Les États-Unis, tierce partie à ce différend, ont plaidé pour une interprétation *a contrario* du premier paragraphe du point k) de la Liste exemplative.[10] Le Groupe spécial a rejeté tous les arguments en ce sens et a conclu que la disposition ne pouvait être utilisée pour établir qu'une subvention à l'exportation prohibée au titre de l'Accord SMC était d'une autre manière autorisée.

13. Le raisonnement fait par le Groupe spécial dans cette affaire s'applique avec la même force ici. En bref, le Groupe spécial a constaté ce qui suit:

- premièrement, l'Annexe I est purement "exemplative" et ne prétend pas être une liste exhaustive des pratiques en matière de subventions à l'exportation[11];

---

[9] USDA, "Export Credit Guarantee Programmes", FAS en ligne à l'adresse http://www.fas.usda.gov/excredits/exp-cred-guar.html, (deuxième phrase) [pièce n° 3 du Canada].

[10] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs: Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, rapport du Groupe spécial, WT/DS46/RW, adopté le 4 août 2000, paragraphes 6.24 à 6.67 [*Brésil – Aéronefs, Premier recours*].

[11] *Ibid.*, paragraphe 6.30.

- deuxièmement, une mesure qui relève de l'Annexe I est réputée être une subvention à l'exportation prohibée telle que si un Membre démontre que la mesure est conforme au critère pour n'importe lequel des points énumérés, il n'a pas aussi à démontrer que la mesure relève des articles 1 et 3.1 a) de l'Accord SMC[12]; et

- troisièmement, la note de bas de page 5 de l'Accord SMC dispose que les pratiques décrites à l'Annexe I peuvent être dûment considérées comme ne constituant pas une subvention à l'exportation dans deux cas seulement. Le premier cas est celui où une déclaration affirmative dans l'Accord dispose que la mesure en question n'est pas une subvention à l'exportation; le deuxième est celui où une déclaration affirmative dans l'Accord dispose que des mesures satisfaisant aux conditions d'un point à l'Annexe I ne sont pas prohibées.[13] La note de bas de page 5 est ainsi libellée: "Les mesures désignées dans l'Annexe I comme ne constituant pas des subventions à l'exportation ne seront pas prohibées en vertu de cette disposition, ni d'aucune autre disposition du présent accord".

14. Dans son deuxième rapport sur la mise en œuvre concernant l'affaire Brésil – Aéronefs, le Groupe spécial a appliqué le même raisonnement.[14] En appliquant ce raisonnement en l'espèce, la note de bas de page 5 de l'Accord SMC empêche qu'on se fonde sur une interprétation a contrario du point j) en tant qu'exclusion implicite de toute constatation de transactions subventionnées dans le cadre des programmes des États-Unis.

15. En ce qui concerne l'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture, le Canada estime que les mots de cette disposition parlent d'eux-mêmes. Les Membres ont entrepris d'œuvrer à l'élaboration de disciplines convenues au niveau international pour régir l'octroi de garanties de crédit à l'exportation. Rien dans cette disposition ne dit que les obligations en matière de subventions à l'exportation visées à l'article 10:1 de l'Accord ne s'appliquent pas aux pratiques de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis. Lorsque les Membres ont voulu exempter des mesures des obligations en matière de subventions à l'exportation, ils ont été clairs – comme dans le deuxième paragraphe du point k) de l'Accord SMC.[15]

16. En outre, l'interprétation donnée par les États-Unis de cette disposition ne concorde pas avec son objet et son but. Le Canada partage l'avis d'autres participants au présent différend en tant que tierces parties selon lequel le travail entrepris au titre de l'article 10:2 devrait préciser encore les disciplines actuelles concernant les pratiques de crédit à l'exportation et peut-être indiquer plus clairement quand de telles pratiques seront ou ne seront pas réputées conférer des subventions à l'exportation au sens de l'article 1 e) de l'Accord sur l'agriculture.[16] Le précédent qui s'impose à cet égard est le deuxième paragraphe du point k) de l'Accord SMC.

IV. CONCLUSION

17. En conclusion, M. le Président et MM. les membres du Groupe spécial, le Groupe spécial devrait constater que les États-Unis ont rendu les versements directs incompatibles avec l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture en autorisant l'actualisation de la période de base. Cette constatation viendrait s'ajouter à une constatation selon laquelle les versements PFC et les versements directs ne

---

[12] *Ibid*., paragraphe 6.31.

[13] *Ibid*., paragraphe 6.37.

[14] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs: Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, rapport du Groupe spécial, WT/DS46/RW2, adopté le 23 août 2001, paragraphes 5.274 et 5.275.

[15] Voir également *Brésil – Aéronefs, Premier recours*, paragraphe 6.36.

[16] Voir la première communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 30, et la communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, paragraphes 3.15 et 3.16.

sont pas conformes à l'Annexe 2 parce que le montant du versement est lié au type de production après la période de base. En ce qui concerne les versements anticycliques, le Groupe spécial devrait constater que ce soutien aux producteurs de coton upland des États-Unis doit être comptabilisé comme "un soutien pour un produit spécifique" au sens de l'article 13 b) ii) de l'Accord. Enfin, en ce qui concerne les programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis, le Groupe spécial devrait confirmer que ni l'Accord sur l'agriculture ni l'Accord SMC ne contiennent d'exemption pour aucune subvention sous forme de garantie du crédit à l'exportation constatée dans la présente affaire. Si le Groupe spécial constatait que de telles subventions existent – ce qui de l'avis du Canada est le résultat le plus probable de l'évaluation des faits par le Groupe spécial – il doit alors conclure que les États-Unis accordent des subventions à l'exportation en violation des engagements en matière de subventions à l'exportation qu'ils ont contractés en vertu des articles 8 et 10:1 de l'Accord sur l'agriculture et que l'article 13 c) ii) par conséquent ne s'applique pas.

ANNEXE C-9

DÉCLARATION ORALE DE LA CHINE À LA SÉANCE AVEC LES TIERCES PARTIES

24 juillet 2003

1. Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, je vous remercie. La Chine se félicite de cette occasion qui lui est donnée de présenter ses vues sur les questions soulevées dans le cadre de la procédure du présent Groupe spécial. Dans la communication écrite datée du 15 juillet qu'elle a présentée en tant que tierce partie, la Chine a exposé ses vues concernant trois questions. Dans la présente déclaration, je résumerai les principaux points qu'elle a évoqués.

2. La première question sur laquelle la Chine souhaiterait appeler l'attention du Groupe spécial concerne la charge de la preuve au titre de la clause de paix.

3. La Chine souscrit à l'argument du Brésil selon lequel la clause de paix a le caractère d'un moyen de défense affirmatif. Si les États-Unis invoquent ce moyen de défense, c'est que la charge de la preuve leur incombe.

4. Contrairement à ce que disent les États-Unis, la Chine pense que la clause de paix n'impose pas d'obligations positives. Pris isolément, l'Annexe 2 et l'article 6 de l'*Accord sur l'agriculture* peuvent contenir des obligations positives, mais lorsqu'ils font l'objet d'un renvoi dans le cadre de la clause de paix, ils deviennent partie intégrante des conditions qu'un Membre doit remplir avant de pouvoir se prévaloir de cette clause.

5. La Chine pense que les États-Unis font erreur en ne faisant pas la distinction entre une "obligation" et une "condition". La prescription de la clause de paix qui exige la pleine conformité avec l'article 6 et l'Annexe 2 ne crée pas de nouvelles obligations, parce que les Membres doivent se conformer à l'article 6 et à l'Annexe 2 que l'article 13 existe ou pas. Dans le cadre de la clause de paix, ces prescriptions ne doivent pas normalement imposer d'obligations aux Membres, mais fixer les conditions préalables pour un Membre ayant l'intention d'invoquer la protection de la clause de paix. Les obligations positives de se conformer à ces prescriptions, si obligations il y a, sont à chercher là où elles se trouvent, à savoir à l'article 6 et à l'Annexe 2, mais pas dans la clause de paix.

6. La Chine ne voit là aucune "absurdité", pour reprendre le terme employé par les États-Unis dans leur communication écrite. Aucune "absurdité" de ce genre ne serait introduite dans le processus si, au cours de la première étape, la partie qui invoque la protection de la clause de paix pour ses mesures était tenue de prouver, comme il lui incombe de le faire, que ces mesures sont bien conformes aux conditions pertinentes de la clause de paix; si elle ne peut pas le prouver, les mesures perdraient la protection conférée par la clause de paix. Il y aura ensuite une deuxième étape au cours de laquelle la partie contestant les mesures établira son argumentation de fond, sans que la clause de paix intervienne.

7. À cet égard, la Chine estime que la question de la charge de la preuve doit être réglée en premier. Elle espère également que l'approche en deux étapes indiquée ci-dessus aidera le présent Groupe spécial et les parties à faire progresser la procédure vers une résolution du différend.

8. Le deuxième point que la Chine a soulevé dans sa communication écrite concerne le classement des versements directs des États-Unis dans la bonne catégorie au titre de la Loi de 2002

sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural, que j'appellerai Loi FSRI. Sans reprendre la question de la charge de la preuve, je dirai que la majeure partie des éléments de preuve donnent à penser que ces versements directs ne relèvent pas de la catégorie verte de par leur nature.

9. L'une des prescriptions applicables aux mesures de soutien sous forme de versements directs relevant de la catégorie verte figure au paragraphe 6 a) de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*. Ce paragraphe dispose que le droit de bénéficier de versements sera déterminé d'après des "critères clairement définis" "au cours d'une période de base définie et fixe".

10. L'expression "au cours de" exige qu'il y ait un lien entre les "critères" et la "période de base définie et fixe". En d'autres termes, pour donner la qualité de mesure sous forme de versements directs relevant de la catégorie verte au titre du paragraphe 6 a), un critère adopté par un Membre doit être lié, de façon chronologique, à une période de départ qui ne peut pas être avancée dans le temps.

11. Comme les États-Unis l'ont expliqué, les versements directs au titre de la Loi FSRI ont permis aux propriétaires fonciers de conserver la superficie de base pour les versements PFC dans le cadre de la Loi fédérale de 1996 sur l'amélioration et la réforme de l'agriculture (ou Loi FAIR) et d'"ajouter la superficie d'oléagineux admissible de 1998-2001 ou simplement de déclarer la superficie de base pour tous les produits visés" (y compris le coton upland). De plus, bien qu'un propriétaire foncier puisse choisir d'utiliser simplement la superficie consacrée aux produits visés pendant la période 1998-2001 aux fins des versements directs, il n'a pas à le faire; la superficie de base peut rester ce qu'elle était au titre de la Loi FAIR de 1996, ce qui implique qu'un propriétaire foncier n'a pas besoin d'avoir produit du coton depuis la période 1993-1995 pour disposer d'une "superficie de base de coton". Un examen du passage des versements PFC aux versements directs montre que, contrairement à l'argument des États-Unis selon lequel "la superficie de base est définie par la Loi [FSRI] de 2002 et fixée pour toute la durée de la législation", le lien requis entre la superficie visée par les programmes en tant que critère et la période de départ prévu dans le cadre des versements directs est rompu. Le changement de législation de la Loi FAIR à la Loi FSRI et le remplacement des versements PFC par les versements directs ont été utilisés par les producteurs pour passer de la superficie antérieurement visée, qui aurait dû être liée à la période de base, à une nouvelle superficie actualisée en 2002.

12. En conséquence, de l'avis de la Chine, la majeure partie des éléments de preuve montrent que les versements directs des États-Unis au titre de la Loi FSRI seront classés à juste titre dans la catégorie des mesures ne relevant pas de la catégorie verte.

13. La dernière question que la Chine juge importante concerne le soutien sous forme de subventions à l'exportation accordé par les "sociétés de ventes à l'étranger" des États-Unis pour les ventes à l'exportation de coton upland au titre de la "Loi de 2000 portant abrogation du régime FSC et régissant l'exclusion des revenus extraterritoriaux" ou Loi ETI.

14. Il a déjà été constaté que la Loi ETI constituait une violation de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Accord sur les subventions* à la fois par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – FSC (21:5)*. Le 29 janvier 2002, l'ORD a adopté les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel. Les États-Unis n'ayant pas retiré ce soutien sous forme de subventions à l'exportation, le 7 mai 2003, l'ORD a autorisé les CE à prendre des contre-mesures à l'encontre des États-Unis.

15. La Chine estime que le raisonnement du Groupe spécial et de l'Organe d'appel, ainsi que leur conclusion dans l'affaire *États-Unis – FSC (21:5)* devraient être pris en considération et suivis par le présent Groupe spécial.

16. Les mesures contestées par le Brésil dans la présente procédure sont exactement les mêmes que celles qui l'ont été par les CE dans l'affaire *États-Unis – FSC (21:5)*. Le raisonnement et la

conclusion du Groupe spécial antérieur et de l'Organe d'appel sont plus que pertinents pour la présente affaire. Leurs rapports, une fois adoptés par l'ORD, non seulement créent des attentes légitimes, mais également reflètent la volonté collective des Membres de l'OMC.

17. À cet égard, permettez-moi de citer à l'intention du présent Groupe spécial ce qu'a dit le Groupe spécial *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*:

> "[D]ans le cadre des "procédures normales de règlement des différends" prescrites à l'article 10:4 du Mémorandum d'accord, nous *tiendrons compte des conclusions et du raisonnement* figurant dans les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel concernant le différend WT/DS50. En outre, lors de notre examen, nous pensons que nous *devrions accorder beaucoup d'importance à la fois à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord*, qui souligne le rôle du système de règlement des différends de l'OMC pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral, *et à la nécessité d'éviter des décisions incohérentes* (préoccupation qui a été évoquée par les deux parties). À notre avis, ces considérations constituent le fondement de l'obligation de saisir le "groupe spécial initial", dans tous les cas où cela sera possible, énoncée à l'article 10:4 du Mémorandum d'accord."

18. Ainsi se termine ma déclaration orale. La Chine répondra avec plaisir aux questions que le Groupe spécial pourrait souhaiter lui poser concernant ces points.

ANNEXE C-10

DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

24 juillet 2003

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION 47
II. RÔLE DE LA CLAUSE DE PAIX 47
III. INTERPRÉTATION DE LA CLAUSE DE PAIX 48
A. L'ARTICLE 13 N'EST PAS UN MOYEN DE DÉFENSE AFFIRMATIF 48
B. COMPARAISON PERTINENTE AUX FINS DE L'ARTICLE 13 49
C. SENS DE L'EXPRESSION "DÉCIDÉ PENDANT LA CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION 1992" 49
D. SENS DE L'EXPRESSION "SOUTIEN POUR UN PRODUIT SPÉCIFIQUE" 50
IV. INTERPRÉTATION DE L'ANNEXE 2 DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE* (LA "CATÉGORIE VERTE") 51
A. PREMIÈRE PHRASE DU PREMIER PARAGRAPHE DE L'ANNEXE 2 51
B. TYPE DE PRODUCTION 51
C. UNE PÉRIODE DE BASE DÉFINIE ET FIXE 52
V. INTERPRÉTATION DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE*/RAPPORT AVEC *L'ACCORD SMC* ET LE GATT DE 1994 53
A. LES SUBVENTIONS LIÉES À L'APPORT NATIONAL SONT-ELLES EXPRESSÉMENT AUTORISÉES PAR L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE? 53
B. LES GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION QUI FONCTIONNENT COMME DES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION SONT SOUMISES AUX OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE SUBVENTIONS À L'EXPORTATION ÉNONCÉES DANS L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE 54
VI. MESURES DONT LE GROUPE SPÉCIAL EST SAISI (PROGRAMME DE REMPLACEMENT DES FSC) 55
VII. CONCLUSION 55

I. INTRODUCTION

1. Monsieur le Président, Messieurs les Membres du Groupe spécial, les Communautés européennes sont reconnaissantes de l'occasion qui leur est donnée d'exposer leurs vues dans cette réunion avec les tierces parties.

2. Tout d'abord, nous nous félicitons de la participation du Bénin à la présente procédure. Les Communautés européennes sont d'avis que la participation des pays les moins avancés au processus de règlement des différends est hautement souhaitable. Nous espérons que d'autres pays les moins avancés suivront l'exemple du Bénin.[1]

3. Il s'agit là d'une affaire complexe qui soulève de nombreuses questions d'interprétation difficiles et importantes. Ceux qui ont rédigé l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* vous ont laissé des questions difficiles à résoudre. Malgré ces difficultés, l'article 13 en particulier et l'*Accord sur l'agriculture* d'une manière plus générale représentent un ensemble soigneusement équilibré et obtenu de haute lutte de droits et obligations assumés par les Membres de l'OMC. Les Communautés européennes sont convaincues que le présent Groupe spécial entreprendra un examen attentif de ces termes très précis et préservera l'équilibre délicat des droits et obligations qui a été négocié.

4. Le présent différend soulève un grand nombre de questions. Dans nos interventions, nous nous sommes concentrés sur les questions de principe dont nous estimons qu'elles ont une portée systémique. Aujourd'hui, nous parlerons essentiellement des questions qui n'ont pas été traitées dans notre communication écrite. En même temps, nous jugeons également nécessaire de revenir sur certaines questions que nous avons déjà traitées afin de réfuter certains des arguments présentés par d'autres parties.

5. Les Communautés européennes commencent par exposer leur conception du rôle de la clause de paix (section II). Nous traiterons ensuite plusieurs questions d'interprétation relatives à la clause de paix (section III) puis nous passerons à l'examen de l'interprétation de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* (la catégorie verte) (section IV) avant d'examiner le statut des subventions liées à l'apport national et des crédits à l'exportation au titre de l'*Accord sur l'agriculture* (section V). Nous conclurons avec quelques observations sur l'une des demandes de décisions préliminaires formulées par les États-Unis (section VI).

II. RÔLE DE LA CLAUSE DE PAIX

6. Nous allons examiner d'abord le rôle de la clause de paix (article 13).

7. Pour les Communautés européennes l'article 13 est un élément réglementant l'interface entre l'*Accord sur l'agriculture* et l'*Accord SMC*. Il définit, dans certains cas, la manière dont les subventions accordées conformément à l'*Accord sur l'agriculture* devraient être traitées aux fins des enquêtes en matière de droits compensateurs et, dans d'autres cas, il exempte de telles subventions des actions au titre de l'*Accord SMC*. Les Communautés européennes ne sont d'accord ni avec le Brésil ni avec les États-Unis quant à la manière dont il faudrait comprendre l'expression "exemptées des actions". Toutefois, alors que nous désapprouvons la logique des États-Unis, nous ne désapprouvons pas le résultat pratique de l'application de leur logique.

8. L'expression "exemptées des actions" ne peut pas signifier, comme l'allègue le Brésil, que, même si la clause de paix est applicable, le Groupe spécial doit examiner les allégations du Brésil au titre de l'*Accord SMC*, et que si le Groupe spécial constate que les États-Unis ont agi d'une manière

[1] Ce passage ne figurait pas dans la déclaration écrite distribuée à la réunion avec les tierces parties, mais reflète des observations non transcrites faite au cours de cette réunion.

incompatible avec l'*Accord SMC*, l'ORD devrait en quelque sorte "s'abstenir" de recommander aux États-Unis de se mettre en conformité avec l'*Accord SMC*. Les Communautés européennes ont du mal à imaginer comment l'ORD, fonctionnant selon la règle du consensus négatif, pourrait s'abstenir de recommander aux États-Unis de se mettre en conformité si le Groupe spécial devait constater que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'*Accord SMC*. En outre, les États-Unis peuvent raisonnablement faire valoir qu'ils ne sont pas tenus de se mettre en conformité avec l'*Accord SMC* en retirant des mesures qu'ils sont parfaitement en droit de maintenir au titre de l'*Accord sur l'agriculture*, conformément à la fois à l'article 13 et à l'article 21. La seule réponse à cette question est que si les États-Unis sont en droit de bénéficier de la protection conférée par la clause de paix, le Groupe spécial ne peut pas se prononcer en faveur des allégations formulées par le Brésil au titre de l'*Accord SMC*.

9. Les Communautés européennes ne sont pas d'accord avec les États-Unis pour dire que l'article 13 empêche un Membre de demander des consultations ou l'établissement d'un groupe spécial au sujet d'une mesure qui pourrait être admise à bénéficier de la protection conférée par l'article 13. Ce n'est pas, comme le font valoir les États-Unis, le simple fait que le Membre défendeur n'est pas en mesure de bloquer une demande de consultations, ou d'établissement d'un groupe spécial, qui fait que l'applicabilité de la clause de paix est examinée par le présent Groupe spécial. La nécessité pour le Groupe spécial de se prononcer sur cette question découle du principe fondamental qui sous-tend l'Accord sur l'OMC, à savoir que toute question d'interprétation des Accords de l'OMC "affectant le fonctionnement de tout accord visé" doit être soumise aux dispositions du Mémorandum d'accord.[2] Toutefois, comme nous l'avons fait observer, si le Groupe spécial détermine que les mesures des États-Unis en cause sont protégées par l'article 13, il ne peut pas se prononcer en faveur des allégations formulées par le Brésil au titre de l'*Accord SMC*.

III. INTERPRÉTATION DE LA CLAUSE DE PAIX

10. Le Groupe spécial est saisi d'un certain nombre de questions importantes concernant l'interprétation de divers aspects de l'article 13 b). Les Communautés européennes exposent maintenant leur position sur certaines des questions dont est saisi le Groupe spécial.

A. L'ARTICLE 13 N'EST PAS UN MOYEN DE DÉFENSE AFFIRMATIF

11. Les Communautés européennes n'aborderont que brièvement la question de la charge de la preuve en ce qui concerne l'article 13. Elles n'ont pas encore entendu de réponse crédible à l'argument selon lequel le fait d'attribuer la charge de la preuve au défendeur a des effets pervers. Comme les Communautés européennes et les États-Unis l'ont souligné, lorsqu'un plaignant dépose un recours uniquement au titre de l'*Accord sur l'agriculture* (par exemple en alléguant qu'il y a infraction à l'article 6) il assume la charge de la preuve. Cependant, si l'article 13 est considéré comme un moyen de défense affirmatif, lorsqu'un plaignant dépose un recours au titre des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* et, par exemple, de l'article 6 de l'*Accord sur l'agriculture*, le plaignant serait tenu de prouver qu'il y a infraction à l'article 6 alors que parallèlement le défendeur serait aussi tenu de prouver qu'il n'avait pas enfreint l'article 6 de l'Accord. La charge de la preuve ne peut pas passer d'une partie à l'autre simplement selon que le plaignant cite ou non l'*Accord SMC*, pourtant c'est à cela que l'on aboutirait en interprétant l'article 13 comme étant un moyen de défense affirmatif.

12. Une nouvelle confirmation de ce que l'article 13 ne constitue pas un moyen de défense affirmatif peut également être tirée du fait que cet article réglemente aussi l'application de droits compensateurs aux subventions à l'agriculture. Dans ce contexte, une autorité chargée de l'enquête doit établir une détermination selon laquelle la subvention en question n'est pas protégée par l'article 13 avant de pouvoir imposer des droits compensateurs. L'article13 est par conséquent une

[2] Article 4:2 du Mémorandum d'accord.

condition préalable pour que tel ou tel Membre entreprenne une action contre des exportations subventionnées. Il ne peut pas, dans ce contexte, être considéré comme un moyen de défense pour les exportateurs coopérant lors d'une enquête et peut, comme les États-Unis l'ont fait observer, être utilisé comme fondement pour une allégation formulée par le Membre exportateur dans un différend porté devant l'OMC selon laquelle des droits compensateurs ont été imposés illégalement. Il n'y a pas de raison que cette conception de l'article 13 change simplement parce que la question se pose dans le cadre du règlement des différends à l'OMC.

B. COMPARAISON PERTINENTE AUX FINS DE L'ARTICLE 13

13. Le Brésil a fait valoir que tout non-respect du niveau de 1992 au cours de la période de mise en œuvre de neuf ans supprimait la protection au titre de l'article 13.[3] Les Communautés européennes estiment comme les États-Unis que cela est incorrect.[4] Le présent utilisé dans l'expression "n'accordent pas un soutien" le montre clairement. La comparaison aux fins de l'article 13 b) doit se faire entre le niveau de soutien décidé pendant la campagne de commercialisation 1992 et celui accordé en vertu des mesures contestées. Cela signifierait d'ordinaire la campagne de commercialisation la plus récente.

C. SENS DE L'EXPRESSION "DÉCIDÉ PENDANT LA CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION 1992"

14. Nous allons maintenant examiner le sens de l'expression "décidé pendant la campagne de commercialisation 1992". Le Brésil fait valoir que le mot "décidé" fait référence à la décision de budgétiser un montant spécifique de soutien interne pendant un certain nombre d'années.[5] Il laisse ensuite entendre que, puisque les États-Unis n'ont pas pris une "décision" pendant la campagne de commercialisation 1992 en ce qui concerne le coton upland, la seule décision que les États-Unis peuvent être réputés avoir prise pendant la campagne de commercialisation 1992 était de continuer à financer leurs programmes pour le coton upland. Le Brésil calcule ensuite les dépenses budgétaires des États-Unis concernant le coton upland en 1992; en d'autres termes, il examine le soutien effectivement accordé.[6]

15. Les Communautés européennes s'inquiètent de ce que le Brésil semble considérer que le soutien "décidé" au sens de l'article 13 peut être assimilé au soutien accordé, comme il l'a fait dans son utilisation des dépenses budgétaires des États-Unis. Une telle interprétation ne tient pas compte du sens du mot "décidé". Ce qui suit montre que l'utilisation du mot "décidé" ne peut pas être assimilée à celle du mot "accordé".

16. Premièrement, l'utilisation du mot "décidé" elle-même est notable. Elle est cependant notable essentiellement pour ce qu'elle n'est pas. Les Membres de l'OMC n'ont pas utilisé le mot "accordé" qui est celui que l'on s'attendrait à voir utiliser si cette expression était censée faire référence uniquement au soutien interne effectivement utilisé pendant la campagne de commercialisation 1992. L'utilisation du mot "décide" est particulièrement remarquable quand on la compare à l'utilisation du mot "accordent" dans la même phrase. Les États-Unis ont fait valoir la même observation en ce qui concerne la décision de ne pas utiliser le mot "octroyé".[7] Si les Membres de l'OMC avaient voulu que le soutien accordé au cours de la période la plus récente soit comparé à celui accordé pendant la campagne de commercialisation 1992, le mot "décidé" n'aurait pas été utilisé. C'est pourquoi, l'utilisation par le Brésil des dépenses budgétaires des États-Unis pour la campagne de commercialisation 1992 est manifestement erronée.

---

[3] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 142 et 146 à 150.
[4] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 79 et 90.
[5] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 139 et 140.
[6] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 141 à 145.
[7] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 83 et 84.

17. Deuxièmement, le mot "decided" (décidé), signifiant "settled, certain"[8] (réglé, certain) implique également une décision ponctuelle. Il serait étrange de parler d'une administration prenant une "décision" concernant d'innombrables demandes de soutien au titre d'un programme particulier. C'est toutefois ce qu'implique l'utilisation par le Brésil des dépenses budgétaires des États-Unis.

18. Enfin, l'utilisation du mot "pendant" confirme que l'intention des Membres de l'OMC était que la décision ne devait pas forcément être d'application uniquement pour la campagne de commercialisation 1992 mais pouvait également couvrir des périodes futures. L'utilisation du mot "during" (pendant) (signifiant "in the course of"[9] (au cours de)) implique une décision ponctuelle et ne donne pas à penser que la période d'application de la décision doit être limitée à la campagne de commercialisation 1992. Si les Membres de l'OMC avaient voulu imposer une limitation au soutien octroyé ou accordé en 1992 le mot "pour" aurait été utilisé au lieu du mot "pendant". Cela confirme également que l'utilisation par le Brésil des dépenses budgétaires des États-Unis ne peut pas être considérée comme correcte.

19. Par conséquent, l'article 13 b) ii) et iii) est destiné à établir comme point de repère un montant de soutien adopté par une forme quelconque de décision (qu'elle soit politique, législative ou administrative) par laquelle un soutien pour un produit spécifique est décidé et attribué pour les années à venir. Il n'est manifestement pas destiné à établir une comparaison entre le soutien interne accordé en 1992 et le soutien interne accordé pendant une période plus récente. Les Communautés européennes ont l'honneur de demander au Groupe spécial de ne pas faire comme le Brésil qui assimile le mot décidé au mot accordé.

20. Pour les Communautés européennes, la question de savoir quelle décision a été adoptée en 1992 par les États-Unis est une question de fait sur laquelle nous ne prenons pas position, d'autant que nous n'avons pas pleinement connaissance de tous les éléments qui pourraient être pertinents.

D. SENS DE L'EXPRESSION "SOUTIEN POUR UN PRODUIT SPÉCIFIQUE"

21. Les États-Unis ont fait valoir que l'expression "soutien pour un produit spécifique" était synonyme de l'expression "soutien par produit".[10] Le Brésil avait, dans sa première communication écrite, pris tout le soutien qui était spécifique au coton et y avait ajouté une partie du soutien généralement disponible destinée à représenter le montant d'un tel soutien qui pouvait être attribué au coton.[11]

22. Les Communautés européennes se rallient à l'approche des États-Unis. Tout simplement, le soutien qui est octroyé pour un certain nombre de cultures ne peut pas en même temps être considéré comme un "soutien pour un produit spécifique". Un tel soutien est "un soutien pour plusieurs produits" ou "un soutien pour plus d'un produit".

23. Nous nous permettons de considérer que le Brésil et la Nouvelle-Zélande ont tort de suggérer que le mot "spécifique" a été ajouté pour montrer clairement que le point de repère applicable au titre de l'article 13 n'était pas le niveau global de subventions décidé mais devait plutôt être établi produit par produit.[12] Il suffit de jeter un coup d'oeil à l'*Accord SMC* pour y trouver plein de références à "un produit" ou à "un produit subventionné".[13] Par conséquent, cela n'aurait aucun sens d'interpréter l'article 13 comme étant fondé sur le soutien global. Le mot "spécifique" n'avait donc pas été inséré

[8] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993.
[9] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993.
[10] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 77 et 78.
[11] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 143.
[12] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 136; communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, paragraphe 2.22.
[13] Voir, en particulier, l'article 6.3.

pour différencier l'utilisation de l'article 13 concernant des produits spécifiques de l'application de l'article 6 au soutien global à l'agriculture, mais plutôt comme qualificatif du mot "soutien".

24. En conséquence, le Groupe spécial devrait conclure que la comparaison correcte est entre le soutien par produit décidé en 1992 et le soutien par produit accordé pendant la période courante.

IV. INTERPRÉTATION DE L'ANNEXE 2 DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE* (LA "CATÉGORIE VERTE")

A. PREMIÈRE PHRASE DU PREMIER PARAGRAPHE DE L'ANNEXE 2[14]

25. L'Australie a fait valoir dans les observations qu'elle a formulées aujourd'hui que les Communautés européennes avaient tort de considérer que la première phrase du premier paragraphe de l'Annexe 2 n'imposait pas une obligation distincte. Les Communautés européennes relèvent cependant que l'Australie ne fait pas d'observations sur les arguments textuels convaincants qu'elles ont avancés dans leur communication écrite et ne tente pas de les réfuter.[15] Elles ont souligné que dans plusieurs cas l'*Accord sur l'agriculture* faisait référence aux "critères" d'inclusion dans la catégorie verte, spécifiquement aux articles 6 et 7 et, ce qui est extrêmement important, au paragraphe 5 de l'Annexe 2. Il n'y a pas de référence de ce type aux "prescriptions fondamentales". Les Communautés européennes rappellent qu'un groupe spécial est obligé de suivre les règles acceptées d'interprétation du droit international, et donc d'examiner le sens ordinaire des mots considérés à la lumière de leur contexte et de leur objectif. Par conséquent, il est clair que la première phrase du paragraphe 1 de l'Annexe 2 n'est pas, en elle-même et à elle seule, une obligation indépendante. Cela ne la rend pas inutile, comme le prétend l'Australie. La première phrase énonce un objectif et indique le type d'effets que le respect des critères de la catégorie verte est censé créer. Les Communautés européennes demandent instamment au Groupe spécial de rejeter les arguments non fondés de l'Australie.

B. TYPE DE PRODUCTION

26. Le Brésil a fait valoir que le fait que les versements étaient réduits lorsque des fruits et des légumes, et certaines autres cultures étaient cultivées sur des superficies sous contrat aux fins des versements PFC et des versements directs signifiait que le montant de ces versements … [était] fonction [ou] établi sur la base du type ou du volume de la production […] au cours d'une année suivant la période de base" (paragraphe 6 b) de l'Annexe 2). Le Brésil semble cependant aussi reconnaître que les exploitants demandant à bénéficier des versements directs peuvent planter des cultures autres que les cultures visées par les programmes et peuvent même ne produire aucune culture.[16] Les États-Unis affirment qu'aucune production agricole courante n'est nécessaire pour bénéficier de versements directs.[17]

27. À supposer que l'affirmation des États-Unis soit correcte (comme semble le reconnaître le Brésil), le Groupe spécial est confronté à un dilemme. Le montant du financement accordé dans le cadre d'un programme, dont un exploitant peut bénéficier sans produire quoi que ce soit, doit-il être considéré comme établi sur la base d'un certain type de production ou lié à un certain type de production" lorsque les versements au titre de ce programme peuvent être réduits par la pratique de certaines cultures? Le Brésil et certaines tierces parties supposent simplement que dans les cas où les

[14] Cette section ne figurait pas dans la déclaration écrite distribuée à la réunion avec les tierces parties, mais reflète des observations non transcrites faites au cours de cette réunion.

[15] Première communication écrite des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphes 15 à 25 et en particulier 22 et 23.

[16] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 49.

[17] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 68.

versements peuvent être réduits par la pratique de certaines cultures, le programme est établi sur la base d'un certain type de production ou lié à un certain type de production. Ce point de vue ne tient toutefois pas compte de la complexité de la situation.

28. De l'avis des Communautés européennes, le fait de réduire les versements au titre d'un programme dans les cas où un exploitant cultive des fruits ou des légumes ne signifie pas que le montant du versement est lié au type de production. En effet, l'exploitant est libre de produire toute une gamme d'autres cultures ou même de ne pas produire du tout et de recevoir la totalité du versement.

29. Ce dont le Brésil et les autres tierces parties ne se rendent pas compte c'est que la réduction des versements pour les fruits et les légumes, si les Communautés européennes comprennent bien, est en fait destinée à éviter une concurrence déloyale sur le territoire du Membre accordant la subvention. Le Brésil et les autres tierces parties n'ont pas contesté le droit d'un Membre accordant une subvention de décider de versements découplés établis sur la base de la production antérieure de certaines cultures, ou de la superficie consacrée à ces cultures. En fait, cela est autorisé par le paragraphe 6 a) de l'Annexe 2. Cependant, lorsque par exemple la production de coton upland a bénéficié d'un soutien, alors que les fruits et les légumes n'en bénéficiaient pas, des versements découplés établis sur la base de la production antérieure de coton permettraient aux anciens exploitants cotonniers subventionnés de cultiver des fruits et des légumes et par conséquent de faire une concurrence déloyale aux producteurs préexistants de fruits et de légumes qui ne pourraient pas bénéficier des versements découplés parce qu'ils n'avaient pas produit de coton ou d'autres produits bénéficiant d'un soutien au cours de la période de base. Ainsi, la réduction des versements est un élément nécessaire pour veiller à ce que l'équilibre établi par le marché pour la production de fruits et de légumes ne soit pas artificiellement rompu par l'introduction d'un soutien découplé.

30. En outre, constater que le Brésil et les autres tierces parties ont raison aurait des effets pervers. L'ensemble de l'*Accord sur l'agriculture* vise à réduire progressivement certains types de soutien interne. Cependant, si un Membre ne pouvait pas réduire les versements découplés lorsque certains types de produits qui n'avaient pas bénéficié auparavant d'un soutien quelconque étaient cultivés, l'effet net serait que les Membres de l'OMC souhaitant accorder un soutien découplé devraient augmenter le soutien global et accorder aux producteurs auparavant exclus un soutien dont ils n'avaient pas bénéficié auparavant. Cela n'est manifestement pas un effet que les négociateurs de l'*Accord sur l'agriculture* souhaitaient.

31. À la lumière de ce qui précède, cette réduction potentielle des versements est très différente de l'interdiction énoncée au paragraphe 6 b) de l'Annexe 2. Le paragraphe 6 b) est destiné à éviter qu'une pression artificielle ne s'exerce en faveur de la production de certaines cultures pour obtenir des versements découplés. Réduire les versements dans les cas où des fruits et des légumes sont produits ne revient pas à exercer une pression sur les exploitants pour qu'ils pratiquent un type de culture particulier. En fait, cela évite une concurrence interne déloyale. En même temps, telle que nous comprenons la mesure des États-Unis, elle n'oblige pas un exploitant à produire un type de culture particulier, en réalité elle n'exige aucune production, et elle ne devrait donc pas être considérée comme incompatible avec le paragraphe 6 b).

C. UNE PÉRIODE DE BASE DÉFINIE ET FIXE

32. Les Communautés européennes aimeraient également commenter brièvement les arguments présentés par le Brésil et certaines des tierces parties au sujet de l'actualisation des périodes de base dans la Loi FRSI de 2002. Nous prenons note de la déclaration des États-Unis selon laquelle l'actualisation de la période de base était nécessaire pour intégrer le soutien à la production

d'oléagineux au programme de versements directs.[18] Afin d'assurer le passage progressif des subventions ayant des effets de distorsion sur la production à des subventions découplées, nous estimons qu'il doit être possible d'avoir différentes périodes de référence lorsque l'admissibilité est établie sur la base de l'admissibilité antérieure pour les subventions ayant des effets de distorsion sur la production. Nous ne voyons rien dans le paragraphe 6 de l'Annexe 2 qui pourrait empêcher cela. En même temps, cependant, les Communautés européennes craignent que l'actualisation continue des périodes de référence en ce qui concerne le même soutien déjà découplé, créant l'attente de voir la production de certaines cultures récompensée par un droit plus grand à des versements censément découplés, ait tendance à affaiblir le caractère découplé de ces versements.

V. INTERPRÉTATION DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE*/RAPPORT AVEC *L'ACCORD SMC* ET LE GATT DE 1994

A. LES SUBVENTIONS LIÉES À L'APPORT NATIONAL SONT-ELLES EXPRESSÉMENT AUTORISÉES PAR L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE?

33. Le Brésil a fait valoir que les versements au titre du programme Step 2, dont il allègue qu'ils sont subordonnés à l'utilisation de produits nationaux, étaient incompatibles avec l'article 3 de l'*Accord SMC* et l'article III:4 du GATT de 1994. La Nouvelle-Zélande appuie cette allégation. Cependant, comme pour d'autres allégations, leur analyse ne tient pas pleinement compte des complexités de la situation. Les Communautés européennes pensent comme les États-Unis que les subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux, qui sont maintenues d'une manière compatible avec l'*Accord sur l'agriculture* ne sont incompatibles ni avec l'*Accord SMC* ni avec le GATT de 1994.

34. La première question est de savoir si les subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux sont compatibles avec l'*Accord sur l'agriculture*. La réponse est à l'évidence affirmative. L'article 3:2 de l'*Accord sur l'agriculture* impose aux Membres de ne pas:

> "... accorder[] ... de soutien en faveur de producteurs nationaux excédant les niveaux d'engagement spécifiés dans la section I de la partie IV de sa Liste." (non souligné dans l'original)

35. Nous avons mis l'accent sur l'expression "en faveur de". Cela est significatif parce qu'il n'est pas nécessaire qu'il s'agisse d'un soutien "aux" producteurs nationaux. La même expression est utilisée à l'article 1 a) (définition de la MGS) et à l'article 1 h) (définition de la MGS totale). En outre, il est établi en ce qui concerne l'article premier de l'*Accord SMC* qu'il n'est pas nécessaire qu'une contribution financière et un avantage soient accordés à la même personne.[19] Par conséquent, il est simplement logique que le soutien puisse être accordé en faveur de producteurs nationaux par l'octroi de fonds aux transformateurs du produit considéré et par conséquent que l'accès à ces subventions soit limité aux produits nationaux, afin de veiller à ce que ce soient des producteurs nationaux qui bénéficient de cette subvention. D'ailleurs, les Membres de l'OMC, dans leur sagesse, ont reconnu précisément cette possibilité à l'Annexe 3 de l'*Accord sur l'agriculture* où ils ont expliqué comment la MGS devait être calculée. Le paragraphe 7 de cette annexe prévoit explicitement ce qui suit:

> "Les mesures visant les transformateurs agricoles seront incluses, dans la mesure où elles apportent des avantages aux producteurs des produits agricoles initiaux."

---

[18] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 60.

[19] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS212/AB/R, adopté le 8 janvier 2003, paragraphe 110.

36. Par conséquent, il est clair qu'un Membre a le droit d'accorder des subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux au titre de l'*Accord sur l'agriculture*. Sur ce point, les États-Unis et les Communautés européennes sont d'accord.

37. La deuxième question qui se pose au Groupe spécial est de savoir comment ce droit se rapporte à la prohibition énoncée à l'article 3 de l'*Accord SMC* et à l'obligation de traitement national énoncée à l'article III:4 du GATT. Là encore, nous sommes d'accord avec les États-Unis.

38. L'article 21:1 de l'*Accord sur l'agriculture* dispose que les autres accords concernant les marchandises seront applicables "sous réserve" des dispositions de l'*Accord sur l'agriculture*. C'est-à-dire que les autres accords figurant à l'Annexe 1A seront subordinated (subordonnés) à *l'Accord sur l'agriculture*.[20] Une constatation selon laquelle une mesure était une subvention liée à l'apport national signifierait qu'une telle subvention serait prohibée au titre de l'article 3.1 b) de l'*Accord SMC* et serait (en toute probabilité) incompatible avec l'article III:4 du GATT. En pareil cas, les conséquences d'une telle constatation devraient être subordonnées au droit d'adopter de telles mesures au titre de l'*Accord sur l'agriculture* (à condition que les engagements de réduction soient respectés). En outre, le texte introductif de l'article 3.1 de l'*Accord SMC* exempte clairement du champ d'application de cet article les subventions liées à l'apport national qui sont maintenues d'une manière compatible avec l'*Accord sur l'agriculture* et l'article III:8 peut être pertinent pour toute allégation au titre de l'article III:4 du GATT.

39. Par conséquent, les allégations du Brésil selon lesquelles il peut être constaté que les subventions liées à l'apport national maintenues d'une manière compatible avec l'*Accord sur l'agriculture* sont incompatibles avec l'*Accord SMC* et l'article III:4 du GATT devraient être rejetées.

B. LES GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION QUI FONCTIONNENT COMME DES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION SONT SOUMISES AUX OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE SUBVENTIONS À L'EXPORTATION ÉNONCÉES DANS L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE

40. Les États-Unis maintiennent, dans leur première communication écrite, que l'article 10:2 de l'*Accord sur l'agriculture* a pour effet d'exclure les subventions à l'exportation sous forme de crédits à l'exportation ou de garanties de crédit à l'exportation. Cela n'est pas étayé par le texte de l'article 10:2. Cet article prévoit des disciplines à négocier concernant l'octroi de crédits à l'exportation et de garanties de crédit à l'exportation; il ne prévoit pas une exemption des obligations en matière de subventions à l'exportation énoncées dans l'*Accord sur l'agriculture.*

41. Les États-Unis citent de nombreux cas dans lesquels l'OMC a prévu de nouvelles négociations. Cependant, aucun de ces exemples n'étaye leur argument selon lequel il n'y a pas de disciplines concernant les garanties de crédit à l'exportation qui fonctionnent comme des subventions à l'exportation.

42. Le meilleur exemple pour illustrer ce point est l'accord visant à négocier des disciplines concernant des règles d'origine harmonisées. Le fait qu'il a été convenu de procéder à des négociations sur les règles d'origine signifie simplement qu'un Membre de l'OMC n'est pas tenu d'appliquer un ensemble de règles d'origine harmonisées qui n'a pas encore été mis au point. Toutefois, cela n'implique pas qu'un Membre de l'OMC est exempté des autres obligations dans le cadre de l'OMC lorsqu'il s'agit d'appliquer les règles d'origine. Un Membre de l'OMC doit, par exemple, lorsqu'il applique ses règles d'origine, respecter le principe de la nation la plus favorisée énoncé à l'article premier du GATT. De même, il n'y a peut-être pas de disciplines concernant l'octroi de crédits à l'exportation et de garanties de crédit à l'exportation, mais il est clair que les crédits à l'exportation ou les garanties de crédit à l'exportation qui fonctionnent comme des subventions à

[20] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993.

l'exportation sont soumis aux disciplines en matière de subventions à l'exportation énoncées dans l'*Accord sur l'agriculture* et l'*Accord SMC*.

43. D'autres exemples sont tout aussi parlants. Les États-Unis citent les dispositions de l'AGCS prévoyant des négociations sur les marchés publics, les mesures de sauvegarde d'urgence et les subventions dans le commerce des services. Toutefois, ils ne mettent pas en avant le fait que ces sujets ne sont manifestement pas visés par les disciplines de l'AGCS et que des négociations sont donc requises pour élaborer des disciplines même minimes. Les marchés publics dans le secteur des services en sont le meilleur exemple – les disciplines de l'AGCS sont explicitement exclues par l'article XIII de l'AGCS. En revanche, il n'y a pas d'exclusion claire de l'*Accord sur l'agriculture* pour les crédits à l'exportation ou les garanties de crédit à l'exportation qui fonctionnent comme des subventions à l'exportation.

44. Enfin, contrairement à ce que suggèrent les États-Unis, une telle interprétation ne vide pas l'article 10:2 de son sens. L'article 10:2 n'est pas censé réglementer les crédits à l'exportation et les garanties de crédit à l'exportation en tant que subventions à l'exportation, mais plutôt prévoir un ensemble général de disciplines comparables aux lignes directrices de l'OCDE pour les crédits à l'exportation concernant les produits industriels. Le fait que le texte Harbinson (qui bien entendu doit encore être approuvé) comporte des dispositions relatives aux crédits à l'exportation et aux garanties de crédit à l'exportation revient à reconnaître que des disciplines doivent être négociées et qu'il faut préciser quels crédits à l'exportation ou quelles garanties de crédits à l'exportation doivent, dans le cas des produits agricoles, être considérés comme des subventions à l'exportation, mais pas à reconnaître qu'un soutien qui fonctionne comme une subvention à l'exportation n'est pas actuellement soumis aux obligations énoncées dans l'*Accord sur l'agriculture*.

VI. MESURES DONT LE GROUPE SPÉCIAL EST SAISI (PROGRAMME DE REMPLACEMENT DES FSC)

45. Les États-Unis ont fait valoir que le Brésil n'avait pas établi *prima facie* qu'il y avait incompatibilité du programme de remplacement des FSC (la mesure ETI) avec les accords visés. Les Communautés européennes doivent admettre qu'elles sont surprises de voir que les États-Unis considèrent que le Brésil doit établir *prima facie* qu'il y a incompatibilité. Conformément à l'article 17:14 du Mémorandum d'accord, les parties à un différend doivent "accept[er] sans condition" les rapports de l'Organe d'appel qui ont été adoptés comme étant "la résolution définitive de ce différend".[21] Étant donné qu'il faut supposer que les États-Unis ont accepté sans condition les constatations de l'Organe d'appel dans le différend portant sur les FSC au titre de l'article 21:5, qui, par définition, incluaient également une constatation selon laquelle les États-Unis accordaient illégalement des subventions à l'exportation pour des produits agricoles ne figurant pas sur leur Liste comme le coton upland, les Communautés européennes ne voient pas comment les États-Unis peuvent faire valoir que le Brésil doit établir *prima facie* le bien-fondé de sa thèse. Au contraire, le Brésil doit simplement soutenir une allégation.

VII. CONCLUSION

46. Cela nous amène à la fin de notre déclaration d'aujourd'hui. Merci de nous avoir accordé votre attention tout au long d'une déclaration qui était forcément longue, compte tenu de la complexité des questions et du peu de temps dont nous avons disposé pour préparer notre communication écrite.

[21] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes* (21:5 – Malaisie), paragraphe 97.

47. Voilà les quelques points centraux sur lesquels nous aimerions conclure:

- la clause de paix n'est pas un moyen de défense affirmatif;
- le mot "décidé" ne peut pas assimilé à "accordé";
- réduire les versements dans les cas où certaines cultures sont œultivées pour des raisons de concurrence interne n'équivaut pas à établir les versements sur la base d'un certain type de production;
- les subventions liées à l'apport national en faveur de producteurs nationaux sont autorisées au titre de l'*Accord sur l'agriculture*, et peuvent être maintenues indépendamment des autres dispositions;
- les garanties de crédit à l'exportation qui fonctionnent comme des subventions à l'exportation sont soumises à l'*Accord sur l'agriculture*.

48. Merci de votre attention. Nous sommes bien entendu disposés à répondre à vos questions, ici ou par écrit.

ANNEXE C-11

DÉCLARATION ORALE DE L'INDE

Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial,

Je vous remercie de l'occasion qui m'est donnée de présenter les vues de l'Inde à cette séance tenue avec les tierces parties. L'Inde a quelques brèves observations à formuler sur les questions soulevées dans le différend.

1. Le Brésil a contesté le programme de subventions des États-Unis pour le coton. Les principaux systèmes contestés sont les suivants:

i) versements à l'exportation au titre du programme Step 2;
ii) programmes de garantie du crédit à l'exportation; et
iii) subventions à l'exportation au titre de la Loi sur les revenus extraterritoriaux (ETI).

2. Ces systèmes ne sont pas conformes aux dispositions de la Partie V de l'Accord sur l'agriculture et ne bénéficient donc d'aucune protection conférée par la "clause de paix" contre les allégations au titre de l'Accord SMC. Ils constituent aussi une violation de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord sur les subventions.

3. Le système des versements à l'exportation au titre du programme Step 2 constitue une subvention à l'exportation au sens de l'Accord sur l'agriculture. Il constitue également une violation de l'Accord sur les subventions car

i) il comporte des dons au sens de l'Accord SMC, parce que le gouvernement des États-Unis verse de l'argent aux exportateurs américains;

ii) ces dons se traduisent par des transferts directs de ressources économiques pour lesquels le gouvernement des États-Unis ne reçoit aucune contrepartie;

iii) le système confère un avantage au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC parce que les versements constituent de l'"argent libre" pour lequel les exportateurs ne contractent pas d'obligations correspondantes et sont donc effectués moyennant une "contrepartie non totale"; et

iv) le système est également subordonné à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC parce que les exportateurs ne sont admis à bénéficier des versements que s'ils fournissent des éléments de preuve indiquant qu'ils ont exporté une certaine quantité de coton upland des États-Unis.

4. Les trois programmes de garantie du crédit à l'exportation (GSM 102, GSM 103 et SCGP) sont des subventions à l'exportation au sens de l'Accord sur l'agriculture car

i) ils comportent des "taux de primes qui sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes" conformément au point j) de la liste exemplative de subventions à l'exportation de l'Accord SMC;

ii) ils ont trait à des contributions financières qui confèrent des "avantages" et sont subordonnées aux résultats à l'exportation au sens des articles 1.1 et 3.1 a) de l'Accord sur les subventions. Les États-Unis eux-mêmes les traitent comme des subventions dans leur budget.

5. La Loi ETI prévoit des subventions à l'exportation au sens de l'article 10:1 de l'Accord sur l'agriculture. Elle menace de contourner les engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation en accordant une subvention à l'exportation pour le coton upland alors que les États-Unis n'ont pris aucun engagement de réduction des subventions à l'exportation en ce qui concerne le coton upland, en violation des articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture.

6. Les dons constitués par les versements intérieurs au titre du programme Step 2 sont des transferts directs de fonds et représentent une contribution financière des pouvoirs publics au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord sur les subventions. Ils confèrent également un "avantage" au sens de l'article 1.1 h) de l'Accord sur les subventions parce que l'utilisateur national du coton upland des États-Unis reçoit la contribution financière à des conditions plus favorables que celles qui sont offertes sur le marché. De plus, ces versements sont subordonnés à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

M. le Président, MM. les membres du Groupe spécial,

7. Le Brésil a présenté les arguments juridiques concernant les raisons pour lesquelles rien ne permet aux États-Unis d'invoquer un moyen de défense au titre de la "clause de paix" contre les allégations du Brésil sur les subventions pouvant donner lieu à une action/prohibées accordées par les États-Unis.

8. Selon le Brésil, la "clause de paix" de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture a le caractère d'un moyen de défense affirmatif. Les États-Unis ont indiqué qu'ils recourraient en l'espèce à un moyen de défense au titre de la "clause de paix". Cela signifie que c'est à eux qu'il incombera de prouver que leur soutien interne et leurs subventions à l'exportation concernant le coton upland sont accordés conformément aux prescriptions de la "clause de paix".

9. Le Brésil a fait valoir que les États-Unis ne bénéficient d'aucune protection conférée par la "clause de paix" au titre de l'article 13 c) de l'Accord sur l'agriculture car dès lors qu'ils recourent à un moyen de défense affirmatif, ils doivent démontrer que leurs subventions à l'exportation sont pleinement conformes aux dispositions de la Partie V de l'Accord sur l'agriculture. La Partie V de l'Accord sur l'agriculture comprend les articles 8 à 11. Un Membre viole les dispositions de la Partie V de l'Accord sur l'agriculture s'il accorde des subventions à l'exportation pour des produits qui n'ont donné lieu de sa part à aucun engagement de réduction des subventions à l'exportation.

10. Les questions relatives aux moyens de défense affirmatifs et à ceux qui sont conférés par la clause de paix revêtent un caractère essentiellement juridique et devraient faire l'objet d'une interprétation au titre de la Convention de Vienne sur le droit des traités et de la jurisprudence de l'OMC telle qu'elle ressort des constatations de l'Organe d'appel.

11. En ce qui concerne les subventions subordonnées aux résultats à l'exportation, les garanties de crédit à l'exportation et les primes ainsi que l'utilisation d'intrants nationaux de préférence à des intrants importés, l'Inde estime, Monsieur le Président, qu'elles entrent toutes dans la catégorie des subventions prohibées et qu'elles peuvent donner lieu à une action au titre de l'Accord SMC.

Je vous remercie de votre attention.

ANNEXE C-12

DÉCLARATION ORALE DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE

24 juillet 2003

1. Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, les vues de la Nouvelle-Zélande sur les questions soulevées dans le présent différend sont exposées dans notre communication en tant que tierce partie du 15 juillet et ne peuvent évidemment pas toutes être passées en revue compte tenu du temps dont nous disposons aujourd'hui. En conséquence, et comme vous l'avez suggéré dans vos observations liminaires, M. le Président, je me concentrerai uniquement sur certains points clés.

i) Intérêt systémique de la Nouvelle-Zélande dans le différend

2. Premièrement, comme nous l'avons souligné dans notre communication en tant que tierce partie, la Nouvelle-Zélande s'est associée au présent différend en raison de l'intérêt systémique que nous avons à assurer la préservation de l'intégrité des disciplines de l'OMC applicables au commerce des produits agricoles. En particulier, nous sommes soucieux d'assurer que les mesures qui ont des effets de distorsion sur les échanges ou mesures de la "catégorie orange" ne puissent être utilisées contrairement à la "clause de paix" d'une manière qui affecte négativement d'autres Membres.

3. Il est également important que dans les cas où les prescriptions de la "clause de paix" n'ont pas été respectées, les Membres puissent utiliser leurs droits au titre de l'*Accord SMC* et du *GATT de 1994* pour entreprendre une action en ce qui concerne des mesures de soutien interne et des subventions à l'exportation.

ii) Démonstration faite par le Brésil que les États-Unis ne peuvent pas invoquer la protection conférée par la "clause de paix" pour le soutien interne accordé pendant les campagnes de commercialisation 1999, 2000, 2001 et 2002

4. Deuxièmement, le Brésil a démontré que le niveau du soutien interne pour le coton upland accordé par les États-Unis pendant chacune des campagnes de commercialisation en question excédait bien en fait le niveau décidé pendant la campagne de commercialisation 1992 et qu'il n'y avait donc pas de protection conférée par la "clause de paix" pour ces mesures de soutien.

5. Les États-Unis font valoir que ce n'est pas le cas, au motif que la comparaison exigée par la "clause de paix" devrait se faire entre les taux de soutien "par livre" fixés par les mesures de soutien interne pertinentes et que certaines mesures de soutien interne devraient être exclues de la comparaison.

6. En ce qui concerne d'abord l'allégation des États-Unis selon laquelle la comparaison pertinente devrait se faire entre les taux de soutien "par livre", la Nouvelle-Zélande est d'avis qu'une telle interprétation serait incompatible avec l'objet et le but de l'article 13 b) ii). En fait, l'article 13 b) ii) exige une comparaison qui tienne compte de la totalité des versements aux producteurs de coton upland afin de refléter la véritable nature du soutien qui est accordé, y compris, par exemple, les dépenses budgétaires totales. C'est particulièrement le cas lorsque ces dépenses budgétaires ont augmenté à cause d'une baisse des prix sur le marché mondial. Et cette baisse des prix

est due, au moins en partie, au fait que les producteurs des États-Unis sont protégés des véritables signaux émis par les prix par les taux "par livre" garantis.

7. En outre, la Nouvelle-Zélande ne voit pas sur quelle base on s'appuierait pour exclure certaines mesures de soutien interne du calcul exigé par la "clause de paix" comme l'ont demandé les États-Unis.

8. Les versements "anticycliques" sont manifestement des mesures de soutien ne relevant pas de la "catégorie verte" conformément à l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*, puisque le montant du versement est lié aux prix courants du coton upland, en contravention directe avec le paragraphe 6 c) de l'Annexe 2.

9. La portée du soutien à mesurer au titre de l'article 13 b) ii) n'est pas non plus limitée au soutien "par produit" dans le sens proposé par les États-Unis. Il n'y a aucun élément étayant une telle interprétation ni dans le libellé ni dans l'intention de l'article 13 b) ii). [Juste pour nous éloigner un instant de la déclaration préparée, les CE nous ont rappelé ce matin l'importance de tenir compte du contexte lorsqu'on interprète les Accords de l'OMC. Nous aimerions signaler qu'il est aussi important de considérer le sens ordinaire et naturel des mots réels figurant dans les Accords. Ici, les mots utilisés sont "soutien pour un produit spécifique" – le texte ne dit pas "soutien par produit". Si les rédacteurs avaient voulu dire "soutien par produit", ils l'auraient sûrement fait. Après tout, l'expression "soutien par produit" est utilisée au moins cinq fois ailleurs dans l'*Accord sur l'agriculture*. Pour revenir maintenant au texte préparé,] même si l'interprétation suggérée par les États-Unis pouvait être étayée, les versements "anticycliques" constituent en tout état de cause un soutien par produit parce que, comme l'a démontré le Brésil, il y a un lien solide entre ces versements et la production de coton upland.

10. La Nouvelle-Zélande estime aussi qu'aucun élément ne permet d'exclure les versements au titre de contrats de flexibilité de la production ou les versements directs du calcul exigé. La possibilité qu'ont les agriculteurs d'actualiser la superficie de base utilisée pour le calcul des versements directs empêche l'inclusion de ces versements dans la "catégorie verte" qui envisage une seule période de base qui est fixe et invariable. Le fait de permettre à un Membre d'éviter cette limitation en changeant simplement les noms de ses programmes de soutien interne affaiblirait gravement la prescription selon laquelle il ne doit y avoir aucun lien entre la production et le montant du soutien.

iii) Démonstration faite par le Brésil que les États-Unis ne peuvent pas invoquer la protection conférée par la "clause de paix" en ce qui concerne les subventions à l'exportation

11. En ce qui concerne les subventions à l'exportation, la Nouvelle-Zélande pense comme le Brésil que les trois types de subventions à l'exportation appliqués au coton upland et aux autres produits par les États-Unis (le Programme Step 2 à l'exportation, le Programme de garantie du crédit à l'exportation et le Programme de remplacement des FSC) constituent une violation des articles 3:3, 8 et 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*.

12. La Nouvelle-Zélande rejette l'argument avancé par les États-Unis selon lequel les versements à l'exportation au titre du programme Step 2 ne sont pas des subventions à l'exportation parce que les versements peuvent être obtenus par les utilisateurs nationaux aussi bien que par les exportateurs de coton upland. L'Organe d'appel (dans l'affaire *États-Unis – FSC Recours à l'article 21:5*) a montré clairement que le fait que les versements pouvaient aussi être faits aux utilisateurs nationaux de coton upland n'"élimin[ait] pas" la subordination aux exportations des versements qui étaient faits aux exportateurs.

13. La Nouvelle-Zélande ne voit pas non plus sur quelle base les États-Unis se fondent pour affirmer que les programmes de garantie du crédit à l'exportation ne sont pas soumis d'une quelconque façon aux disciplines relatives aux subventions à l'exportation de l'*Accord sur l'agriculture*. En fait, l'inclusion d'une référence à ces programmes dans le contexte de l'article 10 étaye la conclusion opposée et démontre que les Membres s'inquiétaient en fait de ce que ces programmes puissent permettre de contourner les engagements de réduction des subventions à l'exportation.

14. En résumé, le Brésil a démontré que les subventions à l'exportation pour le coton upland ne bénéficiaient pas de la protection conférée par la "clause de paix" et également qu'elles étaient des subventions prohibées au sens de l'article 3.1) a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

iv) Demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis

15. Enfin, M. le Président, la Nouvelle-Zélande ne considère pas que le Groupe spécial devrait consentir à la décision préliminaire demandée par les États-Unis.

16. Premièrement, la Nouvelle-Zélande pense que les mesures qui n'ont plus effet ne sont pas hors du champ de l'examen du Groupe spécial, en particulier lorsque les programmes en question, bien que renommés, continuent en fait sous une forme légèrement différente. En outre, la nature des allégations concernant l'existence d'un préjudice grave signifie que les groupes spéciaux peuvent avoir à examiner des données ne se limitant pas à une seule année et à examiner des tendances sur un certain nombre d'années.

17. Deuxièmement, la Nouvelle-Zélande considère que les mesures de garantie du crédit à l'exportation se rapportant à des produits agricoles admissibles des États-Unis (autres que le coton upland) relèvent du mandat du Groupe spécial. En décider autrement reviendrait à permettre qu'un manque de transparence dans le fonctionnement de mesures particulières les soustraie à l'examen des Membres parties aux différends.

Conclusion

18. En conclusion, M. le Président, la Nouvelle-Zélande pense que le Brésil a démontré que la "clause de paix" n'avait pas été respectée en ce qui concerne le soutien interne et les subventions à l'exportation accordés par les États-Unis pour le coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999, 2000, 2001 et 2002, et qu'en conséquence le Brésil est en droit de formuler des allégations concernant des subventions pouvant donner lieu à une action et prohibées à l'encontre des États-Unis au titre du *GATT de 1994* et de l'*Accord SMC*. La Nouvelle-Zélande attend avec intérêt la prochaine étape de l'affaire au cours de laquelle seront examinées ces allégations.

ANNEXE C-13

COMMUNICATION ORALE DU PARAGUAY

24 juillet 2003

Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial:

1. Le Paraguay est heureux d'avoir la possibilité de participer à la présente procédure et de faire part de ses vues sur l'affaire qui fait l'objet du présent différend.

2. Le Paraguay est profondément attaché à un système commercial multilatéral juste et juge donc nécessaire de s'exprimer en qualité de tierce partie sur cette affaire parce qu'elle revêt un intérêt particulier pour son économie.

3. Le Paraguay estime que les subventions et le soutien accordés pour la production cotonnière par les États-Unis sont incompatibles avec l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, avec l'Accord sur l'agriculture et avec les règles et principes du GATT de 1994, et considère donc qu'aux fins du présent différend, il convient de prendre en compte les règles de l'OMC, qui ont été soigneusement rédigées de manière à éviter les effets de distorsion sur les échanges internationaux sans porter préjudice à des pays en développement comme le Paraguay.

4. La jurisprudence de l'OMC et l'application aux différentes affaires des principes d'interprétation du droit international indiquent que, pour soutenir un système commercial multilatéral formant un tout intégré, les règles pertinentes devraient être lues cumulativement, en tenant compte de tous les éléments concernant l'affaire.

5. En ce qui concerne l'applicabilité de l'article 13 b) ii), le Paraguay estime que les mesures de soutien interne qui sont pleinement conformes aux dispositions de l'article 6 de l'Accord, y compris les versements directs qui sont conformes aux prescriptions du paragraphe 5 dudit article, telles qu'elles apparaissent dans la Liste de chaque Membre, ainsi que le soutien interne dans les limites des niveaux *de minimis* et en conformité avec le paragraphe 2 de l'article 6, seront exemptées des actions fondée sur le paragraphe 1 de l'article XVI du GATT de 1994 ou les articles 5 et 6 de l'Accord sur les subventions, à condition que ces mesures n'accordent pas un soutien pour un produit spécifique qui excède celui qui a été décidé pendant la compagne de commercialisation 1992.

6. Cela implique qu'il n'y a pas de limitation ou de restriction à des produits spécifiques. En ce sens, nous concluons que les États-Unis ne bénéficient pas d'une protection contre les actions qui pourraient être engagées au sujet de subventions en prenant pour base les années 1999, 2001 et 2002, comme l'a dûment prouvé le Brésil.

7. Dans l'interprétation de la clause de paix, il convient de prendre en considération le préjudice grave que pourrait subir l'économie des Membres et d'évaluer la signification globale des accords pertinents pour l'affaire.

8. Quant à l'incompatibilité avec l'Accord sur l'agriculture, le programme Step 2, mis en place par les États-Unis en vue de promouvoir l'exportation et la compétitivité de leurs produits sur le marché international, est incompatible avec les articles 3:3 et 8 de cet accord.

9. L'article 3 de l'Accord sur l'agriculture porte sur l'incorporation des concessions et son paragraphe 3 dispose ce qui suit:

> *3.3 "Sous réserve des dispositions des paragraphes 2 b) et 4 de l'article 9, un Membre n'accordera pas de subventions à l'exportation énumérées au paragraphe 1 de l'article 9 pour ce qui est des produits agricoles ou groupes de produits spécifiés dans la section II de la Partie IV de sa Liste excédant les niveaux d'engagement en matière de dépenses budgétaires et de quantités qui y sont spécifiés et n'accordera pas de telles subventions pour ce qui est de tout produit agricole non spécifié dans cette section de sa Liste."*

10. Ce paragraphe permet aux Membres d'accorder les subventions énumérées à l'article 9:1 de l'Accord sur l'agriculture sous réserve du respect des engagements pris.

11. De même, l'article 8 de cet accord réglemente les engagements en matière de concurrence à l'exportation en disposant ce qui suit:

> *"Chaque Membre s'engage à ne pas octroyer de subventions à l'exportation si ce n'est en conformité avec le présent Accord et avec les engagements qui sont spécifiés dans la liste de ce Membre."*

12. Pour ces raisons et parce qu'il ne pense pas que les dispositions de l'Accord sur l'agriculture ont été respectées, le Paraguay estime que les subventions à l'exportation accordées par les États-Unis à leur branche de production de coton sont incompatibles avec les articles 3:3, 8 et 9:1 de l'Accord sur l'agriculture.

13. Les subventions à l'agriculture causent un "préjudice grave" à la branche de production nationale d'autres Membres au sens des articles 5 et 6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

14. Le paragraphe introductif de l'article 5 de cet accord (Partie III) dispose qu'aucun Membre ne devra causer, en recourant à l'une quelconque des subventions – spécifiques ne bénéficiant pas d'une exemption en vertu de l'Accord – d'effets défavorables pour les intérêts d'autres Membres, et, plus précisément, comme il est expressément indiqué aux alinéas a): causer un dommage à une branche de production nationale d'un autre Membre et c): causer un préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre.

15. L'article 6 indique expressément les cas où un "préjudice grave" au sens de l'article 5 c) est réputé exister.

16. Les subventions au secteur agricole ont des effets sur le commerce mondial en ce sens que les mesures telles que celles qui sont appliquées par les États-Unis ont des répercussions importantes dans les pays en développement comme le Paraguay.

17. Le Paraguay compte environ 5 300 000 habitants, dont plus de 500 000 exercent des activités liées à la production de coton, et si l'on tient compte des activités connexes on parvient à un total estimé à quelque 1 500 000 personnes, soit approximativement 30 pour cent de la population totale du pays.

18. Tout ralentissement du commerce provoque l'exode de la population rurale vers les zones urbaines où son sort n'est pas meilleur et où ses problèmes ne sont pas résolus, ce qui compromet encore plus la situation économique d'un pays tributaire de son agriculture.

19. Pour ce qui est des exportations, en 1991, les recettes en devises provenant des ventes de coton et de ses sous-produits ont atteint 318 912 000 dollars EU, soit environ 43 pour cent du total des exportations du pays cette année-là. Il y avait alors près de 190 000 exploitations où le coton était cultivé, sur un total de 299 259.

20. Mais en 2001 les choses ont beaucoup changé. Les recettes provenant des exportations sont tombées à 90 505 000 dollars EU, soit une diminution de 72 pour cent de la valeur des exportations. Cette année-là, le coton n'était plus cultivé que dans 90 000 exploitations agricoles, ce qui représente une réduction de 52 pour cent du nombre d'exploitations et d'emplois ainsi que du revenu des petits producteurs agricoles. Cela donne la mesure de l'appauvrissement intervenu.

21. Pour ce qui est des prix internationaux de la fibre de coton, le cours de la tonne de fibres du type paraguayen à la Bourse de New York a atteint, en 1991, 1 624 dollars EU, alors qu'en 2001, sur la même place financière, il était tombé à 934 dollars EU.

22. Au Paraguay, 60 pour cent du coton environ est produit dans des exploitations agricoles de moins de 10 hectares où il constitue la principale ou la seule source de revenu des petits producteurs agricoles et la principale source d'emploi pour la main-d'œuvre rurale du segment de la population le moins favorisé, où les capitaux et la technologie sont les plus limités, comme en témoignent les principaux indicateurs du bien-être socioéconomique.

23. Malgré son recul marqué, le coton reste une importante culture commerciale des exploitations ayant une dotation suffisante en capital et la principale – sinon la seule – des exploitations qui sont sur leur déclin.

24. Le secteur agricole est fondamental pour l'économie du Paraguay; il entre pour 90 pour cent dans les exportations, pour 35 pour cent dans l'emploi et pour 25 pour cent dans le PIB. De plus, il alimente une agro-industrie qui entre pour 11 pour cent dans le PIB et pour 10 pour cent dans l'emploi total.

M. le Président, MM. les membres du Groupe spécial:

25. L'importance du coton est si grande pour le Paraguay, sur les plans social et économique, qu'un accroissement des prix internationaux de la fibre de coton résultant de l'élimination des importantes distorsions des marchés telles que l'octroi de subventions à la production se traduira non seulement par une amélioration générale des conditions de vie des habitants du pays, en particulier dans un secteur très fragile, mais aussi par une amélioration des conditions macro-économiques, de la balance des paiements, des réserves monétaires, etc., ce qui, en accroissant la solvabilité du Paraguay, lui permettra de se conformer à ses engagements financiers internationaux.

26. Pour ces raisons et parce qu'il ne pense pas que les dispositions de l'Accord sur l'agriculture ont été respectées, le Paraguay estime que les subventions à l'exportation accordées par les États-Unis à leur branche de production du coton sont incompatibles avec les articles 3:3, 8 et 9:1 de l'Accord sur l'agriculture.

27. Compte tenu de ce qui précède, le Paraguay considère que les mesures adoptées par les États-Unis causent un préjudice grave aux échanges mondiaux et l'affectent en particulier, et qu'il faut donc prendre les dispositions nécessaires pour éliminer les effets négatifs et défendre l'équilibre du commerce mondial.

28. Enfin, le Paraguay a l'honneur de demander au Groupe spécial de conclure que la mesure appliquée par les États-Unis d'Amérique est incompatible avec les obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC en vertu des diverses dispositions de l'Accord sur l'agriculture, du GATT de 1994 et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

ANNEXE C-14

DÉCLARATION ORALE DU TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU EN TANT QUE TIERCE PARTIE SUR L'AFFAIRE DES SUBVENTIONS DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT LE COTON UPLAND

Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu est heureux d'être ici en tant que tierce partie à la présente affaire. Nous avons un intérêt systémique dans la question particulière de la charge de la preuve requise par l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture, et voudrions axer nos observations sur cette question. Nous avons déjà présenté nos vues par écrit en conséquence.

La charge de la preuve (la "clause de paix")

Dans le cas d'espèce, le Brésil affirme dans sa première communication écrite que l'article 13 présente le caractère d'un "moyen de défense affirmatif" ou d'une "exception" et "n'est pas lui-même une obligation positive" et qu'en conséquence la charge de la preuve concernant la question de savoir si les subventions sont conformes à l'article 13 incombe aux États-Unis.

Notre avis, en résumé, est qu'il ne convient pas d'associer à l'article 13 l'étiquette d'un "moyen de défense affirmatif" ou d'une "exception". En effet, cela signifierait que l'article a un effet moindre que celui qui était initialement prévu. L'article 13 en lui-même confère des droits et impose des obligations positives aux Membres. Il n'est pas là simplement pour servir à régler la question de la charge de la preuve. Le droit qu'il confère, c'est-à-dire le droit d'être "exempté[] des actions", par exemple, n'aurait aucun sens si la charge de la preuve incombait au défendeur. Il incombe donc assurément au Brésil, en tant que plaignant, de prouver un manquement à une obligation positive en démontrant la non-conformité plutôt qu'aux États-Unis d'assumer la charge de la preuve.

Dans notre communication écrite, nous suggérons que pour arriver à une interprétation correcte de la charge de la preuve à l'article 13, il pourrait aussi être utile de comparer différents types d'exceptions, d'exemptions et de moyens de défense qui existent dans d'autres articles des Accords de l'OMC.

Nous mentionnons, par exemple, les différends résultant d'accords non visés par le Mémorandum d'accord, où il incomberait à la partie plaignante de prouver que la question faisant l'objet du différend relève de la compétence de l'ORD.

En outre, lorsqu'une question est spécifiquement exclue des procédures de règlement des différends par certaines dispositions des accords pertinents – telles que l'article 6 de l'Accord sur les ADPIC – la disposition considérée permet au Membre qui l'applique d'empêcher les procédures de règlement des différends et la charge de la preuve incombe à la partie plaignante.

Pour poursuivre la comparaison, nous nous référons à d'autres cas où des exceptions ou des exemptions sont accordées en vertu d'accords pertinents établissant des obligations spécifiques.

S'il est clair que l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture n'a pas trait dans la présente affaire à une question soumise au titre d'un accord non visé ou à une question spécifiquement exclue des procédures de règlement des différends comme à l'article 6 de l'Accord sur les ADPIC, il n'est pas non

plus caractéristique du type d'exceptions relevant d'un certain nombre d'articles du GATT. De par sa nature singulière, l'article 13 se situe selon nous à mi-chemin entre ces exemples, de sorte que les procédures à suivre pour l'application de sa disposition devraient être interprétées séparément et différemment.

Enfin, en ce qui concerne la charge de la preuve, nous faisons observer que demander au défendeur de prouver que la mesure de subventionnement en question est conforme à l'Accord sur l'agriculture neutralisera dans une certaine mesure le droit du défendeur d'invoquer les exceptions prévues par les dispositions de l'article 13, ce qui est assurément contraire à l'intention des rédacteurs.

ANNEXE D

COMMUNICATIONS PRÉSENTÉES À TITRE DE RÉFUTATION PAR LES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe D-1	Résumé analytique de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil (22 août 2003)	D-2
Annexe D-2	Résumé analytique de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis (22 août 2003)	D-14
Annexe D-3	Observations du Brésil sur la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis (27 août 2003)	D-24
Annexe D-4	Observations des États-Unis sur les nouveaux renseignements figurant dans le dossier présenté à titre de réfutation par le Brésil et réponse des États-Unis à la question additionnelle du Groupe spécial (27 août 2003)	D-49

ANNEXE D-1

COMMUNICATION PRÉSENTÉE À TITRE DE RÉFUTATION AU GROUPE SPÉCIAL PAR LE BRÉSIL AU SUJET DES ALLÉGATIONS RELATIVES ET NON RELATIVES À LA "CLAUSE DE PAIX" RÉSUMÉ ANALYTIQUE

TABLE DES MATIÈRES

Page

1. Les États-Unis ne bénéficient pas de la protection conférée par la clause de paix pour les mesures de soutien interne pour le coton upland prises pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 qui ne relèvent pas de la catégorie verte 3

1.1 Les contrats de flexibilité de la production et les versements directs ne constituent pas un soutien interne relevant de la catégorie verte 3

1.1.1 Les montants des versements PFC et des versements directs dépendent du "type" de production 3

1.1.2 Les versements directs ne relèvent pas de la catégorie verte parce que les périodes de base régissant l'admissibilité ont été actualisées dans le cadre de la Loi FSRI de 2002 4

1.2 Les versements PFC, les versements d'aide pour perte de parts de marché, les versements directs et les versements anticycliques (CCP) ainsi que les subventions au titre de l'assurance-récolte constituent un "soutien pour" le coton upland 4

1.2.1 Versements au titre de contrats de flexibilité de la production 5

1.2.2 Versements d'aide pour perte de parts de marché 6

1.2.3 Versements directs 6

1.2.5 Versements anticycliques 7

1.2.6 Versements au titre de l'assurance-récolte 8

1.3 Le soutien des États-Unis pour le coton upland a excédé pendant la campagne de commercialisation 1999-2002 le soutien décidé pendant la campagne de commercialisation 1992 8

1.4 Les contestations concernant des subventions pouvant donner lieu à une action formulées au titre des articles 5 et 6 de l'Accord SMC et de l'article XVI du GATT de 1994 ne se limitent pas à la campagne de commercialisation pendant laquelle un groupe spécial de l'OMC est établi 9

2. Les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP de garantie du crédit à l'exportation constituent des subventions à l'exportation en violation des articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture, ainsi que du point j) et de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC 10

2.1 Les garanties de crédit à l'exportation de la CCC constituent des subventions à l'exportation au sens des articles 1 et 3.1 a) de l'Accord SMC 10

2.2 Les programmes de garanties de crédit à l'exportation de la CCC constituent des subventions à l'exportation au sens du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation 11

2.3 Les programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC menacent de contourner les engagements de réduction des subventions à l'exportation des États-Unis 12

2.4 Les programmes de garantie du crédit à l'exportation GSM 102, GSM 103 et SCGP constituent des subventions à l'exportation en violation du point j) et des articles 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC 12

3. Les subventions à l'exportation et intérieures au titre du programme Step2 sont des subventions prohibées en violation de l'article 3.1 a) et 3.1 b) de l'Accord SMC 13

4. Les subventions relevant de la Loi ETI constituent une violation des articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture et sont prohibées par l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC 13

1. Les États-Unis ne bénéficient pas de la protection conférée par la clause de paix pour les mesures de soutien interne pour le coton upland prises pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 qui ne relèvent pas de la catégorie verte

1.1 Les contrats de flexibilité de la production et les versements directs ne constituent pas un soutien interne relevant de la catégorie verte

1.1.1 Les montants des versements PFC et des versements directs dépendent du "type" de production

1. Les versements PFC et les versements directs ne constituent pas un soutien relevant de la catégorie verte parce que leur "montant" est dans les deux cas établi sur la base du "type" de production, ce qui est incompatible avec les prescriptions du paragraphe 6 b) de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture. Le texte pertinent du paragraphe 6 b) prohibe tout lien entre le "montant des versements" et un quelconque "type de production" d'un produit agricole. Le "montant" des versements au titre du programme PFC et du programme de versements directs *chute* lorsque des superficies de base sont utilisées pour produire des fruits, des légumes et du riz sauvage. Par conséquent, cet élément de preuve incontesté démontre que les versements PFC et les versements directs ne sont pas conformes aux critères spécifiques suivant les politiques concernant le "soutien du revenu découplé" énoncés au paragraphe 6 b) de l'Annexe 2.

2. Prohiber les versements si *certains* types de cultures sont produites tout en les autorisant si *d'autres* types de cultures sont produites constitue une violation du paragraphe 6 b) de l'Annexe 2. Contrairement à ce que font valoir les États-Unis, prescrire qu'il n'y ait aucune production, c'est-à-dire prohiber la production, ne lie pas le montant des versements au "type" de production puisque aucun "type" déterminé de production n'ouvrirait droit aux versements. La notion de "type de production"

évoquée au paragraphe 6 b) est nécessairement liée au montant du versement pour un certain "type" de produit qui est "produit" et non à une prescription relative à la production elle-même.

3. En outre, le Brésil a également présenté des éléments de preuve indiquant que les restrictions des États-Unis concernant les fruits, les légumes et le riz sauvage empêchent les producteurs ayant une superficie de base qui donne droit à des versements PFC ou à des versements directs de cultiver ces produits de substitution. Cette restriction oriente donc la production vers des "types de production" particuliers en prohibant *d'autres* "types de production" et, par conséquent, constitue une violation du paragraphe 6 b) de l'Annexe 2.

1.1.2 Les versements directs ne relèvent pas de la catégorie verte parce que les périodes de base régissant l'admissibilité ont été actualisées dans le cadre de la Loi FSRI de 2002

4. Les versements directs ne relèvent pas non plus à juste titre de la catégorie verte parce que leur montant est établi sur la base d'une "période de base" actualisée et non sur une période de base "fixe" comme le prescrit le paragraphe 6 a) et b) de l'Annexe 2. Le paragraphe 6 a) et b) prescrit une période de base fixe et donc immuable pour les mesures de soutien interne découplées ayant la même structure, la même conception et les mêmes critères d'admissibilité. Les éléments de preuve démontrent qu'il n'y a aucun changement notable des critères auxquels il faut satisfaire pour avoir droit aux versements entre le programme PFC et son successeur direct, le programme de versements directs. D'ailleurs, les versements PFC effectués en 2002 ont été déduits du montant des versements directs dus en 2002.

5. En outre, l'actualisation autorisée pour les versements directs en vertu de la Loi FSRI de 2002 a été notable – un tiers des exploitations admises à en bénéficier ont actualisé leur superficie de base relevant du programme PFC à compter de juin 2003 en vue d'*accroître* la superficie de base – et les versements – au titre du programme de versements directs. Cette actualisation crée des effets de distorsion sur la production parce qu'elle suscite des attentes d'actualisations futures et elle incitera des exploitants à accroître la production de cultures visées par les programmes remplissant les conditions requises pour bénéficier d'un soutien.

6. Les États-Unis interprètent le terme "fixe" figurant au paragraphe 6 a) et b) de l'Annexe 2 comme n'étant "fixe" que pour la durée de vie d'une mesure juridique particulière. Un Membre pourrait changer une mesure tous les ans, actualiser la "période de base" en fonction de la superficie de l'année précédente, accroître les versements courants en fonction de la superficie "antérieure" actualisée (et accrue) et donner un nom différent à cette mesure dans le cadre d'une nouvelle loi. L'interprétation des États-Unis autoriserait donc des versements complètement "couplés" à la production, simplement avec un décalage d'un an. Elle rendrait sans objet toutes disciplines qui se traduisent par l'emploi des termes "une période de base" et "fixe" au paragraphe 6 a) de l'Annexe 2. C'est contraire non seulement au sens ordinaire du terme "fixe" mais aussi à l'objet et au but du paragraphe 6 a) de l'Annexe 2 qui consistent à ne pas autoriser les Membres à accroître les versements au fil du temps d'une manière liée aux accroissements de la production au fil du temps. Le rétablissement d'un lien entre les versements et la production est également incompatible avec la "prescription fondamentale" du paragraphe 1 de l'Annexe 2.

1.2 Les versements PFC, les versements d'aide pour perte de parts de marché, les versements directs et les versements anticycliques (CCP) ainsi que les subventions au titre de l'assurance-récolte constituent un "soutien pour" le coton upland

7. L'étroit critère de spécificité "lié à la production" utilisé par les États-Unis cherche à imposer au texte de l'article 13 b) ii) une "forme" de spécificité qui ne s'y trouve pas. Il contredit également les seuls critères analogues à l'article 13 b) ii) pour le calcul des niveaux du soutien annuel – les critères de calcul de la MGS énoncés à l'Annexe 3. En outre, il contredit la définition générale des mots "en

faveur de" définissant la MGS à l'article 1 a) de l'Accord sur l'agriculture et l'expression "en général" figurant dans la même disposition. L'"élément de fond" que les États-Unis cherchent à éluder avec cette interprétation injustifiée se sont les 12,9 milliards de dollars de versements effectués pour la production de coton upland de la campagne de commercialisation 1999 à aujourd'hui.

8. En appliquant leur critère étroit de spécificité, les États-Unis font valoir que les versements PFC, les versements d'aide pour perte de parts de marché, les versements directs et les versements anticycliques ainsi que les subventions au titre de l'assurance-récolte ne constituent pas un "soutien pour" le coton upland. Le Brésil présente des éléments de preuve indiquant que ces cinq mesures de soutien interne ont toutes accordé un "soutien pour" la production de coton upland entre les campagnes de commercialisation 1999 et 2002.

1.2.1 Versements au titre de contrats de flexibilité de la production

9. Le Brésil a présenté de nombreux éléments de preuve démontrant que les versements PFC aux détenteurs d'une superficie de base de coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001 constituent un soutien pour le coton upland. La Loi FAIR de 1996 a établi une formule de versement spécifique permettant aux exploitants de coton upland qui avaient traditionnellement cultivé du coton upland de continuer à recevoir des versements après l'élimination du programme de primes de complément. La Loi FAIR de 1996 a retenu le coton upland et six autres cultures seulement pour ces versements PFC. Les bénéficiaires étaient des "producteurs" qui "partageaient le risque de produire une culture" et qui avaient cultivé un des sept produits au cours des trois années ayant immédiatement précédé la Loi FAIR de 1996 (campagnes de commercialisation 1993-1995). Seule une petite minorité des producteurs de cultures des États-Unis ont reçu des versements PFC (et d'aide pour perte de parts de marché). Le Brésil a démontré que pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001, les sept types de cultures visées par les programmes recevant des versements PFC ne représentaient en moyenne que 14,19 pour cent du revenu agricole total aux États-Unis. En outre, la superficie totale consacrée aux sept cultures ayant donné lieu à des versements PFC et à des versements d'aide pour perte de parts de marché ne représentait que 22 pour cent de la superficie totale de la terre agricole aux États-Unis. Les versements PFC n'ont donc pas été accordés aux producteurs des États-Unis *en général.*

10. Les meilleurs éléments de preuve disponibles démontrent que les producteurs de coton upland ont reçu pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001 des versements PFC (et d'aide pour perte de parts de marché). L'USDA a indiqué que 97 pour cent des producteurs de coton upland dont les exploitations représentaient 99 pour cent de la superficie de coton upland depuis les campagnes de commercialisation 1993-1995 se sont inscrits pour recevoir des versements PFC pour le coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1996-2001. La superficie de base de coton upland au titre du programme PFC (et d'aide pour perte de parts de marché) était de 16,2 millions d'acres. Pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001, la superficie moyenne plantée en coton upland était de 15,24 millions d'acres. En outre, l'USDA a indiqué que 95,7 pour cent de la superficie de base de 16,2 millions d'acres de coton upland aux États-Unis était plantée en cultures visées par le programme PFC pendant la campagne de commercialisation 2001 – soit un pourcentage plus élevé que pour l'un quelconque des six autres types de cultures visées par ce programme. Les éléments de preuve semblent donc indiquer que les producteurs de coton upland recevaient pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001 des versements PFC (et d'aide pour perte de parts de marché).

11. Le Brésil a présenté des éléments de preuve démontrant que les versements PFC ont des effets de distorsion sur la production et le commerce qui découlent de la prohibition de la culture des fruits, des légumes et du riz sauvage, ainsi que des divers "effets de richesse" résultant de l'importance de la subvention, qui s'élevait en moyenne à plus de 15 pour cent de la valeur marchande du coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001. Ces effets fournissent d'autres éléments de

preuve confirmant que les versements PFC (et d'aide pour perte de parts de marché), sélectifs, ciblés, constituent un soutien pour le coton upland.

1.2.2 Versements d'aide pour perte de parts de marché

12. Les éléments de preuve fournis par le Brésil en ce qui concerne les versements PFC sont également pertinents pour les versements d'aide pour perte de parts de marché parce que ces derniers n'ont été effectués qu'au profit d'exploitants sous contrat PFC pour les sept cultures PFC, plus les fèves de soja. Les producteurs ayant produit du coton upland antérieurement (pendant les campagnes de commercialisation 1993-1995) ont donc reçu pendant les campagnes de commercialisation 1998-2001 des versements d'aide pour perte de parts de marché "spécifiques au coton upland". Même avec l'ajout des fèves de soja, ces huit cultures ne représentaient en moyenne que 20,75 pour cent du montant total du revenu agricole des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001. La superficie de base des cultures PFC et de fèves de soja ne représentait pendant la campagne de commercialisation 2001 que 29 pour cent du total des terres agricoles des États-Unis. De même que les versements PFC, les versements d'aide pour perte de parts de marché n'ont pas été effectués au profit des producteurs agricoles *en général* mais seulement au profit d'un groupe déterminé de producteurs des États-Unis.

13. Les éléments de preuve présentés par le Brésil indiquent que les producteurs qui détiennent une superficie de base relevant des programmes de versements PFC/d'aide pour perte de parts de marché étaient certes juridiquement "libres de cultiver" différents végétaux mais qu'ils seraient financièrement pénalisés s'ils produisaient du coton upland *sauf* s'ils en produisaient sur une superficie de base de *coton upland*, *maïs* ou *riz*. Les éléments de preuve montrent qu'il était impossible dans la pratique de cultiver du coton upland sans un type ou quelconque versement PFC ou d'aide pour perte de parts de marché pendant la campagne de commercialisation 2001. Ils confirment les déclarations du NCC et étayent la conclusion selon laquelle pour tout coton upland produit pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001 – compte tenu des réalités et des impératifs de viabilité économiques – des versements PFC et d'aide pour perte de parts de marché étaient nécessaires et avaient été reçus afin de faire face au coût élevé de la production.

14. D'autres éléments de preuve indiquant que les versements d'aide pour perte de parts de marché constituent un soutien pour le coton upland découlent du fait que les États-Unis ont notifié ces subventions comme un soutien de la catégorie orange ayant des effets de distorsion sur le commerce et la production. Les éléments de preuve démontrent que les versements ciblés d'aide pour perte de parts de marché déclenchés par la baisse des prix du marché ont encore plus d'effets de distorsion sur le commerce et la production que les versements PFC. En outre, comme pour les versements PFC, il y a eu des distorsions de la production et du commerce en raison de la prohibition ou des restrictions dont ces versements ont fait l'objet dès lors que des fruits, des légumes, ou du riz sauvage étaient cultivés. Les effets de distorsion sur la production et le commerce du coton upland sont également confirmés par le fait que les versements d'aide pour perte de parts de marché représentaient en moyenne 17,87 pour cent de la valeur marchande du coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001. Par conséquent, même si les producteurs de coton upland n'étaient pas *obligés* de produire du coton upland pour recevoir des versements d'aide pour perte de parts de marché, les renseignements démontrent qu'ils ont continué à produire du coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001 et à bénéficier des subventions de 17,87 pour cent représentées par ces versements.

1.2.3 Versements directs

15. Les versements directs sont un soutien ciblé à des "producteurs" exploitant entre autres choses une superficie de base de coton upland. Les producteurs de coton upland admissibles qui ont cultivé du coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1998-2001 (ou pendant les campagnes

de commercialisation 1993-1995) – ainsi que les producteurs admissibles de neuf autres cultures seulement – constituent un groupe déterminé, dont les cultures représentaient uniquement 23,49 pour cent des recettes agricoles totales et 30 pour cent de la superficie agricole totale aux États-Unis. Les versements directs ne peuvent donc *pas* être obtenus par la grande majorité des producteurs de produits agricoles des États-Unis, autrement dit, ils ne sont pas accordés aux producteurs de produits agricoles des États-Unis *en général*.

16. Les États-Unis font valoir que les versements directs et les versements CCP ne constituent pas un "soutien pour le coton upland" parce qu'il n'y a aucune *prescription juridique* au titre de la Loi FSRI de 2002 imposant aux détenteurs d'une superficie de base de coton upland de cultiver du coton upland. Toutefois, le Brésil a démontré que la *flexibilité juridique théorique en matière de plantation* prévue par la Loi FSRI de 2002 ne correspondait pas à la réalité *économique* de la culture de produits à coût élevé comme le coton upland. Les exploitants qui ont effectivement cultivé du coton upland sur les 14,2 millions d'acres pendant la campagne de commercialisation 2002 n'auraient pu couvrir leurs frais qu'en recevant des versements directs et des versements anticycliques pour du *coton upland*, du *riz* ou des *cacahuètes*. Ces éléments de preuve confirment nettement ce que les fonctionnaires du NCC ont indiqué à maintes reprises, à savoir que leurs membres ont besoin d'un soutien sous forme de versements directs et de versements anticycliques, comptent sur ces versements et les *reçoivent*. Et ces éléments de preuve réfutent l'argument des États-Unis selon lequel la flexibilité *juridique* de pratiquer d'autres cultures – ou de ne rien produire du tout – est l'unique fait pertinent justifiant une constatation selon laquelle les versements directs et les versements CCP n'ont pas apporté un soutien pour le coton upland pendant la campagne de commercialisation 2002.

17. D'autres éléments de preuve indiquant que les versements directs constituent un soutien pour le coton upland sont tirés des effets sur la production de coton upland causés par l'actualisation de la superficie de base intervenue entre le programme PFC et le programme de versements directs. Le Brésil a présenté des éléments de preuve indiquant que cette actualisation rétablit un lien entre la production et les versements directs (et anticycliques). Des effets sur la production sont également causés par l'affectation des versements aux cultures autres que les fruits, les légumes et le riz sauvage. En outre, l'importance de la subvention (plus de 15 pour cent de la valeur marchande courante du coton upland) contribue également à la création de richesse qui a des effets sur la production. Ces effets démontrent que les versements directs (et les versements CCP) ne sont pas déliés de la production – contrairement à ce qu'ont fait valoir les États-Unis – et étayent une conclusion selon laquelle ils constituent un soutien pour le coton upland.

1.2.5 Versements anticycliques

18. Les États-Unis font valoir que les producteurs qui reçoivent des versements CCP n'étant pas obligés de produire du coton upland pour les recevoir, ces versements ne peuvent, en droit, être considérés comme un soutien pour le coton upland au sens de l'article 13 b) ii). Néanmoins, les éléments de preuve communiqués par le Brésil démontrent que les fonds CCP versés pendant la campagne de commercialisation 2002 aux producteurs "antérieurs" de coton upland (c'est-à-dire ayant produit du coton upland pendant les campagnes 1998-2001 ou 1993-1995) le sont à une infime minorité de producteurs de produits agricoles des États-Unis et non aux producteurs de produits agricoles des États-Unis "en général". En outre, les éléments de preuve étayent la conclusion selon laquelle les bénéficiaires de ces versements pendant la campagne de commercialisation 2002 en avaient besoin pour continuer à produire du coton upland. Les versements constituent un "soutien pour le coton upland".

19. De plus, les versements CCP créent, par rapport aux versements d'aide pour perte de parts de marché, des effets additionnels sur la production dus à l'"actualisation de la base" autorisée aussi bien pour les rendements de base que pour la superficie de base par la Loi FSRI de 2002. Par ailleurs, les prohibitions ou restrictions applicables aux fruits, aux légumes et au riz sauvage orientent la

production vers le coton upland. Ces éléments de preuve, considérés ensemble, étayent la conclusion selon laquelle les versements CCP constituent un "soutien pour le coton upland".

1.2.6 Versements au titre de l'assurance-récolte

20. Le Brésil a démontré que les exploitants de coton upland bénéficiaient de polices d'assurance-récolte spécialisées et spécifiques accordées en vertu de la Loi de 2000 sur la protection des risques agricoles. La bonification des primes est directement liée à la superficie plantée en coton upland par les exploitants. Le taux de participation, la part des polices à des niveaux de rachat plus élevés et le rapport sinistres-primes de l'assurance-récolte sont également plus élevés pour le coton upland que pour d'autres cultures. Cela est confirmé par les économistes de l'USDA lui-même, qui ont constaté que les subventions au titre de l'assurance-récolte causaient des effets bien plus importants sur la production et les exportations pour le coton upland que pour d'autres cultures. En bref, les subventions au titre de l'assurance-récolte qui sont directement liées à la production de coton upland constituent un "soutien pour un produit spécifique" aux fins de l'article 13 b) ii).

1.3 Le soutien des États-Unis pour le coton upland a excédé pendant la campagne de commercialisation 1999-2002 le soutien décidé pendant la campagne de commercialisation 1992

21. Les États-Unis ont formulé un certain nombre d'arguments *a posteriori* au sujet d'une supposée décision sur le "taux de soutien" qu'ils allèguent avoir prise pendant la campagne de commercialisation 1992. Dans le SAA, ils ont indiqué que les Membres bénéficieraient de la protection conférée par la clause de paix contre les contestations concernant les effets défavorables et le préjudice grave formulées dans le cadre de l'OMC "*sauf si la MGS pour le produit particulier* excède le niveau décidé pendant la campagne de commercialisation 1992". Le membre de phrase "MGS pour le produit particulier" représente une reconnaissance explicite par les États-Unis du critère énoncé au paragraphe 6 de l'Annexe 3 qui dispose ce qui suit: "Pour chaque produit agricole initial, il sera établi une MGS spécifique, *exprimée en valeur monétaire totale*." La méthodologie américaine du "taux de soutien" n'est pas une expression en "valeur monétaire totale" et ne permet pas un tel calcul. Il n'existe que deux types de méthodologies qui permettraient une expression en valeur monétaire d'une décision (ou de décisions) prise(s) par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 1992 quant à leur niveau de soutien pour le coton upland: le calcul effectué "d'après les dépenses budgétaires" ou "d'après l'écart entre un prix de référence fixe et le prix administré appliqué multiplié par la quantité produite pouvant bénéficier du prix administré".

22. Le Brésil ne souscrit pas à l'affirmation des États-Unis selon laquelle ils n'ont pas "décidé" des dépenses budgétaires. La décision alléguée des États-Unis d'accorder un taux de soutien doit nécessairement s'accompagner d'une décision d'autoriser toutes dépenses budgétaires qui seraient nécessaires pour faire face à ce taux de soutien. Les États-Unis ont pris des décisions administratives spécifiques signifiant qu'ils ont décidé des taux de versement qui résultaient du "taux de soutien" et, par conséquent, qu'ils ont décidé du montant des dépenses budgétaires qu'ils y consacreraient en exerçant leur pouvoir illimité en matière de dépenses. Faire valoir *a posteriori* comme le font les États-Unis que ces décisions ne portaient pas aussi sur les dépenses est incompatible avec l'interprétation de la clause de paix qu'ils donnent dans le SAA et selon laquelle la décision de 1992 doit être exprimée en "valeur monétaire totale".

23. Le Brésil a démontré que les dépenses pour la campagne de commercialisation 1992 étaient plus faibles que pour l'une quelconque des campagnes de commercialisation 1999-2002. En vertu de cette méthodologie, les États-Unis ne sont donc pas exemptés au titre de la clause de paix pour les campagnes de commercialisation 1999-2002. Bien que le Brésil ne pense pas que le calcul de la MGS pour le coton upland selon la méthodologie prévue pour la MGS à l'Annexe 3 soit la méthodologie appropriée – compte tenu de l'absence des expressions "MGS", "par produit" et "autre que par

produit" à l'article 13 b) ii) – il a fourni des éléments de preuve indiquant que, avec cette méthodologie, le soutien des États-Unis pour le produit agricole initial qu'est le "coton upland" excédait lors de toutes les campagnes de commercialisation 1999-2002 le soutien décidé pendant la campagne de commercialisation 1992.

24. Au cas où le Groupe spécial déciderait de ne pas utiliser la méthodologie de la "valeur monétaire totale", il existe deux méthodologies de calcul du "taux de soutien": 1) les dépenses budgétaires de soutien par livre et 2) le taux de soutien du revenu garanti attendu défini dans l'analyse du professeur Sumner. Le Brésil a présenté une analyse approfondie de chacune de ces deux méthodologies, mais ne souscrit ni à l'une ni à l'autre.

25. Le Brésil a démontré que la méthodologie préférable consisterait à se fonder sur les dépenses budgétaires par livre de coton upland produit. L'approche du professeur Sumner ne devrait être retenue qu'en remplacement de la méthodologie simpliste "des 72,9 cents" utilisée par les États-Unis parce qu'elle est beaucoup plus précise que l'approche des États-Unis en ce qu'elle prend en compte les critères d'admissibilité et les limitations et coûts effectifs du programme dont les États-Unis font abstraction. En tout état de cause, le Brésil a démontré qu'avec les deux méthodologies de calcul du taux de soutien, le soutien accordé par les États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 excédait aussi le soutien décidé pendant la campagne de commercialisation 1992.

26. Toute méthodologie qui ne prend pas en compte les critères d'admissibilité et de participation effective est incompatible avec l'article 13 b) ii). Elle est également incompatible avec le contexte de l'article 13 b) ii) qui comprend les paragraphes 8 et 10 de l'Annexe 3 prescrivant que le calcul de la valeur monétaire du soutien soit effectué en tenant compte de la "*quantité produite pouvant bénéficier du prix administré*". Et elle est également incompatible avec l'objet et le but de l'Accord sur l'agriculture, qui sont – après tout – "de remédier aux restrictions et distorsions touchant les marchés agricoles mondiaux et de les prévenir".

1.4 Les contestations concernant des subventions pouvant donner lieu à une action formulées au titre des articles 5 et 6 de l'Accord SMC et de l'article XVI du GATT de 1994 ne se limitent pas à la campagne de commercialisation pendant laquelle un groupe spécial de l'OMC est établi

27. Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial ne peut prendre en compte que le soutien *courant* ne relevant pas de la catégorie verte pour déterminer s'ils bénéficient de l'exemption au titre de la clause de paix (article13 b)). Appliquant une approche stricte fondée sur la "prescription", les États-Unis font valoir que le Brésil 1) ne peut contester aucun soutien des États-Unis à l'agriculture ayant eu des effets de distorsion sur le commerce et la production pendant la campagne de commercialisation 2001 (ou 2000, ou 1999) parce qu'il n'a pas fait en sorte que le Groupe spécial soit établi pendant la campagne de commercialisation 2001 (ou 2000, ou 1999), et 2) ne peut contester *la totalité* du soutien ayant eu des effets de distorsion sur le commerce et la production pendant toute la campagne de commercialisation 2002 parce qu'il n'a pas fait en sorte que le Groupe spécial soit établi pour le 31 juillet 2003 – dernier jour de la campagne de commercialisation 2002. Ils vont jusqu'à faire valoir que le Groupe spécial peut uniquement comparer le soutien décidé pendant la campagne de commercialisation 1992 avec des données *partielles* sur la campagne de commercialisation 2002 allant jusqu'au 18 mars 2003 – date à laquelle le Groupe spécial a été établi. Selon la thèse des États-Unis, la seule date à laquelle le Groupe spécial aurait pu être établi pour assurer une comparaison avec des données complètes sur la campagne de commercialisation 2002 aurait été le 31 juillet 2003 – dernier jour de la campagne de commercialisation 2002.

28. Le Brésil a démontré que les États-Unis avaient élaboré une interprétation irrationnelle de l'article 13 b) ii). Il est bizarre d'interpréter cet article d'une manière qui exige des Membres qu'ils

choisissent soigneusement le "moment" où ils présenteront une demande d'établissement d'un groupe spécial pour maximiser le montant de soutien à prendre en compte pour la campagne de commercialisation "courante". Rien dans le "temps présent" utilisé à l'article 13 b) ii) n'impose un tel résultat. Le Groupe spécial doit interpréter l'article 13 b) ii) suivant son sens ordinaire et en tenant compte de son contexte. Le contexte pertinent est fourni par les articles 1 h) ii) et 6:3 de l'Accord sur l'agriculture. Le différend *Corée – Viande de bœuf* est un exemple du fait qu'un Membre peut contester des violations de la "MGS totale courante" à tout moment après la fin d'une campagne de commercialisation. La capacité de contester des violations de la MGS totale courante au cours des campagnes ultérieures laisse entendre par analogie que la non-conformité avec les prescriptions de la clause de paix amène de façon très similaire à lever aussi l'exemption au titre de la clause de paix pour les campagnes de commercialisation autres que la campagne de commercialisation courante. L'interprétation correcte de l'article 13 b) ii) permet donc de contester des subventions pouvant donner lieu à une action au titre de l'Accord SMC et de l'article XVI:1 du GATT pour toute campagne de commercialisation pendant laquelle l'exemption au titre de la clause de paix n'existe pas – que ce soit en vertu de son texte introductif (MGS totale courante) ou de la clause conditionnelle de l'article 13 b) ii).

2. Les programmes de garantie du crédit à l'exportation GSM 102, GSM 103 et SCGP constituent des subventions à l'exportation en violation des articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture, ainsi que du point j) et de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC

29. Le Brésil a démontré que les programmes de garantie du crédit à l'exportation GSM 102, GSM 103, SCGP administrés par la CCC constituaient des subventions à l'exportation au sens des articles 10:1, 1 e) et 8 de l'Accord sur l'agriculture, de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC, et du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant à l'Annexe I de l'Accord SMC. Il a également démontré que ces subventions à l'exportation contournaient, ou menaçaient de contourner, les engagements de réduction des subventions à l'exportation des États-Unis, en violation des articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture. En outre, du fait qu'ils constituent une violation de l'Accord sur l'agriculture, ces programmes ne sont pas exemptés des actions par l'article 13 c) ii) de cet accord et constituent des subventions à l'exportation prohibées au sens du point j) et des articles 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC.

30. L'article 10:2 n'exclut pas, comme l'affirment les États-Unis, les garanties de crédit à l'exportation des disciplines générales relatives aux subventions à l'exportation de l'Accord sur l'agriculture, y compris les dispositions anticontournement de l'article 10:1. L'Organe d'appel a conclu que les exemptions et les exclusions des obligations générales doivent être prévues explicitement dans le texte d'un accord. L'article 10:2 ne comporte pas de telle exclusion ou exemption explicite. En fait, l'article 10:2 annonce l'intention des Membres d'œuvrer en vue d'engager des négociations sur des disciplines spécifiques pour les crédits à l'exportation. En attendant, les disciplines générales relatives aux subventions à l'exportation qui figurent dans l'Accord sur l'agriculture s'appliquent aux crédits à l'exportation.

2.1 Les garanties de crédit à l'exportation de la CCC constituent des subventions à l'exportation au sens des articles 1 et 3.1 a) de l'Accord SMC

31. Le Brésil fait observer que les garanties de crédit à l'exportation de la CCC sont des "contributions financières" au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC. Étant donné que ces garanties sont des instruments uniques de financement des transactions relatives à des produits agricoles qui ne sont pas disponibles sur le marché commercial, et à plus forte raison à des conditions compatibles avec le marché, elles confèrent "des avantages" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC. Le Brésil présente la déclaration écrite sous serment de Marcelo Pinheiro Franco de l'Office brésilien d'assurance-crédit à l'exportation qui confirme qu'il n'y a pas de

garanties de crédit à l'exportation ou d'instruments de financement fondés sur le marché comparables pour les transactions internationales portant sur des produits agricoles qui offrent les mêmes conditions [que les programmes GSM et SCGP].

32. En outre, les États-Unis comparent les garanties de crédit à l'exportation de produits agricoles à l'assurance du crédit à l'exportation pour les produits agricoles qui, affirment-ils, peut être obtenue sur le marché commercial privé. Ils reconnaissent toutefois que la couverture de l'assurance est structurée tout à fait différemment de celle de la garantie. Par conséquent, même si les États-Unis avaient fourni des éléments prouvant le bien-fondé de leur affirmation, ils reconnaissent que le marché de l'assurance privée ne peut servir de point de repère pour déterminer si les garanties de la CCC confèrent ou non "des avantages".

33. De plus, les garanties de la CCC sont subordonnées en droit aux résultats à l'exportation et constituent donc des subventions à l'exportation prohibées au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

34. Enfin, le Brésil rappelle que les États-Unis ayant dépassé leurs niveaux d'engagement en matière de quantités, l'article 10:3 de l'Accord sur l'agriculture leur attribue la charge de prouver que leurs exportations excédentaires n'ont pas bénéficié de subventions à l'exportation, y compris de garanties de crédit à l'exportation.

2.2 Les programmes de garanties de crédit à l'exportation de la CCC constituent des subventions à l'exportation au sens du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation

35. Le Brésil a démontré que les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP constituaient aussi des subventions à l'exportation parce que les taux de primes perçus étaient insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes, au sens du point j) de la Liste exemplative. Le point j) n'impose pas au Groupe spécial de faire sienne une méthodologie ou une formule particulière pour déterminer si les programmes de la CCC couvrent, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de leur gestion ou pour décider de combien précisément ces frais et ces pertes excèdent les primes perçues. De fait, le Brésil a fourni au Groupe spécial de nombreux autres éléments, dont chacun démontre qu'à longue échéance les frais et les pertes au titre de la gestion des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP dépassent les primes perçues, y compris, entre autres choses, des données obtenues en application de la Loi fédérale sur la réforme du crédit (FCRA), la formule élaborée par le Brésil et des données des états financiers de la CCC pour 2002 faisant apparaître d'importants montants irrécouvrables relatifs aux garanties postérieures à 1991 et antérieures à 1992.

36. Les États-Unis critiquent la formule de calcul des frais de la FCRA qu'ils considèrent comme inappropriée parce que, d'après les allégations, elle repose sur des données "estimatives" et non "réelles" relatives aux frais des programmes. Il n'est pas vrai que la formule de calcul des frais de la FCRA ne correspond qu'à "une *estimation* des frais à longue échéance pour les pouvoirs publics". Une bonne partie des éléments entrant dans la formule de calcul des frais de la FCRA correspond à ce que l'expérience antérieure réelle révèle sur les emprunteurs et à des dispositions contractuelles réelles telles que les taux d'intérêts, les échéances, les commissions et les délais de grâce.

37. De plus, les résultats de la formule de calcul des frais de la FCRA sont modifiés pendant toute la durée de vie d'une cohorte, conformément au processus de "réestimation". Les résultats de ce processus démontrent que la CCC a "perdu de l'argent" pendant la période 1992-2002. Lorsque le montant total des réestimations sur toute la durée de vie de l'ensemble des cohortes de garanties versées depuis 1992 est déduit du montant total des estimations *initiales* des subventions adoptées lors de chaque exercice budgétaire de la période 1992-2002, *la perte qui en résulte atteint presque 1,75 milliard de dollars*.

38. Il résulte de la position des États-Unis concernant les "données estimatives" qu'il est impossible de déterminer si les primes relatives aux programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP ont couvert les frais et les pertes au titre de la gestion jusqu'à ce que toutes les cohortes de garanties pour une période correspondant à la "longue échéance" soient closes, de sorte que des données purement "réelles" et non plus "estimatives" partielles soient disponibles. Toutes les cohortes de garanties versées depuis le début de la réforme du crédit au niveau fédéral restant ouvertes, les États-Unis font valoir en fait qu'il est impossible que le présent Groupe spécial détermine si les programmes de garantie de la CCC satisfont aux prescriptions du point j). Le Brésil fait toutefois observer que le Congrès et le Président des États-Unis ont approuvé l'utilisation de la formule de calcul des frais de la FCRA comme moyen principal de "mesurer plus précisément les coûts des programmes fédéraux de crédit", *même dans la colonne exercice budgétaire du budget des États-Unis*, et à plus forte raison au bout de plusieurs années lorsque les cohortes ont fait l'objet de réestimations successives.

39. Pour terminer, le Brésil rappelle au Groupe spécial que les critiques des États-Unis concernant l'utilisation de données "estimatives" laissent de côté les nombreuses bases autres que la formule de la FCRA sur lesquelles le Brésil s'est appuyé pour démontrer qu'à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP dépassent les primes acquittées.

2.3 Les programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC menacent de contourner les engagements de réduction des subventions à l'exportation des États-Unis

40. Aux paragraphes 295 à 305 de sa première communication, le Brésil a démontré qu'en ce qui concerne les produits aussi bien inscrits que non inscrits sur leur Liste, les programmes de subventions à l'exportation GSM 102, GSM 103 et SCGP entraînent, ou menacent d'entraîner, un contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation des États-Unis, en violation de l'article 10:1 de l'Accord sur l'agriculture. Pour la même raison, les États-Unis violent l'article 8, qui impose à un Membre de ne pas octroyer de subventions à l'exportation si ce n'est en conformité avec l'Accord sur l'agriculture et avec les engagements inscrits sur sa Liste. La menace de contournement pour les produits inscrits sur la Liste des États-Unis est d'autant plus grande que la CCC est exemptée de la prescription de la FCRA selon laquelle de nouveaux crédits doivent être alloués par le Congrès à un programme avant que de nouveaux engagements en matière de garantie de prêts puissent être pris dans le cadre de ce programme. Les programmes impératifs comme les programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC doivent être mis à la disposition de tous les emprunteurs admissibles, sans tenir compte des plafonds budgétaires. En un sens, et c'est important, cela ressemble au régime des FSC des États-Unis qui, a constaté l'Organe d'appel, est disponible sans limite. L'Organe d'appel a estimé que le caractère illimité du régime représentait une grave menace, au titre de l'article 10:1, de dépassement par les États-Unis du niveau de leurs engagements de réduction des subventions à l'exportation de produits agricoles.

2.4 Les programmes de garantie du crédit à l'exportation GSM 102, GSM 103 et SCGP constituent des subventions à l'exportation en violation du point j) et des articles 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC

41. Étant donné que les programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC constituent une violation des articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture, les États-Unis ne sont pas admis à bénéficier de l'exemption au titre de la "clause de paix". Par conséquent, les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP constituent des subventions à l'exportation prohibées, en violation du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation et de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

3. Les subventions à l'exportation et intérieures au titre du programme Step 2 sont des subventions prohibées en violation de l'article 3.1 a) et 3.1 b) de l'Accord SMC

42. Les États-Unis affirment que tout leur coton upland donne droit à des versements au titre du programme Step 2 et que cela élimine la subordination à l'exportation et à l'apport local. Le Brésil réfute aussi bien en droit qu'en fait cette affirmation. Les aides à l'exportation au titre du programme Step 2 ne sont pas simplement, comme les États-Unis le font valoir maintenant, des versements au titre du soutien interne en faveur de leurs producteurs de coton upland. Le Brésil souligne à nouveau que les décisions de l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – FSC* et *Canada – Aéronefs* constituent une jurisprudence pertinente et s'appliquent aux faits caractérisant les deux situations définies dans les règlements relatifs à l'article 1207 a) de la Loi FSRI de 2002. Par conséquent, même si toute la production des États-Unis depuis 1990, voire pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, a fait l'objet de versements au titre du programme Step 2 – ce que les États-Unis n'ont pas étayé par des données – cela n'éliminerait pas les subordinations à l'exportation et à l'apport local imposées par ces règlements qui constituent une violation de l'article 3.1 a) et b) de l'Accord SMC.

43. Les subventions intérieures au titre du programme Step 2 des États-Unis sont des subventions liées à l'apport local prohibées, en violation de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. L'Accord sur l'agriculture ne prévoit pas de dérogation explicite à l'article 3.1 b). Les États-Unis font valoir qu'il existe un conflit intrinsèque entre le paragraphe 7 de l'Annexe 3 et l'article 6:3 de l'Accord sur l'agriculture, d'une part, et l'article 3.1 b) de l'Accord SMC parce qu'à leur avis, il ne peut y avoir de versements à des transformateurs de produits agricoles inclus dans la MGS qui ne constituent *pas* une violation de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. Le Brésil démontre que cela n'est pas vrai et qu'il existe des subventions aux transformateurs de produits agricoles qui ne constituent pas une violation de l'article 3.1 b) et il en donne plusieurs exemples.

44. Enfin, le Brésil relève l'argument des CE selon lequel l'application de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC "conduirait à appliquer aux subventions intérieures des disciplines plus strictes que celles qui sont applicables aux produits industriels". Les subventions liées à l'apport local – qu'il s'agisse de produits agricoles ou industriels – sont prohibées par l'article 3.1 b). En tant que subventions "prohibées", elles sont soumises à la discipline ultime – elles ne peuvent exister légalement. Les deux ensembles de disciplines pour les produits agricoles et pour les produits industriels ont l'un et l'autre été négociés pendant le Cycle d'Uruguay. Les règles qui en résultent doivent être interprétées conformément aux règles coutumières d'interprétation des traités telles qu'elles figurent dans la *Convention de Vienne*. Il découle de cette interprétation que les subventions à l'agriculture liées à l'apport local sont prohibées. La question de savoir si les disciplines qui en résultent sont plus ou moins strictes que celles qui seraient applicables aux subventions à l'industrie n'est pas une considération pertinente pour l'interprétation des disciplines.

4. Les subventions relevant de la Loi ETI constituent une violation des articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture et sont prohibées par l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC

45. Le Brésil a établi *prima facie* le bien-fondé de ses allégations à l'encontre de la Loi ETI. Il conteste exactement la même mesure sur la base des mêmes allégations soutenues par les CE que celle qui a été considérée par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - FSC (21:5)* comme constituant une violation de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord SMC. La seule différence est que le Brésil limite ses allégations aux subventions relevant de la Loi ETI en faveur de l'exportation de coton upland uniquement.

ANNEXE D-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION PRÉSENTÉE À TITRE DE RÉFUTATION PAR LES ÉTATS-UNIS

Introduction et aperçu

1. La comparaison prévue par la clause conditionnelle de la clause de paix de l'article 13 b) ii) doit être faite en ce qui concerne le soutien tel qu'il a été "décidé" par les mesures. Dans le cas des mesures contestées des États-Unis, le soutien a été décidé sous forme d'un taux et non d'un montant de dépenses budgétaires. Le taux de soutien décidé pendant la campagne de commercialisation 1992 était de ***72,9 cents*** par livre de coton upland, le taux de soutien accordé pour les récoltes de 1999-2001 n'était que de ***51,92 cents*** par livre et le taux de soutien que les mesures accordent pour la récolte de 2002 n'est que de ***52 cents*** par livre. Ainsi, les mesures des États-Unis n'ont été contraires à la clause de paix lors d'aucune campagne de commercialisation entre 1999 et 2002.[1]

2. Le Brésil a allégué que les "décisions" additionnelles prises par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 1992 d'imposer un programme de réduction de la superficie de 10 pour cent et une "superficie à régime flexible normale" de 15 pour cent ont ramené le niveau du soutien en dessous de 72,9 cents par livre. Toutefois, c'est le taux de 72,9 cents par livre qui correspond le plus exactement au revenu assuré par les États-Unis aux producteurs de coton upland. Même si l'on part de l'hypothèse irréaliste selon laquelle ces éléments de programme ont réduit le niveau du soutien de 10 et de 15 pour cent, respectivement (soit l'effet théorique maximal que ces éléments de programme auraient pu avoir), le taux de soutien de 1992 serait encore de ***67,625*** cents par livre, bien au-dessus des niveaux des campagnes de commercialisation 1999-2001 et 2002.

3. Bien qu'une telle comparaison ne soit pas conforme au texte, le résultat de la comparaison au titre de la clause de paix n'est pas différent si l'on compare le soutien au moyen d'un calcul de la mesure globale du soutien. En appliquant la méthodologie de l'écart de prix (telle qu'elle est prévue à l'Annexe 3 de l'Accord sur l'agriculture) aux primes de complément et aux versements au titre de prêts à la commercialisation fondés sur les prix des États-Unis, la mesure globale du soutien pour le coton upland (en millions de dollars EU) pour ces campagnes s'établit à 1 079 pour celle de 1992, 717 pour celle de 1999, 484 pour celle de 2000, 264 pour celle de 2001 et 205 pour celle de 2002. Là encore,

[1] Le Brésil a affirmé que l'approche des États-Unis n'offrait aucun moyen de prendre en compte les versements au titre du programme Step 2. La possibilité d'obtenir ces versements étant subordonnée à certaines conditions de prix existant pendant la campagne de commercialisation, le niveau du soutien décidé doit être fonction des paramètres des versements. Ces paramètres sont restés identiques pour le programme Step 2, à l'exception de la suspension, jusqu'à 2006, du seuil de différence de prix de 1,25 cent et de la possibilité d'obtenir des versements à des prix du marché légèrement supérieurs. Toutefois, le programme Step 2 ne représentant qu'un autre moyen d'accorder un soutien (par l'intermédiaire des transformateurs et non directement aux producteurs), ces ajustements mineurs n'altèrent pas le revenu qu'assure aux producteurs le taux de prêt à la commercialisation de 52 cents par livre. En outre, ces ajustements mineurs ne peuvent pas compenser la différence de plus de 20 cents par livre du soutien par produit entre les campagnes de commercialisation 1992 et 1999-2002. De même, et sans préjuger de la question de savoir si ces mesures relèvent du mandat du Groupe spécial, nous faisons observer que les versements pour les graines de coton se sont situés en valeur, en 1999, 2000 et 2002, entre 0,6 et 2,3 cents par livre (compte tenu des dépenses par quantité produite); ils n'affectent donc pas de manière importante la comparaison entre la campagne de commercialisation 1992 et toute autre campagne.

les mesures des États-Unis n'ont été contraires à la clause de paix pendant aucune campagne de commercialisation de 1999 à 2002.

4. Enfin, l'analyse présentée par l'expert du Brésil à la première réunion du Groupe spécial étaye en fait la position des États-Unis et non celle du Brésil. Éliminant le soutien autre que par produit que le Brésil essaie à tort de faire passer pour un soutien pour le coton upland, le propre expert du Brésil calcule le soutien total par unité comme s'élevant (en cents par livre) à 60,05 pour la campagne de commercialisation 1992, 53,79 pour celle de 1999, 55,09 pour celle de 2000, 52,82 pour celle de 2001 et 56,32 pour celle de 2002. Là encore, les mesures des États-Unis n'ont été contraires à la clause de paix pendant aucune campagne de commercialisation de 1999 à 2002.

5. Par conséquent, qu'il soit évalué au moyen du taux de soutien décidé par les mesures des États-Unis (ajusté ou non pour tenir compte du programme de réduction de la superficie et de la superficie cultivée variable normale) *ou* au moyen de la MGS pour le coton upland (calculée selon une méthodologie fondée sur l'écart de prix), *ou* au moyen des calculs de l'expert du Brésil (limités au soutien par produit), le résultat est exactement le même: les mesures des États-Unis n'ont été contraires à la clause de paix pendant aucune campagne de commercialisation de 1999 à 2002.

Les mesures des États-Unis relevant de la catégorie verte sont "exemptées des actions" conformément à l'article 13 a) ii)

6. Une mesure sera réputée satisfaire à la "prescription fondamentale" de la première phrase de l'Annexe 2 si elle est conforme aux critères de base énoncés dans la deuxième phrase plus tout critère spécifique applicable suivant les politiques. Comme le laisse entendre l'emploi du mot "fundamental" ("from wich others are derived" (fondamentale – "dont d'autres découlent") et la structure de l'Annexe 2 (consistant à commencer la deuxième phrase avec les mots "en conséquence", la conformité avec "requirement" ("something called for or demanded") (prescription – "quelque chose qui est imposé ou exigé") de la première phrase sera démontrée en se conformant aux critères de base énoncés dans la deuxième phrase, plus les critères spécifiques applicables suivant les politiques énoncées aux paragraphes 6 à 13.

7. ***Versements directs*:** Le droit à bénéficier de versements directs au titre de la Loi de 2002 est fondé sur des critères au cours d'une "période de base définie et fixe" (paragraphe 6 a)) dans le sens ordinaire de ces termes: une période de base qui est "définie" (stipulée dans la Loi de 2002) et "stationary or unchanging in a relative position" – "stationnaire ou invariable dans une position relative" (ne varie pas dans une position relative pendant les six années de validité de la Loi de 2002).

8. Le paragraphe 6a) établit que le droit à bénéficier de versements au titre d'une mesure de soutien du revenu découplé sera déterminé d'après des critères clairement définis au cours "d'*une* période de base définie et fixe", et non de "*la* période de base" (comme au paragraphe 9 de l'Annexe 3, qui est définie dans ce même paragraphe comme les "années 1986 à 1988"). L'interprétation que le Brésil donne de l'expression "une période de base définie et fixe" introduirait dans ce texte le terme "invariable" que le Brésil a proposé lors des négociations en cours à l'OMC mais qui ne figure pas actuellement dans l'Accord.

9. L'Annexe 2, d'après ses termes, énonce la prescription fondamentale et les critères de base ainsi que (s'ils sont applicables) les critères spécifiques suivant les politiques auxquels les "*mesures de soutien interne*" relevant de la catégorie verte doivent se conformer. De même, d'autres dispositions de l'Accord établissent que les critères énoncés à l'Annexe 2 s'appliquent aux "mesures de soutien interne". Pour une mesure donnée de soutien du revenu découplé, le droit à bénéficier de versements doit donc être déterminé d'après des critères "au cours d'une période de base définie et fixe".

10. Le Brésil fait valoir qu'une *nouvelle* mesure de soutien du revenu découplé doit être fondée sur la même période de base qu'une mesure antérieure si la nouvelle mesure "est essentiellement la même" ou "[s]i la structure, la conception et les critères d'admissibilité n'ont pas sensiblement changé". Il n'y a dans l'Annexe 2 ou dans l'Accord sur l'agriculture aucune disposition qui étaye l'approche du Brésil. La question de savoir si deux mesures de soutien du revenu découplé sont "essentiellement les mêmes" est donc dénuée de pertinence.

11. Le Brésil interprète le paragraphe 6 b) comme imposant à un Membre de faire en sorte qu'un soutien puisse être obtenu pour *tout* type de production; un Membre ne pourrait pas empêcher un bénéficiaire de produire certaines cultures.[2] Bien que les versements directs soient réduits si certaines cultures sont produites, un bénéficiaire n'a pas besoin de produire un quelconque "type de" culture en particulier pour recevoir le versement intégral auquel une exploitation donne droit, il suffit qu'il s'abstienne de produire le fruit ou le légume interdit. Ainsi, ce n'est pas un quelconque "type ... de la production ... réalisée par le producteur" qui entraîne le versement direct intégral mais plutôt la production *non* réalisée par le producteur – autrement dit la *cessation* d'une certaine production.

12. ***Versements au titre de contrat de flexibilité de la production*:** Les versements au titre de contrats de flexibilité de la production (qui ont maintenant pris fin) ont été effectués pour une superficie qui était consacrée dans le passé à la production agricole, y compris une superficie antérieurement consacrée à la production de coton upland. Mais ces versements étaient effectués indépendamment de la question de savoir si du coton upland était produit sur cette superficie ou si quoi que ce soit y était produit. Comme pour les versements directs, étant donné que les versements au titre de contrats de flexibilité de la production étaient découplés de la production, ils étaient conformes aux cinq critères spécifiques suivant les politiques énoncés au paragraphe 6 pour les mesures de soutien du revenu découplé.

13. Le Brésil n'a pas établi *prima facie* que les mesures des États-Unis relevant de la catégorie verte ne satisfaisaient pas à la prescription fondamentale de l'Annexe 2.[3] En fait, la présentation d'"éléments de preuve" par le Brésil consiste simplement à citer sélectivement et à mettre en exergue des passages conceptuels et théoriques d'ouvrages économiques. *Aucun des documents qu'il cite ne conclut que ces versements en particulier, ou les mesures de soutien du revenu découplé en général, ont plus que des "effets de distorsion sur les échanges ou ... effets sur la production ... minimes"*.

14. L'Accord sur l'agriculture ne définit pas un seuil quantitatif indiquant quel degré d'effets sera réputé constituer des "effets de distorsion sur les échanges ou ... effets sur la production ... minimes". Toutefois, étant donné qu'*aucune étude n'a constaté que ces versements avaient sur la production des effets de plus de 1 pour cent*, il semblerait que les versements directs n'ont et que les versements au titre de contrats de flexibilité de la production n'avaient pas plus que des "effets de distorsion sur les échanges ou ... effets sur la production ... minimes". Non seulement le Brésil n'a pas établi d'éléments

[2] L'interprétation du Brésil imposerait aussi apparemment à un Membre d'effectuer des versements même si la production du bénéficiaire était illicite – par exemple, la production de plantes narcotiques telles que le pavot ou la production de variétés biotechnologiques non homologuées ou une production préjudiciable à l'environnement (par exemple planter dans des forêts pluviales ou des zones humides converties) – parce que, selon l'approche du Brésil, en réduisant ou éliminant les versements pour l'une quelconque de ces activités de production, une mesure de soutien du revenu découplé pourrait être interprétée comme établissant le montant du versement sur la base ou en fonction du "type" de la production réalisée.

[3] Si, comme le Brésil l'a fait valoir, la première phrase est "fondamentale" et a des effets indépendants, il y a lieu de penser que si une mesure satisfait à cette "prescription fondamentale", elle sera réputée relever de la catégorie verte, indépendamment de la question de savoir si elle est conforme aux critères subsidiaires, aussi bien de base que spécifiques suivant les politiques. Par conséquent, d'après l'interprétation du Brésil, si une mesure n'est pas conforme aux critères de l'Annexe 2, elle pourrait cependant satisfaire à la "prescription fondamentale", et ce serait à la partie plaignante qu'il incomberait de démontrer l'incompatibilité de la mesure en question avec cette disposition.

prima facie à l'appui de son argumentation, mais les États-Unis ont montré d'une manière affirmative que ces versements satisfaisaient à la prescription fondamentale de la première phrase de l'Annexe 2.

Les mesures de soutien interne des États-Unis ne relevant pas de la catégorie verte ne sont pas contraires à l'article 13 b) ii)

15. **Clause conditionnelle de la clause de paix – Le soutien a été "décidé" pendant la campagne de commercialisation 1992 au moyen d'un taux et non d'une dépense budgétaire:** La clause conditionnelle de la clause de paix prescrit une comparaison avec le soutien par produit "décidé" pendant la campagne de commercialisation 1992. Un Membre ne peut "décider" des prix du marché mondial de la production effective ou de tout autre élément sur lequel les pouvoirs publics n'ont aucune prise. Pourtant, le Brésil interprète la clause de paix comme si les Membres étaient omnipotents et pouvaient "décider" de chaque facteur qui influe sur le soutien.

16. Le Brésil énumère neuf "décisions [différentes] prises par les États-Unis en ce qui concerne les programmes de soutien pour le coton upland pendant la campagne de commercialisation 1992". Au moins trois de ces "décisions" se rapportent au taux de soutien et *il n'y en a pas une seule qui se rapporte aux dépenses budgétaires ou aux prix du marché.* La réponse même du Brésil confirme donc que l'analyse correcte du soutien "décidé" par les mesures des États-Unis consiste à examiner les modalités de ces mesures qui fixent un taux de soutien.

17. L'emploi du terme "accordent" dans la clause conditionnelle de la clause de paix en ce qui concerne les mesures contestées n'oblige pas à examiner les dépenses budgétaires. Le sens ordinaire du mot "grant" (accorder) est "bestow as a favour" (concéder comme une faveur) ou "give or confer (a possession, a right, etc.) formally" (donner ou conférer (un bien, un droit, etc.) formellement). L'emploi du terme "accordent" permettrait donc une évaluation du taux de soutien que les mesures contestées "donnent ou confèrent ... formellement". Les Membres n'ont pas choisi d'employer le mot "accordé" au lieu de "décidé" et une interprétation valable doit donner un sens à ce choix et non l'exclure de l'Accord. En outre, si les Membres avaient voulu que la comparaison prescrite par la clause de paix s'effectue *seulement* sur la base des dépenses budgétaires, ils auraient pu employer cette expression, qui est définie à l'article 1 c) et employée fréquemment dans l'Accord.

18. **Clause conditionnelle de la clause de paix – l'expression "soutien pour un produit spécifique" signifie soutien par produit:** L'expression "soutien pour un produit spécifique" signifie "soutien par produit". Le fait que l'expression "soutien par produit" ne figure pas dans la clause de paix n'est ni surprenant ni révélateur. La définition de base du soutien par produit est donnée à l'article 1 a) comme suit "soutien ... accordé pour un produit agricole en faveur des producteurs du produit agricole initial". L'article 1 h) fait également référence à ce concept mais ne comporte pas exactement l'expression "soutien pour un produit spécifique"; en fait, le libellé de cette disposition ("soutien pour les produits agricoles initiaux") est étonnamment similaire à la clause conditionnelle de la clause de paix ("soutien pour un produit spécifique"). *Le terme "spécifique" ne figure même* ni dans l'article 1 a), ni dans l'article 1 b) alors que la clause de paix *contient les trois éléments de cette expression* (produit, spécifique et soutien).

19. **Le Brésil ne tient tout simplement pas compte de la définition du soutien par produit figurant dans l'Accord sur l'agriculture:** Le Brésil fait valoir que certaines mesures contestées des États-Unis ne sont *pas* "autres que par produit" et doivent par conséquent constituer un "soutien pour un produit spécifique". Il se concentre sur la définition de l'expression soutien "autre que par produit" à l'article 1 a), mais n'interprète tout simplement pas cette définition à la lumière de celle du soutien par produit qui la précède immédiatement. L'univers des mesures de soutien interne relevant de l'article 1 a) se compose du soutien par produit et du soutien autre que par produit; ces deux parties doivent être interprétées ensemble et de manière harmonieuse.

20. La définition du soutien par produit comprend deux éléments: premièrement, le soutien doit être accordé "*pour un produit agricole*", c'est-à-dire que la subvention est accordée "en faveur d'"un produit et non en fonction de critères sans rapport avec le produit ou pour des produits multiples. Deuxièmement, ce soutien est accordé "en faveur des *producteurs du produit agricole initial*", ce qui laisse entendre que la subvention bénéficie à ceux qui produisent le produit – c'est-à-dire qu'une production est nécessaire pour que le soutien soit reçu. Ces *deux* éléments doivent être présents pour que le soutien soit par produit puisque, si l'un ou l'autre manquait, il ne serait pas satisfait à la définition.

21. La deuxième catégorie de soutien mentionnée à l'article 1 a) est définie comme un "soutien autre que par produit accordé en faveur des producteurs agricoles en général". Le sens ordinaire de "in general" (en général) est "in general terms, generally" (d'une manière générale, généralement). Le soutien autre que par produit *ne peut pas* être interprété comme un soutien accordé "pour *un* produit agricole en faveur des *producteurs* du produit agricole initial" parce que cela rendrait redondante ou inutile la première moitié de la définition donnée à l'article 1 a). Ainsi, le soutien autre que par produit est un soutien accordé en faveur des producteurs agricoles "généralement" – c'est-à-dire une catégorie résiduelle de soutien couvrant les mesures qui ne répondent pas aux critères plus détaillés énoncés dans la définition du soutien par produit.

22. **Les versements anticycliques constituent un soutien autre que par produit:** Les versements anticycliques constituent un soutien autre que par produit. La formule de paiement pour les versements anticycliques démontre que ces versements ne sont pas "accordés pour un produit agricole" parce qu'un bénéficiaire n'a pas besoin de produire actuellement du coton upland (ou toute autre culture) pour recevoir le versement. En outre, ce ne sont pas les "producteurs du produit agricole initial" – c'est-à-dire les planteurs actuels de coton upland – qui sont admis à recevoir les versements anticycliques, mais plutôt des personnes (exploitants et propriétaires terriens) qui sur leurs superficies agricoles produisaient *antérieurement* les produits visés, y compris le coton upland, pendant la période de base. Les versements anticycliques ne satisfont donc à aucun des deux éléments de la définition du soutien par produit et n'entrent pas dans la comparaison au titre de la clause de paix.

23. En dépit des tentatives faites par le Brésil pour les présenter à tort comme similaires, les versements anticycliques et les primes de complément diffèrent sur des points cruciaux. Pour recevoir une prime de complément, un producteur était *tenu* de planter du coton upland en vue d'une récolte et payé en fonction de la *superficie plantée en coton upland en vue d'une récolte* jusqu'à concurrence de la superficie maximale donnant lieu à des versements. Les primes de complément constituaient donc un soutien pour un produit agricole (le coton upland) en faveur des *producteurs* du produit. Par contre, pour recevoir le versement anticyclique, une personne ayant une "superficie de base de coton upland" *n'a pas besoin de planter en vue d'une récolte du coton upland* (ou toute autre culture ou quelque culture que ce soit). Les versements anticycliques n'accordent donc pas un soutien pour "un produit agricole" en faveur des "producteurs" du produit agricole initial et n'entrent pas dans la comparaison au titre de la clause de paix relevant de la clause conditionnelle de l'article 13 b) ii).

24. **Les versements au titre de l'assurance-récolte accordent un soutien autre que par produit:** L'assurance-récolte n'est pas un soutien "accordé pour *un* produit agricole". Pour la campagne de commercialisation 2002, des versements au titre de l'assurance-récolte peuvent être obtenus pour une centaine de produits agricoles représentant environ 80 pour cent de la superficie plantée aux États-Unis et plus de 85 pour cent de la valeur de toutes les cultures des États-Unis. Le soutien qui est accordé pour un certain nombre de cultures n'est pas un "soutien pour un produit spécifique"; c'est un "soutien pour plusieurs produits" ou un "soutien pour plus d'un produit" et il n'entre pas dans la comparaison au titre de la clause de paix. Les États-Unis notifient l'assurance-récolte comme un soutien interne autre que par produit relevant de la catégorie orange qui est soumis à leurs engagements de réduction. *Aucun Membre de l'OMC n'a notifié des programmes*

d'assurance récolte comme des programmes par produit; en fait, la Hongrie, le Canada, les Communautés européennes et le Japon ont notifié des programmes d'assurance-récolte comme un soutien autre que par produit. Les États-Unis n'ont connaissance d'aucun autre programme d'assurance-récolte d'un Membre visant une aussi large gamme de produits que le leur.

25. **Les versements d'aide pour perte de parts de marché constituent un soutien autre que par produit:** Comme cela est indiqué dans la notification des États-Unis à l'OMC concernant le soutien interne (G/AG/N/USA/43), les versements d'aide pour perte de parts de marché qui ont pris fin constituaient un soutien autre que par produit. Comme pour les versements au titre de contrats de flexibilité de la production, les versements d'aide pour perte de parts de marché étaient effectués à des personnes ayant une superficie agricole qui avait été auparavant consacrée à la production de certaines cultures, y compris le coton upland, pendant une période de base antérieure. Un bénéficiaire n'était pas tenu de produire du coton upland ou toute autre culture pour recevoir des versements et il n'était absolument pas obligatoire de produire. Ces versements ne constituent donc pas un soutien par produit et n'entreraient pas dans la comparaison au titre de la clause conditionnelle de la clause de paix.

26. **Versements directs:** Si le Groupe spécial devait conclure que les versements directs ne sont pas pleinement conformes aux dispositions de l'Annexe 2, ils constitueraient un soutien autre que par produit. Comme les versements anticycliques, les versements directs sont fondés sur des superficies antérieurement consacrées à la production de coton et il n'y a aucune obligation de produire du coton upland (ou toute autre culture) pour recevoir ces versements. Les versements directs ne constitueraient donc pas un soutien par produit.

27. **Versements au titre de contrats de flexibilité de la production:** Si le Groupe spécial devait considérer que ces versements relèvent de son mandat, les États-Unis ont expliqué qu'ils constitueraient un soutien relevant de la catégorie verte. Si le Groupe spécial devait conclure, en outre, que les versements au titre de contrats de flexibilité de la production ne sont pas pleinement conformes aux dispositions de l'Annexe 2, ces versements constitueraient aussi un soutien autre que par produit pour les raisons indiquées en ce qui concerne les versements directs. En tant que tels, ils n'entreraient pas dans la comparaison au titre de la clause conditionnelle de la clause de paix.

28. **Versements pour les graines de coton:** La Loi de 2003 sur l'aide à l'agriculture et les versements pour les graines de coton effectués conformément à cette loi ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial parce que la législation qui autorise les versements n'avait pas encore été promulguée au moment où le Brésil a présenté sa demande d'établissement d'un groupe spécial, et à plus forte raison au moment où il a présenté sa demande de consultations. De plus, les "instruments juridiques" conformément auxquels les versements antérieurs pour les graines de coton ont été effectués ne sont mentionnés ni dans la demande de consultations ni dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentées par le Brésil. Il semblerait donc que les versements pour les graines de coton concernant les récoltes de graines de coton de 1999 et 2000 ne relèvent pas non plus du mandat du Groupe spécial.

29. **Comparaison au titre de la clause de paix – La MGS par produit pour le coton upland démontre aussi que les mesures des États-Unis contestées ne sont pas contraires à la clause de paix:** Les États-Unis estiment que la clause de paix oblige à comparer le taux de soutien décidé par les mesures des États-Unis, ajusté ou non pour tenir compte du programme de réduction de la superficie et de la superficie à régime flexible normal, avec le taux de soutien courant. Toutefois, si le Groupe spécial devait décider de recourir à un calcul de la mesure globale du soutien, la méthode de l'écart de prix est la seule qui convienne aux fins de la clause de paix.

30. La méthode de l'écart de prix élimine l'effet des prix pratiqués sur le marché sur le calcul du soutien. Au lieu de cela, les paragraphes 10 et 11 de l'Annexe 3 indiquent que le soutien doit être

calculé en multipliant la quantité produite admissible par l'écart entre le prix administré appliqué (par exemple, le taux de prêt à la commercialisation) et le *prix de référence fixe* (c'est-à-dire le prix réel ayant permis de déterminer les taux de versement pour les années 1986 à 1988). En maintenant un prix de référence "fixe", le soutien mesuré par un calcul fondé sur l'écart de prix fait donc apparaître l'effet des modifications du niveau de soutien (prix administré appliqué) décidé par un Membre, plutôt que des modifications des dépenses résultant des mouvements des prix du marché qu'un Membre ne maîtrise *pas*. En fait, les États-Unis ont calculé une MGS pour le coton upland en utilisant la méthodologie de l'écart de prix aussi bien pour les primes de complément que pour les versements au titre de prêts à la commercialisation (gains sur les prêts à la commercialisation, gains sur l'échange de certificats et primes de complément de prêts) et en utilisant les dépenses budgétaires pour tous les autres versements. Le résultat est exactement le même qu'avec une comparaison du taux de soutien: pendant aucune campagne de commercialisation, de 1999 à 2002, le soutien accordé par les mesures des États-Unis n'excède le niveau de la campagne de commercialisation 1992.

Programme de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis

31. **L'historique de la négociation de l'article 10:2 révèle que les négociateurs ont explicitement différé l'application de toutes les disciplines concernant les subventions à l'exportation aux garanties de crédit à l'exportation:** L'historique de la négociation menée dans le cadre du GATT et de l'OMC en ce qui concerne les crédits à l'exportation et les garanties de crédit à l'exportation dans le domaine de l'agriculture étaye l'interprétation donnée à l'article 10:2 par les États-Unis. Le 24 juin 1991, le Président Dunkel a distribué une note relative aux options possibles dans les négociations sur l'agriculture où il demandait à ses mandants une décision sur le point de savoir si "les crédits à l'exportation subventionnés et les pratiques connexes ... devraient ... être soumis aux engagements de réduction". Par la suite, le 2 août 1991, il a distribué une proposition de "Liste exemplative de pratiques de subventionnement à l'exportation". Le point h) est explicite ("Crédits à l'exportation fournis par les pouvoirs publics ou leurs organismes à des conditions inférieures à des conditions pleinement commerciales"). Il en va de même pour le point i) ("Programmes subventionnés de garantie ou d'assurance du crédit à l'exportation").

32. Le 20 décembre 1991, le "Projet d'acte final reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round" a été publié. L'article 10:2 du Projet d'acte final dispose ce qui suit: "Les participants s'engagent à ne *pas* offrir de crédits à l'exportation, de garanties de crédit à l'exportation ni de programmes d'assurance *si ce n'est en conformité avec* des disciplines convenues au niveau international" (pas d'italique dans l'original). Ce projet de texte prohiberait manifestement le recours à des garanties de crédit à l'exportation *sauf* en conformité avec des disciplines convenues. Ces disciplines convenues au niveau international incluraient celles prévues par l'Accord SMC. Ce serait précisément le libellé nécessaire pour étayer l'interprétation du Brésil.

33. Paradoxalement, l'interprétation du Brésil exigerait que les garanties de crédit à l'exportation de produits agricoles soient soumises à des disciplines *plus rigoureuses* que toute autre pratique mentionnée dans l'Accord sur l'agriculture. De l'avis du Brésil, non seulement les garanties de crédit à l'exportation constitueraient des subventions à l'exportation et seraient soumises à *la totalité* des disciplines concernant les subventions à l'exportation, mais les Membres seraient aussi spécifiquement obligés d'œuvrer pour l'adoption de disciplines *additionnelles* puis de les appliquer.

34. **L'approche du Brésil aboutirait à une injustice flagrante:** Dans le cadre des négociations, les parties devaient élaborer et présenter des listes de quantités et de dépenses budgétaires pendant une période de base dont découleraient les engagements de réduction des subventions à l'exportation finalement inscrits sur les listes respectives des Membres. Si les garanties de crédit à l'exportation des Membres avaient été considérées d'emblée comme des subventions à l'exportation à ces fins, les garanties de crédit à l'exportation accordées pendant la période de base auraient dû aussi être ajoutées aux chiffres de base à partir desquels les engagements de réduction des subventions à l'exportation de

chaque Membre ont été calculés. Les États-Unis, par exemple, n'ont pris aucun engagement de réduction des subventions à l'exportation en ce qui concerne le maïs, et pourtant plus de *5,5 millions de tonnes* de maïs ont été exportées en moyenne *chaque année* pendant la période de base 1986-1990 au titre des programmes GSM 102 et GSM 103. Les États-Unis auraient pris des engagements de réduction pour beaucoup plus de produits que ceux qui sont visés actuellement et auraient pris des engagements, notablement accrus pour les 13 produits qui sont inscrits sur leur Liste. Or, le Brésil voudrait que le Groupe spécial impose les disciplines maintenant, mais refuse aux Membres les modifications correspondantes des engagements de réduction. L'approche du Brésil serait tout à fait inéquitable et le Groupe spécial devrait la rejeter.

35. **L'application des mêmes règles comptables à l'ensemble des pouvoirs publics indique que les programmes de garantie du crédit à l'exportation couvrent, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion:** L'application au fil du temps de la Loi fédérale de 1990 sur la réforme du crédit ("FCRA") aux programmes de garantie du crédit à l'exportation dans leur ensemble indique actuellement que le résultat net de toutes les activités associées aux garanties de crédit à l'exportation émises pendant les exercices budgétaires 1994 et 1995 est pour les États-Unis une recette nette totale de 29 millions de dollars. L'expérience de 1994 et 1995 est considérée comme représentative et les États-Unis s'attendent à ce que les résultats nets des autres exercices soient similaires à cette expérience. Les réestimations opérées jusqu'à présent ont entraîné une réduction nette des frais estimatifs de ces programmes de plus de 1,9 *milliard* de dollars depuis le début de la budgétisation de la réforme du crédit au cours de l'exercice budgétaire 1992. D'après ces résultats, l'allégation du Brésil selon laquelle "les frais et les pertes au titre de la gestion des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP ont dépassé les primes perçues pour chaque année prise individuellement depuis que les États-Unis ont commencé à appliquer la formule en 1992" n'est pas défendable.

36. Les États-Unis ont regroupé les réestimations cumulatives sur la base de cohortes: Par exemple, pour la cohorte 1992 (non encore close), les données actuelles font apparaître un *bénéfice* estimatif pour les États-Unis de l'ordre de 124 millions de dollars, pour la cohorte 1993 (non encore close), le chiffre correspondant est actuellement un *bénéfice* de l'ordre de 56 millions de dollars et, comme cela a été indiqué, un *bénéfice* de 29 millions de dollars est prévu pour les cohortes 1994 et 1995 considérées ensemble. Le Groupe spécial notera qu'à l'exception de 2002, année pour laquelle on ne dispose forcément que de données très récentes, la tendance de toutes les cohortes est uniformément favorable par rapport à l'estimation initiale des subventions.

37. Le Brésil affirme que "depuis toujours. la majeure partie du soutien au titre des programmes GSM qui est rééchelonné se compose d'"arriérés"" et que cela accroît les frais. Mais le Brésil se fonde essentiellement sur un rapport officiel de 1990 qui n'est plus d'actualité et précède la FCRA elle-même. Aucun rééchelonnement applicable à des garanties de crédit à l'exportation émises pendant l'exercice budgétaire 1992 ou les exercices suivants ne se compose d'arriérés.

38. **La suggestion du Brésil d'utiliser des données estimatives pour déterminer les frais et les pertes à longue échéance étaye la thèse selon laquelle les garanties de crédit à l'exportation n'accordent pas des subventions à l'exportation:** Les États-Unis relèvent la déclaration du Brésil selon laquelle "une certaine proportion de données estimatives serait parfaitement acceptable dans une analyse des frais et des pertes des programmes de garantie au titre du point j)", pour deux raisons. Premièrement, le processus de réestimation pour les exercices budgétaires 1994 et 1995, et pratiquement tout autre exercice budgétaire depuis celui de 1992, fait apparaître, en termes nets, une tendance positive très marquée en ce qui concerne les programmes et montre, par conséquent, que les taux de primes actuels couvrent bien, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion. Deuxièmement, elle est pertinente pour l'argumentation du Brésil fondée sur les pertes notables que les États-Unis reconnaissent avoir subies en ce qui concerne la Pologne et l'Iraq. Tenter de compenser de telles pertes dans un délai réaliste exigerait probablement une augmentation de la commission si

prohibitive que peu d'exportateurs, voire aucun, ne profiteraient du programme. En conséquence, les États-Unis seraient pénalisés par une prohibition s'appliquant aux garanties de crédit à l'exportation, sous leur forme actuelle, en raison des pertes importantes subies de dix à 20 ans plus tôt, et l'impossibilité de créer un programme conforme en raison de la structure des commissions nécessaire pour compenser ces pertes antérieures empêcherait l'utilisation du programme. Le point j) ne peut pas être raisonnablement interprété comme exigeant un examen de toutes les activités menées depuis le début d'un programme, quelle que soit l'ancienneté de ce dernier. Les données fournies en ce qui concerne les exercices budgétaires 1994 et 1995 et pour les programmes dans leur ensemble indiquent que les taux de primes actuels sont aujourd'hui suffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion tels qu'on peut les prévoir actuellement. En ce qui concerne les transactions relatives au coton pendant les dix exercices commençant avec l'exercice budgétaire 1993, la position des États-Unis, en termes nets, est positive.

39. **Les programmes de garantie du crédit à l'exportation ne sont pas appliqués d'une manière qui entraîne, ou menace d'entraîner, un contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation:** Le Brésil a contesté les programmes de garantie du crédit à l'exportation GSM 102, GSM 103 et SCGP, en tant que tels. Il n'a pas démontré, toutefois, que ces programmes en tant que tels imposaient un manquement aux obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC. Il est bien établi en vertu de la jurisprudence du GATT et de l'OMC que la législation d'un Membre constitue un manquement aux obligations de ce Membre dans le cadre de l'OMC uniquement si la législation *impose* une action qui est incompatible avec ces obligations ou empêche une action qui est compatible avec ces obligations. Si la législation confère aux autorités administratives le pouvoir discrétionnaire d'agir d'une manière compatible avec les règles de l'OMC, la législation, en tant que telle, ne constitue pas un manquement aux obligations d'un Membre dans le cadre de l'OMC. Cette distinction s'est maintenue dans le système de l'OMC.

40. La Société de crédit pour les produits de base ("CCC") jouit d'un pouvoir discrétionnaire complet conféré par la loi et la réglementation de s'abstenir à tout moment d'émettre des garanties en ce qui concerne toute demande individuelle d'une garantie de crédit à l'exportation ou de suspendre l'émission de garanties de crédit à l'exportation financées par l'affectation d'un crédit déterminé. Cela tranche nettement avec la situation dans l'affaire *États-Unis – FSC*, où l'Organe d'appel a constaté une menace de contournement parce que la législation FSC a créé un droit prévu par la loi au versement. Il n'y a aucun droit prévu par la loi à une garantie de crédit à l'exportation. En outre, même si une demande et une commission sont reçues, le demandeur n'est pas nécessairement admis à recevoir la garantie. L'émission de celle-ci est facultative.

41. Enfin, le Brésil a allégué que les États-Unis avaient excédé leurs engagements de réduction quantitatifs des subventions à l'exportation pendant la période allant de juillet 2001 à juin 2002. Même si les programmes de garantie du crédit à l'exportation étaient réputés constituer des subventions à l'exportation, les États-Unis se conformeraient à leurs engagements de réduction quantitatifs pour cette période en ce qui concerne le blé, les céréales secondaires, le beurre et le beurre fondu liquide, le lait écrémé en poudre, le fromage, les autres produits laitiers, la viande de bœuf, les bovins laitiers vivants et les œufs. Cela peut également être vrai en ce qui concerne les huiles végétales. Pour l'exercice budgétaire 2002, ce serait également vrai pour la viande de volaille. Les États-Unis n'ont pas eu recours aux programmes GSM 102 ou GSM 103 en 2001-2002 en ce qui concerne le beurre et le beurre fondu liquide, le lait écrémé en poudre, le fromage, les autres produits laitiers ou les œufs.

42. **Des arrangements financiers analogues aux programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC peuvent être obtenus sur le marché:** Compte tenu de l'article 10:2, il n'est ni approprié ni nécessaire d'analyser les garanties de crédit à l'exportation au regard de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC. Toutefois, nous faisons observer qu'un financement qui est analogue aux garanties de crédit à l'exportation peut être obtenu sur le marché, un exemple frappant sur le marché

commercial serait l'"affacturage à forfait". Il semblerait donc qu'un marché concurrentiel existe pour le financement du commerce, même sur les marchés émergents où un financement plus classique ne peut pas être obtenu. Les États-Unis n'ont pas connaissance des modalités précises pouvant être obtenues à tout moment pour les transactions à forfait parce que ces modalités peuvent varier suivant les pays, les produits, le risque au niveau des banques, l'importance de la transaction et de nombreux autres facteurs. En outre, comme la plupart des activités financières privées, ces renseignements sont habituellement gardés secrets par les parties.

Le programme Step 2 n'est pas subordonné aux résultats à l'exportation

43. Le Brésil ne semble pas contester que toutes les utilisations du coton upland sont admises à bénéficier de la subvention relevant du programme Step 2. Au lieu de cela, il laisse entendre à tort que ce n'est pas la totalité des utilisateurs du coton upland qui sont admis à recevoir la subvention. Premièrement, la prescription selon laquelle un bénéficiaire doit "procéder régulièrement" à l'utilisation du coton n'est qu'une disposition de lutte contre la fraude visant à empêcher toute tentative de recevoir un versement concernant du coton pour lequel un versement a déjà été effectué. Le Brésil fait aussi observer à juste titre que "les critères d'admissibilité des utilisateurs nationaux excluent toutes les entreprises qui sont des courtiers en coton ou de simples revendeurs". Ces parties n'utilisent pas le coton et ne sont donc pas admissibles. Le Brésil donne à entendre qu'il y a une troisième catégorie de personnes qui sont des utilisateurs mais ne sont pas admises à recevoir le versement: "les entreprises qui n'ont pas conclu de contrat avec la CCC" comme fabricants ou exportateurs. Il est vrai que la CCC ne peut pas effectuer de versement aux parties qui préfèrent ne pas se faire connaître d'elle mais cela suppose qu'elles agiraient de manière économiquement irrationnelle et n'enlève rien au fait que la possibilité de recevoir la subvention est offerte à tous les utilisateurs de coton et qu'il ne dépend que d'eux de s'en prévaloir.

ANNEXE D-3

OBSERVATIONS DU BRÉSIL SUR LA COMMUNICATION PRÉSENTÉE À TITRE DE RÉFUTATION PAR LES ÉTATS-UNIS

27 août 2003

1. Conformément à la décision prise par le Groupe spécial le 23 août 2003, le Brésil présente les observations suivantes sur les paragraphes indiqués ci-après qui renvoient à la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis d'Amérique. En outre, le Brésil formule des observations sur la question n° 67 a) que le Groupe spécial a adressée aux États-Unis dans sa communication du 25 août 2003.

Paragraphe 43

2. Au paragraphe 43 de la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation, les États-Unis font valoir que "L'interprétation du Brésil imposerait aussi apparemment à un Membre d'effectuer des versements même si la production du bénéficiaire était illicite – par exemple, la production de plantes narcotiques telles que le pavot, la production de variétés biotechnologiques non homologuées ou une production préjudiciable à l'environnement". Les États-Unis allèguent que cela aurait "des conséquences potentiellement lourdes". Ce nouvel argument est dénué de fondement.

3. Les deux exemples fournis par les États-Unis qui portent sur la production de plantes/cultures illicites renvoient, par définition, aux situations où une loi pénale (ou civile) intérieure nationale (ou des États/régions) interdirait ou réglementerait la production de telles plantes/cultures. La loi pénale (ou civile) interviendrait séparément d'un quelconque versement direct découplé pour interdire ou réglementer toutes les formes de production de ce type. Il n'y aurait pas de raison dans une telle situation d'avoir une autre loi limitant le versement dans le cas de ces plantes illicites (ou méthodes de production illicites) – l'activité serait déjà illicite. C'est exactement ce qui se passe pour la Loi FAIR de 1996 et la Loi FSRI de 2002 en ce qui concerne les versements PFC et les versements directs, respectivement. Ni l'une ni l'autre ne limitent le montant des versements pour la culture de plantes qui seraient illicites en vertu de la législation des États-Unis. Cela n'est pas nécessaire car la loi fédérale et/ou des États aux États-Unis interdit déjà une telle activité.

4. En outre, l'exemple que donnent les États-Unis au paragraphe 43 concernant une restriction relative à "une production préjudiciable à l'environnement" n'est pas pertinent parce qu'une telle restriction ne se rapporte pas au "type" de production (c'est-à-dire le type de culture) mais plutôt au "mode" de production.[1] Par conséquent, l'Annexe 2, paragraphe 6 b), qui concerne le "type" de production par rapport au "montant" du versement, n'aborde pas la manière dont la production est réalisée. Le contexte de l'Annexe 2, paragraphe 6 b) inclut l'Annexe 2, paragraphe 12 ("Versements au titre de programmes de protection de l'environnement") qui permet aux Membres d'imposer des conditions spécifiques à la production des cultures pour recevoir des versements directs liés à l'environnement.

[1] *Voir* la première communication du Brésil, paragraphe 157, dans laquelle le Brésil fait la distinction entre le paragraphe 6 b) dans lequel le mot "type" se rapporte au type de culture produite et le paragraphe 6 d) qui traite du type de processus de production. Les États-Unis n'ont jamais contesté cette distinction.

5. Ainsi, selon l'approche textuelle du Brésil du sens ordinaire du membre de phrase "le montant de ces versements" fonction ou établi sur la base du "type … de la production", il n'y a pas et il n'y aura pas de "conséquences potentiellement lourdes".[2] Le Brésil fait en outre observer que dans le cas extraordinaire où un Membre pourrait théoriquement chercher à contester un versement direct découplé limitant les versements pour la culture de plantes telles que le pavot à opium en tant que subvention pouvant donner lieu à une action, le Membre limitant le "type" de production de ces plantes pourrait, par exemple, établir des moyens de défense au titre de l'article XX b) ou d) du GATT de 1994.[3]

Paragraphes 96 à 98

6. Les États-Unis avancent le nouvel argument selon lequel "aucun autre Membre de l'OMC n'a notifié des programmes d'assurance-récolte comme des programmes par produit".[4] Pour commencer, le Brésil fait observer que ce sont les programmes d'assurance-récolte des États-Unis et le compte rendu détaillé du caractère par produit des programmes d'assurance-récolte des États-Unis qui sont en cause dans le présent différend – et non ceux d'autres Membres de l'OMC.

7. Aucune des notifications adressées à l'OMC par les CE, le Canada ou le Japon citées par les États-Unis n'indique l'existence du type de politiques spéciales par produit ou de traitement spécial pour certaines cultures dans le cadre d'un programme d'assurance plus large. En particulier, rien n'indique que ces Membres appliquent des dispositions spécifiques quelconques en matière d'assurance-récolte pour une culture spécifique, telles que les programmes d'assurance appliqués par les États-Unis pour le coton upland.[5] Par exemple, alors que le Canada semble avoir un programme pour les "cultures" similaire à celui des États-Unis, rien n'indique qu'il applique des polices ou des groupes de polices dans le cadre de son programme général pour les différentes cultures. Ainsi, contrairement à ce que montrent les polices d'assurance des autres Membres, la *nature*, le *type* et la *valeur* ainsi que le *taux de participation* des polices d'assurance-récolte qu'appliquent les États-Unis diffèrent largement d'un produit à l'autre. Comme l'a expliqué le Brésil, il ne s'agit tout simplement pas d'un programme "taille unique". Les CE sont d'accord. Elles ont fait valoir devant le Comité de l'agriculture que le programme d'assurance-récolte des États-Unis était un soutien par produit.[6]

8. Les États-Unis font en outre valoir qu'ils "n'ont connaissance d'aucun autre programme d'assurance-récolte d'un Membre" visant une aussi large gamme de produits que le leur.[7] Toutefois, le critère de l'article 13 b) ii) est de savoir si un produit spécifique reçoit un soutien d'une mesure

---

[2] La référence des États-Unis aux "conséquences potentiellement lourdes" semble aussi inclure un autre argument nouveau qu'ils présentent au paragraphe 43 en ce qui concerne la réforme possible de la PAC des CE imposant, entre autres, des restrictions sur les fruits et légumes. Cette "réforme" potentielle n'est évidemment pas en cause en l'espèce. Les CE devront prendre une décision sur la manière de notifier une mesure quelconque de ce type lorsqu'elles seront tenues de le faire au titre de l'article 18 de l'Accord sur l'agriculture. Il va sans dire qu'une mesure de la catégorie verte incorrectement classée d'un Membre ne peut être justifiée sur la base d'une éventuelle mesure future de la catégorie verte incorrectement classée d'un autre Membre.

[3] Ces mêmes exceptions pourraient être invoquées dans le cas peu probable où un Membre contesterait un versement découplé direct pour l'un quelconque des trois scénarios exposés par les États-Unis au paragraphe 43.

[4] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 96 à 98.

[5] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 54 (politiques spéciales en matière d'irrigation pour le coton upland), paragraphe 55 (les producteurs de coton upland ont un pool de subventions pour l'assurance beaucoup plus important que pour les autres types de culture), paragraphe 56 (politiques de protection des revenus et protection contre les risques en cas de catastrophe spécifiques pour le coton upland), paragraphe 57 (recours beaucoup plus important aux subventions au titre de l'assurance que dans le cas des autres cultures), paragraphe 58 (primes de réassurance pour le coton upland).

[6] Pièce n° 144 du Brésil (G/AG/R/31, paragraphe 31).

[7] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 98.

intérieure identifiée dans le *texte introductif* et s'il existe un lien quelconque entre la mesure de soutien et le produit spécifique. La preuve qu'il y a un tel lien dans le cas de l'assurance-récolte existe, comme dans le cas du programme d'assurance-récolte des États-Unis lorsque des produits particuliers bénéficient de polices, d'une couverture ou de subventions additionnelles spéciaux par rapport à d'autres produits couverts par le programme d'assurance-récolte. Aucune preuve de ce type n'apparaît dans les notifications du Mexique dont la notification indique que la "prime d'assurance [est] disponible pour tous les producteurs".[8] Le "programme d'assurance agricole" du Japon comporte aussi des subventions pour des polices couvrant toutes les cultures (à l'exception des légumes), tout l'élevage (à l'exception des volailles) et la sériciculture.[9] En revanche, les programmes d'assurance des États-Unis que conteste le Brésil n'accordent pas de subvention pour une assurance quelconque concernant l'élevage ou de nombreux autres produits. En fait, les produits qui ne sont *pas* couverts par la Loi ARP de 2000 des États-Unis et les règlements pertinents représentent plus de la moitié de la valeur des recettes agricoles des États-Unis.[10]

9. Enfin, comme l'admettent les États-Unis, plus de la moitié des notifications (dont une partie de celles du Japon) citées par les États-Unis mentionnent les programmes d'assurance comme étant un soutien de la catégorie verte.[11] Les Membres qui présentent ainsi des notifications ne sont pas obligés de faire une détermination au titre de l'article 6 de l'Accord sur l'agriculture sur le point de savoir si un tel soutien est par produit ou non parce qu'il est exempté de tout engagement de réduction. Les États-Unis n'ont pas fourni d'éléments de preuve indiquant que ces classements dans la catégorie verte sont incorrects. Pour ces raisons, ces notifications sont également dénuées de pertinence.

Paragraphes 114 à 117

10. Les États-Unis font valoir pour la première fois aux paragraphes 114 à 117 de la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation que l'utilisation de la méthode de "l'écart des prix" est le moyen qui convient pour calculer la partie de la MGS pour le coton upland qui provient des gains sur les prêts à la commercialisation, des gains sur l'échange de certificats et des primes de complément de prêts (collectivement appelés "versements au titre des prêts à la commercialisation"). L'effet qu'aurait l'application de la méthode de l'écart de prix serait de transformer les 2,5 milliards de dollars EU de dépenses budgétaires pour les versements au titre des prêts à la commercialisation pendant la campagne de commercialisation 2001 en un montant "négatif" aux fins de la MGS totale courante.[12] Les États-Unis fondent leur nouvel argument sur une prétendue déclaration du Brésil et "admettent" que "le Brésil a raison lorsqu'il dit qu'un versement direct non exempté dépendant d'un écart de prix peut être calculé en utilisant une méthode de l'écart de prix, plutôt que les dépenses budgétaires …".[13]

11. Les États-Unis se réfèrent au paragraphe 130 de la réponse à la question n° 67 que le Brésil a donnée le 11 août pour étayer leur affirmation. La déclaration du Brésil citée par les États-Unis est libellée comme suit:

---

[8] G/AG/N/MEX/7, page 4.

[9] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 98.

[10] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 59 (les produits agricoles exclus du programme d'assurance des États-Unis représentent 52 pour cent de la valeur de toutes les recettes agricoles des États-Unis).

[11] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 97.

[12] Les États-Unis se flattent même de faire preuve de mesure en ne déduisant pas le soutien négatif fourni par les avantages liés aux prêts à la commercialisation du soutien positif fourni par les autres programmes de soutien interne, Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 116 et note 148.

[13] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 114.

> Le Brésil note que les États-Unis ont notifié les primes de complément en utilisant la méthode de l'écart de prix prévue à l'Annexe 3. [note de bas de page citant la pièce n° 150 du Brésil (G/AG/N/USA/10)] Le Brésil estime approprié de se conformer à la décision des États-Unis et calculera par conséquent le montant du soutien pour le coton upland accordé par le programme de primes de complément en utilisant l'approche de l'"écart de prix" exposée en détail aux paragraphes 10 et 11 de l'Annexe 3.

Contrairement à l'interprétation que donnent les États-Unis de cette déclaration, le raisonnement du Brésil était que tout calcul de la MGS pour les primes de complément (et pour les autres programmes qui appellent ce type de calcul) devait être compatible avec le choix effectif de la méthode initialement fait par les États-Unis pour calculer leurs engagements de réduction du soutien interne ainsi qu'avec leurs notifications annuelles de la MGS courante. En fait, toute l'argumentation des États-Unis aux paragraphes 114 à 117 de leur communication présentée à titre de réfutation se fonde sur l'obligation alléguée qu'a le Brésil "d'être cohérent".[14] Comme il est démontré ci-après, c'est le calcul de la MGS réalisé par le Brésil, et non celui des États-Unis, qui est "cohérent".

12. Les Membres sont tenus de notifier annuellement leur MGS totale courante pour donner aux autres Membres la possibilité d'examiner si elle est compatible avec leurs engagements de réduction du soutien interne conformément à l'article 6:3 de l'Accord sur l'agriculture.[15] Les engagements de réduction de la MGS totale ont été négociés durant le Cycle d'Uruguay sur la base d'un calcul de la "MGS totale" accordée pendant les campagnes de commercialisation 1986 à 1988. Le calcul initial de la MGS aux fins des engagements de réduction a été réalisé conformément à l'Annexe 3 de l'Accord sur l'agriculture, les Membres choisissant soit les dépenses budgétaires soit une méthode fondée sur l'"écart de prix" exprimé en termes de valeur monétaire totale. Comme pour l'article 13 b) ii), la comparaison entre la MGS totale *courante* et le plafond de la MGS, c'est-à-dire l'engagement de réduction, doit permettre une comparaison annuelle "entre pommes et pommes" pour rendre compte des mêmes mesures. Il s'ensuit qu'une fois qu'un Membre utilise une approche budgétaire pour une mesure pour établir le plafond de la MGS, il ne peut pas utiliser une approche fondée sur l'écart de prix pour cette même mesure pour le calcul de la MGS totale *courante*. En fait, un Membre est tenu d'indiquer la MGS totale *courante* d'une manière compatible avec le choix qu'il a fait pour ce type particulier de soutien dans son calcul *initial* de la MGS totale.

13. Cette interprétation de l'Annexe 3 et de l'article 6:3 de l'Accord sur l'agriculture est compatible avec son contexte ainsi que son objet et son but. Opter pour une méthode qui permettrait aux Membres de changer leur méthode initiale (c'est-à-dire de passer des dépenses budgétaires à l'écart de prix) pourrait entériner ce que les États-Unis proposent – la dissimulation de milliards de dollars de versements au titre des prêts à la commercialisation (initialement calculés sur une base budgétaire) et les transformer en un "soutien négatif" en utilisant la formule fondée sur l'"écart de prix". Cela serait incompatible avec la raison même des engagements de réduction figurant à l'article 6 de l'Accord sur l'agriculture.

14. Le calcul de la MGS réalisé par le Brésil en ce qui concerne, entre autres, les versements au titre des prêts à la commercialisation a été réalisé conformément à la décision effectivement prise par les États-Unis durant le Cycle d'Uruguay[16] comme elle ressort de leurs notifications.[17] Pendant le Cycle d'Uruguay, les États-Unis ont calculé la partie correspondant au coton upland de ce qui deviendrait finalement leur engagement de réduction du soutien interne en utilisant les méthodes suivantes: ils ont utilisé la formule fondée sur l'écart de prix pour les primes de complément pour le

---

[14] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 114 (dernière phrase).
[15] *Voir* l'article 18:2 de l'Accord sur l'agriculture et les diverses notifications des États-Unis citées.
[16] Pièce n° 191 du Brésil (G/AG/AGST/USA, page 20).
[17] Pièce n° 150 du Brésil (G/AG/N/USA/10, page 18).

coton upland[18] et ont utilisé les dépenses budgétaires pour toutes les autres mesures de soutien interne.[19] Dans leur notification au Comité de l'agriculture pour la campagne de commercialisation 1995, les États-Unis ont de même notifié les primes de complément en utilisant la formule fondée sur l'écart de prix et en utilisant les dépenses budgétaires pour toutes les autres mesures de soutien interne soumises à des engagements de réduction[20] d'une manière compatible avec leur calcul de la MGS durant le Cycle d'Uruguay. Après l'achèvement du programme de primes de complément en 1996, toutes les notifications ultérieures concernant le soutien interne (MGS totale courante) des États-Unis pour le coton upland utilisent uniquement les dépenses budgétaires. Ainsi, l'approche adoptée par le Brésil pour calculer la MGS pour le coton upland pour les campagnes de commercialisation 1992 et 1999-2002 est entièrement compatible avec l'approche des États-Unis telle que mise en évidence dans leurs notifications du soutien interne[21] et avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord sur l'agriculture.

15. Les États-Unis ont rendu compte des versements au titre des prêts à la commercialisation de la même manière que dans leurs notifications lorsqu'ils ont répondu à la question n° 67 dans leur communication du 11 août.[22] C'est en outre la méthode que le Groupe spécial a indiqué que les États-Unis devraient utiliser – en se référant à la notification des États-Unis concernant le soutien interne dans le document G/AG/N/USA/43, dans laquelle les États-Unis – conformément à leur obligation – ont utilisé les dépenses budgétaires.[23]

16. En résumé, comme de nombreux autres arguments des États-Unis à ce stade du différend, cet argument des États-Unis vise à dissimuler des dépenses et un soutien pour le coton upland qui ont augmenté de manière significative depuis que les engagements pris par les États-Unis durant le Cycle d'Uruguay ont pris effet. En conséquence, le Groupe spécial devrait le rejeter.

Paragraphes 124 à 127 et pièce n° 24 des États-Unis

17. Les États-Unis présentent une autre critique de l'analyse de M. Sumner dans la pièce n° 24 des États-Unis établie par M. Joseph W. Glauber, Chef économiste adjoint du Département de l'agriculture des États-Unis, ainsi qu'aux paragraphes 124 à 127 de la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation.

Avantages liés aux prêts à la commercialisation

18. M. Glauber note que l'analyse de M. Sumner n'a pas inclus dans les superficies destinées au coton upland ayant droit à bénéficier des prêts à la commercialisation 447 164 acres de coton upland plantés sur des superficies à régime flexible provenant d'autres cultures visées par le programme.[24] M. Glauber a raison de dire que toute superficie de ce type aurait droit à recevoir des versements au titre des prêts à la commercialisation et devrait donc être incluse dans le calcul.[25] M. Glauber indique qu'il a tiré ce chiffre des "Rapports de conformité concernant la réduction des superficies". Il ne

[18] Pièce n° 191 du Brésil (G/AG/AGST/USA, page 20 et tableaux pages 21 et 22).
[19] Pièce n° 191 du Brésil (G/AG/AGST/USA, page 20).
[20] Pièce n° 150 du Brésil (G/AG/N/USA/10, page 18).
[21] Toute l'argumentation des États-Unis aux paragraphes 114 à 117 se fonde sur la prétendue nécessité pour le Brésil d'"être cohérent", comme indiqué à la dernière phrase du paragraphe 114. Comme il a été noté, c'est le Brésil qui est cohérent en utilisant les notifications effectives des États-Unis et la méthode de calcul des États-Unis durant le Cycle d'Uruguay et non les États-Unis qui cherchent maintenant à les éluder.
[22] Réponse que les États-Unis ont donnée le 11 août à la question n° 67, paragraphes 128 à 134.
[23] Pièce n° 47 du Brésil (G/AG/N/USA/43, page 20).
[24] Pièce n° 24 des États-Unis, page 1.
[25] Ni le Brésil ni M. Sumner n'ont eu connaissance d'aucune superficie à régime flexible provenant d'autres cultures visées par le programme et plantées en coton upland ni de données concernant aucune plantation de ce type.

donne pas de précisions concernant ces rapports de conformité et les États-Unis ne les ont pas mis à disposition du Brésil. En conséquence, le Brésil ne peut pas confirmer le nombre effectif d'acres. Le Brésil fait aussi observer que le chiffre indiqué correspond à la superficie plantée et non à la superficie récoltée.[26]

19. M. Glauber fonde en outre sa constatation selon laquelle 100 pour cent de la production de coton upland des États-Unis pendant la campagne de commercialisation 1992 a bénéficié de versements au titre des prêts à la commercialisation sur sa déclaration selon laquelle les exploitants de coton upland signalent "souvent" des terres qui avaient été plantées et abandonnées en tant que terres en jachère et donc jamais plantées. Aucune citation, autorité ou référence n'est fournie à l'appui de cette affirmation. L'hypothèse sous-tendant cette affirmation est que les planteurs déclarent une chose au gouvernement fédéral des États-Unis mais font en fait autre chose. Ainsi, d'après la présomption de M. Glauber, il semblerait que les planteurs pratiquent ce que l'on pourrait considérer comme des déclarations inexactes à grande échelle. Le Brésil ne sait pas si ces déclarations inexactes à grande échelle supposées étaient légales au titre du programme des États-Unis de 1992 mais elles vont certainement à l'encontre des attentes du "programme".

20. M. Sumner a conclu que 1,99 million d'acres utilisés pour produire du coton upland pendant la campagne de commercialisation 1992 n'avaient pas droit à bénéficier des versements au titre des prêts à la commercialisation parce qu'ils ne participaient pas au programme de complément. M. Glauber confirme l'approche générale de M. Sumner concernant la superficie ne participant pas au programme dans la note de bas de page 1 de la page 2 où il reconnaît que "une base a été établie au début des années 90". Cela signifie qu'une quantité substantielle de coton upland a dû être plantée en dehors du programme pour rendre compte de l'expansion de la base de coton upland de 200 000 acres en 1993, comme indiqué par M. Glauber. Cette confirmation étaye l'analyse de M. Sumner selon laquelle une quantité significative de coton upland doit avoir été cultivée *en dehors* du programme de complément. Cette analyse se fonde sur les éléments suivants:

21. Au titre des règles en vigueur pendant la campagne de commercialisation 1992, pour "établir" une base, une exploitation était tenue de planter tout son coton upland en dehors du programme.[27] L'expansion de la base de coton upland équivaut à un tiers de la superficie additionnelle de coton upland plantée au cours de chacune des trois campagnes précédentes. Un acre de base est ajouté si un

[26] M. Glauber évoque à la première phrase du paragraphe 2 ce qu'il a appelé "les problèmes statistiques que posait la comparaison de la superficie plantée et de la superficie visée par le programme". Il indique que les renseignements concernant la "superficie plantée" ont été recueillis et communiqués par le NASS, tandis que ceux qui concernent la "superficie visée par le programme" émanent de l'Agence des services agricoles. (En 1992, cette partie du Département de l'agriculture des États-Unis s'appelait le Service de stabilisation et de préservation de l'agriculture.) M. Glauber explique ensuite qu'une partie significative de la superficie destinée au coton est plantée et abandonnée chaque année. Mais la pertinence de cette information pour critiquer l'analyse de M. Sumner reste peu claire. Le Brésil note que contrairement à l'hypothèse de M. Glauber, les calculs de M. Sumner ne se fondent *pas* sur des données publiées par le NASS mais plutôt sur des renseignements publiés par l'Agence des services agricoles dans "Fact Sheet: Upland Cotton" (pièce n° 4 du Brésil). Cette source de l'Agence des services agricoles fournit des données sur la superficie plantée, le taux d'abandon ainsi que les superficies récoltées en coton upland pour la campagne de commercialisation 1992.

[27] Pièce n° 3 des États-Unis (7 CFR 1413.7 c)). ("[L]a superficie de base de la culture sera égale à la moyenne de la superficie plantée et considérée comme plantée en cette culture en vue d'une récolte sur l'exploitation pendant chacune des trois campagnes agricoles précédant cette campagne agricole"). Pour un agriculteur participant au programme, la superficie ne pouvait jamais changer, puisque toute la superficie était plantée (ou si elle était en jachère ou – dans le cas des superficies à régime flexible – si elle était plantée en d'autres cultures, elle était "considérée" comme plantée en coton upland). Ainsi, une augmentation de la superficie ne pouvait avoir lieu que si un agriculteur se retirait du programme et dépassait les limites de plantation imposées par le programme. C'est pourquoi la superficie de base de la campagne de commercialisation 1992 correspond à la moyenne sur trois ans des superficies plantées et considérées comme plantées entre les campagnes de commercialisation 1989 et 1991.

acre additionnel de coton est planté pendant trois campagnes consécutives.[28] Pour planter plus que la base actuelle, une exploitation était tenue de sortir *complètement* du programme de manière à ce que la superficie de base actuelle soit aussi plantée en dehors du programme. Supposons par exemple qu'une exploitation ait eu 1000 acres de base de coton upland et qu'elle ait voulu ajouter – sur la période de deux ans comprise entre 1991 et 1992 – 200 acres de base d'ici à 1993. Cette exploitation se retirerait du programme pendant ces deux années et planterait 1 300 acres de coton (300 acres de plus que la base précédente) en 1991 et 1992. La base de coton upland pour 1993 serait alors calculée comme suit: (1 000 acres + 1 300 acres + 1 300 acres) / 3, soit 1 200 acres, c'est-à-dire 200 acres de plus que précédemment. En conséquence, pour ajouter les 200 acres de base en 1993 (qui selon M. Glauber ont été effectivement ajoutés), il aurait fallu planter une quantité de coton upland bien supérieure *en dehors* du programme en 1992. Outre l'établissement d'une base additionnelle, les agriculteurs ont planté du coton upland en dehors du programme parce qu'ils ne se sont pas conformés aux règles limitant les versements et pour certaines raisons plus personnelles.

22. En résumé, la preuve d'une base en expansion est compatible avec l'évaluation de M. Sumner selon laquelle une superficie substantielle a été plantée en coton upland en dehors du programme. Cette preuve n'est pas compatible avec l'allégation injustifiée ou sans fondement de M. Glauber selon laquelle *tout* le coton upland récolté avait droit à bénéficier des prêts à la commercialisation.

23. Pour résumer, si le Groupe spécial devait accepter l'affirmation injustifiée de M. Glauber selon laquelle 447 164 acres de coton ont été plantés sur des superficies à régime flexible provenant de la superficie de base d'autres cultures visées par le programme, il y aurait alors 1,54 million d'acres (1,99 million d'acres – 0,45 million d'acres) qui étaient plantés en coton upland mais qui n'avaient pas droit à bénéficier des versements au titre des prêts à la commercialisation. Ce chiffre de 1,54 million représente 12 pour cent de la superficie plantée.[29] Ainsi, en déduisant de 52,35 cents par livre 0,88 cent, on obtient un soutien au titre du programme de prêts à la commercialisation de 46,1 cents par livre. Cela représente une augmentation de 1,76 cent par rapport au niveau de soutien au titre des prêts à la commercialisation indiqué au tableau 1 de l'Appendice à la déclaration de M. Sumner du 22 juillet 2003.

Primes de complément

24. Le Brésil a déjà réfuté l'argument des États-Unis selon lequel il ne convient pas d'ajuster le soutien accordé par le programme de primes de complément pour tenir compte de la non-participation et de la non-admissibilité qui en résulte aux fins des versements.[30]

25. Les diverses "décisions" prises pendant la campagne de commercialisation 1992 en ce qui concerne le programme de primes de complément ont été calculées pour établir des règles qui encourageaient certains producteurs à renoncer à leur droit à bénéficier du programme. En outre, le dossier établit que les décideurs aux États-Unis savaient relativement précisément à l'avance combien d'acres resteraient en dehors du programme sur la base de leurs choix de politique concernant les mises en jachère obligatoires et les taux de prêt.[31]

26. M. Glauber critique M. Sumner pour s'être fondé sur un rendement visé par le programme de 531 livres par acre pour calculer le rapport entre le rendement donnant lieu à des versements et le rendement escompté et déclare que le véritable rendement visé par le programme pendant la

[28] Ou si trois acres additionnels sont plantés au cours de la campagne précédente, parmi d'autres scénarios possibles.

[29] *Comparer* l'Annexe 2 à la pièce n° 105 du Brésil, page 3.

[30] Observation que le Brésil a formulée le 22 août sur la question n° 66, paragraphe 81.

[31] Observation que le Brésil a formulée le 22 août sur la question n° 66, paragraphe 81.

campagne de commercialisation 1992 était de 602 livres par acre.[32] M. Glauber se réfère à un communiqué de presse du Département de l'agriculture des États-Unis qui ne peut être consulté par des personnes extérieures à l'administration des États-Unis comme source des renseignements concernant le rendement donnant lieu à des versements.[33] À supposer que le chiffre de 602 livres par acre utilisé par M. Glauber soit juste, celui-ci continue à tort de se fonder sur le calcul réalisé par M. Sumner du rendement escompté en déclarant que le "rendement escompté sur la base d'une moyenne des rendements en coton upland au cours des cinq campagnes précédentes est de 601 livres par acre". M. Sumner a estimé le rendement donnant lieu à des versements sur la base des rendements effectifs par acre *planté* alors que les rendements donnant lieu à des versements que M. Glauber cite semblent être les rendements moyens approximatifs par acre *récolté*. Pour pouvoir comparer "des pommes et des pommes", le Brésil a recalculé le rendement escompté pour la campagne de commercialisation 1992 comme étant le rendement moyen par acre *récolté* entre 1990 et 1994 sur la base de la publication "Fact Sheet: Upland Cotton" du Département de l'agriculture des États-Unis (656,4 livres par acre).[34] Ainsi, le facteur d'ajustement pertinent n'est pas 1,002 comme le suggère M. Glauber mais 0,917 (603/656,4).

27. M. Glauber ne critique pas l'analyse de M. Sumner concernant l'élément coût de la mise en jachère obligatoire dans le calcul du soutien au titre des primes de complément. Toutefois, M. Glauber a omis de tenir compte de ces coûts liés à la participation au programme. Comme l'a expliqué M. Sumner, ces coûts sont à bon droit déduits des avantages bruts du programme de primes de complément pour le coton.

28. Le Brésil fournit ci-après un calcul révisé qui tient compte du facteur d'ajustement du rendement révisé, à savoir 0,917 – correspondant au rendement donnant lieu aux primes de complément tel qu'indiqué par M. Glauber et au rendement escompté comparable pour la campagne de commercialisation 1992 que M. Glauber n'a à tort pas corrigé. En outre, le Brésil continue de déduire le chiffre relatif au coût calculé par M. Sumner du programme de primes de complément. La formule révisée est la suivante:

> Soutien au titre des primes de complément = 20,55 cents par livre * 0,75 * 0,917 – 0,84 cent par livre = 13,29 cents par livre.

L'utilisation du nouveau rendement donnant lieu à des versements et du nouveau rendement escompté qui lui est comparable se traduit par un ajustement à la hausse de 0,04 cent par livre par rapport aux 13,25 cents par livre présentés par M. Sumner dans sa déclaration du 22 juillet.

Autres versements

29. Le Brésil a déjà longuement répondu aux allégations de M. Glauber souscrivant aux arguments des États-Unis selon lesquels les PFC, l'aide pour perte de parts de marché, les versements directs et les versements CCP, ainsi que les versements au titre de l'assurance-récolte ne constituent pas un "soutien pour" le coton upland. La déclaration de M. Glauber ne fait que réaffirmer ce qui est dit dans les mémoires des États-Unis et ne propose aucune analyse économique à l'appui de ses affirmations.

---

[32] Pièce n° 24 des États-Unis, page 3.

[33] Les États-Unis n'ont pas distribué ce document de sorte que nous ne pouvons pas évaluer son applicabilité à la situation actuelle. M. Sumner s'était fondé sur les meilleurs renseignements auxquels lui-même et le Brésil avaient accès, qui était le rendement moyen en coton upland par acre planté pendant la période de référence comprise entre les campagnes de commercialisation 1981 et 1985.

[34] Pièce n° 4 du Brésil ("Fact Sheet: Upland Cotton", USDA, janvier 2003, page 4).

30. M. Glauber affirme qu'il est pertinent que les versements au titre du programme Step 2 ne soient pas payés directement aux producteurs.[35] Comme le Brésil l'explique dans sa réponse à la question n° 18 du 11 août, un principe de base est que l'effet d'une subvention est indépendant de qui reçoit initialement la subvention.[36] Cela relève du bon sens économique qui fait que les États-Unis notifient les versements au titre du programme Step 2 comme un soutien par produit pour le coton upland. Et c'est ce qui justifie que ces versements soient inclus en tant que "soutien pour un produit spécifique" "décidé" par un Membre en ce qui concerne la campagne de commercialisation 1992. Le texte de l'article 13 b) ii) prescrit, quelle que soit la méthode utilisée, le calcul d'un niveau de soutien *pour le coton upland*, et non *pour les producteurs* de coton upland.

31. Les affirmations de M. Glauber concernant la "double comptabilisation" sont aussi incorrectes. Tous les programmes de soutien que M. Glauber examine (versements au titre des prêts à la commercialisation, versements CCP et primes de complément) ont des effets sur la production et les échanges largement indépendants des versements au titre du programme Step 2. Mais l'objet du calcul d'un taux de soutien au titre de l'article 13 b) ii) n'est pas d'évaluer le *montant* des effets sur la production, les exportations et les prix de l'application simultanée de toutes les mesures de soutien. Le Brésil présentera une analyse d'équilibre de l'intégralité des effets économiques de ces programmes de soutien appliqués simultanément pour sa "communication complémentaire". Une telle analyse n'est toutefois pas requise aux fins du calcul du taux de soutien au titre de l'article 13 b) ii). Le fait que les États-Unis aient notifié le soutien au titre du programme Step 2 comme un soutien "par produit" indique qu'ils considèrent que le programme Step 2 accorde un soutien additionnel pour le coton upland. Le Conseil national du coton des États-Unis en était certainement fermement convaincu.[37] Il était donc approprié que M. Sumner inclut cette subvention ayant un effet de distorsion de la production et des échanges dans le taux de soutien total.

32. Le Brésil note que M. Glauber ne critique aucun autre calcul réalisé par M. Sumner. Pour faciliter le travail du Groupe spécial, le Brésil reproduit le graphique contenant le calcul de M. Sumner tel que modifié à la suite de la critique détaillée faite par les États-Unis de la méthode de M. Sumner. Comme le Groupe spécial le verra, les résultats ne changent pas sensiblement. Le soutien accordé par les États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 excède le soutien décidé pendant la campagne de commercialisation 1992. Ainsi, même avec cette méthode, les États-Unis ne bénéficient pas au titre de la clause de paix de l'exemption des actions fondées sur les articles 5 et 6 de l'Accord SMC ou l'article XVI:1 du GATT de 1994.

Année	1992	1999	2000	2001	2002
	(Cents par livre)				
1. Prêts à la commercialisation	46,10	50,36	50,36	50,36	52,00
2. Primes de complément	13,29	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
3. Programme Step 2	2,46	2,46	2,46	2,46	3,71
4. Assurance-récolte	0,36	2,00	2,00	2,62	2,62
5. Versements PFC	n.d.	6,13	5,70	4,65	n.d.
6. Perte de parts de marché	n.d.	6,10	6,07	6,42	n.d.
7. Versements directs	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	5,31
8. Versements CCP	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	10,65
9. Versements pour les graines de coton	0,00	0,97	2,27	0,00	0,61
10. Soutien total	**62,21**	**68,03**	**68,87**	**66,51**	**74,91**

[35] Pièce n° 24 des États-Unis, page 3.

[36] Pièce n° 140 du Brésil (Pindyck, Robert S. et Rubinfeld, Daniel L., *Microeconomics*, 5th edition (2002), Prentice Hall, New Jersey, pages 313 à 317).

[37] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 127.

Paragraphes 135 à 146 et pièces n° 25 à n° 29 des États-Unis

33. Le Brésil a démontré que d'après le sens ordinaire de l'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture, dans son contexte et conformément à l'objet et au but de l'article 10 et de l'Accord sur l'agriculture dans son ensemble, les garanties de crédit à l'exportation sont soumises aux disciplines générales concernant les subventions à l'exportation figurant dans cet accord.[38] L'article 10:2 annonce l'intention des Membres d'œuvrer à l'élaboration de négociations concernant des disciplines spécifiques pour les crédits à l'exportation. Dans l'intervalle, les disciplines générales concernant les subventions à l'exportation qui figurent dans l'Accord sur l'agriculture s'appliquent aux crédits à l'exportation, si ces crédits à l'exportation constituent des subventions à l'exportation.[39]

34. Les États-Unis affirment que l'article 10:2 exclut les garanties de crédit à l'exportation des disciplines générales concernant les subventions à l'exportation de l'Accord sur l'agriculture, y compris les dispositions anticontournement de l'article 10:1. L'Organe d'appel a toutefois conclu que pour exempter ou exclure des catégories particulières de mesures des obligations générales telles que les obligations concernant les subventions à l'exportation contenues dans l'Accord sur l'agriculture, l'exemption ou l'exclusion doivent être *explicites* dans le texte d'un accord.[40] L'article 10:2 n'inclut aucune exclusion ou exemption explicite de ce type. Les négociateurs savaient comment formuler une telle exemption ou exclusion explicite, comme en témoignent par exemple l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture, la note de bas de page 15 à l'article 6.1 a) de l'Accord SMC et le deuxième paragraphe du point k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation.[41]

35. À l'appui de leur interprétation, les États-Unis invoquent "toute pratique ultérieurement suivie dans l'application du traité par laquelle est établi l'accord des parties à l'égard de l'interprétation du traité", au sens de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*.[42] D'après les États-Unis, les négociations sur les questions liées au crédit à l'exportation pour les produits agricoles qui ont eu lieu au sein de l'OCDE après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, et une déclaration du Secrétariat de l'OCDE, constituent une "pratique ultérieure" établissant l'accord des Membres de l'OMC à l'égard du fait que l'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture exempte les crédits à l'exportation de toute discipline quelle qu'elle soit.

36. Les États-Unis ont tort. Ils n'ont pas établi "une suite d'actes ou de déclarations "concordants, communs et d'une certaine constance", suffisante pour que l'on puisse discerner une attitude qui suppose l'accord des parties [à un traité] à l'égard de son interprétation", qui est la norme adoptée par l'Organe d'appel pour établir une "pratique ultérieure" au titre de l'article 31 3) b) de la *Convention de*

---

[38] *Voir* la déclaration que le Brésil a présentée à la première réunion du Groupe spécial; paragraphes 100 à 115; les réponses que le Brésil a données le 11 août à la question n° 70 du Groupe spécial (paragraphe 138); la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil du 22 août, paragraphes 99 et 100; les observations que le Brésil a formulées le 22 août sur les réponses aux questions n° 74 (paragraphes 89 et 90), n° 80 (paragraphe 98) et n° 88 b) (paragraphes 117 à 119) du Groupe spécial.

[39] Les garanties de crédit à l'exportation ne sont pas en soi soumises à ces disciplines, comme elles le seraient si elles figuraient à l'article 9:1 de l'Accord sur l'agriculture (*voir par exemple* l'observation que le Brésil a formulée le 22 août, paragraphe 97, la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 35 des tierces parties, les réponses des CE à la question n° 35 des tierces parties, paragraphe 70). Le Brésil a démontré que les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP constituaient des subventions à l'exportation au titre des articles 1 e) et 10:1 de l'Accord sur l'agriculture, au titre des articles 1.1 et 3.1 a) de l'Accord SMC et au titre du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation annexée à l'Accord SMC.

[40] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, WT/DS231/AB/R, paragraphes 201 à 208; rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, WT/DS26/AB/R, paragraphe 128. *Voir* la discussion reproduite aux paragraphes 107 et 108 de la déclaration orale du Brésil.

[41] Déclaration orale du Brésil, paragraphes 105 et 106.

[42] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 135.

Vienne.[43] Il est manifeste d'après les positions prises par le Canada, les Communautés européennes et la Nouvelle-Zélande dans le présent différend, selon lesquelles *pas même les Membres de l'OMC qui ont participé aux négociations de l'OCDE* ne sont d'accord avec l'interprétation que donnent les États-Unis de l'article 10:2.[44] Aucun élément ne prouve non plus que "pratique ultérieure" signifie un accord sur l'interprétation des États-Unis parmi les 136 Membres de l'OMC qui n'ont pas participé aux négociations de l'OCDE.

37. Le Brésil note en outre que le Secrétariat de l'OMC, qui est mieux placé pour se pencher sur les interprétations des accords visés que le Secrétariat de l'OCDE, ne semble pas être d'accord pour dire que les crédits à l'exportation de produits agricoles sont exemptés des disciplines générales concernant les subventions à l'exportation de l'Accord sur l'agriculture en vertu de l'article 10:2.[45]

38. Les États-Unis font aussi valoir que l'historique des négociations des articles 9:1 et 10:2 de l'Accord sur l'agriculture étaye leur argument selon lequel les garanties de crédit à l'exportation sont exemptées des disciplines générales concernant les subventions à l'exportation de l'Accord sur l'agriculture. Les États-Unis avancent trois arguments à cet égard.

39. *Premièrement*, les États-Unis examinent l'historique de la négociation de l'article 9:1.[46]

40. Dans l'accord cadre de De Zeeuw, les États-Unis appellent l'attention sur le paragraphe 20 e) qui envisageait que les Membres fournissent "des données sur les dépenses financières ou les pertes de recettes fiscales … en ce qui concerne les crédits à l'exportation fournis par les gouvernements ou leurs organismes à des conditions inférieures à des conditions pleinement commerciales".[47] Les États-Unis estiment apparemment que comme le paragraphe 20 e) n'a pas été repris dans l'Accord sur l'agriculture, les crédits à l'exportation ne sont pas soumis aux disciplines concernant les subventions à l'exportation figurant dans l'Accord.

41. Le Brésil note toutefois que le paragraphe 20 g) portait sur "les avantages ou incitations fiscaux liés aux résultats à l'exportation". Cette disposition n'a pas non plus été reprise dans l'Accord sur l'agriculture. Néanmoins, des groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont décidé que certains avantages ou incitations fiscaux liés aux résultats à l'exportation comme les mesures FSC et ETI des États-Unis étaient soumis aux disciplines générales concernant les subventions à l'exportation de l'Accord sur l'agriculture, y compris l'article 10:1.

42. De même, les États-Unis attirent l'attention sur l'additif 10 à la note énonçant les options du Président Dunkel, qui inclut une liste exemplative de pratiques en matière de subventions à l'exportation.[48] Un certain nombre de points figurant dans cette liste exemplative ont été en définitive inclus, avec des modifications, à l'article 9:1 de l'Accord sur l'agriculture.[49] D'autres ne l'ont pas été, notamment le point h), qui concerne les "[c]rédits à l'exportation fournis par les pouvoirs publics ou

---

[43] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Produits agricoles (fourchettes de prix)*, WT/DS207/AB/R, paragraphe 213; rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, page 107.

[44] *Voir* la troisième communication du Canada en tant que tierce partie (paragraphes 51 à 54); la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie (paragraphes 28 à 31); la communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie (paragraphes 3.13 à 3.16).

[45] G/AG/NG/S/13 (26 juin 2000), paragraphe 44 ("[L]es seules règles et disciplines applicables à ce jour aux crédits à l'exportation de produits agricoles sont celles de l'Accord sur l'agriculture, mais uniquement dans la mesure où ces crédits constituent des subventions à l'exportation au sens dudit accord.").

[46] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 136 à 138.

[47] *Voir* la pièce n° 25 des États-Unis.

[48] Pièce n° 27 des États-Unis.

[49] Le paragraphe 48 a) correspond à l'article 9:1 a), le paragraphe 48 e) à l'article 9:1 e), le paragraphe 48 f) à l'article 9:1 d), le paragraphe 48 j) à l'article 9:1 f) et le paragraphe 48 k) à l'article 9:1 c).

leurs organismes à des conditions inférieures à des conditions pleinement commerciales", et le point i) qui concerne les "[p]rogrammes subventionnés de garantie ou d'assurance du crédit à l'exportation". Les États-Unis estiment apparemment que comme les points h) et i) n'ont pas été repris dans l'Accord sur l'agriculture, les crédits à l'exportation, y compris les garanties de crédit à l'exportation et les programmes d'assurance, ne sont pas soumis aux disciplines concernant les subventions à l'exportation de l'Accord.

43. Le Brésil note toutefois que le point g) de la liste exemplative du Président Dunkel mentionne les "[a]vantages ou incitations fiscaux liés aux résultats à l'exportation, autres que la remise des impôts indirects". Cette disposition n'a pas non plus été reprise à l'article 9:1 de l'Accord sur l'agriculture. Néanmoins, comme le Brésil l'a déjà fait observer, des groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont décidé que certains avantages ou incitations fiscaux liés aux résultats à l'exportation comme les mesures FSC et ETI des États-Unis étaient soumis aux disciplines générales concernant les subventions à l'exportation de l'Accord sur l'agriculture, y compris l'article 10:1.

44. Le Brésil suppose que les États-Unis n'ont tout simplement pas tenu compte du paragraphe 20 g) de l'accord-cadre de De Zeeuw et du point g) de la liste exemplative du Président Dunkel lorsqu'ils déclarent, au paragraphe 143 de la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation que:

> l'historique de la négociation révèle que les Membres ont très tôt spécifiquement inclus les crédits à l'exportation et les garanties de crédit à l'exportation en tant que thème de négociation et ont spécifiquement choisi de ne *pas* inclure de telles pratiques parmi les subventions à l'exportation. Par contre, l'historique de négociation ne révèle aucune discussion comparable au sujet des FSC.

45. Compte tenu de ces faits, il est évident que l'historique de la négociation de l'article 9:1 n'étaye pas l'argument des États-Unis selon lequel les garanties de crédit à l'exportation sont exemptées des disciplines générales concernant les subventions à l'exportation de l'Accord sur l'agriculture.

46. *Deuxièmement*, les États-Unis font valoir que les changements introduits dans le texte de l'article 10:2 entre le projet d'acte final et la version finale de l'Accord sur l'agriculture signifient que les crédits à l'exportation ne sont pas soumis aux disciplines concernant les subventions à l'exportation figurant dans l'Accord.[50]

47. La version de l'article 10:2 que les négociateurs ont incluse dans le projet d'acte final était libellée comme suit:

> Les participants s'engagent à ne pas offrir de crédits à l'exportation, de garanties de crédit à l'exportation ni de programmes d'assurance si ce n'est en conformité avec des disciplines convenues au niveau international.

Les États-Unis font valoir que cette version de l'article 10:2 "prohiberait manifestement le recours à des garanties de crédit à l'exportation sauf en conformité avec des disciplines convenues [au niveau international]", qui, affirment-ils, "incluraient celles prévues par l'Accord SMC".[51]

48. La version de l'article 10:2 figurant dans l'Accord sur l'agriculture est libellée comme suit:

---

[50] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 140 à 142.
[51] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 140.

> Les Membres s'engagent à œuvrer à l'élaboration de disciplines convenues au niveau international pour régir l'octroi de crédits à l'exportation, de garanties de crédit à l'exportation ou de programmes d'assurance et, après accord sur ces disciplines, à n'offrir de crédits à l'exportation, de garanties de crédit à l'exportation ou de programmes d'assurance qu'en conformité avec lesdites disciplines.

Les États-Unis font valoir qu'en modifiant le texte, "[l]es Membres ont manifestement décidé par la suite de ne *pas* subordonner l'utilisation des garanties de crédit à l'exportation à une conformité avec les disciplines concernant les subventions à l'exportation de l'Accord sur l'agriculture ou de l'Accord SMC".[52]

49. Selon l'interprétation que donnent les États-Unis de l'historique de la négociation, le Groupe spécial devrait accepter le fait que la version de l'article 10:2 figurant dans le projet d'acte final aurait imposé aux Membres une *charge plus lourde* que ne le fait la version de l'article 10:2 qui a été finalement incluse dans l'Accord sur l'agriculture. En fait, toutefois, l'article 10:2 du projet d'acte final a été modifié pour indiquer clairement que les négociateurs s'attendaient à ce que les Membres *poursuivent* effectivement des négociations concernant des disciplines spécifiques. Alors que la version de l'article 10:2 figurant dans le projet d'acte final ne comportait pas d'engagement de poursuivre ces négociations, la version finale de l'article 10:2 comporte effectivement un tel engagement. La modification n'a aucunement *allégé* la charge des Membres mais au contraire a *alourdi* cette charge.

50. C'est du moins ce qu'ont compris certains Membres puisque peu de temps après l'achèvement du Cycle d'Uruguay, ils ont lancé des négociations dans le cadre de l'OCDE concernant des disciplines spécifiques relatives au crédit à l'exportation.[53] Les États-Unis laissent entendre que le fait que le Brésil ait "admis" que ces négociations n'avaient pas encore débouché sur un accord concernant des disciplines spécifiques pour les crédits à l'exportation porte un coup fatal aux allégations qu'il formule. Le Brésil a démontré ailleurs, toutefois, que si ces négociations sont en suspens, rien dans l'article 10:2 (ni dans l'article 1 e)) n'exempte les crédits à l'exportation des disciplines générales concernant les subventions à l'exportation figurant par exemple à l'article 10:1 de l'Accord sur l'agriculture. Si les crédits à l'exportation constituent des subventions à l'exportation, ils sont soumis à ces disciplines. Comme indiqué ci-dessus, l'Organe d'appel a conclu que pour exempter des catégories particulières de mesures d'obligations générales telles que l'article 10:1, l'exemption devait être explicite.[54] Les négociateurs savaient comment rendre les exemptions explicites mais ne l'ont pas fait dans le cas des crédits à l'exportation.[55]

51. *Troisièmement*, les États-Unis font valoir que "l'interprétation du Brésil exigerait que les garanties de crédit à l'exportation de produits agricoles soient soumises à plus de disciplines que toute autre pratique mentionnée dans l'Accord sur l'agriculture", car "non seulement les garanties de crédit à

---

[52] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 141.

[53] L'affirmation des États-Unis selon laquelle le membre de phrase "disciplines convenues au niveau international" figurant à l'article 10:2 du projet d'acte final renvoyait aux disciplines "envisagées par l'Accord SMC du projet d'acte final" n'est pas crédible. Lorsque les négociateurs ont voulu se référer à des accords de l'OMC en suspens en dehors du projet d'Accord sur l'agriculture, ils ont nommément cité ces accords de l'OMC. Par exemple, l'article 5:8 du projet d'Acte final (concernant les sauvegardes agricoles spéciales) renvoie spécifiquement au GATT et à l'Accord sur les sauvegardes. De même, la version finale de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture inclut de nombreuses références spécifiques à l'Accord SMC.

[54] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, WT/DS231/AB/R, paragraphes 201 à 208, rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, WT/DS26/AB/R, paragraphe 128. *Voir* la discussion aux paragraphes 107 et 108 de la déclaration orale du Brésil.

[55] *Voir, par exemple*, l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture, la note de bas de page 15 de l'article 6.1 a) de l'Accord SMC et le deuxième paragraphe du point k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation.

l'exportation constitueraient des subventions à l'exportation et seraient soumises à la totalité des disciplines concernant les subventions à l'exportation, mais les Membres seraient aussi spécifiquement obligés d'œuvrer pour l'adoption de disciplines *additionnelles* puis de les appliquer".[56] Cette déclaration est incorrecte pour plusieurs raisons:

- Comme l'ont expliqué le Brésil, la Nouvelle-Zélande et les Communautés européennes, comme les crédits à l'exportation ne figurent pas à l'article 9:1, ils ne "constituent [pas nécessairement] des subventions à l'exportation".[57] Ils ne constituent des subventions à l'exportation que s'ils sont des contributions financières qui confèrent des avantages et sont subordonnés aux exportations, ou s'ils satisfont aux éléments de l'un des points de la Liste exemplative de subventions à l'exportation annexée à l'Accord SMC.

- Les crédits à l'exportation sont uniquement "soumis à la totalité des disciplines concernant les subventions à l'exportation" de l'Accord sur l'agriculture s'ils entraînent un contournement des engagements de réduction des subventions à l'exportation d'un Membre.

- Il n'est pas certain que des disciplines spécifiques quelconques résultant des négociations entreprises conformément à l'article 10:2 seront "additionnelles" à celles qui figurent déjà dans l'Accord sur l'agriculture ou l'Accord SMC. Ces négociations ne sont pas encore achevées. En fonction de l'accord qui sera négocié, il est tout à fait possible que le texte correspondant remplace les disciplines figurant dans l'Accord sur l'agriculture.

52. Par conséquent, l'argument des États-Unis est inexact et n'étaye pas leur affirmation selon laquelle les garanties de crédit à l'exportation sont exemptées des disciplines générales concernant les subventions à l'exportation de l'Accord sur l'agriculture, même si elles sont conformes à la définition d'une "subvention à l'exportation".

Paragraphes 147 à 152

53. Les États-Unis font valoir qu'ils n'ont pas inclus les quantités exportées au titre des programmes de la CCC dans leur calcul de la moyenne des subventions à l'exportation entre 1986 et 1990 (la période de base à partir de laquelle les engagements de réduction des subventions à l'exportation ont été calculés pendant le Cycle d'Uruguay)[58] parce qu'ils ne considéraient pas que les garanties de crédit à l'exportation de la CCC étaient des subventions à l'exportation soumises aux engagements de réduction.[59] D'après les États-Unis, soumettre les programmes de garantie du crédit à l'exportation aux engagements de réduction des subventions à l'exportation figurant dans l'Accord sur l'agriculture aboutirait donc à une "injustice flagrante".[60]

54. Ce n'est cependant pas la conclusion logique qui s'impose. Il semble que pendant les négociations du Cycle d'Uruguay, les États-Unis aient adopté la même position que dans le présent différend – à savoir que les programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC ne constituent

[56] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 142.

[57] *Voir, par exemple,* l'observation du Brésil du 22 août, paragraphe 97, la réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 35 des tierces parties, les réponses des CE à la question n° 35 des tierces parties, paragraphe 70.

[58] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 148.

[59] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 149.

[60] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 147 à 153, *voir* le titre de cette section.

pas des subventions à l'exportation au sens du point j) et des articles 1.1 et 3.1 a) de l'Accord SMC et que les garanties de crédit à l'exportation de la CCC ne sont donc pas soumises aux disciplines générales concernant les subventions à lexportation figurant dans l'Accord sur l'agriculture.[61] Les États-Unis ne se sont pas senti obligés d'inclure les garanties de crédit à l'exportation de la CCC dans leur calcul des engagements de réduction des subventions à l'exportation parce qu'ils ne considéraient pas qu'elles constituaient des subventions à l'exportation au titre de ces dispositions. Le Brésil convient que toutes les garanties de crédit à l'exportation ne sont pas des subventions à l'exportation et que, par conséquent, toutes les garanties de crédit à l'exportation ne sont pas soumises aux engagements de réduction des subventions à l'exportation. Toutefois, si ces garanties sont conformes aux critères du point j) ou constituent des subventions subordonnées aux résultats à l'exportation au titre des articles 1.1 et 3.1 a) de l'Accord SMC, elles sont des subventions à l'exportation.[62] (Le Brésil a démontré que les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP sont des subventions à l'exportation. Il s'ensuit que les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP sont soumis aux engagements de réduction et, de fait, entraînent ou menacent d'entraîner un contournement des engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation.)

Paragraphes 156 et 157, 160 à 162 et pièces n° 31 et n° 32 des États-Unis

55. Les États-Unis font valoir que l'on n'obtiendrait pas une image exacte en comparant les réestimations faites au cours d'une année donnée quelconque (et enregistrées dans le budget des États-Unis) avec les estimations des subventions par cohortes pour les garanties versées au cours de cette année. Plus précisément, les États-Unis font valoir que "les réestimations à la hausse et les réestimations à la baisse qui apparaissent dans un seul budget ne peuvent pas être nécessairement mises en relation pour obtenir une "réestimation nette" théorique".[63] Le Brésil n'a jamais dit le contraire. Dans le graphique inclus au paragraphe 115 de sa communication présentée à titre de réfutation le 22 août, le Brésil compare les estimations initiales des subventions *par cohortes* aux réestimations *par cohortes*, cumulées sur la période 1992-2002, pour donner une image des frais et des pertes à longue échéance au titre de la gestion des "programmes", comme prescrit au point j) (plutôt que des frais et des pertes pour une cohorte particulière). Les États-Unis eux-mêmes utilisent cette même méthode (bien qu'avec des données différentes) au paragraphe 161 de leur communication présentée à titre de réfutation le 22 août.

56. En ce qui concerne les données se rapportant à la FCRA, il serait en fait tout simplement inapproprié de tenter de mettre en relation une estimation d'une subvention par cohortes pour une année et des réestimations autres que par cohortes pour un exercice budgétaire enregistrées dans le budget pour n'importe quelle année. Le Brésil n'a jamais fait cette comparaison. Comme le notent les États-Unis, cela serait inapproprié parce que les réestimations enregistrées dans le budget telles qu'elles sont faites au cours d'une année ne portent pas nécessairement sur les estimations des subventions pour les garanties versées au cours de cette année. Si les données sont présentées cumulativement sur une période constituant la longue échéance, toutefois, et ne tentent pas de mettre en *relation* des estimations des subventions par cohortes à des réestimations autres que par cohortes pour un exercice budgétaire, enregistrées dans le budget pour n'importe quelle année, une comparaison est parfaitement acceptable. Plus précisément, comparer les estimations des subventions cumulées aux réestimations cumulées montrent si le "programme" enregistre des pertes ou génère des

[61] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 151. Les arguments des États-Unis dans la présente affaire démontrent qu'ils restent d'avis que leurs programmes ne constituent pas des subventions à l'exportation au sens des articles 1.1 et 3.1 a), y compris le point j) de l'Accord SMC, ni au sens des articles 1 e), 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture.

[62] Observation que le Brésil a formulée le 22 août sur la question n° 80, paragraphe 98. *Voir* aussi la réponse que les CE ont donnée le 11 août à la question n° 30 des tierces parties, paragraphe 65. La réponse que la Nouvelle-Zélande a donnée le 11 août à la question n° 35 des tierces parties.

[63] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 160.

bénéfices à longue échéance. Comparer les chiffres cumulés n'exige pas que les estimations et les réestimations enregistrées dans le budget pour n'importe quelle année correspondent.

57. Par exemple, cette approche peut être appliquée aux données figurant dans la pièce n° 31 des États-Unis jointe à la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis le 22 août. La colonne "subventions" figurant dans la pièce n° 31 des États-Unis donne la liste des estimations des subventions provenant de la colonne "exercice précédent" du budget des États-Unis pour chaque cohorte pendant la période 1992-2003. En déduisant les réestimations à la baisse cumulées annuelles du montant cumulé initial des subventions et en ajoutant les réestimations à la hausse cumulées annuelles à ce montant initial, *on obtient des subventions positives de 500 millions de dollars*.[64] L'ajout des dépenses administratives pour la période 1992-2003 augmente ce montant de 43 millions de dollars supplémentaires.[65] À première vue, les données fournies par les États-Unis dans la pièce n° 31 démontrent que les programmes de garanties de la CCC perdent de l'argent. Ce résultat n'est pas touché par la critique "des pommes et des oranges" formulée au paragraphe 160 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis le 22 août.

58. La façon dont le Brésil traite les données figurant dans le graphique du paragraphe 165 de ses réponses aux questions du 11 août n'est pas non plus "une comparaison pommes/oranges" de données portant sur un exercice budgétaire et de données par cohortes, comme l'allèguent les États-Unis au paragraphe 160 de la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation le 22 août. Le graphique figurant au paragraphe 165 n'a rien à voir avec la formule de calcul des frais de la FCRA. Il suit les résultats d'une formule que le Brésil a construite pour vérifier, par des moyens différents, que les frais et les pertes à longue échéance au titre de la gestion des programmes de garantie des exportations de la CCC excèdent les primes perçues. Les données figurant dans ce graphique ne sont pas des estimations des subventions liées à la FCRA qui sont enregistrées par cohortes ou qui font l'objet des réestimations exigées par la FCRA. En fait, la colonne de gauche de ce graphique indique les recettes perçues sur la base de l'exercice budgétaire (et non par cohortes) et la colonne de droite du graphique indique les frais encourus sur la base de l'exercice budgétaire (et non par cohortes). Pour la période 1993-2002, le total des recettes inscrit dans la colonne de gauche est sensiblement inférieur au total des frais dans la colonne de droite. Cela ne revient pas "à comparer des pommes et des oranges" et démontre que les programmes de garantie des exportations de la CCC constituent des subventions à l'exportation au sens du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation.

59. Dans le graphique figurant au paragraphe 161 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis le 22 août, les États-Unis déduisent les réestimations cumulées sur la base de cohortes de l'estimation initiale des subventions par cohortes provenant du budget des États-Unis. Les données des États-Unis posent certains problèmes factuels.[66] Il n'est cependant pas

---

[64] (2 737 – 297) – (2 629 + 870) + (1 262 + 297) = 500. Puisque aucune réestimation n'a été réalisée pour 2004, le Brésil a déduit du montant initial des subventions figurant dans la pièce n° 31 des États-Unis l'estimation de 297 millions de dollars figurant dans le budget de 2004. Si les États-Unis avaient déduit les réestimations à la baisse de l'estimation *initiale* des subventions figurant dans la colonne "exercice budgétaire" de la ligne "subventions sous forme de prêts garantis" du budget annuel des États-Unis et avaient ajouté les réestimations à la hausse à cette estimation initiale, cela aurait donné des subventions positives et, par conséquent, une perte de 2,038 milliards de dollars. *Voir* la pièce n° 192 du Brésil.

[65] *Voir* le paragraphe 132 de la déclaration faite par le Brésil à la première réunion du Groupe spécial du 22 juillet et les citations jointes.

[66] Premièrement, les États-Unis n'ont pas communiqué de documents attestant l'exactitude des chiffres relatifs aux réestimations fournis dans le graphique pour la période 1993-2000. En revanche, le graphique figurant au paragraphe 115 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil le 22 août indique des réestimations cumulées sur la base de cohortes qui proviennent directement du tableau 8 du Federal Credit Supplement inclus dans le budget des États-Unis pour 2004. *Voir* la pièce n° 182 du Brésil. Deuxièmement, bien que les États-Unis affirment qu'ils ont déduit les réestimations cumulées des "estimations *initiales* des subventions", ils ont en fait déduit les réestimations cumulées du chiffre correspondant aux "subventions sous

particulièrement important de résoudre ces problèmes puisque le graphique figurant au paragraphe 161 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis le 22 août lui-même fait apparaître des subventions positives cumulées pour les programmes de plus de 381 millions de dollars pour la période 1992-2002.[67] Ces subventions positives sont compatibles avec les états financiers de la CCC pour 2002, qui indiquent, par un pointage continu, un montant cumulé de subventions pour toutes les garanties de crédit à l'exportation de la CCC postérieures à 1991 de 411 millions de dollars.[68] Les programmes de garantie à l'exportation de la CCC ont perdu de l'argent sur la période 1992-2002.

60. La thèse des États-Unis semble être que comme les réestimations des subventions sont en général à la baisse, les programmes de la CCC dégagent des bénéfices à longue échéance. Or, cela signifie seulement que les estimations initiales de la CCC étaient trop élevées.[69] Le véritable critère est le résultat obtenu lorsque les réestimations par cohortes sont déduites des estimations initiales des subventions pour chaque cohorte et cumulées sur une période constituant la longue échéance, de sorte que les frais et les pertes à longue échéance des programmes puissent être déterminés comme prescrit au point j). En déduisant les réestimations des estimations initiales des subventions sur la base de cohortes, on obtient des subventions positives, ce qui montre qu'à longue échéance, la CCC perd de l'argent avec ses programmes de garantie à l'exportation. Ce résultat est obtenu que le Groupe spécial accepte ou non le graphique figurant au paragraphe 161 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis le 22 août, le graphique figurant au paragraphe 115 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil le 22 août[70], ou le chiffre cumulé des subventions figurant dans les états financiers de la CCC pour 2002.[71]

---

forme de prêts garantis" figurant dans la colonne "*exercice précédent*" du budget des États-Unis, ce qui donne un chiffre inférieur. En utilisant les données relatives aux subventions provenant du budget des États-Unis pour l'"exercice précédent", le graphique figurant au paragraphe 115 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil le 22 août donnerait toujours une subvention positive de 211 millions de dollars, auxquels il faudrait ajouter 43 millions de dollars au titre des dépenses administratives, soit une perte totale de 254 millions de dollars pour la période 1992-2002. Voir la pièce n° 193 du Brésil. Troisièmement, les États-Unis n'ont pas inclus les dépenses administratives pour les programmes de garantie à l'exportation de la CCC, qui s'élèvent à 43 millions de dollars pour la période 1992-2003.

[67] Même si l'on accepte la validité des données inscrites dans le graphique des États-Unis, le Brésil note qu'en additionnant ces chiffres, on obtient un résultat différent du total de 381,35 millions de dollars communiqué par les États-Unis. En utilisant les données des États-Unis, le Brésil arrive à un chiffre de 230 127 023 dollars au titre des subventions, déduction faite des réestimations.

[68] Pièce n° 158 du Brésil (US Department of Agriculture, Office of Inspector General, Financial and IT Operations, Audit Report, *Commodity Credit Corporation's Financial Statements for Fiscal Year 2002*, Audit Report No. 06401-15-FM (décembre 2002), Notes to the Financial Statements, page 19).

[69] Le Brésil fait observer que d'après l'Inspecteur général de l'USDA, les estimations de la CCC sont en fait *sous-évaluées*. Dans les rapports d'audit pour les exercices budgétaires 1999, 2000 et 2001, il a été constaté que les estimations et les réestimations de la CCC avaient "sous-évalué" les frais et les pertes dans une proportion allant de 11 millions de dollars à 430 millions de dollars. Pièce n° 194 du Brésil (US Department of Agriculture Office of Inspector General Great Plains Region Audit Report, Commodity Credit Corporation's Financial Statements for Fiscal Year 2001, Audit Report n° 06401-4-KC, février 2002, page 11); pièce n° 195 du Brésil (US Department of Agriculture Office of Inspector General Financial and IT Operations Audit Report, Audit Report n° 06401-14-FM, Commodity Credit Corporation's Financial Statements for Fiscal Year 2000, juin 2001, page 9); pièce n° 196 du Brésil (US Department of Agriculture Office of Inspector General Financial and IT Operations Audit Report, US Department of Agriculture Consolidated Financial Statements for Fiscal Year 1999, Report n° 50401-35-FM, février 2000, page 9).

[70] Là encore, en utilisant les chiffres des subventions de l'"exercice précédent" pour ce graphique, on obtient des subventions positives de 211 millions de dollars pour la période 1992-2002. *Voir* la pièce n° 193 du Brésil (Net Lifetime Reestimates of Guaranteed Loan Subsidy by Cohort).

[71] Pièce n° 158 du Brésil (US Department of Agriculture, Office of Inspector General, Financial and IT Operations, Audit Report, *Commodity Credit Corporation's Financial Statements for Fiscal Year 2002*, Audit Report n° 06401-15-FM (décembre 2002), Notes to the Financial Statements, page 19).

61. Les États-Unis suggèrent peut-être que les réestimations finiront toujours par donner des subventions négatives et des bénéfices. Les données montrent que ce n'est toutefois pas le cas. En déduisant les réestimations des estimations initiales des subventions, on n'obtient pas toujours des subventions négatives, ou des bénéfices, sur la base de cohortes. Les graphiques figurant au paragraphe 161 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis le 22 août et au paragraphe 115 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil le 22 août le prouvent. Il n'est même pas pertinent non plus de se concentrer sur les résultats des cohortes individuelles puisque le point j) prescrit une analyse des frais et des pertes "à longue échéance" des "programmes" de garantie à l'exportation, et non des cohortes. C'est pourquoi le Brésil, et sans doute les États-Unis, ont calculé les résultats cumulés pour les graphiques figurant au paragraphe 161 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis le 22 août et au paragraphe 115 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil le 22 août.

62. En tout état de cause, si la CCC avait estimé qu'elle finirait par tirer de l'argent de ses garanties sur la base de cohortes, pourquoi continue-t-elle de fournir des estimations initiales qui sont si élevées? Alors que certains facteurs entrant dans le processus d'estimation sont dictés par la FCRA et l'Office of Management and Budget des États-Unis, l'estimation initiale des subventions se fonde essentiellement sur l'expérience passée de la CCC au titre de ses garanties. Le Brésil a fait observer ailleurs que d'après le Federal Accounting Standards Advisory Board des États-Unis, la Gouvernment-Wide Audited Financial Statements Task Force on Credit Reform, l'Office of Management and Budget et l'UDSA lui-même, "[l]es méthodes pour estimer les liquidités futures pour les programmes de crédit existants doivent tenir compte de l'expérience passée"[72], "l'expérience passée réelle de la performance d'une catégorie de risque est un *facteur essentiel* sur lequel se base une estimation du coût des impayés"[73] et les présupposées techniques sous-tendant les calculs des subventions correspondent à "des rapports sur les liquidités et une performance des prêts passés".[74] Si l'expérience passée permettait d'établir que la CCC dégagerait en permanence des bénéfices, la CCC refléterait cette expérience passée dans ses estimations des subventions. L'expérience passée réelle est après tout un "facteur essentiel" sur lequel se fondent ces estimations. Le fait que la CCC continue de fournir des estimations initiales de subventions positives significatives démontre que son expérience passée réelle ne permet *pas* de penser qu'elle tirera de l'argent de ses garanties de prêts. Comme ces estimations sont calculées et enregistrées *sur la base de la valeur nette en cours*, la CCC continue apparemment de considérer qu'elle encourra des frais nets significatifs au moment où les cohortes seront closes.

63. Les opinions que la CCC semble avoir en ce qui concerne son expérience passée des programmes de garantie à l'exportation sont justifiées. Les éléments de preuve concernant l'expérience passée réelle de la CCC confirment que les frais et les pertes à longue échéance au titre de la gestion des programmes de garantie de la CCC excèdent les primes perçues. Au paragraphe 109 de la communication qu'il a présentée à titre de réfutation le 22 août, le Brésil résume ces éléments de

---

[72] Pièce n° 162 du Brésil (Government-Wide Audited Financial Statements Task Force on Credit Reform, ISSUE PAPER, *Model Credit Programme methods and Documentation for Estimating Subsidy Rates and the Model Information Store*, 96-CR-7 (1er mai 1996), page 2).

[73] Pièce n° 118 du Brésil (Federal Accounting Standards Advisory Board, STATEMENT OF FEDERAL FINANCIAL ACCOUNTING STANDARDS NO. 19, *Technical Amendments to Accounting Standards for Direct Loans and Loan Guarantees in Statement of Federal Financial Accounting Standards No. 2* (mars 2001), page 16 (paragraphe 36)). *Voir aussi* pièce n° 160 (US Department of Agriculture, Office of the Chief Financial Officer, Credit, Travel, and Accounting Division, *Agriculture Financial Standards Manual* (mai 2003), page 120 ("Pour estimer le coût des impayés, les facteurs de risques suivants sont pris en considération: 1) expérience de la performance des prêts; …")).

[74] Pièce n° 163 du Brésil (Office of Management and Budget Annual Training, Introduction to Federal Credit Budgeting, 24 juin 2002, page 9).

preuve.[75] Bien que les États-Unis laissent entendre au paragraphe 172 de la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation le 22 août que les éléments de preuve du Brésil ont tous "entre dix et 20 ans" d'ancienneté, un examen rapide des éléments de preuve, qui incluent des données provenant du budget des États-Unis pour 2004 et des états financiers de la CCC pour 2002 prouve le contraire. Par conséquent, même si le Groupe spécial est d'accord avec la conclusion des États-Unis, figurant au paragraphe 162 de la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation le 22 août, selon laquelle la formule de calcul des frais de la FCRA n'est pas une façon idéale de déterminer les frais des programmes de garantie à l'exportation de la CCC, le Brésil a établi par d'autres moyens que les primes de la CCC ne parvenaient pas à couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion des programmes.

Paragraphe 169 et pièce n° 33 des États-Unis

64. Les États-Unis ont affirmé qu'il n'y avait pas d'"arriérés" en ce qui concernait les rééchelonnements de la dette.[76] Le Brésil a deux observations à faire. Premièrement, les États-Unis n'indiquent pas la source des données qu'ils incluent dans la pièce n° 33 des États-Unis. Deuxièmement, le Brésil maintient qu'il ne convient pas de traiter la dette rééchelonnée comme des sommes recouvrées.[77] L'hypothèse des États-Unis selon laquelle il n'y aura pas d'arriérés ne tient pas compte non seulement du coût du rééchelonnement mais aussi du fait qu'il peut y avoir de nouveaux impayés sur la dette rééchelonnée.[78] Bien que la dette rééchelonnée soit traitée comme une somme à recevoir, la CCC reconnaît dans ses états financiers que toutes les sommes à recevoir ne sont pas réputées recouvrables.[79] En outre, le Brésil suppose que la dette rééchelonnée est soumise au processus d'estimation ou de réestimation de la FCRA, qui fait intervenir des calculs de la valeur nette en cours de ce que la CCC s'attend à perdre (ou à gagner) sur la dette rééchelonnée. La CCC ne suppose pas que toute la dette rééchelonnée sera recouvrée.

Paragraphes 172, 174 et 175

65. Les États-Unis ont fait valoir que le Brésil se fonde à tort sur les pertes que la CCC a subies à cause des impayés iraquiens et polonais. Les États-Unis sous-entendent que ces impayés se sont produits il y a dix à 20 ans.[80] C'est faux. La Cour des comptes des États-Unis ("GAO") indique que

---

[75] Contrairement à l'affirmation des États-Unis figurant au paragraphe 170 de la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation, le Brésil n'a pas mal lu la note 5 des états financiers de la CCC pour 2002. Les montants figurant dans la colonne "provision pour subventions" correspondent en fait aux sommes à recevoir en liaison avec les garanties de la CCC postérieures à 1991 que la CCC considère irrécouvrables. Le Groupe spécial se rappellera qu'au titre de la FCRA, la provision pour subventions est enregistrée sur la base de la valeur nette en cours, ce qui signifie qu'elle représente les frais que la CCC considère qu'elle encourra sur une cohorte de garanties au moment où cette cohorte est close. Le montant de 770 millions de dollars indiqué sous la colonne "provision pour subventions" dans le tableau des sommes à recevoir pour les garanties postérieures à 1991 est donc aussi irrécouvrable que le montant de 2 567 milliards de dollars indiqué dans la colonne "sommes irrécouvrables" du tableau relatif aux sommes à recevoir au titre des garanties de la CCC antérieures à 1992 (*voir* les notes des états financiers figurant dans la pièce n° 158 du Brésil (US Department of Agriculture, Office of Inspector General, Financial and IT Operations, Audit Report, Commodity Credit Corporation's Financial Statements for Fiscal Year 2002, Audit Report No. 06401-15-FM (décembre 2002) page 14).

[76] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 169.

[77] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 122.

[78] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 122. Réponse que le Brésil a donnée le 11 août à la question n° 77, paragraphe 162.

[79] *Voir* les observations du Brésil du 22 août, paragraphe 99. Pièce n° 158 du Brésil (US Department of Agriculture, Office of Inspector General, Financial and IT Operations, Audit Report, *Commodity Credit Corporation's Financial Statements for Fiscal Year 2002*, Audit Report No. 06401-15-FM (décembre 2002), Notes to the Financial Statements, page 14).

[80] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 172.

les pertes en Iraq se sont produites entre 1990 et 1997.[81] (Les États-Unis ne contestent pas spécifiquement les 2 milliards de dollars d'impayés polonais.) Ainsi, les impayés et les pertes ne se sont pas produits il y a aussi longtemps que le laissent entendre les États-Unis.

66. En outre, les États-Unis font valoir que le Groupe spécial devrait seulement considérer la question de savoir si les taux de primes "*actuels*" sont suffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion des programmes.[82] Les États-Unis se fondent sur l'argument du "temps présent" pour ne pas tenir compte des importants impayés en Iraq et en Pologne qui se sont produits dans un passé récent. Même si le Groupe spécial ne considère que les primes "actuelles", le point j) prescrit une analyse des frais et des pertes "à longue échéance" au titre de la gestion.[83] Les États-Unis sont apparemment d'accord, puisqu'ils examinent les résultats des programmes de la CCC au cours d'années telles que 1994 et 1995 (époque encore antérieure à une partie des impayés en Iraq[84]) pour alléguer que les taux de primes fixés étaient suffisants pour couvrir les frais.[85]

67. Si les États-Unis pensent qu'il convient uniquement de considérer les primes *actuelles*, à cause du présent du mot "sont" au point j), alors la formule de calcul des frais de la FCRA est utile. La formule de calcul des frais de la FCRA mesure la *valeur nette en cours* "des liquidités suivantes: i) les versements effectués par les pouvoirs publics … et ii) les versements faits aux pouvoirs publics" au titre des garanties au moment où elles sont versées.[86] En d'autres termes, elle mesure le montant que la CCC s'attend aujourd'hui à perdre (ou à gagner) sur une cohorte de garanties au moment où la cohorte sera close demain. Même si cela fait intervenir des estimations, les États-Unis ont fait observer que ces estimations étaient acceptables.[87] En fait, le budget des États-Unis pour l'exercice budgétaire 2004 démontre que les primes actuelles versées pour les garanties versées pendant les exercices budgétaires 2002 à 2004 donneront lieu à des pertes se montant à des centaines de millions de dollars.[88] Les primes actuelles sont donc insuffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion des programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC. Ces programmes constituent des subventions à l'exportation.

Paragraphes 186 à 191 et pièces n° 34 à n° 37 des États-Unis

68. Le Brésil a fait valoir que comme les garanties de crédit à l'exportation de la CCC dans le cadre des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP sont des instruments financiers uniques pour les transactions relatives à des produits agricoles qui ne sont pas disponibles sur le marché commercial – certainement pas pour des durées plus longues que les cycles de commercialisation des produits

---

[81] Pièce n° 157 du Brésil (US General Accounting Office, REPORT TO THE CHAIRMAN, TASK FORCE ON URGENT FISCAL ISSUES, COMMITTEE ON THE BUDGET, HOUSE OF REPRESENTATIVES, *International Trade: Iraq's Participation in US Agricultural Export Programmes*, GAO/NSIAD-91-76 (novembre 1990), page 27 (tableau IV.2)).

[82] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 174.

[83] Les États-Unis ont accepté ailleurs une période de dix ans (première communication des États-Unis, paragraphe 173; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 161).

[84] *À comparer* avec la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 172 et 175.

[85] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 175.

[86] Pièce n° 117 du Brésil (2 U.S.C. 661a(5)(C)).

[87] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 171.

[88] *Voir* le graphique figurant au paragraphe 161 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis. *Voir* également la pièce n° 127 du Brésil (budget des États-Unis pour l'exercice financier 2004, page 107) citant des montants de subventions sous forme de prêts garantis de 97 millions, 294 millions et 297 millions de dollars, respectivement. Le Brésil note que le chiffre pour l'exercice budgétaire 2002 a été réestimé à 137 008 586 dollars depuis la publication du budget pour l'exercice 2004 (*voir* la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, graphique figurant au paragraphe 161).

admissibles – elles confèrent "des avantages" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC.[89] Les États-Unis affirment qu'"un financement qui est analogue aux garanties de crédit à l'exportation peut être obtenu sur le marché" – à savoir l'affacturage à forfait.[90]

69. L'affirmation des États-Unis devrait être rejetée. Comme indiqué ci-après, les deux instruments ne sont pas "analogues" et sont en fait différents.

70. Le Brésil commence par un aperçu très schématique du rôle que l'affacturage à forfait peut jouer dans une transaction typique faisant intervenir des produits agricoles. Dans une transaction typique, l'importateur émet un billet à ordre pour l'exportateur au prix convenu. L'exportateur demande en général que le billet à ordre soit garanti (ou avalisé) par la banque de l'importateur et/ou, comme le font observer les États-Unis au paragraphe 187 de la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation le 22 août, garanti par l'organisme officiel de crédit à l'exportation de l'importateur.

71. L'affacturage à forfait intervient parce que, si l'exportateur et l'importateur souhaitent tous deux que la transaction ait lieu, ils ont des intérêts différents. L'exportateur veut être payé immédiatement au comptant et l'importateur veut un crédit assorti de délais de remboursement. Même avec une garantie de la banque de l'importateur ou d'un organisme public de crédit à l'exportation, l'exportateur a la responsabilité de recouvrer les créances (en l'absence d'impayés). L'affactureur à forfait (qui pourrait être la propre banque de l'exportateur) interviendra et achètera le billet à ordre à un prix inférieur à la valeur nominale, sans recours à l'exportateur.[91] L'exportateur sera immédiatement payé par l'affactureur. L'affacturage à forfait permet surtout à l'exportateur de convertir une vente à crédit en une vente au comptant.

72. L'affactureur à forfait demandera en général que l'obligation de l'importateur soit garantie par une banque ou par l'organisme public de crédit à l'exportation de l'importateur.[92] Plutôt que de se *substituer* à une garantie, les garanties et l'affacturage à forfait sont donc des instruments *complémentaires*. Pour cette seule raison, l'affirmation des États-Unis selon laquelle les deux instruments sont analogues est incorrecte.

73. Il existe d'autres différences entre les deux instruments. L'importateur tire un bénéfice tangible et extrêmement appréciable de la garantie de la CCC; en effet, la banque établit le prix du financement pour l'importateur en se fondant sur la cote de crédit des États-Unis et non sur la cote de crédit de l'importateur lui-même. Ce qui est important est que la garantie de la CCC permet à l'importateur d'obtenir au départ un financement. Comme l'indiquent les règlements applicables aux programmes GSM et SCGP, les programmes servent dans les cas où les banques "ne seraient pas disposées à fournir un financement sans une garantie de la CCC".[93] L'affacturage à forfait encourage l'exportateur à accepter des délais de paiement pour l'importateur mais n'a pas autrement d'effet avantageux sur le prix du financement obtenu par l'importateur. Une banque n'exigerait pas non plus

---

[89] Première communication du Brésil, paragraphe 289; déclaration orale du Brésil, paragraphe 116; observations et réponses que le Brésil a données le 11 août aux questions n° 71 a) (paragraphe 139) et n° 75 (paragraphe 156); communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 103.

[90] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 186.

[91] *Voir* la pièce n° 197 du Brésil (http://www.nedcor.co.uk/forfait-website/forfaiting.htm).

[92] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 187. *Voir également* la pièce n° 198 du Brésil (Vincent Whittaker, "The Quick Buck, International Finance, and Forfaiting," 23 *Thomas Jefferson Law Review* 249, 258 (printemps 2001) ("Dans la plupart des cas, l'affactureur à forfait exige que l'obligation de l'importateur soit garantie par une banque du pays de l'importateur à cause de l'impossibilité d'évaluer le risque de crédit de chaque importateur dans chaque pays, en particulier lorsque des petites ou moyennes entreprises sont en cause.")). *Voir également id.*, page 259 ("Si une garantie bancaire est exigée, elle doit être inconditionnelle, irrévocable et librement transmissible.").

[93] Pièce n° 38 du Brésil (7 CFR 1493.10(a)(2); 7CFR 1493.400(a)(2). *Voir* la réponse que le Brésil a donnée le 11 août à la question n° 82 a) (paragraphes 183 et 184).

que l'affacturage à forfait intervienne dans une transaction comme condition préalable pour qu'elle consente un financement à l'importateur.

74. Une autre distinction entre les deux instruments est que s'il existe un marché secondaire de l'affacturage à forfait[94], il n'y a pas de marché secondaire pour les garanties de la CCC.[95] Les acheteurs sur le marché secondaire des instruments d'affacturage à forfait supposent que le rendement des billets à ordre à forfait parvenus à échéance sera supérieur au prix payé par l'acheteur pour les obtenir sur le marché secondaire.[96] Comme il n'y a pas de marché secondaire pour les garanties de la CCC, aucune hypothèse de ce type ne peut apparemment être faite en ce qui concerne les garanties de la CCC (ce qui en soi en dit long sur la qualité de ces garanties).

75. Qui plus est, la méthode de fixation des prix des instruments d'affacturage à forfait est sensiblement différente de celle qui est utilisée pour les garanties de la CCC. Comme indiqué plus haut, un affactureur à forfait achète les effets à recevoir d'un exportateur à un prix inférieur à la valeur nominale. Le taux d'escompte et les commissions d'engagement correspondantes sont déterminées par les risques encourus – le risque-pays, le risque politique, le risque de change, le risque de l'entité (essentiellement le risque du garant), etc., et par la durée du crédit de base.[97]

76. Le Brésil a joint en tant que pièce n° 199 du Brésil une liste des taux indicatifs d'affacturage à forfait qui varient beaucoup d'un marché à l'autre.[98] Or, les États-Unis ont confirmé que le risque-pays "n'a pas d'incidence sur les primes à payer" au titre des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP.[99] Le Brésil a communiqué au Groupe spécial des éléments de preuve montrant que les commissions au titre des programmes GSM et SCGP étaient les mêmes que les garanties concernant des transactions avec la République dominicaine, le Ghana, le Japon, la Corée du Sud ou le Viet Nam (entre autres).[100]

77. En outre, le *taux le plus bas* figurant sur la liste des taux d'affacturage figurant dans la pièce n° 199 du Brésil est de 1,6638 pour cent (durée de six mois). Les taux pour les garanties au titre des programmes GSM 102 et GSM 103 ne peuvent en vertu de la loi dépasser 1 pour cent[101], et ne dépassent pas actuellement (et ce depuis au moins 1994)[102] 0,663 pour cent pour le programme GSM 102 (durée de 36 mois)[103] et 0,05 pour cent pour le programme GSM 103 (durée de 120 mois).[104]

---

[94] Pièce n° 198 du Brésil (Vincent Whittaker, "The Quick Buck, International Finance, and Forfaiting," 23 *Thomas Jefferson Law Review* 249, 251-252 (printemps 2001)).

[95] *Voir* la réponse que les États-Unis ont donnée le 11 août à la question n° 86 (paragraphe 184).

[96] Pièce n° 198 du Brésil (Vincent Whittaker, "The Quick Buck, International Finance, and Forfaiting," 23 *Thomas Jefferson Law Review* 249, 251-252 (printemps 2001)).

[97] Pièce n° 198 du Brésil (Vincent Whittaker, "The Quick Buck, International Finance, and Forfaiting," 23 *Thomas Jefferson Law Review* 249, 256 (printemps 2001)).

[98] Pièce n° 199 du Brésil (Trade and Forfaiting Review, "Argentina Trade Finance to the Rescue," Volume 6, Issue 9, juillet/août 2003).

[99] Réponse que les États-Unis ont donnée le 11 août à la question n° 86 (paragraphe 184).

[100] *Voir* les observations que le Brésil a formulées le 11 août sur les questions n° 84 (paragraphe 192) et n° 85 (paragraphe 195).

[101] Réponses que les États-Unis ont données le 11 août à la question n° 84 (paragraphe 179).

[102] Observation que le Brésil a formulée le 11 août sur la question n° 84 (paragraphe 193).

[103] Pièce n° 155 du Brésil (US Department of Agriculture Foreign Agricultural Service, "Notice to GSM 102 and GSM 103 Programme Participants," 24 septembre 2002).

[104] Pièce n° 155 du Brésil (US Department of Agriculture Foreign Agricultural Service, "Notice to GSM 102 and GSM 103 Programme Participants," 24 septembre 2002).

78. En outre, même si l'affirmation des États-Unis selon laquelle la durée des instruments d'affacturage à forfait peut être comprise entre six mois et dix ans est exacte, les instruments d'affacturage à forfait *pour les produits agricoles* ne seront pas assortis de durées supérieures à 360 jours ou en d'autres termes ne seront pas assortis d'une durée supérieure à celle qui "correspond à la période habituelle de consommation de la plupart des produits".[105] Cela est compatible avec la déclaration du Brésil selon laquelle il n'est pas possible d'obtenir sur le marché un financement commercial pour les exportations de produits agricoles d'une durée supérieure aux cycles de commercialisation des produits agricoles.[106]

79. Au titre de l'article 10:3 de l'Accord sur l'agriculture, les États-Unis ont la charge de démontrer qu'aucune subvention à l'exportation n'a été accordée pour les quantités de produits agricoles exportés en dépassement de leurs engagements de réduction.[107] Bien que le Brésil n'ait pas à le faire, il a démontré que les garanties de crédit à l'exportation de la CCC sont des contributions financières qui confèrent des avantages et qui sont subordonnées aux exportations, au sens des articles 1.1 et 3.1 a) de l'Accord SMC. En ce qui concerne l'"avantage", les règlements de la CCC concernant les programmes GSM et SCGP démontrent que les programmes accordent des conditions qui sont en soi meilleures que celles du marché.[108] Le Brésil a aussi démontré que les garanties de crédit à l'exportation de la CCC confèrent des avantages en soi parce qu'elles sont des instruments financiers uniques pour les transactions concernant les produits agricoles qui ne peuvent pas être obtenus sur le marché commercial – et certainement pas pour des durées plus longues que les cycles de commercialisation des produits admissibles.

80. Les États-Unis n'ont pas établi que l'affacturage à forfait était analogue aux garanties de crédit à l'exportation de la CCC. Même s'ils l'avaient fait, et que les conditions du marché pour les instruments d'affacturage à forfait puissent théoriquement servir de point de repère pour juger si les garanties de crédit à l'exportation de la CCC confèrent des "avantages", les États-Unis n'ont pas: i) établi les conditions auxquelles l'affacturage à forfait est proposé sur le marché ni ii) démontré que les garanties de crédit à l'exportation de la CCC n'offraient pas des conditions meilleures que celles qui étaient proposées pour les instruments d'affacturage à forfait. Les États-Unis reconnaissent, au paragraphe 191 de leur communication présentée à titre de réfutation du 22 août, qu'ils n'ont pas indiqué les conditions du marché pour les instruments d'affacturage à forfait qui pourraient servir de point de repère. Ainsi, les États-Unis n'ont pas honoré leur obligation au titre de l'article 10:3 de l'Accord sur l'agriculture.

Observation que le Brésil a formulée concernant la question n° 67 a) posée par le Groupe spécial aux États-Unis

81. Le Brésil ne sait évidemment pas comment les États-Unis répondront en dernière analyse, mais il propose les renseignements suivants pour étayer les calculs qu'il a réalisés des montants accordés à ces quatre cultures en tant que "soutien pour le coton upland".

82. Premièrement, dans la mesure où les États-Unis critiquent les calculs faits par le Brésil pour déterminer les différents versements par acre pour les cultures donnant lieu à des versements directs et des versements anticycliques figurant au paragraphe 42 de sa communication présentée à titre de réfutation, le Brésil fait observer que ces calculs sont confirmés par l'Institut de recherche sur

[105] Pièce n° 198 du Brésil (Vincent Whittaker, "The Quick Buck, International Finance, and Forfaiting," 23 *Thomas Jefferson Law Review* 249, 254 (printemps 2001)).
[106] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 116.
[107] *Voir* la première communication du Brésil, paragraphes 263 à 268.
[108] *Voir* la réponse que le Brésil a donnée le 11 août à la question n° 82, paragraphes 182 à 189.

l'alimentation et la politique agricole de l'Université du Missouri (FAPRI).[109] Comme le Brésil le fait en outre observer, le modèle de base lui-même du FAPRI et l'analyse du FAPRI ont souvent influencé le processus d'élaboration des politiques aux États-Unis, y compris l'analyse de la Loi FSRI de 2002, pour laquelle le FAPRI a reçu la plus haute récompense de l'USDA.[110]

83. Deuxièmement, le modèle de base du FAPRI pour les États-Unis en 2003 correspond à un scénario à long terme projetant ce qu'il adviendrait des divers éléments de l'agriculture des États-Unis du fait de la Loi FSRI de 2002. Dans cette analyse, le FAPRI inclut tous les différents types de soutien accordés par la Loi FSRI de 2002 dans ses projections concernant, entre autres, la superficie plantée, la production, les exportations, les prix, les recettes, les coûts concernant le coton upland etc. Ce faisant, les économistes du FAPRI partent, entre autres, de l'hypothèse que les producteurs de coton upland détenaient une superficie de base de coton upland et recevaient des versements anticycliques et directs pour le coton upland.[111] Ces versements anticycliques et versements directs figurent dans leur analyse du "revenu brut du marché" pour les producteurs de coton upland à la page 79 de leur rapport, qui correspond à la somme des primes de complément (prêts à la commercialisation), des recettes au titre des versements anticycliques et des versements directs.[112]

84. En outre, le FAPRI déclare que "les producteurs de coton des États-Unis ne sont pas avantagés par les augmentations de prix projetées. Les hausses de prix sont contrebalancées par une diminution des versements provenant du programme de prêts et du programme CCP".[113] Cela correspond à l'hypothèse des économistes du FAPRI selon laquelle les producteurs de coton upland reçoivent des versements directs et anticycliques pour le coton upland.

---

[109] http://www.fapri.iastate.edu/Outlook2003/PageMker/OutlookPub%20USCrops.pdf. Les renseignements concernant les versements anticycliques et les versements directs par acre en dollars EU pour chacune des cultures visées par le programme se trouvent dans les deux dernières lignes des pages 55 (blé), 57 (riz), 59 (maïs), 61 (sorgho), 63 (orge), 65 (avoine), 69 (soja), 75 (arachide) et 79 (coton upland). Le Brésil fait observer que les chiffres pour le soya et l'arachide diffèrent légèrement. La raison de cet écart est que le Brésil a dû fonder ses chiffres sur ses estimations des rendements donnant lieu à des versements et qu'il semble que les chiffres du FAPRI concernant les rendements donnant lieu à des versements sont légèrement différents de ceux du Brésil.

[110] Voir par exemple "Analysis of the grain, oilseed and cotton provision of the, "Agriculture, Conservation, and Rural Enhancement Act of 2001 – S.1731."" FAPRI-UMC Report #18-01 novembre 2001. http://www.fapri.missouri.edu/FAPRI_Publications.htm. Voir également http://www.card.iastate.edu/about_card/news/press_releases/Highest_Honor.html.

[111] Modèle de base du FAPRI pour les États-Unis en 2003, http://www.fapri.iastate.edu/Outlook2003/PageMker/OutlookPub%20USCrops.pdf, page 78.

[112] Modèle de base du FAPRI pour les États-Unis en 2003, http://www.fapri.iastate.edu/Outlook2003/PageMker/OutlookPub%20USCrops.pdf, page 79.

[113] Modèle de base du FAPRI pour les États-Unis en 2003, http://www.fapri.iastate.edu/Outlook2003/PageMker/OutlookPub%20USCrops.pdf, page 78.

Liste des pièces

G/AG/AGST/USA	Pièce n° 191 du Brésil
Reestimated Guaranteed Loan Subsidy based on Original Budget Year Estimate.	Pièce n° 192 du Brésil
Net Lifetime Reestimates of Guaranteed Loan Subsidy by Cohort.	Pièce n° 193 du Brésil
US Department of Agriculture Office of Inspector General Great Plains Region Audit Report, Commodity Credit Corporation's Financial Statements for Fiscal Year 2001, Audit Report N° 06401-4-KC, février 2002	Pièce n° 194 du Brésil
US Department of Agriculture Office of Inspector General Financial and IT Operations Audit Report, Audit Report N° 06401-14-FM, Commodity Credit Corporation's Financial Statements for Fiscal Year 2000, juin 2001	Pièce n° 195 du Brésil
US Department of Agriculture Office of Inspector General Financial and IT Operations Audit Report, US Department of Agriculture Consolidated Financial Statements for Fiscal Year 1999, Report N° 50401-35-FM, février 2000	Pièce n° 196 du Brésil
http://www.nedcor.co.uk/forfait-website/forfaiting.htm	Pièce n° 197 du Brésil
Vincent Whittaker, "The Quick Buck, International Finance and Forfaiting," 23 *Thomas Jefferson Law Review* (printemps 2001)	Pièce n° 198 du Brésil
Trade and Forfaiting Review, *"Argentina Trade Finance to the Rescue"* Volume 6, Issue 9 juillet/août 2003	Pièce n° 199 du Brésil

ANNEXE D-4

OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS SUR LES NOUVEAUX RENSEIGNEMENTS FIGURANT DANS LE DOSSIER PRÉSENTÉ À TITRE DE RÉFUTATION PAR LE BRÉSIL ET RÉPONSE DES ÉTATS-UNIS À LA QUESTION ADDITIONNELLE DU GROUPE SPÉCIAL

27 août 2003

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. Introduction 49

II. Le calcul de la MGS par le Brésil est vicié et, s'il avait reflété de manière cohérente un calcul fondé sur l'écart de prix, il démontrerait qu'il n'a pas été contrevenu à la clause de paix 52

III. L'argument des États-Unis concernant le niveau de soutien ne tient pas compte de tout le soutien par produit que les mesures contestées des États-Unis accordent 54

IV. Les nouveaux arguments du Brésil concernant la catégorie verte sont erronés 55

V. Réponse à la question additionnelle n° 67*bis* du Groupe spécial 57

VI. Les versements se rapportant à la production au cours de la période de base de certains produits mais pas d'autres ne constituent pas intrinsèquement un soutien par produit 62

VII. Les nouveaux arguments du Brésil concernant l'assurance-récolte ne démontrent pas que les versements au titre de l'assurance-récolte constituent un soutien par produit 63

VIII. Le Brésil ne peut pas agir unilatéralement sur des questions de procédure 66

IX. Conclusion 67

I. Introduction

1. Les États-Unis remercient le Groupe spécial d'avoir promptement répondu à la demande des États-Unis du 25 août 2003, en leur accordant la possibilité de formuler des observations sur les nouveaux renseignements figurant dans la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil et les observations du Brésil sur les réponses des États-Unis aux questions. Nous remercions également le Groupe spécial pour sa question additionnelle. Nous présentons ci-après les observations des États-Unis sur les nouveaux renseignements figurant dans les communications du Brésil ainsi que notre réponse à cette question additionnelle.

2. Comme le notent les États-Unis dans ces observations et réponse, l'argumentation du Brésil au sujet de la clause de paix dépend de trois questions:

- Premièrement, le Brésil s'appuie sur les dépenses budgétaires qui reflètent les prix du marché en vigueur qui n'auraient pas pu être "décidés" par les États-Unis. Le Brésil ne tient pas compte du fait que "soutien" ne signifie pas "dépenses budgétaires"; en fait, l'Annexe 3 reconnaît qu'une "mesure globale du soutien" pour le soutien fondé sur les prix soit sera[1] soit peut[2] être calculée en utilisant une méthode de lécart de prix, qui ne s'appuie pas sur les dépenses budgétaires.

- Deuxièmement, le Brésil établit un amalgame entre un "soutien autre que par produit" et un "soutien pour un produit spécifique" en tentant d'imputer certains versements au coton upland. Pour ce faire, cependant, il s'appuie sur une lecture de la définition du "soutien autre que par produit" figurant à l'article 1 a) qui ne tient pas compte du contexte le plus pertinent pour cette expression – c'est-à-dire la définition (qui la précède immédiatement) du soutien par produit dans ce même article. En fait, l'approche du Brésil semblerait rendre le concept de "soutien autre que par produit" si étroit qu'il devient pratiquement, sinon complètement, vide de sens.

- Troisièmement, le Brésil considère à tort les versements directs et les versements au titre de contrats de flexibilité de la production des États-Unis comme un soutien ne relevant pas de la catégorie verte. Le Brésil n'a pas établi que ces mesures n'étaient pas conformes aux critères spécifiques suivant les politiques énoncés à l'Annexe 2. En fait, il n'a pas même établi – d'après sa propre lecture de la première phrase de l'Annexe 2, paragraphe 1, comme énonçant une obligation autonome – que ces versements avaient des "effets de distorsion sur les échanges ou […] sur la production [plus que] minimes".[3]

3. Cet exemple montre la faiblesse de l'interprétation du Brésil selon laquelle "soutien" dans la clause de paix signifie "dépenses budgétaires". Même si les mesures des États-Unis étaient *exactement* les mêmes au cours de *chaque année* de la période de mise en œuvre que pendant la campagne de commercialisation 1992 (c'est-à-dire même prix d'objectif pour les primes de complément, même taux de prêt à la commercialisation, même pourcentage de réduction de la superficie, même superficie à régime flexible normale avec flexibilité en matière de plantation[4], etc.),

---

[1] Dans le cas du soutien des prix du marché. En fait, l'Annexe 3, paragraphe 8, indique ce qui suit: "Les versements budgétaires effectués pour maintenir cet écart, tels que les coûts de l'achat ou du stockage, ne seront pas inclus dans la MGS."

[2] Dans le cas des versements directs non exemptés qui dépendent d'un écart de prix. *Voir* l'Accord sur l'agriculture, Annexe 3, paragraphe 10.

[3] Bien sûr, l'opinion des États-Unis est qu'une mesure qui est conforme aux critères de base et à tout critère spécifique suivant les politiques applicable répond à la "prescription fondamentale" de la première phrase. À cet égard, le Brésil se trompe en alléguant que les États-Unis ont "reconnu que de tels effets peuvent être présumés si les critères spécifiques énoncés au paragraphe 6 de l'Annexe 2 ne sont pas respectés". Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 8, note de bas de page 13. En fait, nous soutenons le contraire. La conformité aux critères de base et aux critères spécifiques suivant les politiques énoncés à l'Annexe 2 établit qu'une mesure répond à la "prescription fondamentale" du paragraphe 1. Par contre, l'inverse n'est pas nécessairement vrai. Ainsi, d'après l'approche du Brésil, c'est à lui qu'incomberait la charge d'établir qu'une mesure qui n'était pas conforme aux critères de base et aux critères spécifiques suivant les politiques énoncés à l'Annexe 2 ne répondait pas à la "prescription fondamentale" du paragraphe 1 de l'Annexe 2.

[4] Il faut se rappeler qu'"au titre des dispositions du programme de 1992, les producteurs de cultures visées par le programme autres que le coton (c'est-à-dire blé, maïs, orge, sorgho à grains, avoine et riz) pouvaient planter en coton jusqu'à 25 pour cent de leur superficie de base visée par le programme de cultures

selon l'interprétation du Brésil, les mesures des États-Unis auraient été contraires à la clause de paix chaque année où les dépenses ont augmenté du fait de facteurs externes, par exemple chaque fois que les prix du marché sont tombés au-dessous du niveau de 1992.

- Est-ce que les mesures des États-Unis entre 1999 et 2002 *identiques à tous égards* à celles de 1992 "accorde[raient] un soutien qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992"?

- En d'autres termes, si un Membre avait décidé son soutien en 1992 pour la période allant jusqu'à 2004 et n'avait jamais modifié sa décision, pourrait-il être réputé accorder un soutien qui excède le niveau décidé en 1992 simplement parce que les dépenses ont augmenté, par exemple parce que les prix du marché ont changé?[5]

Nous pensons que la réponse doit être "non" parce que les prix du marché ne sont pas "décidés" par un Membre (comme le reconnaissent les paragraphes 8 et 10 de l'Annexe 3). Pourtant, la situation dans le présent différend est analogue: les États-Unis ont modifié leurs mesures pour *réduire* le niveau du soutien par produit (en éliminant les primes de complément) depuis 1992, et pourtant le Brésil allègue qu'il a été contrevenu à la clause de paix simplement parce que la baisse des prix du marché a entraîné une augmentation des dépenses fondées sur les prix.

4. Les États-Unis n'ont aucune prise sur les prix du marché et ne peuvent donc pas en "décider". La suppression de l'effet des prix du marché sur lesquels les États-Unis n'ont aucune prise de la mesure du soutien montre que les mesures des États-Unis n'accordent pas et n'ont pas accordé un soutien qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992. En fait, qu'il soit mesuré (comme les États-Unis croient que la clause de paix l'exige) par le biais du taux de soutien exprimé par les mesures des États-Unis[6], *ou* par le biais de la MGS pour le coton upland (calculée selon une méthode de l'écart de prix), *ou* par le biais des calculs erronés d'un expert brésilien (mais limité au soutien par produit), le résultat est exactement le même: pendant aucune des campagnes de commercialisation allant de 1999 à 2002 les mesures des États-Unis n'ont été contraires à la clause de paix.

[autres que le coton] en tant que superficie à régime flexible normale ou superficie à régime flexible facultative. Les rapports sur la conformité au programme de réduction des superficies indiquent qu'en 1992 447 164 acres ont été plantées en coton sur une superficie à régime flexible normale et une superficie à régime flexible facultative pouvant être obtenues au titre de la superficie de base visée par le programme de cultures autres que le coton". Pièce n° 24 des États-Unis (rapport de M. Joseph Glauber, Chef économiste adjoint, Département de l'agriculture des États-Unis). En 1992, il y avait une "superficie de base conforme" de 153,9 millions d'acres pour les cultures autres que le coton et une "superficie de base effective" de 197,2 millions d'acres pour les cultures autres que le coton. *Voir* la pièce n° 39 des États-Unis. Ainsi, le prêt à la commercialisation pouvait effectivement être obtenu pour toute la production de coton upland.

[5] D'autres facteurs sur lesquels un Membre n'a pas prise pourraient aussi influencer les dépenses, par exemple la question de savoir si certains producteurs additionnels ont choisi de commencer à participer aux programmes de soutien.

[6] Même compte tenu de l'effet théorique maximal sur le prix effectif pour les primes de complément du pourcentage de réduction des superficies de 1992 (10 pour cent) et de la superficie à régime flexible normale (15 pour cent) pour la campagne de commercialisation 1992. Puisque le pourcentage de réduction des superficies a été inférieur pour le soutien de la campagne de commercialisation 1993 (7,5 pour cent contre 10 pour cent), qui a aussi été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992, le niveau du soutien ajusté (68,27625 cents par livre) était encore plus élevé pour la campagne de commercialisation 1993.

II. Le calcul de la MGS par le Brésil est vicié et, s'il avait reflété de manière cohérente un calcul fondé sur l'écart de prix, il démontrerait qu'il n'a pas été contrevenu à la clause de paix

5. Nous rappelons que le Brésil a fait valoir que les dépenses budgétaires étaient la seule mesure du "soutien" aux fins de la comparaison prévue par la clause conditionnelle de la clause de paix, sans aucun fondement dans le texte de la clause de paix et malgré le contexte fourni par l'Annexe 3, qui indique explicitement que les Membres sont convenus que le "soutien" *peut* être mesuré sans utiliser les dépenses budgétaires. Le Brésil lui-même concède que les mesures des États-Unis ne décident pas du soutien sur la base des dépenses budgétaires:

> Le Brésil reconnaît que *les États-Unis n'avaient aucune possibilité de déterminer leurs dépenses* car celles-ci dépendraient dans une certaine mesure des *prix du marché* qui étaient aussi influencés par des facteurs *sur lesquels le gouvernement des États-Unis n'a aucune prise*.[7]

Les États-Unis souscrivent à cette déclaration du Brésil et estiment qu'elle démontre que l'approche du Brésil en ce qui concerne la comparaison prévue par la clause de paix ne se fonde pas sur le texte et n'est pas réaliste. Au lieu de cela, pour avoir un espoir de réussite, les allégations du Brésil l'*obligent* à utiliser les dépenses budgétaires et donc à tenir compte de la faiblesse des prix du marché en vigueur. Un calcul de la mesure globale du soutien utilisant une méthode de l'écart de prix - c'est-à-dire qui élimine l'effet des prix du marché et reflète plutôt la production admissible et le prix administré appliqué décidé par un Membre - montre que pendant aucune des campagnes allant de 1999 à 2002 les mesures des États-Unis n'ont été contraires à la clause de paix.

6. Le Brésil a fait valoir ce qui suit: "il y a seulement deux types de méthodes qui permettraient d'exprimer en termes monétaires une décision (ou des décisions) prise(s) par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 1992 en ce qui concerne leur niveau de soutien pour le coton upland. La première concerne les dépenses budgétaires. La deuxième est le calcul de la MGS pour un produit particulier".[8] Aussi bien dans son tableau des dépenses[9] que dans son tableau de la MGS[10], le Brésil a tenté d'imputer un soutien autre que par produit à un produit spécifique. Rien à l'Annexe 3 ne permet de le faire. L'Annexe 3, paragraphe 1, exige explicitement qu'une MGS soit calculée "individuellement pour chaque produit agricole initial" et exige séparément que le soutien qui ne vise pas des produits déterminés soit calculé et "totalisé dans une MGS autre que par produit, en termes de valeur monétaire totale". Ce point mérite d'être souligné: "pour chaque produit agricole initial", l'Annexe 3 indique qu'une MGS "sera calculée individuellement". De même, si "un soutien pour un produit spécifique" (coton upland) doit être calculé en utilisant une mesure globale du soutien, il *doit* être calculé "individuellement".

7. En conséquence, aussi bien le tableau de dépenses du Brésil que son tableau de la MGS vont à l'encontre des termes de l'Annexe 3. Si le Groupe spécial devait calculer une MGS pour le coton upland pour les campagnes de commercialisation 1992 et 1999-2002, les États-Unis ont présenté un calcul compatible avec l'Annexe 3 dans leur communication à titre de réfutation.[11] En utilisant une méthode de l'écart de prix aussi bien pour les primes de complément que pour les versements à titre de prêts à la commercialisation[12], la MGS pour le coton upland en 1992 est bien supérieure à ce qu'elle

---

[7] Observations du Brésil sur les réponses des États-Unis, paragraphe 66, note de bas de page 49.
[8] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 71.
[9] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 73.
[10] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 76.
[11] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 114 à 118.
[12] Le Brésil a dit (en ce qui concerne les primes de complément) ce qui suit: "l'approche fondée sur une formule prévue à l'Annexe 3, paragraphes 10 et 11 de l'Accord sur l'agriculture, [est] justifiée pour les calculs de la MGS pour le coton upland". Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 73, note

était pendant n'importe quelle campagne de commercialisation entre 1999 et 2002, ce qui correspond à la décision des États-Unis de renoncer au niveau élevé de soutien des primes de complément par produit.

8. En fait, nous notons que les données sur la MGS fournies au paragraphe 115 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis sous-estiment la MGS pour la campagne de commercialisation 1992. Par exemple, les États-Unis ont réduit le calcul de l'écart de prix pour les primes de complément de base de 1992 par un coefficient d'ajustement (environ 0,875) pour reproduire le calcul utilisé dans le document G/AG/AGST/USA, page 18. Sans l'ajustement, qui n'est pas exigé par les paragraphes 10 et 11 de l'Annexe 3, le calcul des primes de complément de 1992 aurait donné 858 millions de dollars, et non 755 millions de dollars comme il est indiqué au paragraphe 115.[13] (À toutes fins utiles, nous présentons également ci-après le calcul de la prime de complément plus en détail, tenant compte de données plus exactes, qui augmenterait légèrement la prime de complément calculée en la faisant passer à 867 millions de dollars.)[14] Ce calcul, en outre, utilise la superficie effective donnant lieu à la prime (c'est-à-dire la superficie plantée pour être

---

de bas de page 172. Du fait qu'au titre de la comparaison prévue par la clause conditionnelle de la clause de paix, il faut comparer le soutien que les mesures contestées accordent à "celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992", la méthode de l'écart de prix est la seule approche de la MGS qui reflète uniquement les décisions des États-Unis et non les prix du marché sur lesquels les États-Unis n'ont aucune prise. Pour la même raison, il est également approprié d'utiliser la méthode de l'écart de prix pour les versements au titre de prêts à la commercialisation.

[13] Les primes de complément totales calculées par le biais de la méthode de l'écart de prix sont égales aux primes de complément de base non ajustées (724 millions de dollars/0,875) + les primes de complément au titre du programme 50/92 (30 millions de dollars) – soit 858 millions de dollars. *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 115, note de bas de page 144.

[14] Pour calculer le soutien au titre des primes de complément en utilisant la méthode de l'écart de prix et conformément à la notification présentée en 1995 par les États-Unis à l'OMC et au document G/AG/AGST/USA, nous avons fait les calculs suivants.

Les primes de complément totales sont égales aux primes de complément de base plus les primes au titre du programme 50/92. Les primes de complément de base sont égales à la production admissible multipliée par un écart de prix mesuré par la différence entre le prix d'objectif et un prix de référence fixe. La production admissible se mesure par la superficie de base admissible multipliée par le rendement moyen visé par le programme. La superficie de base admissible est égale à la superficie de base participant au programme moins la superficie en réserve pour conservation moins la superficie en régime flexible normale moins la superficie couverte par le programme 50/92. Le prix de référence fixe est la moyenne 1986-1988 du plus élevé du prix du marché ou du taux de prêt pour chaque année.

Les versements pour le programme 50/92 ont été calculés de la même manière en multipliant la superficie de base couverte par le programme 50/92 par le rendement moyen visé par le programme et par 92 pour cent de l'écart de prix.

En 1992, le prix d'objectif était de 72,9 cents par livre et le prix de référence fixe pour 1986-1988 de 57,9 cents par livre. Cela donne un écart de prix de 15,0 cents par livre. La production admissible aux fins des primes de complément de base en 1992 était égale à 5 544 millions de livres (9,226 millions d'acres multipliés par le rendement moyen visé par le programme de 601 livres par acre). En multipliant l'écart de prix par la production admissible, on obtient des primes de complément de base égales à 832 millions de dollars.

La même formule est utilisée pour calculer les primes de complément au titre du programme 50/92. Pour 1992, l'écart de prix est le même que celui qui est calculé pour les primes de complément de base (15 cents par livre). La production admissible au titre du programme 50/92 était de 254 millions de livres (404 000 acres multipliées par le rendement moyen visé par le programme des participants au programme 50/92, s'élevant à 628 livres par acre). Les primes de complément au titre du programme 50/92 étaient donc égales à 35 millions de dollars (0,92 x 254 millions x 0,15 dollar).

Les primes de complément totales selon la méthode de l'écart de prix étaient donc égales à 867 millions de dollars (832 millions de dollars plus 35 millions de dollars). *Sources*: Département de l'agriculture des États-Unis, Compliance Report for 1992 Acreage Reduction Programme (1993) (pièce n° 39 des États-Unis); Commodity Credit Corporation Commodity Estimates Book for the FY1995 President's Budget (février 1994); G/AG/AGST/USA, page 18.

récoltée ou participant au programme 50/92 pour laquelle la prime a été reçue) pour calculer la "production admissible". Si l'on utilise au lieu de cela la superficie de base moins 10 pour cent au titre de la réduction des superficies et 15 pour cent au titre de la superficie à régime flexible normale (14,9 millions d'acres de base effectifs[15] x 0,75 = 11,175 millions d'acres) et qu'on multiplie ce résultat par le rendement visé par le programme (602 livres par acre), la "quantité produite pouvant bénéficier du prix administré"[16] est de 6 727 millions de livres, ce qui donne des primes de complément calculées sur la base de l'écart de prix, de 1009 millions de dollars. Ainsi, le chiffre indiqué au paragraphe 115 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis correspondait à une approche prudente qui sous-estimait le soutien résultant d'un calcul fondé sur l'écart de prix.

9. À cet égard, les États-Unis relèvent l'argument du Brésil en ce qui concerne l'Énoncé des mesures administratives de 1995, qui indiquait que la protection conférée par la clause de paix s'appliquerait "sauf si la MGS pour le produit particulier excède le niveau décidé pendant la campagne de commercialisation 1992".[17] Nous pensons comme le Brésil que cette référence à la "MGS" n'est "pas textuelle[]" parce que la clause de paix utilise l'expression "soutien décidé" et pas "MGS".[18] Toutefois, si le Groupe spécial devait examiner "la MGS pour le produit particulier" – c'est-à-dire la MGS pour le coton upland – les États-Unis ont démontré que pendant aucune des campagnes allant de 1999 à 2002 cette MGS n'a excédé le niveau de 1992.

III. L'argument des États-Unis concernant le niveau de soutien ne tient pas compte de tout le soutien par produit que les mesures contestées des États-Unis accordent

10. Le Brésil a fait valoir que ""la méthode des 72,9" des États-Unis ne tenait pas compte et ne pouvait pas tenir compte des versements pour les graines de coton, des versements au titre du programme Step 2, des versements pour stockage et des bonifications d'intérêts", que les États-Unis ont identifiés comme un soutien par produit.[19] Le Brésil allègue ensuite que la méthode des

---

[15] *Voir* la pièce n° 105 du Brésil, annexe 2 (premier document source: Département de l'agriculture des États-Unis, *Provisions of the Federal Agricultural Improvement and Reform Act of 1996*, page 142) (indiquant une superficie effective de base de 14,9 millions d'acres en 1992); *id.*, annexe 2 (deuxième document source: Daniel A. Sumner, *Farm Programmes and Related Policy in the United States*, page 4) (*idem*).

[16] Accord sur l'agriculture, Annexe 3, paragraphe 10.

[17] Nous notons également que le Brésil ne cite jamais ce passage dans son intégralité car la première moitié exprime l'opinion que défendent les États-Unis tout au long du présent différend selon laquelle "exemptées des actions" signifie ne pouvant donner lieu à une procédure juridique ou à des poursuites. *Voir* l'Énoncé de 1995, page 68 ("Au titre de l'article 13 b) ii) et iii), les gouvernements *ne peuvent pas engager de procédure de contestation* pour effets défavorables, préjudice grave ou annulation et réduction d'avantages en situation de non-violation à l'OMC …"). (pas d'italique dans l'original) Il y a de nombreuses autres déclarations dans l'Énoncé de 1995 que le Brésil ne porte pas non plus à l'attention du Groupe spécial. *Voir id.* page 67 ("L'article 13, couramment appelé la clause de paix, reflète *un accord entre les pays Membres de l'OMC visant à s'abstenir de contester* certains de leurs programmes respectifs de subventionnement agricole … *dans le cadre des procédures de règlement des différends de l'OMC* …"); (pas d'italique dans l'original) *id.* ("*L'article 13 b) traite des contestations possibles* en ce qui concerne les mesures de soutien interne ne relevant pas de la catégorie verte dans les cas où le Membre de l'OMC accordant la subvention se conforme à ses engagements relatifs à la MGS totale.") (pas d'italique dans l'original)

[18] Déclaration liminaire du Brésil, paragraphe 35; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 75; *voir également* l'Énoncé des mesures administratives de 1995, page 68 (repris dans le même paragraphe cité par le Brésil où il est dit ce qui suit: "un Membre de l'OMC ne sera pas protégé par la clause de paix si son soutien pour le produit est supérieur à celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992").

[19] Observation générale du Brésil sur les réponses des États-Unis aux questions n° 47 à 69 du Groupe spécial (paragraphe 55).

États-Unis "permettrait la dissimulation de centaines de millions – sinon de milliards – de dollars de dépenses".[20] À part la rhétorique excessive, l'argument du Brésil est tout simplement erroné.

11. Le Brésil fait valoir que les États-Unis n'ont pas tenu compte des versements au titre du programme Step 2. Les États-Unis appellent l'attention du Groupe spécial sur la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 111 et 113, et sur la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 111. Les États-Unis ont noté que, parce que l'octroi de versements au titre du programme Step 2 est subordonné à certaines conditions de prix existant pendant la campagne de commercialisation, le niveau de soutien décidé doit être fonction des paramètres des versements. Bien que ceux-ci aient légèrement changé avec la Loi de 2002, ces ajustements mineurs ne modifient pas le revenu assuré aux producteurs par le taux de prêt à la commercialisation de 52 cents par livre parce que le programme Step 2 offre simplement un autre moyen d'accorder un soutien (par l'intermédiaire des transformateurs plutôt que directement aux producteurs). En outre, ces ajustements mineurs ne peuvent pas compenser la différence de plus de 20 cents par livre dans le soutien par produit entre les campagnes de commercialisation 1992 et 1999-2002.

12. Le Brésil fait valoir que les États-Unis n'ont pas tenu compte des versements pour les graines de coton. Les États-Unis appellent l'attention du Groupe spécial sur la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation, paragraphe 111, notes de bas de page 136 et 137 et paragraphe 113. Bien que les États-Unis maintiennent que ces mesures ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial[21], nous notons que les versements pour les graines de coton pour les récoltes de 1999, 2000 et 2002 ont été compris en valeur entre 0,6 et 2,3 cents par livre (compte tenu des dépenses – selon la manière dont ces mesures ont été décidées – par rapport à la production). Ainsi, vu la différence supérieure à 20 cents par livre dans le soutien par produit entre les campagnes de commercialisation 1992 et 1999-2002, les versements pour les graines de coton n'affectent pas non plus sensiblement la comparaison entre la campagne de commercialisation 1992 et toute autre campagne.

13. En ce qui concerne les versements pour stockage et les bonifications d'intérêts, nous notons qu'il s'agit là d'estimations du gouvernement des États-Unis du soutien accordé par le biais d'activités liées à l'administration du programme de prêts à la commercialisation pour le coton upland.[22] Ce soutien est déjà compris toutefois dans le niveau de soutien exprimé par le taux de prêt à la commercialisation. Si ces coûts n'étaient pas pris en charge par les États-Unis, les coûts pour le producteur ramèneraient le revenu garanti à un niveau inférieur au taux de prêt. En fait, l'Annexe 3 de l'Accord sur l'agriculture explique que, aux fins du soutien des prix du marché calculé d'après l'écart de prix, "[l]es versements budgétaires effectués pour maintenir cet écart, tels que les coûts de l'achat ou du stockage, ne seront pas inclus dans la MGS". De même, lorsque le soutien fourni par les prêts à la commercialisation est mesuré en utilisant une méthode de l'écart de prix (la seule méthode de calcul de la MGS appropriée aux fins de la clause de paix)[23], "les versements ... effectués pour maintenir cet écart", tels que les versements pour stockage et les bonifications d'intérêts, ne devraient pas être comptabilisés séparément.

IV. Les nouveaux arguments du Brésil concernant la catégorie verte sont erronés

14. Dans la communication qu'il a présentée à titre de réfutation et dans ses observations sur les réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, le Brésil avance deux nouveaux arguments.

---

[20] Observation générale du Brésil sur les réponses des États-Unis aux questions n° 47 à 69 du Groupe spécial (paragraphe 56).

[21] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 106 à 109.

[22] Par exemple, pour les versements pour stockage, nous estimons les dépenses encourues en ce qui concerne le coton upland faisant l'objet d'un prêt et donné en garantie.

[23] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 114 à 117.

Premièrement, il répond pour la première fois à l'argument des États-Unis selon lequel l'interprétation qu'il donne du paragraphe 6 b) créerait une incompatibilité entre cette disposition et la prescription fondamentale de la première phrase de l'Annexe 2, paragraphe 1.[24] Deuxièmement, le Brésil fait valoir que l'interprétation que donnent les États-Unis de l'Annexe 2, paragraphe 6 b), rendrait le paragraphe 6) e) de cette annexe sans objet. Aucun de ces deux arguments ne résiste à un examen approfondi.

15. D'abord, le Brésil interprète mal l'argument des États-Unis selon lequel la lecture que fait le Brésil du paragraphe 6 b) crée une incompatibilité entre ce paragraphe et la prescription fondamentale de la première phrase de l'Annexe 2, paragraphe 1, de sorte que ses arguments sont hors de propos. Les États-Unis ont noté que si les versements au titre d'une mesure de soutien du revenu découplé étaient réduits ou éliminés au cas où un bénéficiaire produirait un produit quelconque, le montant des versements serait alors (d'après la lecture du Brésil) lié au type de production et donc incompatible avec le paragraphe 6 b), même si une telle mesure répondait à la prescription fondamentale de l'Annexe 2. Le Brésil ne conteste pas qu'une telle mesure répondrait à cette prescription fondamentale mais fait plutôt valoir que "prescrire qu'il n'y ait aucune production, c'est-à-dire sur toute la superficie de base, n'est pas un "type de production"" parce que "[l]a notion de "type de production" évoquée au paragraphe 6 b) est nécessairement liée au montant du versement pour un certain "type" de produit qui est "produit" et non à une prescription relative à la production elle-même".[25]

16. Sauf le respect qui est dû au Brésil, si l'on devait ajouter foi à cet argument, il apparaîtrait alors que le Brésil a mal compris sa propre objection concernant les versements directs et les versements au titre de contrats de flexibilité de la production des États-Unis. En d'autres termes, dans l'exemple des États-Unis, les versements sont réduits ou éliminés si un bénéficiaire produit *n'importe quel type* de produit. De même, l'objection du Brésil à l'égard des versements des États-Unis relevant de la catégorie verte est que les versements sont réduits ou éliminés si un bénéficiaire produit *certains types* de produit. Ainsi, dans le premier exemple, le montant du versement est "établi sur la base" (au sens de réduit en fonction) "du type" de la production réalisée par le producteur – par exemple la production de coton upland, de fruits, de légumes ou de riz sauvage – exactement comme dans l'argument du Brésil concernant les versements des États-Unis relevant de la catégorie verte, le montant du versement est "établi sur la base" (au sens de réduit en fonction) "du type" de la production réalisée par le producteur – c'est-à-dire la production de fruits, de légumes ou de riz sauvage. L'objection à l'égard des versements des États-Unis relevant de la catégorie verte que le Brésil formule au titre du paragraphe 6 b) s'appliquerait donc avec autant de force à l'exemple des États-Unis[26], ce qui, là encore, crée une incompatibilité entre l'interprétation du paragraphe 6 b) donnée par le Brésil et la prescription fondamentale de l'Annexe 2.[27]

17. Le Brésil fait aussi valoir que l'interprétation donnée par les États-Unis du paragraphe 6 b) "rendrait l'Annexe 2, paragraphe 6 e) [,] sans objet" parce que l'"interprétation par les États-Unis du paragraphe 6 b) comme ne prescrivant pas la production de "certaines cultures" est la même chose que la prohibition énoncée au paragraphe 6 e) visant à ne pas prescrire la production d'"une quelconque

[24] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 4 à 9.

[25] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 6. Le Brésil conclut en disant: "Autrement, cela ne pourrait logiquement pas être un "type" de production. Cela ne serait rien du tout."

[26] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 4 ("Le texte pertinent du paragraphe 6 b) prohibe tout lien entre le "montant des versements" et *n'importe quel* "type de production" d'un produit agricole.") (pas d'italique dans l'original)

[27] La référence du Brésil au paragraphe 6 e) ne répond pas à cette objection. Le Brésil fait valoir que "les négociateurs ont répondu à tout éventuel malentendu à ce sujet en incluant l'idée même de prohiber l'obligation de produire au paragraphe 6 e)". Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 6. Cependant, comme le fait immédiatement observer le Brésil, la conformité avec le paragraphe 6 e) "n'exempte pas … les versements de se conformer à la prescription du paragraphe 6 b)".

culture"".[28] La reformulation par le Brésil lui-même de l'argument des États-Unis, cependant, fait apparaître la distinction entre les obligations énoncées dans ces deux dispositions. Le paragraphe 6 e) établit qu'au titre d'une mesure de la catégorie verte: "Il ne sera pas obligatoire de produire pour pouvoir bénéficier de ces versements." Ainsi, il ne peut y avoir aucune prescription relative à la production "pour pouvoir bénéficier de ces versements", mais la disposition ne dit rien au sujet du *montant* de ces versements à un moment particulier et de liens éventuels avec le "type ou [le] volume de ... production". En d'autres termes, si le paragraphe 6 e) faisait seul partie de l'Annexe 2, un Membre pourrait, peut-être, lier le montant des versements à des prescriptions relatives au "type ou [au] volume de ... production" dès lors que le droit à bénéficier des versements n'est pas subordonné à la production.

18. Le paragraphe 6 b) exclut cette possibilité en interdisant qu'une mesure de la catégorie verte lie "pour une année donnée, le montant de ces versements" au "type ou [au] volume de ... production". En d'autres termes, non seulement une mesure de la catégorie verte peut ne pas prescrire de production, mais elle peut ne pas prescrire un "type ou [un] volume de ... production" particulier pour obtenir un versement. Comme les États-Unis l'ont noté, tant les versements directs que les versements au titre de contrats de flexibilité de la production répondent à ce critère parce qu'aucun "type ou ... volume de ... production" n'est prescrit pour recevoir des versements. Par exemple, en ce qui concerne la question de la flexibilité en matière de plantation de fruits, de légumes et de riz sauvage, le bénéficiaire d'un versement n'a pas besoin de réaliser un quelconque "type ou ... volume de ... production" pour recevoir intégralement le "montant des versements" auquel la superficie de base de l'exploitation ouvre droit. En fait, le bénéficiaire doit uniquement *renoncer à* planter certaines cultures. Ainsi, l'objection du Brésil n'est rien de plus qu'une déclaration selon laquelle, en vertu des mesures des États-Unis relevant de la catégorie verte, le montant des versements est lié à la production *non* réalisée par le producteur.

19. Enfin, nous notons que la lecture faite par le Brésil du paragraphe 6 b) pourrait empêcher les Membres d'imposer aux bénéficiaires de versements au titre du soutien du revenu découplé des conditions quelconques concernant le type de production – par exemple la plantation de cultures illicites ou la production de variétés biotechnologiques non approuvées ou une production nuisible pour l'environnement. Dans la pratique, aucun Membre ne pourrait accepter de ne pas pouvoir imposer de telles conditions aux bénéficiaires des versements. Le résultat de la lecture du Brésil serait donc d'exclure le soutien du revenu découplé de l'Annexe 2. Cela pourrait être un résultat positif du point de vue du Brésil, mais le Groupe spécial ne devrait pas adopter une interprétation du paragraphe 6 b) que le texte n'exige pas, qui n'est pas compatible avec son contexte (en particulier, la prescription fondamentale de l'Annexe 2), et qui pourrait donner des résultats d'une telle portée.

V. Réponse à la question additionnelle n° 67*bis* du Groupe spécial

> **67*bis*. Veuillez indiquer le montant annuel accordé par le gouvernement des États-Unis pendant chacune des campagnes de commercialisation 1999, 2000, 2001 et 2002 (le cas échéant) aux producteurs de coton upland des États-Unis, par livre et en dépenses totales, au titre de chacun des programmes suivants: versements au titre de contrats de flexibilité de la production, versements d'aide pour perte de parts de marché, versements directs et versements anticycliques.**

20. Pour répondre à la question du Groupe spécial il faudrait établir pour chaque programme la quantité de coton upland produite par les bénéficiaires des versements au titre du programme. Or, les États-Unis ne conservent pas de renseignements sur cette quantité et ne peuvent pas la calculer – en d'autres termes, ils ne conservent pas de renseignements sur le montant des dépenses effectuées au

[28] Observation du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 32 du Groupe spécial (paragraphe 44).

titre des programmes cités pour les producteurs de coton upland des États-Unis. Cela est dû au fait que les versements ne sont pas fonction, et ne dépendent pas, du type de culture, si tant est qu'il y en ait une, qui est effectivement produite. Au lieu de cela, chacun de ces programmes prévoit que les versements sont effectués en ce qui concerne la production *antérieure* sur une *superficie* de base au cours d'une période de base fixe et définie, indépendamment de la question de savoir si le bénéficiaire est actuellement un producteur.

21. Ainsi, les États-Unis ont effectivement suivi les dépenses totales en ce qui concerne la superficie de base pour le blé, le maïs, l'orge, le sorgho en grains, l'avoine, le coton upland et le riz correspondant aux versements au titre de contrats de flexibilité de la production et aux versements d'aide pour perte de parts de marché venus à expiration et suivent effectivement les dépenses totales en ce qui concerne la superficie de base pour le blé, le maïs, l'orge, le sorgho en grains, l'avoine, le coton upland, le riz, les arachides, les fèves de soja, les graines de tournesol, le canola, le colza, le carthame, le lin, les graines de moutarde, le crambe et les graines de sésame correspondant aux versements directs et aux versements anticycliques.[29] Toutefois, le fait qu'un bénéficiaire ait à un moment produit l'une de ces cultures ne dit rien sur les cultures qu'il produit actuellement, si tant est qu'il en produise. En d'autres termes, les versements effectués sur la base de la production passée de coton upland ne disent rien sur la question de savoir si le bénéficiaire produit actuellement du coton, du maïs, du bétail, du foin ou toute autre culture ou ne produit rien du tout. En conséquence, il n'est pas possible de savoir à partir de ces versements si le versement est reçu par un producteur de coton upland.

22. La question du Groupe spécial met en lumière un problème fondamental que pose l'approche du Brésil. Le Brésil souhaiterait que le Groupe spécial impute "un soutien pour un produit spécifique" – le coton upland – au motif que certaines de ces mesures déterminent les montants des versements (pour la superficie de base) sur la base des prix du marché courants ou récents pour ce produit. Toutefois, comment le versement pourrait-il être "un soutien pour un produit spécifique" (un soutien "accordé pour un produit agricole en faveur des producteurs du produit agricole initial") s'il n'est pas nécessaire que du coton upland soit produit pour pouvoir bénéficier du versement?

23. Le Brésil tente d'éviter ce résultat en faisant valoir que les divers versements des États-Unis (versements directs, versements anticycliques, versements au titre de contrats de flexibilité de la production et versements d'aide pour perte de parts de marché) ne sont *pas* un soutien autre que par produit parce qu'ils ne sont pas des versements aux "producteurs en général". Les États-Unis ont traité en détail cette interprétation erronée dans la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation. En bref, la lecture du Brésil exige de ne pas tenir compte de la définition du soutien par produit figurant à l'article 1 a) (c'est-à-dire un "soutien … accordé pour un produit agricole en faveur des producteurs du produit agricole initial"), que le Brésil n'a pas interprétée, dans plus de 450 pages de communications et de déclarations, ne serait-ce qu'une fois.[30] En fait, la lecture par le Brésil de la définition du soutien autre que par produit ("soutien accordé en faveur des producteurs agricoles en général") donne à l'expression "in general" (en général) le sens de "in a body; universally; without exception" (dans un ensemble; universellement; sans exception). Toutefois, cette définition du

[29] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 57, note de bas de page 46.

[30] *Voir* par exemple la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 19 (qui cite une nouvelle fois de manière incorrecte la définition du soutien par produit donnée à l'article 1 a) en éliminant le membre de phrase soutien accordé "pour un produit agricole" et en n'interprétant pas cette définition d'après les règles coutumières d'interprétation du droit international public); les observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 43 du Groupe spécial (paragraphes 58 à 60) (critiquant l'interprétation donnée par les États-Unis du soutien par produit mais n'interprétant pas cette définition selon les règles coutumières d'interprétation du droit international public); les observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 38 du Groupe spécial (paragraphes 48 et 49) (*idem*).

dictionnaire est considérée comme "obsolete" (vieillie)[31] et correspondrait donc difficilement au "sens ordinaire" de l'expression.

24. Comme le Brésil l'a reconnu, en outre, les versements effectués en ce qui concerne la superficie de base de coton upland ne sont pas nécessairement en faveur des producteurs de coton upland puisque cette superficie peut ne pas être plantée en coton upland – en fait, peut ne pas être plantée du tout. Nous notons que le Brésil a ajusté tout son calcul de la MGS pour tenir compte de sa prise de conscience tardive que, selon sa propre théorie, "seule la partie des versements … [concernant la superficie de base destinée au "coton upland"] qui profite effectivement à la superficie plantée en coton upland peut être considérée comme un soutien pour le coton upland".[32] Mais l'ajustement du Brésil n'est pas suffisant. Le Brésil se contente de prendre le rapport de la superficie effectivement plantée en coton upland à la superficie de base destinée au "coton upland" au titre d'un programme donné. Toutefois, il n'y a aucune raison pour que la superficie plantée en coton upland se trouve forcément sur la superficie de base destinée au "coton upland". Prenons l'exemple suivant:

- Une exploitation pourrait avoir une superficie de base de 100 acres destinée au coton upland et planter actuellement ces 100 acres en maïs; des versements directs et anticycliques seraient effectués pour cette superficie de base de 100 acres destinée au "coton upland" qui est en fait plantée en maïs.

- Une autre exploitation pourrait avoir une superficie de base de 100 acres destinée au maïs et planter actuellement ces 100 acres en coton upland; des versements directs et anticycliques seraient effectués pour cette superficie de base de 100 acres destinée au "maïs" qui est en fait plantée en coton upland.

- L'approche du Brésil (consistant à diviser le coton upland planté par la superficie de base de coton upland) signifierait simplement que *tous* les versements directs et anticycliques pour la superficie de base destinée au "coton upland" constituent "un soutien pour le coton upland" parce qu'il y a une superficie de base de 100 acres destinée au "coton upland" pour laquelle des versements ont été effectués et une superficie de 100 acres actuellement plantée en coton upland, même si celles-ci se trouvent sur des exploitations complètement séparées.

Ainsi, le rapport utilisé par le Brésil ne permet pas d'identifier, *même selon les règles définies par le Brésil*, le soutien allégué pour le coton upland (c'est-à-dire les "versements qui profitent effectivement à la superficie plantée en coton upland") au titre de ces programmes.[33]

25. Selon son approche, le Brésil serait tenu de faire correspondre les versements pour la superficie de base de coton upland avec la quantité de coton upland produite sur cette superficie de base, mais il ne l'a pas fait.[34] Au mieux, le Brésil spécule sur la *probabilité* qu'une personne ayant une

---

[31] *Voir The New Shorter Oxford English Dictionary*, volume 1, page 1073 (première définition de "in general" (en général); "† a) in a body; universally; without exception" (dans un ensemble; universellement; sans exception)); *id.*, volume 1, page xv (section 4.5.2: Status symbols (signes conventionnels)) ("The dagger [†] indicates that a word, sense, form, or construction is obsolete. It is placed before the relevant word(s) or relevant sense number.") (Le signe [†] indique qu'un mot, une acception, une forme ou une construction est vieilli. Il est placé avant le(s) mot(s) pertinent(s) ou le numéro de l'acception pertinente.).

[32] *Voir* par exemple la réponse du Brésil à la question n° 67 du Groupe spécial (tableau, notes de bas de page 2, 3, 4 et 5).

[33] Nous souhaiterions aussi réaffirmer que ces versements ne constitueraient pas "un soutien pour un produit spécifique" comme il est expliqué à l'article 1 a) et illustré à l'Annexe 3.

[34] Par exemple, le Brésil admet que "cette flexibilité juridique reconnue permettant de pratiquer d'autres cultures ne répond pas à la question de savoir si les producteurs qui ont planté 14,2 millions d'acres en coton

superficie de base de coton produise effectivement du coton upland sur cette superficie de base, et même cette spéculation est viciée.[35] Toutefois, une telle approche n'est guère plus que de la spéculation et, même si l'on retenait l'interprétation erronée du Brésil, elle ne permet pas au Brésil de s'acquitter de la charge qui lui incombe d'établir des éléments *prima facie*.

26. En outre, selon la propre approche du Brésil, les versements effectués en liaison avec une superficie de base destinée au maïs seraient un soutien pour le *maïs* même si elle est plantée en coton upland. Cependant, il apparaîtrait que l'approche du Brésil résulte en un double comptage du soutien – le même versement serait un soutien pour le maïs (parce qu'il a été effectué en liaison avec une superficie de base destinée au maïs) et un soutien pour le coton upland (parce que du coton a été produit sur la superficie de base admissible aux fins des versements). En d'autres termes, le Brésil essaye de jouer sur les deux tableaux:

- Premièrement, le Brésil fait valoir que les versements effectués sur la base de la production réalisée sur la superficie de base pendant une période de base constituent un soutien pour la culture qui a été produite au cours de cette période de base, indépendamment de ce qui est effectivement produit actuellement (c'est-à-dire que les versements effectués pour la superficie de base de coton upland constituent un soutien pour le coton upland même si le producteur cultive maintenant du maïs sur cette superficie).

- Deuxièmement, le Brésil fait valoir que les versements effectués au titre de ces programmes constituent un soutien pour la culture qui est actuellement produite, même si celle-ci est différente de la culture de base (c'est-à-dire que les versements

---

upland pendant la campagne de commercialisation 2002 ont reçu des versements directs et anticycliques. Elle ne répond pas non plus à la question de savoir si les 14,2 millions d'acres plantés en coton upland pendant la campagne de commercialisation 2002 l'ont été sur la superficie de base de *coton upland*". Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 38. (italique dans l'original) Les États-Unis sont tout à fait d'accord et alors que l'approche du Brésil exigerait qu'il soit répondu à ces questions, le Brésil n'y a pas répondu, même si selon son approche, c'est à lui qu'incomberait la charge de la preuve à cet égard. Au lieu de cela, le Brésil tente d'élaborer une série d'hypothèses fondées sur ce qu'il considère comme "probable" ou "possible" ou "vraisemblable".

[35] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 24 à 50. Le Brésil fait une longue présentation de nouvelles données et de nouveaux calculs, dont certains concernent des cultures autres que le coton upland, pour affirmer que ces quatre versements constituent un soutien pour le coton upland parce que sans eux les exploitants de coton upland ne pourraient pas couvrir leurs coûts. Toutefois, l'approche du Brésil est viciée pour ce qui est des faits et des prémisses sur lesquels elle repose. Nous n'avons pas pu compte tenu du temps disponible identifier et décrire tous les vices et inexactitudes entachant la présentation des données du Brésil. Simplement à titre d'exemple, cependant, nous notons que 1) le Brésil inclut un chiffre concernant les versements pour les graines de coton dans son graphique visant à montrer les revenus du marché et le soutien des pouvoirs publics (communication présentée à titre de réfutation, paragraphe 30), mais le propre tableau du Brésil figurant au paragraphe 84 de sa communication présentée à titre de réfutation fait apparaître qu'il n'y a pas eu de versements pour les graines de coton pendant la campagne de commercialisation 2001; 2) la théorie du Brésil semblerait être que la production de coton sur la superficie de base de coton est "nécessaire" parce que, sans les versements des pouvoirs publics, les coûts de production ne seraient pas couverts, mais le Brésil présente des renseignements uniquement en ce qui concerne une campagne, la campagne de commercialisation 2001, pendant laquelle les prix ont été historiquement bas – le Brésil n'explique pas sa théorie ni ne présente aucune donnée en ce qui concerne d'autres campagnes pendant lesquelles les prix ont été plus représentatifs; 3) le Brésil affirme que le coton upland "est produit uniquement dans des régions particulières … et les producteurs ont tendance à se spécialiser et à ne pas passer facilement à d'autres cultures" – alors que du coton est produit dans 17 des 50 États des États-Unis et que, pour l'ensemble des exploitations cotonnières des États-Unis, la superficie moyenne consacrée au coton est d'environ 38 pour cent de la superficie d'une exploitation (469 acres sur 1 222 acres) (Département de l'agriculture des États-Unis, Characteristics and Production Costs of US Cotton Farms (octobre 2001)).

effectués pour la superficie de base destinée au maïs constituent un soutien pour le coton upland si du coton upland est produit sur la superficie de base destinée au maïs).

27. En outre, du fait que les versements visés par les programmes cités sont effectués en ce qui concerne des superficies et des rendements antérieurs au cours d'une période de base, il n'est pas possible de calculer le "montant annuel accordé par les pouvoirs publics des États-Unis … aux producteurs américains de coton upland, par livre". Les versements anticycliques, par exemple, déterminent le taux de versement pour la production au cours de la période de base comme étant la différence entre un prix d'objectif et la somme du taux de versement direct et du prix du marché ou du taux de prêt si ce dernier est plus élevé. Toutefois, le taux de versement par livre pour la superficie de base de coton upland s'applique uniquement pour la production au cours de la période de base (superficie de base *x* rendements donnant lieu à des versements), pas pour la production actuelle. Par conséquent, exprimer ces versements par livre appelle la question: "Par livre de quoi?" Quel que soit le chiffre de la production retenu – qu'il s'agisse de la production au cours de la période de base ou de la production pendant une année quelconque comprise entre 1999 et 2002 – on obtient un taux par livre extrêmement artificiel puisque (comme il est indiqué plus haut) ces versements seront ou ont été (selon le cas) reçus par un bénéficiaire indépendamment de la question de savoir s'il a produit du coton upland.

28. Nous pouvons indiquer au Groupe spécial les dépenses totales au titre des programmes cités en ce qui concerne la superficie de base de coton upland:

Dépenses totales au titre de certains programmes en ce qui concerne la superficie de base de coton upland (en millions de dollars EU)				
Versements[36]	Campagne de commercialisation 1999	Campagne de commercialisation 2000	Campagne de commercialisation 2001	Campagne de commercialisation 2002
Contrats de flexibilité de la production	614	575	474	452
Aide pour perte de parts de marché	613	612	524	n.d.
Directs	n.d.	n.d.	n.d.	Pas encore disponible[37]
Anticycliques	n.d.	n.d.	n.d.	Pas encore disponible[38]

[36] *Voir* la pièce n° 38 des États-Unis (http://www.fsa.usda.gov/dam/BUD/bud1.htm) (pour les campagnes 1999, 2000 et 2001).

[37] Le Département de l'agriculture des États-Unis estime que les versements directs pour la campagne de commercialisation 2002 en ce qui concerne la superficie de base de coton upland totaliseront 173 millions de dollars EU. Pièce n° 18 des États-Unis (www.fsa.usda.gov/dam/BUD/estimatesbook.htm).

[38] Le Département de l'agriculture des États-Unis estime que les versements anticycliques pour la campagne de commercialisation 2002 en ce qui concerne la superficie de base de coton upland totaliseront 873 millions de dollars EU. Pièce n° 18 des États-Unis (www.fsa.usda.gov/dam/BUD/ estimatesbook.htm).

VI. Les versements se rapportant à la production au cours de la période de base de certains produits mais pas d'autres ne constituent pas intrinsèquement un soutien par produit

29. Le Brésil a fait valoir que les versements au titre de contrats de flexibilité de la production, les versements d'aide pour perte de parts de marché, les versements directs et les versements anticycliques constituaient un soutien par produit. Les États-Unis ont traité certaines faiblesses de l'approche du Brésil dans leur réponse à la question additionnelle n° 67*bis* du Groupe spécial et dans de précédentes communications.[39] Ils traitent maintenant brièvement deux arguments présentés par le Brésil.

30. Premièrement, le Brésil fait valoir que chacun de ces versements est un soutien par produit parce que la superficie de base est définie comme une superficie sur laquelle seuls certains produits ont été antérieurement produits au cours d'une période de base définie et fixe. Cet argument, là encore, repose sur une définition "vieillie" de "en général" (dans la définition d'un soutien autre que par produit) comme signifiant "universel" ou "sans exception" et sur un refus résolu de citer de manière exacte et d'interpréter la définition du soutien par produit figurant à l'article 1 a).[40] Le fait que ces versements sont effectués en ce qui concerne la superficie de base pour seulement certains produits est dénué de pertinence s'agissant de savoir s'ils constituent un soutien "accordé pour un produit agricole en faveur des producteurs du produit agricole initial".[41] Aucun de ces versements ne satisfait l'une ou l'autre partie de cette définition: ils ne sont ni accordés "pour un produit agricole" (ils sont plutôt effectués en liaison avec la production antérieure de plusieurs produits) ni "en faveur des producteurs du produit agricole initial" (il n'est pas nécessaire de produire pour que les versements soient effectués).

31. Le Brésil semble aussi faire valoir maintenant que la prescription du paragraphe 6 a) de l'Annexe 2 selon laquelle le droit à bénéficier de versements au titre d'une mesure de soutien du revenu découplé "sera déterminé d'après des critères clairement définis, tels que le revenu, la qualité de producteur ou de propriétaire foncier, l'utilisation de facteurs ou le niveau de la production au cours d'une période de base définie et fixe" exige que ces versements soient effectués à *tous* les producteurs pour *tous* les produits. Cette approche limiterait sérieusement la capacité des Membres à passer au soutien du revenu découplé. Il n'est pas certain qu'un Membre serait disposé à opter pour un soutien du revenu découplé si cela exigeait d'étendre le soutien à de nouvelles catégories entières de producteurs ou de produits. Nous ne voyons aucun élément étayant cette approche dans le texte du

---

[39] *Voir* par exemple la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 79 à 92 et 99 à 105.

[40] Nous notons que, là encore, le Brésil a cité de manière inexacte la définition d'un soutien par produit figurant à l'article 1 a). Le Brésil cite cette définition comme suit: "Pour un soutien qui n'est pas accordé aux producteurs agricoles *en général*, le critère consiste à savoir si le soutien est "accordé en faveur des producteurs du produit agricole initial"." Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 19. La partie pertinente du texte de l'article 1 a) est en fait ainsi libellée: "soutien … accordé *pour un produit agricole* en faveur des producteurs du produit agricole initial". (pas d'italique dans l'original) Ce que le Brésil décrit comme "le critère étroit de spécificité des États-Unis au titre de l'article 13 b) ii)" découle en fait d'une interprétation de l'article 13 qui donne un sens à *tout* le texte de l'article 1 a) et pas seulement à certaines parties choisies de ce texte.

[41] En fait, l'argument avancé par le Brésil au paragraphe 36 de la communication qu'il a présentée à titre de réfutation ne repose sur aucune logique. Le Brésil dit ce qui suit: "Ainsi, les versements directs ne peuvent *pas* être obtenus par la grande majorité des producteurs agricoles des États-Unis, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas accordés aux producteurs agricoles des États-Unis *en général*." (italique dans l'original) Ce qui est illogique dans la déclaration du Brésil est que, en supprimant l'obligation de produire une culture particulière ou aucune culture du tout pour pouvoir bénéficier de ces versements, les États-Unis permettent en fait aux producteurs en général d'obtenir les versements. Les bénéficiaires sont libres de produire un large éventail de produits, comme le sont les producteurs agricoles "en général". Le Brésil semble reconnaître que les versements ne sont pas en fait liés à la production actuelle lorsque, au paragraphe 50, il admet que les versements sont effectués aux "détenteurs d'une superficie de base de coton upland" plutôt qu'aux *producteurs* de coton upland.

paragraphe 6 a). Cette définition n'exige pas une couverture globale de la totalité ou la quasi-totalité de la production au cours d'"une période de base définie et fixe"; elle exige simplement "des critères clairement définis". Ainsi, selon la lecture du Brésil, une mesure pourrait satisfaire à la prescription de l'Annexe 2, paragraphe 6 a), tout en remplissant les conditions requises pour être un soutien par produit au sens de l'article 1 a).

32. Deuxièmement, le Brésil cite une nouvelle fois de manière sélective la définition légale de "producteurs" pour laisser entendre que les bénéficiaires de ces versements devaient être des cultivateurs qui "partageaient le risque de produire une culture".[42] Comme l'ont précédemment noté les États-Unis, la loi définit les "producteurs" (ceux qui ont droit au premier chef à recevoir un versement) comme des personnes qui "auraient eu leur part si la culture avait été produite".[43] Ainsi, la loi de 2002 ainsi que celle de 1996 indiquent clairement que le bénéficiaire d'un versement n'est pas tenu de produire une culture quelconque (y compris du coton upland) pour recevoir un versement. C'est donc une grave erreur de laisser entendre que le bénéficiaire d'un versement est nécessairement un "producteur" au sens de l'Accord sur l'agriculture et non un "producteur" (signifiant "bénéficiaire") au sens légal.

33. Nulle part dans la communication du Brésil il n'y a une quelconque suggestion concernant la façon dont son approche peut se retrouver dans l'Accord sur l'agriculture. Elle ne correspond pas aux définitions du soutien par produit et du soutien autre que par produit figurant à l'article 1 a), dont le Brésil a reconnu qu'elles orientaient l'interprétation de l'expression "soutien pour un produit spécifique" dans la clause de paix. En résumé, l'argument du Brésil prouve amplement que l'expression "soutien pour un produit spécifique" dans la clause de paix doit être interprété dans le contexte fourni par l'Accord sur l'agriculture. L'isoler de ce contexte peut aboutir à une interprétation inutilisable et illogique selon le modèle suggéré par le Brésil.

VII. Les nouveaux arguments du Brésil concernant l'assurance-récolte ne démontrent pas que les versements au titre de l'assurance-récolte constituent un soutien par produit

34. Le Brésil présente un certain nombre d'arguments alléguant que les versements au titre de l'assurance-récolte constituent "un soutien pour un produit spécifique". Cet argument repose en partie sur l'idée que ces versements ne constituent pas un soutien accordé aux producteurs agricoles "en général" et, de ce fait, ne constituent pas un soutien autre que par produit. Nous notons toutefois que lorsqu'il formule ces arguments, le Brésil évite toute référence à la définition du soutien par produit figurant à l'article 1 a). C'est là une erreur fondamentale d'interprétation: le Brésil ne peut pas alléguer que les versements ne constituent pas un soutien aux "producteurs agricoles en général" au sens de l'article 1 a) sans fournir une interprétation de l'autre élément du soutien énoncé à l'article 1 a), à savoir le soutien par produit (soutien "accordé pour un produit agricole en faveur des producteurs du produit agricole initial"). En fait, vu que le soutien au titre de l'assurance-récolte peut être obtenu pour environ 100 produits agricoles, représentant environ 80 pour cent de la superficie plantée des États-Unis et plus de 85 pour cent de la valeur de toutes les récoltes des États-Unis, les versements au titre de l'assurance-récolte ne constituent pas un soutien "accordé pour *un* produit agricole".[44] Le

[42] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 24 (citant la première moitié de la définition), 29 ("De même que les versements PFC, les versements d'aide pour perte de parts de marché n'ont pas été effectués au profit des producteurs agricoles *en général* mais seulement au profit d'un groupe déterminé de producteurs des États-Unis"), 36 ("Les versements directs sont un soutien ciblé à des "producteurs" exploitant, entre autres choses, une superficie de base de coton upland"), 48 ("Mais les éléments de preuve démontrent que les fonds de la CCP pendant la campagne de commercialisation 2002 versés aux producteurs de coton upland "antérieurs" (c'est-à-dire 1998-2001 ou 1993-1995) sont versés à une toute petite fraction de l'ensemble des producteurs agricoles des États-Unis").

[43] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 36 à 38.

[44] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 93 à 98.

soutien pour ces 100 produits environ est le même: c'est-à-dire que les subventions à la prime d'assurance-récolte ne varient pas en fonction du produit ou du plan d'assurance.

35. Les arguments spécifiques du Brésil ne tiennent pas compte de la définition du soutien par produit figurant à l'article 1 a); de ce fait, aucun ne parvient à démontrer que les versements au titre de l'assurance-récolte constituent "un soutien pour un produit spécifique" et non "un soutien pour plusieurs produits".

36. Premièrement, le Brésil fait valoir que certaines polices (et les primes qui les accompagnent) couvrant les pannes d'irrigation ne peuvent être obtenues que pour le coton upland et quelques autres produits. Les États-Unis ont précédemment traité cet argument et appellent l'attention du Groupe spécial sur cet argument.[45]

37. Deuxièmement, le Brésil fait valoir qu'une gamme plus large de types de polices d'assurance est offerte pour le coton upland que pour la plupart des autres cultures. Le Brésil n'a pas expliqué en quoi les types de polices d'assurance-récolte proposés par des compagnies privées[46] pouvaient avoir une incidence sur la question de savoir si les versements des États-Unis au titre de l'assurance-récolte (subventions à la prime qui ne varient pas selon le produit ou le plan d'assurance) visent ou non des produits déterminés. Les "faits" invoqués par le Brésil sont aussi trompeurs dans certains cas et erronés dans d'autres. Par exemple, le Brésil laisse entendre que "dans de nombreux cas, les polices offertes aux entreprises cotonnières ne sont pas offertes pour d'autres cultures".[47] Toutefois, nous notons que des produits autres que le coton upland peuvent être assurés par les mêmes types de polices que le coton upland.[48]

38. Troisièmement, le Brésil fait valoir qu'il y a des dispositions spécifiques au coton upland dans certaines polices.[49] Cela est vrai – un produit d'assurance offert par une compagnie privée doit être

---

[45] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 54.

[46] Au titre de la Loi sur la protection contre les risques agricoles, les nouveaux produits d'assurance doivent être élaborés par le secteur privé et approuvés par le Conseil d'administration de la Compagnie fédérale d'assurance des récoltes. Il est expressément interdit au Département de l'agriculture des États-Unis de mener des activités de recherche-développement sur de nouveaux produits. Ainsi, la variété et l'offre des produits d'assurance reflètent le fait que les compagnies privées, et non les pouvoirs publics des États-Unis, ont élaboré et offert ces produits.

[47] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 55.

[48] Les producteurs de coton upland peuvent assurer leurs récoltes par les types suivants de police: production antérieure effective, plan pour les risques collectifs, protection du revenu, garantie du revenu des récoltes et assurance-revenu. Les autres cultures qui peuvent bénéficier des polices sont les suivantes:

pour la production antérieure effective – graines de luzerne, tous autres pomelos, amandes, pommes, avocats, orge, myrtilles, choux, canola, tabac pour sous-cape de cigare, tabac pour tripe de cigare, tabac pour cape de cigare, maïs, coton, coton ELS, crambe, airelles, riz sauvage cultivé, haricots secs, pois secs, oranges de début de saison et de moyenne saison, figues, lin, production de fourrage, abricots frais, pêches fraîches à noyau non adhérent, tomates en frais, nectarines fraîches, sorgho à grains, pomelos, raisins, petits pois, oranges tardives, citrons, noix de macadamia, mandarines, tabac Maryland, millet, tangelos Minneola, menthe, moutarde, oranges navels, avoine, oignons, tangelos Orlando, pêches, arachides, poires, prunes, popcorn, pommes de terre, abricots de transformation, haricots de transformation, pêches à noyau adhérent de transformation, pêches à noyau non adhérent de transformation, pruneaux, riz, pomelos Rio Red et Star Ruby, pomelos Ruby Red, seigle, carthame, fèves de soja, betterave à sucre, canne à sucre, tournesols, maïs doux, oranges douces, patates douces, raisins de table, tomates, oranges Valencia, noix, blé;

pour les risques collectifs – maïs, coton, production de fourrage, sorgho à grains, pâturages, fèves de soja, blé;

pour la protection du revenu – orge, maïs, coton, sorgho à grains, fèves de soja, blé; et

pour l'assurance-revenu – orge, canola, coton, sorgho à grains, riz, fèves de soja, tournesols, blé.

Voir http://www3.rma.usda.gov/apps/sob/current_week/crop2003.pdf.

[49] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 55.

adapté à la situation et aux souhaits des preneurs d'assurance – mais aussi dénué de pertinence puisque les polices sont en général semblables pour ce qui est des règles d'émission et participent au même programme de subventions.

39. Quatrièmement, le Brésil fait valoir que le taux de participation des producteurs de coton upland au programme d'assurance-récolte "est beaucoup plus élevé que pour les autres cultures".[50] Nous notons d'abord que le Brésil omet de mentionner que les taux de participation pour les principales cultures de plein champ sont généralement assez élevés (plus de 75 pour cent de la superficie assurable). Tout producteur qui a reçu une aide à la suite d'une catastrophe était tenu de souscrire une assurance-récolte fédérale l'année suivante; la participation dans le cas du coton est peut-être légèrement supérieure à cause des sécheresses qui ont frappé les régions productrices de coton ces dernières années. Qui plus est, le fait que les producteurs de coton ont davantage la possibilité de prendre une assurance-récolte que les producteurs d'autres produits est dénué de pertinence pour la question de savoir si les versements sont accordés "pour un produit agricole". Là encore, la subvention à la prime d'assurance-récolte est identique pour tous les produits et pour chaque plan d'assurance.

40. Cinquièmement, le Brésil fait valoir que le suivi du coût de la réassurance offerte aux compagnies privées est "une preuve supplémentaire que l'USDA traite l'assurance-récolte pour le coton upland séparément de l'assurance-récolte offerte pour les autres cultures".[51] Bien sûr, la manière dont le Département de l'agriculture des États-Unis "suit le[s] coût[s]" est dénuée de pertinence pour analyser si les versements au titre de l'assurance-récolte accordent un soutien "pour un produit agricole". Le Brésil interprète mal également l'accord de réassurance type entre le gouvernement des États-Unis et les assureurs privés. Au titre de cet accord, les bénéfices et les pertes techniques nets de chaque assureur sont calculés *au niveau de l'État* pour *toutes les cultures*, et pas séparément pour les cultures individuelles (telles que le coton upland).[52] Ainsi, le Brésil a tort lorsqu'il allègue que la réassurance est un élément de preuve indiquant que l'assurance-récolte pour le coton upland est traitée séparément de l'assurance-récolte offerte pour les autres cultures.

41. Sixièmement, le Brésil allègue que "la Loi ARP de 2000 prive de subventions les producteurs d'autres produits agricoles".[53] Il est vrai qu'il y a certains produits pour lesquels des polices n'ont pas été élaborées. Cependant, l'élaboration de nouvelles polices est en cours; par exemple, des dispositions de la Loi de 2000 sur la protection contre les risques agricoles permettent l'élaboration de produits d'assurance pour le bétail. Un certain nombre de produits d'assurance pour le bétail sont actuellement disponibles à titre expérimental, y compris une assurance-prix pour les porcins et les bovins d'embouche et une assurance de la marge brute. Nous notons également que les producteurs peuvent actuellement assurer le revenu provenant du bétail et des produits laitiers dans le cadre de l'assurance pour l'ensemble de l'exploitation offerte par le biais de l'assurance du revenu brut ajusté.[54] Enfin, l'argument du Brésil correspond là encore à une interprétation des producteurs nationaux "en général" comme signifiant "universellement" ou "sans exception"; ainsi qu'il a été indiqué plus haut, cette définition est maintenant considérée comme vieillie.

42. Enfin, en ce qui concerne les références faites par le Brésil aux publications sur les effets de l'assurance-récolte sur la production[55], les conclusions ne vont pas toutes dans le même sens

[50] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 57.
[51] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 58.
[52] Les dispositions de l'accord type de réassurance sont disponibles sur le site Web de l'Agence de gestion des risques à l'adresse: http://www.rma.usda.gov/pubs/ra/98SRA.pdf.
[53] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 59.
[54] Des renseignements complémentaires concernant l'assurance du revenu brut ajusté sont disponibles sur le site Web de l'Agence de gestion des risques à l'adresse: http://www.rma.usda.gov/pubs/2003/PAN-1667-06rev.pdf.
[55] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 60 à 67.

(contrairement à ce que le Brésil a allégué). Alors que plusieurs études (comme celles qu'a citées le Brésil) ont laissé entendre que les versements au titre de l'assurance-récolte pouvaient avoir un léger effet sur la superficie, les effets sur la *production* sont moins évidents.[56] Si l'assurance-récolte a tendance à créer des problèmes de risque moral (comme le Brésil l'a allégué), les rendements des cultures en pâtiront dans la mesure où les producteurs tentent d'augmenter les indemnités au titre de l'assurance-récolte. Si les problèmes de risque moral et d'antisélection sont graves, le soutien au titre de l'assurance-récolte pourrait avoir un effet *négatif* sur la production.[57] Les effets potentiels des versements au titre de l'assurance-récolte sur la production, en outre, renvoient à la question de savoir si ces versements constituent un soutien de la "catégorie orange" mais sont sans rapport avec la question de savoir si ces versements (qui sont offerts au même taux pour tous les produits et toutes les polices) peuvent constituer un soutien "pour un produit agricole".

VIII. Le Brésil ne peut pas agir unilatéralement sur des questions de procédure

43. Les États-Unis prennent note de la déclaration faite par le Brésil dans sa lettre du 25 août 2003 au Groupe spécial[58] selon laquelle, en ce qui concerne le paragraphe 20 de la détermination du Groupe spécial du 20 juin 2003, "le Brésil a interprété cette décision comme l'autorisant à présenter le 22 août au plus tard tous les éléments de preuve et arguments qu'il n'avait pas déjà présentés dans ses communications antérieures. C'est de cette façon qu'il a traité les nouveaux éléments de preuve et arguments présentés par les États-Unis dans leurs communications à titre de réfutation". Les États-Unis ne parviennent pas à concilier la position du Brésil concernant sa propre faculté de présenter des éléments de preuve et arguments à tout moment jusqu'au 22 août avec les affirmations répétées du Brésil selon lesquelles les États-Unis "auraient dû" fournir des renseignements particuliers dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial.[59] Rien n'étaye évidemment les affirmations du Brésil selon lesquelles des renseignements particuliers "auraient dû" être fournis dans les réponses aux questions plutôt que dans une communication à titre de réfutation. Rien n'autorise le Brésil à dicter à un autre Membre ce qu'il peut ou ne peut pas inclure dans la communication qu'il présente à titre de réfutation. Le Brésil fabrique une obligation et tente de l'imposer aux États-Unis en même temps qu'il s'exempte lui-même de cette obligation. En cela,

---

[56] Les études du Service de recherche économique du Département de l'agriculture des États-Unis citées par le Brésil examinent seulement les effets des subventions au titre de l'assurance-récolte sur la superficie. Elles ne concernent pas les effets sur les rendements des cultures.

[57] De récentes études réalisées par Smith et Goodwin (1996), Babcock et Hennessy (1996) et Goodwin et Smith (2003) laissent entendre que les exploitations plus assurées ont tendance à utiliser moins d'intrants tels qu'engrais et pesticides et vice versa. Cela indique un problème potentiel de risque moral lié à l'assurance-récolte qui donne à penser qu'une participation à l'assurance-récolte peut avoir un effet négatif sur les rendements. *Voir* Babcock, B. et D. Hennessy. "Input Demand Under Yield and Revenue Insurance" *American Journal of Agricultural Economics* 78(1996) pages 416 à 427; Goodwin, B. et V. Smith. "An Ex Post Evaluation of the Conservation Reserve, Federal Crop Insurance, and other Government Programmes: Programme Participation and Soil Erosion." *Journal of Agriculture and Resource Economics* 28(2003) pages 201 à 216; Smith, V. et B. Goodwin. "Crop Insurance, Moral Hazard and Agricultural Chemical Use." *American Journal of Agricultural Economics* 78(1996) pages 428 à 438.

[58] Les États-Unis notent également que dans sa communication du 19 août 2003, le Groupe spécial n'avait pas indiqué que les parties auraient la possibilité de faire des observations sur leurs demandes respectives de faire des observations. Si cette possibilité avait existé, les États-Unis auraient volontiers fait des observations sur la demande du Brésil du 23 août 2003. Le Brésil pourrait peut-être s'interroger à nouveau sur la question de savoir s'il est fondé à revendiquer un droit de décider qu'il peut unilatéralement présenter des observations au Groupe spécial tout en refusant aux États-Unis les mêmes droits procéduraux. Selon l'approche du Brésil, il n'aurait pas eu besoin de demander l'autorisation au Groupe spécial de déposer des observations le mercredi 27 août, mais aurait pu simplement présenter ces observations, non demandées, tout en refusant un accès égal aux États-Unis. Les États-Unis se réjouissent que la réponse extrêmement rapide du Groupe spécial à la demande des États-Unis ait rendu inutile toute réponse aux observations non autorisées et irrecevables concernant cette demande.

[59] *Voir* la lettre du Brésil au Groupe spécial du 23 août 2003.

l'approche du Brésil est semblable à ses tentatives répétées dans le présent différend d'accroître les obligations énoncées dans l'Accord sur l'agriculture et l'Accord sur les subventions.

IX. Conclusion

44. Les États-Unis ont démontré qu'en utilisant n'importe quelle mesure qui reflète le soutien "décidé" par les États-Unis plutôt que des facteurs (tels que les prix du marché) sur lesquels les États-Unis n'ont aucune prise, le soutien accordé par les États-Unis pour le coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 n'a pas excédé le niveau de la campagne de commercialisation 1992. La question est alors de savoir si le Groupe spécial constatera que les États-Unis ont contrevenu à la clause de paix simplement parce que les prix du marché étaient inférieurs au cours de certaines années récentes à ce qu'ils étaient en 1992.

45. Les États-Unis estiment que la clause de paix doit être interprétée d'une manière qui permette aux Membres de s'y conformer de bonne foi – c'est-à-dire que les Membres doivent pouvoir dire s'ils contreviendront ou non à la clause de paix. Cela ne se passe pas ainsi avec l'approche du Brésil fondée sur les dépenses budgétaires. L'approche du Brésil signifierait que les Membres ne pourraient pas savoir s'ils se sont conformés à la clause de paix avant qu'il soit trop tard pour faire quelque chose à ce sujet. Le meilleur moyen d'interpréter la clause de paix d'une manière qui permette aux Membres de s'y conformer est de prendre le "soutien" tel qu'il a été "décidé" par un Membre pendant la campagne de commercialisation 1992 comme base de comparaison. Le fait de reconnaître, comme les États-Unis croient que l'exige le texte de la clause de paix, que "décidé" et "accordent" couvrent seulement les paramètres sur lesquels les Membres ont prise serait également compatible avec l'approche consistant à autoriser une conformité "de bonne foi" puisqu'elle permettrait aux Membres de vérifier si leurs mesures étaient conformes à leurs obligations.

46. Les États-Unis se sont soumis à la discipline visant à accorder un soutien qui n'excède pas celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992. En conséquence, nous avons droit à la protection conférée par la clause de paix et nous demandons respectueusement au Groupe spécial de constater que le Brésil ne peut pas maintenir la présente action contestant ces mesures conformes des États-Unis.

Liste des pièces

1. Département de l'agriculture des États-Unis, Fiscal Year Actual Budgetary Expenditures by Crop Year (http://www.fsa.usda.gov/dam/BUD/bud1.htm).

2. Département de l'agriculture des États-Unis, Compliance Report for 1992 Acreage Reduction Programme.

ANNEXE E

COMMUNICATIONS DES PARTIES ET DES TIERCES PARTIES POUR LA REPRISE DE LA SÉANCE DE LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND ("COMMUNICATIONS COMPLÉMENTAIRES")

	Table des matières	Page
Annexe E-1	Résumé analytique de la communication complémentaire du Brésil	E-2
Annexe E-2	Résumé analytique de la communication complémentaire des États-Unis	E-9
Annexe E-3	Communication complémentaire de l'Argentine en tant que tierce partie	E-19
Annexe E-4	Communication complémentaire du Bénin et du Tchad en tant que tierces parties	E-30
Annexe E-5	Communication complémentaire du Canada en tant que tierce partie	E-59
Annexe E-6	Communication complémentaire des Communautés européennes en tant que tierce partie	E-60
Annexe E-7	Communication complémentaire de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie	E-70
Annexe E-8	Communication complémentaire du Paraguay en tant que tierce partie	E-84

ANNEXE E-1

COMMUNICATION COMPLÉMENTAIRE DU BRÉSIL AU GROUPE SPÉCIAL

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Résumé de l'argumentation concernant les nouvelles allégations du Brésil

1. Le Brésil démontre dans sa communication complémentaire que les subventions des États-Unis à l'appui de la production, de l'utilisation et de l'exportation de coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999-2007 causent ou menacent de causer un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens des articles 5 c), 6.3 c) et 6.3 d) de l'Accord SMC et constituent une violation de l'article XVI du GATT.

2. Les mesures contestées par le Brésil englobent des mesures de soutien interne sous forme de subventions, comprenant le programme de prêts à la commercialisation[1], les subventions au titre de l'assurance-récolte, les versements d'aide pour perte de parts de marché et les versements anticycliques qui leur ont succédé, les versements au titre de contrats de flexibilité de la production et les versements directs qui leur ont succédé, les versements pour les graines de coton et les "autres versements".[2] Les mesures comprennent aussi des subventions prohibées à l'exportation et liées à l'apport local, à savoir les versements à l'exportation et intérieurs au titre du programme Step 2 et les subventions accordées par le programme de garantie du crédit à l'exportation GSM 102 des États-Unis. L'ensemble de ces subventions est désigné par l'expression "les subventions des États-Unis".

3. Le tableau 1 indique les montants des subventions des États-Unis en dollars EU et en pourcentage de subventionnement en termes de valeur marchande du coton upland:

[1] Le Brésil emploie l'expression "programme de prêts à la commercialisation" ou "versements au titre de prêts à la commercialisation" pour englober les gains sur les prêts à la commercialisation, les primes de compléments de prêts et les gains sur l'échange de certificats. *Voir* la réponse des États-Unis à la question n° 67 (réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, 11 août 2003, paragraphe 133).

[2] Les États-Unis ont défini les "autres versements" comme un soutien par produit pour le coton upland. *Voir* la réponse des États-Unis à la question n° 67 (réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, 11 août 2003, paragraphes 130 à 133).

Tableau 1[3]

Programme	1999	2000	2001	2002
	Montant des versements (en millions de dollars EU)	Montant des versements (en millions de dollars EU)	Montant des versements (en millions de dollars EU)	Montant des versements (en millions de dollars EU)
	Taux de subventionnement (en pourcentage)	Taux de subventionnement (en pourcentage)	Taux de subventionnement (en pourcentage)	Taux de subventionnement (en pourcentage)
Gains sur les prêts à la commercialisation et primes de complément de prêt	1 545	573	2 541	918
	43,71	14,06	82,5	28,23
Assurance-récolte	169,6	161,7	262,9	194,1
	4,79	3,97	8,53	5,97
Step 2	422	236	196	217
	11,94	5,79	6,36	6,67
Versements PFC/ versements directs	547,8	541,3	453,0	485,1
	15,5	13,28	14,7	14,92
Aide pour perte de parts de marché/versements anticycliques	545,1	576,2	625,7	998,6
	15,42	14,14	20,31	30,71
Versements pour les graines de coton	79	185	Pas de versements	50
	2,23	4,54	Pas de versements	1,54
Autres versements	216	63	68	65
	6,11	1,54	2,20	1,99
Total des versements	**3 524,5**	**2 336,2**	**4 146,6**	**2 927,8**
Tous programmes	**97,69**	**57,32**	**134,6**	**90,03**
Valeur de la production des États-Unis	3 534	4 073	3 080	3 252
Taux moyen de subventionnement	**94,91**			

4. Les allégations du Brésil relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action entrent dans deux catégories de base du point de vue du temps et du droit: premièrement, les allégations relatives à un préjudice grave *actuel* résultant des subventions accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 et, deuxièmement, les allégations relatives à la *menace* de préjudice grave du fait des subventions qui devront être versées par l'USDA à la branche de production de coton upland des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007 au titre de la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural (Loi FSRI de 2002) et de la Loi de 2000 sur la protection des risques agricoles (Loi ARP de 2000).

[3] Le montant des versements correspond au montant indiqué par le Brésil au paragraphe 173 de sa communication à titre de réfutation du 22 août. La valeur de la production de coton upland des États-Unis a été tirée de la pièce n° 4 du Brésil ("Fact Sheet: Upland Cotton", USDA, janvier 2003, page 5). La valeur de la production des États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2002 a été calculée en multipliant la quantité produite par les États-Unis telle qu'elle est indiquée dans la pièce n° 4 du Brésil ("Fact Sheet: Upland Cotton", USDA, janvier 2003, page 4) (16,73 millions de balles * 480 livres par balle) par le prix moyen de 40,50 cents par livre perçu par les exploitants des États-Unis (*voir* la pièce n° 202 du Brésil (Agricultural Outlook Tables, USDA, août 2003, tableau 5). Les différences entre la somme des taux de subventionnement de chaque programme et le taux de subventionnement total sont dues au fait que les chiffres ont été arrondis.

5. Ses allégations portant sur les effets défavorables des "subventions", le Brésil commence par établir que chacun des programmes appliqués par les États-Unis à l'intérieur et à l'exportation constitue une "subvention" au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC. Comme l'indique le tableau 1 ci-dessus, chacun d'eux accorde une "contribution financière" qui confère un "avantage".

6. Chacune des subventions est "spécifique" au sens de l'article 2.1 a) et/ou c) de l'Accord SMC. Les États-Unis et le Brésil conviennent que le critère de spécificité énoncé à l'article 2.1 n'est pas destiné à fonctionner comme une échappatoire permettant à des subventions étroitement définies reçues ou utilisées par des segments distincts d'une économie d'échapper à tout examen. Les quatre subventions directes - les versements PFC, les versements directs, l'aide pour perte de parts de marchés et les versements CCP - sont *de jure* spécifiques parce que la Loi FAIR de 1996 et la Loi FSRI de 2002 limitent expressément l'accès aux versements aux détenteurs d'une superficie de base de coton upland. Les versements par acre de superficie de base de coton upland des quatre programmes sont des subventions spécifiques uniques parce que les versements reposent sur des critères fondés sur le coton propres à chacun de ces programmes et que leur montant est notablement supérieur à celui des versements dont bénéficient la plupart des autres superficies de base de chaque programme. À titre subsidiaire, même si tous les versements relatifs à toutes les superficies de base pour chacune des quatre subventions directes sont traités comme des subventions uniques, elles sont spécifiques parce que la plupart des terres agricoles des États-Unis ne sont pas concernées par ces versements et que la valeur des récoltes produites grâce à ces versements est inférieure au quart de la valeur totale des produits des États-Unis.

7. Les subventions au titre de l'assurance-récolte sont spécifiques parce qu'il s'agit de polices et de groupes de polices spécifiques ne pouvant être obtenues que pour le coton upland (ou quelques autres cultures) et non pour la majorité des cultures du programme. À titre subsidiaire, l'assurance-récolte n'est pas spécifique parce que la Loi ARP de 2000 prive d'avantages les produits représentant plus de la moitié de la valeur de l'agriculture des États-Unis. En outre, les cultures des États-Unis ne représentent que 0,8 pour cent du PIB total du pays.

8. Dans le cadre de chacune des allégations relatives à un préjudice grave *actuel* et à la *menace* de préjudice grave, le Brésil a avancé trois allégations différentes concernant l'application de ces subventions pouvant donner lieu à une action.

9. **Empêchement actuel des hausses de prix dans une mesure notable – article 6.3 c) de l'Accord SMC:** Les subventions accordées par les États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 empêchent actuellement dans une mesure notable des hausses de prix sur le marché mondial et sur le marché brésilien ainsi que sur les marchés où les producteurs brésiliens exportent. Le Brésil commence par établir que le coton upland brésilien est "similaire" au coton upland des États-Unis étant donné que leur classification tarifaire est identique, que le coton upland constitue pour l'USDA un produit distinct et que le coton upland des États-Unis et celui du Brésil sont interchangeables et traités comme des produits similaires sur les marchés.

10. L'analyse par le Brésil de l'empêchement des hausses de prix consiste essentiellement à établir le lien de causalité entre les subventions des États-Unis et l'empêchement des hausses de prix sur le marché des États-Unis, le marché mondial, le marché brésilien et d'autres marchés. La plupart de ces éléments de preuve sont également pertinents pour les autres allégations relatives à un préjudice grave actuel et à la menace de préjudice grave avancées par le Brésil. L'énormité du montant des subventions des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 (12,9 milliards de dollars) et de leur pourcentage en tant que valeur marchande (95 pour cent) conjuguée à la part dominante du marché mondial détenue par les États-Unis de 41,6 pour cent d'un produit fongible crée une présomption *de facto* d'effets sur la production et les exportations et d'effet d'empêchement des hausses de prix. Les effets des subventions sont également attestés par l'accroissement notable de la production, des exportations et de la part du marché mondial des États-Unis pendant les campagnes de

commercialisation 1999-2002 alors que les prix aux États-Unis, les prix de l'indice A et les prix brésiliens sont tombés à leur niveau le plus bas et que leur hausse est toujours empêchée. Le lien de causalité est également confirmé par le fait que le coût de production total moyen du coton upland aux États-Unis était plus élevé de 77 pour cent que les prix du marché perçus par les exploitants des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001, alors même que la production et les exportations des États-Unis s'étaient accrues jusqu'à des niveaux élevés où elles se maintenaient. Le lien de causalité est également démontré par l'appréciation de 15 pour cent du dollar des États-Unis pendant la campagne de commercialisation 1999-2001 au moment où la part des États-Unis sur les marchés d'exportation s'accroissait de 68 pour cent et où les prix de l'indice A baissaient de 21 pour cent.

11. Le lien entre les subventions des États-Unis et l'empêchement des hausses des prix du marché du coton upland de l'indice A, au Brésil et dans d'autres pays tiers, est également confirmé par le fait que la nature, la dimension et l'impact mondial du marché des États-Unis lui permettent de déterminer les prix et d'empêcher leur hausse. L'importance de la part du marché mondial (41,6 pour cent) détenue par les États-Unis qui est générée et maintenue par les subventions empêche les hausses de prix sur le marché mondial. L'évolution de la production et des exportations sur le marché des États-Unis font l'objet d'une large publicité et ont une incidence sur le marché des opérations à terme de la Bourse du coton de New York qui, de son côté, a une influence et une incidence directes sur les prix de l'indice A et les prix brésiliens.

12. Le lien entre les subventions des États-Unis et l'empêchement des hausses de prix dans une mesure notable est également confirmé par les constatations d'économistes de l'USDA et d'autres entités concernant les effets de chacune de ces subventions en matière de production, d'exportation et d'empêchement des hausses de prix. Ces économistes ont déterminé que les versements au titre de prêts à la commercialisation avaient les effets les plus marqués en matière de production et d'exportation et d'empêchement des hausses des prix de l'indice A. Les subventions au titre de l'assurance-récolte, comme les versements au titre de prêts à la commercialisation, sont directement liées à la production et ces économistes ont constaté qu'ils avaient des types d'effets analogues car ils éliminent les risques et incitent les exploitants à mettre en culture des terrains peu productifs. Les versements CCP (et dans une moindre mesure les versements d'aide pour perte de parts de marché, les versements PFC et les versements directs) ont des incidences sur la production du fait des revenus additionnels et des effets de richesse qui maintiennent la culture sur certaines terres et la production sur des superficies de base en attendant une future actualisation de ces superficies comme celle qu'autorise la Loi FSRI de 2002. Les versements à l'exportation au titre du programme Step 2 stimulent directement les exportations des États-Unis et permettent aux exportateurs de ce pays d'exporter du coton upland à coût élevé, ce qui a pour effet d'empêcher les hausses des prix de l'indice A. Le programme de garantie du crédit à l'exportation GSM 102 a facilité l'exportation de coton upland des États-Unis pour une valeur de plus de 1 milliard de dollars de la campagne de commercialisation 1999 à aujourd'hui, accroissant ainsi les exportations des États-Unis et empêchant les hausses des prix mondiaux.

13. Il a été constaté dans le cadre d'un certain nombre d'études économétriques que les subventions des États-Unis ont collectivement pour effet d'accroître la production et les exportations du pays et d'empêcher les hausses des prix mondiaux. Le CCIC a constaté que la suppression des subventions accordées par les États-Unis aurait entraîné une hausse des prix mondiaux de 11 cents par livre pendant la campagne de commercialisation 2001 et de 6 cents par livre pendant la campagne de commercialisation 2000. L'Université de Tennessee a chiffré à 11,4 pour cent en moyenne l'effet d'empêchement des hausses de prix en ce qui concerne la suppression des subventions des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007. Le FMI a estimé que les prix mondiaux s'accroîtraient de 4 pour cent avec la suppression de 1 milliard de dollars EU de subventions accordées par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 1998. La Banque mondiale et le FMI ont constaté que les prix mondiaux s'accroîtraient de 25 à 30 pour cent si aucune subvention

n'était accordée pour le coton upland par les États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007. Le Centre for International Economics a constaté que l'élimination des subventions accordées par les États-Unis et la Chine pendant la campagne de commercialisation 1998 aurait entraîné un accroissement de 13,4 pour cent des prix mondiaux. Le Professeur Daniel Sumner a déterminé que la suppression des subventions des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 aurait entraîné un accroissement moyen des prix de l'indice A de 12,6 pour cent.

14. Les hausses des prix brésiliens pour les ventes sur le marché intérieur brésilien ainsi que pour les ventes brésiliennes à l'exportation sont également empêchées par les effets des subventions des États-Unis. La petite dimension du marché brésilien et les bas tarifs appliqués signifient que les producteurs brésiliens sont preneurs et non fixateurs de prix. Les négociations visant à déterminer les prix brésiliens sur le marché intérieur et à l'exportation sont lourdement influencées par les prix à terme de la Bourse du coton de New York et par les prix de l'indice A. Les mouvements des prix entre les prix brésiliens et les prix sur ces marchés internationaux sont étroitement liés. Les prix sur les marchés d'autres pays tiers sont eux aussi étroitement liés aux prix brésiliens, aux prix à terme à New York, aux prix au comptant aux États-Unis, aux prix de l'indice A aux États-Unis et à d'autres prix inclus dans le calcul de l'indice A.

15. En somme, il ressort de diverses études économétriques des prix mondiaux que les hausses de prix qui ont été empêchées pendant les campagnes 1999-2002 varient de 6 à 11 cents par livre. Le Professeur Sumner a constaté que ce sont des hausses de 6,5 cents par livre des prix de l'indice A qui ont été empêchées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. L'empêchement des hausses de prix à l'échelle du monde qui ressort de ces estimations est "notable" étant donné qu'il affecte sensiblement les producteurs du Brésil et de l'ensemble du monde. La perte totale de revenu imputable à l'empêchement des hausses de prix atteint 3,587 milliards de dollars et, au Brésil, ce sont, d'après les estimations, 478 millions de dollars que les producteurs ont perdu de fait.

16. **Accroissement de la part du marché mondial pendant la campagne de commercialisation 2001 – article 6.3 d) de l'Accord SMC:** Les subventions accordées par les États-Unis pour le coton upland ont contribué notablement à la production et à l'exportation de grandes quantités de coton upland en violation de l'article 6.3 d) de l'Accord SMC. La part moyenne du marché mondial détenue par les États-Unis pendant les trois années correspondant aux campagnes de commercialisation 1998-2000 était de 22,3 pour cent. Pendant la campagne de commercialisation 2001, la part du marché mondial détenue par les États-Unis et renforcée par les subventions a été portée à 38,3 pour cent. Cet accroissement pendant la campagne de commercialisation 2001 suit une tendance constante depuis la promulgation de la Loi FAIR de 1996 puisque la part du marché mondial détenue par les États-Unis qui était alors de 25 pour cent a été portée à 38,1 pour cent. Les éléments de preuve qui lient les subventions des États-Unis à l'accroissement de leur production et de leurs exportations dans l'analyse de l'empêchement des hausses de prix sont également pertinents pour l'allégation au titre de l'article 6.3 d). Le Professeur Sumner constate que *sans* les subventions des États-Unis, les exportations de ce pays pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001 auraient baissé en moyenne de 39 pour cent.

17. **Part inéquitable des exportations mondiales – 1999-2002: article XVI:1 et 3 du GATT de 1994:** Les subventions accordées par les États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 ont contribué notablement à faire en sorte que les États-Unis détiennent plus qu'une part équitable du commerce mondial d'exportation au sens de l'article XVI:3 du GATT. La part des exportations mondiales détenue par les États-Unis est passée de 17,93 pour cent pendant la campagne de commercialisation 1998 à 38,3 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2001 et s'est encore accrue pour atteindre 41,6 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2002. Le lien de causalité entre les subventions des États-Unis et l'accroissement de la part des États-Unis sur le marché d'exportation repose sur les éléments de preuve relatifs aux

effets de ces subventions sur la production et l'exportation indiqués dans l'analyse de l'empêchement des hausses de prix. Le Professeur Sumner a conclu que *sans* les subventions des États-Unis, les exportations de ce pays seraient inférieures de 41,2 pour cent et sa production baisserait en moyenne de 28,7 pour cent pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. La part des exportations mondiales de coton upland actuellement détenue par les États-Unis n'est pas "équitable" parce que les producteurs des pays qui sont en concurrence avec les États-Unis ne reçoivent aucune subvention ou, tout au plus, que de petites subventions et ont des coûts de production beaucoup plus bas que les États-Unis. *Sans* les effets des subventions des États-Unis, ces producteurs, y compris les producteurs du Brésil, auraient accru leur part du commerce mondial d'exportation.

18. **Menace de préjudice grave:** Le deuxième groupe d'allégations relatives aux effets défavorables avancées par le Brésil porte sur la démonstration de l'existence d'une *menace* de préjudice grave au titre des articles 5 c), 6.3 c), et 6.3 d) de l'Accord SMC et de l'article XVI:1 et 3 du GATT. Il ressort des renseignements versés au dossier que cinq subventions des États-Unis – les versements au titre de prêts à la commercialisation, les subventions au titre de l'assurance-récolte, les versements au titre des programmes Step 2, les versements CCP et les versements directs – ne sont soumises à aucune limitation en matière de production ou de dépenses et à aucune limitation ou, au mieux, à aucune limitation ayant une portée pratique en matière de paiement. Ces subventions illimitées doivent obligatoirement être versées par l'USDA aux producteurs, utilisateurs et exportateurs admissibles des États-Unis. Ces bénéficiaires admissibles ont un droit exécutoire à recevoir les versements – quel que soit l'effet des subventions des États-Unis sur le marché mondial du coton upland. Sur la base des décisions du Groupe spécial du GATT *CE – Exportations de sucre* et de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – FSC*, ces faits étayent une constatation de l'existence d'une menace de préjudice grave sous forme d'un empêchement des hausses de prix dans une mesure notable, d'accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis et d'une part inéquitable du commerce mondial d'exportation.

19. L'existence d'une menace de préjudice grave est confirmée par le fait que le niveau des subventions des États-Unis s'est accru d'un montant pouvant aller jusqu'à 10 cents par livre pendant les campagnes de commercialisation 2001 et 2002 avec l'adoption de la Loi FSRI de 2002. Ayant établi l'empêchement *actuel* des hausses de prix, l'accroissement de la part du marché mondial et la part inéquitable du commerce mondial d'exportation, ces éléments de preuve confirment aussi l'existence d'une *menace* de préjudice grave pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007. Selon une étude de l'Université du Tennessee, la suppression des subventions des États-Unis accroîtrait les prix aux États-Unis de 11,4 pour cent pendant la période 2003-2007. Selon le FMI, la suppression des subventions des États-Unis se traduirait à court terme par un accroissement de 25 à 30 pour cent des prix sur le marché mondial. Selon le Professeur Sumner, l'élimination des subventions des États-Unis accroîtrait les prix mondiaux de l'indice A de 5,9 cents par livre, et diminuerait la production des États-Unis de 4,5 millions de balles et leurs exportations de 4,4 millions de balles.

20. Il existe aussi une menace de préjudice grave du fait que les coûts de production aux États-Unis s'accroîtront pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007, l'USDA et le FAPRI ne s'attendant pas à une diminution notable du large écart entre les coûts et le revenu des ventes sur le marché. Les données de base les plus récentes du FAPRI semblent montrer que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements CCP seront effectués pendant toute la période correspondant aux campagnes de commercialisation 2003-2007. Des éléments de preuve supplémentaires d'une menace de préjudice grave ressortent des données de base de l'USDA et du FAPRI (concernant les paiements impératifs au titre de la Loi FSRI de 2002) qui prévoient que la superficie, la production et les exportations des États-Unis se maintiendront au niveau élevé actuel en raison de l'existence des subventions. L'orientation croissante de la production des États-Unis vers l'exportation à mesure que la production nationale de textiles diminue accroît aussi la menace d'un

empêchement des hausses de prix dans une mesure notable, d'un accroissement des parts du marché mondial et de parts inéquitables du commerce mondial d'exportation.

21. Les éléments de preuve montrent que la menace d'un accroissement, pendant la campagne de commercialisation 2002, de la part du marché mondial détenue par les États-Unis s'est déjà concrétisée puisque cette part a continué d'augmenter pendant cette campagne pour atteindre 41,6 pour cent, soit un niveau bien supérieur à la moyenne de 29,1 pour cent atteinte pendant les trois années correspondant aux campagnes de commercialisation 1999-2001. Il existe aussi une menace pour la campagne de commercialisation 2003, des projections récentes de l'USDA relatives aux exportations des États-Unis indiquant que la part de ce pays sera probablement de 38,8 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2003 – soit un accroissement par rapport à la moyenne de 34,9 pour cent sur trois ans des campagnes de commercialisation 2000-2002. Ces éléments de preuve viennent encore étayer la constatation selon laquelle il existe une menace que les parts du commerce mondial d'exportation détenues par les États-Unis resteront inéquitables pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007.

22. **Contestations en soi de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000:** Le Brésil conteste aussi certaines dispositions de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000 – dans la mesure où elles ont trait au coton upland – en tant que violations en soi des articles 5 c), 6.3 c) et 6.3 d) de l'Accord SMC et de l'article XVI:3 du GATT. Le Brésil conteste en particulier les dispositions impératives obligeant l'exécutif américain à effectuer des versements au titre de prêts à la commercialisation, des versements à l'exportation et intérieurs au titre du programme Step 2, des versements au titre de l'assurance-récolte, des versements directs et des versements anticycliques aux producteurs, utilisateurs et exportateurs de coton upland admissibles. Aucun mécanisme juridique n'a été établi par aucune des lois ou des réglementations contestées pour limiter les versements garantis lorsque ces versements causent un préjudice grave ou une menace de préjudice grave. L'absence de tout coupe-circuit juridique pour le coton upland menace de causer un préjudice grave du fait de l'empêchement des hausses de prix, de l'accroissement des exportations des États-Unis et de la part inéquitable du commerce mondial d'exportation du coton upland qu'ils détiennent.

ANNEXE E-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION COMPLÉMENTAIRE DES ÉTATS-UNIS

1. **Le Brésil n'a pas démontré que les versements au titre de l'assurance-récolte étaient "par produit".** Les États-Unis réaffirment que la subvention en faveur d'un producteur agricole quelconque est la subvention à la prime versée par les pouvoirs publics des États-Unis, qui est commune à tous les produits à un niveau de couverture choisi. Ainsi, l'affirmation répétée du Brésil selon laquelle certaines polices ne sont pas disponibles pour tous les produits est en partie vraie, mais totalement dénuée de pertinence: les *polices* particulières offertes aux cultivateurs de différents produits sont émises par des assureurs privés, mais la *subvention* des pouvoirs publics des États-Unis sur les primes reste la même. Les subventions au titre de l'assurance-récolte sont disponibles pour l'ensemble du secteur agricole des États-Unis. La position des États-Unis (que reflète la législation intérieure) est qu'une subvention aussi largement disponible ne satisfait pas à la prescription de spécificité de l'article 2. Ainsi, conformément à l'article 1.2 de l'Accord sur les subventions, les versements au titre de l'assurance-récolte des États-Unis ne sont pas "assujetti[s] aux dispositions … de [la] Partie [] III" de l'Accord sur les subventions, y compris les articles 5 et 6 concernant un préjudice grave.

2. **Le Brésil n'a pas démontré que les mesures des États-Unis contestées avaient causé la baisse des cours mondiaux du coton upland parce qu'il ne tient simplement aucun compte des facteurs clés à l'origine de ces mouvements des prix.** Le Brésil n'a pas établi *prima facie* le bien-fondé de ses allégations sur la base de la simple affirmation selon laquelle d'importantes dépenses des États-Unis au cours de campagnes de commercialisation où les prix du coton upland en vigueur étaient faibles établissent nécessairement un lien de causalité. Le Brésil n'a pas expliqué au Groupe spécial les facteurs clés qui ont affecté les marchés mondiaux du coton pendant la période allant de la campagne de commercialisation 1999 à la campagne de commercialisation 2002. Ces facteurs et non les subventions des États-Unis ont été les causes de la chute spectaculaire des cours du coton enregistrée ces dernières années.

3. **- Faiblesse persistante de la demande mondiale de coton due aux fibres synthétiques bon marché concurrentes et à une faible croissance de l'économie mondiale.** La production de fibres synthétiques concurrentes a explosé au cours des années 90, exerçant une pression à la baisse sur les cours mondiaux du coton. Les pays d'Asie ont créé un surcroît de capacité de production de polyester entre 1991 et 2001 supérieur à celle qui existait dans le monde entier en 1990. Les cours du polyester asiatique sont restés inférieurs aux cours mondiaux du coton entre 1990 et 2001. À partir de 2002, le coton a perdu sa position de fibre dominante dans le monde et sa part du marché est devenue inférieure à celle du polyester. Les achats de consommation hors des États-Unis ont ajouté plus de 40 millions de balles à la consommation de fibres textiles depuis 1990 mais cette quantité correspondait presque entièrement à du polyester. Les consommateurs hors des États-Unis n'achètent pas plus de coton aujourd'hui qu'ils ne le faisaient en 1990.

4. Outre la pression exercée sur les prix par la production de fibres synthétiques, la croissance de l'économie mondiale a été plus lente depuis 1997 qu'elle ne l'avait été depuis de nombreuses années. L'habillement est un bien semi-durable et lorsque la croissance des revenus ralentit, les consommateurs réduisent leurs achats courants et attendent pour remplacer leurs vêtements que les revenus augmentent plus rapidement. La consommation de coton peut fléchir alors même que la croissance des revenus reste positive. Le recul du revenu mondial en 2001-2002 s'est produit au

moment même où la production mondiale de coton augmentait sous l'effet de bonnes conditions météorologiques, ce qui a exercé une forte pression sur les cours mondiaux.

5. **- Le gonflement des importations de textiles des États-Unis, correspondant à la fermeté du dollar EU et à la baisse de la compétitivité des États-Unis dans le secteur de la production de textiles et de vêtements, a fondamentalement modifié l'orientation de la production de coton des États-Unis des usines nationales vers les marchés d'exportation.** Les États-Unis ont soutenu les cours mondiaux du coton par le biais de leur énorme demande de textiles et de vêtements en coton. Les textiles et les vêtements importés continuent d'empiéter sur l'utilisation des fibres de coton par les usines des États-Unis. Entre 1997 et 2002, l'utilisation du coton par les usines des États-Unis a diminué de 32 pour cent. Pour 2002, les importations de textiles et de vêtements en coton des États-Unis ont augmenté pour la 14ème année consécutive, tandis que les exportations sont restées essentiellement inchangées pour la cinquième année d'affilée. Cet énorme déficit commercial dans le secteur des textiles et de l'habillement a fondamentalement modifié la structure de l'utilisation du coton cultivé aux États-Unis. Comme l'utilisation par les usines nationales a diminué de manière spectaculaire, une plus grande quantité de coton des États-Unis a pu être utilisée par des usines étrangères, pour revenir ensuite aux États-Unis sous forme de produits en coton.

6. **- La Chine, premier producteur et consommateur de coton du monde, a mis en circulation 14 millions de balles provenant de stocks détenus par l'État entre 1999 et 2002, ce qui équivaut à pas moins de 7 pour cent de la consommation mondiale pendant la campagne agricole 2000/01.** Les politiques de la Chine ont été fortement corrélées aux mouvements des prix du coton sur le marché mondial à la fin des années 90 et au début des années 2000. Jusqu'au milieu des années 90, le gouvernement chinois était soucieux de préserver le revenu des agriculteurs et chargeait l'organisme de commercialisation étatique de maintenir les prix d'achat du coton à des niveaux élevés, entraînant un gonflement rapide des stocks. Au début de la campagne de commercialisation 1999/2000, la Chine a annoncé une politique de mise aux enchères du coton provenant de ces stocks, le gouvernement central prenant en charge la perte financière. La Chine a vendu aux enchères 11,6 millions de balles entre août 1999 et juillet 2002 (3 millions de balles en 1999/2000, 6,5 millions en 2000/01 et 2,1 millions en 2001/02). Sur l'ensemble de la campagne de commercialisation 2000/01, les ventes aux enchères de la Chine ont atteint l'équivalent de 7 pour cent de la consommation mondiale de cette année.

7. **- Facteurs affectant la production de coton des États-Unis.** Les décisions en matière de plantation de coton sont guidées par de nombreux facteurs, y compris le cours escompté du coton, les prix des cultures concurrentes, les avantages du programme agricole, les facteurs technologiques et les coûts des intrants. Contrairement à ce que le Brésil allègue, les producteurs de coton des États-Unis ont réagi aux mouvements des cours mondiaux et ne sont pas isolés du marché mondial. Des changements dans la technologie de production peuvent avoir une incidence tant sur le risque que sur les revenus escomptés de la production de coton. Ces dernières années, les programmes d'éradication de l'anthonome ainsi que l'introduction et l'adoption de variétés de coton génétiquement modifiées ont abaissé les coûts de production, augmenté les rendements et accru les revenus nets pour la production de coton des États-Unis.[1]

8. Depuis 1994, il n'y a eu que deux années au cours desquelles les superficies récoltées aux États-Unis ont évolué par rapport à l'année précédente d'une manière différente de celle observée par

[1] Des études indiquent que le programme d'éradication de l'anthonome a abaissé les coûts de la production de coton et a fait du coton une possibilité de culture plus attrayante. Les producteurs des États-Unis ont aussi rapidement développé les plantations de coton biologique, qui sont passées de 25 pour cent des plantations pendant la campagne agricole de 1997 à 73 pour cent (estimation) des plantations en 2003. Les études montrent que le coton biologique a permis d'augmenter les rendements et les revenus nets tout en diminuant l'utilisation des pesticides.

les cultivateurs dans le reste du monde. Ces deux années, 1998 et 1999, sont particulières à cause d'une grave sécheresse aux États-Unis. En 1998, la superficie récoltée aux États-Unis a diminué, en grande partie sous l'effet de conditions catastrophiques dans la plus grande partie du Texas; en 1999, les conditions météorologiques ont été plus normales et la superficie récoltée aux États-Unis a enregistré une augmentation correspondant presque exactement à la diminution de l'année précédente.

9. Au début de l'année civile 2000, les prix à terme du coton avaient diminué par rapport au niveau de l'année précédente tandis que les prix du maïs et des fèves de soja avaient augmenté pendant l'année. Les planteurs de coton des États-Unis et du reste du monde ont réduit la superficie cultivée par rapport au niveau de 1999 dans des proportions pratiquement identiques. Alors que les prix à terme de la récolte de coton diminuaient à nouveau entre 2000 et 2001, les prix à terme de la récolte de fèves de soja et de maïs ont accusé une plus forte baisse en pourcentage. En conséquence, les planteurs de coton des États-Unis et du reste du monde ont observé une augmentation de la superficie récoltée en coton en 2001. Lorsqu'ils ont envisagé les plantations en 2002, ils ont observé que les prix à terme de la récolte de fèves de soja et de maïs avaient enregistré des augmentations en pourcentage plus importantes que ceux du coton. Ainsi, les planteurs tant aux États-Unis que dans le reste du monde ont observé une diminution des superficies récoltées en coton par rapport au niveau de l'année précédente.

10. **Le Brésil n'a pas établi d'éléments *prima facie* en ce qui concerne les mesures de soutien du revenu découplé des États-Unis parce que ces mesures n'ont pas plus que des effets minimes.** En ce qui concerne les mesures des États-Unis relevant de la catégorie verte, à savoir les versements directs au titre de la Loi de 2002 et les versements au titre de contrats de flexibilité de la production relevant de la Loi de 1996 qui ont pris fin, l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture indique clairement que ces versements ont des effets de distorsion sur les échanges ou des effets sur la production nuls ou, au plus, minimes. Au titre de l'article 21:1 de l'Accord sur l'agriculture, l'Accord sur les subventions s'applique "sous réserve des" dispositions de l'Accord sur l'agriculture. En conséquence, l'Annexe 2 indique clairement que les mesures relevant de la catégorie verte des États-Unis ne causent pas un préjudice grave. Les versements au titre du soutien du revenu dont le montant varie en fonction des prix du marché, comme les versements anticycliques au titre de la Loi de 2002 et les versements d'aide pour perte de parts de marché qui ont pris fin, sont aussi découplés dans le sens où ils ne sont pas liés à la production actuelle. Du fait que (d'après les publications économiques sur les versements découplés) l'effet sur la production est négligeable, ces versements ne peuvent pas avoir d'"effet" aux fins de l'article 6.3 de l'Accord sur les subventions ni avoir pour effet d'accroître les exportations au sens de l'article XVI:3 du GATT de 1994.

11. Enfin, comme aucune production de coton upland (ou d'une quelconque autre culture) n'est nécessaire pour recevoir ces versements, il serait erroné d'attribuer au "coton upland" ou aux "producteurs de coton upland" tous les versements découplés effectués pour la superficie de base de coton upland. Cette superficie peut être plantée en d'autres cultures ou peut ne pas être plantée du tout. En conséquence, il n'est pas fondé d'inclure ces versements dans une analyse de la question de savoir si "les subventions accordées aux producteurs, utilisateurs et/ou exportateurs des États-Unis de coton upland " ont causé un préjudice grave.

12. **Le Brésil n'a pas démontré que les mesures des États-Unis contestées avaient causé un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens des articles 5 c) et 6.3 c) – "Un préjudice grave … peut apparaître":** La phrase introductive de l'article 6.3 établit qu'un préjudice grave "peut apparaître" s'il est constaté "l'une ou plusieurs" de quatre circonstances spécifiques, indiquant qu'un préjudice grave n'apparaît pas nécessairement même si elles sont constatées. Comme un préjudice grave "peut" apparaître si l'une ou plusieurs des quatre conditions énoncées à l'article 6.3 sont remplies, le Brésil doit d'abord montrer qu'*au moins l'une* de ces conditions est remplie. Deuxièmement, si le Brésil démontre qu'il est satisfait à l'un ou plusieurs des critères énoncés à

l'article 6.3, il doit ensuite démontrer l'existence d'un "préjudice grave". En l'espèce, le Brésil n'a pas établi qu'il avait été satisfait à un quelconque aspect de l'article 6.3.

13. **- La "subvention a pour effet":** Le Brésil n'a pas établi *prima facie* que "la subvention a [eu] pour effet" d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix dans une mesure notable. L'argument du Brésil concernant le lien de causalité ne tient pas parce que le Brésil n'a simplement pas démontré le lien de causalité entre les mesures des États-Unis et les effets sur les prix. Le Brésil n'a pas même montré qu'il y avait une corrélation nécessaire entre les mesures et les effets qu'il alléguait, et encore moins qu'il existait un lien véritable et substantiel entre les mesures des États-Unis et les effets allégués. Le Brésil n'a pas isolé et distingué tous les différents effets des divers facteurs en jeu pendant la période allant de la campagne de commercialisation 1999 à la campagne de commercialisation 2002 et a attribué à tort aux mesures des États-Unis les effets de ces autres causes.

14. **- "D'empêcher des hausses de prix […] dans une mesure notable".** L'Accord ne définit pas le terme "notable". Le sens ordinaire de notable est "important, appréciable; conséquent,", ce qui laisse entendre que l'empêchement des hausses de prix doit atteindre un niveau auquel il est important, appréciable et conséquent pour être incompatible avec l'article 6.3 c). Les États-Unis font en outre observer que le terme "notable" modifie l'expression "d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix"; par conséquent, c'est l'effet sur les *prix* qui doit être "notable" et non l'effet direct sur les *producteurs*, comme le fait valoir le Brésil.

15. Selon l'interprétation du Brésil, l'empêchement des hausses de prix serait notable à un niveau de même 1 cent par livre parce que cela pourrait encore "affecter de façon significative" les producteurs. L'interprétation du Brésil, toutefois, amalgame la notion contenue dans l'expression "d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix … dans une mesure notable" à la notion de "préjudice grave". Elle élargirait aussi beaucoup l'effet de l'article 6.3 c), qui relève de la Partie III de l'Accord sur les subventions - "Subventions pouvant donner lieu à une action" - plutôt que de la Partie II - "Subventions prohibées" - pour englober *toute* subvention ayant un effet quelconque sur la production et donc sur les prix. Les Membres sont convenus néanmoins qu'un quelconque effet théorique sur les prix ne suffirait pas pour satisfaire à l'article 6.3 c); pour cela, ils ont indiqué que l'empêchement des hausses de prix ou la dépression des prix devaient être "notables" pour créer une situation dans laquelle un préjudice grave pouvait apparaître.

16. La théorie du Brésil créerait aussi deux séries de règles applicables aux subventions: une pour les produits faisant l'objet d'un commerce important, comme la plupart des produits agricoles et une autre pour les produits plus différenciés. Plus un produit fait l'objet d'un commerce important plus un *quelconque* effet sur les prix pourrait être réputé "affecter de façon significative" les producteurs. Rien dans le texte de l'Accord ne justifie la création d'une telle distinction. Dans les cas où les Membres ont voulu qu'une règle particulière s'applique à un type de produit particulier – tel qu'"un produit primaire ou un produit de base subventionné" (article 6.3 d)) – ils l'ont dit explicitement.

17. **- "Sur le même marché":** L'article 6.3 c) exige que l'"effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix" que "la subvention ... a" se produise "sur le même marché". L'utilisation de la même expression "sur le même marché" que dans la partie de cet article relative à la sous-cotation du prix laisse entendre que l'empêchement des hausses de prix ou la dépression des prix notables doivent se produire lorsque le "produit subventionné" se trouve "sur le même marché" qu'un "produit similaire d'un autre Membre". Cela signifie que "sur le même marché" exige l'identification d'un marché particulier sur lequel il est allégué que des effets sur les prix se sont produits de manière à permettre une comparaison sur ce marché. Si une partie plaignante pouvait simplement affirmer qu'il y a empêchement des hausses de prix ou dépression des prix sur le marché mondial, le mot "même" dans l'expression "le même marché" deviendrait inutile parce que les produits subventionnés et non subventionnés pourraient toujours être réputés être sur le même "marché mondial".

18. **- Période pour démontrer les effets de causalité:** La "période dûment représentative appropriée" pour démontrer l'existence d'un préjudice grave actuel dépendra de la nature des subventions contestées. Normalement, la période la plus récente pour laquelle des données sont disponibles sera la période appropriée. Dans le cas de subventions récurrentes comme celles qui relèvent de la Loi de 1996 et de la Loi de 2002, en outre, une subvention antérieure n'existe plus dès lors qu'un nouveau versement à titre de subvention pour la production actuelle est effectué et ne peut pas avoir d'"effet" au sens de l'article 6.3. En conséquence, la période pour laquelle le Brésil doit démontrer l'existence d'un préjudice grave actuel est la campagne de commercialisation 2002. Aucune des dispositions citées par le Brésil, en outre, ne dit que l'effet d'une subvention d'il y a un, deux ou trois ans est actuellement ressenti. Ainsi, au minimum, l'effet de la subvention doit être démontré pendant chaque année et pour chaque année pour laquelle le Brésil allègue des effets.

19. **Le Brésil n'a pas démontré que les mesures des États-Unis contestées avaient causé un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) et de l'article 6.3 d) – "Part du marché mondial":** Contrairement à l'interprétation du Brésil, l'article 6.3 d) n'utilise pas l'expression "marché mondial d'exportation"; il utilise l'expression "part du marché mondial … pour un produit primaire ou un produit de base subventionné particulier". Cette formulation générale semblerait englober toute la consommation de coton upland, y compris la consommation par un pays de sa propre production de coton. Le contexte étaye une lecture qui fait la distinction entre "part du marché mondial" et "part des exportations mondiales". En fait, l'article XVI:3 du GATT de 1994 utilise l'expression "commerce mondial d'exportation" et le Brésil interprète l'article 6.3 d) et l'article XVI:3 du GATT de 1994 comme s'appliquant tous deux au "commerce mondial d'exportation". Si les Membres avaient voulu que le "commerce mondial d'exportation" soit la notion pertinente à appliquer à l'article 6.3 d), on se serait attendu à ce que cette expression soit utilisée. Du fait que le Brésil a mal interprété l'expression "part du marché mondial" et que tous les éléments de preuve du Brésil concernent une comparaison de la "part des exportations mondiales" des États-Unis, le Brésil n'a pas établi l'existence d'éléments *prima facie*.

20. **- Période appropriée pour montrer l'existence d'un préjudice grave actuel:** Le Brésil a limité son allégation au titre de l'article 6.3 d) à l'"accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis pour la campagne de commercialisation 2001". Ainsi, il ne peut y avoir de constatation selon laquelle les subventions au titre de la Loi de 2002 ou les subventions de la campagne de commercialisation 2002 causent actuellement un préjudice grave. Comme les États-Unis l'ont précédemment fait observer, pour démontrer l'"effet" que "la subvention a", il conviendrait normalement d'examiner la subvention accordée pendant l'année la plus récente. Le Brésil n'a pas expliqué pourquoi il conteste les subventions de la campagne de commercialisation 2002 (en plus de 1999-2001) au titre de l'article 6.3 c), mais seulement la campagne de commercialisation 2001 au titre de l'article 6.3 d). Le Brésil a dit que la Loi de 1996 avait introduit un nouveau mécanisme de subvention; au minimum, le Brésil devrait démontrer qu'en fait il y a une "tendance constante" pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées (1996-2001).

21. **- Lien de causalité: "La subvention a pour effet":** Le Brésil n'a simplement pas démontré le lien de causalité entre les mesures des États-Unis et les effets sur la part du marché mondial. Comme il est expliqué plus haut, le Brésil n'a pas isolé et distingué les autres facteurs qui ont entraîné les prix du coton upland en vigueur à des niveaux historiquement bas.

22. **Le Brésil n'a pas démontré une quelconque incompatibilité avec l'article XVI:3 du GATT de 1994 – "Plus qu'une part équitable":** Le Brésil fait valoir que pour déterminer ce qu'est une part "équitable", le Groupe spécial doit examiner quelle aurait été la part du commerce mondial d'exportation détenue par les États-Unis en l'absence de subventions. Le Brésil ne cite aucun élément textuel étayant son approche, et il ne pourrait pas le faire puisque le texte n'en contient pas. Rien à l'article XVI:3 ne dit qu'il est interdit à un Membre d'utiliser de quelconques subventions et encore

moins qu'il lui est refusé la possibilité de détenir une part quelconque des marchés mondiaux s'il utilise des subventions. Tout examen de ce qu'est une part "équitable" doit tenir compte du fait que les Membres sont généralement autorisés à accorder des subventions. Toutefois, toute subvention qui a un effet sur la production peut entraîner un accroissement des exportations; dans ce cas, d'après le Brésil, la part des exportations qui en résulterait serait "inéquitable". Cette interprétation ferait de l'article XVI:3 une prohibition des subventions qui pourrait potentiellement entraîner un accroissement des exportations. Plutôt que d'imposer une prohibition, l'article XVI:3 indique seulement que les Membres "devraient s'efforcer d'éviter" des subventions à l'exportation des produits primaires, avec des conditions additionnelles s'il en résulte des parts inéquitables.

23. En examinant les difficultés inhérentes à l'application du libellé "plus qu'une part équitable du commerce mondial", les États-Unis rappellent le débat du Groupe spécial *Farine de froment* établi au titre du Code des subventions du Tokyo Round au sujet de l'expression "plus qu'une part équitable". L'énumération par ce Groupe spécial des difficultés liées à cette notion correspond aux genres de considérations qui ont conduit à la négociation de l'Accord sur les subventions. Le Brésil voudrait maintenant que le présent Groupe spécial pense que ces négociations étaient inutiles, que les disciplines recherchées figuraient toutes depuis le début dans le libellé de l'article XVI:3. L'approche du Brésil est erronée et devrait être rejetée.

24. **- "Tous facteurs spéciaux":** Le Brésil estime qu'un "facteur[] spécia[l]" qui peut affecter le commerce ou qui peut avoir affecté le commerce est le faible niveau voire l'absence de soutien interne dans les autres pays fournisseurs. Là encore, la règle proposée par le Brésil laisserait entendre que dans les cas où aucun autre Membre n'accorde des subventions (chacun par suite de son choix souverain de ne pas utiliser les ressources de cette manière), un Membre serait empêché d'accorder des subventions d'un quelconque montant qui entraîne un accroissement des exportations. Toutefois, l'article XVI n'envisage pas une prohibition des subventions agricoles, même des subventions à l'exportation: au titre de l'article XVI:3, les Membres "devraient s'efforcer d'éviter" d'accorder des subventions à l'exportation des produits primaires. En conséquence, l'expression "tous facteurs spéciaux" ne devrait pas être interprétée d'une manière qui introduise un sens que la disposition elle-même évite.

25. **Le Brésil n'a pas démontré l'existence d'une menace de préjudice grave:** Le Brésil fait valoir qu'il n'y a pas de critère explicite concernant la menace d'un préjudice grave dans l'Accord sur les subventions ni d'indications dans les rapports de l'OMC. Les États-Unis considèrent que le premier critère énoncé par le Brésil est incorrect. La règle proposée par le Brésil semblerait faire des articles 5 c) et 6 qui sont des dispositions concernant les subventions pouvant donner lieu à une action des dspositions concernant les subventions prohibées. En d'autres termes, l'approche du Brésil aboutirait à une détermination de l'existence d'une menace chaque fois que "les subventions d'un grand exportateur n'ont pas de limitations effectives concernant la production ou les exportations". Il n'existe cependant pas de telle règle concernant l'existence d'une menace en soi dans l'Accord sur les subventions; une constatation de l'existence d'un préjudice grave exige une démonstration faisant intervenir un grand nombre de faits.[2]

[2] Les États-Unis considèrent aussi que le Brésil n'a pas satisfait à ce critère proposé. Premièrement, comme il est expliqué plus haut, le Brésil n'a pas établi *prima facie* l'existence d'un préjudice grave actuel et l'on ne peut donc pas présumer qu'il existe une menace qu'un tel préjudice continue. Deuxièmement, le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – FSC* citée par le Brésil portait sur des subventions à l'exportation au titre de l'Accord sur l'agriculture et un critère complètement distinct. Au titre de la disposition de l'Accord sur les subventions relative à un préjudice grave, la question est celle, beaucoup plus complexe, de savoir quel est l'effet nettement prévu et imminent de mesures sur les intérêts d'un Membre, qui peut dépendre des conditions futures du marché, des cours mondiaux et d'autres facteurs. Troisièmement, le Brésil n'a pas démontré que les mesures contestées étaient impératives dans le sens où elles devaient être accordées si une demande était faite. Même si le Département de l'agriculture a l'obligation de mettre de tels versements à disposition, l'obligation ne

26. Les États-Unis pensent que le deuxième critère proposé par le Brésil est correct. Pour démontrer qu'il existe une menace de préjudice grave, une partie plaignante doit montrer qu'il y a une probabilité nettement prévue et imminente de préjudice grave futur. L'utilisation des éléments du préjudice grave énoncés à l'article 6.3 garantit qu'une partie plaignante présente des éléments de preuve crédibles suffisants.[3]

27. **- Menace de préjudice grave par le biais de l'empêchement des hausses de prix:** Outre les raisons qui viennent d'être données, les États-Unis font observer que l'évolution des prix au cours des derniers mois et les mouvements escomptés des prix n'étayent pas une conclusion de probabilité nettement prévue et imminente de préjudice grave futur. Le Brésil allègue que "[s]ur la base des prix de la campagne de commercialisation de 2002, des prix courants en août 2003 et des niveaux de prix projetés par les données de base du FAPRI, il est probable que des versements au titre des prêts à la commercialisation et des versements CCP seront effectués pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007". Toutefois, les prix courants du marché et les prix à terme (qui ne sont pas pris en compte dans la communication du Brésil) indiquent déjà que la projection de base indiquant des prix bas est fausse.[4] Ainsi, les prix courants et les prix à terme ne laissent entrevoir aucune probabilité nettement prévue et imminente de préjudice grave futur.

28. **Menace de préjudice grave par le biais de l'empêchement des hausses de prix:** Le Brésil lit là encore "part du marché mondial" à l'article 6.3 d) comme équivalant à "part des exportations mondiales". Ainsi, l'analyse de l'existence d'une menace faite par le Brésil est fausse pour la même raison que l'est son analyse de l'existence d'un préjudice grave et le Brésil n'a pas établi *prima facie* qu'il existait une menace de préjudice grave au sens de l'article 6.3 d).

29. **Article XVI:1 et XVI:3 du GATT de 1994.** Le Brésil affirme que la Loi de 2002 et la Loi de 2000 sur la protection contre les risques agricoles constituent une menace que soit détenue une part importante et inéquitable des exportations mondiales entre les campagnes de commercialisation 2003 et 2007. Le Brésil ne cite nulle part le texte de l'article XVI:3 du GATT de 1994 (ou de l'Accord sur les subventions) qui étayerait l'idée selon laquelle il y a un motif d'action valable pour une "menace" que soit détenue "plus qu'une part équitable du commerce mondial d'exportation". En l'absence de tout texte concernant l'article XVI:3, l'allégation du Brésil concernant une "menace" que soit détenue "plus qu'une part équitable du commerce mondial d'exportation" doit être rejetée.

30. **Le Brésil n'a pas démontré que les mesures des États-Unis contestées étaient en soi incompatibles avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC.** Le Brésil fait valoir que les versements au titre des prêts à la commercialisation, les versements anticycliques, les

---

s'applique que lorsque certaines conditions prévalent sur le marché. Ainsi, pour montrer que la menace de l'existence d'un préjudice grave est (selon les termes du Brésil) "réelle, nette et imminente", le Brésil devrait montrer les prix prévus au cours de la période future incriminée (campagnes de commercialisation 2003-2007) et la probabilité que cela se produise.

[3] Une préoccupation similaire est traitée aux fins de la menace de dommage important dans les enquêtes en matière de droits compensateurs à l'article 15.7 de l'Accord sur les subventions; aux termes de cet article, "[l]e changement de circonstances qui créerait une situation où la subvention causerait un dommage doit être nettement prévu et imminent". Nous observons la relation entre la menace de préjudice grave et la menace de dommage important, qui toutes deux font partie des effets défavorables visés à l'article 5.

[4] Au lieu de prix bas continus, la *moyenne* de l'indice A pour septembre 2003 est passée à 64,06 cents par livre. Les prix à terme de la Bourse du coton de New York démontrent que les opérateurs du marché s'attendent à ce que les prix du coton grimpent encore pendant la campagne de commercialisation de 2003, se raffermissant au-delà de leur moyenne sur 20 ans, qui était de 67,86 cents par livre (1983-2002), pendant la campagne de commercialisation actuelle de 2003. En fait, si les prix du coton atteignent les niveaux (plus de 70 cents par livre) indiqués par le marché à terme, les prix seraient très proches de ce que le Brésil calcule comme étant la moyenne de l'indice A (74 cents par livre) pour la période *précédant* celle où le Brésil allègue l'existence d'un préjudice grave.

versements directs et les versements au titre du programme Step 2 ainsi que les subventions au titre de l'assurance-récolte sont en soi incompatibles avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC parce qu'ils menacent de causer un préjudice grave à des niveaux de prix qui exigent que soient effectués des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements CCP (c'est-à-dire moins de 52 cents par livre). Pour toutes les raisons indiquées au sujet des allégations du Brésil concernant l'existence d'un préjudice grave actuel et de ses allégations concernant l'existence d'une menace de préjudice grave, l'argumentation du Brésil est erronée.

31. Le Brésil fait aussi valoir que même à des niveaux de prix élevés où seuls des versements directs et des versements au titre de l'assurance-récolte seraient effectués, il existe nécessairement une menace de préjudice grave parce que ces versements entraîneront nécessairement le maintien de terres marginales en production du fait que les producteurs ne sont confrontés à aucun risque de baisse des revenus. Le Brésil n'a présenté aucun élément de preuve concernant l'ampleur d'un quelconque effet allégué de ces deux subventions pour le maintien d'une production marginale à une époque de prix élevés (auxquels le marché s'attend actuellement). Deuxièmement, le fait que certaines terres marginales puissent être maintenues en production ne peut à lui seul suffire à démontrer qu'il existe une menace de préjudice grave en soi. Autrement, toute subvention ayant un effet quelconque sur la production serait réputée constituer une menace, transformant les subventions pouvant donner lieu à une action en subventions prohibées. Ainsi, le Brésil n'a pas démontré que ces subventions en soi présentaient une menace réelle, nette et imminente de préjudice grave.

32. **Garanties de crédit à l'exportation – L'historique de la négociation de l'article 10:2 révèle que les négociateurs ont explicitement différé l'application de toutes les disciplines concernant les subventions à l'exportation aux garanties de crédit à l'exportation:** L'historique de la négociation de l'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture révèle que les rédacteurs ont explicitement différé l'application des disciplines concernant les subventions à l'exportation aux garanties de crédit à l'exportation. En particulier, la différence évidente entre le libellé du projet d'Acte final et celui de l'article 10:2 montre que les négociateurs ont spécifiquement choisi de ne pas imposer les disciplines que le Brésil cherche maintenant à imposer dans le cadre d'une procédure. La première version était une prohibition sans ambiguïté, sauf autorisation en vertu de disciplines convenues au niveau international. La dernière - et actuelle - version n'impose aucune prohibition de ce type. Elle prescrit seulement aux Membres d'œuvrer à l'élaboration de disciplines qui restent à convenir, et ce n'est qu'après accord sur ces disciplines que les programmes de garantie du crédit à l'exportation devront y être conformes.

33. L'interprétation donnée par le Brésil à l'article 10:2 exigerait que les garanties de crédit à l'exportation de produits agricoles soient soumises à des disciplines plus rigoureuses que toute autre pratique mentionnée dans l'Accord sur l'agriculture. De l'avis du Brésil, non seulement les garanties de crédit à l'exportation constitueraient des subventions à l'exportation et seraient soumises à la totalité des disciplines concernant les subventions à l'exportation, mais les Membres seraient *aussi* spécifiquement obligés d'œuvrer à l'adoption de disciplines additionnelles puis de les appliquer. L'argument du Brésil exigerait une interprétation selon laquelle les négociateurs considéraient les crédits à l'exportation, les garanties de crédit et les programmes d'assurance comme plus pernicieux que les subventions à l'exportation reconnues elles-mêmes. Cette conclusion peu plausible n'est nulle part manifeste dans le texte de l'historique de la négociation.

34. Au contraire, le texte indique que les crédits à l'exportation, les garanties de crédit et les programmes d'assurance n'étaient pas considérés comme des subventions à l'exportation parce qu'ils étaient explicitement exclus de l'article 9:1 de l'Accord sur l'agriculture, bien qu'ils aient été inclus dans les documents de négociation qui ont abouti au texte actuel. Le Brésil fait valoir qu'il en va de même des "allègements fiscaux ou mesures d'incitation liés aux résultats à l'exportation autres que la remise des impôts indirects", et pourtant l'Organe d'appel a décidé que les mesures FSC et ETI étaient soumises aux disciplines concernant les subventions à l'exportation de l'Accord sur l'agriculture. En

ce qui concerne ces mesures, toutefois, aucune disposition comparable à l'article 10:2 n'existe. Les crédits à l'exportation, les garanties de crédit et les programmes d'assurance n'ont pas seulement été supprimés de la liste exemplative figurant à l'article 9:1, mais ont fait l'objet de l'engagement explicite de négocier des disciplines énoncé à l'article 10:2.

35. **- L'application de règles comptables à l'échelle gouvernementale au titre de la Loi fédérale sur la réforme du crédit indique que les programmes de garantie du crédit à l'exportation couvrent, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion:** Les États-Unis ont démontré qu'au fil du temps, comme il est indiqué par les règles comptables à l'échelle gouvernementale prescrites au titre de la Loi sur la réforme du crédit, en ce qui concerne les années pour lesquelles des données expérientielles presque complètes sont disponibles, que les recettes au titre des programmes ont excédé les frais et les pertes au titre de la gestion. Pour les années pour lesquelles les livres comptables sont les plus proches de la clôture (1994 et 1995), la gestion des programmes affiche un bénéfice. De même, les données actuelles pour 1992, 1993, 1996 et 1999 indiquent aussi un bénéfice. Toutes ces données sont fondées sur une méthode par cohortes que le Brésil approuve.[5]

36. Les États-Unis ont fait observer à diverses reprises que la CCC jouissait d'un pouvoir discrétionnaire complet de s'abstenir à tout moment d'émettre des garanties en ce qui concerne toute demande individuelle d'une garantie de crédit à l'exportation ou de suspendre l'émission de garanties de crédit à l'exportation financées par l'affectation d'un crédit déterminé. En outre, la loi d'habilitation interdit à la CCC d'offrir des garanties de crédit en liaison avec des ventes de produits agricoles vers tout pays dont le Secrétaire de l'agriculture détermine qu'il ne peut adéquatement assurer le service de la dette associée à une telle vente. Troisièmement, la possibilité d'obtenir des garanties de crédit à l'exportation dépend des affectations de crédit en vigueur à n'importe quel moment pour des produits spécifiques et des destinations spécifiques. Quatrièmement, la possibilité qu'a la CCC d'émettre des garanties est limitée par le processus d'affectation de l'Office of Management and Budget du Président.

37. **- L'affacturage à forfait est analogue aux programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC:** L'argument du Brésil selon lequel les transactions à forfait et les transactions de garantie du crédit à l'exportation de la CCC sont dissemblables illustre la comparabilité du financement pouvant être obtenu dans le cadre de ces transactions. Comme l'indique

[5] Toutefois, le Brésil applique mal la méthode comptable par cohortes pour faire valoir à tort que "lorsque le montant total des réestimations sur toute la durée de vie de l'ensemble des cohortes de garanties versées depuis 1992 est déduit du montant total des estimations *initiales* des subventions adoptées lors de chaque exercice budgétaire de la période 1992-2002, *la perte qui en résulte atteint presque 1,75 milliard de dollars EU*". Pour parvenir à ce chiffre fantaisiste, le Brésil commence non pas par des estimations fondées sur le niveau "effectif" des garanties émises mais plutôt par l'estimation initiale de la subvention pendant l'exercice budgétaire, bien avant pratiquement qu'une quelconque activité au titre des programmes ait eu lieu pendant cet exercice budgétaire. Le chiffre "effectif" reflète simplement le niveau effectif des garanties émises pendant l'exercice budgétaire en question. L'estimation initiale de la subvention, en revanche, commence par ce qui est une projection habituellement trop optimiste de l'utilisation effective du programme puis doit utiliser les règles d'estimation applicables à l'échelle gouvernementale sans tenir compte de l'expérience réelle propre aux programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC.

L'émission effective des garanties ne peut tout d'abord être indiquée que pour les deux exercices budgétaires suivant l'estimation initiale de la subvention. Une fois que l'utilisation effective du programme est déterminée, toutes les réestimations suivantes sont fondées sur ce chiffre, et non sur l'estimation initiale de la subvention. Sauf pour les intérêts (à cause de forces du marché indépendantes), une réestimation à la baisse ne se produit jamais sur la base de l'estimation initiale de la subvention. Elle ne se produit qu'après la détermination de l'utilisation effective du programme. Par conséquent, il est totalement inapproprié de calculer des réestimations nettes en se fondant sur l'estimation initiale de la subvention pour une cohorte particulière, comme le Brésil l'a fait. Pour ces raisons, le calcul des États-Unis indiquant une rentabilité croissante dans le cadre du programme est juste et le calcul du Brésil ne l'est pas.

le Brésil, dans les deux cas "l'exportateur veut être payé immédiatement au comptant et l'importateur veut un crédit dont il peut différer le remboursement". Du point de vue de l'importateur, les transactions concernant des garanties de crédit à l'exportation sont *moins* favorables que l'affacturage à forfait parce que bien que la banque de l'importateur puisse rembourser son obligation progressivement, la CCC n'a aucun contrôle sur les modalités de l'arrangement entre l'importateur et sa banque, qui peut ne pas accorder les modalités de paiement différé à l'importateur. Dans l'affacturage à forfait, l'importateur "peut différer le remboursement". Dans les deux cas, la transaction (selon les termes du Brésil) "permet à l'exportateur de convertir une vente à crédit en une vente au comptant". Le Brésil admet qu'en tant que partie plaignante il a la charge de démontrer qu'un "avantage" est conféré en ce qui concerne le programme GSM-102. Le Brésil ne s'est pas acquitté de cette charge.

38. **Le programme Step2 ne constitue pas une violation de l'article 3.1 b) de l'Accord sur les subventions ou de l'article III:4 du GATT de 1994:** Le Brésil a déclaré avec emphase: "Il n'existe pas de circonstances dans lesquelles une "subvention liée à l'apport local" serait conforme à l'article 3.1 b)." En fait, l'argument du Brésil supprimerait entièrement l'application de la clause introductive de l'article 3 à l'article 3.1 b). Mais le Membre de phrase "exception faite de ce qui est prévu dans l'Accord sur l'agriculture" s'applique telle qu'elle est libellée tant aux subventions à l'exportation visées à l'article 3.1 a) qu'aux subventions liées à l'apport local visées à l'article 3.1 b).

39. Pour le Brésil, le programme Step 2 devrait autoriser des versements pour tout le coton utilisé, qu'il soit national ou importé, mais seuls les versements destinés au coton national seraient inclus dans la MGS. Un tel programme ne serait plus en faveur de producteurs nationaux. Le programme Step 2 accorde un avantage aux producteurs parce qu'il sert à maintenir la compétitivité au niveau des prix du coton des États-Unis par rapport au coton étranger au moyen d'un versement compensant en partie la différence entre les prix étrangers et nationaux en vigueur. Le programme hypothétique du Brésil ferait disparaître l'avantage pour les producteurs des États-Unis. Plutôt qu'une subvention "en faveur de producteurs agricoles", le programme deviendrait une simple subvention aux intrants en faveur de fabricants de textiles totalement en dehors du champ d'application de l'Accord sur l'agriculture. L'interprétation du Brésil rendrait le paragraphe 3 de l'Annexe 7 de l'Accord sur l'agriculture inutile.

40. Le Brésil fait valoir que puisque les dispositions de la clause de paix concernant les subventions intérieures ne font pas référence à l'article 3, l'Accord sur l'agriculture prévoyait que les subventions liées à l'apport local seraient prohibées. La conclusion du Brésil ne découle pas nécessairement de la structure du texte. En fait, une conclusion inverse est plus appropriée. L'article 13 b) ne fait pas référence à l'article 3 de l'Accord sur les subventions parce que l'obligation de fond énoncée à l'article 3.1 b) ne s'applique pas dans le cas des subventions liées à l'apport local en faveur de producteurs agricoles. L'article 13 b) s'applique aux "mesures de soutien interne qui sont pleinement conformes aux dispositions de l'article 6 du présent accord". La nature de la subvention intérieure n'est pas pertinente pour les disciplines. L'Accord sur l'agriculture ne définit nulle part le "soutien interne", qui est permis sous n'importe quelle forme dès lors que le Membre respecte ses engagements de réduction.

ANNEXE E-3

DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

3 octobre 2003

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION 19

II. INCIDENCE DES SUBVENTIONS DES ÉTATS-UNIS SUR LA SITUATION MONDIALE DU MARCHÉ DU COTON 20

III. INCOMPATIBILITÉ AVEC LES ARTICLES 5 c) ET 6.3 c) ET d) DE L'ACCORD SMC 22

III.1 ARTICLE 5 C) DE L'ACCORD SMC 22

III.2 ARTICLE 6.3 C) DE L'ACCORD SMC 22

III.3 ARTICLE 6.3 D) DE L'ACCORD SMC 26

III.4 MENACE DE PRÉJUDICE GRAVE: ARTICLE 6.3 C) ET D) 28

IV. CONCLUSION 29

I. INTRODUCTION

1. La République argentine sait gré au Groupe spécial de la possibilité qui lui est donnée de présenter de nouvelles observations en qualité de tierce partie dans la présente procédure.

2. La République argentine réaffirme les arguments formulés aussi bien dans sa communication écrite en tant que tierce partie datée du 15 juillet qu'à la réunion du Groupe spécial avec les tierces parties tenue le 24 juillet, et, par conséquent, maintient sa position selon laquelle les États-Unis ne sont pas fondés à invoquer la protection conférée par l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture, de sorte que leurs subventions peuvent donner lieu à une action en vertu de l'article XVI du GATT de 1994 et des articles 3, 5 et 6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (ci-après "Accord SMC"). La République argentine répète, en outre, que les subventions des États-Unis à l'exportation de coton sont incompatibles avec les articles 3:3, 8 et 10:1 de l'Accord sur l'agriculture et constituent des subventions prohibées au sens de l'article 3.1 a) et b) et 3.2 de l'Accord SMC.

3. À ce propos, la République argentine évoquera les allégations formulées par le Brésil dans sa communication écrite du 9 septembre dernier en ce qui concerne l'incompatibilité des subventions des États-Unis à leur secteur du coton[1] avec les articles 5 c) et 6.3 c) et d) de l'Accord SMC, dans la mesure où, dans le cas des subventions accordées pendant les campagnes agricoles de 1999 à 2002, elles causent un préjudice grave aux intérêts d'autres Membres, dont l'Argentine. De plus, l'Argentine

[1] Les subventions des États-Unis dont la compatibilité est contestée comprennent aussi bien les mesures de soutien interne que les subventions prohibées et les programmes de garantie du crédit à l'exportation que le Brésil cite au paragraphe 7 de sa communication complémentaire du 9 septembre 2003.

soutiendra que pendant les campagnes agricoles de 2003 à 2007, ces subventions menacent de causer un préjudice grave.[2]

4. Étant donné le peu de temps disponible entre la réception, le 30 septembre dernier, de la communication des États-Unis en tant que partie défenderesse et la date à laquelle doit être présentée la présente communication en tant que tierce partie, l'Argentine fera des observations sur ladite communication des États-Unis à l'occasion de la réunion du Groupe spécial avec les parties et tierces parties prévue pour le 8 octobre prochain.

II. INCIDENCE DES SUBVENTIONS DES ÉTATS-UNIS SUR LA SITUATION MONDIALE DU MARCHÉ DU COTON

5. Dans sa communication du 9 septembre, le Brésil indique à la première ligne de l'introduction que le présent différend met en jeu les principes économiques fondamentaux de l'offre et de la demande. En effet, selon les principes fondamentaux d'une économie de marché, dans un marché libre, les prix évoluent en fonction des coûts des producteurs les plus performants. Quant aux producteurs dont les coûts sont les plus élevés (les moins performants), ils se voient obligés en fin de compte de réduire leur production. Par contre, sur le marché mondial du coton, ces principes sont inversés: de nombreux producteurs mondiaux très performants ont réduit leur production alors que les producteurs moins performants des États-Unis sont à l'abri des mouvements des prix du marché. Qui pis est, il existe une relation inverse entre le prix mondial du coton et la production des États-Unis.

6. Comme l'a dit le Sénateur américain Fred Thompson,

> "*Ces politiques défient la logique et défient les lois les plus fondamentales de l'économie. Il en résulte que les exploitants savent qu'ils ont la garantie d'obtenir un certain prix quelle que soit la situation du marché, de sorte qu'ils ne tiennent aucun compte des signaux du marché et qu'ils produisent trop. La surproduction fait baisser encore plus le prix des produits, d'où la nécessité de subventions sans cesse croissantes des pouvoirs publics.*"[3]

7. L'Argentine a déjà insisté sur ce point pendant les consultations qui ont eu lieu en décembre de l'année dernière, quand elle a posé aux États-Unis, entre autres, les questions suivantes:

> *Les États-Unis pourraient-ils expliquer les raisons pour lesquelles en 2001 – cinquième année de baisse des prix – les producteurs de coton des États-Unis ont obtenu une récolte record de 20,3 millions de tonnes – soit un accroissement de 42 pour cent par rapport à 1998 – et les raisons pour lesquelles la superficie plantée en coton s'est accrue de 6 pour cent pendant la même période?*
>
> *Pourquoi l'USDA prévoit-il une diminution de 10 pour cent de la production mondiale pour 2002 – résultant de l'incidence des prix mondiaux sur l'investissement –, tout en prévoyant pour cette année une autre récolte record aux États-Unis – surpassée trois fois seulement?*
>
> *Les États-Unis pourraient-ils expliquer les raisons de l'accroissement en volume de leurs exportations, qui sont passées de 946 000 tonnes en 1998 à 1,8 million de tonnes en 2001, alors que les prix internationaux ont baissé?*

---

[2] Au sens de la note de bas de page 13 de l'Accord SMC.

[3] Pièce n° 200 du Brésil (Congressional Record 107th Congress, Senate) S3990; communication complémentaire du Brésil, 9 septembre 2003, section 4.9.

Selon les normes internationales, les États-Unis ne sont pas un producteur à faibles coûts.[4] *En outre, les niveaux de productivité aux États-Unis sont plus bas que ceux d'autres pays exportateurs.*[5] *Cependant, alors que les prix internationaux ont chuté d'environ 54 pour cent depuis le milieu des années 90, les États-Unis ont accru leur superficie plantée en coton et augmenté leur production. Pourraient-ils expliquer l'absence de corrélation entre le cours mondial du coton et leur production?*

8. À cette occasion, les États-Unis n'ont répondu aux questions de l'Argentine qu'en indiquant qu'il existait de nombreux facteurs ayant une incidence sur la production, par exemple l'élaboration de fibres, la biotechnologie, la demande, la qualité, le progrès technique, le prix des intrants, etc., sans expliquer du tout comment l'évolution en question avait pu avoir lieu face à une chute aussi spectaculaire du prix international du coton et avec des coûts de production intérieurs élevés.

9. À ce propos, l'Argentine s'est déjà étendue longuement sur l'incidence de cette chute du prix international du coton sur son économie du coton. En effet, comme cela a déjà été indiqué, la chute des cours internationaux et le soutien accru des pouvoirs publics aux États-Unis ont entraîné, depuis 1997/98, une baisse continuelle des prix à la production du coton de sorte que les superficies cultivées et la production n'ont pas cessé de diminuer.[6]

10. Comme l'Argentine l'a indiqué à la 61ème réunion plénière du Comité consultatif international du coton[7] (CCIC), du fait de la chute continuelle des prix internationaux, la superficie plantée et récoltée pendant la campagne agricole 2001/02 a été la plus faible depuis la campagne agricole 1933/34, soit la plus faible des 68 dernières années.

11. À cet égard, l'Argentine considère que sans les subventions que les États-Unis accordent à leur secteur du coton, la superficie cultivée et la production de ce pays se réduiraient, en même temps que ses exportations diminueraient, de sorte que les prix internationaux augmenteraient.

12. L'Argentine estime également que, si les États-Unis, qui sont l'un des principaux fournisseurs mondiaux, n'avaient pas, du fait des subventions, accru la part du marché mondial qu'ils détiennent, le prix international du coton aurait été plus élevé, de sorte que les producteurs de pays tiers – dont l'Argentine – n'auraient pas subi un tel préjudice causé par des prix artificiellement déprimés.

13. En effet, le tableau ci-après montre comment les exportations de coton des États-Unis augmentent depuis 1995 alors que celles de l'Argentine diminuent, dans un contexte général de chute du prix mondial du coton, comme cela est indiqué plus loin (voir les paragraphes 23 à 25):

---

[4] L'USDA estime le coût de production moyen aux États-Unis à environ 0,73 dollar EU par livre. Toutefois, les coûts sont plus élevés pour un tiers de la production des États-Unis. Par contre, le coût de production moyen au Burkina Faso, par exemple, est de 0,21 dollar EU par livre (Données tirées du document du *Comité consultatif international du coton, "Enquête sur les coûts de production du coton brut", 2001*).

[5] Plus bas d'environ 20 pour cent qu'au Brésil ou en Chine, par exemple.

[6] En effet, la superficie cultivée s'est réduite d'environ 76 pour cent depuis 1997/98 avec 174 000 hectares plantés en coton et la production a baissé d'environ 63 pour cent, avec une production estimée à 73 000 tonnes de fibres. "*Argentina: Economic Injury to the Cotton Sector as a Result of Low Prices*", Groupe de travail sur les mesures gouvernementales du Comité consultatif international du coton, 2002.

[7] Tenue au Caire (Égypte) du 20 au 25 octobre 2002.

Campagne agricole	Exportations des États-Unis (en milliers de tonnes métriques)	Exportations de l'Argentine (en milliers de tonnes métriques)
1995/96	1 671	274
1996/97	1 495	269
1997/98	1 633	202
1998/99	946	213
1999/00	1 481	70
2000/01	1 467	97
2001/02	2 395	51
2002/03*	2 351	6

* Chiffres estimatifs.

Source: CCIC et Institut national des statistiques et recensements (INDEC).

III. INCOMPATIBILITÉ AVEC LES ARTICLES 5 c) ET 6.3 c) ET d) DE L'ACCORD SMC

III.1 ARTICLE 5 c) DE L'ACCORD SMC

14. L'Argentine soutient que les États-Unis ont manqué à leurs obligations au titre de l'article 5 c) de l'Accord SMC qui dispose qu'"[*a*]*ucun Membre ne devrait causer, en recourant à l'une quelconque des subventions visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article premier, d'effets défavorables pour les intérêts d'autres Membres, c'est-à-dire: ... un préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre ...*".

15. En effet, l'Argentine soutient qu'en accordant des subventions – correspondant à la définition donnée aux paragraphes 1 et 2 de l'article premier de l'Accord SMC[8] – les États-Unis ont causé et menacent de causer un préjudice grave aux intérêts d'autres Membres, dont l'Argentine.

III.2 ARTICLE 6.3 c) DE L'ACCORD SMC

16. L'article 6.3 c) dispose qu'"[*u*]*n préjudice grave au sens du paragraphe c) de l'article 5 peut apparaître dès lors [que] ... la subvention ... a pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix ... dans une mesure notable*".

17. Ainsi, l'existence d'un préjudice grave et d'une menace de préjudice grave aux intérêts d'autres Membres – dont l'Argentine – tient au fait que, conformément à ce qui est prévu par l'article 6.3 c) de l'Accord SMC, les subventions que les États-Unis accordent à leur secteur du coton ont et auront pour effet d'empêcher des hausses des prix internationaux du coton ou de déprimer ces prix dans une mesure notable.

18. L'Argentine souscrit totalement à l'affirmation du Brésil selon laquelle le montant et le pourcentage d'application considérables des subventions accordées par les États-Unis à leur secteur du coton amènent à présumer *de facto* que ces subventions au coton sont le facteur déterminant du niveau élevé de la production et des exportations des États-Unis, ainsi que de la faiblesse des prix

[8] Comme le démontre le Brésil dans sa communication complémentaire du 9 septembre 2003, section 3.2.

internationaux du coton.[9] L'Argentine souligne que c'est justement cette présomption qui était implicite dans les questions qu'elle a posées aux États-Unis pendant les consultations (voir plus haut les paragraphes 7 et 8).

19. De même, l'Argentine pense aussi qu'il existe une forte coïncidence dans le temps entre d'une part, l'augmentation des subventions des États-Unis pendant les campagnes agricoles comprises entre 1999 et 2002 et, d'autre part, l'empêchement notable des hausses des prix internationaux du coton et la dépression notable de ces prix pendant la même période.[10]

20. L'Argentine estime que sans les subventions des États-Unis les prix internationaux du coton auraient été plus élevés pendant les campagnes agricoles comprises entre 1999 et 2002. En effet, en stimulant la production[11] et les exportations de coton des États-Unis, les subventions ont provoqué la chute des prix internationaux en raison d'une offre excessive à bas prix de ce pays, non par suite d'une production performante à faible coût, mais, grâce justement à l'effet de distorsion des subventions.

21. À ce propos, il convient de souligner que comme le Brésil - voire dans une plus large mesure - l'Argentine est "preneuse" de prix sur le marché mondial du coton, sur lequel influe fortement l'existence de subventions massives des États-Unis qui provoquent des accroissements de l'offre mondiale.

22. Il y a lieu de préciser en outre que les mouvements des prix aux États-Unis, de l'indice Cotlook "A" et des prix du marché dans des pays tiers comme le Brésil ou l'Argentine sont directement liés. En effet, le coton des États-Unis – comme celui du Brésil – entre dans la corbeille de l'indice Cotlook "A". De même, le coton des États-Unis – comme celui du Brésil et de l'Argentine – entre également dans la corbeille de l'indice Cotlook "B".[12] En outre, le coton des États-Unis, celui du Brésil et celui de l'Argentine sont des variétés de la même espèce, le *gossypium hirsutum.*

23. Ainsi, de même que sur le marché brésilien, les cours du coton sur le marché intérieur de l'Argentine ont notablement baissé.

24. Le tableau ci-après fait apparaître la relation directe existant entre la chute du prix mondial du coton indice "A" et celle des cours du coton sur le marché intérieur donnés par la Cámara Algodonera Argentina (CAA) pour les campagnes agricoles allant de 1995/96 à 2001/02 (en cents des États-Unis par livre):

[9] Le Brésil a mis en évidence – sur la base de renseignements fournis par l'USDA dans son "*Fact Sheet: Upland Cotton*", janvier 2003, pièce n° 4 du Brésil – que le montant total des subventions des États-Unis à leur secteur du coton a atteint près de 13 milliards de dollars EU, et que le taux moyen d'application des subventions à ce secteur a été de 95 pour cent. Communication complémentaire du Brésil, 9 septembre 2003, section 3.3.4.1.

[10] Communication complémentaire du Brésil, 9 septembre 2003, section 3.3.4.2.

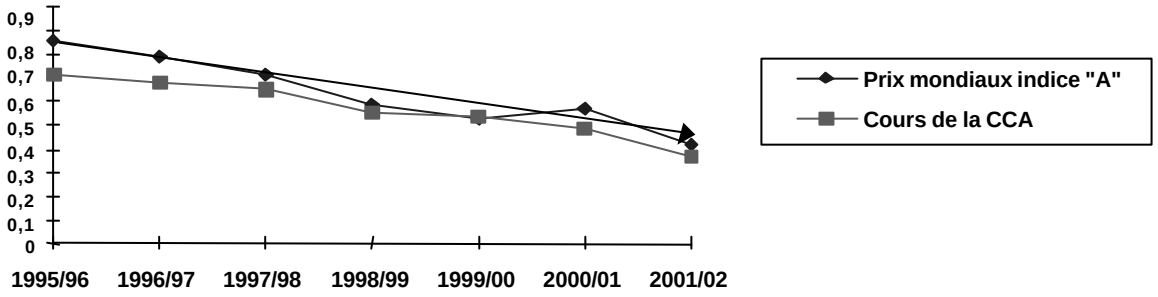
[11] L'Argentine souscrit à ce qu'affirme le Brésil dans la section 3.3.4.7.7 à savoir que sans les revenus additionnels assurés par les subventions que les États-Unis accordent à leurs exploitants cotonniers, la superficie plantée en coton aurait été et serait bien moindre, étant donné que les coûts de production du coton aux États-Unis sont parmi les plus élevés du monde. (Voir la Communication de la République argentine en tant que tierce partie, 15 juillet 2003, paragraphe 17.)

[12] Il faut ajouter que les valeurs moyennes des normes nationales des caractéristiques techniques de la fibre de coton d'Argentine montrent que la longueur, la résistance et l'indice micronaire de la fibre argentine se situent à des niveaux considérés comme moyens au niveau international.

Campagne agricole	Prix mondial indice "A"*	Cours de la CAA**
1995/96	0,86	0,72
1996/97	0,79	0,69
1997/98	0,72	0,65
1998/99	0,59	0,55
1999/00	0,53	0,54
2000/01	0,57	0,49
2001/02	0,42	0,37

* c.a.f. ports du nord de l'Europe.
** FREE MILL, catégorie C 1/2.

25. Le graphique ci-après fait clairement apparaître la tendance enregistrée ces dernières années aussi bien par le prix mondial du coton indice "A" que par les cours du coton sur le marché intérieur:



26. L'évolution similaire des prix internationaux et des cours du coton sur le marché intérieur ne peut que corroborer les dires du Brésil[13] sur le fait que dans une mesure notable les subventions des États-Unis empêchent des hausses des prix internationaux du coton ou les déprime. En d'autres termes, sans ces subventions qui génèrent sur le marché mondial une offre excédentaire, les prix internationaux du coton auraient été plus élevés, de même que les cours du coton sur le marché intérieur argentin, qui sont totalement déterminés par ces prix.

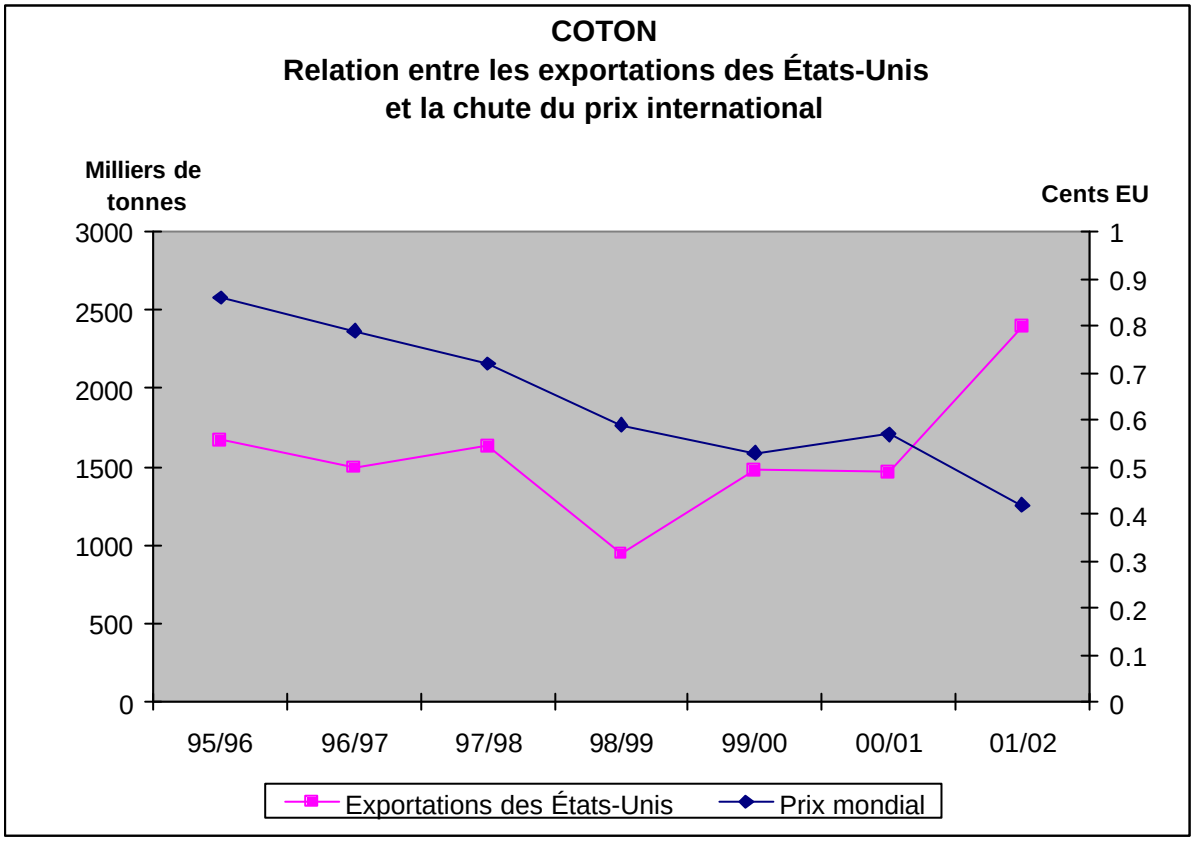
27. En effet, de même que le Brésil – et dans une plus large mesure encore, du fait de la plus petite taille de son économie du coton – l'Argentine est fondamentalement "preneuse" de prix sur le marché international du coton, contrairement à ce qui se passe aux États-Unis qui, étant donné la taille et l'incidence mondiale de leur marché du coton –, leur part du marché mondial s'élevant à 41,6 pour cent – sont par excellence le "fixeur" des prix sur le marché international.

28. Plus précisément, le montant des subventions que les États-Unis accordent à leur secteur du coton, ajouté à l'ampleur de leur production et de leurs exportations, est décisif quand il s'agit de déterminer l'importance de l'effet qu'ont ces subventions sur la fixation des prix internationaux aussi bien que ceux qui sont pratiqués sur les marchés tiers.

[13] Communication complémentaire du Brésil, 9 septembre 2003, section 3.3.4.2.

29. Comme la théorie économique le donne à entendre et conformément à ce qu'indique le Brésil, l'accroissement de l'offre de coton des États-Unis sur le marché mondial tend à faire baisser les prix internationaux étant donné que la demande reste relativement inélastique.[14]

30. Le graphique ci-après fait apparaître cette relation entre les exportations de coton des États-Unis et le prix international du coton.



31. Il y a lieu de souligner que selon une étude de l'Association nationale brésilienne des exportateurs de coton (ANEA)[15], l'effet des subventions des États-Unis est l'une des raisons pour lesquelles la production de coton en Argentine a baissé de plus de 60 pour cent.

32. Cette étude renforce l'affirmation du Brésil selon laquelle un accroissement du prix mondial du coton permettrait aux pays les moins avancés et en développement comme l'Argentine, le Brésil, le Bénin, le Burkina Faso ou le Tchad, entre autres, de retrouver leur ancienne compétitivité internationale.

33. Comme l'Argentine l'a déjà indiqué, l'effondrement actuel du secteur argentin du coton se traduit par un niveau très élevé de la dette des producteurs, qui est estimée à 600 millions de dollars EU, soit le double de la valeur brute de la production agricole de la province du Chaco,

[14] Communication complémentaire du Brésil, 9 septembre 2003, section 3.3.4.6; pièce n° 1 du Brésil, paragraphe 22.
[15] *Características del Mercado Mundial de Algodón*, ANEA, 15 février 2002

principale productrice de coton de la République argentine, où sont produits entre 60 et 65 pour cent du coton national.[16]

34. En ce qui concerne les effets des subventions accordées par les États-Unis sur le prix international du coton, l'Argentine estime que le nombre et la qualité des analyses empiriques et économétriques que le Brésil a présentées – et qui ont été effectuées aussi bien par des organisations internationales que par diverses institutions prestigieuses des États-Unis spécialisées dans la recherche économique, ainsi que par l'USDA lui-même – démontrent de manière irréfutable les effets causés *collectivement* et *individuellement* par chaque programme de subventions sur le prix du coton.

35. L'Argentine souscrit à la conclusion des diverses études présentées par le Brésil dans sa communication complémentaire[17] et répète qu'une hausse de prix mondial du coton permettrait à des pays comme le Brésil ou l'Argentine de retrouver leur compétitivité sur le marché mondial du coton.

36. Outre que l'on peut accepter les résultats de l'une ou l'autre des études présentées (avec l'estimation de l'effet des subventions sur les prix faite dans chacune de ces études), l'Argentine souligne que, comme l'a indiqué le Brésil[18] l'effet d'empêchement des hausses de dépression des prix internationaux du coton est notable, quand bien même les prix internationaux ne baisseraient que de 1 cent par livre, étant donné que même cette baisse cause un préjudice considérable à l'économie du coton de nombreux pays, dont l'Argentine.

III.3 ARTICLE 6.3 D) DE L'ACCORD SMC

37. L'existence d'un préjudice grave et d'une menace de préjudice grave aux intérêts d'autres Membres, dont l'Argentine, se fonde également sur la disposition suivante de l'Accord SMC:

> Article 6.3 "*Un préjudice grave au sens du paragraphe c) de l'article 5 peut apparaître dès lors qu'il existe l'une ou plusieurs des situations ci-après:*
>
> ...
>
> *d) la subvention se traduit par un accroissement de la part du marché mondial détenue par le Membre qui accorde la subvention pour un produit primaire ou un produit de base subventionné particulier par rapport à la part moyenne qu'il détenait pendant la période de trois ans précédente et cet accroissement suit une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées.*"

38. En ce qui concerne la présente allégation de l'existence d'un préjudice grave, l'Argentine évoquera les niveaux du soutien interne des États-Unis pour le coton, tels qu'ils ont été mentionnés au paragraphe 64 de sa première communication en tant que tierce partie du 15 juillet 2003. À cet égard, les dépenses budgétaires des États-Unis correspondant au soutien interne à leur secteur du coton pendant les campagnes agricoles 1999-2002 se sont élevées à 3 445 millions de dollars EU, 2 311 millions de dollars, 4 093 millions de dollars et 3 113 millions de dollars, respectivement, selon des renseignements fournis par l'USDA lui-même.[19]

---

[16] Communication de la République Argentine en tant que tierce partie, 15 juillet 2003, paragraphe 28.
[17] Communication complémentaire du Brésil, 9 septembre 2003, section 3.3.4.8.1.
[18] Communication complémentaire du Brésil, 9 septembre 2003, section 3.3.5.
[19] Voir les pièces n° 6, 76, 4, 57, 55 et 47 du Brésil et les notes de bas de page 301 et 321. Il convient de noter que ces chiffres ne comprennent pas les dépenses budgétaires concernant les crédits et les garanties de crédit à l'exportation de coton des États-Unis.

39. Ayant rappelé ces niveaux de soutien interne des États-Unis pour le coton, l'Argentine indique ci-après le niveau de leurs exportations de coton au cours de ces mêmes années, afin de démontrer que les subventions ont eu pour effet d'augmenter la part des exportations des États-Unis sur le marché mondial du coton.

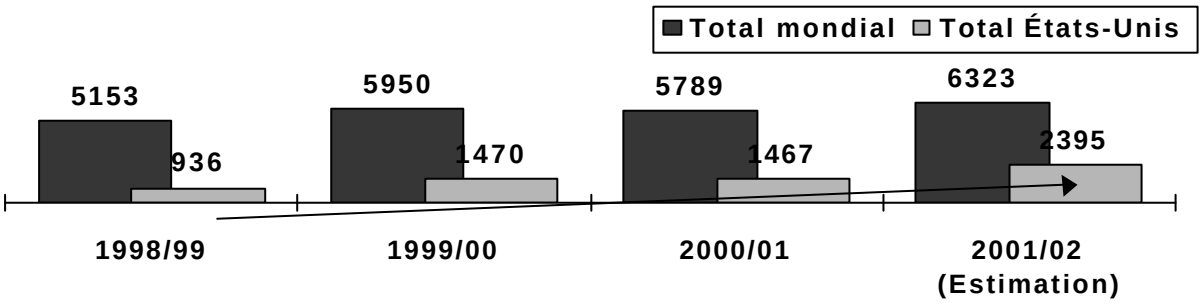
40. En effet, le niveau des exportations de coton des États-Unis ces dernières années – d'après un rapport de l'USDA ne faisant pas partie de la documentation sur laquelle le Brésil a fondé son allégation au titre de l'article 6.3 d)[20] – est le suivant:

EXPORTATIONS DE COTON
(en milliers de tonnes métriques)

	1998/99	**1999/00**	**2000/01**	**2001/02 (Estimation)**
TOTAL MONDIAL	5 153	5 950	5 789	6 323
TOTAL ÉTATS-UNIS	936	1 470	1 467	2 395
PART MONDIALE DES ÉTATS-UNIS (en pourcentage)	**18,16**	**24,70**	**25,34**	**37,87**

41. Le graphique suivant fait apparaître la part des États-Unis dans les exportations mondiales de coton:

EXPORTATIONS DE COTON: MONDE ET ÉTATS-UNIS
(en milliers de tonnes métriques)



42. Ainsi, l'Argentine affirme qu'il y a eu un accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis par rapport à la part moyenne qu'ils détenaient pendant la période de trois ans précédente et que cet accroissement a suivi une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées, étant donné que la part moyenne des États-Unis dans le commerce mondial entre 1998/99 et 2000/01 s'est élevée à 22,73 pour cent tandis que pendant la campagne agricole 2001/02, cette part a été de 37,87 pour cent, **soit une augmentation de plus de 15 points de pourcentage** par rapport à la part moyenne qu'ils détenaient pendant la période de trois ans précédente.

[20] "*Cotton: World Markets and Trade*", USDA, mars 2003, tableau 1. (http://www.fas.usda.gov/export-sales/esrd1.html).

43. En conclusion, l'Argentine affirme que sans subventions, la production du coton des États-Unis aurait naturellement été inférieure à ce qu'elle a été effectivement et que, par conséquent, leurs exportations et donc l'effet de la part du marché mondial qu'ils détiennent auraient également été moindres.

III.4 MENACE DE PRÉJUDICE GRAVE: ARTICLE 6.3 C) ET D)

44. Ayant établi lexistence d'un préjudice grave provoqué par les subventions des États-Unis à leur secteur du coton, l'Argentine estime également, comme le Brésil, que la menace d'un préjudice grave est clairement prévisible et imminente en raison des effets des subventions encore plus importantes qui sont prévues en vertu de la législation des États-Unis pour les campagnes agricoles 2003-2007.

45. En effet, conformément à ce que le Brésil expose de façon circonstanciée[21], les *programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation, de subventions au titre de l'assurance-récolte, de versements anticycliques (CCP), de versements directs* et *de versements au titre du programme Step 2* sont impératifs en ce qui concerne le budget des États-Unis pour les campagnes agricoles 2003-2007 et ne prévoient aucune limite concernant le volume de la production et des exportations ou les dépenses budgétaires à effectuer pour le coton.

46. Pour citer un exemple confirmant ce qui précède et postérieur à la communication complémentaire du Brésil, l'USDA a annoncé le 17 septembre 2003 qu'il commencerait à effectuer les versements anticycliques pour le coton correspondant à la fin de 2002.[22] Le taux de versement anticyclique pour le coton s'élève à 303,09 dollars EU par tonne. C'est le montant qu'il faut ajouter au *prix effectif* ("effective price", prix du marché national moyen reçu par les producteurs ou *taux de prêt* si ce dernier est plus élevé pour atteindre le *prix d'objectif*: soit 1 596,1 dollars EU par tonne[23]).

Comme le montre le tableau suivant, ces versements représentent une part importante du prix.

	Prix courant (dollars EU/tonne)	**Taux de versement anticyclique (dollars EU/tonne)**	**Pourcentage représenté par le versement anticyclique**
Coton	1 235	303,09	24,54

47. Les versements anticycliques pour 2002 concernant le coton sont à leurs niveaux maximaux du fait que les prix du marché ont été bas pendant cette période. En d'autres termes, le montant si élevé des versements anticycliques est dû aux prix très bas de cette campagne de commercialisation. Le fait que le prix d'objectif se maintient indépendamment de la variation des prix du marché confirme ce que soutient l'Argentine, à savoir que les producteurs des États-Unis sont à l'abri de ces mouvements des prix du marché (voir plus haut le paragraphe 5).

48. L'Argentine estime que ce flux garanti de subventions entraînera sans aucun doute un relèvement du niveau de la production et des exportations de coton des États-Unis. Cela aura inévitablement pour résultat d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix ainsi que d'accroître et de rendre inéquitable la part du marché mondial du coton détenue par les États-Unis, ce

[21] Communication complémentaire du Brésil, 9 septembre 2003, section 4.2.

[22] USDA Release: "*USDA ISSUES FINAL 2002 -CROP UPLAND COTTON, RICE AND PEANUT COUNTER-CYCLICAL PAYMENTS*".

[23] *Monitoring and Evaluation 2003*, OCDE.

qui créera une source d'incertitude permanente confirmant la menace de préjudice grave que ces subventions représentent.

49. En outre, l'Argentine souscrit également à ce que le Brésil a indiqué[24], à savoir que le lien entre les subventions que les États-Unis accordent à leur secteur du coton et la menace d'empêchement notable des hausses de prix ou de dépression notable des prix ainsi que d'accroissement de la part du marché mondial du coton détenue par les États-Unis est établi par le fait que les subventions futures seront – comme le sont les subventions actuelles – nécessaires pour que les producteurs des États-Unis puissent combler l'écart entre les prix du marché et leur coût de production total. Cela leur permettra de continuer à concurrencer les producteurs plus performants de pays tiers, d'autant plus que l'USDA lui-même prévoit que ce coût total de production augmentera.[25]

IV. CONCLUSION

50. Pour ces raisons, l'Argentine estime que les subventions accordées par les États-Unis à leur secteur du coton pendant les campagnes agricoles 1999-2002 ont causé et causent un préjudice grave aux intérêts d'autres Membres, dont l'Argentine:

- parce qu'elles ont pour effet d'empêcher des hausses des prix internationaux du coton ou de déprimer ces prix dans une mesure notable, au sens des articles 5 c) et 6.3 c) de l'Accord SMC;

- parce qu'elles se traduisent par un accroissement de la part du marché mondial du coton détenue par les États-Unis, au sens des articles 5 c) et 6.3 d) de l'Accord SMC.

51. L'Argentine considère également que les subventions prévues par la législation des États-Unis pour les campagnes agricoles 2003-2007 menacent de causer un préjudice grave aux intérêts d'autres Membres, dont l'Argentine, dans la mesure où:

- elles auront pour effet d'empêcher des hausses des prix internationaux du coton ou de déprimer ces prix dans une mesure notable, au sens de l'article 5 c), de la note de bas de page 13 et de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC, et

- elles auront pour effet d'accroître la part du marché mondial du coton détenue par les États-Unis, au sens de l'article 5 c), de la note de bas de page 13 y relative et de l'article 6.3 d) de l'Accord SMC.

52. En conséquence, l'Argentine demande au Groupe spécial de constater l'incompatibilité de ces subventions que les États-Unis accordent à leur secteur du coton avec les articles 5 c) et 6.3 c) et d) de l'Accord SMC.

---

[24] Communication complémentaire du Brésil, 9 septembre 2003, section 4.5.

[25] Voir les pièces n° 7 du Brésil (ERS Data: Commodity Costs and Returns); n° 257 du Brésil (*Cost of Farm Production Up in 2003*, USDA, 6 mai 2003) et n° 82 du Brésil (*USDA Agricultural Baseline Projections until 2012*, USDA, février 2003, page 48).

ANNEXE E-4

COMMUNICATION COMPLÉMENTAIRE DU BÉNIN EN TANT QUE TIERCE PARTIE

COMMUNICATION DU TCHAD EN TANT QUE TIERCE PARTIE

3 octobre 2003

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 31

II. PRÉJUDICE GRAVE AU SENS DE L'ACCORD SMC 31

III. LE SECTEUR DU COTON AU BÉNIN 31

IV. LE SECTEUR DU COTON AU TCHAD 32

V. SUBVENTIONS DES ÉTATS-UNIS EN FAVEUR DU COTON – PRÉJUDICE GRAVE CAUSÉ AU BÉNIN ET AU TCHAD 33

VI. CONCLUSION 37

I. INTRODUCTION

1. C'est la première fois que le Bénin ou le Tchad, deux pays d'Afrique subsaharienne qui font partie des pays les moins avancés, participent à un différend dans le cadre de l'OMC. Le Bénin et le Tchad ont pris cette initiative sans précédent pour répondre à la menace sérieuse que les subventions massives des États-Unis en faveur du coton upland, incompatibles avec les règles de l'OMC, font peser sur leur stabilité économique et sociale.

2. Comme il est indiqué ci-après, les subventions accordées par les États-Unis aux exploitants cotonniers, relativement peu nombreux et prospères, dépassent le revenu national brut du Bénin, du Tchad et de tout autre pays de la région d'Afrique de l'Ouest.

3. Le coton joue un rôle essentiel dans le développement économique de l'Afrique de l'Ouest. Les exploitants cotonniers de cette région sont extrêmement vulnérables face aux variations du cours mondial du coton. Ces petits exploitants pratiquant une agriculture de subsistance ne sont pas en mesure d'influencer le marché international du coton – ce sont des "preneurs de prix", et non des "décideurs de prix".

4. Lorsque les subventions des États-Unis entraînent une chute spectaculaire des cours mondiaux ou y contribuent, les conséquences pour l'Afrique sont très graves: des centaines de milliers de personnes subvenant difficilement à leurs besoins se retrouvent dans la pauvreté absolue.

II. PRÉJUDICE GRAVE AU SENS DE L'ACCORD SMC

5. Les subventions des États-Unis ont eu, et ont actuellement, des effets défavorables pour les intérêts du Bénin et du Tchad au sens des articles 5 c) et 6.3 de l'Accord SMC. Les États-Unis ont causé, et causent actuellement, un préjudice grave aux intérêts du Bénin et du Tchad en recourant à des subventions concernant le coton upland qui sont incompatibles avec les règles de l'OMC. Le préjudice grave causé aux intérêts du Bénin et du Tchad résulte du fait que les subventions des États-Unis ont eu pour effet d'empêcher des hausses de prix et/ou de déprimer les prix du coton sur le même marché dans une mesure notable, au sens de l'article 6.3 c).[1]

6. Le Bénin et le Tchad pensent comme le Brésil qu'aux fins de l'article 6.3 c), le terme "marché" peut englober un certain pays, une région ou le marché mondial du coton.[2] En outre, ils estiment que la communication complémentaire du Brésil a clairement établi le lien de causalité entre les subventions des États-Unis et l'empêchement des hausses de prix sur le marché mondial.

7. Par conséquent, aux fins de la présente communication en tant que tierce partie, le Bénin et le Tchad admettent que le lien de causalité a été établi par le Brésil et préfèrent accorder une attention particulière à l'incidence de cet empêchement des hausses de prix sur les économies et les secteurs du coton au Bénin et au Tchad.

III. LE SECTEUR DU COTON AU BÉNIN

8. La communication du Bénin en tant que tierce partie, datée du 15 juillet 2003, présentait les faits de base concernant le secteur du coton du pays. Le Bénin ne souhaite pas répéter tous ces renseignements, mais rappelle ce qui suit:

---

[1] Avant toutes choses, le coton upland du Bénin et du Tchad est clairement "similaire" au coton upland des États-Unis au sens de l'article 6.3. Le Bénin et le Tchad souscrivent à l'analyse présentée par le Brésil dans la partie 3.3.2 de sa communication complémentaire. En appliquant les critères établis dans les affaires antérieures du GATT et de l'OMC, le Groupe spécial ne devrait guère avoir de difficultés à conclure qu'il s'agit de "produits similaires".

[2] Communication complémentaire du Brésil, paragraphe 98.

- le coton est la plus importante culture de rapport pour l'économie nationale et représente 90 pour cent des exportations de produits agricoles;

- le coton a assuré 75 pour cent des recettes d'exportation du pays au cours des quatre dernières années;

- le coton génère un quart des recettes du pays;

- un tiers de l'ensemble des ménages dépend de la culture du coton et un cinquième des salariés est employé dans le secteur du coton; et

- d'une manière générale, environ 1 million de personnes au Bénin – sur une population de 6 millions d'habitants – sont tributaires du coton ou des activités liées au coton.

IV. LE SECTEUR DU COTON AU TCHAD

9. Comme le Tchad n'a pas encore présenté de communication, il saisit cette occasion pour fournir au Groupe spécial de brefs renseignements essentiels sur l'économie du pays et le secteur du coton.

10. Le Tchad, comme le Bénin, est lun des pays les plus pauvres du monde. Sur les 175 pays classés en fonction de l'*indicateur du développement humain* pour 2003 de l'Organisation des Nations Unies, le Tchad vient au 165ème rang.[3] On estime que 80 pour cent de la population du Tchad dispose de moins de 1 dollar EU par jour. L'espérance de vie moyenne est de 48 ans. Près d'un tiers des enfants âgés de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique.[4]

11. La région productrice de coton est située dans la partie sud du pays et couvre environ 127 000 kilomètres carrés. Le coton est cultivé en général dans de petites exploitations, qui ne dépassent pas d'ordinaire 1 ou 2 hectares. Les planteurs doivent s'en remettre à la pluie pour l'irrigation et utiliser la traction animale pour travailler les champs de coton à la saison des semailles.

12. La production de coton au Tchad concerne près de 1,5 million de personnes sur une population totale d'environ 8,1 millions d'habitants.[5] Les exportations de coton représentent 5,1 pour cent du PIB et 25 pour cent de toutes les exportations.[6] Le coton est donc l'une des principales sources de revenu du Tchad et assure la subsistance d'une grande partie de la population.

13. Un rapport récent de la Banque mondiale sur le secteur du coton au Tchad a indiqué ce qui suit:

> *"Pour les villages de la zone cotonnière, les revenus du coton constituent l'unique source de développement communautaire consacré à la satisfaction de leurs besoins essentiels et l'amélioration de leur qualité de vie* [italique dans l'original]. … [L]es

---

[3] *Rapport sur le développement humain 2003*, Programme des Nations Unies pour le développement, http://www.undp.org/hrd2003/francais.

[4] *Chad at a Glance*, Groupe de la Banque mondiale, 20 août 2003.

[5] Selon la Banque mondiale, on compte approximativement 400 000 ménages ruraux dans les zones cotonnières du Tchad, dont environ 60 pour cent cultivent du coton. Un ménage rural comprend en moyenne cinq ou six personnes. Banque mondiale, *Chad Cotton Sector Reform: A Case Study on Poverty and Social Impact Analysis*. Document disponible à l'adresse suivante: http://poverty.worldbank.org/files/13138_chadcottonreform.pdf.

[6] P. Fortucci, *The Contributions of Cotton to Economy and Food Security in Developing Countries*. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Juillet 2002.

> paiements du coton sont perçus de deux façons: sous forme de somme forfaitaire individuelle, et sous forme de ristourne, *en fonction du niveau des prix mondiaux obtenus* [pas d'italique dans l'original]. Les ristournes représentent l'unique ressource des paysans pour effectuer des investissements collectifs au niveau du village (écoles, dispensaires, organismes de crédit, entrepôts, pompes hydrauliques et radiers pour l'eau potable), qui permettent d'atténuer l'isolement des villages durant la saison des pluies, etc."[7]

14. Plus brièvement, la Banque mondiale a fait observer ce qui suit: "Le coton a été introduit au Tchad au cours de la période coloniale et en a dominé l'économie depuis lors."[8]

V. SUBVENTIONS DES ÉTATS-UNIS EN FAVEUR DU COTON – PRÉJUDICE GRAVE CAUSÉ AU BÉNIN ET AU TCHAD

15. La communication complémentaire du Brésil datée du 9 septembre 2003 présente des éléments de preuve convaincants indiquant le préjudice grave que le Brésil a subi du fait de subventions massives en faveur du coton incompatibles avec les règles de l'OMC. Le préjudice grave causé aux pays d'Afrique de l'Ouest, dont le Bénin et le Tchad, a été encore bien pire.[9]

16. Les subventions versées par les États-Unis à leurs 25 000 exploitants cotonniers relativement prospères empêchent le développement des économies d'Afrique de l'Ouest. Comme il est indiqué dans la communication du Bénin en tant que tierce partie en date du 15 juillet, les subventions des États-Unis en faveur du coton dépassent le revenu national brut du Bénin (6 millions d'habitants) et du Tchad (8 millions d'habitants).

17. Les subventions des États-Unis en faveur du coton dépassent également le revenu national brut du Burkina Faso (11 millions), du Mali (11 millions), du Togo (5 millions) et de la République centrafricaine (4 millions). Comme Oxfam, une ONG de renommée internationale, l'a fait remarquer, "[a]ucune région n'est plus durement touchée par la concurrence déloyale dans les marchés mondiaux du coton que l'Afrique subsaharienne".[10]

18. Le rapport d'Oxfam indique ce qui suit:

> "Les pays d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest ont subi des préjudices beaucoup plus graves que n'importe quelle autre région en développement. … La culture occupe … une position centrale dans la macro-économie de nombreux pays. … [Les] exportations [de coton] sont une source vitale de devises, finançant des importations essentielles telles que les produits alimentaires, le carburant et les nouvelles technologies. Elles sont également à la base des recettes publiques, fournissant les fonds nécessaires pour l'investissement dans la santé et l'éducation. …
>
> Les hauts niveaux de pauvreté et la mise en place limitée de services publics de base par les gouvernements rendent l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest très

---

[7] Rapport de la Banque mondiale intitulé "Analyse de l'impact social et de la pauvreté – Réforme du secteur Coton au Tchad – Analyse qualitative *ex ante* – Première phase". Document disponible à l'adresse suivante: http://poverty.worldbank.org/files.

[8] *Id.*

[9] Le Bénin et le Tchad accueillent aussi avec satisfaction, et approuvent, les arguments présentés dans la partie 7 de la communication complémentaire du Brésil, intitulée "Préjudice grave causé aux intérêts des pays africains par les subventions des États-Unis concernant le coton upland".

[10] *Cultiver la pauvreté: l'impact des subventions américaines au coton sur l'Afrique*. Note d'information d'Oxfam n° 30, du 27 septembre 2002. Le Brésil a présenté le rapport complet d'Oxfam en tant que pièce n° 15 du Brésil.

> vulnérables aux tendances défavorables des cours mondiaux. La chute des cours mondiaux se traduit par le fait que les agriculteurs ont moins d'argent à dépenser pour la santé, l'éducation et l'investissement. Les salaires des ouvriers agricoles enregistrent également une baisse, de même que la capacité des gouvernements à fournir des services sociaux de base.
>
> Les perspectives de croissance économique – une exigence clé pour la réduction de la pauvreté – ont également été sapées."[11]

19. Le rapport d'Oxfam - qui utilise les données du Comité consultatif international du coton - estime que pendant la seule année 2001, les exportateurs subsahariens ont perdu 302 millions de dollars en conséquence directe des subventions des États-Unis en faveur du coton. Il indique que les recettes d'exportation effectives de coton du Bénin se sont élevées en 2001/02 à 124 millions de dollars. Toutefois, si les subventions des États-Unis avaient été supprimées, on estime que les recettes d'exportation du Bénin auraient atteint 157 millions de dollars. La valeur des pertes résultant des subventions des États-Unis s'est donc élevée à 33 millions de dollars.[12]

20. Le montant des recettes d'exportation de coton du Tchad a été de 63 millions de dollars en 2001/02, mais le Tchad aurait gagné 79 millions de dollars si les États-Unis n'avaient pas accordé de subventions, ce qui correspond à une perte de 16 millions de dollars.[13]

21. Pendant la période allant de 1999/2000 à 2001/02, Oxfam estime que les pertes cumulées de recettes d'exportation se sont élevées à 61 millions de dollars pour le Bénin et à 28 millions de dollars pour le Tchad.[14] Comme Oxfam le souligne à juste titre, "[l]a petite taille de plusieurs économies ouest-africaines et leur forte dépendance vis-à-vis du coton amplifient inévitablement les effets préjudiciables des subventions américaines. Pour plusieurs pays, la politique américaine a provoqué ce que l'on peut qualifier de choc économique majeur".[15]

22. En fait, pour les exploitants cotonniers pratiquant une agriculture de subsistance au Bénin et au Tchad, qui sont déjà extrêmement vulnérables face aux variations du cours mondial du coton, l'empêchement des hausses de prix résultant des subventions des États-Unis peut avoir, et a effectivement, un effet très déstabilisateur. Selon les données empiriques analysées par deux économistes américains, Nicholas Minot de l'Institut international de recherches sur les politiques alimentaires et Lisa Daniels du Collège de Washington:

> "*Une baisse de 40 pour cent des prix à la production du coton entraînera vraisemblablement une baisse du revenu par habitant de 7 pour cent à court terme et de 5 à 6 pour cent à long terme. De plus, la pauvreté augmente de 8 points de pourcentage à court terme, ce qui signifie que 334 000 personnes supplémentaires passent en dessous du seuil de pauvreté.* À long terme, au fur et à mesure que les ménages s'adaptent aux nouveaux prix, le taux de pauvreté se stabilise quelque peu et reste de 6 à 7 points de pourcentage supérieur à son niveau initial. ...
>
> Dans l'ensemble, les résultats figurant dans ce document remettent en question le stéréotype selon lequel les pauvres vivant dans les zones rurales des pays en développement sont des agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance, sans véritable lien avec les fluctuations des marchés mondiaux des produits de base et

---

[11] *Id*., page 11.
[12] *Id*., pages 20 et 21.
[13] *Id*., pages 20 et 21.
[14] *Id*., page 39.
[15] *Id*., pages 20 et 39.

> donc peu touchés par ces variations. Dans le cas du Bénin au moins, *dans la mesure où les fluctuations du cours mondial du coton se répercutent sur les agriculteurs, elles auront un effet notable sur le revenu et la pauvreté en milieu rural*."[16] [pas d'italique dans l'original]

23. Ainsi, selon le document de Minot et Daniels, une chute de 40 pour cent des cours mondiaux du coton fait passer 334 000 personnes supplémentaires en dessous du seuil de pauvreté au Bénin. Par ailleurs, cette étude a retenu un seuil de pauvreté *relatif* équivalant à 123 dollars EU par personne et par an, bien inférieur au seuil de 1 dollar EU par jour utilisé par la Banque mondiale.[17]

24. Le document de Minot et Daniels précise ce que cela signifie sur le plan humain. Des enquêtes détaillées sur les ménages au Bénin décrivent les conditions de vie des exploitants cotonniers:

- 85 pour cent des exploitants cotonniers ont des maisons en terre ou en briques crues.
- 62 pour cent vivent dans des maisons avec un plancher en terre battue.
- 72 pour cent ont des maisons à toit en tôles ondulées métalliques, et 28 pour cent ont des maisons à toit en paille.
- 53 pour cent des ménages dexploitants cotonniers tirent de l'eau potable de puits publics, tandis que 18 pour cent utilisent l'eau des rivières ou des lacs.
- Moins de 2 pour cent ont l'électricité et 98 pour cent utilisent des lampes à huile ou à pétrole.
- En moyenne, la source d'eau potable la plus proche se trouve à 430 mètres et la route revêtue la plus proche est à 36 kilomètres.
- Environ 34 pour cent des exploitants cotonniers n'ont pas de chaise, 38 pour cent n'ont pas de table et 34 pour cent n'ont pas de lit.[18]

25. Il va sans dire que les planteurs vivant dans ces conditions sont des "preneurs de prix" et non des "décideurs de prix" sur le marché mondial du coton.

26. Des enquêtes comparables sur les ménages n'ont pas été réalisées au Tchad, mais les conditions de vie y sont peut-être même pires qu'au Bénin. En outre, comme au Bénin, les exploitants cotonniers tchadiens sont extrêmement vulnérables face aux variations des cours mondiaux du coton.

27. Toutefois, malgré cette situation de pauvreté, les exploitants cotonniers au Bénin et au Tchad sont, et restent, des producteurs efficaces. Comme le Bénin l'a indiqué dans sa communication du 15 juillet, le coût de production du coton en Afrique de l'Ouest est inférieur de 50 pour cent aux coûts comparables aux États-Unis. En fait, un document de travail récent de politique générale de la

---

[16] Nicholas Minot et Lisa Daniels, *Effet de la baisse des prix du coton sur la pauvreté rurale au Bénin*. Pièce n° 1 du Bénin et du Tchad, paragraphes 36 et 38.

[17] *Id*., paragraphe 13.

[18] *Id*., paragraphe 23.

Banque mondiale a constaté que les pays d'Afrique de l'Ouest faisaient partie des producteurs de coton ayant les coûts les plus faibles du monde.[19]

28. Par ailleurs, comme le Bénin l'a fait observer dans sa communication du 15 juillet, le FMI a indiqué que le processus de réforme du secteur du coton au Bénin était l'un des plus avancés de la région. Toutefois, pour réitérer un point essentiel de la précédente communication du Bénin, cette efficacité économique a été affectée par la chute des cours mondiaux du coton, due pour une bonne part aux subventions des États-Unis.

29. De même, le Tchad a entrepris depuis 1999 d'importantes réformes de son système de production du coton. Ces réformes visent à améliorer la production et la productivité, afin de générer des revenus supplémentaires pouvant servir ensuite à réduire la pauvreté largement répandue dans les régions productrices de coton et, en fait, dans l'ensemble du pays. La méthode employée pour parvenir à cette fin est une libéralisation progressive de la branche de production du coton, semblable aux méthodes utilisées par d'autres pays africains producteurs de coton.

30. Toutefois, les réformes au Tchad ont été sérieusement compromises, comme au Bénin, par les subventions considérables des États-Unis. La Banque mondiale a indiqué ce qui suit:

> "Cette analyse[20] semble être des plus urgentes aujourd'hui, compte tenu de la situation actuelle sur le marché international et le bas prix du coton résultant des subventions lancées récemment aux États-Unis. Celles-ci peuvent avoir l'effet de torpiller la réforme et d'avoir un impact social et sur la pauvreté considérable. *À moins que la situation internationale ne change et que les subventions américaines ne soient suspendues, il est peu probable qu'une libéralisation et une privatisation du secteur du coton soient couronnées de succès*."[21] [italique dans l'original]

31. Le document de politique générale de la Banque mondiale ajoute que:

> "… les subventions dont bénéficient les exploitants cotonniers dans les principaux pays producteurs gonflent artificiellement l'offre sur les marchés internationaux et déprime les prix à l'exportation pour les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Les pressions à la baisse sur les prix à l'exportation sont exacerbées par des subventions généreuses – et en accroissement rapide dans le cas des États-Unis – pour la production du coton aux États-Unis, en Chine et dans l'Union européenne."[22]

32. Ce document indique en conclusion que:

> "Les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre profiteraient de l'élimination de ces subventions et tireraient mieux parti de leur avantage comparatif dans la production de coton en vue de promouvoir la croissance et de faire reculer la pauvreté."[23]

---

[19] *Évolution des filières cotonnières en Afrique de l'Ouest et du Centre*. World Bank Policy Research Paper No. 2867, juillet 2002, page 9. Le Brésil a présenté ce document de travail en tant que pièce du Brésil n° 265.

[20] L'analyse figurant dans le rapport indiquait ce qui suit: "Les résultats … suggèrent que la privatisation et la libéralisation ne pourront pas automatiquement aboutir à une concurrence des prix, ni systématiquement résoudre certains problèmes structurels qui plombent la filière actuelle du coton au Tchad."

[21] Rapport de la Banque mondiale intitulé *Analyse de l'impact social et de la pauvreté – Réforme du secteur Coton au Tchad – Analyse qualitative ex ante – Première phase. Op. cit.*, page 37.

[22] *Évolution des filières cotonnières en Afrique de l'Ouest et du Centre*. World Bank Policy Research Paper No. 2867, juillet 2002.

[23] *Id*.

VI. CONCLUSION

33. Le 10 juin 2003, le Président du Burkina Faso, S.E. M. Blaise Compaoré, a présenté la proposition conjointe sur le coton au Comité des négociations commerciales au nom du Bénin, du Burkina Faso, du Tchad et du Mali[24], en faisant remarquer ce qui suit:

> "Plus de 10 millions de personnes des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre dépendent directement de la production cotonnière, et plusieurs autres millions de personnes sont affectées de manière indirecte par les distorsions sur les prix du marché mondial du fait des subventions à la production et à l'exportation de ce produit agricole. …
>
> Alors que la production du coton ne représente qu'une part minime de l'activité économique des pays industrialisés, elle est pour l'ensemble de nos États un élément déterminant des politiques de réduction de la pauvreté et un facteur primordial de stabilité politique et sociale. La production cotonnière est un maillon essentiel du développement de nos pays par les effets induits sur la promotion des infrastructures, de l'éducation et des services de santé de base. …
>
> Les raisons pour établir des modalités sectorielles pour le coton sont claires: *nos pays ne demandent pas la charité, ni un traitement préférentiel ou des aides additionnelles. Nous demandons seulement le respect de la loi du marché, conformément aux principes fondamentaux de l'OMC. Nos producteurs sont prêts à affronter la concurrence sur le marché mondial du coton, pour peu que celle-ci ne soit faussée par les subventions*."[25] [pas d'italique dans l'original]

34. M. Kipkorir Aly Azad Rana, Directeur général adjoint de l'OMC, a formulé des remarques similaires après la Conférence ministérielle de Cancún. Dans une intervention au deuxième Sommet économique des pays d'Afrique de l'Est, qui s'est tenu au Kenya du 18 au 21 septembre 2003, il a indiqué ce qui suit:

> "Un appel vigoureux en faveur d'une action visant à traiter les questions relatives aux subventions dans le secteur du coton a été lancé plus tôt cette année par le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad. … Les négociateurs de l'Afrique de l'Ouest ont appelé l'attention, avant et à Cancún, sur les subventions en faveur du coton qui sont à l'origine de la surproduction de la part d'agriculteurs peu efficaces dans des pays riches et font baisser les prix sur les marchés mondiaux. … Les pays qui ont examiné cette question n'ont pas de nombreuses possibilités d'exportation, mais, en ce qui concerne le coton, ils produisent des marchandises de grande qualité à des prix compétitifs. Reconnaissant les avantages que présente une croissance tirée par les exportations pour le développement, ils se sont tournés, au niveau le plus élevé, vers l'OMC. *Ils ne demandent pas de l'aide, qui est du ressort de la Banque mondiale, ni ne lancent des appels politiques pour lesquels l'ONU est le cadre indiqué. Ils ont simplement demandé que les règles et disciplines de l'OMC s'appliquent aussi dans des secteurs qui présentent un intérêt pour les pauvres – qu'un système équitable et axé sur le marché soit établi pour l'agriculture et que les dispendieuses subventions à*

---

[24] *Réduction de la pauvreté: initiative sectorielle en faveur du coton*. WT/MIN(03)/W/2.

[25] Bulletin d'information de l'OMC: déclaration faite par le Président, M. Blaise Compaoré, au Comité des négociations commerciales, 10 juin 2003. www.wto.org.

> *l'exportation et à la production des pays riches soient abolies et cessent de porter atteinte à leur avantage comparatif*."[26] [pas d'italique dans l'original]

35. Le Président Compaoré et le Directeur général adjoint, M. Rana, parlaient des négociations à l'OMC, non du règlement des différends. Néanmoins, leurs messages sont également valables aux fins de la procédure du présent Groupe spécial. Dans ce différend, le Bénin et le Tchad ne demandent pas la charité ou un traitement préférentiel, et ne souhaitent pas non plus lancer des appels politiques.

36. Dans le contexte de la présente procédure, le Bénin et le Tchad demandent au Groupe spécial de constater simplement que les États-Unis doivent respecter les règles et disciplines de l'OMC en matière de subventions qu'ils ont acceptées lors de la conclusion du Cycle d'Uruguay. Il s'agit notamment, comme il est indiqué dans la Partie III de l'Accord SMC, d'interdire clairement ce qui peut causer un préjudice grave aux intérêts des autres Membres. Les subventions des États-Unis en faveur du coton upland ont manifestement causé un préjudice grave aux intérêts du Bénin et du Tchad en empêchant des hausses des cours mondiaux du coton upland. Les résultats ont été dévastateurs pour l'Afrique de l'Ouest.

37. Le Bénin et le Tchad ont donc l'honneur de demander au Groupe spécial d'accorder la réparation que le Brésil demande dans la partie 9 de sa communication complémentaire.

[26] Bulletin d'information de l'OMC: déclaration faite par M. Kipkorir Aly Azad Rana, Directeur général adjoint de l'OMC, au deuxième Sommet économique des pays d'Afrique de l'Est. *The Multilateral Trading System: Why East Africa Must Remain Engaged*. 18 au 21 septembre 2003. www.wto.org.

Pièce n° 1 du Brésil et du Tchad

Nicholas Minot
Chargé de recherche
Division des marchés, du commerce et des institutions
Institut international de recherches sur les politiques alimentaires
2033 K St. NW
Washington, D.C. 20006 USA

Lisa Daniels
Professeur associé
Département d'économie
Collège Washington
Chestertown, MD 21620 USA

26 septembre 2003

Contact: Les auteurs peuvent être contactés par courrier à la première adresse susmentionnée, par téléphone au +1 202 862-8199 ou par courrier électronique à l'adresse suivante: n.minot@cgiar.org.

Remerciements: La version initiale du présent document a été établie pour la Banque mondiale. Les recherches sur le terrain ont été financées par le Ministère allemand de la coopération économique (Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit). Les auteurs tiennent aussi à remercier, pour leurs observations et leur aide précieuses, Ousmane Badiane à la Banque mondiale; Karen Macours, entre autres, à la conférence du Consortium pour le développement des Universités du Nord-Est qui s'est tenue au Collège Williams en octobre 2002; et un analyste anonyme à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

Effet de la baisse des prix du coton sur la pauvreté rurale au Bénin

Résumé

Le présent document associe des données provenant d'enquêtes sur les exploitations agricoles au Bénin et des hypothèses concernant la baisse des prix à la production, afin d'estimer les effets directs et indirects de la baisse des prix du coton sur les revenus et la pauvreté en milieu rural au Bénin. Les résultats montrent qu'il existe un lien important entre les prix du coton et le bien-être rural au Bénin. Une baisse de 40 pour cent des prix à la production du coton entraîne une augmentation de la pauvreté en milieu rural de 8 points de pourcentage à court terme et de 6 à 7 points de pourcentage à long terme. L'incidence à court terme revient à faire passer 334 000 personnes en dessous du seuil de pauvreté.

Dans l'ensemble, les résultats figurant dans ce document remettent en question le stéréotype selon lequel les pauvres vivant dans les zones rurales des pays en développement sont des agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance, sans véritable lien avec les fluctuations des marchés mondiaux des produits de base et donc peu touchés par ces variations. Dans le cas du Bénin au moins, dans la mesure où les fluctuations du cours mondial du coton se répercutent sur les agriculteurs, elles auront un effet notable sur le revenu et la pauvreté en milieu rural.

Introduction

1. De janvier 2001 à mai 2002, les prix mondiaux du coton ont chuté de presque 40 pour cent et ont été ramenés de 64 cents à 39 cents par livre.[1] Depuis lors, ils sont remontés à 60 cents par livre environ, mais ils affichent toujours une tendance à la baisse à long terme depuis le milieu des années 90 où ils s'élevaient à plus de 80 cents par livre (voir le graphique 1). L'une des raisons de cette baisse à long terme est le fait que la demande mondiale pour le coton stagne à 20 millions de tonnes depuis le début des années 90, du fait en partie de la concurrence des fibres synthétiques. Les fluctuations à court terme des prix du coton résultent souvent des variations des échanges nets de la Chine, principal producteur et consommateur mondial de coton.

2. Outre ces deux effets, les prix du coton sont ramenés à un niveau inférieur à la normale en raison du soutien public aux planteurs de coton. Le Comité consultatif international du coton estime que sur le plan mondial l'aide directe aux planteurs de coton s'élevait à 4,9 milliards de dollars EU en 2001/02. Sur ce montant, 2,3 milliards de dollars EU correspondaient à l'aide fournie par les États-Unis, ce qui équivaut à 24 cents par livre de coton produit. D'autres sources, qui utilisent une définition plus large de l'aide, estiment que les pouvoirs publics versent 3,9 milliards de dollars EU au secteur du coton (Oxfam, 2002). Jusqu'en 2002, la politique des États-Unis en matière de coton consistait à appliquer plusieurs programmes[2], dont deux (le programme de prêts à la commercialisation et le programme de primes de complément) garantissaient aux planteurs de coton de recevoir au moins 52 cents par livre de coton. Cela a pour effet de protéger les planteurs de coton des États-Unis contre la chute des cours mondiaux. En 2001, aux États-Unis, malgré la faiblesse des cours mondiaux, la production de coton a atteint un niveau sans précédent et le volume des exportations a presque battu un record historique. De plus, les subventions versées par les États-Unis au secteur cotonnier ont augmenté depuis que ces études ont été réalisées. La Loi de 2002 sur l'agriculture a établi des prix d'objectif pour les principaux produits de base ainsi que des programmes en vertu desquels les planteurs de coton des États-Unis reçoivent l'essentiel de la différence entre le prix du marché et le prix d'objectif. Dans le cas du coton upland, le prix d'objectif est de 72 cents la livre. En outre, en permettant aux planteurs de coton d'actualiser leur "superficie de base", la nouvelle politique les incite à développer leur production.[3]

---

[1] Ces prix sont établis en fonction de l'indice A des prix du coton, qui correspond à la moyenne des cinq prix les plus bas du coton des États-Unis sur les marchés d'Europe du Nord, sur la base d'une qualité de coton moyenne soie d'une longueur de fibre de 1 et 3/32 pouce.

[2] La Loi de 1996 sur l'agriculture a introduit les versements au titre de contrats de flexibilité de la production (PFC), qui étaient liés à la production antérieure (non actuelle) et devaient diminuer au fil du temps dans le cadre d'un effort visant à retirer progressivement les subventions agricoles. Les versements PFC aux exploitants cotonniers ont diminué régulièrement et sont tombés de 700 millions de dollars EU en 1996 à 474 millions de dollars EU en 2002. Les primes de complément de prêts et les gains sur les prêts à la commercialisation sont, par contre, liés à la production et aux prix du marché actuels. Les prix peu élevés des produits de base au cours des trois ou quatre dernières années ont fait augmenter sensiblement le coût de ces programmes. Les versements aux planteurs de coton ont été négligeables en 1997, mais sont passés à 1,5 milliard de dollars EU en 1999 et à près de 2,5 milliards de dollars EU en 2002. De plus, le Congrès a autorisé, presque chaque année, des versements ponctuels d'aide pour perte de parts de marché. Pour les exploitants cotonniers, ces versements se sont élevés à 600 millions de dollars EU en 1999 et à 650 millions de dollars EU en 2002. Les exportateurs de coton et les filatures des États-Unis reçoivent également des versements de près de 200 millions de dollars EU par an au titre du programme Step 2, qui vise à maintenir la compétitivité des exportations de coton des États-Unis (USDA, 2002b, et Oxfam, 2002).

[3] La Loi de 2002 sur l'agriculture a introduit deux nouveaux programmes concernant les produits de base: les versements directs fixes et les versements anticycliques. Dans le cas du coton upland, le versement direct fixe est de 6,7 cents par livre, sur la base de 85 pour cent de la superficie de base. Les versements anticycliques peuvent aller jusqu'à 13 cents par livre pour 85 pour cent de la superficie de base, selon l'écart entre le prix du marché (ou le taux de prêt, si celui-ci est plus élevé) et le prix d'objectif. Ces programmes remplacent les versements au titre de contrats de flexibilité de la production et suppriment (en principe) la

3. Plusieurs études récentes ont tenté d'évaluer les répercussions des subventions sur les cours mondiaux. Le Centre for International Economics, basé à Canberra, utilise un modèle portant sur les cinq régions du monde pour les marchés des fibres, des textiles et des vêtements en 2000-2001 afin de simuler les répercussions des subventions à la production et à l'exportation de coton versées par les États-Unis et l'Europe. Il ressort de cette analyse que, si les États-Unis et l'Europe supprimaient les subventions qu'ils accordent aux planteurs de coton, le cours mondial du coton augmenterait de 6 cents par livre, c'est-à-dire de 11 pour cent. Selon une autre étude, effectuée par le CCIC, la suppression des subventions à la production versées par les États-Unis aurait entraîné, en 2001/02, une hausse du cours mondial du coton de 11 cents par livre. En outre, plus récemment, Summer (2003) estimait que, si les États-Unis ne subventionnaient pas le secteur du coton, le cours mondial du coton aurait été supérieur de 12,6 pour cent durant la période 1999-2002. Cette estimation est probablement la plus fiable car elle tient compte de la Loi de 2002 sur l'agriculture, inclut une étude détaillée des divers programmes de subventions des États-Unis et utilise un cadre de modélisation type et des estimations de paramètres.

4. La Banque mondiale estime que la suppression des subventions des États-Unis en faveur du coton générerait des revenus supplémentaires de 250 millions de dollars EU par an pour les exploitants cotonniers d'Afrique de l'Ouest (Badiane *et al.*, 2002). Selon un rapport d'Oxfam, les pertes subies par trois pays d'Afrique de l'Ouest représentent 1 à 2 pour cent du produit intérieur brut. Ce rapport indique qu'au Mali et au Bénin, les pertes de recettes d'exportation découlant des subventions des États-Unis en faveur du coton sont plus élevées que l'aide au développement accordée par les États-Unis à ces pays (Oxfam, 2002).

5. Les répercussions négatives de la baisse du cours du coton sur les recettes d'exportation et le PIB des pays exportateurs de coton sont claires, mais cela se traduit-il par une augmentation de l'incidence de la pauvreté rurale? Si le coton est essentiellement cultivé par de gros exploitants dont les revenus sont relativement élevés, les variations du cours du coton n'ont peut-être que des effets minimes sur la pauvreté rurale. Même si le coton est surtout cultivé par de petits exploitants, les effets sur la pauvreté rurale seront limités si le nombre d'exploitants est faible ou si la production de coton représente une petite partie du revenu rural. Pour évaluer les répercussions directes des variations du cours du coton sur la pauvreté rurale, il faut disposer de données détaillées tirées d'enquêtes sur les recettes et dépenses des ménages.

6. Ce document examine les répercussions des variations du cours du coton sur la pauvreté rurale au Bénin. Il a plus particulièrement deux objectifs:

- décrire les conditions de vie et le niveau de pauvreté des planteurs de coton et autres agriculteurs au Bénin; et
- évaluer les effets à court et à long terme de la baisse du cours du coton sur le revenu des planteurs de coton et sur l'incidence de la pauvreté en milieu rural au Bénin.

Contexte

7. La République du Bénin est un petit pays d'Afrique de l'Ouest qui compte environ 6,0 millions d'habitants, dont 59 pour cent vivent dans des zones rurales. Son économie rurale repose sur la culture du maïs, du sorgho, du millet, des ignames et du coton ainsi que sur l'élevage. Le produit national brut par habitant est de 380 dollars EU, ce qui place le Bénin dans les 20 pour cent

---

nécessité de l'aide pour perte de parts de marché. En vertu de la nouvelle loi sur l'agriculture, les prêts à la commercialisation et les primes de complément de prêts sont maintenus au même taux de prêt: 52 cents par livre pour le coton upland. En outre, les agriculteurs sont autorisés à actualiser leur superficie de base, ce qui leur permet de maintenir ou d'augmenter cette superficie s'ils ont la possibilité de l'actualiser (USDA, 2002c).

des pays les plus pauvres. Le revenu par habitant est inférieur au revenu moyen en Afrique subsaharienne (Banque mondiale, 2000).

8. En 1989, le Bénin a entamé un processus de réformes économiques et politiques. À la suite des élections, le gouvernement militaire a été évincé et le Bénin a engagé le premier d'une série de programmes d'ajustement structurel avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Dans le secteur agricole, les fermes et coopératives d'État ont été démantelées, les prix et la commercialisation des cultures vivrières ont été libéralisés et de nombreuses entreprises publiques, y compris des entreprises agroalimentaires, ont été privatisées ou fermées (République du Bénin, 1997). En janvier 1994, le franc CFA (FCFA) a été dévalué de 50 pour cent, ce qui a eu pour effet de doubler le prix des importations et les recettes d'exportation. Bien qu'ayant posé des difficultés imposées aux entreprises manufacturières et aux consommateurs, qui s'étaient habitués à des importations peu coûteuses, cette mesure a stimulé la production locale de coton, de riz et d'autres biens marchands.

9. Bien que le secteur du coton ait bénéficié de la dévaluation de 1994, la réforme structurelle de la commercialisation du coton a été limitée. Le secteur du coton au Bénin est resté sous le contrôle de la Société nationale pour la promotion agricole (SONAPRA) appartenant à l'État. Au cours des deux dernières années, le Bénin a commencé à mettre en œuvre des réformes afin de réduire le rôle de la SONAPRA et d'ouvrir à la concurrence la distribution des intrants et la commercialisation du coton. La chute des cours mondiaux du coton a entraîné des pressions politiques visant à inciter les pouvoirs publics à soutenir les prix intérieurs voire à reprendre le contrôle du secteur afin de protéger les intérêts des planteurs. Selon le CCIC (2002), le gouvernement accorde un soutien modeste au prix du coton, équivalant à 5 cents par livre. Actuellement, le coton représente 90 pour cent des exportations agricoles et 60 à 70 pour cent du total des exportations (à l'exclusion des réexportations[4]).

10. Les réformes économiques effectuées dans les années 90 et l'accroissement de la production du coton pendant cette période ont entraîné des avantages concrets pour les ménages ruraux. Dans l'"Enquête sur les conditions de vie en milieu rural" menée en 1994-1995, le taux de pauvreté a été estimé à 33 pour cent (PNUD-MDR, 1996: 13). En adoptant une définition similaire des dépenses et le même seuil de pauvreté (ajusté en fonction de l'inflation), le taux de pauvreté indiqué dans l'enquête de 1998 était tombé à 21 pour cent. Les questions qualitatives figurant dans cette dernière enquête semblent confirmer le point de vue selon lequel les conditions de vie en milieu rural se sont améliorées dans les années 90. Selon l'enquête de l'IFPRI-LARES, 52 pour cent des ménages ont dit être dans une situation plus favorable au moment de l'enquête (en 1998) qu'en 1992, et seulement 28 pour cent ont dit être moins bien lotis. En outre, les ménages ayant indiqué une amélioration attribuaient plutôt ces gains à des facteurs économiques, tels que les prix des cultures et les possibilités de revenus non agricoles, tandis que les ménages ayant indiqué une détérioration citaient plutôt des facteurs liés à la santé et aux conditions climatiques. Les exploitants cotonniers dans le nord du pays et les ménages pauvres avaient davantage tendance que les autres à mentionner une amélioration de leurs conditions de vie (IFPRI, 2001).

11. Ces résultats donnent à penser qu'il existe un lien important entre les politiques axées sur le marché et l'expansion du coton d'une part, et les conditions de vie des agriculteurs au Bénin d'autre part. L'analyse figurant dans le présent document examine ce lien de façon plus approfondie, en accordant une importance particulière à l'incidence des variations des prix du coton sur les revenus et la pauvreté en milieu rural.

[4] Les réexportations de produits manufacturés vers le Nigéria et d'autres pays représentent une part importante du total des exportations.

Méthodes

12. Les données utilisées dans le présent document sont tirées de l'"Enquête des petits agriculteurs", réalisée en 1998 par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et le Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (LARES). Cette enquête a été effectuée au moyen d'un questionnaire de 24 pages, divisé en 16 sections.[5] Les ménages ont été sélectionnés selon une procédure d'échantillonnage aléatoire stratifié à deux degrés, sur la base du prérecensement agricole de 1997. Dans chacun des six départements[6], des villages ont été choisis au hasard, leur nombre étant proportionnel au volume de la production agricole, avec un minimum de dix villages par département. Au total, l'enquête a porté sur 100 villages. Dans chacun d'eux, neuf ménages ont été choisis de façon aléatoire au moyen des listes de ménages établies pour le prérecensement agricole. L'enquête a été menée d'août à novembre 1998. Dans quelques villages, les ménages interrogés étaient au nombre de huit ou dix, et l'échantillon final a donc compté 899 ménages ruraux. Cet échantillon a été pondéré afin de calculer les résultats figurant dans le présent document (pour plus de précisions, voir IFPRI, 2001).

13. Dans la présente étude, un seuil de pauvreté *relatif* a été retenu, équivalant au 40ème centile des dépenses de consommation par habitant. Par dépenses par habitant, on entend les dépenses en espèces pour les biens de consommation, la valeur imputée des produits alimentaires de fabrication maison et l'équivalent du loyer du logement occupé par son propriétaire. Le seuil de pauvreté qui en résulte est équivalent à 123 dollars EU par personne et par an. Il convient de noter que ce seuil est bien inférieur au seuil de 1 dollar EU par jour fréquemment utilisé par la Banque mondiale.

14. Nous simulons l'incidence de diverses baisses en pourcentage des prix du coton sur les revenus des ménages ruraux. À court terme (avant que les ménages ne réagissent à la baisse des prix), la variation du revenu de chaque ménage correspond simplement à la variation de la valeur de la production de coton, en supposant que le planteur cultive la même quantité de coton. Cette variation peut être calculée comme suit:

$$y_{1i} - y_{0i} = (Q_{ci}\,\Delta P_c)/H_i \qquad (1)$$

où y_{1i} est le revenu par habitant[7] du ménage i après le choc, y_{0i} est le revenu par habitant avant le choc, Q_c est la quantité de coton produite par le ménage i, ? P_c est la variation du prix du coton et H_i est le nombre de membres du ménage i.

15. À long terme, une baisse des prix du coton conduit les agriculteurs à trouver des substituts au coton et à réduire l'utilisation d'intrants, de sorte que l'incidence directe d'une variation des prix du coton est plus faible à long terme qu'à court terme. Dans la présente analyse, nous utilisons la notion de rente du producteur pour mesurer l'incidence d'une variation des prix du coton sur le bien-être. Le calcul se fait à l'aide de l'équation suivante:

[5] Les 16 sections sont les suivantes: caractéristiques des ménages, caractéristiques des logements, terres, production agricole, main-d'œuvre utilisée, intrants utilisés, modifications des intrants utilisés, crédit, commercialisation des récoltes, stockage, sources de renseignements, consommation de produits alimentaires et non alimentaires, répartition du temps, propriété des actifs, sources de revenus et recettes des agriculteurs.

[6] Depuis que cette étude a été réalisée, une réorganisation administrative a fait passer le nombre des départements de six à 12. L'ancienne définition des départements a été conservée pour l'analyse figurant dans ce rapport, car elle a servi de base au plan d'échantillonnage utilisé dans l'enquête.

[7] Comme il est indiqué ci-dessus, les dépenses par habitant tiennent lieu de revenu par habitant.

$$y_{1i} - y_{0i} = (Q_{ci}\Delta P_c)/H_i + \left(\frac{1}{2}(\Delta P_c)^2 \varepsilon_c \frac{Q_{ci}}{P_c}\right)/H_i \qquad (2)$$

où e_c est l'élasticité de l'offre de coton en situation d'équilibre général et P_c le prix du coton.[8]

16. En l'absence d'estimations de l'élasticité de l'offre de coton au Bénin, nous utilisons différents niveaux d'élasticité plausibles afin de calculer les diverses incidences probables sur le bien-être[9], à savoir 0,5, 1,0 et 1,5. Comme dans l'analyse de l'effet à court terme, nous simulons l'incidence de ces variations sur le revenu de chaque ménage retenu dans l'échantillon (microsimulation) afin d'en estimer l'incidence sur différents types de ménages en termes de revenu et de pauvreté.

17. Les simulations sont effectuées avec des baisses du prix à la production de coton (? P_c) de 10, 20, 30 et 40 pour cent. Les autres variables (y_{oi} et Q_{ci}) sont définies au niveau des ménages, ce qui permet de calculer les variations du revenu par habitant pour chaque ménage de l'échantillon. Cette approche de "micro-simulation" permet d'estimer les variations du revenu pour tout sous-groupe des régions rurales défini en fonction du revenu, de la taille des exploitations ou d'autres variables.

18. L'incidence des variations de prix sur la pauvreté est calculée selon les mesures de la pauvreté de Foster-Greer-Thorbecke[10], dont les plus couramment utilisées sont P_0, P_1 et P_2. P_0 est simplement la proportion de la population en dessous du seuil de pauvreté. P_1, appelé parfois la mesure de l'écart de pauvreté, tient compte de la mesure dans laquelle les ménages pauvres sont, en moyenne, en dessous du seuil de pauvreté. Et P_2, appelé parfois le carré de l'écart de pauvreté, tient compte du degré d'inégalité entre les ménages pauvres, en accordant plus de poids à l'extrême pauvreté.

Caractéristiques des exploitants cotonniers au Bénin

19. Avant d'estimer l'incidence des variations des prix du coton sur les ménages ruraux, il convient de décrire le rôle du coton dans l'économie rurale et les caractéristiques des planteurs de coton. Selon l'enquête des petits agriculteurs menée par l'IFPRI-LARES, le coton est cultivé par

---

[8] Cette équation est plus précise pour les petites variations de prix que pour les grandes. Il s'agit d'effets de troisième ordre, dans le sens où ils seraient annihilés par le troisième terme dans une expansion par série de Taylor. Il sera montré ci-après que les résultats ne sont pas très sensibles non plus aux effets de deuxième ordre (autres hypothèses concernant l'élasticité de l'offre).

[9] L'élasticité de l'offre de coton en Tanzanie a été estimée dans deux études. Dercon (1993) a estimé qu'elle était de 0,63, tandis que Delgado et Minot (2000), en utilisant des données plus récentes, l'ont estimée à 1,0.

[10] Les mesures de la pauvreté de Foster-Greer-Thorbecke sont calculées comme suit:

$$P_\alpha = \frac{1}{N}\sum_i \left[\frac{\mu - y_i}{\mu}\right]^\alpha$$

où P_a correspond à la mesure de la pauvreté, N au nombre des ménages, μ au seuil de pauvreté et y_i aux revenus ou aux dépenses d'un ménage pauvre i (le cumul concerne seulement les ménages pauvres). Si a=0, la mesure de la pauvreté, P_0, est l'incidence de la pauvreté, c'est-à-dire la proportion de ménages dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté. Si a=1, la mesure de la pauvreté, P_1, est la mesure de l'écart de pauvreté. L'écart de pauvreté est égal à l'incidence de la pauvreté multipliée par l'écart moyen entre le seuil de pauvreté et les revenus d'un ménage pauvre, exprimé en pourcentage du seuil de pauvreté. Ainsi, cet écart tient compte de la profondeur de la pauvreté ainsi que du pourcentage des ménages qui sont pauvres. Si a=2, la mesure de la pauvreté, P_2, tient compte du degré d'inégalité entre les ménages pauvres, de la profondeur de la pauvreté et du nombre de ménages pauvres. P_2, appelé parfois le carré de l'écart de pauvreté, sert à mesurer la sévérité de la pauvreté (voir Foster, Greer et Thorbecke, 1984).

environ un tiers des ménages agricoles. Il représente environ 18 pour cent de la superficie plantée par les ménages agricoles et 22 pour cent de la valeur brute des cultures agricoles. En valeur, le coton est la deuxième culture par ordre d'importance, après le maïs. Les exploitants cotonniers ont en moyenne 2,3 hectares plantés en coton, produisant 2,7 tonnes de graines de coton.[11] La valeur de cette production s'élève à 901 dollars EU par exploitation.[12]

20. Une autre mesure de l'importance du coton pour l'économie rurale est sa contribution aux revenus monétaires. Les agriculteurs au Bénin sont très orientés vers le marché et vendent plus de la moitié de leur production de niébé, d'arachides, de manioc et de patates douces, et près de la moitié de leur production de produits alimentaires de base et de maïs. Néanmoins, le coton représente environ un tiers de la valeur des ventes de produits agricoles effectuées par les ménages ruraux (IFPRI, 2002).

21. Qui sont les planteurs de coton au Bénin, et en quoi sont-ils différents des autres agriculteurs? Comme il a été mentionné précédemment, la production de coton est concentrée au nord et au centre du pays. Près des deux tiers des agriculteurs établis au nord dans le grand département du Borgou cultivent le coton, de même que 37 pour cent des agriculteurs près d'Atacora et 64 pour cent des agriculteurs dans le département central du Zou. Par contre, dans les trois départements situés au sud (Atlantique, Mono et Ouémé), ce pourcentage est compris entre zéro et 25 pour cent. Si l'on divise les ménages ruraux en quintiles, la proportion des agriculteurs cultivant du coton ne semble pas varier de manière constante pour tous les quintiles. La proportion des planteurs de coton est même plutôt moins élevée (28 pour cent) pour le quintile le plus riche (voir le tableau 1).

22. De façon générale, les planteurs de coton ont des exploitations en moyenne deux fois plus grandes que celles des agriculteurs ne cultivant pas de coton (5,3 hectares contre 2,3 hectares). Néanmoins, les planteurs de coton sont dans une situation semblable à celle des autres agriculteurs pour ce qui est de diverses mesures du bien-être. L'incidence de la pauvreté est légèrement moins élevée pour les exploitants cotonniers (37 pour cent) que pour les autres agriculteurs (42 pour cent), mais les dépenses par habitant des planteurs de coton sont inférieures d'environ 8 pour cent à celles des autres agriculteurs, et leur part du budget imputée aux produits alimentaires est presque la même que pour les autres agriculteurs (voir le tableau 2). Les grandes exploitations n'assurent pas un niveau de vie plus élevé parce que les planteurs de coton se trouvent principalement dans le nord du pays plus aride, où le potentiel agricole est plus faible et où il existe moins de possibilités d'emplois non agricoles.

23. Afin de donner une idée plus concrète du niveau de vie des planteurs de coton, il est utile de fournir certains indicateurs du niveau de vie tirés des enquêtes sur les exploitations agricoles:

- 85 pour cent des exploitants cotonniers ont des maisons en terre ou en briques crues.
- 62 pour cent vivent dans des maisons avec un plancher en terre battue.
- 72 pour cent ont des maisons à toit en tôles ondulées métalliques, et 28 pour cent des maisons à toit en paille.
- 53 pour cent des ménages dexploitants cotonniers tirent de l'eau potable de puits publics, tandis que 18 pour cent utilisent l'eau des rivières ou des lacs.

[11] Il convient de noter que le rendement moyen est calculé au niveau des ménages et cumulé, et n'est donc pas nécessairement égal à la quantité moyenne divisée par la superficie moyenne. Il en va de même pour la production, le prix et la valeur de la production.

[12] Au moment où l'Enquête des petits agriculteurs a été réalisée, le taux de change était d'environ 630 FCFA/dollar EU, si bien que la valeur de la production de coton était de 901 dollars EU par exploitation cotonnière.

- Moins de 2 pour cent ont l'électricité.

- En moyenne, la source d'eau potable la plus proche est à 430 mètres et la route revêtue la plus proche est à 36 kilomètres.

- Environ 34 pour cent des exploitants cotonniers n'ont pas de chaise, 38 pour cent n'ont pas de table et 34 pour cent n'ont pas de lit.

Ces chiffres sont assez typiques pour les agriculteurs du Bénin. Ce n'est donc pas que les exploitants cotonniers soient plus pauvres que la moyenne; en fait, presque tous les agriculteurs au Bénin, y compris les exploitants cotonniers, sont très pauvres.

Effet de la baisse des prix du coton

24. Dans cette section, nous utilisons les données tirées de l'Enquête des petits agriculteurs de l'IFPRI-LARES afin d'estimer l'incidence de la baisse des prix du coton au Bénin. Tout d'abord, nous examinons l'incidence à court terme de la baisse des prix sur le revenu et la pauvreté des exploitants cotonniers, avant qu'ils n'aient pu réagir à la baisse des prix. Nous estimons ensuite l'incidence à long terme sur les exploitants cotonniers, une fois qu'ils ont réagi au choc causé par la baisse des prix.

Effets directs à court terme de la baisse des prix du coton

25. Comme il est indiqué précédemment, les variations à court terme des revenus liées à la baisse des prix du coton sont estimées en utilisant les renseignements fournis au niveau des ménages sur les dépenses par habitant et sur le volume de la production de coton, combinés à différentes hypothèses concernant la baisse des prix. Une réduction de 40 pour cent du prix du coton au niveau de l'exploitation entraîne une baisse de revenu de 21 pour cent pour les planteurs de coton. Si on prend en compte le revenu des ménages ne plantant pas de coton, qui reste inchangé dans cette simulation, le revenu moyen chute de 7 pour cent. Des réductions moindres du prix du coton entraînent des variations à peu près proportionnelles du revenu (voir le tableau 3).

26. Si le prix du coton chute de 40 pour cent, l'incidence moyenne de la pauvreté, tant pour les planteurs de coton que pour les autres agriculteurs, augmente en moyenne de 8 points de pourcentage, passant de 40 à 48 pour cent (voir le tableau 3). Dans l'absolu, cela signifie qu'environ 334 000 personnes passent en dessous du seuil de pauvreté à cause d'une baisse de 40 pour cent des prix du coton.[13] Une baisse de 40 pour cent des prix du coton entraîne une augmentation de 40 pour cent de l'écart de pauvreté pour tous les ménages ruraux au Bénin, tandis que le carré de l'écart de pauvreté (P_2) ou la sévérité de la pauvreté augmente de 61 pour cent.

27. Il est possible de ventiler cette analyse par département afin d'évaluer les différences au niveau régional de l'incidence de la baisse des prix du coton[14] (voir le tableau 3). Dans l'Atlantique et le Ouémé, la baisse des prix du coton a des effets négligeables sur les revenus et la pauvreté, car il n'y a pratiquement pas d'exploitants cotonniers dans ces départements. Par contre, l'incidence est forte dans les départements du Borgou et du Zou. Dans le Zou, une baisse de 40 pour cent des prix du coton entraîne une chute de 15 pour cent des revenus par habitant et une augmentation de 17 points de

[13] On obtient cette estimation en multipliant l'augmentation de la pauvreté en point de pourcentage (0,08) par le nombre de ménages ruraux au Bénin sur la base du total des pondérations de l'échantillonnage (474 964) et par la taille moyenne des exploitations agricoles au Bénin indiquée dans l'enquête (8,8).

[14] Comme il est indiqué précédemment, le nombre des départements est passé de 6 à 12 depuis que l'enquête a été réalisée. La taille de l'échantillon utilisé dans l'enquête est trop petite pour permettre une décomposition des résultats en fonction des départements selon la nouvelle définition.

pourcentage de l'incidence de la pauvreté. Dans le Borgou, cette même baisse des prix du coton entraîne une diminution de 18 pour cent des revenus par habitant et une augmentation de 18 points de pourcentage de l'incidence de la pauvreté. En fait, le département du Borgou, qui avait un taux de pauvreté "moyen" (plus élevé que dans deux départements et moins élevé que dans deux autres), a désormais l'incidence de la pauvreté la plus forte, à savoir 62 pour cent. De même, la baisse de 40 pour cent des prix du coton multiplie par trois l'écart de pauvreté (P_1) et par deux la gravité de la pauvreté (P_2) dans le Borgou.

28. Enfin, nous examinerons l'effet de la baisse des prix du coton sur la répartition cumulée des revenus par habitant (voir le graphique 2). Entre autres choses, ce graphique fournit des renseignements sur la sensibilité des résultats à d'autres seuils de pauvreté, ce qui est une considération importante étant donné que le seuil de pauvreté que nous utilisons est relatif (égal au $40^{ème}$ centile dans la répartition de base). Le point d'intersection entre la répartition cumulée et le seuil de pauvreté constitue le taux de pauvreté (il convient de noter que la répartition de base et le seuil de pauvreté se croisent au $40^{ème}$ centile). Il ressort clairement du graphique que des résultats similaires auraient été obtenus avec des seuils de pauvreté supérieurs ou inférieurs.

Effet direct à long terme de la baisse des prix du coton

29. En raison de l'incertitude concernant l'élasticité de l'offre de coton, nous effectuons cette analyse en utilisant trois niveaux d'élasticité: 0,5, 1,0 et 1,5. Afin de simplifier la discussion, nous présentons uniquement l'incidence d'une baisse de 40 pour cent des prix du coton. Ces résultats sont présentés avec les niveaux de base et l'incidence à court terme. Comme l'incidence à court terme est basée sur l'hypothèse selon laquelle l'élasticité de l'offre est égale à zéro (e=0), il en est fait mention ainsi.

30. Comme il est indiqué précédemment, l'incidence à court terme de la baisse des prix du coton est une diminution du revenu moyen par habitant de 7 pour cent. Si l'élasticité de l'offre de coton en situation d'équilibre général est de 0,5, le revenu moyen après la baisse des prix diminue de 6 pour cent par rapport au niveau de base. À l'autre extrême, si l'élasticité de l'offre est de 1,5, le revenu moyen diminue de 5 pour cent par rapport à ce niveau (voir le tableau 4).

31. À long terme, une baisse de 40 pour cent des prix du coton est associée à une augmentation de 6 à 7 points de pourcentage du taux global de pauvreté rurale, selon l'hypothèse retenue concernant l'élasticité de l'offre. La mesure de l'écart de pauvreté (P_1) passe de 0,10 à 0,12–0,13 selon, de nouveau, l'hypothèse concernant l'élasticité. Et le carré de l'écart de pauvreté (P_2) passe de 0,036 à 0,047–0,058 (voir le tableau 4). Comme prévu, l'incidence d'une baisse de 40 pour cent des prix du coton est légèrement moins préjudiciable à long terme qu'à court terme. Toutefois, il convient de noter que les résultats ne varient pas de manière très sensible selon l'hypothèse concernant l'élasticité.

32. Les effets à long terme pour chaque département sont indiqués au tableau 4. Par exemple, dans le Borgou, le revenu par habitant diminue de 18 pour cent à court terme, mais remonte de 4 points de pourcentage si l'élasticité de l'offre est de 1,0 et de 7 points de pourcentage si l'élasticité est de 1,5. De même, le revenu par habitant dans le Zou diminue de 15 pour cent à court terme, mais remonte de 3 points de pourcentage à long terme si l'élasticité est de 1,0.

33. Les taux de pauvreté dans chaque département suivent le même schéma en sens inverse. Ils augmentent à court terme du fait de la baisse de 40 pour cent des prix du coton, mais diminuent en partie à long terme. Dans le Borgou, le taux de pauvreté passe de 44 à 62 pour cent à court terme et retombe à 58-60 pour cent à long terme, selon l'hypothèse utilisée en matière d'élasticité. De même, l'incidence de la pauvreté dans le Zou passe de 33 à 50 pour cent à court terme et tombe à 47-49 pour cent à long terme. Comme il est indiqué ci-dessus, la pauvreté ne varie guère ou ne varie pas du tout

dans les trois départements du sud (Atlantique, Mono et Ouémé), car on compte très peu de planteurs de coton dans ces départements.

34. Le graphique 3 présente la répartition cumulée des revenus dans le scénario de base avec une baisse de 40 pour cent des prix du coton à court terme (e=0), et avec une baisse de 40 pour cent des prix du coton à long terme (e=1,5). Bien que l'élasticité de l'offre à long terme utilisée dans ce graphique soit aussi élevée que ce qui est, selon nous, plausible, il n'y a guère de différence entre les résultats à court terme et les résultats à long terme. En d'autres termes, les résultats à long terme ne varient pas de manière très sensible selon l'hypothèse concernant l'élasticité de l'offre de coton. Même si l'offre est relativement élastique (e=1,5), la réaction des agriculteurs ne compense qu'environ un tiers de l'incidence négative initiale à court terme.

Conclusions

35. Le présent document analyse l'incidence des variations du cours mondial du coton sur les agriculteurs du Bénin. Tant les mesures quantitatives des dépenses par personne tirées des enquêtes réalisées auprès des ménages que les réponses qualitatives à une enquête représentative au niveau national indiquent que les conditions de vie se sont améliorées dans les zones rurales au cours des années 90. De plus, les agriculteurs ont tendance à attribuer cette amélioration des conditions de vie en milieu rural à des facteurs économiques tels que le prix des cultures, la disponibilité des produits alimentaires et l'accès à des emplois non agricoles. Bien qu'il soit difficile d'établir avec certitude un lien de causalité, il semble que les réformes économiques des années 90 (y compris la dévaluation de 1994) et l'augmentation de la production de coton durant cette période aient contribué à une amélioration sensible du niveau de vie en milieu rural.

36. Cependant, le lien entre les marchés mondiaux du coton et les conditions de vie en milieu rural peut également desservir les agriculteurs. L'analyse figurant dans ce document a été effectuée en raison de la baisse de 39 pour cent qu'a subie le cours mondial du coton entre janvier 2001 et mai 2002. Nous avons combiné les données tirées de l'enquête réalisée en 1998 avec des hypothèses de baisse des prix à la production afin d'évaluer les effets directs à court et à long terme de la baisse du cours du coton sur le revenu rural et divers instruments de mesure de la pauvreté. Nous utilisons aussi des données tirées d'enquêtes afin d'étudier deux types d'effets indirects: l'incidence d'une baisse de la production de coton sur la demande de main-d'œuvre agricole de la part des planteurs de coton, et l'incidence d'une baisse des prix du coton sur les autres ménages due à l'effet multiplicateur.

37. Les résultats indiquent que le cours du coton et le bien-être rural au Bénin sont fortement liés. Une baisse de 40 pour cent des prix à la production du coton entraînera vraisemblablement une baisse du revenu par habitant de 7 pour cent à court terme et de 5 à 6 pour cent à long terme. De plus, la pauvreté augmente de 8 points de pourcentage à court terme, ce qui signifie que 334 000 personnes supplémentaires passent en dessous du seuil de pauvreté. À long terme, au fur et à mesure que les ménages s'adaptent aux nouveaux prix, le taux de pauvreté se stabilise quelque peu et reste de 6 à 7 points de pourcentage supérieur à son niveau initial.

38. En outre, il se peut que ces calculs sous-estiment l'effet réel de la baisse des cours du coton sur la pauvreté rurale au Bénin. Premièrement, dans une économie marquée par la surcapacité et où certaines ressources ne sont pas utilisées, un choc externe touchant les revenus (comme une modification du cours du coton) a un effet multiplicateur. La modification du revenu des exploitants cotonniers entraîne une modification de la demande de biens et de services produits par leurs voisins ne cultivant pas de coton, ce qui, par voie de conséquence, influence la demande de biens et de services que ces voisins consomment. Les estimations concernant quatre pays d'Afrique subsaharienne indiquent que le multiplicateur est de l'ordre de 1,7 à 2,2, ce qui signifie que l'effet total sur les revenus (positif ou négatif) est de 1,7 à 2,2 fois plus important que l'effet direct. Deuxièmement, nous supposons que la modification des prix à la production est proportionnelle à

l'évolution des cours mondiaux. Sur des marchés concurrentiels avec une marge de commercialisation fixe, la variation en pourcentage des prix à la production sera supérieure à la variation en pourcentage des cours mondiaux.[15] Troisièmement, nos estimations ne tiennent pas compte d'autres effets indirects liés à la baisse de la production de coton. Une analyse précédente des données tirées de l'Enquête des petits agriculteurs réalisée au Bénin indiquait que les exploitants cotonniers sont trois fois plus susceptibles d'utiliser des engrais dans leurs champs de maïs que les agriculteurs ne cultivant pas de coton (voir Minot *et al.*, 2001). Cela est dû au fait que, comme ils cultivent du coton, les agriculteurs peuvent se procurer des engrais à crédit, engrais qu'ils "détournent" en partie pour leurs champs de maïs. En conséquence, la chute du cours du coton entraînera indirectement une baisse de rendement des cultures vivrières.

39. Dans l'ensemble, les résultats figurant dans ce document remettent en question le stéréotype selon lequel les pauvres vivant dans les zones rurales des pays en développement sont des agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance, sans véritable lien avec les fluctuations des marchés mondiaux des produits de base et donc peu touchés par ces variations. Dans le cas du Bénin au moins, dans la mesure où les fluctuations du cours mondial du coton se répercutent sur les agriculteurs, elles auront un effet notable sur le revenu et la pauvreté en milieu rural. Il en résulte, de manière plus générale, que les politiques de subventionnement de la production de coton aux États-Unis et ailleurs, en faisant baisser les cours mondiaux, ont des répercussions négatives sur la pauvreté rurale au Bénin et (par voie de conséquence) dans d'autres pays pauvres exportateurs de coton.

[15] Jusqu'à une époque récente, l'effet des variations des cours mondiaux sur les prix à la production au Bénin était atténué du fait de la réglementation du marché par les pouvoirs publics qui stabilisait les prix. Avec les réformes du marché menées actuellement au Bénin et ailleurs en Afrique de l'Ouest, les marchés deviennent plus concurrentiels et l'évolution des prix à la production correspondra de près à celle des cours mondiaux.

Bibliographie

Badiane, O., D. Ghura, L. Goreaux et P. Masson. 2002. Cotton sector strategies in West and Central Africa. Policy Research Working Paper n° 2867. Banque mondiale. Washington, D.C.

Banque mondiale. 2000. Rapport sur le développement dans le monde 1999-2000 – Le développement au seuil du XXI^{e} siècle. Banque mondiale. Washington, D.C.

Banque mondiale. 2002. Subsidies hurt cotton producers. http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:20054420~menuPK:34459~pagePK:34370~piPK:34424~theSitePK:4607,00.html. Disponible en ligne depuis le 14 octobre 2002.

Centre for International Economics. 2002. Trade distortions and cotton markets: Implications for global cotton producers. Établi pour la Banque mondiale. Canberra.

Delgado, C., J. Hopkins et V. Kelly, ainsi que P. Hazell, A. McKenna, P. Gruhn, B. Hojjati, J. Sil et C. Courbois. 1999. Agricultural Growth Linkages in Sub-Saharan Africa. Research Report No. 107. Institut international de recherches sur les politiques alimentaires. Washington, D.C.

Delgado, C. et N. Minot. 2000. Agriculture in Tanzania since 1986: Follower or Leader of Growth. World Bank Country Study. Banque mondiale et Institut international de recherches sur les politiques alimentaires. Washington, D.C.

Département de l'agriculture des États-Unis. 2001. Cotton and Wool Situation and Outlook. Yearbook. Service de recherche économique. CWS-2001 (novembre 2001). Washington, D.C.

Département de l'agriculture des États-Unis. 2002a. Cotton and Wool Outlook. Service de recherche économique. CWS-05-02 (juin 2002). Washington, D.C.

Département de l'agriculture des États-Unis *(US Department of Agriculture)*. 2002b. Briefing room: cotton policy. Service de recherche économique. http://www.ers.usda.gov/briefing/cotton/policy.htm. Disponible en ligne depuis le 12 septembre 2002.

Département de l'agriculture des États-Unis *(US Department of Agriculture)*. 2002c. Farm Bill 2002 (http://www.usda.gov/farmbill/). Disponible en ligne depuis le 25 octobre 2002.

Dercon, S. 1993. Peasant supply response and macroeconomic policies: Cotton in Tanzania. Journal of African Economies 2 (2):157-193.

Dorosh, P. et S. Haggblade. 1993. Agriculture-led growth: Foodgrains versus export crops in Madagascar. Agricultural Economics 9 (août): 165-180.

Foster, J., J. Greer et E. Thorbecke. 1984. A class of decomposable poverty measures. Econometrica 52 (3): 761-66.

Hazell, P. 1984. Rural growth linkages and rural development strategy. Document présenté au quatrième Congrès européen de l'économie agricole, 3 au 7 septembre, Kiel, Allemagne.

Hazell, P. et A. Roell. 1983. Rural growth linkages: Household expenditure patterns in Malaysia and Nigeria. Research Report No. 41. Institut international de recherches sur les politiques alimentaires. Washington, D.C.

Haggblade, S., J. Hammer et P. Hazell. 1991. Modeling agricultural growth multipliers. American Journal of Agricultural Economics 73 (mai): 361–374.

Institut international de recherches sur les politiques alimentaires (IFPRI) et Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (LARES). 2001. Impact des réformes agricoles sur les petits agriculteurs au Bénin. Volume 1. Rapport établi pour la Deutsche Gesellschaft Für Technische Zusammenarbeit (GTZ). Projet 97.7860.6-001.00.

Just, R., D. Hueth et A. Schmitz. 1982. Applied welfare economics and public policy. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, N.J.

Minot, N., M. Kherallah, B. Soulé et P. Berry. 2001. Impact des réformes agricoles sur les petits agriculteurs au Bénin. Volume 1: Résultats des enquêtes des petits agriculteurs, des communautés et des groupements villageois. Washington, D.C.: Institut international de recherches sur les politiques alimentaires, Washington, D.C.

Mushtaq, K. et P. Dawson. 2000. Supply response of wheat, cotton, and sugarcane in Pakistan. Présenté à la conférence de l'International Food and Agrobusiness Management Association, 26 au 28 juin 2000, Chicago, Illinois.

Oxfam. 2002. Cultiver la pauvreté: l'impact des subventions américaines au coton sur l'Afrique. Note d'information n° 30. Washington, D.C.

Programme des Nations Unies pour le développement et Ministère du développement rural (PNUD-MDR). 1996. Profil de la pauvreté rurale et caractéristiques socioéconomiques des ménages. Programme des Nations Unies pour le développement et Ministère du développement rural. Cotonou, Bénin.

République du Bénin. 1997. Rapport sur l'état de l'économie nationale – Développements récents et perspectives à moyen terme. Cellule macro-économique de la Présidence de la République du Bénin. Cotonou, Bénin.

Sumner, D. 2003. A quantitative simulation analysis of the impacts of US cotton subsidies on cotton prices and quantities. Établi pour le document DS/267 intitulé *Brazil vs US Cotton Subsidies*, Organisation mondiale du commerce, Genève.

Tableau 1. Proportion des ménages ruraux cultivant du maïs et du coton

	Maïs	Coton
Département		
Atacora	76	37
Atlantique	100	0
Borgou	96	68
Mono	83	25
Ouémé	91	4
Zou	95	64
Quintile		
le plus pauvre	91	35
2ème	93	30
3ème	90	44
4ème	88	38
le plus riche	90	28
Bénin	89	34

Source: Enquête des petits agriculteurs, IFPRI-LARES.

Tableau 2. Caractéristiques des planteurs de coton et des autres agriculteurs

	Planteurs de coton	Autres agriculteurs	Total
Taille du ménage	10,1	8,1	8,8
Rapport de dépendance	49	48	48
Superficie ensemencée (ha)	6,5	3,2	4,4
Taille de l'exploitation (ha)	5,3	2,3	3,3
Dépenses (FCFA/personne/année)	99 437	108 315	105 203
Part des produits alimentaires	57	56	57
Part de la production domestique	35	24	28
Pourcentage cultivant du coton	100	0	35
Zone cotonnière (ha)	2,3	0	0,8
Production de coton (kg)	2 559	0	897
Rendement du coton (kg/ha)	1 084		1 084
Ventes de coton (FCFA)	505 584	0	177 217
Mesures de la pauvreté			
P_0	0,37	0,42	0,40
P_1	0,095	0,103	0,100
P_2	0,033	0,037	0,036

Source: Enquête des petits agriculteurs, IFPRI-LARES.

Tableau 3. Incidence directe à court terme des baisses du prix du coton, par département

	Atacora	Atlantique	Borgou	Mono	Ouémé	Zou	Total
Dépenses par habitant							
Base	84 672	139 290	94 803	88 034	116 479	110 108	105,203
Baisse de 10%	83 559	139 290	90 455	87 547	116 414	106 115	103 388
Baisse de 20%	82 446	139 290	86 106	87 060	116 349	102 123	101 574
Baisse de 30%	81 333	139 290	81 758	86 573	116 284	98 130	99 759
Baisse de 40%	80 219	139 290	77 409	86 086	116 219	94 137	97 944
Incidence de la pauvreté (P_0)							
Base	0,54	0,14	0,44	0,50	0,44	0,33	0,40
Baisse de 10%	0,55	0,14	0,46	0,50	0,44	0,37	0,42
Baisse de 20%	0,56	0,14	0,53	0,50	0,44	0,43	0,44
Baisse de 30%	0,56	0,14	0,58	0,52	0,44	0,47	0,46
Baisse de 40%	0,57	0,14	0,62	0,53	0,44	0,50	0,48
Écart de pauvreté (P_1)							
Base	0,161	0,034	0,098	0,131	0,110	0,071	0,100
Baisse de 10%	0,166	0,034	0,114	0,134	0,110	0,081	0,106
Baisse de 20%	0,172	0,034	0,137	0,137	0,111	0,097	0,115
Baisse de 30%	0,178	0,034	0,167	0,140	0,111	0,118	0,126
Baisse de 40%	0,185	0,034	0,202	0,143	0,111	0,144	0,138
Sévérité de la pauvreté (P_2)							
Base	0,065	0,012	0,031	0,046	0,042	0,022	0,036
Baisse de 10%	0,068	0,012	0,039	0,048	0,042	0,025	0,038
Baisse de 20%	0,070	0,012	0,052	0,050	0,042	0,031	0,042
Baisse de 30%	0,074	0,012	0,071	0,052	0,042	0,041	0,049
Baisse de 40%	0,078	0,012	0,100	0,055	0,042	0,057	0,058

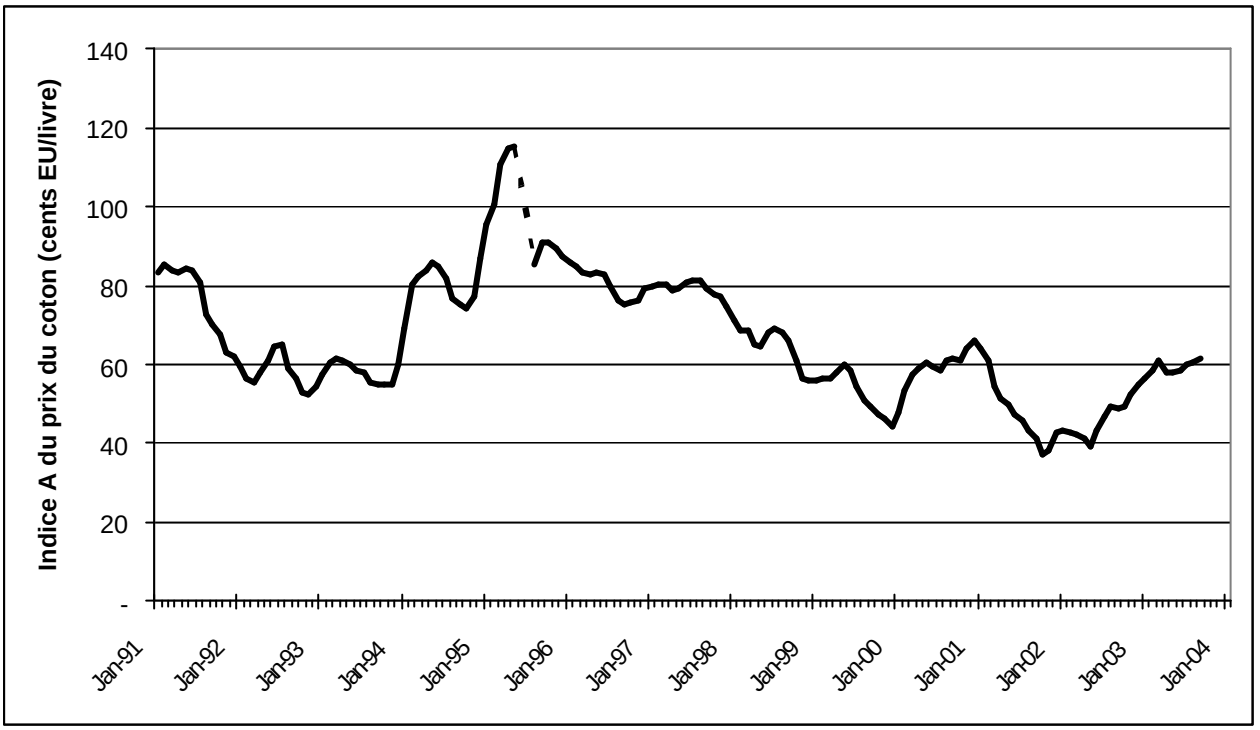
Source: Enquête des petits agriculteurs, IFPRI-LARES.

Tableau 4. Incidence directe à long terme d'une baisse de 40 pour cent des prix du coton, par département

	Atacora	Atlantique	Borgou	Mono	Ouémé	Zou	Total
Dépenses par habitant							
Base	84 672	139 290	94 803	88 034	116 479	110 108	105,203
e = 0	80 219	139 290	77 409	86 086	116 219	94 137	97 944
e = 0,5	80 665	139 290	79 149	86 280	116 245	95 734	98 670
e = 1,0	81 110	139 290	80 888	86 475	116 271	97 331	99 396
e = 1,5	81 555	139 290	82 627	86 670	116 297	98 928	100 122
Incidence de la pauvreté (P_0)							
Base	0,54	0,14	0,44	0,50	0,44	0,33	0,40
e = 0	0,57	0,14	0,62	0,53	0,44	0,50	0,48
e = 0,5	0,57	0,14	0,60	0,53	0,44	0,49	0,47
e = 1,0	0,57	0,14	0,59	0,52	0,44	0,48	0,47
e = 1,5	0,56	0,14	0,58	0,52	0,44	0,47	0,46
Écart de pauvreté (P_1)							
Base	0,161	0,034	0,098	0,131	0,110	0,071	0,100
e = 0	0,185	0,034	0,202	0,143	0,111	0,144	0,138
e = 0,5	0,182	0,034	0,188	0,142	0,111	0,133	0,133
e = 1,0	0,179	0,034	0,174	0,140	0,111	0,123	0,128
e = 1,5	0,177	0,034	0,161	0,139	0,111	0,113	0,123
Sévérité de la pauvreté (P_2)							
Base	0,065	0,012	0,031	0,046	0,042	0,022	0,036
e = 0	0,078	0,012	0,100	0,055	0,042	0,057	0,058
e = 0,5	0,077	0,012	0,088	0,054	0,042	0,050	0,054
e = 1,0	0,075	0,012	0,076	0,053	0,042	0,044	0,050
e = 1,5	0,073	0,012	0,067	0,052	0,042	0,039	0,047

Source: Enquête des petits agriculteurs, IFPRI-LARES.

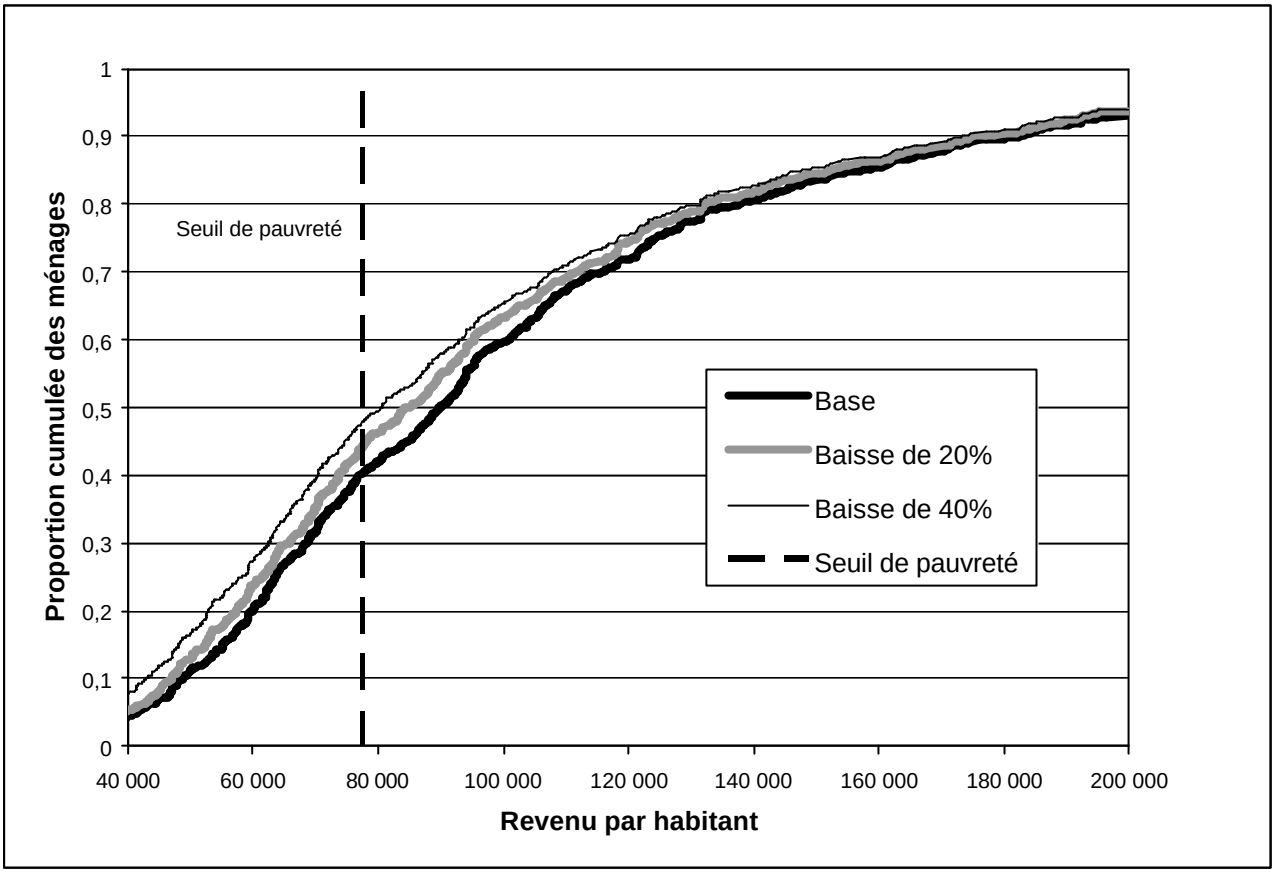
Graphique 1. Prix du coton en Europe du Nord (indice A)



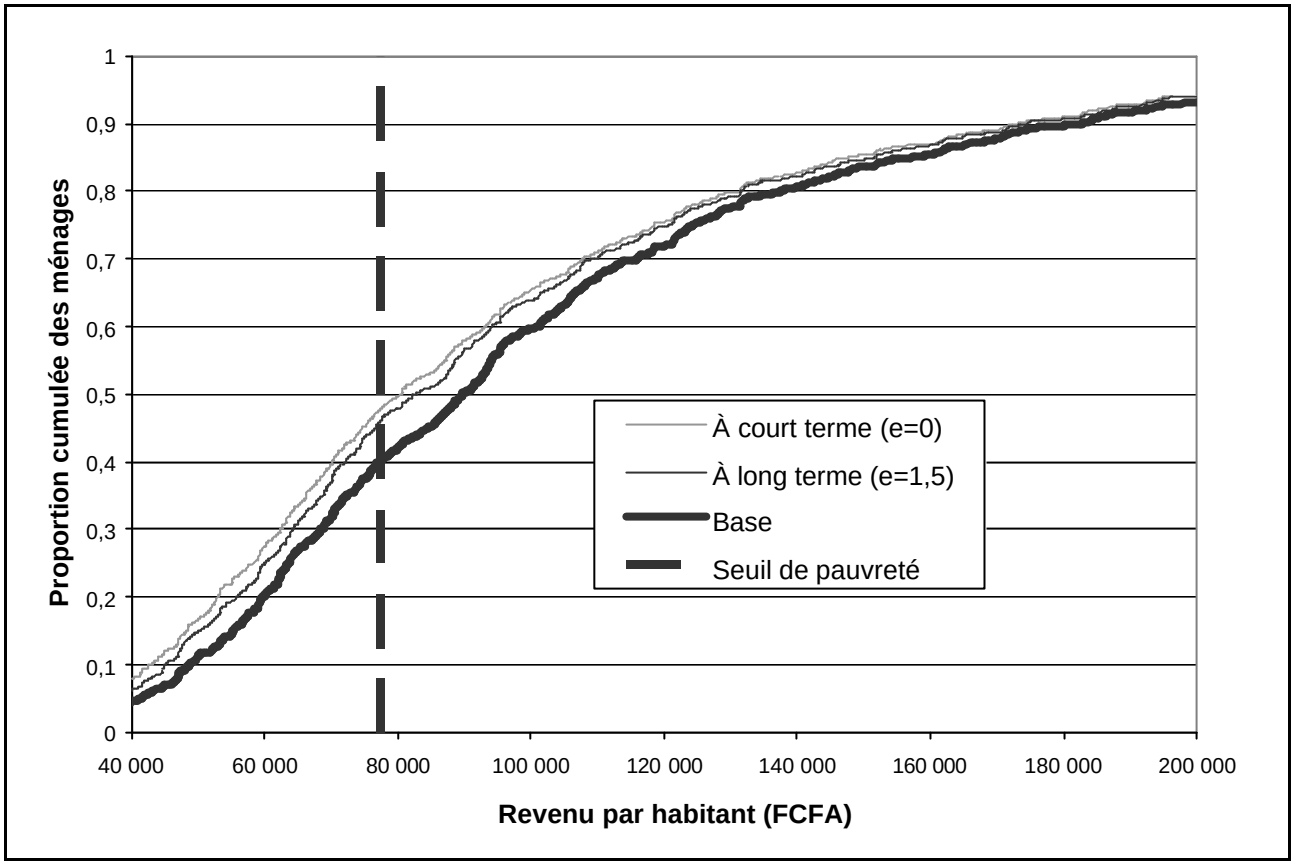
Source: USDA, 2002; USDA, 2001.

Note: L'indice A est la moyenne des cinq prix les plus bas du coton sur les marchés d'Europe du Nord pour le coton moyenne soie d'une longueur de fibre de 1 et 3/32 pouce. Pour juin et juillet 1995, aucune cotation de l'indice A n'a été établie; la ligne en pointillé représente une interpolation linéaire simple.

Graphique 2. Incidence à court terme des baisses du prix du coton sur la répartition cumulée des revenus



Graphique 3. Incidence à long terme d'une baisse de 40 pour cent des prix du coton sur la répartition cumulée des revenus



ANNEXE E-5

COMMUNICATION COMPLÉMENTAIRE DU CANADA EN TANT QUE TIERCE PARTIE

3 octobre 2003

L'intérêt systémique du Canada en l'espèce réside dans l'interprétation des dispositions de l'article 13 et de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*, dans la mesure où elles concernent certaines mesures de soutien interne des États-Unis. Il réside aussi dans l'interprétation des dispositions de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Accord SMC* relatives aux subventions à l'exportation, dans la mesure où elles concernent les programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis.

Pour ce qui est des mesures de soutien interne des États-Unis, si le Groupe spécial acceptait les éléments de preuve présentés par le Brésil, il constaterait que les versements PFC et les versements directs des États-Unis ne répondent pas aux critères spécifiques suivant les politiques qui sont énoncés au paragraphe 6 de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*. Il devrait aussi considérer les versements anticycliques aux producteurs de coton upland des États-Unis comme étant un "soutien pour un produit spécifique" au sens de l'article 13 b) ii) de l'Accord.

Pour ce qui est des garanties de crédit à l'exportation des États-Unis, si le Groupe spécial constatait que les programmes accordent des subventions à l'exportation au sens de l'article 1 e) de l'*Accord sur l'agriculture*, alors il constaterait aussi que les États-Unis ont violé les articles 8 et 10:1, tout au moins en ce qui concerne les exportations de coton upland. À cet égard, le Groupe spécial devrait confirmer que ni l'*Accord sur l'agriculture* ni l'*Accord SMC* ne contient d'exemption concernant quelque subvention que ce soit des États-Unis sous forme de garantie de crédit à l'exportation dont l'existence aura été constatée en l'espèce.

Le Canada n'a aucune autre observation à communiquer au Groupe spécial à ce stade de la procédure.

ANNEXE E-6

COMMUNICATION COMPLÉMENTAIRE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

3 octobre 2003

TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction 61

2. Sens du mot "notable" figurant à l'article 6.3 c) de l'Accord SMC 61

3. Effets continus de subventions récurrentes 62

4. Part du marché mondial au sens de l'article 6.3 d) 63

5. Menace de dommage 64

6. Allégations en soi 66

1. Introduction

1. Les Communautés européennes (les "CE") soumettent la présente communication en raison de leur intérêt systémique dans l'interprétation correcte de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (l'"*Accord SMC*"), de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le "GATT").

2. La présente communication expose les vues des CE au sujet de la communication complémentaire du Brésil du 9 septembre 2003. En raison de la brièveté du délai fixé pour les tierces parties, elle ne porte pas sur la communication complémentaire présentée par les États-Unis le 30 septembre 2003. Les CE ont l'intention de présenter leurs observations concernant la communication des États-Unis au cours de la réunion avec le Groupe spécial.

3. Beaucoup de questions soulevées dans la communication complémentaire du Brésil concernent des points factuels au sujet desquels les CE ne sont pas en mesure de formuler des observations. En conséquence, elles se limiteront à exposer leurs vues au sujet d'un certain nombre de questions d'interprétation juridique auxquelles elles attachent une importance particulière. Plus précisément, elles feront valoir dans la présente communication:

- que pour évaluer le caractère "notable" de la dépression des prix ou de l'empêchement des hausses de prix au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, seule leur incidence sur les producteurs touchés est pertinente;

- que le Brésil ne peut pas se plaindre des effets continus de subventions récurrentes tout en comptabilisant au titre des charges le montant intégral de ces subventions pour l'année pendant laquelle elles ont été accordées;

- que l'expression "part du marché mondial" figurant à l'article 6.3 d) de l'*Accord SMC* inclut aussi le marché du Membre qui accorde la subvention;

- que le simple fait qu'une subvention ne fait pas l'objet de "limitations préétablies" n'est pas suffisant pour une constatation de l'existence d'une "menace de préjudice grave";

- que les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* ne prohibent pas en soi une législation imposant des subventions qui créent une menace de préjudice grave "dans certaines circonstances".

4. Les CE se réservent le droit d'aborder d'autres questions soulevées dans la communication complémentaire du Brésil pendant la réunion avec le Groupe spécial.

2. Sens du mot "notable" figurant à l'article 6.3 c) de l'Accord SMC

5. Le Brésil fait valoir que, pour évaluer le caractère "notable" de la dépression des prix ou de l'empêchement des hausses de prix aux fins de l'article 6.3 c), il convient de tenir compte de leur incidence non seulement sur les producteurs touchés, mais aussi sur le gouvernement du Membre plaignant. Plus précisément, le Brésil soutient ce qui suit:

> Le gouvernement d'un pays en développement qui rencontre des problèmes de réserves en devises ou des problèmes budgétaires peut juger que la perte de devises ou de recettes fiscales venant des producteurs nationaux est notable même si le niveau de l'empêchement des hausses de prix est relativement faible. À cet égard, le montant des pertes de recettes effectives et potentielles subies par un Membre plaignant du fait

> d'un empêchement des hausses de prix peut être un élément de preuve indiquant le caractère notable de l'empêchement des hausses de prix.[1]

6. Les CE contestent cette interprétation. Comme le Brésil l'a fait valoir à juste titre ailleurs dans sa communication[2], l'existence d'un préjudice grave doit être présumée chaque fois qu'il est établi que la subvention a pour effet, entre autres choses, de déprimer les prix ou d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable, sans qu'il soit nécessaire de montrer, en tant que prescription additionnelle et séparée, qu'une telle dépression des prix ou qu'un tel empêchement des hausses de prix cause un préjudice grave à l'intérêt du Membre visé. Or l'interprétation du Brésil revient à donner une lecture du terme "notable" qui inclut une telle prescription séparée.

7. Dans le rapport *Indonésie – Automobiles*, que le Brésil a cité en l'approuvant, le Groupe spécial a estimé ce qui suit:

> Le terme "notable" n'est pas défini mais l'inclusion de ce qualificatif dans l'article 6.3 c) avait vraisemblablement pour objet de faire en sorte que des marges de sous-cotation trop modestes pour pouvoir affecter de façon tangible les fournisseurs du produit importé par rapport auquel il y a sous-cotation du prix ne soient pas considérées comme donnant lieu à un préjudice grave ...[3]

8. L'interprétation ci-dessus tient compte seulement des effets de la sous-cotation des prix sur les résultats des producteurs nationaux de la partie plaignante, à l'exclusion de tous effets indirects sur les recettes de l'État. De la même façon, dans les cas où le préjudice grave prend la forme d'un empêchement des hausses de prix ou d'une dépression des prix, son caractère notable devrait être évalué seulement par rapport aux producteurs touchés.

9. En tout état de cause, les CE rejettent la suggestion du Brésil selon laquelle le seuil servant à établir l'existence d'un préjudice grave devrait être plus bas quand la partie plaignante est un pays en développement Membre. L'article 6.3 c) n'est pas une disposition sur le traitement spécial et différencié. Il n'existe aucune base permettant de donner des sens différents au terme "notable" selon l'identité des parties à un différend.

3. Effets continus de subventions récurrentes

10. Le Brésil allègue que les effets des subventions versées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 continuent après leur versement. Plus précisément, selon le Brésil, en fournissant aux agriculteurs une source de revenus importante, ces versements entraînent un accroissement de l'investissement et de la production.

11. Les CE ont du mal à comprendre quelle idée le Brésil cherche à défendre, pour autant qu'il cherche à en défendre une. Le Brésil ne semble pas faire valoir qu'une partie de l'avantage conféré par les subventions accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 devrait être échelonnée sur les années suivantes. Cette position s'écarterait de la pratique usuelle de la plupart des autorités responsables des droits compensateurs, qui est de considérer que les subventions récurrentes doivent, en principe, être réputées "comptabilisées au titre des charges" pendant la période où elles sont versées. De même, dans le rapport du Groupe d'experts informel sur l'article 6.1 a) de l'*Accord SMC*, il est recommandé que les subventions soient comptabilisées au titre des charges plutôt qu'échelonnées à moins: 1) que la subvention ait un objectif lié à l'acquisition d'actifs fixes; 2) qu'il s'agisse d'une subvention non récurrente ou importante; 3) que la subvention soit destinée à une

---

[1] Communication du Brésil, paragraphe 96.
[2] *Ibid.*, paragraphes 437 à 443.
[3] Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, WT/DS54/R, paragraphe 14.254.

production future; 4) que la subvention consiste en une participation au capital social; ou 5) que la subvention soit reportée sur l'exercice postérieur dans les registres comptables du bénéficiaire.[4]

12. Ailleurs dans sa communication, le Brésil semble avoir comptabilisé au titre des charges le montant total des subventions versées pendant chaque campagne de commercialisation pour cette campagne de commercialisation, plutôt que de l'avoir échelonné sur un certain nombre de campagnes de commercialisation. Le Brésil ne peut pas jouer sur les deux tableaux. S'il considère qu'une partie de l'avantage devrait être échelonnée sur les campagnes de commercialisation ultérieures, il devrait justifier cette position à la lumière des critères énoncés ci-dessus et indiquer au Groupe spécial un échelonnement détaillé. Il devrait en outre déduire les montants échelonnés sur les campagnes ultérieures des montants annuels pour la période 1999-2001, afin d'éviter tout "double comptage" des avantages. Il est inutile de dire qu'ainsi, il aurait plus de difficultés à établir que les subventions versées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001 ont causé un préjudice grave pendant cette période.

13. En tout état de cause, si le Brésil allègue que les subventions continuent d'avoir des effets après les campagnes de commercialisation 1999-2001, les effets continus allégués (accroissement de l'investissement et de la production) n'équivalent pas à eux seuls à un "préjudice grave" au sens de l'article 5. Le Brésil n'a pas expliqué, et encore moins prouvé, comment ces effets se sont transformés en l'une des catégories de "préjudice grave" décrites à l'article 6.3 après 2001.

4. Part du marché mondial au sens de l'article 6.3 d)

14. Le Brésil soutient que l'expression "part du marché mondial" figurant à l'article 6.3 d) de l'*Accord SMC* signifie "part du marché mondial d'exportation".[5] Les CE ne voient pas sur quoi se fonde cette affirmation. Le sens ordinaire de l'expression "marché mondial" est la somme de tous les marchés géographiques du produit considéré, y compris le marché intérieur du Membre qui accorde la subvention.

15. Cette interprétation est étayée par le contexte. Comme le montre l'alinéa a) de l'article 6.3, la notion de "préjudice grave" peut inclure aussi le préjudice subi sur le marché du Membre qui accorde la subvention. Il n'y a donc aucune raison d'exclure de l'analyse au titre de l'alinéa d) les effets d'une subvention sur ce marché.

16. L'expression "part du marché mondial" peut être opposée à l'expression "part … du commerce mondial d'exportation" qui est utilisée à l'article XVI:3 du GATT. Si les rédacteurs de l'article 6.3 d) avaient voulu dire "part du marché mondial d'exportation", comme le fait valoir le Brésil, ils auraient certainement utilisé les mêmes termes que ceux de l'article XVI:3. En outre, dans le contexte de l'article XVI:3, il est parfaitement logique d'utiliser comme point de repère la "part du marché mondial d'exportation" car cette disposition porte exclusivement sur les subventions à l'exportation, qui n'ont aucun effet direct sur le marché intérieur du Membre qui accorde la subvention. En revanche, les disciplines relatives au "préjudice grave" définies aux articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* s'appliquent également aux subventions à l'exportation et aux subventions intérieures et, en pratique, sont censées viser essentiellement les effets de ces dernières, étant donné que les subventions à l'exportation sont prohibées en vertu de l'article 3 (sauf les cas où elles sont accordées en conformité avec l'*Accord sur l'agriculture* ou avec l'article 27 de l'*Accord SMC*).

[4] Rapport du Groupe d'experts informel au Comité des subventions et des mesures compensatoires, 25 juillet 1997, G/SCM/W/415, paragraphes 5 à 12.

[5] Communication du Brésil, paragraphe 265.

5. Menace de dommage

17. Le Brésil énonce deux critères juridiques pour l'analyse de l'existence d'une menace de préjudice grave. Selon le premier critère, il y a menace de préjudice grave chaque fois que "la législation et la pratique relatives à l'octroi de subventions ne fixent pas de limite effective pour ce qui est du volume des exportations ou de la production nationale pouvant bénéficier de subventions".[6] Le Brésil soutient que ce critère peut être "dégagé" de deux rapports de groupes spéciaux du GATT sur les affaires *CE – Sucre* et du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – FSC*.[7]

18. Pour les raisons indiquées ci-dessous, les CE estiment que, si le fait qu'une subvention ne fait pas l'objet de "limitations préétablies" est certainement un facteur à prendre en compte quand on examine l'existence d'une menace de préjudice grave, il n'est pas nécessairement déterminant.

19. Il est contestable de se référer sur ce point aux deux rapports du GATT sur les affaires *CE - Sucre*. Aucun des groupes spéciaux n'a tenté de donner une interprétation généralement applicable de la notion de "menace de préjudice grave". Les constatations citées par le Brésil ne sont que de simples affirmations, sans aucun raisonnement à l'appui. En outre, d'autres passages des rapports indiquent que les deux groupes spéciaux ont estimé que le fait que des subventions étaient disponibles sans limite ne pouvait pas, à lui seul, être une cause de préjudice grave. Ainsi, le Groupe spécial *CE – Sucre (Australie)* a indiqué ce qui suit:

> Le Groupe spécial a estimé que, les exportateurs communautaires de sucre donnant le ton au marché mondial du sucre blanc puisqu'ils couvrent traditionnellement plus de la moitié du marché mondial du sucre raffiné, le fait que des excédents communautaires exportables de sucre étaient disponibles, conjugué à la possibilité de puiser dans des ressources non limitées pour payer des restitutions à l'exportation, a bien pu avoir un effet dépressif sur les prix mondiaux aussi bien du sucre blanc que du sucre brut.[8]

De même, le Groupe spécial *CE – Sucre (Brésil)* a indiqué ce qui suit:

> Le Groupe spécial a conclu que, vu la quantité de sucre communautaire exportable avec des restitutions maximales et les ressources non limitées disponibles pour financer les restitutions à l'exportation, le système communautaire d'octroi de restitutions à l'exportation de sucre avait été appliqué d'une façon qui, dans la situation particulière du marché existant en 1978 et 1979, avait contribué à déprimer les cours du sucre sur le marché mondial, et que cela avait constitué un préjudice sérieux aux intérêts brésiliens au sens de l'article XVI:1.[9]

20. Les passages cités ci-dessus donnent à entendre que les deux groupes spéciaux ont estimé que le fait que les subventions des CE étaient disponibles sans limite était une cause de préjudice grave seulement parce que, associé à l'existence d'une offre de sucre dans les CE et à la "situation particulière" qui existait en 1978 et 1979, il avait eu pour effet de déprimer les prix. Il s'ensuit qu'à moins que des circonstances identiques ou analogues aient aussi été présentes ou imminentes en l'espèce, la simple disponibilité de subventions ne pourrait pas être considérée comme créant, en tant que telle, une menace de préjudice grave.

---

[6] Communication du Brésil, paragraphe 301.
[7] *Ibid.*
[8] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Restitutions à l'exportation de sucre (Australie)*, IBDD, S26/317, paragraphe 4.31.
[9] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Restitutions à l'exportation de sucre (Brésil)*, IBDD, S27/74, V f).

21. Les arguments du Brésil fondés sur l'affaire *États-Unis – FSC* sont aussi sans fondement. Contrairement aux articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*, l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture* n'est pas assujetti à un critère des "effets sur le commerce". Il prohibe toutes subventions à l'exportation non visées à l'article 9 qui dépassent, ou menacent de dépasser, les engagements de réduction d'un Membre (sur le plan des dépenses budgétaires ou des volumes exportés), quels que soient les effets de la subvention sur le commerce. En revanche, les articles 5 et 6 ne prévoient aucune limitation concernant le volume ou la valeur des subventions. Ils prohibent plutôt l'octroi de subventions dans la mesure où elles ont certains "effets défavorables" pour les intérêts d'un autre Membre. La question de savoir si une subvention a ou non de tels effets dépendra non seulement du montant de la subvention ou du volume des marchandises subventionnées, mais aussi d'autres circonstances. C'est pourquoi le simple fait qu'une subvention ne fait pas l'objet de "limitations préétablies" n'est pas une raison suffisante pour conclure qu'elle menace de causer un préjudice grave.

22. Le Brésil paraît accepter l'opinion selon laquelle les éléments d'une menace de préjudice grave sont les mêmes que ceux d'un cas de préjudice grave, la seule différence étant "qu'en cas de préjudice grave, tous les éléments existent déjà, alors qu'en cas de menace de préjudice grave, tous les éléments ne se sont pas encore nécessairement concrétisés".[10] Pourtant, cette opinion ne peut être conciliée avec le premier critère du Brésil. L'article 6 de l'*Accord SMC* indique clairement que l'existence d'un "préjudice grave" ne peut pas être établie au moyen du seul examen de la valeur de la subvention (si l'on exclut la présomption énoncée à l'article 6.1 a) qui n'est plus opérationnelle) ou du volume des marchandises subventionnées en chiffres absolus (par opposition à leur part du marché). Par conséquent, une détermination de l'existence d'une menace de préjudice grave ne peut pas non plus être fondée sur ces seuls facteurs.

23. Les CE considèrent que l'article 15.7 de l'*Accord SMC* donne un contexte pertinent pour l'interprétation de la notion de "menace de préjudice grave". Le "dommage [causé] à une branche de production nationale" et le "préjudice grave" sont tous deux des "effets défavorables" au sens de l'article 5. Il n'y a aucune raison valable pour laquelle le seuil servant à établir l'existence d'une "menace de dommage" devrait être plus élevé que le seuil servant à établir l'existence d'une "menace de préjudice grave". Les CE estiment donc que les prescriptions énoncées à l'article 15.7 de l'*Accord SMC* doivent être réputées implicites dans la notion de "menace de préjudice grave". En conséquence, une détermination de l'existence d'une menace de préjudice grave, comme une détermination de l'existence d'un dommage, doit "se fonder[ ] sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités". De même, le "changement de circonstances" pertinent doit être "nettement prévu et imminent".

24. Comme l'a rappelé le Brésil, l'article 15.7 i) de l'*Accord SMC* dispose que la "nature de la ou des subventions en question et [les] effets qu'elles auront probablement sur le commerce" est l'un des facteurs qui devraient être examinés aux fins d'une détermination de l'existence d'une menace de dommage.[11] Les CE reconnaissent que c'est aussi l'un des facteurs qui devraient être examinés aux fins d'une détermination de l'existence d'une menace de préjudice grave. Mais ce n'est pas le seul facteur pertinent. Le Brésil passe sous silence la dernière phrase de l'article 15.7, qui dispose qu'un seul des facteurs énumérés dans cette disposition "ne constituera pas nécessairement une base de jugement". En revanche, "la totalité des facteurs considérés doit amener à conclure que d'autres exportations subventionnées sont imminentes et qu'un dommage important se produirait à moins que des mesures de protection ne soient prises". Cela confirme que, si l'absence de "limitations préétablies" est un facteur pertinent, il n'est pas nécessairement déterminant.

25. Le Brésil fait valoir en outre que les autres facteurs énumérés à l'article 15.7 "ne sont pas directement pertinents pour un cas de menace de préjudice grave car ils concernent la situation dans

[10] Communication du Brésil, paragraphe 304.
[11] *Ibid*., paragraphe 302.

laquelle les importations nuiraient à la branche de production nationale dans le pays importateur".[12] Cela est naturellement correct. Toutefois, l'article 15.7 donne à entendre que des facteurs analogues peuvent être pertinents pour une détermination de l'existence d'un préjudice grave. Par exemple, les facteurs suivants pourraient être pertinents pour établir l'existence d'un préjudice grave sur un marché d'exportation:

- un taux d'accroissement notable des exportations subventionnées sur le marché d'exportation;
- une capacité de l'exportateur disponible suffisamment librement, ou une augmentation imminente et substantielle de la capacité de l'exportateur, qui dénote la probabilité d'une augmentation substantielle des exportations subventionnées, compte tenu de l'existence d'autres marchés d'exportation pouvant absorber des exportations additionnelles;
- des exportations subventionnées entrant sur le marché d'exportation à des prix qui auront pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de ces prix et accroîtraient probablement la demande de nouvelles importations; et
- les stocks du produit faisant l'objet de l'enquête.

26. En résumé, les CE estiment que, si le fait qu'une subvention ne fait pas l'objet de "limitations préétablies" pour ce qui est de la valeur des subventions ou du volume des marchandises subventionnées est un facteur pertinent pour établir l'existence d'une menace de préjudice grave, il n'est pas nécessairement déterminant. D'autres facteurs, y compris en particulier des facteurs analogues à ceux qui sont énumérés à l'article 15.7 ii) à v) de l'*Accord SMC*, peuvent aussi être pertinents et devraient également être examinés.

6. Allégations en soi

27. Le Brésil allègue que la législation des États-Unis conférant les subventions en cause en l'espèce est incompatible en soi avec l'article 5 c) de l'*Accord SMC* et l'article XVI:3 du GATT parce qu'elle *impose* le versement de subventions qui créeront nécessairement une menace de préjudice grave *dans certaines circonstances*. Cette allégation repose sur la supposition selon laquelle:

> Il est établi en vertu du droit de l'OMC qu'un Membre peut contester les mesures d'un autre Membre en soi quand ces mesures imposent, dans certaines circonstances, un manquement aux obligations contractées par ce Membre dans le cadre de l'OMC.[13]

28. L'affirmation ci-dessus ne figure cependant nulle part dans l'Accord sur l'OMC et, comme elles l'ont déjà indiqué dans leur première communication[14], les CE en contestent la validité. Il est vrai que certains groupes spéciaux ont adopté cette position sur la base d'une interprétation erronée du rapport du Groupe spécial *États-Unis – Fonds spécial*. D'autres groupes spéciaux ont toutefois eu une opinion contraire, ou tout au moins plus nuancée.[15] En particulier, le Groupe spécial *États-Unis – Article 301* a fait observer ce qui suit:

---

[12] *Ibid*., paragraphe 303.
[13] Communication du Brésil, paragraphe 417.
[14] Première communication des CE en tant que tierce partie, paragraphes 4 à 7.
[15] Voir par exemple le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS212/R, paragraphe 7.123:

> [N]ous estimons que le fait de trancher la question de savoir quel type de lois, *dans l'abstrait*, peut constituer un manquement aux obligations au regard de l'OMC ne présente pas d'intérêt dans le cadre de l'examen du type d'allégations dont nous sommes saisis. À notre avis, la méthode indiquée dans des affaires comme celle-ci consiste à examiner avec soin la nature de l'obligation en cause et à évaluer la mesure en question à la lumière de cet examen. Après avoir interprété correctement l'obligation spécifique en cause, la question qui se pose est celle de savoir si la prohibition frappe uniquement les lois nationales impératives ou si elle frappe également les lois nationales discrétionnaires. Nous rejetons la thèse selon laquelle il n'y aurait qu'une seule règle inflexible applicable à l'ensemble de la législation nationale. Après tout, est-il si peu vraisemblable que les concepteurs de l'Accord sur l'OMC, dans leur sagesse, aient élaboré des obligations qui rendraient illégales jusqu'aux lois discrétionnaires et élaboré d'autres obligations prohibant uniquement les lois impératives? La question de savoir si l'article 304 contrevient ou non à l'article 23 dépend donc, d'abord et avant tout, des obligations précises énoncées à l'article 23.[16]

29. L'Organe d'appel ne s'est pas encore prononcé clairement sur cette question. Ainsi, dans l'affaire *États-Unis – Loi de 1916*, qui est parfois citée à tort comme approuvant le principe invoqué par le Brésil, il a dit ce qui suit:

> ... la Loi de 1916 n'est à l'évidence pas une législation dispositive, tel que ce terme a été interprété aux fins de la distinction entre législation impérative et législation dispositive. Par conséquent, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner, en l'espèce, si l'article 18.4, ou une autre disposition de l'*Accord antidumping*, a remplacé ou modifié la distinction entre législation impérative et législation dispositive.[17]

30. L'Organe d'appel a été encore plus prudent dans une affaire ultérieure, *États-Unis – Plomb et Bismuth II*, où il a indiqué ce qui suit:

> Nous n'excluons pas, par implication, la possibilité qu'un Membre puisse manquer à ses obligations dans le cadre de l'OMC en promulguant une législation qui accorde à ses autorités le pouvoir discrétionnaire d'agir en violation de ses obligations dans le cadre de l'OMC. Nous ne formulons aucune constatation à cet égard.[18]

31. Les CE estiment, comme le Groupe spécial *États-Unis – Article 301*, que la question de savoir si une législation *dispositive* peut ou non être contestée dépend des obligations spécifiques prescrites par chaque disposition de l'Accord sur l'OMC. Ainsi, par exemple, on peut faire valoir que l'article XI:1 du GATT prohibe non seulement une législation impérative, mais aussi une législation qui autorise expressément le pouvoir exécutif à appliquer une restriction à l'importation dans des

---

> Même si seule une législation qui prescrit un manquement à des obligations dans le cadre de l'OMC peut être incompatible avec les règles de l'OMC, nous sommes d'avis que l'existence d'une certaine forme de pouvoir discrétionnaire de l'exécutif ne suffit pas à elle seule pour rendre une loi compatible *prima facie* avec les règles de l'OMC; ce qui importe c'est la question de savoir si les pouvoirs publics ont la faculté discrétionnaire effective d'interpréter et d'appliquer la législation du pays d'une manière compatible avec les règles de l'OMC.

[16] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur*, WT/DS152/R, paragraphe 7.53. [note de bas de page omise]

[17] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi antidumping de 1916*, WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R, paragraphe 99.

[18] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS212/AB/R, note de bas de page 334.

circonstances bien spécifiées, car une telle autorisation, à elle seule, peut avoir pour effet de décourager les importations.

32. Pour les mêmes raisons, ce serait une erreur de supposer, comme le fait le Brésil, qu'une législation imposant une action qui entraînerait une violation d'une disposition de l'OMC *dans certaines circonstances* est nécessairement incompatible avec cette disposition. Comme le montre la présente affaire, cette notion aurait des résultats absurdes et inacceptables une fois appliquée à des dispositions de l'OMC qui, comme l'article 5 c) de l'*Accord SMC* et l'article XVI:3 du GATT, comprennent un critère des "effets sur le commerce". Les CE estiment, encore une fois, que la question de savoir si une législation qui impose une violation *dans certaines circonstances* peut ou non être contestée en soi dépendra des obligations spécifiques prescrites par la disposition de l'OMC en cause.

33. On néglige souvent le fait que dans l'affaire *États-Unis – Fonds spécial*, le Groupe spécial a justifié sa constatation selon laquelle la législation fiscale en cause pouvait être contestée, même si elle n'était pas entrée en vigueur, en indiquant que l'article III du GATT ne portait pas sur le volume des échanges, mais plutôt sur les possibilités de concurrence[19]:

> Le Groupe spécial a noté que les États-Unis avaient élevé des objections à l'examen d'une taxe qui ne devait entrer en vigueur que le 1er janvier 1989 et qui, du fait qu'elle n'avait pas d'effet immédiat sur le commerce et, par conséquent, n'annulait ni ne compromettait aucun avantage, était hors du champ d'application de l'article XXIII. [...]
>
> [...] L'élimination générale des restrictions quantitatives prévue par l'article XI, que le Groupe spécial sur les mesures appliquées par le Japon aux importations de cuirs a examinée, et les prescriptions de l'article III en matière de traitement national ... ont essentiellement la même raison d'être: protéger le rapport compétitif que les parties contractantes s'attendent à voir maintenir entre leurs produits et ceux des autres parties contractantes. Ces deux articles ne visent pas seulement à protéger les échanges courants, mais aussi à créer les conditions de prévisibilité nécessaires pour planifier les échanges futurs. Cet objectif ne saurait être atteint si les parties contractantes n'ont pas la possibilité de mettre en cause des législations existantes rendant obligatoires des mesures incompatibles avec l'Accord général tant que les textes administratifs d'application ne sont pas effectivement appliqués à leur commerce. Tout comme il a été reconnu que l'existence même d'un règlement prévoyant l'application d'un contingent, sans que celui-ci limite des importations données, contrevenait au paragraphe 1 de l'article XI, il convient de considérer l'existence même d'une législation impérative prévoyant l'imposition d'une taxe intérieure, sans qu'elle soit appliquée à un produit importé donné, comme relevant de la première phrase du paragraphe 2 de l'article III. ...

34. C'est aussi une erreur commise fréquemment que de supposer que, comme les articles III ou IX du GATT, toutes les autres dispositions de l'OMC concernent les possibilités de concurrence. Certaines dispositions de l'OMC ne concernent toutefois pas les possibilités de concurrence mais les effets sur le commerce. L'article 5 c) de l'*Accord SMC* et l'article XVI:3 du GATT relèvent de cette catégorie. Ils prohibent l'octroi de subventions uniquement dans la mesure où les subventions causent des "effets défavorables" sous la forme d'un "préjudice grave". De tels effets doivent être effectifs ou à l'état de menace, pas simplement théoriques.

---

[19] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Taxes sur le pétrole et certains produits d'importation*, IBDD, S34/154, 181, paragraphes 5.2.1 et 5.2.2.

35. Le critère "impératif" invoqué par le Brésil entraînerait la création d'une troisième catégorie d'effets défavorables prohibés, s'ajoutant au préjudice grave effectif et à la menace de préjudice grave, qui n'est mentionnée nulle part à l'article 5 c): la simple possibilité d'une menace de préjudice grave *dans certaines circonstances*. En outre, en conséquence, l'interprétation du Brésil rendrait redondantes les deux catégories d'effets qui sont mentionnées à l'article 5 c). Comme il a été indiqué plus haut, la menace de préjudice grave doit être *imminente* et *prévisible*. Or, selon l'interprétation du Brésil, il suffirait, pour établir une violation en soi, de montrer que la législation en cause impose une action qui crée une menace de préjudice grave *dans certaines circonstances*, aussi lointaine que soit la probabilité de voir de telles circonstances se matérialiser un jour. Par exemple, selon l'interprétation du Brésil, il suffirait de montrer que la législation impose le versement de subventions qui créeront une menace de préjudice grave dans une situation purement hypothétique dans laquelle les prix mondiaux tomberaient à un niveau extrêmement faible, même si la probabilité de voir les prix tomber effectivement à un tel niveau est négligeable en pratique.

36. En résumé, l'allégation en soi du Brésil est une tentative ingénieuse mais peu judicieuse qui vise à contourner les prescriptions de l'article 5 c) de l'*Accord SMC* et que le Groupe spécial devrait rejeter.

ANNEXE E-7

COMMUNICATION COMPLÉMENTAIRE DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

3 octobre 2003

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION 71

II. PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL 71

1. Les subventions des États-Unis ont pour effet d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix 72

i) Interprétation de l'article 6.3 c) 74
a) "Notable" 76
b) Période pour démontrer les effets de causalité 78

2. Les subventions des États-Unis se traduisent par un accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis 79

3. Les États-Unis détiennent "plus qu'une part équitable" du commerce mondial d'exportation du coton upland 79

4. Questions relatives à des subventions particulières des États-Unis 80

i) Versements au titre de prêts à la commercialisation 80
ii) Versements au titre du programme Step 2 80
iii) Versements d'aide pour perte de parts de marché/versements anticycliques 81

III. MENACE DE PRÉJUDICE GRAVE 81

IV. PROGRAMMES DE GARANTIE DU CRÉDIT À L'EXPORTATION 83

V. CONCLUSION 83

I. INTRODUCTION

1.01 Bien que la Nouvelle-Zélande ne soit pas un producteur ni un exportateur de coton, elle a un intérêt systémique à assurer la préservation de l'intégrité d'importantes disciplines de l'OMC applicables au commerce des produits agricoles et s'est donc associée au présent différend en tant que tierce partie. Comme elle l'a indiqué dans sa première communication au Groupe spécial[1], la Nouvelle-Zélande est soucieuse d'assurer que les Membres puissent utiliser leurs droits au titre de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (l'"*Accord SMC*") et du GATT de 1994 pour entreprendre une action en ce qui concerne des mesures de soutien interne et des subventions à l'exportation dans les cas où les prescriptions de la "clause de paix" n'ont pas été respectées.

1.02 La Nouvelle-Zélande pense que le Brésil a démontré que la "clause de paix" n'a pas été respectée en ce qui concerne le soutien interne et les subventions à l'exportation accordés par les États-Unis pour le coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999, 2000, 2001 et 2002, et que par conséquent le Brésil est en droit de formuler des allégations concernant des subventions pouvant donner lieu à une action et prohibées à l'encontre des États-Unis au titre du GATT de 1994 et de l'*Accord SMC*.

1.03 Dans la communication complémentaire qu'il a adressée au Groupe spécial[2], le Brésil a présenté les éléments juridiques et factuels sur la base desquels le Groupe spécial devrait conclure que les subventions des États-Unis causent ou menacent de causer un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens des articles 5 c), 6.3 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC* et constituent une violation de l'article XVI du GATT. La Nouvelle-Zélande considère donc que le Groupe spécial devrait formuler les constatations et recommandations demandées par le Brésil.

1.04 La présente communication traite des questions soulevées dans les communications complémentaires du Brésil et des États-Unis[3] et devrait être lue conjointement avec la première communication de la Nouvelle-Zélande. Comme le Groupe spécial l'a reconnu dans sa communication du 24 septembre 2003, la Nouvelle-Zélande n'a eu que peu de temps pour examiner la communication complémentaire des États-Unis et se réserve donc le droit de présenter dans la déclaration orale qu'elle fera au Groupe spécial le 8 octobre 2003 d'autres arguments que ceux qu'elle avance dans la présente communication écrite

II. PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL

2.01 Le Brésil a démontré que les subventions des États-Unis[4] causaient un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens des articles 5c), 6.3 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC* et constituaient une violation de l'article XVI du GATT.

2.02 Le Brésil a démontré que les subventions accordées par les États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002:

---

[1] *États-Unis - Subventions concernant le coton upland*, communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, 15 juillet 2003 ("première communication de la Nouvelle-Zélande").

[2] *États-Unis - Subventions concernant le coton upland*, communication complémentaire du Brésil au Groupe spécial, 9 septembre 2003 ("communication complémentaire du Brésil").

[3] *États-Unis - Subventions concernant le coton upland*, communication complémentaire des États-Unis d'Amérique, 30 septembre 2003 ("communication complémentaire des États-Unis").

[4] La Nouvelle-Zélande emploie ce terme tel qu'il est employé par le Brésil dans sa communication complémentaire (paragraphe 7). Le Brésil a donné des détails sur ces programmes dans sa première communication au Groupe spécial concernant la "clause de paix" et les allégations non relatives à la "clause de paix", 24 juin 2003 ("première communication écrite du Brésil"), paragraphes 45 à 106.

- empêchaient actuellement dans une mesure notable des hausses de prix[5] sur le marché mondial et sur le marché brésilien ainsi que sur les marchés où les producteurs brésiliens exportent, au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*;

- avaient eu pour effet d'accroître la part du marché mondial du coton upland détenue par les États-Unis au sens de l'article 6.3 d) de l'*Accord SMC*; et

- avaient contribué notablement à faire en sorte que les États-Unis détiennent plus qu'une part équitable du commerce mondial d'exportation au sens de l'article XVI:3 du GATT.

La Nouvelle-Zélande s'intéressera en particulier à l'allégation du Brésil selon laquelle les subventions des États-Unis ont pour effet "d'empêcher des hausses de prix ... dans une mesure notable".

1. Les subventions des États-Unis ont pour effet d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix

2.03 Le Brésil a démontré que les subventions accordées par les États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 empêchaient actuellement dans une mesure notable des hausses de prix sur le marché brésilien et sur le marché mondial, y compris les marchés où les producteurs du Brésil et des États-Unis exportent, au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, et causaient ainsi un préjudice grave. Le Brésil a démontré que les subventions des États-Unis avaient empêché une hausse des prix de l'indice A de 12,6 pour cent en moyenne pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002.[6] Cela se traduit par un montant total de pertes de recettes de 478 millions de dollars pour les producteurs brésiliens[7] et un empêchement des hausses de recettes au niveau mondial de 3,587 milliards de dollars.[8]

2.04 Avec un subventionnement atteignant des niveaux de 95 pour cent en moyenne[9], les subventions représentent la plus grosse partie des revenus des exploitants et ont une grande incidence sur leurs décisions en matière de production. Les producteurs de coton upland des États-Unis sont donc largement à l'abri des effets du marché. Ainsi, lorsque les prix du coton upland étaient en baisse[10] et que la valeur du dollar EU[11] et les coûts de production étaient en hausse[12], la production de coton upland et les exportations de coton upland des États-Unis ont notablement augmenté.[13] Les exploitants des États-Unis ont accru de 13,5 pour cent la superficie plantée en coton upland.[14] La production des États-Unis a atteint un niveau record.[15] Les exportations des États-Unis et leur part du marché mondial ont augmenté.[16]

---

[5] La Nouvelle-Zélande emploie ce terme tel qu'il est employé par le Brésil dans sa communication complémentaire comme englobant également des circonstances caractérisées par une baisse des prix.

[6] Communication complémentaire du Brésil, paragraphe 229.

[7] *Ibid*., paragraphe 446.

[8] *Ibid*., paragraphe 256.

[9] *Ibid*., paragraphe 105.

[10] *Ibid*., partie 3.3.4.2.

[11] *Ibid*., partie 3.3.4.4.

[12] *Ibid*., partie 3.3.4.3. Le Brésil a démontré qu'à la fin de la campagne de commercialisation 2001, l'écart entre les coûts et les recettes avait augmenté de 39 cents par livre (paragraphe 121).

[13] Voir *ibid*., le paragraphe 105. Entre 1998 et 2001, la production et les exportations ont augmenté de 45,5 et 161 pour cent, respectivement.

[14] *Ibid*, paragraphe 130.

[15] Pendant la campagne de commercialisation 2001, la production des États-Unis a atteint 19,603 millions de balles (*ibid*., paragraphe 131).

[16] *Ibid*., paragraphe 132.

2.05 M. Sumner estime que si l'on éliminait la totalité du soutien accordé par le gouvernement des États-Unis pour le coton upland, les exportations des États-Unis auraient été inférieures de 41 pour cent pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002.[17] Par contre, *avec* les subventions, la part du marché mondial détenue par les États-Unis a en fait plus que doublé au cours de cette période.[18]

2.06 Cette croissance de la production et des exportations alimentée par les subventions a eu pour résultat d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix au sens de l'article 6.3 c). L'offre mondiale accrue de coton upland et la concurrence accrue du coton upland des États-Unis sur les marchés mondiaux ont empêché des hausses de prix. Le Brésil a également souligné l'influence qu'ont les États-Unis sur les cours mondiaux du coton upland[19] - la taille de la part de la production mondiale totale[20] et des exportations mondiales qu'ils détiennent suffit en soi à exacerber les effets de distorsion que les subventions des États-Unis ont sur les échanges. S'il reste des doutes quant à l'incidence des subventions des États-Unis sur le marché mondial du coton upland, ils devraient être vite dissipés par la démonstration de la domination des États-Unis sur le marché mondial que le Brésil donne dans le graphique 26.

2.07 La Nouvelle-Zélande partage l'avis du Brésil selon lequel l'ampleur en termes absolus et le niveau moyen des subventions accordées par les États-Unis créent une forte présomption *de facto* d'effets sur la production, les exportations et les prix.[21] Toutefois, le Brésil ne s'est pas simplement fondé sur une telle présomption. Il a présenté une analyse économétrique démontrant que les subventions des États-Unis empêchaient dans une mesure notable des hausses de prix, puisque les prix effectifs du marché tout au long des campagnes de commercialisation 1999-2002 auraient été supérieurs sans les effets des subventions accordées par les États-Unis.[22]

2.08 Nulle part dans leur communication les États-Unis ne contestent l'exactitude de cette analyse économétrique. Au lieu de cela, en réponse aux allégations du Brésil, ils cherchent à faire valoir que l'argumentation du Brésil "pâtit de l'absence de preuves factuelles"[23] et que le Brésil n'a pas établi *prima facie* qu'il existait un préjudice grave ni que les États-Unis détenaient plus qu'une part équitable du marché, puisqu'il s'est contenté d'affirmer que l'existence d'un lien de causalité était établie du fait de l'existence d'importantes dépenses engagées par les États-Unis pendant les campagnes de commercialisation où les prix du coton upland en vigueur étaient faibles.[24] D'après les États-Unis, d'autres facteurs que les subventions des États-Unis "ont été les causes de la chute spectaculaire des cours du coton enregistrée ces dernières années"[25], à savoir la concurrence du polyester à bas prix, une faible consommation de coton au détail en dehors des États-Unis, une croissance économique mondiale lente, l'expansion rapide des importations de textiles aux États-Unis, qui a conduit à un accroissement des exportations de coton des États-Unis, un dollar EU fort, qui a affaibli les prix des produits de base, et la position commerciale de la Chine.

2.09 Toutefois, l'argument du Brésil n'est pas que la baisse des prix du coton était uniquement due à l'incidence des subventions des États-Unis. L'article 6.3 c) n'exige d'ailleurs pas qu'il en soit ainsi.

---

[17] *Ibid.*, paragraphe 288.
[18] *Ibid.*, paragraphe 283.
[19] *Ibid.*, paragraphe 3.3.4.6.
[20] 19,5 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2002 (*ibid.*, paragraphe 135).
[21] *Ibid.*, paragraphes 106 et 107.
[22] Les éléments de preuve fournis par le Brésil, en particulier l'analyse de M. Daniel Sumner fondée sur une simulation quantitative, montrent que sans les subventions des États-Unis, les prix de l'indice A auraient été supérieurs de 12,6 pour cent en moyenne entre la campagne de commercialisation 1999 et la campagne de commercialisation 2002.
[23] Communication complémentaire des États-Unis, paragraphe 16.
[24] *Ibid.*, paragraphe 17.
[25] *Ibid.*

D'après l'affirmation du Brésil, étayée par une solide analyse économétrique, les subventions des États-Unis ont pour effet notable d'empêcher des hausses de prix. Et cet effet existe, que les prix du coton augmentent ou qu'ils baissent.[26] Le Brésil n'a pas non plus omis de prendre en compte dans son analyse l'incidence d'autres facteurs défavorables affectant les prix du coton upland comme l'ont allégué les États-Unis.[27] Les modèles économétriques appliqués par le Brésil, en particulier celui du FAPRI, attribuent une valeur constante à d'autres facteurs pertinents affectant le prix du coton tout en supprimant les subventions concernant le coton, ce qui permet d'isoler l'effet de ces dernières. Par conséquent, dans son analyse, le Brésil n'a pas imputé aux subventions concernant le coton les effets d'autres facteurs affectant les prix du coton. Comme il est indiqué ci-dessus, nulle part dans leur communication les États-Unis n'ont mis en cause l'intégrité des modèles auxquels le Brésil s'est référé et sur lesquels repose l'estimation des incidences qu'aurait la suppression des subventions accordées par les États-Unis pour le coton.

i) Interprétation de l'article 6.3 c)

2.10 La Nouvelle-Zélande ne souscrit pas à l'interprétation que les États-Unis donnent de l'article 6.3. En substance, les États-Unis ont abouti à la mauvaise conclusion après avoir comparé le libellé de l'article 6.1 avec celui de l'article 6.3. Ils ont conclu que comme l'article 6.3 utilisait le membre de phrase "*peut* apparaître dès lors qu'il existe l'une ou plusieurs des situations ci-après", alors que l'article 6.1 indiquait ce qui suit: "un préjudice grave *sera réputé exister* dans le cas ...", cela signifiait qu'un préjudice grave "[pouvait] ne pas apparaître même au sens de l'article 6.3, même dans les cas où l'un des effets énumérés [était] constaté".[28] Les États-Unis infèrent ensuite de cette différence de libellé qu'en plus de démontrer l'existence de l'un des effets énumérés, un plaignant doit aussi remplir un critère distinct de "préjudice grave" – dont la teneur n'est pas définie par l'*Accord SMC*. Les États-Unis indiquent qu'un plaignant doit montrer que le "préjudice" subi est "grave".[29]

2.11 Tout d'abord, l'exemple donné par les États-Unis dans la note de bas de page 43 semble couvert par les termes de l'article 6.4. Ensuite et surtout, rien ne permet de conclure à partir d'une comparaison du libellé de l'article 6.1 et de l'article 6.3 qu'il existe un autre critère, indépendant de l'article 6, dont le respect doit être démontré pour montrer qu'il existe un "préjudice grave". En fait, comme le montrera la Nouvelle-Zélande, une comparaison à la fois du libellé *et du fond* de l'article 6.1 et de l'article 6.3, dans le contexte des articles 5 et 6 le l'*Accord SMC*, étaye la conclusion inverse - selon laquelle si un plaignant a démontré l'existence d'un ou de plusieurs des effets énumérés à l'article 6.3, il y a un "préjudice grave", c'est-à-dire un effet défavorable de la subvention au sens de l'article 5.

2.12 Cela s'explique par le fait que la différence de libellé reflète simplement la manière différente dont l'article 6.1 et l'article 6.3 donnent sens à l'expression "préjudice grave". Il faut considérer ces deux dispositions dans le contexte de l'attention qui est portée, dans cette partie de l'*Accord SMC*, aux effets que les subventions ont pour d'autres Membres. En ce qui concerne l'article 6.1, le "préjudice grave" a été défini par référence à des types spécifiques des subventions ou aux qualités d'une subvention qui étaient "réputées" avoir des effets défavorables pour les intérêts d'autres Membres. Toutefois, un Membre qui accordait une subvention avait la possibilité, au titre de l'article 6.2, d'annuler cette présomption en montrant qu'en fait la subvention ne causait pas de préjudice grave - c'est-à-dire qu'elle *n'avait aucun des effets énumérés à l'article 6.3*.

[26] Communication complémentaire du Brésil, paragraphe 231.
[27] Communication complémentaire des États-Unis, paragraphe 80.
[28] *Ibid.*, paragraphe 77.
[29] *Ibid.*, paragraphe 79.

2.13 Le libellé de l'article 6.2 montre clairement que les effets énumérés à l'article 6.3 équivalent à un "préjudice grave" et qu'il n'est pas nécessaire de faire plus que démontrer que l'un de ces effets existe pour constater l'existence d'un préjudice grave.

2.14 En outre, contrairement à l'article 6.1, l'article 6.3 concerne de façon plus générale les effets de la subvention et non ses caractéristiques spécifiques. Il n'est donc pas nécessaire que certains effets soient "réputés" découler de certains types de subventions ou certaines caractéristiques d'une subvention, comme c'est le cas à l'article 6.1. En fait, l'article 6.3 est formulé de façon plus générale pour avoir une approche fondée sur les effets – en substance, il est destiné à englober toute sorte de subventions ayant les effets défavorables énumérés et, par conséquent, "pouvant donner lieu à une action". Toutefois, rien ne permet de conclure à partir de cette différence d'approche, et donc de libellé, qu'il faut, au titre de l'article 6.3, faire plus que simplement démontrer qu'un ou plusieurs des effets prescrits existent pour montrer qu'il y a un préjudice grave. Une telle interprétation affaiblit la structure rigoureuse de l'article 6 ainsi que le but manifeste de l'article 5, et doit être rejetée.

2.15 L'emploi du mot "peut" à l'article 6.3 ne conduit d'ailleurs pas à une autre conclusion. À cet égard, il importe de noter que l'article 5 c) incorpore, comme il est spécifié à la note de bas de page 13 de l'*Accord*, l'article XVI:1 du GATT, qui concerne entre autres choses la menace de préjudice grave. Par conséquent, il convenait d'indiquer qu'un préjudice grave au sens du paragraphe c) de l'article 5 *peut* apparaître dans les cas où l'un quelconque des effets énumérés existe parce qu'il peut y avoir d'autres circonstances dans lesquelles l'existence d'un préjudice grave peut être démontrée, y compris, par exemple, dans les cas où il y a une menace de préjudice grave. Si le mot "apparaîtra" avait été employé, cela aurait été considéré comme signifiant que l'article 6.3 prévoyait l'ensemble définitif des circonstances dans lesquelles un préjudice grave peut apparaître. En vertu de la note de bas de page 13, ce n'est pas le cas.

2.16 L'examen de l'article 6.3 dans le contexte du reste de l'article 6 étaye encore l'interprétation présentée ci-dessus. Premièrement, cela n'a guère de sens d'avoir décrit avec tant de détails à l'article 6.4 ce qui est exigé pour satisfaire aux prescriptions de l'article 6.3 b) s'il y a une autre série de prescriptions non définies dont le respect doit aussi être démontré pour constater l'existence d'un préjudice grave.

2.17 Deuxièmement, au sens de l'article 6.2, s'il y avait d'autres éléments en dehors de ceux prévus à l'article 6.3 dont il fallait démontrer l'existence pour montrer qu'il existait un préjudice grave, pourquoi un Membre accordant la subvention n'aurait-il pas dû aussi montrer que ces éléments n'étaient pas présents afin d'éviter la présomption prévue à l'article 6.1?

2.18 Troisièmement, l'article 27.8 (bien que caduc du fait que l'article 6.1 ne s'applique plus) prévoit également que lexistence dun préjudice grave causé par des subventions accordées par des pays en développement Membres "sera démontrée par des éléments de preuve positifs, conformément aux dispositions des paragraphes 3 à 8 de l'article 6'. Cela montre clairement que lexistence dun préjudice grave doit uniquement être déterminée par référence à l'article 6.3 à 6.8 de l'*Accord SMC*.

2.19 Enfin, l'article 6.8 dispose ce qui suit: "En l'absence des circonstances visées au paragraphe 7, l'existence d'un préjudice grave devrait être déterminée sur la base des renseignements ... communiqués conformément aux dispositions de l'Annexe V". Cela confirme que le paragraphe 7 de l'article 6 présente le seul ensemble de circonstances dans lesquelles il n'est pas possible de formuler une détermination de l'existence d'un préjudice grave lorsque l'existence de l'une des situations prévues à l'article 6.3 est démontrée. La directive donnée à l'article 6.8 visant à déterminer l'existence d'un préjudice grave sur la base du dossier n'aurait pas de sens s'il fallait aussi déterminer l'existence d'un préjudice grave par référence à des critères additionnels non spécifiés par l'*Accord SMC* qui pourraient conduire à un résultat sensiblement différent en fait comme en droit.

2.20 Le préjudice grave n'est pas un concept abstrait comme le prétendent les États-Unis. Le préjudice grave fait référence aux effets défavorables et concrets d'une subvention pour les intérêts d'un autre Membre qui sont clairement exposés à l'article 6.3. Toutefois, même si les États-Unis ont raison et qu'après avoir démontré l'existence d'un empêchement des hausses de prix dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c), un plaignant doit aussi remplir un critère distinct de "préjudice grave" au titre de l'article 5 c), le Brésil a démontré qu'un préjudice grave existait en fournissant au Groupe spécial des renseignements additionnels indiquant le tort causé à ses producteurs de coton upland ainsi qu'à l'économie brésilienne.[30]

a) "Notable"

2.21 L'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* exige que le niveau de l'empêchement des hausses de prix causé par les États-Unis soit 'notable", c'est-à-dire qu'il ne peut pas être modeste au point de ne pas avoir d'effet tangible sur les autres producteurs ou fournisseurs du même produit.[31] Logiquement, un empêchement des hausses de prix modeste au point de ne pas avoir d'effet tangible ne pourrait pas donner lieu à un préjudice grave. Toutefois, une telle interprétation ne signifie pas qu'un niveau d'empêchement des hausses de prix très modeste ne peut pas avoir d'effet tangible, par exemple dans les cas où de grandes quantités d'un produit sont commercialisées.[32] Comme le démontre le Brésil, même un effet d'empêchement des hausses de prix de 1 cent par livre peut réduire les recettes d'exportation mondiales de 552 millions de dollars. Les baisses de 12,6 pour cent en moyenne pour le coton upland ont à l'évidence un effet tangible sur les producteurs brésiliens de coton upland. La Nouvelle-Zélande est entièrement d'accord avec le Brésil pour dire qu'un tel empêchement des hausses de prix va donc "bien au-delà de tout seuil légitime à partir duquel il y a "caractère notable"".[33]

2.22 Les États-Unis font valoir que l'interprétation que le Brésil donne du mot "notable" amalgame la notion contenue dans l'expression "d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix … dans une mesure notable" à la notion de "préjudice grave" parce qu'en évaluant le caractère notable de l'empêchement des hausses de prix, le Brésil s'est intéressé à tort à l'effet de la subvention sur les producteurs plutôt qu'à son effet sur les prix. Comme il est indiqué aux paragraphes 2.10 à 2.20 ci-dessus, de l'avis de la Nouvelle-Zélande, la construction des articles 5 et 6 montre clairement que le fait "d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix … dans une mesure notable" est simplement une forme ou une manifestation de "préjudice grave" et il est donc artificiel de transformer en deux examens distincts ce qui est à l'évidence destiné à n'en faire qu'un.

2.23 En tout état de cause, l'argument des États-Unis selon lequel le caractère notable de l'effet d'empêchement des hausses de prix de la subvention peut uniquement être déterminé par référence à l'effet sur le "prix" devrait être rejeté. Les articles 5 et 6 portent sur les *effets défavorables* d'une subvention – l'article 5 indique qu'"[a]ucun Membre ne devrait causer, en recourant à ... une quelconque ... subvention [] ... d'*effets défavorables* pour les intérêts d'autres Membres". Par conséquent, il est parfaitement approprié, au titre de l'article 6.3 c), d'examiner si l'empêchement des hausses de prix est "notable" par référence à l'effet de l'empêchement des hausses de prix sur le

---

[30] Communication complémentaire du Brésil, partie 6.

[31] Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, WT/DS54/R, WT/DS55/R, WT/DS59/R, WT/DS64/R, adopté le 23 juillet 1998 ("*Indonésie – Automobiles*"). Le Groupe spécial a examiné (au paragraphe 254) le sens du mot "notable" dans le contexte de l'article 6.3 c) et a conclu ce qui suit:

> Le terme "notable" n'est pas défini mais l'inclusion de ce qualificatif dans l'article 6.3 c) avait vraisemblablement pour objet de faire en sorte que des marges de sous-cotation trop modestes pour pouvoir affecter de façon tangible les fournisseurs du produit importé par rapport auquel il y a sous-cotation du prix ne soient pas considérées comme donnant lieu à un préjudice grave.

[32] Communication complémentaire du Brésil, paragraphes 95 et 256.

[33] *Ibid.*, paragraphe 95.

Membre alléguant qu'il existe des effets défavorables pour ses intérêts. En d'autres termes, ce qui rend l'empêchement des hausses de prix notable ou non notable, c'est le fait qu'il cause ou ne cause pas des effets défavorables pour le Membre concerné, et non pas le fait que le caractère notable quantifiable atteigne un niveau arbitraire comme le laissent entendre les États-Unis. D'après l'approche des États-Unis, un effet d'empêchement des hausses de prix quantitativement modeste pourrait ne pas être pris en compte, même s'il peut avoir des effets défavorables notables pour le Membre plaignant. Ainsi, pour reprendre l'exemple donné par le Brésil, un empêchement des hausses de prix de seulement 1 cent par livre peut ne pas être suffisamment "notable" selon le critère des États-Unis et, par conséquent, il ne pourrait pas donner lieu à un préjudice grave, même si ce niveau d'empêchement des hausses de prix réduisait les recettes d'exportation mondiales de 552 millions de dollars.[34]

2.24 Les États-Unis n'expliquent pas non plus comment le "caractère notable" doit être déterminé dans le cadre de l'approche qu'ils proposent. Cela s'explique par le fait qu'une telle approche exigerait des groupes spéciaux qu'ils appliquent une forme de critère arbitraire du caractère notable – est-ce qu'un niveau de 5 pour cent serait notable? Ou un niveau de 10 ou de 20 pour cent? Le niveau du caractère notable requis varierait-il d'une affaire à l'autre et, dans ce cas, comment un groupe spécial le déterminerait-il?

2.25 À l'inverse, l'approche adoptée par le Brésil, qui consiste à interpréter le mot "notable" comme exigeant que le niveau d'empêchement des hausses de prix soit "tangible" dans son effet, reflétant ainsi le raisonnement du Groupe spécial dans l'affaire *Indonésie – Automobiles*, offre une base plus logique et cohérente sur laquelle s'appuyer pour déterminer si l'empêchement des hausses de prix est "notable". Elle est également compatible avec l'objectif des articles 5 et 6, qui est de traiter des subventions ayant des effets défavorables pour les intérêts d'autres Membres de l'OMC. Une telle approche n'est pas non plus incompatible avec l'affirmation des États-Unis selon laquelle les rédacteurs de l'article 6.3 c) ont employé le mot "notable" pour fixer un seuil afin de faire en sorte qu'un "quelconque effet théorique sur les prix" ne suffise pas.[35] En fait, il apparaît que le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Indonésie – Automobiles* a évalué de la même façon l'intention des rédacteurs lorsqu'il a indiqué ce qui suit:

> l'inclusion de ce qualificatif (à savoir "notable") dans l'article 6.3 c) avait vraisemblablement pour objet de faire en sorte que des marges de sous-cotation trop modestes pour pouvoir affecter de façon tangible les fournisseurs du produit importé par rapport auquel il y a sous-cotation du prix ne soient pas considérées comme donnant lieu à un préjudice grave.[36]

2.26 L'argument des États-Unis n'est pas non plus étayé par la référence à l'empêchement des hausses de prix "sur le même marché" qui est faite à l'article 6.3 c). Les États-Unis font valoir que cela signifie que l'empêchement des hausses de prix doit être notable "en termes de marché" et que la question concerne donc l'effet de l'empêchement des hausses de prix pour le marché et non pour le Membre concerné.[37] La Nouvelle-Zélande convient que l'effet de l'empêchement des hausses de prix pour le marché peut être pertinent lorsqu'il s'agit d'examiner si l'empêchement des hausses de prix est "notable", mais elle note que l'expression "sur le même marché" sert simplement à localiser les effets d'empêchement des hausses de prix, plutôt qu'à définir leur substance. En fait, les États-Unis le

[34] Cet exemple repose bien entendu sur l'effet des subventions sur des "produits similaires", ce que sont le coton upland des États-Unis et le coton upland du Brésil, comme l'a démontré le Brésil (communication complémentaire du Brésil, partie 3.3.2).

[35] Communication complémentaire des États-Unis, paragraphe 84.

[36] Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.254.

[37] Communication complémentaire des États-Unis, paragraphe 87.

reconnaissent plus loin dans leur communication.[38] En outre, ils n'ont pas tenté d'alléguer que leurs exportations ne sont pas destinées au même marché que celles du Brésil. Bien entendu, ils ne le peuvent pas parce que, comme l'a démontré le Brésil, le coton upland brésilien et le coton upland des États-Unis sont des produits similaires et sont traités par les négociants en coton upland comme des produits interchangeables et substituables.[39]

2.27 Enfin, la Nouvelle-Zélande note que les arguments des États-Unis ne visent pas à suggérer que le niveau de l'empêchement des hausses de prix dont l'existence a été constatée en l'espèce - 12,6 pour cent - n'est pas "notable" au sens de l'article 6.3 c). Par conséquent, le Groupe spécial devrait constater que l'effet "d'empêcher des hausses de prix ... dans une mesure notable" existe du fait des subventions des États-Unis et donc que les subventions des États-Unis causent un préjudice grave aux intérêts du Brésil.

b) Période pour démontrer les effets de causalité

2.28 Les États-Unis font valoir qu'"une subvention antérieure n'existe plus dès lors qu'un nouveau versement à titre de subvention pour la production actuelle est effectué".[40] Par conséquent, selon les États-Unis, les subventions accordées avant la période la plus récente, à savoir la campagne de commercialisation 2002, ne peuvent pas avoir d'"effet" au sens de l'article 6.3 et "l'effet de la subvention doit être démontré pendant chaque année et pour chaque année au sujet de laquelle le Brésil a formulé une contestation".[41]

2.29 D'après le raisonnement des États-Unis, un plaignant ne peut introduire une plainte pour préjudice grave qu'au cours de l'année pendant laquelle le préjudice grave est causé. Il est totalement artificiel de dire qu'une "subvention antérieure n'existe plus" dès lors qu'un autre versement est effectué au titre du même mécanisme de subvention. Sans compter les difficultés pratiques que l'approche des États-Unis présenterait compte tenu de la nature des éléments de preuve requis et des délais imposés dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC – qui empêcheraient effectivement les Membres d'introduire une plainte pour préjudice grave – cette approche ne tient aucun compte du fait que les programmes de subvention portent sur une période de plusieurs années et ont des effets sur les décisions des producteurs au-delà simplement de l'année au cours de laquelle les subventions ont été versées.[42] Les attentes des producteurs quant au maintien des subventions sont un élément indissociable des décisions en matière de plantation et il est évident que les producteurs des États-Unis comptent sur les subventions en cours, puisqu'elles ont été prescrites par la loi jusqu'à la campagne de commercialisation 2007.

2.30 De même, il n'est pas facile de compartimenter le préjudice grave causé à un Membre de l'OMC tout au long de la durée d'un programme de subvention pour isoler celui correspondant à une année donnée et il semblerait qu'une contrainte aussi artificielle concernant la période appropriée devant être examinée par un groupe spécial compromette l'objet et le but des disciplines concernant les subventions pouvant donner lieu à une action prévues dans l'Accord. La Nouvelle-Zélande est donc d'accord avec le Brésil pour dire que les campagnes de commercialisation 1999-2002 constituent une période raisonnable devant être utilisée par le Groupe spécial pour les allégations concernant l'existence d'un préjudice grave actuel.

---

[38] *Ibid.*, paragraphe 90.
[39] Communication complémentaire du Brésil, paragraphe 80.
[40] Communication complémentaire des États-Unis, paragraphe 94.
[41] *Ibid.*, paragraphe 95.
[42] Le Brésil a démontré que les effets des subventions des États-Unis se poursuivaient après qu'elles avaient été octroyées parce que, par exemple, elles avaient des effets de "richesse" et d'"investissement" (communication complémentaire du Brésil, partie 3.3.4.7.7).

2. Les subventions des États-Unis se traduisent par un accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis

2.31 Le Brésil a démontré que les subventions des États-Unis ont eu pour résultat d'accroître la part du marché mondial du coton upland détenue par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2001 au sens de l'article 6.3 d). Les données fournies par le Brésil montrent que la part du marché mondial détenue par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2001, qui était de 38,3 pour cent, est largement supérieure à la moyenne des trois années précédentes[43] et que cela est dû à l'effet des subventions des États-Unis.[44]

2.32 Les États-Unis font valoir que l'expression "part du marché mondial" fait référence à "toute la consommation" de coton upland et inclurait donc "la consommation par un pays de sa propre production de coton". Les États-Unis semblent suggérer que l'article 6.3 d) traite donc de l'effet de la subvention sur la consommation mondiale de coton.

2.33 Certes, l'article XVI:3 du GATT emploie l'expression "commerce mondial d'exportation". Mais il est tout à fait illogique de conclure que parce que l'article 6.3 d) emploie l'expression "part du marché mondial", alors il doit faire référence à la part de la consommation mondiale détenue par un Membre. Les États-Unis font ce raisonnement illogique au motif que le contexte pertinent pour déterminer ce que l'on entend par "part du marché mondial" est l'article XVI:3 du GATT. Or, le premier point de référence devrait en fait être l'article 6.3 lui-même, et l'article 5 auquel il est indissociablement lié. Ainsi, le contexte approprié pour donner sens à l'expression "part du marché mondial" est l'objectif des articles 5 et 6, qui est de traiter les effets défavorables des subventions pour les intérêts d'autres Membres.

2.34 Les subventions sont une source de préoccupation pour les Membres de l'OMC dans la mesure où elles faussent les échanges – d'où la différence de traitement pour les subventions qui ont des effets de distorsion des échanges et celles qui n'en ont pas. Par conséquent, les effets défavorables que vise l'article 6.3 sont les effets que les subventions ont sur les échanges réalisés sur le marché mondial. Spécifiquement, cet article vise les effets défavorables qui sont causés pour d'autres Membres lorsqu'un Membre utilise des subventions pour accroître sa part du marché mondial pour un produit particulier. Le fait d'interpréter l'expression "part du marché mondial" comme faisant référence à la part de la consommation mondiale détenue par un Membre anéantirait donc la raison d'être fondamentale de l'article 6.3 d).

3. Les États-Unis détiennent "plus qu'une part équitable" du commerce mondial d'exportation du coton upland

2.35 Le Brésil a démontré que les subventions des États-Unis ont eu pour effet d'accroître les exportations de coton upland des États-Unis, ce qui leur a permis de détenir "plus qu'une part équitable" du commerce mondial d'exportation du coton upland au sens de l'article XVI:3 du GATT et a donc causé un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens de l'article XVI:1 du GATT.[45]

2.36 Les États-Unis cherchent à écarter la pertinence de l'article XVI:3 du GATT par référence à une observation formulée avant le Cycle d'Uruguay par le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Farine de froment*[46] concernant le Code des subventions du Tokyo Round, dans un rapport non

[43] Communication complémentaire du Brésil, paragraphe 267 et graphique 24.
[44] *Ibid.*, paragraphes 271 et 272.
[45] Communication complémentaire du Brésil, partie 3.5.
[46] Rapport du Groupe spécial du GATT *CEE - Subventions à l'exportation de farine de froment*, SCM/42 (non adopté).

adopté, selon laquelle il y avait "des difficultés inhérentes au concept de "part équitable"".[47] Les États-Unis cherchent aussi à affirmer que "les Membres sont généralement autorisés à accorder des subventions".[48] Cela est vrai tant que ces subventions ne causent pas un préjudice grave aux intérêts des autres Membres. Et dans ce contexte, le Groupe spécial devrait examiner si, en tant que premier exportateur mondial de coton upland avec des niveaux moyens de subventionnement de 95 pour cent, les États-Unis détiennent "plus qu'une part équitable" du commerce mondial d'exportation. La Nouvelle-Zélande fait observer que le Brésil a démontré qu'il en était ainsi.

4. Questions relatives à des subventions particulières des États-Unis

2.37 Le Brésil présente des arguments concernant l'ensemble des subventions des États-Unis et le préjudice grave qu'elles causent aussi bien individuellement que collectivement. La Nouvelle-Zélande formulera des observations uniquement sur les versements au titre de prêts à la commercialisation, les versements au titre du programme Step 2 et les versements d'aide pour perte de parts de marché/versements anticycliques.

i) Versements au titre de prêts à la commercialisation

2.38 Le Brésil a souligné que parmi toutes les subventions des États-Unis, ces versements étaient considérés par l'USDA et par d'autres économistes comme ayant les plus gros effets d'encouragement de la production et de l'exportation et donc les plus gros effets d'empêchement des hausses des prix de l'indice A.[49] Le Brésil a décrit comment le programme de prêts à la commercialisation avait pour effet d'accroître la production, d'accroître les exportations de coton upland et d'empêcher des hausses de prix du coton upland (de 5,75 pour cent en moyenne pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002).[50] Le programme de prêts à la commercialisation est donc à l'origine de presque la moitié des effets d'empêchement des hausses de prix moyens estimés occasionnés par les subventions des États-Unis.

ii) Versements au titre du programme Step 2

2.39 La possibilité d'obtenir des versements au titre du programme Step 2 accroît la production aux États-Unis, détourne les importations de coton upland étranger à plus bas prix et permet aux États-Unis de réaliser des exportations additionnelles de coton upland. Le programme de versements Step 2 est spécifiquement destiné à stimuler la demande d'exportations de coton upland des États-Unis. Le Brésil a montré que l'effet de distorsion des échanges occasionné par les versements au titre du programme Step 2 est largement reconnu.[51] M. Sumner estime que les versements au titre du programme Step 2 ont empêché des hausses des cours mondiaux de 3,04 pour cent entre la campagne de commercialisation 1999 et la campagne de commercialisation 2002.[52]

2.40 Le Brésil a démontré que les versements intérieurs au titre du programme Step 2 étaient une subvention prohibée au sens de l'article 3.1 b) de l'*Accord SMC* en ce sens que les versements étaient subordonnés à l'utilisation de coton upland local plutôt qu'importé et constituaient donc aussi une violation de l'article III:4 du GATT de 1994.

---

[47] Communication complémentaire des États-Unis, paragraphes 108 et 109.
[48] *Ibid.*, paragraphe 105.
[49] Communication complémentaire du Brésil, paragraphe 17.
[50] *Ibid.*, paragraphe 157.
[51] *Ibid.*, paragraphe 287.
[52] *Ibid.*, tableau 12.

iii) Versements d'aide pour perte de parts de marché/versements anticycliques

2.41 Les États-Unis continuent de faire valoir que les versements d'aide pour perte de parts de marché et les versements anticycliques (CCP) ne sont pas liés à la production et qu'en conséquence ils ne peuvent pas avoir d'"effet" aux fins de l'article 6.3 c) ni avoir pour effet d'accroître les exportations, comme l'exige l'article XVI:3 du GATT.[53] Les États-Unis sous-entendent que les effets de ces subventions sur la production sont inférieurs à 1pour cent.[54] Toutefois, l'analyse de M. Sumner montre que, bien que leurs effets sur la production aient été inférieurs à 1 pour cent en 1999, ils ont été largement supérieurs depuis et il est prévu qu'ils augmentent dans le futur.[55] M. Sumner a conclu que ces versements avaient une incidence sur la production parce qu'ils avaient pour effet de maintenir la production de coton sur des terres où elle serait sinon abandonnée en raison des prix bas.[56]

2.42 Comme l'a souligné la Nouvelle-Zélande dans la première communication écrite qu'elle a adressée au Groupe spécial, les versements CCP incitent les exploitants ayant une superficie de base de coton upland à maintenir une production de coton upland.[57] La Nouvelle-Zélande a souligné qu'en fait, dans le cadre du programme CCP, la seule façon dont un exploitant pouvait garantir un revenu particulier était de continuer à pratiquer la même culture, s'il ne voulait pas courir le risque de laisser passer l'occasion. Par exemple, s'il choisit de produire du blé et que les prix du coton sont suffisamment élevés pour qu'aucun versement CCP ne soit effectué mais que les prix du blé baissent, l'exploitant enregistrera une perte qu'il n'aurait pas enregistrée s'il avait continué de produire du coton. Cela, combiné à d'autres facteurs présentés par le Brésil[58], par exemple l'investissement des exploitants dans des machines spécifiquement conçues pour le coton, garantit pour ainsi dire que les exploitants continueront à produire du coton. Les versements CCP sont donc loin d'être "découplés" en pratique.

2.43 En fait, M. Sumner a conclu que les versements CCP (c'est ainsi que l'on appelle maintenant les versements d'aide pour perte de parts de marché institutionnalisés dans le cadre de la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural[59]) incitent *davantage* à la production que les versements d'aide pour perte de parts de marché, grâce à l'actualisation de la base et du rendement et à l'accroissement du montant du soutien par livre.[60] M. Sumner a déterminé que les versements d'aide pour perte de parts de marché et les versements CCP avaient stimulé la production de 1,34 pour cent en moyenne pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002.[61] Et, comme l'a noté le Brésil, les effets des incitations à la production plus fortes inhérentes au programme CCP se feront seulement sentir pleinement pendant la campagne de commercialisation 2003.

III. MENACE DE PRÉJUDICE GRAVE

3.01 Le Brésil a présenté des éléments de preuve pour montrer que les subventions des États-Unis non seulement causent un préjudice grave à ses intérêts aujourd'hui, mais aussi menacent de causer un préjudice grave à ses intérêts dans le futur. Il a démontré que les subventions des États-Unis menaçaient de causer un préjudice grave à ses intérêts au sens des articles 5 c), 6.3 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*, ainsi que de l'article XVI:3 du GATT pendant les campagnes de

[53] Communication complémentaire des États-Unis, paragraphe 74.
[54] *Ibid*., paragraphes 73 et 74.
[55] Communication complémentaire du Brésil, Annexe 1, tableau I.4.
[56] *Ibid*., paragraphe 169.
[57] Première communication de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.20.
[58] Communication complémentaire du Brésil, paragraphe 207.
[59] *Ibid*., paragraphe 62.
[60] *Ibid*., paragraphe 171.
[61] *Ibid*., paragraphe 172.

commercialisation 2003-2007 en raison du maintien de la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural et de la Loi de 2000 sur la protection contre le risque agricole.

3.02 Le Brésil a démontré que les mêmes facteurs qui causaient un préjudice grave actuel menaçaient aussi de causer un préjudice grave dans le futur. Les subventions des États-Unis ont été prescrites et se poursuivront jusqu'à la campagne de commercialisation 2007. Elles sont en fait illimitées. Le Brésil a démontré qu'elles ont déjà causé un préjudice grave à ses intérêts. Leur maintien pendant encore quatre ans ne peut qu'être considéré comme une menace de préjudice grave supplémentaire pour les intérêts du Brésil.

3.03 Les États-Unis font valoir que les deux critères proposés par le Brésil sont incorrects et que ce dernier n'en a en tout état de cause respecté aucun.

3.04 S'agissant du premier critère juridique proposé par le Brésil, ce dernier fait valoir, en s'appuyant sur les constatations du Groupe spécial du GATT chargé d'examiner les affaires *CE – Exportations de sucre I*[62] et *CE – Exportations de sucre II*[63] et de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – FSC*[64], que dans les cas où il n'y a en fait aucune limite à l'octroi d'une subvention, il existe une source permanente d'incertitude qui menace de causer un préjudice grave à d'autres Membres de l'OMC. Dans ces circonstances, aucun contrôle de l'octroi d'une subvention n'empêcherait cette subvention de causer des effets défavorables pour les intérêts d'autres Membres.

3.05 C'est précisément la situation qui se présente en l'espèce. La législation des États-Unis prescrit l'octroi des subventions, qu'elles aient ou non des effets défavorables pour d'autres Membres. À cet égard, il importe de se rappeler que la présente affaire a pour objet un niveau de subventionnement de 95 pour cent en moyenne, équivalant à 12,9 milliards de dollars EU, accordé par un pays qui détient actuellement 41,6 pour cent du marché mondial du coton upland. La possibilité de voir les subventions des États-Unis continuer à causer un préjudice grave aux intérêts du Brésil dans le futur existe réellement – on est très loin du monde des "allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités" auquel font allusion les États-Unis.[65]

3.06 À cet égard, le deuxième critère juridique proposé par le Brésil pour déterminer si une telle menace existe est extrêmement pertinent. Comme l'a démontré le Brésil, tous les facteurs qui existent actuellement et qui indiquent que les subventions des États-Unis causent un préjudice grave à ses intérêts continueront à exister dans le futur. En outre, les producteurs de coton upland des États-Unis agiront dans l'attente de versements à titre de subvention futurs et prendront leurs décisions en matière de plantation en conséquence. Par conséquent, le fait que la législation qui crée ces subventions reste en vigueur jusqu'en 2007, et que les producteurs des États-Unis savent que ces programmes de subvention se poursuivront jusqu'en 2007, constitue un élément *prima facie* très solide indiquant que ces subventions continueront à causer un préjudice grave au Brésil pendant toute la durée de leur existence.

3.07 Enfin, la Nouvelle-Zélande appuie le Brésil lorsque celui-ci dit que si le Groupe spécial formule une constatation de l'existence d'un préjudice grave actuel, il ne devrait pas se sentir freiné pour ce qui est de la formulation d'une autre constatation établissant que les subventions menacent

---

[62] Rapport du Groupe spécial du GATT *Communautés européennes – Restitutions à l'exportation de sucre* (plainte de l'Australie), L/4833 - S26/317, adopté le 6 novembre 1979.

[63] Rapport du Groupe spécial du GATT *Communautés européennes – Restitutions à l'exportation de sucre* (plainte du Brésil), L/5011 - S27/74, adopté le 10 novembre 1980.

[64] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000.

[65] Communication complémentaire des États-Unis, paragraphe 115.

aussi de causer un préjudice grave dans le futur.[66] Premièrement, même si les effets actuels des subventions se font déjà sentir, leurs effets futurs ne se sont pas encore produits et, par conséquent, restent forcément une menace. Deuxièmement, le règlement des différends a pour but d'aider les Membres à résoudre leurs différends – dans la présente affaire, une constatation du Groupe spécial concernant la menace d'un préjudice grave futur est importante pour parvenir à un règlement.

IV. PROGRAMMES DE GARANTIE DU CRÉDIT À L'EXPORTATION

4.01 La Nouvelle-Zélande note que les États-Unis présentent d'autres arguments concernant l'historique de la négociation et l'interprétation appropriée de l'article 10:2 de l'*Accord sur l'agriculture* afin d'étayer son allégation selon laquelle il n'y a actuellement aucune discipline concernant les subventions à l'exportation qui régirait le recours à des programmes de garantie du crédit à l'exportation.

4.02 Toutefois, les États-Unis ne traitent pas la question de l'applicabilité de l'article 10:1. Comme l'a souligné la Nouvelle-Zélande dans sa première communication, l'article 10:2 ne laisse pas entendre d'une quelconque façon qu'il prévoit une exception aux disciplines de l'article 10:1. Alors que l'article 10:1 prévoit actuellement la seule discipline relative à l'utilisation des crédits à l'exportation, on s'attend à ce que le travail envisagé à l'article 10:2 permette d'élaborer des disciplines supplémentaires et plus spécifiques qui rendront sans doute l'identification de la mesure dans laquelle ces programmes de crédit à l'exportation constituent des subventions à l'exportation plus simple. Toutefois, il est incorrect de supposer qu'il y a dans l'intervalle un vide. Le point j) de la Liste exemplative de l'*Accord SMC* donne déjà clairement des indications sur les cas où les programmes de garantie du crédit à l'exportation ou d'assurance doivent être considérés comme étant des "subventions à l'exportation" et, au-delà, la définition générale figurant aux articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC* s'applique aussi.

V. CONCLUSION

5.01 En conclusion, la Nouvelle-Zélande considère que le Brésil a présenté les éléments juridiques et factuels sur la base desquels le Groupe spécial devrait conclure que les subventions des États-Unis causent ou menacent de causer un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens des articles 5 c), 6.3 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC* et constituent une violation de l'article XVI du GATT. La Nouvelle-Zélande demande donc au Groupe spécial de formuler les constatations et recommandations demandées par le Brésil.

[66] Communication complémentaire du Brésil, paragraphe 291.

ANNEXE E-8

DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DU PARAGUAY EN TANT QUE TIERCE PARTIE

3 octobre 2003

1. Le Paraguay est heureux d'avoir la possibilité de donner son point de vue dans le présent différend.

2. Le Paraguay estime, comme il l'a dit précédemment, que les subventions et le soutien accordés à la production cotonnière du type dont il est question en l'espèce sont incompatibles avec l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et les autres règles de l'Organisation mondiale du commerce.

3. Les subventions à l'agriculture causent un préjudice grave à la branche de production nationale de nombreux Membres de l'Organisation mondiale du commerce, en violation des dispositions des articles 5 et 6 de l'"Accord sur les subventions et les mesures compensatoires". Ces mesures accordent en effet une contribution financière qui, en conférant un avantage, pourrait avoir des répercussions négatives sur la détermination du prix mondial du produit.

4. L'article 5 c) dispose qu'"[a]ucun Membre ne devrait causer, en recourant à l'une quelconque des subventions [- spécifiques ne bénéficiant pas d'une exemption en vertu de l'Accord -] d'effets défavorables pour les intérêts d'autres Membres, c'est-à-dire … [comme le précise l'alinéa c] un préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre".

5. La menace de préjudice grave revêt la forme d'un empêchement des hausses de prix et d'un manque d'équité dans le commerce mondial, en particulier au détriment de pays en développement comme le Paraguay, qui est fortement tributaire de sa production cotonnière.

6. L'article 6, qui porte sur le préjudice grave, dispose qu'un préjudice grave au sens du paragraphe c) de l'article 5 sera réputé exister dans le cas de subventions destinées à couvrir les pertes d'exploitation d'une entreprise, sauf lorsqu'il s'agit de mesures ponctuelles qui ne sont pas récurrentes et ne peuvent pas être accordées à nouveau en faveur de cette entreprise et qui visent simplement à laisser le temps d'élaborer des solutions à long terme et à éviter des problèmes sociaux aigus, ainsi que dans le cas d'une annulation directe d'une dette, c'est-à-dire l'annulation d'une dette à l'égard des pouvoirs publics, et de dons destinés à couvrir le remboursement d'une dette.

7. Le Paraguay affirme que les mesures prises par les États-Unis ne correspondent pas à ces situations et causent des dommages à son économie, où l'agriculture occupe une large place.

8. Les subventions accordées à la branche de production cotonnière ont, du fait de leur montant, une incidence notable sur le marché mondial, comme en témoigne l'augmentation de la production, des exportations et de la variation des prix sur le marché mondial.

9. Dans le cadre du Comité consultatif international du coton (CCIC), comme dans d'autres instances, les gouvernements ont constaté que la branche de production mondiale du coton se trouvait dans une situation critique et que celle-ci était liée aux subventions, et ils ont souligné la nécessité de déposer des plaintes devant l'OMC en cas de violation des règles applicables. Le Comité estime qu'en l'absence de subventions, le prix mondial moyen du coton augmenterait raisonnablement.

10. Le commerce du coton paraguayen subit les répercussions de ce type de mesures. Or, la production cotonnière joue un grand rôle dans l'économie du pays, en particulier parce que la subsistance de la population rurale en dépend. Si l'on prend en compte les secteurs concernés comme le transport et les branches de production connexes, le pourcentage de la population qui subit l'incidence de ces mesures est important puisqu'il est de l'ordre de 30 pour cent.

11. Les répercussions sur le commerce de pays comme le Paraguay sont donc dévastatrices, provoquant la migration de la population rurale vers les zones urbaines et aggravant encore plus la situation économique d'un pays qui est tributaire de son agriculture.

12. Comme le montre le tableau ci-joint, les exportations de fibres de coton vers les États-Unis atteignaient 518 tonnes, soit une valeur de 898 000 dollars EU.

13. L'effet est manifeste puisqu'en 2001, alors que le volume des exportations vers ce même marché avait presque doublé, atteignant 924 tonnes, le prix a diminué dans la même proportion, c'est-à-dire que ces exportations ont généré une recette de 830 000 dollars EU. Les chiffres relatifs au commerce mondial du coton font apparaître le même effet.

CONCLUSION

14. Il existe des raisons suffisantes pour constater que les subventions posent des problèmes pour la commercialisation internationale du coton et que les subventions des États-Unis aggravent encore la situation des exportations de coton du Paraguay.

15. Nous avons l'honneur de demander au Groupe spécial de conclure que la mesure appliquée par les États-Unis d'Amérique est incompatible avec les obligations établies par l'OMC dans les diverses dispositions du GATT de 1994 et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et de prendre en considération les arguments avancés par le Brésil.

EXPORTATIONS DE COTON DU PARAGUAY PAR DESTINATION

(en tonnes par milliers de dollars EU)

	1997		***1998***		***1999***		***2000***		***2001***		***2002***	
	VOLUME	*VALEUR*	*VOLUME*	*VALEUR*	*VOLUME*	*VALEUR*	*VOLUME*	*VALEUR*	*VOLUME*	*VALEUR*	*VOLUME*	*VALEUR*
ALLEMAGNE	*0*	*0*	*0*	*0*	*193*	*179*	*1 215*	*1 229*	*6 029*	*4 594*	*2 877*	*1 981*
ARGENTINE	*150*	*46*	*4 623*	*6 594*	*649*	*759*	*1 250*	*1 460*	*250*	*231*	*5 001*	*4 132*
BANGLADESH	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*461*	*532*	*630*	*568*	*155*	*119*
BELGIQUE	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*266*	*215*	*149*	*128*
BERMUDES	*473*	*757*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
BOLIVIE	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 200*	*1 084*	*0*	*0*	*0*	*0*
BRÉSIL	*39 898*	*64 492*	*47 267*	*64 914*	*47 115*	*55 933*	*56 726*	*61 113*	*31 063*	*29 465*	*29 599*	*22 877*
COLOMBIE	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 660*	*1 556*	*200*	*224*	*0*	*0*
CORÉE DU SUD	*0*	*0*	*79*	*102*	*0*	*0*	*0*	*0*	*98*	*92*	*0*	*0*
CORÉE DU NORD	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*605*	*557*	*0*	*0*
CHILI	*845*	*1 509*	*624*	*938*	*1 107*	*1 208*	*1 183*	*1 309*	*424*	*404*	*1 675*	*1 262*
CHINE	*0*	*0*	*191*	*219*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 126*	*1 865*	*579*	*450*
CHINE POPULAIRE	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*698*	*769*	*1 310*	*1 230*	*0*	*0*
DANEMARK	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*128*	*102*
SLOVAQUIE	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*100*	*76*	*0*	*0*
ESPAGNE							*313*	*364*	*18*	*19*	*0*	*0*
ÉTATS-UNIS	*518*	*898*	*0*	*0*	*0*	*0*	*60*	*67*	*924*	*830*	*0*	*0*
PHILIPPINES	*0*	*0*	*0*	*0*	*102*	*119*	*33*	*39*	*569*	*616*	*155*	*132*
FRANCE	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*231*	*187*	*104*	*83*
HONG KONG	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 116*	*1 188*	*148*	*111*	*185*	*123*
HOLLANDE	*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*606*	*0*	*0*	*62*	*41*	*0*	*0*
INDE	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*526*	*408*	*33 463*	*28 267*	*3 088*	*2 738*
INDONÉSIE	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*120*	*116*	*2 461*	*2 295*	*582*	*453*
ITALIE	*0*	*0*	*462*	*550*	*0*	*0*	*25*	*23*	*360*	*345*	*363*	*271*
MALAISIE	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*449*	*130*	*109*	*0*	*0*
NIGÉRIA	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*241*	*229*	*0*	*0*
PAKISTAN	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*68*	*65*	*1 006*	*790*	*0*	*0*
PANAMA	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*48*	*29*
PORTUGAL	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*989*	*702*	*200*	*133*
ROYAUME-UNI	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2*	*1*	*0*	*0*

EXPORTATIONS DE COTON DU PARAGUAY PAR DESTINATION

(en tonnes par milliers de dollars EU)

	1997		***1998***		***1999***		***2000***		***2001***		***2002***	
	VOLUME	*VALEUR*	*VOLUME*	*VALEUR*	*VOLUME*	*VALEUR*	*VOLUME*	*VALEUR*	*VOLUME*	*VALEUR*	*VOLUME*	*VALEUR*
SUISSE	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*200*	*216*	*592*	*551*	*251*	*169*
THAÏLANDE	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*397*	*403*	*2 298*	*1 959*	*294*	*198*
TURQUIE	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*819*	*886*	*2 244*	*2 431*	*0*	*0*
URUGUAY	*2 684*	*3 927*	*1 165*	*1 453*	*501*	*601*	*475*	*529*	*198*	*200*	*65*	*53*
VENEZUELA	*720*	*1 227*	*459*	*649*	*1 942*	*2 140*	*4 403*	*4 687*	*4 035*	*3 731*	*632*	*528*
VIET NAM	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*602*	*533*	*0*	*0*
TOTAL	***45 288***	***72 856***	***54 870***	***75 419***	***52 109***	***61 545***	***73 448***	***78 492***	***93 674***	***83 468***	***46 130***	***35 961***

Établi par la Direction du commerce extérieur.

Source: Banque centrale du Paraguay.

ANNEXE F

DÉCLARATIONS ORALES DES PARTIES ET DES TIERCES PARTIES À LA REPRISE DE LA SÉANCE DE LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

	Table des matières	Page
Annexe F-1	Résumé analytique de la déclaration liminaire du Brésil	F-2
Annexe F-2	Résumé analytique de la déclaration finale du Brésil	F-8
Annexe F-3	Résumé analytique de la déclaration liminaire des États-Unis	F-13
Annexe F-4	Résumé analytique de la déclaration finale des États-Unis	F-19
Annexe F-5	Déclaration orale de l'Argentine en tant que tierce partie	F-22
Annexe F-6	Déclaration orale du Bénin en tant que tierce partie	F-32
Annexe F-7	Déclaration orale du Tchad en tant que tierce partie	F-38
Annexe F-8	Déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie	F-42
Annexe F-9	Déclaration orale de l'Inde en tant que tierce partie	F-45
Annexe F-10	Déclaration orale de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie	F-47

ANNEXE F-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DÉCLARATION DU BRÉSIL À LA REPRISE DE LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL AVEC LES PARTIES

1. Allégations du Brésil concernant un préjudice grave actuel lié aux subventions accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002

1. Les allégations du Brésil concernant un préjudice grave *actuel* portent sur les subventions des États-Unis pour la production, l'exportation et l'utilisation de coton upland des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. Cette période couvre les mesures contestées par le Brésil et constitue la période pertinente couverte par l'enquête pour examiner le préjudice grave *actuel* causé par les subventions des États-Unis, au titre des articles 5 c) et 6.3 de l'Accord SMC. Cette période de quatre ans est assez longue pour permettre au Groupe spécial d'établir une détermination (pour employer les termes de l'Organe d'appel dans la décision rendue récemment dans *CE - Accessoires de tuyauterie*) "qui soit moins susceptible d'être exposée aux fluctuations du marché ou autres aléas pouvant fausser une évaluation correcte".

2. Le Brésil a établi que les subventions des États-Unis entre les campagnes de commercialisation 1999 à 2002 ont entraîné un empêchement notable des hausses de prix au sens de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC

2. Le Brésil a montré dans sa communication complémentaire le montant et le taux de subventionnement des subventions des États-Unis qui causent un préjudice grave au Brésil et il a démontré que toutes les subventions des États-Unis sont spécifiques au sens de l'article 2 de l'Accord SMC. Les États-Unis affirment que les subventions au titre de l'assurance-récolte fournies aux producteurs de coton upland par la Loi de 2000 sur la protection des risques agricoles ne sont pas spécifiques. Pour tenter de réfuter les éléments de preuve avancés par le Brésil selon lesquels plus de 50 pour cent de la valeur des produits agricoles des États-Unis ne bénéficiaient pas des avantages liés à l'assurance-récolte, les États-Unis font maintenant valoir que le bétail est couvert par des "programmes pilotes". Pourtant, un examen attentif des programmes "pilotes" montre que la grande majorité de la production de bétail n'était *pas* visée par les programmes d'assurance-récolte pendant la période couverte par l'enquête. Par conséquent, le programme d'assurance-récolte est spécifique.

3. Contrairement à ce que font valoir les États-Unis, le Groupe spécial est tenu par l'article 5 de l'Accord SMC d'examiner les effets collectifs et interactifs de *toutes* les subventions des États-Unis. Si différents économistes sont parvenus à des estimations différentes concernant les effets des subventions des États-Unis sur la superficie, la production, l'exportation et les prix, aucun économiste n'a jamais constaté ou suggéré que la suppression de toutes les subventions des États-Unis n'aurait que des effets minimes.

4. Les conditions de concurrence sur le marché du coton upland qui existaient pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 (et qui existent aujourd'hui) expliquent pourquoi: **premièrement**, le coton upland est un produit de base fongible qui fait l'objet d'un vaste commerce dans le monde; **deuxièmement**, la demande de coton upland est relativement peu élastique par rapport aux prix et la consommation a augmenté régulièrement pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, que les prix du coton upland augmentent ou baissent; **troisièmement**, les prix du marché mondial de coton upland, tels qu'ils sont illustrés par les prix à terme de New York

et par l'indice A, sont sensibles à l'évolution de l'offre – les prix tendent à augmenter lorsque l'offre mondiale diminue et à régresser lorsque l'offre mondiale s'accroît; **quatrièmement**, pendant la campagne de commercialisation 2002, les producteurs des États-Unis ont couvert 41,6 pour cent de la demande mondiale d'exportation – le deuxième plus gros exportateur (Ouzbékistan) ne détenant que 13 pour cent du marché mondial; **cinquièmement**, les producteurs de coton upland des États-Unis sont parmi ceux qui ont les coûts les plus élevés au monde et leurs coûts totaux moyens entre les campagnes de commercialisation 1999 à 2002 dépassaient de 77 pour cent les revenus du marché pour le coton fibre; et **sixièmement** les subventions des États-Unis pour le coton upland comblaient l'écart entre les coûts et les revenus grâce à des subventions moyennes de 95 pour cent, soit un taux 19 fois plus élevé que le taux de subventionnement de 5 pour cent réputé auparavant créer une présomption de préjudice grave au titre de l'article 6.1 a) de l'Accord SMC.

5. Les subventions des États-Unis constituent un élément clé des conditions de concurrence sur le marché mondial du coton upland. Elles créent une situation dans laquelle, selon le Chef économiste de l'USDA, de nombreux producteurs de coton upland des États-Unis étaient à l'abri des forces du marché. Cela est bien illustré par le dossier volumineux fourni par le Brésil.

6. Les États-Unis font maintenant valoir que les exploitants de coton upland sont sensibles à l'évolution des prix du marché. Pourtant, la superficie plantée aux États-Unis a *augmenté* alors que les prix *baissaient* entre les campagnes de commercialisation 1999 à 2001. Il ne fait guère de doute que sans les subventions, de nombreux producteurs de coton upland des États-Unis auraient dû passer à d'autres cultures offrant un revenu supérieur sur le marché ou cesser la production sur les terrains peu productifs. Cela signifie que sans subventions, la superficie et la production des États-Unis auraient considérablement diminué. Outre qu'elle ferait reculer la production des États-Unis, la suppression des subventions aurait également pour résultat de réduire notablement les exportations des États-Unis, ce qui contribuerait à raffermir les cours mondiaux. M. Sumner a constaté que, *en l'absence* des subventions des États-Unis entre les campagnes de commercialisation 1999 à 2002, la moyenne *effective* des exportations annuelles des États-Unis diminuerait de 41,2 pour cent pour revenir de 8,62 millions de balles à 5,07 millions de balles. Cette réduction de 3,55 millions de balles représente 13,4 pour cent de la moyenne totale du marché mondial d'exportation entre les campagnes de commercialisation 1999 à 2002. Compte tenu du fait que la demande de coton upland est relativement peu élastique, il serait remarquable que les cours mondiaux n'augmentent pas si l'offre de coton upland sur le marché mondial d'exportation diminuait de 13,4 pour cent.

7. Le Brésil a examiné certains des facteurs du marché autres que les subventions dont les États-Unis allèguent apparemment maintenant qu'ils expliquent *toutes* les baisses de prix pendant les campagnes de commercialisation 1998-2002. Bien que certains de ces facteurs aient pu contribuer à la baisse des prix et à un empêchement des hausses de prix pendant les campagnes 1999-2002, les arguments et les éléments de preuve avancés par les États-Unis ne réfutent pas les éléments de preuve fournis par le Brésil selon lesquels l'incidence de 12,9 milliards de dollars accordés à titre de subventions sur la superficie, la production, les exportations et les prix des États-Unis était notable. En outre, le Brésil ne conteste pas qu'il existait d'autres facteurs entraînant une fluctuation des cours mondiaux pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. Et ces mêmes types de facteurs entraînent des fluctuations des prix aujourd'hui – et ils entraîneront des fluctuations des prix demain. Des modifications des conditions climatiques, des taux de change, de la croissance économique et de la situation financière entre autres facteurs joueront toujours un rôle dans la détermination des prix sur les marchés mondiaux des produits de base. Les États-Unis ne sont toutefois vraiment pas crédibles quand ils font valoir maintenant que 12,9 milliards de dollars accordés à titre de subventions à des producteurs enregistrant un écart de 24,3 cents par livre entre les coûts et les revenus, et qui ont néanmoins augmenté leur part du marché mondial pour la porter à 41,6 pour cent à un moment où les prix étaient à leur plus bas, n'avaient pas d'incidence sur la production ou les prix mondiaux.

8. Ayant établi que la production et les exportations des États-Unis régresseraient de manière notable si les subventions pour le coton upland des États-Unis étaient supprimées, le Brésil a

également démontré que le recul des exportations des États-Unis ferait augmenter les cours mondiaux du coton upland d'un montant "notable". Le Brésil présente des éléments de preuve additionnels concernant l'effet d'empêchement des hausses de prix des subventions des États-Unis, tirés du rapport de la Commission pour l'application de limitations aux versements à l'agriculture. À la demande de la Commission, les économistes de l'USDA, Westcott et Price, ont examiné les effets de la suppression des avantages liés aux prêts à la commercialisation pour les campagnes de commercialisation 2000 et 2001, constatant des effets significatifs sur les superficies et les prix, qui représentaient 33,6 pour cent des prix moyens obtenus par les exploitants des États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2001. Le dossier contient les résultats d'un certain nombre de simulations des effets d'empêchement des hausses des prix causés par toutes les subventions ou certaines d'entre elles. Tous ces résultats révèlent un empêchement "notable" des hausses de prix au sens de l'article 6.3 c). Ils sont "notables" parce que les résultats de ces empêchements des hausses de prix sont très loin d'être *de minimis*.

9. Enfin, le Brésil a démontré le lien étroit existant entre les prix de l'indice A, les prix intérieurs au Brésil et les prix obtenus par les producteurs brésiliens sur les marchés d'exportation.

10. Andrew Macdonald a donné un témoignage d'expert et a décrit à quel point les facteurs du marché des États-Unis influençaient la perception qu'avaient les opérateurs du marché à terme de New York et celle qu'avaient les opérateurs de l'évolution des prix dans les transactions internationales, illustrée par l'évolution du prix de l'indice A. M. Macdonald a également fourni des éléments de preuve montrant le lien étroit qui existait entre ces deux ensembles de prix et la détermination des prix sur le marché brésilien. Ces éléments de preuve étayent pleinement les données sur les prix témoignant du lien étroit entre les prix intérieurs aux États-Unis, les prix des exportations des États-Unis, les prix de l'indice A, les prix au Brésil et les prix obtenus par les exportateurs du Brésil et des pays tiers.

11. Les États-Unis ont affirmé que l'expression part du marché mondial à l'article 6.3 d) "semblerait regrouper toute la consommation de coton upland, y compris la consommation par un pays de sa propre production". Cela est incorrect. Le sens ordinaire de l'expression "part du marché mondial" à l'article 6.3 d) de l'Accord SMC n'est pas "part de la production mondiale" ni "part de la consommation mondiale". Il s'agit de la part du marché mondial des exportations. Cette interprétation est compatible avec l'utilisation par l'USDA et les CE de l'expression "part du marché mondial". En outre, la note de bas de page 17 à l'article 6.3 d) précise "sauf si d'autres règles spécifiques convenues au plan multilatéral s'appliquent au *commerce* du produit primaire ou du produit de base en question". Cette disposition fait explicitement référence au "commerce" c'est-à-dire aux ventes et aux achats commerciaux internationaux sur les marchés d'exportation, et non à la consommation ou à la production mondiale.

3. Menace de préjudice grave

12. En garantissant un niveau de soutien d'environ 75 cents par livre, les subventions des États-Unis créent une menace constante d'excédent de superficie, de production et d'exportation aux États-Unis et un empêchement constant de hausses des cours mondiaux. Cette menace est la suite directe du préjudice grave *actuel* que le Brésil a déjà démontré. La menace existe aujourd'hui et elle existera tant que la Loi de 2002 sur l'agriculture sera en vigueur – jusqu'à la fin de la campagne de commercialisation 2007. Le point clé initial sur lequel le Groupe spécial doit statuer est celui de la période à prendre en considération pour évaluer les données relatives à l'existence d'une menace de préjudice grave. L'Organe d'appel a noté que l'analyse de la menace exigeait l'examen de "faits" et non de "conjectures" et "l'utilisation des faits concernant le présent et le passé pour justifier la conclusion quant à l'avenir". L'Organe d'appel a également jugé qu'il est important d'examiner les données pour la totalité de la période couverte par l'enquête pour "permettre à l'autorité chargée de l'enquête d'établir une détermination … qui soit moins susceptible d'être exposée aux fluctuations du marché ou autres aléas pouvant fausser une évaluation correcte".

13. Une menace de préjudice grave existe pour les raisons ci-après: les subventions prévues obligatoirement par la Loi de 2002 sur l'agriculture créent un flux de revenus garantis de 75 cents par livre pour les producteurs des États-Unis. Ce revenu ne peut pas être stoppé entre les campagnes de commercialisation 2003 à 2007, aussi *bas* que tombent les prix des États-Unis et les cours mondiaux, quels que soient les *accroissements* de la production de coton upland des États-Unis et indépendamment du montant des exportations des États-Unis. Comme l'ont constaté les groupes spéciaux dans l'affaire *CE – Exportations de sucre* et l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – FSC*, l'absence de tout mécanisme juridique permettant de limiter la quantité des subventions est un facteur critique qu'il faut évaluer pour déterminer l'existence d'une menace.

14. Le Brésil a démontré qu'il y avait empêchement *actuel* des hausses de prix, qu'il y avait des augmentations de la part du marché mondial et que la part du commerce mondial d'exportation était inéquitable en se fondant sur des données réelles et sur les conditions réelles du marché pour les campagnes de commercialisation 1999-2002. Cette période de quatre ans de préjudice grave est le meilleur guide pour le Groupe spécial dans son évaluation du point de savoir si pendant les cinq années restantes d'application de la Loi de 2002 sur l'agriculture il existe une menace notable que le préjudice grave se produise *à nouveau*. En procédant à cette évaluation, le Groupe spécial devrait également examiner le fait que le Conseil national du coton a estimé que la Loi de 2002 sur l'agriculture *a augmenté* le flux de revenus pour les producteurs des États-Unis de 10 cents par livre par rapport à ce qui était fourni pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001.

15. Les superficies plantées aux États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007 demeureront à des niveaux significatifs – aux alentours de 14 millions d'acres (soit légèrement moins que la moyenne des campagnes de commercialisation 1999-2002). L'USDA et le FAPRI estiment tous deux qu'il n'y aura *pas* de réduction notable de la superficie ni de la production aux États-Unis entre les campagnes de commercialisation 2003 à 2007. La superficie élevée garantie aux États-Unis entre les campagnes de commercialisation 2003 à 2007 signifie que le niveau de la production et des exportations sera élevé. Cela signifie également un empêchement de hausses des cours mondiaux.

16. L'USDA estime que le coût de production aux États-Unis augmentera pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007 et demeurera élevé par rapport aux revenus du marché. Les données les plus récentes montrent que le coût de production aux États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2002 était de 83,59 cents par livre. À ce niveau de coût, de nombreux producteurs de coton upland des États-Unis ne seront pas en mesure d'assurer le coût de production total s'ils ne reçoivent pas toutes les subventions. Ce fait démontre le lien de causalité évident entre les subventions des États-Unis et le niveau constamment élevé de la superficie, de la production et des exportations ainsi qu'avec les empêchements notables des hausses de prix pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007.

17. En ce qui concerne son allégation au titre de l'article 6.3 d) concernant la menace, le Brésil fait observer que la menace d'un accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2002 s'est déjà concrétisée étant donné que cette part a continué de progresser pendant la campagne de commercialisation 2002 pour atteindre 41,6 pour cent, bien au-delà de la moyenne des trois années des campagnes de commercialisation 1999-2001 qui était de 29,1 pour cent. Le Brésil fait également observer qu'il existe une menace réelle et manifeste d'une violation de l'article 6.3 d) pour la campagne de commercialisation 2003 étant donné que les projections récentes de l'USDA concernant les exportations des États-Unis pour cette campagne indiquent que la part probable des États-Unis sera de 38,8 pour cent – soit une augmentation par rapport à la moyenne de 34,9 pour cent des trois années précédentes (campagnes de commercialisation 2000-2002). Ces éléments de preuve étayent encore davantage la constatation de l'existence d'une menace que la part du commerce mondial d'exportation détenue par les États-Unis demeure inéquitable pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007.

18. Enfin, le Brésil a établi que l'article XVI:1 et 3 du GATT permet à des allégations de menace d'être fondées sur cette disposition. Le Brésil a également démontré qu'il existait une menace que les États-Unis détiennent plus qu'une part équitable du commerce mondial d'exportation.

5. Garanties de crédit à l'exportation

19. Contrairement à ce qu'allèguent les États-Unis, le Brésil a démontré que les programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC sont des programmes "impératifs". En outre, les programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC sont expressément exemptés de la prescription selon laquelle de nouveaux crédits doivent être alloués par le Congrès à un programme avant que de nouveaux engagements en matière de garantie de prêts puissent être pris dans le cadre de ce programme. L'Organe d'appel a estimé que le caractère illimité du régime de la FSC représentait une grave menace, au titre de l'article 10:1, de dépassement par les États-Unis du niveau de leurs engagements de réduction des subventions à l'exportation de produits agricoles. De plus, le Brésil fait à nouveau observer que, en ce qui concerne les garanties, les États-Unis, par la Loi fédérale sur la réforme du crédit, ont conclu qu'il était préférable de mesurer et d'enregistrer les frais et les pertes sur la base de la valeur nette en cours, plutôt que sur la base des liquidités au moment où les garanties sont émises.

6. Nouvelles demandes de décisions préliminaires formulées par les États-Unis

20. La "nouvelle" demande de décision préliminaire formulée par les États-Unis concerne le fait que le Brésil n'a pas fourni un exposé des éléments de preuve disponibles pour ce qui est des garanties de crédit à l'exportation pour les produits autres que le coton upland. Cette demande en fait n'est pas "nouvelle".

21. La demande de décision préliminaire selon laquelle le Brésil aurait dû inclure davantage de renseignements dans son énoncé des éléments de preuve disponibles n'est pas fondée. Le Brésil a déjà abordé cette question. Le Brésil était tenu de présenter un exposé des éléments de preuve disponibles à l'époque.

22. Deuxièmement, les États-Unis allèguent que les versements pour les graines de coton en 1999, 2000 et 2002 ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial parce que les mesures, selon les allégations des États-Unis, n'ont pas été identifiées dans la demande de consultation ou d'établissement de groupe spécial du Brésil et parce que le Brésil et les États-Unis, selon les allégations de ces derniers, n'ont pas procédé à des consultations concernant ces mesures. Ces deux allégations sont fausses. Le Brésil et les États-Unis ont bien procédé à des consultations concernant "tout programme accordant un soutien à la branche de production du coton upland des États-Unis pour la production, la transformation, l'utilisation, la vente, la promotion ou l'exportation des graines de coton ou des produits dérivés des graines de coton". De même, la demande d'établissement de groupe spécial du Brésil a spécifiquement identifié, à quatre endroits différents, des "mesures" qui regrouperaient toutes les formes de versements pour les graines de coton pendant les campagnes de commercialisation 1999-2007.

23. Enfin, les États-Unis font valoir que les "autres versements" tels que les "versements pour stockage" et les "bonifications d'intérêt", selon leurs allégations, n'étaient pas inclus dans la demande de consultation ou d'établissement de groupe spécial formulée par le Brésil, que le Brésil et les États-Unis n'ont pas procédé à des consultations concernant ces versements, et que ces versements ne relevaient pas à bon droit du mandat du Groupe spécial. Ces affirmations sont également fausses. Tant la demande de consultation que la demande d'établissement de groupe spécial identifient dans quatre paragraphes différents comme étant des "mesures" des versements qui regroupent les "autres versements", les versements "pour stockage" et les "bonifications d'intérêt". En outre, le Brésil croit comprendre que les "versements pour stockage" et les "bonifications d'intérêt" font partie de l'application du programme de prêts à la commercialisation que le Brésil a spécifiquement identifié

tant dans la demande de consultation que dans la demande d'établissement de groupe spécial, ainsi que dans les questions qu'il a posées aux États-Unis au cours des consultations. Le dossier démontre que le Brésil et les États-Unis ont procédé à des consultations concernant tous les prêts à la commercialisation et toutes les primes de complément de prêts ainsi que "tout autre soutien ou financement par les pouvoirs publics de la branche de production du coton upland des États-Unis". Le Groupe spécial est donc saisi à bon droit de cette question.

ANNEXE F-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DÉCLARATION FINALE DU BRÉSIL À LA REPRISE DE LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL AVEC LES PARTIES

1. Introduction

1. Dans sa déclaration finale, le Brésil rappelle qu'au cœur de la présente affaire se trouvent les 12,9 milliards de dollars des États-Unis accordés à titre de subventions pour le coton upland pour les campagnes de commercialisation 1999-2002. Ces subventions accroissent et maintiennent la production à coût élevé de coton upland des États-Unis, accroissent les exportations de coton upland des États-Unis, empêchent des hausses des prix américains, mondiaux et brésiliens et font que les États-Unis détiennent plus qu'une part équitable du commerce mondial d'exportation. En bref, ces subventions des États-Unis causent et continueront de causer un préjudice grave aux intérêts du Brésil.

2. Les producteurs de coton upland ont reçu des versements directs, des versements CCP, des versements PFC et des versements d'aide pour perte de parts de marché

2. Dans leur déclaration orale du 7 octobre, les États-Unis ont allégué que le Brésil n'avait pas justifié le montant des versements PFC, de l'aide pour perte de parts de marché, des versements directs et des versements anticycliques accordés aux producteurs de coton upland des États-Unis. Le Brésil a demandé ces renseignements aux États-Unis plus d'un an auparavant au cours de la phase de consultations du présent différend mais ne les a jamais reçus. Hier, les États-Unis ont indiqué au Groupe spécial qu'ils ne collectaient pas et n'avaient pas ces renseignements. Dans des circonstances similaires, les groupes spéciaux de l'OMC ont été d'avis que "[e]n l'absence de preuve directe, les inductions tirées de faits pertinents … déterminer[ont] si les inductions applicables et non réfutées sont suffisantes pour satisfaire aux exigences de la charge de la preuve". Au lieu de cette preuve *directe* non existante, le Brésil a présenté de nombreux éléments de preuve *circonstanciels*, montrant que la totalité ou la quasi-totalité des producteurs de coton upland des États-Unis ont reçu des versements PFC, une aide pour perte de parts de marché, des versements directs et des versements anticycliques pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002.

3. Le Brésil a déjà présenté ces éléments de preuve circonstanciels dans plusieurs communications entre le 24 juin et le 9 septembre 2003. Pour aider le Groupe spécial, le Brésil a regroupé ces éléments de preuve à l'annexe I à sa déclaration finale.

4. Les éléments de preuve exposés à l'annexe peuvent être résumés comme suit: ils démontrent que les niveaux de production de coton étaient très élevés par rapport à la superficie de base totale de coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. Ils montrent que la participation au programme PFC de 1996 des producteurs de coton upland admissibles était presque universelle et que la participation des superficies de base de coton upland plantées en cultures visées par les programmes était de 95,7 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2001. En juin 2003, presque toutes les exploitations admissibles produisant du coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1993-1995 ou 1998-2001 s'étaient inscrites pour recevoir les versements directs et les versements anticycliques. L'USDA a reconnu que les exploitants cotonniers bénéficiaient des versements PFC et des versements d'aide pour perte de parts de marché et traitaient

même ces versements comme faisant partie des "versements des pouvoirs publics pour les campagnes agricoles" pour le coton upland. Des éléments de preuve additionnels montrent que la variation des superficies plantées en coton a été relativement faible entre les campagnes de commercialisation 1999 à 2002 et que l'important matériel consacré au coton et les forces géographiques poussaient les producteurs antérieurs à continuer de produire du coton actuellement. De nombreuses déclarations du Conseil national du coton établissent que les membres de ce Conseil ont reçu des versements PFC et des versements d'aide pour perte de parts de marché et recevraient (et reçoivent) des versements directs et des versements anticycliques.

5. En outre, la Loi FSRI de 2002 prévoit des versements par acre bien plus élevés pour le coton upland que pour les autres cultures visées par les programmes (à l'exception du riz et des arachides). La Loi FAIR de 1996 prévoyait de même des versements par acre plus élevés pour le coton upland (à l'exception du riz). La seule explication possible au fait que les versements par acre pour la superficie de base donnant lieu à des versements PFC, des versements d'aide pour perte de parts de marché, des versements directs et des versements anticycliques étaient beaucoup plus élevés pour le coton upland que pour les autres cultures visées par les programmes était que l'on s'attendait à ce que les producteurs antérieurs de coton upland aient besoin de ces revenus supérieurs par acre pour continuer à produire du coton upland à coût élevé sur les superficies de base. Cette conclusion est encore étayée par le fait que, vu leur coût de production élevé, les producteurs de coton upland des États-Unis auraient perdu 10 cents par livre pendant la campagne de commercialisation 2002 s'ils avaient implanté des superficies de base destinées au maïs (ou à six autres cultures visées par les programmes) donnant lieu à des versements directs et à des versements anticycliques pendant la campagne de commercialisation 2002. Ils auraient enregistré des pertes similaires pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001 s'ils avaient cultivé du coton upland sur les superficies de base destinées à la plupart des autres cultures visées par les programmes.

6. Les éléments de preuve exposés à l'annexe I étayent la méthode employée par le Brésil pour calculer le montant des versements PFC, de l'aide pour perte de parts de marché, des versements directs et des versements anticycliques qui consiste à utiliser le rapport de la production effective de coton upland des États-Unis à la superficie de base de coton upland pour les versements au titre des programmes. Par exemple, la superficie totale plantée en coton upland pendant la campagne de commercialisation 2002 était de 14,1 millions d'acres. Le montant total de la superficie de base de coton upland pendant la campagne de commercialisation 2002 était de 16,2 millions d'acres. Le rapport entre ces deux chiffres est de 0,87. Le Brésil a utilisé ce rapport afin d'ajuster le montant total des versements directs et des versements anticycliques pour le coton upland pour la campagne de commercialisation de manière à obtenir le montant des subventions reçues par les producteurs de coton upland. Sur les 16,2 millions d'acres de la superficie de base de coton upland, 2,1 millions d'acres n'ont pas été plantés en coton upland pendant la campagne de commercialisation 2002. En conséquence, les propriétaires de ces 2,1 millions d'acres soit n'ont rien planté soit ont planté d'autres cultures. Le Brésil n'a donc pas inclus les versements directs et les versements anticycliques pour ces 2,1 millions d'acres dans son calcul des versements aux producteurs de coton upland.

7. Le montant total des versements directs pour la superficie de base de coton upland pendant la campagne de commercialisation 2002 (qui comprend une partie des versements PFC considérés comme des versements directs) était de 558 millions de dollars. C'est pendant la campagne de commercialisation 2002 que l'USDA a versé le plus haut montant de versements CCP pour le coton upland – 1,148 milliard de dollars EU. Si l'on multiplie ces chiffres par 0,87 on arrive à des résultats de 485 millions de dollars en versements directs et de 998 millions de dollars en versements anticycliques pour les producteurs de coton upland.

8. Les États-Unis refusent de fournir la méthode de calcul du montant des versements directs et des versements anticycliques (ou PFC et aide pour perte de parts de marché) accordés aux exploitants de coton upland. La méthode suggérée par le Brésil repose sur la conclusion que tous les producteurs

de coton upland ont reçu ces versements. En particulier, les éléments de preuve donnent à penser que la meilleure façon de calculer le montant des versements est de constater que les producteurs de coton upland des États-Unis ont reçu ces versements en utilisant les superficies de base de coton upland. Cela découle des éléments de preuve exposés à l'annexe I de la déclaration finale du Brésil.

9. Les États-Unis affirment que "le Brésil n'a présenté aucun élément de preuve montrant que les bénéficiaires de ces versements découplés pour les superficies de base de coton upland sont en fait les producteurs de coton upland". Apparemment, ce que les États-Unis voulaient dire en faisant cette déclaration est que le Brésil doit fournir des données détaillant le montant de chaque versement direct reçu par chaque exploitant cotonnier pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. Ce sont là des données qui, de l'aveu des États-Unis, n'existent pas. Mais cela exigerait du Groupe spécial qu'il écarte tous les éléments de preuve circonstanciels fournis par le Brésil. L'article 11 du Mémorandum d'accord prescrit au Groupe spécial de "procéder à une évaluation objective des faits de la cause". En l'absence de toute autre méthode proposée par les États-Unis, les "faits de la cause" sont ceux présentés par le Brésil.

10. Par conséquent, ce que les États-Unis proposent est que le Groupe spécial fasse abstraction de 1,7 milliard de dollars accordé à titre de versements directs et de versements PFC simplement parce que les États-Unis ne collectent pas de données qui permettraient d'établir le nombre précis – lequel serait très faible – d'exploitants de coton upland qui n'ont pas reçu ces versements. Une telle approche permettrait aux Membres de l'OMC de passer sous silence d'importants montants de subventions en refusant simplement de collecter des données. Le Groupe spécial ne doit pas permettre à cette position de l'emporter.

3. Allégations d'empêchement des hausses de prix formulées par le Brésil au titre de l'article 6.3 c) et études économétriques

11. Le Brésil a fourni de nombreux éléments de preuve sous forme de documents et de déclarations de témoins démontrant l'existence et le versement de subventions, ainsi que l'existence d'un lien de causalité entre les subventions et d'importants empêchements des hausses de prix. En outre, le Brésil a présenté au Groupe spécial un certain nombre d'éléments de preuve tirés de différentes études montrant d'importants effets d'empêchements des hausses de prix. Il faut citer en particulier les deux études Westcott/Meyer de l'USDA (mentionnées et commandées par la Commission de limitation des versements) qui montrent un empêchement des hausses de prix de 10 pour cent pour la campagne de commercialisation 2000 et un empêchement des hausses de prix estimé à 33,6 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2001 *uniquement* du fait de la suppression des subventions sous forme de prêts à la commercialisation. M. Sumner par contre a constaté qu'il y avait eu un empêchement des hausses de prix aux États-Unis de 32,7 pour cent dû à l'effet de *toutes* les subventions applicables pendant la campagne de commercialisation 2001. Étant donné que les effets sur les prix constatés par M. Sumner sont inférieurs, il est étrange que les États-Unis allèguent que son analyse manque de "modération". D'autres études du CCIA - dont tant les États-Unis que le Brésil sont membres - montrent que les hausses des prix mondiaux avec la suppression de certaines des subventions des États-Unis se chiffrent à 10,5 pour cent pour la campagne de commercialisation 2000 et à 26,3 pour cent pour la campagne de commercialisation 2001. M. Sumner a constaté que les effets de la suppression de *toutes* les subventions des États-Unis applicables pendant les campagnes de commercialisation 2000 et 2001 auraient entraîné des hausses des prix mondiaux de 7,74 pour cent et 17,7 pour cent, respectivement. Le Brésil a présenté de nombreuses autres études comme éléments de preuve. Ces études montrent toutes un empêchement important des hausses de prix.

12. Quel a été la réaction des États-Unis à chacune de ces études? Comme ils l'ont dit au cours des deux derniers jours, les États-Unis ont constaté des problèmes dès le départ dans chacune de ces études. Mais ils se sont surtout attaqués au modèle du FAPRI de M. Sumner, sur lequel le Congrès

des États-Unis et l'USDA se sont souvent appuyés. Les États-Unis ont même trouvé à redire aux résultats des études Westcott/Meyer de 2000 et 2001 sur les prêts à la commercialisation. Et ils nous annoncent qu'ils passeront les six prochaines semaines à critiquer toutes les études citées par le Brésil.

13. Le Groupe spécial doit cependant se demander si *tous* ces économistes, y compris certains des principaux économistes de l'USDA pouvaient avoir tort alors que leurs résultats appuient le point de vue du chef économiste USDA lui-même à savoir que les producteurs des États-Unis sont protégés des forces du marché par ces subventions? Ces économistes pourraient-ils avoir tort parce qu'ils ont commis l'erreur d'appliquer la notion fondamentale selon laquelle de grosses subventions à la production entraînent un accroissement de l'offre et qu'une offre accrue entraîne une baisse notable des prix?

14. En fin de compte ces analyses économétriques constituent des outils utiles pour confirmer ce que le bon sens nous dit déjà, que 12,9 milliards de dollars accordés à titre de subventions entre les campagnes de commercialisation 1999 à 2002 ont des effets sur la production. Que le Conseil national du coton avait raison de faire valoir que les exploitants de coton upland des États-Unis ne pouvaient pas survivre sans toutes les subventions visant spécifiquement le coton. Que de nombreux producteurs des États-Unis avaient besoin des subventions pour combler le fossé énorme entre leurs coûts totaux et les revenus du marché. Que la superficie aux États-Unis n'a pas diminué alors que les prix étaient tombés à leurs niveaux les plus bas entre les campagnes de commercialisation 1999 à 2001 – la superficie plantée aux États-Unis a au contraire augmenté. Que les producteurs des États-Unis ont planté 14,1 millions d'acres de coton upland alors que les prix étaient à leurs niveaux les plus bas au printemps 2002. Que les exportations des États-Unis n'ont pas diminué alors que les prix chutaient et que le dollar des États-Unis s'appréciait – les exportations ont au contraire augmenté. Et que les effets des subventions des États-Unis sur les empêchements des hausses de prix se répercutent sur le monde entier et sur différents marchés, y compris celui du Brésil.

4. Le Brésil a établi une allégation au titre de l'article 6.3 d)

15. En ce qui concerne son allégation au titre de l'article 6.3 d), le Brésil a démontré que le sens ordinaire du terme "part du marché mondial" est la part du marché mondial des exportations. L'USDA, les CE et le Canada utilisent tous ce terme pour se référer à la part du marché d'exportation, et non à la part de la consommation mondiale. Cette interprétation est compatible avec l'utilisation du terme "commerce" à la note de bas de page 17 de l'Accord SMC pour signifier la "vente et distribution de produits et de services au-delà des frontières internationales". Elle est également compatible avec l'objet et le but de l'article 6.3 d) qui est d'empêcher un Membre d'utiliser ses subventions pour *accroître* sa part du marché mondial d'un produit donné.

16. Les faits incontestés montrent que la part des États-Unis dans le commerce mondial a considérablement augmenté entre la campagne de commercialisation 1998 et la campagne de commercialisation 2002 et qu'il est prévu qu'elle se maintienne à des niveaux très élevés pendant la campagne de commercialisation 2003. Cet accroissement est une tendance constante depuis la campagne de commercialisation 1996. La "tendance constante" n'est pas nécessairement une suite ininterrompue d'augmentations pendant la période examinée, comme les États-Unis semblent le faire valoir. En raison de graves problèmes climatiques, comme ceux qu'ont connus les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 1998, la part du marché d'exportation pour les questions agricoles sera toujours susceptible de subir des variations annuelles qui ne sont pas causées par les subventions. La tendance doit par contre refléter une augmentation globale et non plusieurs variations importantes pendant la période examinée. La tendance de la part du marché mondial de coton upland détenue par les États-Unis à partir de la campagne de commercialisation 1996 et plus particulièrement à partir de la campagne de commercialisation 1998 fait apparaître un accroissement soutenu et notable. Les faits incontestés montrent que les États-Unis ont obtenu une part record du marché mondial pendant les

campagnes de commercialisation 2001 et 2002, à une période où les subventions des États-Unis atteignaient des niveaux records.

5. Le Brésil a établi que la part du commerce mondial d'exportation détenue par les États-Unis n'était pas équitable

17. La notion de "part équitable du commerce mondial d'exportation" dépend nécessairement des faits de la cause dans chaque affaire. Chaque affaire est axée sur les faits comme il ressort du texte de l'article XVI:3 qui prescrit au Groupe spécial d'examiner les "facteurs spéciaux". Le Brésil suggère que le point de savoir s'il y a eu des *augmentations* de la part du marché induites par des subventions serait un des facteurs à prendre en considération. Un autre facteur est le coût relatif de production des Membres se faisant concurrence pour des parts du marché mondial. Les faits incontestés (fondés sur les données de septembre 2003 du CCIA) montrent que la part des exportations mondiales de coton assurée par les États-Unis a plus que *doublé* pendant les campagnes de commercialisation 1998-2002 – passant de 18,7 à 39,3 pour cent. Au même moment, la part collective des producteurs africains dans les exportations mondiales a *diminué*, revenant de 10,2 à 8,1 pour cent du commerce mondial. Le diagramme 26 illustre ces tendances. S'il est une image qui vaut tous les discours c'est bien celle-là.

18. Le Brésil estime qu'il n'est pas équitable qu'un Membre de l'OMC fortement subventionné fasse plus que doubler sa part des marchés mondiaux concurrentiels de coton upland en seulement cinq ans grâce à une contribution notable des subventions. Il n'est pas équitable non plus que ce Membre puisse le faire alors ses œûts de production sont deux fois plus élevés que ceux des producteurs les plus pauvres et les plus démunis du monde. Pourtant, confrontés à ces faits, les États-Unis se contentent de répondre que la définition du terme "inéquitable" est désespérément vague. Le Brésil ne pense pas que l'iniquité dans la présente affaire soit si difficile à déterminer.

ANNEXE F-3

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION LIMINAIRE DES ÉTATS-UNIS À LA DEUXIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL AVEC LES PARTIES

1. **L'analyse du Brésil n'établit pas à qui vont certains versements ni si certains versements peuvent à bon droit être imputés au coton upland exporté.** Un des éléments fondamentaux des allégations du Brésil est que ce dernier doit identifier le "produit subventionné" causant le préjudice grave que, selon ses allégations, subissent ses intérêts.[1] Cependant, le Brésil n'a même pas expliqué ce qu'est le "produit subventionné" pour chacun des types de subventions dont il allègue qu'elles causent un préjudice grave. Le Brésil semble partir de l'hypothèse que le "produit subventionné" est le coton upland sous la forme qui fait l'objet d'un commerce sur le marché mondial. Pourtant, bon nombre des subventions en cause sont versées aux producteurs de coton. Le coton est transformé et vendu avant d'être mis sur le marché. Le Brésil n'a pas montré comment on peut partir de l'hypothèse que la subvention au producteur est répercutée sur l'exportateur.

2. La demande d'établissement de groupe spécial formulée par le Brésil identifie les mesures contestées comme étant "des subventions accordées aux producteurs, aux utilisateurs et/ou aux exportateurs américains de coton upland". Cependant, c'est au Brésil, en tant que partie plaignante, qu'il incombe d'établir qui sont les bénéficiaires des subventions et d'établir que les subventions sont à bon droit imputées au coton upland. Étant donné que le Brésil ne l'a pas fait, il ne s'est pas acquitté de la charge de démontrer que le coton est subventionné aux fins d'examiner les effets défavorables des subventions.

3. Dans la partie du présent différend concernant la clause de paix, les États-Unis ont parlé en détail de certains versements découplés qui ne sont pas liés à la production de coton upland. S'agissant de ces versements découplés, le Brésil n'a pas démontré qui en sont les bénéficiaires en liaison avec les exportations de coton upland quelles qu'elles soient. Le Brésil suppose simplement que tout producteur de coton upland est détenteur d'une superficie de base de coton upland et reçoit un versement découplé. Il n'a cité aucun fait pour démontrer que c'est le cas.

4. Même si le Brésil avait présenté des éléments de preuve montrant que les bénéficiaires de ces versements étaient des producteurs de coton upland, cela ne suffirait pas. Le Brésil devrait encore attribuer ces versements, dont il admet qu'ils ne sont pas liés à la production actuelle de coton upland, par rapport à la production totale d'une exploitation bénéficiaire.[2]

---

[1] Par exemple, aux fins d'une allégation au titre de l'article 6.3 c) de l'Accord sur les subventions, "la subvention se traduit" nécessairement par "une sous-cotation notable du prix", ou le "produit subventionné" a pour effet "d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix ou de faire perdre des ventes dans une mesure notable". De même, au titre de l'article 6.3 d), "la subvention se traduit" [nécessairement] par un accroissement de la part du marché mondial "*pour un produit primaire ou un produit de base subventionné* particulier".

[2] Accord sur les subventions, Annexe IV, paragraphes 1 à 3. (Nous soulignons le contexte fourni par l'Annexe IV de l'Accord sur les subventions, qui explique le calcul du subventionnement *ad valorem* d'un produit au titre de l'article 6.1 a) de l'Accord sur les subventions, qui n'est plus applicable maintenant. Cette annexe prévoyait (entre autres conditions) que, à moins que "la subvention [soit] liée à la production ou à la vente d'un produit donné", le taux global de subventionnement d'un "produit" est calculé à partir du montant de

5. Le Brésil par dont de l'hypothèse que les subventions[3] en cause sont reçues par quelqu'un qui produit actuellement du coton simplement d'après le fait que la subvention est fondée sur la production antérieure de coton. Le Brésil n'a pas expliqué de quelle façon cela faisait du coton upland actuellement en vente sur le marché d'exportation le "produit subventionné" en ce qui concerne ces versements. Le Brésil n'a pas démontré que les bénéficiaires des subventions participaient actuellement à la production de coton, pas plus qu'il n'a démontré quelle part de la subvention, même selon son approche, devait être attribuée aux autres cultures produites par le bénéficiaire, comme le maïs ou le soja.

6. **Le Brésil n'a pas établi que les subventions des États-Unis ont empêché des hausses de prix ou déprimé les prix sur le même marché.** Comme nous l'avons noté plus haut, le Brésil n'a en fait même pas démontré quel était le produit subventionné pour chacune des subventions qu'il conteste ni l'importance des subventions pour le coton upland exporté. Cependant, sans dispenser le Brésil de la charge qui lui incombe sur ces questions, nous faisons observer que même son approche excessivement simplifiée ne suffit pas à démontrer l'existence d'un lien de causalité. C'était en grande partie les subventions des États-Unis qui résultaient du fait que les prix du marché étaient bas et non l'inverse.

7. Cela n'est nulle part plus évident que pour la campagne de commercialisation 2001, année pendant laquelle les prix du marché ont atteint leurs niveaux les plus bas. Le Brésil n'a pas expliqué que les signaux du marché (les prix à terme), au moment où les producteurs des États-Unis prenaient leurs décisions en matière de plantation, donnaient à penser que les prix demeureraient élevés. En conséquence, les importants versements au titre de prêts à la commercialisation finalement effectués pendant la campagne de commercialisation 2001 ne démontrent pas que les versements pendant cette campagne ont eu pour effet d'accroître la production des États-Unis. L'expert du Brésil reconnaît ce point, mais le Brésil n'a présenté dans sa communication complémentaire *aucune* information sur "les attentes des cultivateurs concernant les incitations à la production au moment où ils prennent leurs décisions en matière de plantation", information dont l'expert du Brésil lui-même a dit que "la plantation de coton dépend". L'explication simple donnée par le Brésil de la situation pendant les campagnes de commercialisation 1999 à 2002 ne tient pas compte des "principes économiques de base" qui, de l'avis de son propre expert, sont pertinents dans la présente affaire.

8. **Le modèle de M. Sumner présenté par le Brésil est insuffisamment expliqué et appliqué de manière inappropriée pour une analyse rétrospective et il part apparemment d'hypothèses et d'estimations fausses.** En présentant cette réponse à l'analyse de l'expert du Brésil, les États-Unis font observer qu'un modèle de simulation ne peut pas être utilisé pour analyser la suppression hypothétique des subventions des États-Unis en l'absence de réponses aux questions qui précèdent concernant le produit subventionné et l'importance des subventions. En d'autres termes, l'utilisation d'un modèle de simulation ne peut pas dispenser le Brésil de la charge qui lui incombe de faire valoir les éléments nécessaires pour établir ses allégations. Cette critique de l'analyse de M. Sumner est destinée à montrer que l'approche du Brésil est fondamentalement viciée dans tous ses aspects.

---

la subvention par rapport à "la valeur totale des ventes de l'entreprise bénéficiaire durant la période de 12 mois".)

[3] Le Brésil prétend inclure les garanties de crédit à l'exportation au titre du programme GSM-102 dans ses allégations faisant état d'une subvention pouvant donner lieu à une action. Cependant, il s'est contenté de formuler des allégations concernant les quantités de garanties de crédit à l'exportation apportant des avantages au coton, et concernant la valeur des exportations. Il n'a nulle part présenté d'éléments de preuve concernant le taux de subventionnement qui, selon ses allégations, résulte de ce programme ou concernant le montant de la subvention. Par conséquent, là encore, le Brésil n'a fourni aucun élément de preuve concernant le montant de la subvention dont il allègue qu'elle est fournie par les garanties de crédit à l'exportation des États-Unis.

9. Étant donné que le Brésil n'a pas donné accès au modèle lui-même, on ne peut pas dire avec certitude de quelle manière la modélisation affecte les résultats.[4] Néanmoins, si l'on se fonde sur ce qui a été présenté à l'annexe I, l'analyse du Brésil semble viciée à plusieurs égards et, par conséquent, les conclusions tirées sont partiales et de nature à induire en erreur. Si l'utilisation d'une approche fondée sur une modélisation est bien acceptée en ce qui concerne les projections concernant l'avenir, l'utilisation d'un modèle de base pour simuler des résultats hypothétiques pour la période antérieure 1999-2002 pose problème parce qu'elle repose sur l'hypothèse implicite que les producteurs pouvaient prévoir parfaitement les conditions réelles pendant l'année en question. Cela peut exagérer les effets du programme parce que le modèle part de résultats qui n'étaient pas anticipés par les producteurs lorsqu'ils ont pris leurs décisions en matière de plantation. En outre, on ne voit pas clairement dans quelle mesure les données effectivement observées entrent dans le processus. Cette différence n'est pas simplement d'ordre conceptuel: le choix des valeurs peut affecter les résultats signalés.

10. L'utilisation par le Brésil de prix décalés pour remplacer les cours escomptés pose également problème. Les études récentes ont critiqué l'utilisation de variables décalées pour remplacer les résultats escomptés et de nombreuses études utilisent les prix à terme pour la récolte de l'année suivante comme représentant au mieux le cours escompté. L'utilisation des prix à terme dans un cadre de modélisation portant sur plusieurs produits pour des projections relatives à une période étendue est incommode. Néanmoins, l'utilisation de prix décalés aux fins de la modélisation n'empêche pas la possibilité d'une distorsion. Pour les années pendant lesquelles surviennent des chocs importants, les prix décalés permettent mal de prédire les cours escomptés. Le prix à terme en revanche est plus efficace parce qu'il est fondé sur des renseignements plus actuels.[5]

11. Les estimations faites par l'expert du Brésil de l'incidence du programme des États-Unis après la campagne de commercialisation 2001 sont encore gonflées par son choix de données de base utilisant des prix bas pour la comparaison hypothétique.[6] Les données de base utilisant des prix bas

---

[4] Le rapport fourni par le Brésil en tant qu'annexe I à sa communication complémentaire ne donne pas le modèle lui-même, ni les spécifications détaillées des équations qu'il utilise. En conséquence, le Brésil demande essentiellement au Groupe spécial et aux États-Unis de croire M. Sumner sur parole pour ce qui est des résultats. Les États-Unis soulignent les raisons pour lesquelles l'approche de l'expert du Brésil est inappropriée pour une analyse rétrospective de l'effet des subventions américaines. Toutefois, même si l'approche de son expert était appropriée, le Brésil n'a pas fourni suffisamment d'éléments de preuve pour permettre au Groupe spécial de comprendre et d'évaluer pleinement ce modèle. En conséquence, tout à fait indépendamment des vices identifiés par les États-Unis, le fait que le Brésil s'appuie sur les résultats insuffisamment expliqués de M. Sumner, évident dans toute la dernière communication du Brésil, démontre une fois de plus que le Brésil n'a pas établi *prima facie* que les subventions des États-Unis avaient les effets qu'il leur reproche.

[5] Prenons par exemple la campagne agricole 2002. Dans l'analyse du Brésil, en ce qui concerne la superficie, la suppression du programme de prêts pour le coton entraîne une réduction de 36 pour cent de la superficie plantée aux États-Unis – ce qui représente, pris séparément, l'effet le plus important pour toutes les années examinées dans cette analyse. D'après les prix décalés, le cours escompté pour 2002 était de 29,8 cents par livre, soit une baisse de 40 pour cent par rapport aux niveaux de 2001. Pourtant, les données concernant le marché à terme laissent supposer une baisse bien plus faible du cours escompté. Les cours du terme de décembre considérés comme une moyenne en février 2002 s'établissaient à 42,18 cents la livre en moyenne, soit une chute de 28 pour cent par rapport aux niveaux de l'année précédente. Si l'on se fonde sur la fourchette que donne le Brésil de l'élasticité de l'adaptation de l'offre, comprise entre 0,36 et 0,47, un recul de cette ampleur laisserait penser que la superficie a reculé de 10 à 13 pour cent par rapport à l'année précédente. En fait, la superficie réelle de coton aux États-Unis a reculé de 12 pour cent (revenant de 15,5 millions d'acres en 2001 à 13,7 millions d'acres en 2002), ce qui suggère des niveaux de superficie parfaitement compatibles avec la situation du marché mondial et les cours escomptés.

[6] L'estimation de l'expert du Brésil pour l'indice A en 2002 est de 51 cents contre 54 cents pour les données de base du FAPRI pour mars 2003, et un prix réel de 56 cents. Pour 2003, l'expert du Brésil a de nouveau estimé l'indice A à 51 cents, alors que les données de base du FAPRI prévoient 58,4 cents; au 15 septembre 2003, l'indice A était de 65,5 cents.

exagèrent les résultats pour 2003-2007 et aboutissent à des projections de versements au titre des prêts à la commercialisation notables pour 2003-2007.

12. Les ouvrages économiques concernant les versements découplés reconnaissent que les programmes peuvent avoir une certaine incidence sur la production et que cette incidence dépend en partie des attentes des exploitants. Les travaux de recherche concluent cependant que l'incidence semble négligeable. L'expert du Brésil par contre, en se fondant sur une logique simplifiée, produit des estimations de l'incidence des versements au titre de contrats de flexibilité de la production (PFC) qui n'ont aucun fondement ni empirique ni théorique. Il est largement admis que ces programmes ont des incidences au niveau de l'ensemble de l'exploitation et non au niveau de cultures spécifiques. De plus, l'incidence est bien plus faible que ne l'a estimé le Brésil; l'incidence au niveau de l'ensemble de l'exploitation représente peut-être au maximum un quart à un cinquième de l'incidence indiquée par l'expert du Brésil pour le coton uniquement.

13. Le Brésil fait valoir que les versements d'aide pour perte de parts de marché (MLA) ont un effet plus important sur la superficie que les versements PFC, bien que les versements MLA soient effectués sur la même base que les versements PFC. Les textes de lois supplémentaires autorisant chacun de ces versements MLA ont été adoptés plusieurs mois après les plantations pour la campagne agricole en question. Le Brésil affirme que les producteurs s'attendaient à des versements MLA au moment de la plantation. Cependant, si les producteurs s'attendaient à recevoir des versements, ils savaient alors aussi qu'ils auraient droit à bénéficier de ces versements qu'ils plantent ou non du coton. En fait, ils pouvaient choisir de ne rien planter du tout et avoir quand même droit aux versements.

14. Le Brésil fait valoir que les versements anticycliques "constituent manifestement une plus grande incitation à la production que les versements pour perte de parts de marché ou les versements directs" mais ne présente aucun élément de preuve empirique pour justifier une telle allégation. Cette allégation, de même que la façon dont l'expert du Brésil a traité les versements découplés en général, est d'autant plus étonnante que l'expert du Brésil a dit récemment dans une communication que la Loi de 2002 sur l'agriculture aurait un effet minime sur la superficie de coton et les cours mondiaux. L'expert du Brésil a également fait observer qu'"il sera difficile d'isoler l'influence de la FSRIA au milieu des flux normaux des marchés mondiaux".[7] Nous sommes d'accord avec les conclusions *publiées* précédemment par M. Sumner sur ces points.

15. Les subventions au titre de l'assurance-récolte sont généralement disponibles pour les producteurs de la plupart des récoltes et ne donnent par conséquent pas un avantage spécifique à une culture par rapport à une autre. Par conséquent, leurs effets ne concernent pas des produits spécifiques et elles ont des effets nuls ou minimes sur les marchés du coton. En outre, les souscriptions d'assurance-récolte par les planteurs de coton se sont situées en général à des niveaux de couverture inférieurs à ceux des autres cultures en ligne. Pour 2002-2003, en gros 90 pour cent de la superficie de coton assurée était couverte à 70 pour cent ou moins, conformément au critère énoncé au paragraphe 8 a) de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture. Cela donne à penser que même si l'on considérait que les subventions au titre de l'assurance-récolte pour le coton concernent une culture spécifique, plus de 90 pour cent de la superficie de coton assurée serait exemptée, les effets sur les échanges étant nuls ou minimes.

16. Enfin, si certaines études comme celles qu'a citées le Brésil laissent entendre que les subventions au titre de l'assurance-récolte peuvent avoir un léger effet sur la superficie, les effets sur la production sont moins clairs. Les études récentes donnent à entendre que les exploitations plus assurées ont tendance à utiliser moins d'intrants tels qu'engrais et pesticides et vice versa. Cela

[7] Sumner, D.A. "Implications of the US Farm Bill of 2002 for Agricultural Trade Negotiations." Australian Journal of Agricultural and Resource Economics. 47(2003): 99-123, at 114. (Voir pièce n° 56 des États-Unis.)

indique un problème potentiel de risque moral liés à l'assurance-récolte: un effet négatif sur les rendements, qui pourrait bien neutraliser tout effet marginal sur la superficie des cultures.

17. L'importance des versements au titre du programme Step 2 dans les données de base du Brésil semble exagérée, en partie parce que les données de base utilisent des prix bas, comme nous l'avons vu plus haut. Les résultats du Brésil sont incompatibles avec d'autres analyses du programme Step 2.[8] Ainsi, contrairement aux résultats donnés par le modèle de l'expert du Brésil, les avantages des versements au titre du programme Step 2 sembleraient bénéficier essentiellement au producteur, et n'avoir que des effets négligeables sur les marchés mondiaux. Le Brésil manque de documentation pour appuyer son modèle, mais il est peut-être possible d'expliquer cette différence par le fait que le Brésil adopte une équation relative à la superficie qui tient davantage compte des prix.

18. Si le Brésil a présenté un cadre de modélisation conventionnel, la façon dont il a modélisé les versements agricoles des États-Unis peut être considérée en grande partie comme "non conventionnelle". L'analyse présentée par le Brésil à l'annexe I n'est donc pas "modérée", mais produit en fait des résultats qui sont incompatibles avec un ensemble plus large de travaux scientifiques.

19. **Arguments juridiques additionnels.** En ce qui concerne l'empêchement des hausses de prix ou la dépression des prix au titre de l'article 6.3 c) de l'Accord sur les subventions, le Brésil estime que c'est l'effet sur les producteurs du Membre plaignant qui doit être "notable". Nous jugeons peu plausible que l'Accord sur les subventions ait été destiné à créer des critères multiples pour les groupes spéciaux: c'est-à-dire que ce qui peut être "notable" pour les producteurs d'un Membre puisse être "non notable" pour un autre. Le contexte permettant de rejeter l'approche du Brésil est constitué par l'article 15.2 de l'Accord sur les subventions qui énonce, aux fins de l'application de droits compensateurs, les mêmes effets qu'à l'article 6.3. Ce texte montre encore plus clairement que l'analyse concerne le point de savoir si le niveau d'empêchement des hausses de prix ou de dépression des prix lui-même est "notable".[9] Le Brésil n'a pas laissé entendre que les analyses au titre de l'article 15.2 et de l'article 6.3 c) devraient être différentes.

20. En ce qui concerne l'article XVI:3 du GATT de 1994, le Brésil semble partir de l'hypothèse qu'il peut formuler une allégation au titre de cette disposition concernant toutes les subventions des États-Unis qu'il conteste. Cependant, l'article XVI:3 ne s'applique qu'aux subventions à l'exportation. Par conséquent, étant donné que le Brésil a fondé son allégation au titre de l'article XVI:3 sur des éléments de preuve concernant toutes les subventions des États-Unis qu'il conteste et pas seulement les subventions qui, selon ses allégations, sont des subventions à l'exportation, le Brésil n'a pas établi *prima facie* le bien-fondé de ses allégations.

---

[8] Selon les données de base du Brésil, les versements au titre du programme Step 2 sont en moyenne de 5,6 cents par livre pour la période 2003-2007, la suppression des versements au titre du programme Step 2 fait augmenter les cours mondiaux de 1,6 cent en moyenne, tandis que les prix agricoles reculait de 2,5 cents par livre. Ces effets allégués sont plus élevés que ceux constatés par d'autres. Ainsi, en 1999, lorsque le Congrès débattait de la question de savoir s'il convenait d'autoriser à nouveau les subventions au titre du programme Step 2, le FAPRI a analysé les effets qu'aurait cette mesure pour le compte du Comité du Sénat sur l'agriculture, la nutrition et la foresterie. Dans cette analyse, il a été estimé que le versement moyen au titre du programme Step 2 était de 5,3 cents par livre, ce qui entraînait une hausse du prix au comptant aux États-Unis de 4 cents et une baisse du cours mondial du coton de moins de 0,5 cent.

[9] Accord sur les subventions, article 15.2 ("Pour ce qui concerne l'effet des importations subventionnées sur les prix, les autorités chargées de l'enquête examineront ... si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix *dans une mesure notable* ou d'empêcher *dans une mesure notable* des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites.").

21. Enfin, s'agissant des allégations du Brésil concernant la menace de préjudice grave, les États-Unis soulignent que le Brésil n'a pas présenté de données récentes sur les prix du marché et les prix à terme ce qui dément l'idée qu'il y a une probabilité clairement démontrée et imminente de préjudice grave à l'avenir. En fait, les prix sont actuellement au-dessus du niveau auquel le programme de prêts à la commercialisation confère un avantage aux producteurs de coton upland des États-Unis et ils devraient demeurer à ce niveau. S'il n'existe pas une "probabilité clairement démontrée et imminente" de préjudice grave pendant la campagne de commercialisation 2003, il s'ensuit qu'il ne peut y avoir de menace de préjudice grave non plus pour les campagnes de commercialisation 2004-2007.

ANNEXE F-4

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION FINALE DES ÉTATS-UNIS À LA DEUXIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL AVEC LES PARTIES

1. Les États-Unis feront de brèves observations concernant les allégations du Brésil sur "l'effet" de leurs subventions. Le Brésil n'a pas montré l'existence d'un lien de causalité entre les subventions des États-Unis et les effets qu'il attribue à ces subventions. Les États-Unis ont souligné que le Brésil n'avait pas dissocié ni distingué les éléments de preuve concernant l'effet des autres facteurs de ceux concernant l'effet allégué des subventions des États-Unis contestées. En fin de compte, cette question porte sur la qualité des éléments de preuve dont est saisi le Groupe spécial et sur la question de savoir si le Brésil a établi *prima facie* le bien-fondé de ses allégations.

2. L'argumentation du Brésil comporte trois éléments principaux. Premièrement, il y a l'argument de la "proximité temporelle" – c'est-à-dire que les faibles cours mondiaux coïncident avec des subventions élevées des États-Unis.[1] M. le Président, il y subventions et subventions. Par exemple, ce n'est pas la même chose que je vous donne une subvention de 10 dollars pour produire ou une subvention de 10 dollars que vous produisiez ou non. En fonction de la nature du versement, on pourrait estimer qu'il y aura des effets différents. Par conséquent, on ne peut pas simplement faire le total de la valeur de tous les versements des États-Unis et alléguer que ces subventions ont eu "un effet" sur la production et les prix.

3. Dans cette partie de son argumentation, le Brésil fait une utilisation abusive des données sur la production en établissant des comparaisons à partir des campagnes de commercialisation 1998 et 2001. En 1998, la production a été réduite par la sécheresse et un abandon record des cultures. En 2001, elle a été dopée par des rendements records. Utiliser 1998 et 2001 comme le début et la fin d'une comparaison fausse donc l'analyse.

4. Le Brésil a dit hier que l'accroissement de la production des États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2001 n'était pas dû seulement à des rendements records mais également à un accroissement de la superficie. Cela est vrai – il y a eu un certain accroissement de la superficie en 2001, mais le Brésil n'a pas établi une comparaison appropriée pour replacer ce renseignement dans son contexte. Le Brésil aurait dû comparer l'accroissement de la superficie aux États-Unis entre les campagnes de commercialisation 2000 et 2001 avec l'accroissement de la superficie dans le reste du monde. Les États-Unis attirent l'attention du Groupe spécial sur la pièce n° 63 des États-Unis communiquée aujourd'hui. Cette pièce montre, pour les campagnes de commercialisation 1996-2002, le changement en pourcentage de la superficie récoltée par rapport à la campagne de commercialisation précédente aux États-Unis et dans le reste du monde.

5. Pendant la campagne de commercialisation 1996, lorsque les programmes contestés par le Brésil ont été introduits, vous constaterez un large recul de la superficie des États-Unis par rapport à celle du reste du monde. Les États-Unis attirent votre attention sur la campagne de commercialisation 1998, pendant laquelle il y a un fort recul de la superficie récoltée aux États-Unis en raison de la sécheresse, suivi d'un fort accroissement pendant la campagne de commercialisation 1999, ces deux tendances s'annulant en bonne partie. Pendant la campagne de

[1] Les États-Unis ont examiné l'absence de connexion entre les bas cours mondiaux et le niveau des subventions dans la pièce n° 44 des États-Unis.

commercialisation 2001, vous verrez que l'accroissement de la superficie aux États-Unis correspond à un accroissement de la superficie dans le reste du monde. Pendant la campagne de commercialisation 2002, le recul en pourcentage de la superficie récoltée aux États-Unis est *plus important* que celui observé dans le reste du monde. Les données n'étayent donc pas l'affirmation du Brésil selon laquelle les producteurs des États-Unis sont à l'abri des forces du marché. En fait, la superficie récoltée aux États-Unis en grande partie augmente et diminue parallèlement à celle du reste du monde.

6. (Hier, M. Moulis a posé une question concernant les données figurant dans la fiche d'information sur le coton upland. Les données figurant dans la pièce n° 63 des États-Unis ne viennent pas de cette fiche d'information mais de la base de données la plus récente du Département de l'agriculture des États-Unis – la source spécifique est indiquée à la deuxième page de la pièce jointe. Le Brésil a eu recours à cette même source pour de nombreuses pièces jointes dans ses communications.)

7. Le deuxième élément de l'argumentation du Brésil que les États-Unis souhaitent aborder est le fait que le Brésil s'appuie sur le modèle de M. Sumner. Nous aimerions d'abord faire une observation sur quelque chose que M. Sumner a dit dans sa déclaration aujourd'hui, à savoir que les États-Unis ne s'opposent pas à l'utilisation du modèle de base du FAPRI. En fait, comme il ressort de la partie de la déclaration liminaire des États-Unis prononcée par M. Glauber, nous critiquons comme étant inappropriée l'utilisation d'un modèle de simulation de base pour une analyse rétrospective, analyse pour laquelle ce modèle n'est pas conçu et n'est guère adapté.

8. L'analyse de M. Sumner utilise également des chiffres de base faibles, ce qui n'est pas approprié, pour son analyse prospective des années à venir. Je note avec intérêt la déclaration de M. Sumner à savoir qu'il a utilisé les données de base préliminaires du FAPRI pour novembre 2002 parce que ces données étaient disponibles quand il a appliqué son modèle et que les résultats auraient été encore plus extrêmes s'il avait utilisé les données de base du FAPRI pour 2002 "publiées l'hiver précédent". Les États-Unis se rendent compte qu'il aurait été difficile pour M. Sumner d'appliquer à nouveau son modèle, mais le FAPRI a publié des données de base plus récentes en janvier 2003 (sortie en mars 2003[2]), de nombreux mois avant que le Brésil ne présente les résultats de son modèle au Groupe spécial et aux États-Unis. Nous estimons que ces données de base plus récentes du FAPRI auraient été plus appropriées pour procéder au calcul, mais le Brésil a choisi de ne pas les utiliser, présentant au contraire au Groupe spécial des résultats basés sur des données dépassées et inexactes. Nous nous demandons ce que donnerait une analyse prospective fondée sur ces données beaucoup plus récentes.

9. La troisième question est celle des allégations selon lesquelles les coûts des États-Unis seraient élevés, question que nous n'avons abordée que brièvement au cours de la présente audition et à laquelle nous retournerons plus en détail dans nos communications. Le Brésil demande comment, sans subvention, les producteurs à coût élevé des États-Unis ont pu rester en activité? Il importe de signaler d'abord que toutes les projections relatives aux coûts du Département de l'agriculture des États-Unis citées par le Brésil ne sont que des mises à jour d'une étude des coûts réalisée en 1997. Pour chacune des années suivantes, le Département a simplement pris les résultats de l'étude des coûts de 1997 et les a mis à jour pour tenir compte de l'augmentation générale des prix en fonction de l'indice des prix à la production.

10. Cette approche suppose que la combinaison des intrants est demeurée la même en 1997 et les années suivantes. Cela entraîne cependant une présentation de données inexactes concernant les coûts actuels. Le Brésil a déclaré à plusieurs reprises au cours de la présente audition qu'il ne niait pas que des facteurs de réduction des coûts étaient survenus – par exemple, l'éradication des parasites qui a

[2] Pièce n° 52 des États-Unis.

permis à de nouvelles superficies à faible coût d'être mises en production aux États-Unis, ou l'adoption d'un coton biotechnologique qui exige de moindres applications de pesticides. Le Brésil n'a cependant pas mis à jour les renseignements sur les coûts qu'il présente au Groupe spécial de manière à tenir compte de ces faits et de ces renseignements nouveaux.

11. Les États-Unis notent également les références répétées du Brésil à un soi-disant écart coûts/revenus. En fait, le Brésil présente une autre comparaison de ce type pour la campagne de commercialisation 2002 à la page 5 de l'annexe à sa déclaration finale. Toutefois, le soi-disant "écart" du Brésil est la différence entre un coût total moyen inexact par livre et le prix agricole moyen pour la campagne de commercialisation. Cette comparaison n'est pas exacte. Les coûts totaux sont pertinents à long terme, mais le Brésil utilise ce chiffre (inexact) pour comparer les revenus à court terme - c'est-à-dire le prix du marché pour une année. Une telle comparaison ne nous apprend rien et n'établit pas que ce n'est que grâce à l'effet des subventions des États-Unis que les exploitants cotonniers des États-Unis peuvent rester en activité.

12. En fait, le Brésil n'a apparemment pas écouté la déclaration de l'exploitant qu'il a lui-même cité comme témoin, M. Christopher Ward. Dans sa déclaration, pendant la première journée de la présente audition, celui-ci a dit ce qui suit (je cite le paragraphe 6 de sa déclaration):

> Même avec ces hauts rendements et l'excellente qualité de notre terre, *nous n'avons pas été en mesure de recouvrer pleinement tous nos coûts de production variables pendant les campagnes 2000/01* ***et*** *2001/02*. Ces coûts variables incluaient l'amortissement et l'entretien de l'équipement, les semences et l'engrais, la main-d'œuvre, l'assurance et le combustible. ***Nous n'avons pas pu non plus recouvrer nos coûts totaux****, qui incluent les coûts fixes additionnels*.[3]

En d'autres termes, M. Ward dit qu'il n'a pas été en mesure de recouvrer *ni* ses coûts variables *ni* ses coûts totaux pour la durée de deux campagnes de commercialisation, et pourtant il continue de produire. Selon l'analyse du Brésil, il aurait dû cesser la production de coton. Cela n'est pas le cas. Or, le Brésil allègue que M. Ward ne bénéficie pas de subventions donc comment le Brésil peut-il alléguer que c'est "l'effet de la subvention" qui permet aux exploitants des États-Unis de poursuivre la production alors qu'ils n'étaient pas, selon les allégations, en mesure de recouvrer leurs coûts totaux pendant la campagne de commercialisation 2002? Ce qui est vrai pour le Brésil devrait également l'être pour les États-Unis.

13. M. le Président, messieurs les membres du Groupe spécial, sur la base des arguments et des éléments de preuve présentés à ce jour, les États-Unis ne croient pas que le Brésil ait établi *prima facie* le bien-fondé de son allégation selon laquelle les subventions des États-Unis contestées ont causé les effets dont il se plaint. Nous continuerons à élaborer et fournir des réponses aux communications volumineuses du Brésil dans nos réponses aux questions et dans notre communication à titre de réfutation. Je vous remercie.

---

[3] Déclaration de M. Christopher Ward à la deuxième séance de la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 6 (non souligné dans l'original). M. Ward ajoute: "D'après mes entretiens avec de nombreux producteurs concernant la production de coton et les recettes dans le Mato Grosso, *je sais que la plupart des autres producteurs dans l'État du Mato Grosso étaient dans la même situation que nous pendant la période 1999-2002*." *Id.* (pas d'italique dans l'original).

ANNEXE F-5

DÉCLARATION ORALE DE L'ARGENTINE

Table des matières

Page

I. INTRODUCTION 22
II. ALLÉGATIONS DES ÉTATS-UNIS 22
II.1 Lien de causalité et autres facteurs qui ont eu ou qui ont des incidences sur l'économie mondiale du coton 22
II.2 Exclusion de mesures 27
II.3 Interprétation de l'article 6.3 c) 27
II.3.1 Effet notable 27
II.3.2 "Sur le même marché" 28
II.3.3 Période à prendre en considération 28
II.4 Interprétation de l'article 6.3 d) 29
II.4.1 Part du marché mondial 29
II.4.2 Période à prendre en considération 29
II.5 Menace de préjudice grave 30
III. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION 30
IV. CONCLUSION 31

I. INTRODUCTION

1. La République argentine remercie le Groupe spécial de la possibilité qui lui est donnée de présenter à nouveau des observations en qualité de tierce partie dans la présente procédure et, comme elle l'a indiqué dans sa communication du 3 octobre[1], elle se référera à certaines des allégations formulées par les États-Unis dans leur communication écrite du 30 septembre.[2]

II. ALLÉGATIONS DES ÉTATS-UNIS

II.1 Lien de causalité et autres facteurs qui ont eu ou qui ont des incidences sur l'économie mondiale du coton

2. Au paragraphe 5 de leur communication, les États-Unis indiquent que, s'agissant des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements au titre du programme Step 2, le Brésil tente d'attribuer la faiblesse extraordinaire du cours du coton ces dernières années aux subventions des États-Unis, sans présenter ni expliquer au Groupe spécial les facteurs qui ont conduit

[1] Deuxième communication écrite de la République argentine en tant que tierce partie, 3 octobre 2003, paragraphe 4.
[2] Communication complémentaire des États-Unis, 30 septembre 2003.

à cette faiblesse des cours, laquelle a elle-même amené les États-Unis à verser davantage de subventions.

3. Par ailleurs, au paragraphe 80 de leur communication, les États-Unis allèguent que l'argument du Brésil repose dans une large mesure sur l'affirmation selon laquelle les énormes dépenses réalisées par les États-Unis au titre des mesures en cause démontrent nécessairement que ces mesures ont provoqué la chute des prix.[3]

4. À ce propos, les États-Unis allèguent que le Brésil n'a pas pu établir de lien de causalité entre les mesures des États-Unis et les effets desdites mesures, et qu'il n'a pas non plus pris en considération l'existence d'autres facteurs ayant eu ou ayant une incidence sur l'économie mondiale du coton.

5. À cet égard, l'Argentine estime que, dans sa première communication écrite, le Brésil a fourni une description précise et très complète de la situation du marché mondial du coton, étayant les faits par des éléments de preuve et une documentation abondants.[4] Par ailleurs, dans sa communication complémentaire, le Brésil a tenu compte d'autres facteurs qui contribuent également à démontrer l'effet d'empêchement des hausses de prix ou de dépression des prix causé par les subventions des États-Unis.[5]

6. L'Argentine souligne également que, malgré l'existence de facteurs autres que les subventions des États-Unis, facteurs susceptibles d'avoir aussi eu une incidence sur la chute des prix internationaux (tels que le développement des fibres synthétiques, les politiques commerciales de la Chine et d'autres facteurs cités par les États-Unis dans leur communication complémentaire[6] - dont certains seront examinés plus loin par l'Argentine), l'article 6.3 de l'Accord SMC[7] dispose clairement qu'"*[u]n préjudice grave … peut apparaître* ***dès lors [que]*** *... la subvention a pour effet ...*".

7. En d'autres termes, l'Argentine considère que le Brésil a démontré le lien de causalité entre les subventions que les États-Unis ont accordées et accordent à leur secteur du coton et la chute des prix internationaux du coton.

8. Cela signifie que, selon l'Argentine, en vertu de l'Accord SMC, **il n'est pas nécessaire que la subvention soit le seul facteur** de la chute des prix internationaux pour que le lien de causalité puisse être établi entre ladite subvention et le préjudice grave.[8] La subvention doit cependant constituer un facteur déterminant ou, selon les termes de l'article 6.3 c), avoir pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix "**dans une mesure notable** ", ce qui a été démontré par le Brésil.

9. À ce sujet, l'Argentine se permet de rappeler qu'étant donné la taille et l'incidence mondiale de leur marché du coton - leur part du marché mondial s'élevant à 41,6 pour cent - les États-Unis sont par excellence le "fixeur" des prix sur le marché international.

10. Par conséquent, sans les subventions des États-Unis qui génèrent sur le marché mondial une offre excédentaire, les prix internationaux du coton auraient été plus élevés ou n'auraient pas chuté autant. De la même façon, si la part du marché mondial détenue par les États-Unis ne s'était pas accrue en raison des subventions, les prix internationaux du coton auraient été plus élevés ou

---

[3] Communication complémentaire des États-Unis, paragraphe 80.
[4] Première communication du Brésil au Groupe spécial, 24 juin 2003.
[5] Communication complémentaire du Brésil au Groupe spécial, 9 septembre 2003, section 3.3.4.4.
[6] Communication complémentaire des États-Unis, section IV.B et C.
[7] Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.
[8] Communication complémentaire de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie (3 octobre 2003), paragraphe 2.09: "*L'argument du Brésil n'est pas que la baisse des prix du coton était due uniquement à l'incidence des subventions des États-Unis. L'article 6.3 c) n'exige d'ailleurs pas qu'il en soit ainsi ...*"

n'auraient pas chuté autant et, par conséquent, les producteurs de pays tiers – dont l'Argentine – n'auraient pas subi un tel préjudice du fait de prix artificiellement déprimés.[9]

11. L'Argentine s'inscrit en faux contre l'affirmation des États-Unis selon laquelle le Brésil n'a pas établi d'éléments *prima facie* car il n'a pas suffisamment prouvé le lien de causalité entre les énormes dépenses budgétaires et la faiblesse des prix internationaux du coton.[10]

12. À cet égard, l'Argentine estime que le Brésil n'a pas fondé ses allégations sur une simple affirmation mais que, comme elle l'a déjà indiqué[11], le nombre et la qualité des analyses empiriques et économétriques que le Brésil a présentées dans sa communication complémentaire[12] - et qui ont été effectuées aussi bien par des organisations internationales que par diverses institutions prestigieuses des États-Unis, ainsi que par l'USDA lui-même - démontrent de manière irréfutable les effets causés *collectivement* et *individuellement* par chaque programme de subventions sur le prix du coton.

13. C'est la raison pour laquelle l'Argentine ne comprend pas comment les États-Unis peuvent affirmer que des facteurs autres que leurs subventions ont été la cause de la chute spectaculaire des prix du coton enregistrée ces dernières années. L'Argentine ne comprend pas non plus comment les États-Unis peuvent ignorer les éléments de preuve fournis par le Brésil[13] indiquant que, durant les campagnes agricoles 1999-2002, le montant total des subventions des États-Unis à leur secteur du coton a presque atteint 13 milliards de dollars EU, tandis que le taux moyen de subventionnement du coton atteignait 95 pour cent.[14]

14. L'Argentine va maintenant réfuter certains des arguments avancés par les États-Unis au sujet des autres facteurs susceptibles d'avoir eu une incidence sur la chute des prix internationaux du coton:

15. PREMIÈREMENT: Les États-Unis allèguent que l'explosion de la production de fibres synthétiques a fortement influé sur la baisse des prix du coton. L'Argentine affirme qu'il semble plutôt que ce soit le contraire.

16. En effet, le tableau intitulé "Fibre Prices" figurant au paragraphe 23 de la communication complémentaire des États-Unis démontre que les prix du polyester ont toujours été inférieurs à ceux du coton (voir la colonne "US mill" comparée aux colonnes "US spot" et "Asian poly") et, qui plus est, qu'ils semblent suivre les prix du coton (voir l'année 1995, où le prix du coton a atteint un niveau record dans cette série et où il s'est trouvé que cela a aussi été le cas pour le prix du polyester).

17. Le fait que le polyester a dû s'adapter au prix du coton - et non l'inverse comme le soutiennent les États-Unis - est corroboré par la corrélation très nette entre le prix du coton et celui du polyester. En revanche, ces dernières années, on n'a observé aucune corrélation entre le prix du baril de pétrole et celui des fibres de polyester.

18. DEUXIÈMEMENT: L'Argentine ne comprend pas comment les États-Unis peuvent affirmer que, sans l'augmentation de la consommation au détail aux États-Unis, les prix internationaux du coton seraient actuellement plus bas[15] (fait qui n'est pas en cause) et, en même temps, ignorer

[9] Deuxième communication écrite de la République argentine en tant que tierce partie, 3 octobre 2003, paragraphes 21, 26 et 27.

[10] Communication complémentaire des États-Unis, paragraphes 17 et 80.

[11] Deuxième communication écrite de la République argentine en tant que tierce partie, paragraphes 34 à 36.

[12] Communication complémentaire du Brésil, section 3.3.4.8.1.

[13] "Fact Sheet: Upland Cotton" (janvier 2003), USDA. (Voir la pièce n° 4 du Brésil.)

[14] Communication écrite de la République argentine en tant que tierce partie, 15 juillet 2003, paragraphe 20.

[15] Communication complémentaire des États-Unis, paragraphe 26.

l'incidence qu'ont eue et qu'ont encore leurs subventions massives sur la chute du prix international du coton.

19. Comme l'a déjà signalé l'Argentine[16], les mouvements des prix aux États-Unis, de l'indice Cotlook "A" et des prix du marché dans des pays tiers comme le Brésil ou l'Argentine sont directement liés; c'est un fait incontesté et incontestable. C'est la raison pour laquelle, en fait, le montant des subventions que les États-Unis accordent à leur secteur du coton, ajouté à l'ampleur de leur production et de leurs exportations, est décisif quand il s'agit de déterminer l'importance de l'effet qu'ont ces subventions sur la fixation des prix internationaux aussi bien que ceux qui sont pratiqués sur les marchés tiers.[17]

20. TROISIÈMEMENT: Les États-Unis affirment à juste titre que, puisque le commerce mondial du coton se fait dans leur monnaie, une appréciation du dollar entraîne une chute du cours du coton, tant aux États-Unis que sur les marchés tiers.[18] Cela étant, les États-Unis n'expliquent pas pourquoi l'appréciation du dollar de l'ordre de 37 pour cent enregistrée entre 1995 et 2002[19] n'a pas également provoqué une chute de leur production et, partant, de leurs exportations de coton. Le Conseil national du coton (NCC) a donné la réponse en indiquant que, sans les subventions, les États-Unis auraient vu leur part du marché mondial du coton diminuer.

21. QUATRIÈMEMENT: Pour ce qui est de l'argument des États-Unis selon lequel la Chine est le géant de l'industrie mondiale du coton, d'où l'incidence de sa politique commerciale et de sa politique de stockage, il convient de souligner que ni le Brésil ni les pays tiers tels que l'Argentine ne l'ont ignoré. En effet, il faut rappeler que, comme l'Argentine l'a déjà indiqué[20], alors que de nombreux pays produisent du coton, quatre seulement - la Chine, les États-Unis, l'Inde et le Pakistan, par ordre décroissant - produisent les deux tiers du coton mondial

22. Cependant, l'Argentine a également souligné que la majeure partie du coton était utilisée dans le pays qui le produisait et que la grande exception à cette règle était celle des États-Unis, qui exportaient plus de la moitié du coton qu'ils produisaient et qui étaient par conséquent le principal exportateur mondial. C'est pourquoi le niveau des subventions des États-Unis était le principal facteur déterminant le prix du marché mondial du coton. En d'autres termes, si la Chine est le géant de l'**industrie** mondiale du coton, les États-Unis sont le géant du **commerce** mondial du coton.

23. CINQUIÈMEMENT: Les États-Unis allèguent que les décisions des agriculteurs se fondent sur les prix escomptés du coton pour les prochaines récoltes et non, comme l'indique le Brésil, sur les prix des récoltes précédentes, et que les producteurs de coton des États-Unis ne sont pas isolés des variations du prix international.[21] À cet égard, il convient de rappeler certaines des questions que l'Argentine a posées aux États-Unis durant les consultations[22]:

24. Si tel était le cas, comment les États-Unis pourraient-ils expliquer qu'en 2001 – cinquième année de baisse des prix du coton – les producteurs de coton des États-Unis ont obtenu une récolte record de 20,3 millions de tonnes – soit un accroissement de 42 pour cent par rapport à 1998 – et que la superficie plantée en coton s'est accrue de 6 pour cent la même année? Pourquoi l'USDA prévoit-il une diminution de 10 pour cent de la production mondiale pour 2002 - résultant de l'incidence des prix

[16] Deuxième communication écrite de la République argentine en tant que tierce partie, paragraphe 22.
[17] Idem, paragraphe 28.
[18] Communication complémentaire des États-Unis, paragraphe 35.
[19] Idem, paragraphe 32.
[20] Communication écrite de la République argentine en tant que tierce partie, 15 juillet 2003, paragraphe 21.
[21] Communication complémentaire des États-Unis, paragraphe 45.
[22] Deuxième communication écrite de la République argentine en tant que tierce partie, 3 octobre 2003, paragraphe 7.

mondiaux sur l'investissement -, tout en prévoyant pour cette année une autre récolte record aux États-Unis, surpassée trois fois seulement? Comment les États-Unis peuvent-ils expliquer les raisons de l'accroissement en volume des exportations de coton, qui sont passées de 946 000 tonnes en 1998 à 1,8 million de tonnes en 2001, alors que les prix internationaux ont baissé?

25. En outre, les États-Unis ne sont pas un producteur à faible coût[23] (même s'ils font valoir que les programmes d'éradication des parasites et l'adoption de variétés de coton génétiquement modifiées ont réduit leurs coûts de production[24]), et leurs niveaux de productivité sont inférieurs à ceux d'autres pays exportateurs. Néanmoins, tandis que les prix internationaux ont chuté d'environ 54 pour cent depuis le milieu des années 90, les États-Unis ont augmenté la superficie cultivée en coton et leur production. Comment les États-Unis peuvent-ils expliquer l'absence de lien entre le cours mondial du coton et leur production de coton?

26. Le Brésil a répondu à toutes ces questions. En outre, l'Argentine a affirmé que si les États-Unis n'octroyaient pas de subventions à leur secteur du coton, la superficie cultivée et la production des États-Unis se réduiraient. Leurs exportations diminueraient également et, étant donné que les États-Unis sont le principal fournisseur mondial de coton, les prix internationaux seraient plus élevés ou n'auraient pas diminué autant.[25]

27. Selon l'Argentine, les éléments de preuve fournis concernant l'augmentation de la production et des exportations des États-Unis qui s'est faite de façon entièrement indépendante ou sans lien avec la chute du prix international prouvent bien que les producteurs de coton des États-Unis sont à l'abri des mouvements des prix du marché du coton.[26]

28. SIXIÈMEMENT: Les États-Unis allèguent que l'éradication des parasites ainsi que l'adoption de variétés de coton génétiquement modifiées ont réduit leurs coûts de production.[27] L'Argentine souligne que, même dans ce cas, il existe toujours un fossé croissant entre ces coûts et les prix du marché.

29. À cet égard, il convient de rappeler ce qu'ont déjà indiqué le Brésil et l'Argentine[28], à savoir que le coût de production du coton aux États-Unis est parmi les plus élevés du monde, alors que dans le même temps, les prix du marché pour les producteurs des États-Unis ont chuté de 0,60 à 0,30 dollar EU la livre.[29] Seules les subventions permettent d'expliquer comment les États-Unis ont pu et peuvent combler ce fossé croissant entre le coût de production et les prix du marché; sans elles, en effet, de nombreux producteurs de ce pays se seraient vus ou se verraient contraints de cesser leur production de coton.

30. SEPTIÈMEMENT: L'Argentine ne comprend pas comment les États-Unis peuvent alléguer que leurs producteurs de coton sont très sensibles aux mouvements des prix alors que, malgré une baisse des prix internationaux d'environ 54 pour cent depuis le milieu des années 90, la superficie

---

[23] Comité consultatif international du coton: "Enquête sur les coûts de production du coton brut", 2001.

[24] Communication complémentaire des États-Unis, paragraphe 46.

[25] Deuxième communication écrite de la République argentine en tant que tierce partie, 3 octobre 2003, paragraphes 11 et 12.

[26] Idem, paragraphe 5.

[27] Communication complémentaire des États-Unis, 30 septembre 2003, paragraphe 46.

[28] Communication écrite de la République argentine en tant que tierce partie, 15 juillet 2003, paragraphes 17 et 18.

[29] Selon une étude récente du CCIC, le coût de production aux États-Unis s'élevait à 0,81 dollar EU par livre de coton pendant la campagne agricole 1999. En revanche, et comme l'indique le Brésil au paragraphe 32 de sa communication, le coût de production en Argentine était en moyenne de 59 cents par livre de coton. "Coton: Statistiques mondiales". Bulletin du Comité consultatif international du coton. Septembre 2002. (Pièce n° 9 du Brésil)

cultivée et la production de coton des États-Unis ont nettement augmenté. En d'autres termes, contrairement à ce qu'allèguent les États-Unis, la réaction à la chute des prix internationaux a été une augmentation soutenue de la superficie cultivée en coton. Seul l'octroi d'énormes subventions peut expliquer ce résultat car, sans ces subventions, la superficie cultivée et, partant, la production, auraient diminué.

31. HUITIÈMEMENT: L'Argentine ne comprend pas comment les États-Unis peuvent affirmer que leurs producteurs de coton sont plus sensibles aux mouvements des prix que les marchés tiers alors qu'en Argentine par exemple - fondamentalement "preneuse" de prix sur le marché international du coton - la superficie cultivée et la production ont diminué de 76 pour cent et 63 pour cent respectivement entre 1998 et la campagne agricole 2001/02.[30]

II.2 Exclusion de mesures

32. S'agissant de l'argument des États-Unis selon lequel certaines de leurs mesures de soutien interne ne devraient pas être incluses dans l'analyse[31], l'Argentine considère que le Groupe spécial doit examiner les effets collectifs de toutes les mesures de soutien ne relevant pas de la catégorie verte. À cet égard, l'Argentine conteste l'affirmation des États-Unis selon laquelle les versements directs et les versements anticycliques devraient être exclus de l'analyse pour la simple raison que leurs effets individuels peuvent ne pas être tellement importants.

33. L'Argentine considère que c'est l'incidence collective de toutes les subventions des États-Unis qui a des effets sur la superficie cultivée, la production, les exportations et les prix.

II.3 Interprétation de l'article 6.3 c)

II.3.1 Effet notable

34. L'Argentine considère que le Brésil a établi correctement des éléments *prima facie* à l'appui de son allégation d'incompatibilité avec l'article 6.3 c) de l'Accord SMC, démontrant à l'évidence l'effet notable d'empêchement des hausses de prix ou de dépression des prix.

35. Premièrement, l'Argentine ne comprend pas comment les États-Unis peuvent minimiser l'importance de la constatation du Groupe spécial dans l'affaire *Indonésie - Automobiles*[32], étant donné que c'est le seul différend, dans le cadre du GATT ou de l'OMC, où il ait été question de l'interprétation du terme "notable".

36. Deuxièmement, l'Argentine ne comprend pas comment les États-Unis peuvent alléguer que le Brésil fait valoir que l'effet notable concerne les producteurs et non les prix, alors que le Brésil a fourni beaucoup d'éléments de preuve, fondés sur de nombreuses analyses empiriques et économétriques, relatifs aux effets des subventions sur les prix.

37. Il est frappant de constater que les États-Unis ne tiennent aucun compte de ces analyses - d'autant plus qu'elles ont été effectuées aussi bien par des organisations internationales que par

[30] "Argentina: Economic Injury to the Cotton Sector as a Result of Low Prices", Groupe de travail sur les mesures gouvernementales du Comité consultatif international du coton, 2002. "Communication écrite de la République argentine en tant que tierce partie", 15 juillet 2003, paragraphe 22.

[31] Communication complémentaire des États-Unis, 30 septembre 2003, paragraphes 71 à 75.

[32] *Idem*, paragraphe 82.

diverses institutions prestigieuses des États-Unis, ainsi que par l'USDA lui-même[33] - tentant ainsi de fausser les éléments de preuve présentés par le Brésil.

38. L'Argentine répète que, indépendamment du fait qu'elle peut accepter les résultats de chacune des études présentées (avec les estimations qui y sont faites quant à l'effet des subventions sur les prix), une augmentation du prix mondial du coton serait notable - quand bien même le niveau de la dépression ou de l'empêchement des hausses des prix internationaux ne serait que de 1 cent par livre -, à partir du moment où cette hausse permettrait à des pays comme le Brésil et l'Argentine de retrouver leur compétitivité sur le marché mondial du coton.[34]

39. Enfin, l'Argentine souhaite souligner qu'à aucun moment les États-Unis ne semblent donner à entendre qu'un effet d'empêchement des hausses de prix ou de dépression des prix de 12,6 pour cent des prix internationaux du coton n'est pas "notable" au sens de l'article 6.3 c). Par conséquent, le Groupe spécial devrait constater que les subventions en cause ont eu et ont un effet notable d'empêchement des hausses des prix du coton sur le marché mondial, causant un préjudice grave aux intérêts du Brésil.

II.3.2 "Sur le même marché"

40. Contrairement à ce qu'allèguent les États-Unis[35], l'Argentine considère que le Brésil a fourni suffisamment d'éléments de preuve au sujet de l'effet notable des subventions sur les prix pour chaque marché géographique pertinent, y compris celui des États-Unis, du Brésil, de pays africains, d'autres pays producteurs et des marchés d'exportation du Brésil.

41. L'Argentine estime que les États-Unis ne donnent aucune raison légitime pour laquelle le Groupe spécial ne devrait pas examiner le marché mondial. Ainsi qu'il a été indiqué précédemment[36], les mouvements des prix aux États-Unis, de l'indice Cotlook "A" et des prix du marché dans des pays tiers comme le Brésil ou l'Argentine sont directement liés; c'est un fait incontesté et incontestable.

42. En outre, le coton des États-Unis entre dans la corbeille de l'indice Cotlook "A", de sorte que, selon l'Argentine, le Groupe spécial ne peut ignorer le fait que les subventions des États-Unis ont une incidence décisive sur le prix du coton sur le marché mondial.

43. C'est la raison pour laquelle, en fait, le montant des subventions que les États-Unis accordent à leur secteur du coton, ajouté à l'ampleur de leur production et de leurs exportations, est décisif quand il s'agit de déterminer l'importance de l'effet qu'ont ces subventions sur la fixation des prix, aussi bien sur les marchés tiers que sur le marché mondial.

II.3.3 Période à prendre en considération

44. S'agissant de l'argument des États-Unis selon lequel des subventions qui n'existent plus ne peuvent pas avoir d'"effet"[37], l'Argentine se permet de rappeler ce qu'a indiqué le Groupe spécial dans l'affaire *Indonésie - Automobiles*, à savoir que le fait que le préjudice grave a été causé par des programmes qui ne sont plus en vigueur n'est pas pertinent. Dans l'affaire précitée, en examinant la

[33] Communication complémentaire du Brésil, 9 septembre 2003, section 3.3.4.8.1.

[34] Deuxième communication écrite de la République argentine en tant que tierce partie, 3 octobre 2003, paragraphes 34 à 36. Voir également la Communication complémentaire de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, 3 octobre 2003, paragraphe 2.21: "... Comme le démontre le Brésil, même un effet d'empêchement des hausses de prix de 1 cent par livre peut réduire les recettes d'exportation mondiales de 552 millions de dollars".

[35] Communication complémentaire des États-Unis, paragraphes 90 à 92.

[36] Voir le paragraphe 17 ci-dessus.

[37] Communication complémentaire des États-Unis, paragraphe 94.

question de savoir si les subventions avaient causé un préjudice grave aux intérêts des plaignants, le Groupe spécial a rejeté l'argument selon lequel il n'était pas habilité à examiner les effets d'un programme de subventions qui avait pris fin.[38]

45. De surcroît, l'Argentine estime que la période examinée doit être suffisamment longue pour faire apparaître les tendances du marché et, à cet égard, une période d'un an - durée suggérée par les États-Unis - n'est pas suffisante.[39]

II.4 Interprétation de l'article 6.3 d)

II.4.1 Part du marché mondial

46. L'Argentine estime que les États-Unis interprètent de façon erronée l'expression "part du marché mondial" ("world market share") lorsqu'ils prétendent qu'elle a le même sens que "part de la consommation mondiale".[40] Si, comme l'indiquent les États-Unis, l'expression "part du marché mondial" figurant à l'article 6.3 d) faisait référence à l'augmentation de la consommation du pays accordant la subvention, cette expression serait contraire à l'objet et au but des articles 5 et 6 de l'Accord SMC, c'est-à-dire éviter les effets défavorables des subventions sur les intérêts des autres Membres.

47. En effet, si la part de la consommation mondiale du produit subventionné du Membre accordant la subvention augmentait, cela entraînerait très probablement une hausse du prix international du produit en question et aurait donc des effets défavorables pour les autres Membres. En d'autres termes, assimiler la "part du marché mondial" à la "part de la consommation mondiale" modifierait complètement la raison d'être sous-jacente de l'article 6.3 d).[41]

48. De surcroît, si on tient compte du contexte immédiat de l'article 6.3 d), c'est-à-dire la note de bas de page 17 qui indique que "*Sauf si d'autres règles … s'appliquent* ***au commerce*** …", il apparaît clairement que l'expression "part du marché mondial" ("world market share") ne peut faire référence qu'à la part du commerce mondial d'exportation.

II.4.2 Période à prendre en considération

49. Contrairement à ce qu'allèguent les États-Unis, à savoir que la tendance enregistrée durant la période examinée n'est pas constante car durant cette période la part du marché mondial détenue par les États-Unis a diminué certaines années, et non augmenté[42], l'Argentine estime que la production et

---

[38] Le Groupe spécial a établi ce qui suit: "*[N]ous devons évaluer l'"effet des subventions" sur les intérêts d'un autre Membre pour déterminer s'il existe un préjudice grave, et non l'effet des "programmes de subventions". Nous notons qu'il peut y avoir à tout moment des subventions qui ont été versées par le passé et d'autres qui doivent l'être à l'avenir. Si nous devions considérer que nous n'avons pas à prendre en compte des subventions antérieures dans notre analyse de la question de l'existence d'un préjudice grave car ce sont des "mesures qui ont pris fin" tandis que des mesures futures ne peuvent pas avoir causé de préjudice grave effectif, il serait difficile d'imaginer une situation dans laquelle un groupe spécial serait à même de déterminer l'existence d'un préjudice grave effectif.*" Rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.206.

[39] Voir WT/DS219/AB/R, paragraphe 80: "*... nous considérons qu'une période couverte par l'enquête permet d'avoir des données rassemblées sur une période prolongée, période qui peut permettre à l'autorité chargée de l'enquête d'établir une détermination de l'existence d'un dumping qui soit moins susceptible d'être exposée aux fluctuations du marché ou autres aléas pouvant fausser une évaluation correcte*".

[40] Communication complémentaire des États-Unis, paragraphe 97.

[41] Voir également la Communication complémentaire de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, paragraphe 2.34.

[42] *Idem*, paragraphe 101.

les exportations de produits agricoles connaissent toujours des hauts et des bas pour des raisons d'ordre climatique et autres. Cela n'empêche pas qu'une tendance puisse être "constante" sur plusieurs années.

50. En d'autres termes, le mot "constante" ne saurait être interprété d'une façon telle qu'une diminution de la part du marché mondial pendant une année donnée invalide une tendance sur plusieurs années. L'Argentine estime au contraire que le terme "constante" doit être interprété dans le contexte de la période couverte par l'enquête, sans tenir compte des mouvements du marché.

II.5 Menace de préjudice grave

51. L'Argentine estime que, le Brésil ayant établi l'existence d'un préjudice grave provoqué par les subventions des États-Unis, la menace d'un préjudice grave est clairement prévisible et imminente en raison des effets des subventions encore plus importantes qui sont prévues en vertu de la législation impérative des États-Unis pour les campagnes agricoles 2003-2007. Par conséquent, l'Argentine soutient que le Brésil a établi *prima facie* que ces subventions menacent de causer un préjudice grave au Brésil.

52. L'Argentine soutient que ce flux garanti de subventions entraînera sans aucun doute un relèvement du niveau de la production et des exportations de coton des États-Unis. Cela aura inévitablement pour résultat d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix ainsi que d'accroître et de rendre inéquitable la part du marché mondial du coton détenue par les États-Unis, ce qui créera une source d'incertitude permanente confirmant la menace de préjudice grave que ces subventions représentent.

53. En outre, l'Argentine estime que le lien entre les subventions des États-Unis et la menace d'empêchement notable des hausses de prix ou de dépression notable des prix ainsi que d'accroissement de la part du marché mondial du coton détenue par les États-Unis est établi par le fait que les subventions futures seront – comme le sont les subventions actuelles – nécessaires pour que les producteurs des États-Unis puissent combler l'écart entre les prix du marché et leur coût de production total. Cela leur permettra de continuer à concurrencer les producteurs plus performants de pays tiers, d'autant plus que l'USDA lui-même prévoit que ce coût total de production augmentera.[43]

III. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION

54. Dans leur communication complémentaire, les États-Unis présentent à nouveau des arguments au sujet de l'historique des négociations pour l'interprétation de l'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture, afin de soutenir qu'il n'existe aucune discipline régissant l'utilisation des garanties de crédit à l'exportation.

55. À cet égard, l'Argentine rappelle ce qu'elle a déjà signalé dans sa déclaration orale du 24 juillet dernier, à savoir que l'article 10:2 ne prévoit en aucune manière d'exception aux disciplines générales concernant les subventions à l'exportation et, en particulier, à l'applicabilité de l'article 10:1. Ainsi que l'a déjà indiqué l'Argentine, "*si telle avait été l'intention des négociateurs, ils l'auraient indiqué expressément*".[44]

---

[43] Voir les pièces n° 7 du Brésil (ERS Data: Commodity Costs and Returns); n° 257 du Brésil ("Cost of Farm Production Up in 2003", USDA, 6 mai 2003); et n° 82 du Brésil ("USDA Agricultural Baseline Projections until 2012", USDA, février 2003, page 48).

[44] Voir la communication orale de la République argentine en tant que tierce partie, paragraphes 35 à 43.

IV. CONCLUSION

56. Pour les raisons indiquées dans le présent exposé ainsi que dans les communications précédentes, l'Argentine demande au Groupe spécial de formuler les constatations et recommandations demandées par le Brésil tout au long de la présente procédure.

ANNEXE F-6

DÉCLARATION ORALE DU BÉNIN

8 octobre 2003

Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial,

1. Je m'appelle Éloi Laourou et travaille à la Mission du Bénin. Je suis accompagné de M. Nicholas Minot, de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires basé à Washington, coauteur de l'étude intitulée "Effet de la baisse des prix du coton sur la pauvreté rurale au Bénin" que le Bénin a jointe en annexe à sa communication en tant que tierce partie. Je demanderai à M. Minot de prendre la parole dans un instant. Les autres membres de notre délégation sont M. Brendan McGivern et M. Stefan Ramel, nos conseillers juridiques, tous deux de White & Case.

2. Comme nous l'avons indiqué dans la communication que nous avons présentée en tant que tierce partie, c'est la première fois que le Bénin décide de participer à un différend soumis à l'OMC. Nous n'avons pas pris cette décision à la légère. En effet, nous avons été amenés à prendre cette initiative sans précédent par la lourde menace que font peser sur la stabilité économique et sociale de notre pays les subventions massives que les États-Unis versent au secteur du coton et qui sont incompatibles avec les règles de l'OMC.

3. Les exploitants cotonniers du Bénin sont des producteurs efficaces. La Banque mondiale estime que le coût de production du coton en Afrique de l'Ouest est inférieur de 50 pour cent environ au coût de production aux États-Unis. De plus, le secteur du coton de ces deux pays a subi des réformes structurelles considérables.

4. Pourtant, l'efficacité de nos producteurs sur le plan économique et les douloureuses réformes qu'ils ont acceptées se sont avérées, en fin de compte, pratiquement inutiles. Les subventions accordées par les États-Unis ont eu un effet désastreux sur le cours mondial du coton et, par voie de conséquence, des effets dévastateurs sur l'économie de l'Afrique de l'Ouest.

5. Les subventions des États-Unis pour le coton ne font pas seulement paraître dérisoires les secteurs du coton des pays d'Afrique de l'Ouest. Elles font paraître dérisoires toutes les autres activités économiques de la région. Comme nous l'avons indiqué dans notre communication, les subventions que les États-Unis versent à leurs 25 000 exploitants cotonniers prospères dépassent le revenu national brut du Bénin, du Burkina Faso, du Mali, de la République centrafricaine, du Tchad, et du Togo.

6. Oxfam estime que, pendant la période 1999/2000-2001/02, le Bénin a subi une perte cumulée totale de recettes d'exportation de 61 millions de dollars. M. le Président, il ne s'agit pas là d'une statistique abstraite et anodine. Cette situation engendre une véritable souffrance sur le terrain car des centaines de milliers de personnes subvenant difficilement à leurs besoins se voient privées de recettes d'exportation et se retrouvent alors dans la pauvreté absolue. En effet, M. Minot estime qu'une baisse de 40 pour cent des prix du coton à la production fait passer 334 000 personnes supplémentaires en dessous du seuil de pauvreté au Bénin.

7. C'est un élément important que le Groupe spécial devrait examiner soigneusement lorsqu'il évaluera le sens du "préjudice grave" causé à un des pays les plus pauvres du monde.

8. Si vous me le permettez, je voudrais maintenant demander à M. Minot de résumer brièvement les résultats de son étude qui montre comment la baisse des cours mondiaux du coton se traduit par une augmentation de la pauvreté au Bénin.

M. Minot:

9. Merci de me donner la possibilité de présenter les résultats d'une étude qui, je l'espère, sera pertinente pour le présent différend. Avant de commencer, je voudrais donner quelques informations d'ordre général. Je suis chargé de recherche à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, une organisation internationale basée à Washington et dont le but est de fournir des renseignements afin de lutter contre le problème de la faim et de la pauvreté dans les pays en développement. J'ai obtenu mon doctorat en économie agricole à l'Université du Michigan et j'étudie diverses questions relatives à l'agriculture dans les pays en développement depuis plus de 15 ans, dont quatre ans passés en Afrique subsaharienne.

10. De 1998 à 2000, j'ai dirigé une étude financée par l'Allemagne et portant sur les répercussions des réformes agricoles sur les agriculteurs du Bénin. En collaboration avec une société de recherche locale, nous avons effectué quatre enquêtes au Bénin: auprès des agriculteurs, des commerçants, des chefs de marché et des coopératives de village. En 2002, j'ai été engagé par la Banque mondiale pour utiliser les données tirées de ces enquêtes afin d'examiner les répercussions de la baisse du cours mondial du coton sur la pauvreté au Bénin. Le coauteur de cette étude, Lisa Daniels, et moi-même avons terminé ce rapport fin 2002, et il a été publié en tant que document de travail de l'IFPRI en novembre.

11. Le cours du coton est influencé par plusieurs facteurs, parmi lesquels la concurrence avec les fibres synthétiques, les chocs du côté de l'offre liés aux conditions climatiques, le taux de croissance de l'économie mondiale et les politiques gouvernementales. L'aide publique accordée aux planteurs de coton fait baisser le cours du coton à un niveau inférieur à celui auquel il se situerait sans cette aide. Le Comité consultatif international du coton estime que sur le plan mondial l'aide directe aux planteurs de coton s'élevait à 4,9 milliards de dollars EU en 2001/02. Sur ce montant, 2,3 milliards de dollars EU correspondaient à l'aide fournie par les États-Unis, ce qui équivaut à 24 cents par livre de coton produit. D'autres sources, qui utilisent une définition plus large de l'aide, estiment que les pouvoirs publics versent 3,9 milliards de dollars EU au secteur du coton.

12. Jusqu'en 2002, la politique des États-Unis en matière de coton consistait à appliquer plusieurs programmes, dont deux (le programme de prêts à la commercialisation et le programme de primes de complément) garantissaient aux planteurs de coton de recevoir au moins 52 cents par livre de coton. Cela a pour effet de protéger les planteurs de coton des États-Unis contre la chute des cours mondiaux. En 2001, aux États-Unis, malgré la faiblesse des cours mondiaux, la production de coton a atteint un niveau sans précédent et le volume des exportations a presque battu un record historique. De plus, les subventions versées par les États-Unis au secteur cotonnier ont augmenté depuis que ces études ont été réalisées. La Loi de 2002 sur l'agriculture a établi des prix d'objectif pour les principaux produits de base ainsi que des programmes en vertu desquels les planteurs de coton des États-Unis reçoivent l'essentiel de la différence entre le prix du marché et le prix d'objectif. Dans le cas du coton upland, le prix d'objectif est de 72 cents la livre. En outre, en permettant aux planteurs de coton d'actualiser leur "superficie de base", la nouvelle politique les incite à développer leur production.

13. Plusieurs études récentes ont tenté d'évaluer les répercussions des subventions sur les cours mondiaux. Le Centre for International Economics, basé à Canberra, utilise un modèle portant sur les cinq régions du monde pour les marchés des fibres, des textiles et des vêtements en 2000-2001 afin de simuler les répercussions des subventions à la production et à l'exportation de coton versées par les États-Unis et l'Europe. Il ressort de cette analyse que, si les États-Unis et l'Europe supprimaient les

subventions qu'ils accordent aux planteurs de coton, le cours mondial du coton augmenterait de 6 cents par livre, c'est-à-dire de 11 pour cent. Selon une autre étude, effectuée par le CCIC, la suppression des subventions à la production versées par les États-Unis aurait entraîné, en 2001/02, une hausse du cours mondial du coton de 11 cents par livre. En outre, plus récemment, Summer estimait que, si les États-Unis ne subventionnaient pas le secteur du coton, le cours mondial du coton aurait été supérieur de 12,6 pour cent durant la période 1999-2002.

14. Les répercussions négatives de la baisse du cours du coton sur les recettes d'exportation et le PIB des pays exportateurs de coton sont claires, mais cela se traduit-il par une augmentation de l'incidence de la pauvreté rurale? Si le coton est essentiellement cultivé par de gros exploitants dont les revenus sont relativement élevés, les variations du cours du coton n'ont peut-être que des effets minimes sur la pauvreté rurale. Même si le coton est surtout cultivé par de petits exploitants, les effets sur la pauvreté rurale seront limités si le nombre d'exploitants est faible ou si la production de coton représente une petite partie du revenu rural. Pour évaluer les répercussions directes des variations du cours du coton sur la pauvreté rurale, il faut disposer de données détaillées tirées d'enquêtes sur les recettes et dépenses des ménages.

15. Le document examinait les répercussions des variations du cours du coton sur la pauvreté rurale au Bénin. Il avait plus particulièrement deux objectifs:

- décrire les conditions de vie et le niveau de pauvreté des planteurs de coton et autres agriculteurs au Bénin; et

- évaluer les effets à court et à long terme de la baisse du cours du coton sur le revenu des planteurs de coton et sur l'incidence de la pauvreté en milieu rural au Bénin.

16. La République du Bénin compte environ 6 millions d'habitants, dont 59 pour cent vivent dans des zones rurales. L'économie rurale béninoise repose sur la culture du maïs, du sorgho, du millet, des ignames et du coton ainsi que sur l'élevage. Le produit national brut par habitant est de 380 dollars EU, ce qui fait du Bénin un des pays les plus pauvres du monde. En effet, le revenu par habitant y est inférieur au revenu moyen en Afrique subsaharienne.

17. En 1989, le Bénin a entamé un processus de réformes économiques et politiques. Il est passé, dans le cadre d'une transition pacifique, d'un gouvernement militaire à une démocratie constitutionnelle multipartite. Il a également commencé à abandonner son système économique quasi socialiste pour adopter une économie de marché. Dans le secteur agricole, les fermes et coopératives d'État ont été démantelées, les prix et la commercialisation des cultures vivrières libéralisés et de nombreuses entreprises publiques privatisées ou fermées. En janvier 1994, le franc CFA a été dévalué de 50 pour cent, ce qui a eu pour effet de doubler le prix des importations et les recettes d'exportation. Bien qu'ayant posé des difficultés aux entreprises manufacturières et aux consommateurs urbains, cette mesure a stimulé la production locale de coton, de riz et d'autres biens marchands.

18. Ces deux dernières années, le Bénin a considérablement réduit le rôle de l'Office public de commercialisation du coton en introduisant la concurrence dans la distribution des intrants et la commercialisation du coton. La chute du cours mondial du coton a soumis le gouvernement à des pressions politiques pour qu'il soutienne le prix sur le marché intérieur, voire reprenne le contrôle du secteur afin de protéger les intérêts des agriculteurs. Le coton représente 90 pour cent des exportations de produits agricoles et environ 70 pour cent des exportations totales du Bénin (réexportations non comprises).

19. Étant donné que la fiabilité des résultats dépend dans une large mesure de la qualité des données collectées lors de l'enquête, il est utile de décrire brièvement les méthodes d'enquête. L'*Enquête des petits agriculteurs* (EPP) a été réalisée en 1998 par l'IFPRI et un laboratoire de

recherche locale, le *Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale* (LARES). Elle a été effectuée au moyen d'un questionnaire de 24 pages portant sur 16 sujets. Les ménages ont été sélectionnés selon une procédure d'échantillonnage aléatoire stratifié à deux degrés fondée sur le prérecensement agricole de 1997. Au total, 100 villages ont été sélectionnés. Dans chaque village, neuf ménages ont été choisis au hasard au moyen des listes de ménages établies pour le prérecensement agricole. Étant donné que le nombre de ménages interrogés variait selon les villages, l'échantillon final comportait 899 ménages ruraux. Les entretiens ont été menés dans la langue locale par deux équipes de sondeurs béninois et sous la direction du personnel du LARES et de l'IFPRI.

20. Pour étudier la pauvreté, nous devons la définir. Dans cette analyse, sont considérés comme pauvres les membres d'un ménage dont le revenu par personne se situe en deçà du 40ème percentile en milieu rural. Le calcul se fonde sur les dépenses plutôt que sur le revenu car elles peuvent être mesurées de façon plus fiable et elles permettent de mieux évaluer le bien-être du foyer. Les dépenses incluent les achats en espèces de biens de consommation, la valeur des aliments produits par le ménage lui-même et la valeur locative du logement si le ménage en est propriétaire. Le seuil de pauvreté qui en résulte équivaut à 123 dollars EU par personne et par an. Il convient de noter que c'est un seuil de pauvreté bas, nettement inférieur au seuil de 1 dollar EU par jour fréquemment utilisé par la Banque mondiale.

21. Nous avons simulé les répercussions de différentes réductions en pourcentage du cours du coton sur les revenus des ménages ruraux en utilisant la notion de rente du producteur. Ce calcul est expliqué en détail dans le document, mais il s'agit de formules types utilisées en analyse économique. À court terme (avant que les ménages ne réagissent à la baisse des prix), la variation du revenu de chaque ménage correspond simplement à la variation en pourcentage de la valeur de la production de coton multipliée par la quantité produite. À long terme, la baisse du cours du coton conduit les agriculteurs à trouver des substituts de sorte que les répercussions sont moindres. Nous avons simulé les répercussions de ces variations du prix du coton à court et à long terme pour chacun des 899 ménages de l'échantillon pour obtenir une estimation des répercussions sur le revenu et la pauvreté en milieu rural.

22. Avant d'en venir aux résultats de la simulation, je voudrais décrire le rôle du coton dans l'économie rurale et les caractéristiques des planteurs de coton. Selon l'enquête de l'IFPRI-LARES, le coton est cultivé par environ un tiers des ménages agricoles. Il représente environ 18 pour cent de la superficie plantée par les ménages agricoles et 22 pour cent de la valeur brute des cultures agricoles. En valeur, le coton est la deuxième culture par ordre d'importance, après le maïs. Les exploitants cotonniers ont en moyenne 2,3 hectares plantés en coton, produisant 2,7 tonnes de graines de coton. La valeur de cette production s'élève à 901 dollars EU par exploitation. Le coton représente environ un tiers de la valeur des ventes de cultures (on trouvera tous ces chiffres au tableau 2 de notre document).

23. Les planteurs de coton ont généralement des exploitations plus grandes que les autres agriculteurs, mais ils se situent au même niveau que les autres agriculteurs pour ce qui est du taux de pauvreté et des dépenses moyennes par personne. Le fait que leurs exploitations sont plus grandes ne leur permet pas d'avoir un meilleur niveau de vie car la production de coton est concentrée au nord, région plus aride où les occasions de trouver un emploi non agricole sont plus rares. Cela ne signifie pas que les exploitants cotonniers sont plus pauvres que la moyenne, mais plutôt que presque tous les agriculteurs du Bénin, y compris les exploitants cotonniers, sont très pauvres.

24. Venons-en aux simulations. À court terme, une réduction de 40 pour cent du prix du coton au niveau de l'exploitation entraîne une baisse de revenu de 21 pour cent pour les planteurs de coton. Si on prend en compte le revenu des ménages ne plantant pas de coton, qui reste inchangé dans cette simulation, le revenu moyen des ménages ruraux chute de 7 pour cent. Comme l'indique le tableau 3

de notre document, des réductions moindres du prix du coton entraînent des variations à peu près proportionnelles du revenu.

25. Si le prix du coton chute de 40 pour cent, l'incidence moyenne de la pauvreté, tant pour les planteurs de coton que pour les autres agriculteurs, augmente en moyenne de 8 points de pourcentage, passant de 40 à 48 pour cent. Dans l'absolu, cela signifie qu'environ 334 000 personnes passent en dessous du seuil de pauvreté. Une baisse du prix du coton de 40 pour cent entraîne une augmentation de 40 pour cent de la profondeur de la pauvreté (P_1) et une augmentation de 61 pour cent de la sévérité de la pauvreté (P_2).

26. Le seuil de pauvreté utilisé est-il important? En examinant la distribution cumulée des revenus avec et sans la variation de prix, nous pouvons évaluer la sensibilité des résultats aux différents seuils de pauvreté. Comme l'indique le graphique 2 de notre document, nous aurions obtenu des résultats semblables avec des seuils de pauvreté supérieurs ou inférieurs. Les résultats ne sont pas très sensibles à la notion d'élasticité.

27. En résumé, notre document a analysé les répercussions des variations du cours mondial du coton sur les agriculteurs du Bénin. Tant les mesures quantitatives des dépenses par personne tirées des enquêtes réalisées auprès des ménages que les réponses qualitatives à notre enquête de 1998 indiquent que les conditions de vie se sont améliorées dans les zones rurales au cours des années 90. De plus, les agriculteurs avaient tendance à attribuer cette amélioration des conditions de vie en milieu rural à des facteurs économiques tels que le prix des cultures, la disponibilité des produits alimentaires et l'accès à des emplois non agricoles. Bien qu'il soit difficile d'établir avec certitude un lien de causalité, il semble que les réformes économiques des années 90 (y compris la dévaluation de 1994) et l'augmentation de la production de coton durant cette période aient contribué à une amélioration sensible du niveau de vie en milieu rural.

28. Cependant, le lien entre les marchés mondiaux du coton et les conditions de vie en milieu rural peut également desservir les agriculteurs. L'analyse faite dans ce document se fonde sur la baisse de 39 pour cent qu'a subie le cours mondial du coton entre janvier 2001 et mai 2002. Nous avons combiné les données tirées de l'enquête réalisée en 1998 avec des hypothèses de baisse des prix à la production afin d'évaluer les effets directs à court et à long terme de la baisse du cours du coton sur le revenu rural et divers instruments de mesure de la pauvreté.

29. Les résultats indiquent que le cours du coton et le bien-être rural au Bénin sont fortement liés. Une baisse de 40 pour cent des prix à la production du coton entraînera vraisemblablement une baisse du revenu par habitant de 7 pour cent à court terme et de 5 à 6 pour cent à long terme. De plus, la pauvreté augmente de 8 points de pourcentage à court terme, ce qui signifie que 334 000 personnes supplémentaires passent en dessous du seuil de pauvreté. À long terme, au fur et à mesure que les ménages s'adaptent aux nouveaux prix, le taux de pauvreté se stabilise quelque peu et reste de 6 à 7 points de pourcentage supérieur à son niveau initial.

30. En outre, il se peut que ces calculs sous-estiment l'effet réel de la baisse des cours du coton sur la pauvreté rurale au Bénin. Premièrement, dans une économie marquée par la surcapacité et où certaines ressources ne sont pas utilisées, un choc externe touchant les revenus (comme une modification du cours du coton) a un effet multiplicateur. La modification du revenu des exploitants cotonniers entraîne une modification de la demande de biens et de services produits par leurs voisins ne cultivant pas de coton, ce qui, par voie de conséquence, influence le revenu de ces producteurs et leur demande de biens et de services. Les estimations concernant quatre pays d'Afrique subsaharienne indiquent que le multiplicateur est de l'ordre de 1,7 à 2,2, ce qui signifie que l'effet total sur les revenus (positif ou négatif) est de 1,7 à 2,2 fois plus important que l'effet direct.

31. Deuxièmement, nous supposons que la modification des prix à la production est proportionnelle à l'évolution des cours mondiaux. Sur des marchés concurrentiels avec une marge de commercialisation fixe, la variation en pourcentage des prix à la production sera supérieure à la variation en pourcentage des cours mondiaux. Jusqu'à une époque récente, l'effet de la variation des cours mondiaux sur les prix à la production au Bénin était atténué du fait de la réglementation du marché par les pouvoirs publics qui stabilisait les prix. Avec les réformes économiques actuellement entreprises au Bénin et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, les marchés deviennent plus concurrentiels et l'évolution des prix à la production correspondra de près à celle des cours mondiaux.

32. Troisièmement, nos estimations ne tiennent pas compte d'autres effets indirects liés à la baisse de la production de coton. Une analyse précédente des données tirées de l'Enquête des petits agriculteurs réalisée au Bénin indiquait que les exploitants cotonniers sont trois fois plus susceptibles d'utiliser des engrais dans leurs champs de maïs que les agriculteurs ne cultivant pas de coton. Cela est dû au fait que, comme ils cultivent du coton, les agriculteurs peuvent se procurer des engrais à crédit, engrais qu'ils "détournent" en partie pour leurs champs de maïs. En conséquence, la chute du cours du coton entraînera indirectement une baisse de rendement des cultures vivrières.

33. Dans l'ensemble, les résultats figurant dans ce document remettent en question le stéréotype selon lequel les pauvres vivant dans les zones rurales des pays en développement sont des agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance, sans véritable lien avec les fluctuations des marchés mondiaux des produits de base et donc peu touchés par ces variations. Dans le cas du Bénin au moins, dans la mesure où les fluctuations du cours mondial du coton se répercutent sur les agriculteurs, elles auront un effet notable sur le revenu et la pauvreté en milieu rural. Il en résulte, de manière plus générale, que les politiques de subventionnement de la production de coton aux États-Unis et ailleurs, en faisant baisser les cours mondiaux, ont des répercussions négatives sur la pauvreté rurale au Bénin et (par voie de conséquence) dans d'autres pays pauvres exportateurs de coton. Merci, M. le Président et MM. les membres du Groupe spécial.

M. Laourou:

34. Je vous remercie d'avoir permis à M. Minot de présenter son document, et au Bénin de donner son point de vue.

35. Ceci conclut notre déclaration orale. Nous avons l'honneur de demander au Groupe spécial de constater que les États-Unis enfreignent les obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC, y compris en causant un préjudice grave aux intérêts du Bénin et d'autres Membres. Nous serons heureux de répondre aux questions que vous pourriez souhaiter nous poser.

ANNEXE F-7

DÉCLARATION ORALE DU TCHAD

8 octobre 2003

Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial,

Je suis Abderahim Yacoub N'Diaye, l'Ambassadeur représentant permanent du Tchad à l'OMC. Je suis accompagné par M. Mouata Nanrabaye ainsi que nos conseillers juridiques, M. Brendan McGivern et M. Stefan Ramel; tous deux sont membres du Cabinet White & Case, ainsi que de M. Minot.

Le Tchad se fonde sur et se permet de rappeler la teneur de ces conclusions écrites déposées le 3 octobre 2003 auprès de l'OMC. De surcroît, je souhaiterai également vous lire une déclaration récente de M. Ibrahim Malloum. Ce dernier exerce simultanément les fonctions de Président de la Société cotonnière du Tchad et de Président de l'Association cotonnière africaine. Étant donné ses connaissances exceptionnelles et sa longue expérience en matière de coton tchadien, j'ai demandé à M. Malloum de préparer une déclaration orale à l'intention du Groupe spécial qui devait être présentée par M. Malloum à l'audience d'aujourd'hui. Malheureusement, M. Malloum n'est pas en mesure d'être présent aujourd'hui parce qu'il a été obligé de se rendre au Tchad cette semaine. Ceci étant, sa déclaration porte directement sur les éléments en cause dans cette dispute, et donc, avec votre permission M. le Président, je souhaiterais vous la lire. Voici la Déclaration de M. Brahim Malloum.

"Intervention de M. Ibrahim Malloum

Introduction

1. Je m'appelle Ibrahim Malloum. Je suis le Président de la Société cotonnière du Tchad, aussi connue sous le nom de "Cotontchad". Cotontchad est une société parapublique en voie de privatisation dont la principale responsabilité est de gérer la production et la commercialisation du cotonfibre tchadien. Cotontchad a également pour objet de fournir aux agriculteurs des intrants sur crédit, d'acheter et de prendre en charge le coton de semence récolté, d'égrener le coton afin qu'il puisse être vendu sur le marché international, et finalement d'assurer la vente du coton. Cotontchad est aussi tenue d'acheter la totalité du coton produit par les producteurs de coton tchadien. En somme, Cotontchad est responsable pour la vente et la commercialisation du coton produit par plus de 300 000 paysans et qui fait vivre plus de 2,5 millions de personnes.

2. Je suis aussi le Président de l'Association cotonnière Africaine (ACA.) L'ACA a été officiellement créée en septembre 2002, à Cotonou au Bénin, à la suite d'une rencontre entre les producteurs africains de coton. L'Association compte parmi ses membres tous les producteurs, égreneurs et marchands des pays d'Afrique de l'Est, du Centre et de l'Ouest. De nombreux marchands internationaux, des sociétés de transport par voie marine et des banques sont aussi membres de cette Association. Les objectifs de l'ACA sont de défendre et de promouvoir le coton africain sur le marché mondial et d'encourager l'échange de connaissances entre les producteurs africains de coton.

3. Cela fait maintenant plus de 18 ans que je suis impliqué dans la vente et la commercialisation du coton pour Cotontchad. Pendant cette période, je me suis occupé de toutes les activités liées au coton:

- J'ai fait l'école de coton à Memphis en 1985.

- J'ai été le Directeur général de Cotontchad de 1997 à 1999.

- En tant que Directeur général, c'était ma responsabilité d'assurer la fourniture des engrais et les pesticides nécessaires aux agriculteurs; d'assurer l'achat de toute la production des cotonculteurs, l'égrenage, le classement et l'exportation du coton tchadien.

- Aujourd'hui, je suis responsable pour la commercialisation, dans le monde entier, de toute la production de coton au Tchad. Ainsi, je vends du coton dans plus de 30 pays (en Europe, en Afrique, en Extrême-Orient et en Amérique du Sud).

- Nos prix de vente sont basés sur les prix internationaux fixés sur le New York Cotton Futures Market (NYCE) et sur l'index "A" de Liverpool.

Le coton au Tchad

4. Le coton est une source de revenu essentielle nourrissant les moyens d'existence à plus de 2,5 millions de personnes au Tchad. Le coton est actuellement la culture commerciale principale du Tchad ainsi que la force motrice de l'économie tchadienne, et ce depuis les années 20. Le coton représente 30 pour cent des exportations totales, 60 pour cent des exportations agricoles et compte pour plus de 5,1 pour cent du PIB du Tchad.

5. Le Tchad a une population d'environ 8,1 millions d'habitants, dont plus de 2,5 millions sont concernés, d'une manière ou d'une autre, dans la production du coton. En règle générale, le coton est cultivé dans des exploitations familiales qui n'ont pas recours à des machines agricoles modernes ni à l'électricité. L'irrigation se fait par la pluie et toutes les récoltes sont effectuées à la main. De plus, il est impossible d'accéder à bon nombre d'exploitations par la route. Malgré ces handicaps, les coûts de production se situent environ entre 54 et 58 cents par livre, c'est à dire, à peu près la moitié des coûts de production du coton aux États-Unis.

6. Afin de mieux organiser la production de coton, les exploitants sont organisés en quelques 5 000 associations villageoises, chacune comprenant une centaine de ménages, dont un grand nombre produisent du coton. Ces associations villageoises permettent également à environ 80 pour cent des 8 millions d'habitants, qui habitent les régions rurales et qui dépendent des cultures vivrières de base, d'avoir une structure sociale de base. La production de coton dans chaque association villageoise est normalement une activité de groupe et chacun dans la communauté contribue sa part à la production. La récolte de coton et la quantité produite sont une source de fierté, de prestige et de bien-être social dans toutes les associations villageoises.

Rôle des prix pour le coton tchadien

7. Comme je vous ai déjà indiqué, Cotontchad occupe une place centrale dans la production du coton au Tchad. Le cycle de production commence lorsque chaque association villageoise fait une demande d'intrants auprès des agents de Cotontchad ("interface"), qui est calculée sur la base de l'utilisation qu'elle compte faire de son terrain cultivable. Ensuite, Cotontchad attribue les intrants, sur crédit, à chaque association villageoise, en prenant comme garantie les futures récoltes de coton. Le total d'intrants acquis et distribué est influencé directement par les prix que la Cotontchad parviendra à obtenir lors de ses ventes internationales. Quand les prix sont faibles, comme c'était le cas en 2001 et en 2002, Cotontchad n'a pas les moyens de fournir tous les intrants demandés par les associations villageoises. En conséquence, cela réduit la quantité de coton produite par chacune des associations

villageoises et par le Tchad d'une manière générale. Par contre, lorsque les prix augmentent, plus d'intrants sont donnés à chacune des associations villageoises; cela se traduit par une hausse dans la production du coton - et par conséquent dans les revenus produits par ces associations. En somme, des prix plus élevés obtenus au niveau des marchés internationaux ont un impact direct sur le montant du revenu actuel et futur perçu par les producteurs de coton au Tchad.

8. Cotontchad achète du coton upland auprès de toutes les associations villageoises par le biais de ses 2 500 stations de contrôle de poids et d'achat qui sont implantées à travers le pays. Le prix versé aux producteurs est le même dans l'ensemble du territoire; il est fixé annuellement par un comité qui compte parmi ses membres des représentants des exploitants et aussi de la Cotontchad. Le prix est imposé par le comité en fonction du prix obtenu par Cotontchad lors de ses ventes internationales de coton. Cotontchad ne peut donc offrir aux agriculteurs qu'un prix conforme au prix international.

9. Ensuite, Cotontchad transporte le coton upland dans ses neufs stations d'égrenage afin de le trier, l'égrener et le commercialiser. Enfin Cotontchad vend le coton ainsi obtenu au marché comptant et au marché à terme. Cotontchad commercialise son coton en se basant soit sur un contrat comptant ou un contrat à terme. Je suis le négociateur principal pour les ventes de coton tchadien. Afin de commercialiser le coton, je fournis, à un certain nombre d'acheteurs, des informations relatives à la disponibilité du coton tchadien. Pour ce qui est de l'Europe, du Japon et partiellement aussi pour l'Inde, Cotontchad utilise des agents pour la vente directe aux filatures. Ailleurs nous vendons directement aux marchands internationaux. Nous décidons des prix en nous basant sur le prix du New York Futures, de l'index "A" de Liverpool et par rapport aux prix de compétition offerts sur le marché. Nous informons, au jour le jour, nos agents et les marchands des quantités de coton disponibles et des prix des différentes qualités que nous offrons.

10. Lors des négociations pour le marché comptant ou pour une vente de coton avec expédition immédiate, la négociation des prix nécessite une référence au prix de contrat actuel des New York Futures, ainsi qu'au prix des indices "A" et "B". Je me réfère toujours au prix des New York Futures dans la mesure où les prix augmentent et quand le prix des New York Futures est plus élevé que celui de l'index "A".

11. Le New York Cotton Futures Market (NYCE) est le principal marché du coton au monde. Cela va sans dire que le prix du coton est dicté par New York. Tous les marchands peuvent prévoir l'index "A" en tenant compte de ce qui s'était passé à New York la veille.

12. La grande majorité du coton produit au Tchad est destinée à l'exportation (environ 95 pour cent). Le coton produit au Tchad est en compétition directe avec d'autres exportateurs de coton, régionaux et étrangers. La part extrêmement petite du marché mondial détenue par le Tchad, en matière d'exploitation du coton (environ 1 pour cent), signifie inévitablement que le Tchad est obligé de subir le prix mondial du coton.

Les États-Unis et leur influence sur les prix mondiaux du coton

13. La production de coton upland aux États-Unis a une influence considérable sur les cours mondiaux du coton. Tous les marchands de coton upland surveillent de près les développements aux États-Unis en tant que le plus gros exportateur de coton, les États-Unis fournissent plus de 40 pour cent du coton vendu sur le plan international. C'est dire que les États-Unis sont de loin le plus gros exportateur mondial de coton upland. Au vu de l'importance de la production et des exportations des États-Unis, lorsque les réserves de coton américaines disponible pour la vente diminuent, par exemple en raison d'intempéries, le prix mondial du coton upland augmente inévitablement. En règle générale, cela se fait sentir, dans un premier temps, par des prix plus élevés sur le New York Futures Market et ensuite par des augmentations de prix de l'index "A". Par contre, quand la production de coton upland

aux États-Unis augmente, par exemple parce qu'une plus grande surface cultivable est consacrée au coton ou grâce à des conditions météorologiques favorables, les quantités de coton américain disponibles sur le marché augmentent, ce qui entraîne une baisse des cours mondiaux. J'ai observé ce phénomène à maintes reprises au fil de mes années comme négociateur de coton upland sur les marchés mondiaux. À mon avis, il est évident que si les producteurs américains n'avaient pas accès à des subventions masses, ils planteraient moins de coton et les cours mondiaux du coton upland s'accroîtraient. Cela ne fait aucun doute, à mon avis, que les subventions américaines maintiennent les prix mondiaux à des niveaux très réduits. Cela inclut les prix perçus par Cotontchad, ce qui pénalise les producteurs de coton tchadien.

14. Afin de donner au Groupe Spécial une idée de l'impact des grosses exportations américaines, il m'arrive souvent de rencontrer, pendant des négociations, des acheteurs qui m'assurent pouvoir acheter du coton américain à un prix moins élevé que celui que je tente d'obtenir. Ces acheteurs me disent fréquemment que le coton upland des États-Unis leur est disponible à un prix moins élevé grâce aux versements au titre du Step 2. Ces versements sont bien connus dans l'industrie et d'ailleurs sont mentionnés dans les publications commerciales. Les versements en faveur du coton américain au titre du Step 2 permettent aux exportateurs qui vendent du coton américain d'offrir des prix plus bas que les miens. Cela m'est arrivé à plusieurs reprises. En conséquence, dans une telle situation, je ne peux que négocier un prix encore plus réduit pour Cotontchad.

Faibles prix et la conséquence pour le Tchad

15. Je vous dirais que les prix réduits perçus par les producteurs tchadiens contribuent à la pauvreté au Tchad. La description de ce qui s'est produit auparavant au Bénin s'applique tout aussi bien à ce qui se passe au Tchad. Pour la plupart des associations villageoises, le coton est l'unique source de revenu extérieur. Les écoles, les hôpitaux et les gouvernements locaux au Tchad dépendent directement en grande partie des ventes de coton pour leur financement. L'industrie cotonnière au Tchad tente toujours de se rétablir après la baisse record des prix entre 2001 et 2002. Bien que les prix augmentent maintenant, ils devront s'accroître beaucoup plus afin de compenser la crise sans précédent déclenchée par les prix très bas de l'année révolue. À mon avis, le niveau élevé de la production aux États-Unis fait toujours baisser les prix mondiaux et aggrave la pauvreté des populations rurales du Tchad. Je souhaite un jour ne plus devoir entrer en concurrence avec le coton upland subventionné des États-Unis. Une hausse des prix au niveau mondial permettra aux producteurs et aux communautés tchadiennes de percevoir un revenu plus important et en conséquence d'améliorer la vie de notre population déjà très pauvre."

Je vous remercie de votre attention. Si vous avez des questions, je serais content d'y répondre.

ANNEXE F-8

DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

8 octobre 2003

1. Introduction

1. Les Communautés européennes (les "CE") se félicitent de cette occasion qui leur est donnée de présenter oralement leurs vues au Groupe spécial.

2. Les CE ont déjà présenté par écrit leurs vues concernant la communication complémentaire du Brésil en date du 9 septembre 2003. Aujourd'hui, les CE présenteront leurs observations sur la communication complémentaire des États-Unis en date du 30 septembre 2003. Bon nombre des points soulevés dans la communication des États-Unis concernent des questions factuelles. Les CE se limiteront à répondre à trois questions d'interprétation du droit. Plus spécifiquement, les CE feront valoir dans la présente déclaration que:

III. les versements au titre de l'assurance-récolte effectués par les États-Unis seraient "spécifiques" dans la mesure où il peut être établi que des polices d'assurance différentes se traduisent par l'octroi d'avantages différents pour des produits différents;

IV. la question de savoir si les versements relevant de la catégorie verte peuvent causer un "préjudice grave" au sens de l'article 5 c) de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (l'"Accord SMC") ne se pose pas dans le présent différend;

V. l'expression *même marché* à l'article 6.3 c) peut faire référence à tout marché géographique, y compris au marché mondial, à condition qu'il existe un marché mondial pour le produit considéré.

3. Avant d'aborder ces questions, les CE souhaitent faire état du fait qu'elles sont d'accord avec les États-Unis sur un certain nombre de questions à propos desquelles elles ne jugent pas nécessaire d'avancer des arguments additionnels.

VI. les CE sont d'accord avec l'interprétation donnée par les États-Unis de l'expression "part du marché mondial" à l'article 6.3 d) de l'*Accord SMC*;

VII. les CE adoptent l'interprétation donnée par les États-Unis de l'expression "plus qu'une part équitable" à l'article XVI:3 du GATT;

VIII. les CE sont également d'accord avec la position des États-Unis selon laquelle le premier critère proposé par le Brésil pour établir l'existence d'une "menace de préjudice grave" aux fins de l'article 5 c) de l'*Accord SMC* est incorrect;

IX. enfin, les CE conviennent avec les États-Unis que l'*Accord sur l'agriculture* exclut l'application de l'article III:4 du GATT et de l'article 3.1 b) de l'*Accord SMC* aux subventions "en faveur des producteurs agricoles" versées aux transformateurs.

4. Par contre, les CE aimeraient rappeler leur désaccord avec la position des États-Unis selon laquelle l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture* ne s'applique pas aux crédits et garanties à l'exportation.

2. Spécificité des versements au titre de l'assurance-récolte

5. Les États-Unis contestent l'allégation du Brésil selon laquelle les subventions fournies, selon les allégations, sous la forme de versements au titre de l'assurance-récolte sont spécifiques. Les États-Unis font valoir que l'assurance-récolte n'est pas "spécifique" parce qu'elle est disponible, d'une manière ou d'une autre, pour tous les produits agricoles.[1]

6. Les CE croient cependant comprendre que des polices d'assurance-récolte différentes s'appliquent à des produits agricoles différents.[2] Si ces différences avaient pour conséquence que certains produits agricoles recevront un avantage dans des circonstances dans lesquelles d'autres produits ne recevraient aucun avantage, ou seulement un avantage plus faible, la différence serait manifestement "spécifique".

3. Subventions relevant de la catégorie verte

7. Les États-Unis font valoir que le Brésil n'a pas établi *prima facie* que les versements, qui selon leurs allégations relèvent de la catégorie verte, causent un préjudice grave. Les États-Unis rappellent que le paragraphe 1 de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* dit clairement que les versements relevant de la catégorie verte ont des effets de distorsion sur les échanges nuls ou, au plus, minimes et que, au titre de l'article 21:1 de l'*Accord sur l'agriculture*, l'*Accord SMC* s'applique "sous réserve" de l'*Accord sur l'agriculture*.[3]

8. Cela est correct, mais cet argument ne semble pas pertinent dans le contexte du présent différend. Si les versements en cause étaient conformes à tous les critères de l'Annexe 2, ils seraient exemptés d'une action au titre de l'*Accord SMC*, conformément à l'article 13 a) i) de l'*Accord sur l'agriculture*. Si ce n'était pas le cas, les États-Unis ne pourraient pas invoquer leur conformité avec l'Annexe 2 et l'article 21:1 afin de faire valoir qu'ils ont des effets sur les échanges nuls ou, au plus, minimes. Logiquement, la question soulevée par les États-Unis ne pourrait se poser qu'en l'absence de la clause de paix ou si la clause de paix avait expiré au début du présent différend.

4. Signification de l'expression "même marché" à l'article 6.3 c)

9. Les États-Unis soutiennent que l'expression "même marché" à l'article 6.3 c) ne peut pas être interprétée comme incluant le marché mondial, parce que cela rendrait le mot "même" redondant.[4] Les CE ne sont pas d'accord. Conformément à son sens ordinaire, le terme "marché" peut faire référence à tout marché géographique, y compris non seulement les marchés nationaux ou régionaux, mais également le marché mondial, à condition qu'il existe un marché mondial pour le produit considéré.

[1] Communication complémentaire des États-Unis, paragraphe 14.
[2] *Ibid*., paragraphe 15.
[3] *Ibid*., paragraphe 72.
[4] *Ibid*., paragraphes 90 à 92.

10. L'argument des États-Unis est fondé sur l'hypothèse qu'il y aura toujours un marché mondial pour tout produit donné. Cette hypothèse est fausse. Afin de pouvoir qualifier une certaine zone géographique, qu'il s'agisse du territoire de l'un ou de plusieurs Membres, ou du monde entier, de "marché" il faut montrer que les conditions de concurrence qui prévalent dans cette zone géographique sont suffisamment homogènes. S'il existe des obstacles notables au commerce entre les Membres, ou entre des groupes de Membres, avec la conséquence que les conditions de concurrence sont notablement différentes pour chaque Membre ou chaque groupe de Membres, il ne sera pas possible de considérer qu'il existe un marché mondial aux fins de l'article 6.3 c), mais seulement des marchés nationaux ou régionaux.

ANNEXE F-9

DÉCLARATION ORALE DE L'INDE

8 octobre 2003

1. Nous vous remercions de l'occasion qui nous est donnée de présenter les vues de l'Inde à cette séance tenue avec les tierces parties. L'Inde est le troisième producteur mondial de coton et possède la plus grande superficie plantée en coton au monde. Elle a un intérêt commercial substantiel ainsi qu'un intérêt systémique dans le présent différend. Pendant la première partie de la présente séance, le 24 juillet 2003, nous avons présenté certaines de nos vues concernant les trois programmes de subventions des États-Unis qui, selon nous, violent l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC). Nous souhaitons aujourd'hui présenter nos vues sur l'expression "dommage grave" utilisée à l'article 6.3 de l'Accord.

2. Les mesures contestées par le Brésil dans ses allégations de préjudice grave *actuel* comprennent le versement de subventions par l'intermédiaire de divers programmes qui incluent les versements au titre de prêts à la commercialisation, les versements anticycliques, les versements directs, les versements au titre de contrats de flexibilité de la production, les versements d'aide pour perte de parts de marché, les subventions au titre de l'assurance-récolte, les versements au titre du programme Step 2 et les garanties de crédit à l'exportation au titre du programme GSM 102. Les instruments juridiques fournissant ces subventions incluent la Loi FAIR de 1996, la Loi FSRI de 2002 et la Loi ARP de 2000 ainsi que les diverses lois de finances pour les campagnes de commercialisation 1999-2002.

3. Les subventions en cause accordées par les États-Unis sont explicitement limitées à un certain nombre d'entreprises ou de branches de production. Aucune des subventions en cause n'est largement disponible dans toute l'économie et dans tous les secteurs. Le droit de bénéficier du soutien interne et des subventions à l'exportation en cause dans le présent différend est "explicitement" limité au sous-ensemble des branches de production des États-Unis produisant des *cultures agricoles*, aux sous-groupes des branches de production produisant *certaines* cultures agricoles, ou *seulement* au coton upland. Aucune des subventions n'est disponible pour un quelconque produit non agricole. Les subventions accordées par les États-Unis au coton sont donc "spécifiques" au sens de l'Accord SMC.

Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial,

4. Afin d'établir le préjudice grave causé par les subventions accordées par les États-Unis pour le coton, le Brésil a fourni de nombreux éléments de fait qui, individuellement aussi bien que collectivement, démontrent le lien de causalité existant entre ces subventions et un empêchement notable des hausses de prix sur les marchés du coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002.

5. Il a été démontré, entre autres par l'analyse de M. Daniel Sumner, dont on trouvera des détails à la section 3.3.4.8.2 de la communication complémentaire du Brésil au Groupe spécial, que, en termes d'empêchement notable des hausses de prix, la suppression des subventions accordées par les États-Unis ferait augmenter les prix de l'indice A de 12,6 pour cent en moyenne soit de 6,5 cents par livre entre les campagnes 1999 à 2002. Le Brésil a démontré que les subventions accordées par les États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 causent un empêchement notable *actuel* des hausses de prix au sens de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC sur les marchés brésiliens et

mondiaux, y compris sur des marchés sur lesquels exportent à la fois les producteurs brésiliens et les producteurs des États-Unis, causant ainsi un grave préjudice.

6. Le taux moyen de subventionnement du coton aux États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, tel qu'il est révélé par le tableau de la page 4 de la communication complémentaire du Brésil, allait jusqu'à 95 pour cent. Ces subventions assurent donc presque la totalité des revenus des exploitants et ont une incidence majeure sur les décisions des exploitants en matière de production. Les producteurs de coton upland aux États-Unis sont donc, grâce à elles, largement à l'abri des effets du marché. Donc, alors que les prix du coton upland tombaient, que le dollar s'appréciait et que les coûts de production augmentaient, la production et les exportations de coton upland des États-Unis ont progressé de manière notable. De même, la superficie plantée en coton upland aux États-Unis a augmenté de 13,5 pour cent pendant les campagnes de commercialisation 1998 à 2001. Par conséquent, selon nous, le Brésil a établi *prima facie* qu'il avait subi un "préjudice grave" en raison des subventions accordées par les États-Unis pour le coton.

7. Dans leur communication complémentaire, les États-Unis ont fait valoir qu'après avoir démontré que l'un des effets de la subvention mentionnés à l'article 6.3 ou que plusieurs de ces effets sont applicables, le Brésil doit ensuite démontrer que le "préjudice" causé par les effets de la subvention était suffisamment "grave" pour constituer un "préjudice grave" au sens de l'expression utilisée dans cet article. L'argument des États-Unis semble être fondé sur l'utilisation de l'expression "peut apparaître" à l'article 6.3 par opposition à l'utilisation de l'expression "sera réputé exister" à l'article 6.1. Les États-Unis semblent conclure qu'un préjudice grave n'apparaît pas nécessairement si l'un ou plusieurs des effets de la subvention énumérés à l'article 6.3 sont constatés. Ils continuent en inférant de cette différence de libellé qu'un plaignant, outre qu'il doit démontrer l'existence de l'un des effets énumérés, doit également satisfaire à un critère distinct relatif au "préjudice grave" – dont la teneur n'est pas définie par l'Accord SMC.

8. De l'avis de l'Inde, rien de plus que la démonstration du fait que l'un des effets énumérés à l'article 6.3 existe est nécessaire pour parvenir à une constatation de "préjudice grave". Les subventions énumérées à l'article 6.1 sont *réputées* causer un préjudice grave et par conséquent une telle présomption est réfragable au titre de l'article 6.2 si la subvention n'aboutit pas à l'un des effets énumérés à l'article 6.3. Aucune réfutation de ce type n'est envisagée à l'article 6.3. Il n'y a donc aucune obligation au titre de l'Accord SMC de démontrer l'existence d'un préjudice grave de manière distincte après avoir établi que l'un des effets d'une subvention énumérés à l'article 6.3 s'applique, car les effets énumérés à l'article 6.3 en eux-mêmes équivalent à un préjudice grave. Cette interprétation est également confirmée par la lecture de l'article 6.2 pour lequel le préjudice grave et les effets énumérés à l'article 6.3 sont équivalents. L'Inde n'est pas d'accord avec l'interprétation de l'article 6.3 donnée par les États-Unis.

9. En conclusion, M. le Président et MM. les membres du Groupe spécial, l'Inde est d'avis que les subventions accordées par les États-Unis pour le coton upland sont spécifiques, qu'il existe un lien de causalité entre ces subventions et une dépression notable des prix et que ces subventions accordées par les États-Unis ont causé un préjudice grave au sens de cette expression à l'article 6.3 de l'Accord SMC.

ANNEXE F-10

DÉCLARATION ORALE DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE

8 octobre 2003

1. Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, la communication complémentaire de la Nouvelle-Zélande au Groupe spécial, en date du 3 octobre, expose la position de la Nouvelle-Zélande qui soutient les allégations formulées par le Brésil et les vues de la Nouvelle-Zélande sur les questions soulevées dans la communication complémentaire des États-Unis. Les éléments de preuve apportés par le Brésil à l'appui de ses allégations sont accablants et concluants.

2. La communication de la Nouvelle-Zélande, et notre déclaration aujourd'hui, portent en particulier sur la démonstration faite par le Brésil de ce que les subventions des États-Unis causent un empêchement des hausses de prix dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (ou *Accord SMC*). Les éléments de preuve apportés par le Brésil montrent que les subventions des États-Unis ont empêché des hausses des prix de l'indice A de 12,6 pour cent en moyenne pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. Cela représente un montant total de perte de revenus pour les producteurs brésiliens de 478 millions de dollars et un empêchement des hausses de revenus de 3 587 milliards de dollars à l'échelle mondiale.

3. Les États-Unis n'ont produit ni élément de preuve ni argument pour réfuter cette allégation. Au lieu de cela, ils signalent un certain nombre de facteurs qui, selon eux, ont fait chuter les prix du coton upland. Cependant, ces facteurs sont totalement dénués de pertinence par rapport à la question de savoir si les subventions des États-Unis empêchent des hausses de prix dans une mesure notable. Rien dans l'*Accord SMC* n'exige d'un plaignant qu'il montre que les subventions en question sont la seule cause ou la cause principale de la chute des prix afin de démontrer l'existence d'un préjudice grave.

4. En fait, l'*Accord SMC* n'exige même pas qu'il y ait chute des prix pour qu'il y ait empêchement des hausses de prix. Comme le Brésil l'a démontré, l'empêchement des hausses des prix peut se produire même lorsque les prix augmentent. Tout ce qu'un plaignant est tenu de montrer pour satisfaire aux prescriptions de l'article 6.3 c) est qu'un empêchement notable des hausses de prix est causé par les subventions en question. Le Brésil l'a fait et les modèles économétriques qu'il a utilisés n'ont pas été contestés par les États-Unis. De plus, ces modèles isolent les effets des subventions de ceux des autres facteurs et garantissent donc que les effets des autres facteurs affectant les prix du coton ne sont pas imputés aux subventions pour le coton.

5. En revanche, les États-Unis préconisent une interprétation des articles 5 et 6 qui compromettrait gravement la réalisation de leur objectif, qui est bien entendu de permettre aux Membres de l'OMC d'agir lorsqu'ils sont défavorablement affectés par le fait que d'autres Membres recourent à des subventions.

6. En particulier, les États-Unis tirent une conclusion fausse d'une comparaison entre l'article 6.1 et l'article 6.3, à savoir qu'il ne suffit pas pour un plaignant de montrer que l'un des effets décrits à l'article 6.3 existe pour qu'il y ait préjudice grave. Un examen plus attentif du fond et de la nature de ces dispositions dans le contexte plus large des articles 5 et 6 fait apparaître clairement que lorsqu'un Membre a démontré l'existence d'un empêchement des hausses de prix dans une mesure notable au

sens de l'article 6.3, il y a préjudice grave. Nous faisons observer que les CE se disent d'accord avec cette interprétation dans leur communication complémentaire en tant que tierce partie. La Nouvelle-Zélande a décrit en détail dans sa communication complémentaire pourquoi l'interprétation de l'article 6 donnée par les États-Unis devrait être rejetée.

7. Les États-Unis adoptent une approche similaire de l'interprétation de l'expression "dans une mesure notable" à l'article 6.3 c). Conformément à l'approche des États-Unis, il faudrait que l'effet "d'empêcher des hausses de prix ... dans une mesure notable" soit démontrable uniquement par référence à un niveau arbitraire ayant un caractère numérique notable. Pourtant, les États-Unis n'indiquent pas quel niveau serait approprié en ce qui concerne le caractère notable dans la présente affaire, et ils ne vont pas jusqu'à suggérer que 12,6 pour cent ne constitue pas un niveau "notable". Les États-Unis ne donnent aucune explication de la manière dont le caractère "notable" doit être déterminé dans l'approche qu'ils proposent. C'est peut-être parce qu'une telle approche est irréalisable dans la pratique.

8. Que l'empêchement des hausses de prix soit notable ou non au sens de l'article 6.3 c) dépendra des circonstances de l'affaire. Une telle détermination doit être ancrée dans le contexte global de l'examen des effets défavorables de la subvention pour que l'*Accord* puisse fonctionner comme les Membres l'ont voulu. Ainsi, l'approche du Brésil qui consiste à examiner si le niveau des empêchements des hausses de prix est "significatif" dans son effet est parfaitement appropriée et réalisable, et constitue le meilleur moyen de veiller à ce que l'article 6.3 c) soit effectivement et constamment appliqué.

9. Ce ne sont là que deux exemples des tentatives faites par les États-Unis pour donner de l'*Accord SMC* une lecture qui inclut des prescriptions additionnelles tout simplement inexistantes et déforme les prescriptions qui existent. Si de telles interprétations étaient acceptées, il serait virtuellement impossible pour les Membres de montrer l'existence d'un préjudice grave. Une telle érosion des droits négociés par les Membres au titre de l'*Accord SMC* ne peut pas être autorisée.

Menace de préjudice grave

10. La communication complémentaire de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie expose également les raisons pour lesquelles le Groupe spécial devrait constater que les subventions des États-Unis menacent de causer un préjudice grave aux intérêts du Brésil à l'avenir. Le fait que les intérêts du Brésil subissent déjà un préjudice grave à cause des subventions des États-Unis entraîne une forte présomption que cela continuera d'être le cas. La législation des États-Unis prévoit que les subventions continueront d'être fournies, qu'elles aient ou non des effets défavorables pour les autres Membres. La présente affaire porte sur un niveau de subventionnement qui est, en moyenne, de 95 pour cent, soit une valeur de 12,9 milliards de dollars des États-Unis accordés par un pays qui détient actuellement 41,6 pour cent du marché mondial du coton upland. La menace de préjudice grave à l'avenir est par conséquent réelle.

11. Outre les points évoqués dans sa communication complémentaire, la Nouvelle-Zélande profite de cette occasion pour faire état de ses vues sur deux autres questions soulevées par les États-Unis.

Assurance-récolte

12. Le premier point est l'argument des États-Unis selon lequel les versements au titre de l'assurance-récolte ne répondent pas au critère de spécificité décrit à l'article 2 de l'*Accord SMC*. Comme l'a démontré le Brésil, les subventions accordées au titre de l'assurance-récolte aux producteurs de coton upland accroissent la production de coton upland des États-Unis. Les versements agissent comme un stimulant direct de la production car ils maintiennent en production

des terres consacrées au coton upland peu productives. L'analyse de M. Sumner conclut que pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, les subventions des États-Unis au titre de l'assurance-récolte ont entraîné un empêchement des hausses des cours mondiaux de 1,2 pour cent.

13. Le Brésil a démontré que le programme d'assurance-récolte est limité à certaines entreprises et n'est donc pas offert d'une manière générale mais est offert en fait uniquement pour les récoltes. Le programme d'assurance-récolte est par conséquent spécifique au sens de l'article 2 de l'*Accord SMC*.

Versements intérieurs au titre du programme Step 2

14. Deuxièmement, la Nouvelle-Zélande souhaite développer son point de vue à l'appui de l'allégation du Brésil selon laquelle les versements intérieurs au titre du programme Step 2 sont des subventions prohibées au titre de l'article 3.1 b) de l'*Accord SMC* et de l'article III:4 du GATT. Rien ne permet d'alléguer que l'*Accord sur l'agriculture* donne aux Membres le droit de recourir au soutien interne de leur choix en toute impunité pour ce qui est des actions au titre de tout autre Accord de l'OMC. L'*Accord sur l'agriculture* est muet sur la question des subventions liées à l'apport local. Ce silence ne peut pas être considéré comme conférant un "droit".

15. La Nouvelle-Zélande n'admet pas non plus que les Membres aient pu à ce point transgresser le principe fondamental dans le GATT du traitement national autrement que explicitement et expressément. Les États-Unis n'ont pas été en mesure de démontrer que les Membres avaient l'intention par l'intermédiaire de l'*Accord sur l'agriculture* de renoncer en fait à leurs droits au titre de l'article III du GATT en ce qui concerne les produits agricoles. Il n'existe pas non plus d'éléments de preuve montrant que les Membres ont échangé ces droits contre des engagements de réduction du soutien interne. Là où il y avait un échange, c'était entre l'application des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* (pour une période limitée) et des engagements de réduction, comme l'énonce explicitement la clause de paix. Il n'y avait pas d'échange de ce type dans la clause de paix en ce qui concerne l'article 3.1 b) de l'*Accord SMC*.

16. Le paragraphe 7 de l'Annexe 3 de l'*Accord sur l'agriculture*, sur lequel s'appuient les États-Unis et la CE pour prouver que l'*Accord* autorise le recours à des subventions liées à l'apport local, n'étaye pas une telle conclusion. Le paragraphe 7 ne fait que reconnaître qu'il est possible que des mesures visant les transformateurs agricoles puissent apporter des avantages aux producteurs de produits agricoles de base. Par exemple, les pouvoirs publics peuvent verser une subvention à un transformateur, lequel est tenu de la répercuter sur les producteurs nationaux. Cela peut se produire sans affecter la relation de concurrence entre les importations et la production intérieure. La mesure serait compatible avec l'article 3.1 b) de l'*Accord SMC* et avec l'article III du GATT, et le soutien serait déduit à juste titre de la MGS du Membre. Rien dans le paragraphe 7 ne laisse penser qu'il devrait être interprété comme faisant référence aux subventions liées à l'apport national, et encore moins qu'il autorise ces subventions, en contravention avec l'article 3.1 b) de l'*Accord SMC* ou de l'article III du GATT.

Conclusion

17. En conclusion, la Nouvelle-Zélande estime que le Brésil a présenté les éléments de preuve factuels nécessaires pour étayer ses allégations au titre de l'*Accord SMC*. Le Brésil a également démontré que les États-Unis ne pouvaient pas se prévaloir de la protection conférée par la clause de paix. L'interprétation donnée par les États-Unis des dispositions de l'*Accord SMC* ferait que des subventions pouvant donner lieu à une action ne donneraient plus lieu à une action, ce qui compromettrait l'équilibre des droits et obligations soigneusement négociés dans l'*Accord SMC* et l'*Accord sur l'agriculture*. La Nouvelle-Zélande demande par conséquent au Groupe spécial de formuler les constatations et les recommandations demandées par le Brésil.

ANNEXE G

COMMUNICATIONS COMPLÉMENTAIRES PRÉSENTÉES À TITRE DE RÉFUTATION PAR LES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe G-1	Communication complémentaire présentée à titre de réfutation par le Brésil	G-2
Annexe G-2	Communication complémentaire des États-Unis à titre de réfutation	G-9

ANNEXE G-1

COMMUNICATION COMPLÉMENTAIRE PRÉSENTÉE À TITRE DE RÉFUTATION PAR LE BRÉSIL

1. Le Brésil répond, dans la communication complémentaire qu'il présente à titre de réfutation, à divers arguments avancés et éléments de preuve présentés par les États-Unis à des stades précédents de la présente procédure.

2. Le Brésil présente de nouveaux éléments de preuve pour réfuter les affirmations des États-Unis selon lesquelles il n'a pas démontré que des versements au titre de contrats ont été effectués pour les producteurs actuels de coton upland pendant les campagnes de commercialisation de 1999 à 2002. Ces éléments de preuve consistent en données de l'USDA sur les paiements, obtenues et analysées par le Groupe de travail environnemental (EWG) et concernant, entre autres, les versements au titre de contrats pour la base de coton upland et la base d'autres cultures entre les campagnes de commercialisation 2000 et 2002, ainsi que les versements au titre de prêts à la commercialisation pour le coton upland. La base de données de l'EWG compare les bénéficiaires de versements pour le coton upland et les exploitations recevant chaque type de versement. Elle montre que la grande majorité des producteurs de coton upland plantent du coton upland sur une superficie de base de coton upland. Elle montre également que les producteurs de coton upland ont reçu environ les trois quarts de la totalité des versements effectués au titre de contrats pour le coton upland entre les campagnes de commercialisation 2000 et 2002. On peut trouver des versements additionnels au titre de contrats en faveur du coton upland en important les versements au titre de contrats à la superficie de base autre que de coton. Bien que les données de l'EWG sous-estiment le montant des versements au titre de contrats en faveur du coton upland, elles corroborent et appuient néanmoins la méthode "14/16" du Brésil. De plus, ces données sont également compatibles avec le grand nombre d'éléments de preuve démontrant que les producteurs de coton upland reçoivent des versements au titre de contrats pour le coton upland, comptent sur ces versements et en ont besoin pour "joindre les deux bouts".

3. Un examen de la quantité de coton upland actuellement plantée sur des superficies sous contrat pour le coton upland (ou autre) donnerait de meilleurs éléments de preuve concernant le montant des versements effectués au titre de contrats en faveur du coton upland. Ces éléments de preuve sont recueillis par les États-Unis et sont sous leur contrôle exclusif. Le Brésil réfute les affirmations des États-Unis selon lesquelles ils ne recueillent ni ne conservent aucun renseignement leur permettant de répondre à la question n° 67*bis* du Groupe spécial ou aux demandes répétées de renseignements du Brésil concernant le montant des versements au titre de contrats reçus par les producteurs actuels de coton upland. En fait, les États-Unis ont accès à l'ensemble des données sur les superficies et les versements par exploitation et par produit en ce qui concerne à la fois les producteurs actuels de coton upland et les détenteurs d'une base de culture visée par les programmes de versements au titre de contrats, qui leur permettraient 1) de donner une bonne estimation des versements PFC et des versements d'aide pour perte de parts de marché aux producteurs actuels de coton upland pendant les campagnes de commercialisation de 1999 à 2001, et 2) d'indiquer le montant précis des versements directs et anticycliques aux producteurs actuels de coton upland pendant la campagne de commercialisation 2002. Le Brésil prie le Groupe spécial de demander pour la troisième fois aux États-Unis de communiquer ces renseignements.

4. En l'absence des renseignements sous le contrôle exclusif des États-Unis, les renseignements concernant les versements au titre de prêts à la commercialisation et de contrats figurant dans la base de données de l'EWG, ainsi que les nombreux autres éléments de preuve présentés par le Brésil sont

les meilleurs renseignements disponibles pouvant aider le Groupe spécial à formuler la détermination concernant le montant du "soutien pour le coton upland" aux fins de la clause de paix.

5. S'agissant des allégations du Brésil concernant l'empêchement de hausses de prix et l'accroissement de la part du marché mondial formulées au titre de l'article 6.3 c) et 6.3 d) de l'Accord SMC, le Brésil répond tout d'abord aux arguments des États-Unis selon lesquels seuls les coûts variables sont pertinents aux fins de toute analyse du coût de production. Il s'agit là du mauvais critère juridique et économique. Le Brésil note que, dans les décisions qu'il a rendues dans l'affaire *Canada – Produits laitiers (21:5)*, l'Organe d'appel était d'avis qu'une analyse du coût de production devrait être centrée sur les coûts *totaux* et non les coûts *variables*. Cela signifie que seule une analyse du coût de production total tient compte des ressources économiques que le producteur investit dans le produit. La jurisprudence de l'Organe d'appel sur cette question rend compte de la réalité économique qui est, qu'à long terme, les producteurs doivent récupérer la *totalité* de leurs coûts et faire des bénéfices pour rester en activité. Dans la mesure où le producteur demande des prix qui ne permettent pas de récupérer le coût de production total, il finit par subir une perte qui doit être financée à partir d'une autre source.

6. Les données de l'USDA relatives aux coûts montrent que les producteurs des États-Unis auraient perdu 871 dollars par acre s'ils avaient cultivé du coton upland sans subventions entre les campagnes de commercialisation 1997 et 2002. Avec les subventions, ces producteurs de coton upland ont fait un "bénéfice" de 120 dollars par acre sur cette période de six années. En outre, la plupart des coûts fixes des producteurs des États-Unis doivent être couverts sur une période à long terme de six années, ou les producteurs de coton upland seraient forcés d'arrêter la production. Cet élément de preuve corrobore l'existence d'un lien de causalité étroit entre les subventions des États-Unis et les niveaux élevés continus de production et d'exportation de coton upland des États-Unis, ainsi que l'empêchement de hausses de prix. Ces faits démontrent la véracité de la déclaration du Président du Conseil national du coton, selon laquelle les producteurs de coton upland des États-Unis "ne peuvent exister sans subventions".

7. L'argument des États-Unis selon lequel une analyse du coût de production peut se limiter aux coûts variables défie toute logique économique. Cela est particulièrement vrai compte tenu des éléments que les États-Unis comptabilisent comme coûts fixes, y compris la main-d'œuvre employée, le coût d'opportunité de la main-d'œuvre non rémunérée, les déductions pour amortissement des machines et de l'équipement, le coût d'opportunité des terres, les taxes et les assurances, et les frais généraux de l'exploitation. Ces faits confirment l'idée, dictée par le bon sens, que sans les subventions des États-Unis, une part importante de la production de coton upland des États-Unis ne serait pas économiquement viable et n'existerait pas.

8. Le Brésil réfute les arguments des États-Unis selon lesquels les subventions des États-Unis n'avaient aucun effet d'empêchement de hausses de prix, en démontrant qu'il existe un rapport étroit entre les augmentations ou les baisses des stocks mondiaux de coton et des prix de l'indice A. Les économistes de l'USDA eux-mêmes estiment que les subventions des États-Unis ont accru l'offre mondiale de coton upland des États-Unis de 1,9 million de balles pendant la campagne de commercialisation 2000 et de 4,3 millions de balles pendant la campagne de commercialisation 2001. Puisque les États-Unis ont admis que l'apport de 11,6 millions de balles provenant des stocks publics chinois dans l'offre mondiale entre les campagnes de commercialisation 1999 et 2001 avait déprimé les prix, il n'y a rien d'étonnant à ce que les économistes de l'USDA, ainsi que M. Sumner, aient constaté que l'ajout de quantités similaires de coton upland des États-Unis produites grâce aux subventions avait eu des effets d'empêchement de hausses de prix similaires. De plus, si les ventes de stocks publics chinois ont déprimé les prix dans une mesure notable, comme l'allèguent les États-Unis, il est certain que le retrait d'une quantité similaire de coton upland des États-Unis au cours de la même période aurait accru les prix dans une mesure notable.

9. En outre, les experts du marché prévoient qu'une récolte de 14 millions de balles aux États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2004 (suite à une récolte potentiellement mauvaise) aurait une incidence notable pendant la campagne de commercialisation 2004 en faisant augmenter les prix à terme de New York - ainsi que les prix mondiaux (et brésiliens) du coton. Le Brésil a démontré que le marché mondial du coton upland était interconnecté par nature et qu'il existait un rapport direct entre le rôle des importantes subventions des États-Unis pour ce qui est de soutenir la production des États-Unis et leur rôle pour ce qui est de faire baisser les prix mondiaux et brésiliens.

10. Le Brésil réfute les arguments des États-Unis selon lesquels l'appréciation du dollar EU ne prouve pas qu'il existe un lien de causalité entre les subventions des États-Unis, d'une part, et la part accrue du marché mondial détenue par les États-Unis et l'empêchement de hausses de prix, d'autre part. À l'aide de données figurant dans la pièce n° 69 des États-Unis, le Brésil démontre que le dollar EU s'est apprécié de façon spectaculaire face au panier des monnaies des autres producteurs de coton mondiaux pondéré en fonction des échanges de coton, augmentant de 154 pour cent entre 1996 et 2003. Les exportations des États-Unis – au lieu de chuter, comme l'avaient prédit les économistes de l'USDA – ont presque doublé.

11. La meilleure façon d'évaluer l'incidence des subventions sur les échanges internationaux de coton est d'analyser le taux de change pondéré en fonction des échanges de coton pour les pays exportateurs de coton en général. C'est là que s'exerce la concurrence et que l'incidence des variations des taux de change sur la compétitivité des pays devrait se faire sentir. Alors que leur monnaie se dépréciait de façon spectaculaire face au dollar EU, les concurrents des États-Unis auraient dû être en mesure d'accroître leur part du marché et leurs exportations, par rapport aux exportations du même produit de base au prix élevé et au coût élevé effectuées par les États-Unis. Mais comme ces concurrents n'ont pas accès à des subventions atteignant 95 pour cent en moyenne de la valeur de leur production, ils ont vu leurs exportations et leur part du marché mondial diminuer.

12. Le Brésil répond aux arguments des États-Unis selon lesquels leurs producteurs réagissent aux variations des prix à terme au moment de la plantation. Le Brésil démontre que les prix à terme moyens de janvier à mars ont *baissé* entre les campagnes de commercialisation 1998 et 2002, alors que la superficie plantée aux États-Unis a *augmenté*. C'est exactement le contraire de ce à quoi on pourrait s'attendre sans l'effet des subventions (qui ont *augmenté* dans une mesure notable au cours de cette même période). L'ensemble de l'analyse présentée par le Brésil est compatible avec le témoignage présenté devant le Congrès par le Chef économiste de l'USDA, M. Keith Collins, selon lequel la réaction au niveau de l'offre (c'est-à-dire de la superficie plantée) de la part des exploitants de coton upland des États-Unis est faible en raison des subventions qu'ils reçoivent.

13. Par ailleurs, le niveau de soutien du prix d'objectif de 72,4 cents pouvant être obtenu par les producteurs de coton upland des États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2002 signifiait que les producteurs des États-Unis ne pouvaient pas s'attendre à encaisser des recettes supérieures, même si les prix avaient augmenté au cours de cette campagne. En fait, la superficie plantée aux États-Unis a diminué pendant la campagne de commercialisation 2002 parce que certains producteurs de coton upland ont subi des pertes importantes malgré les subventions, car ils ne pouvaient pas couvrir leur coût de production.

14. Le Brésil répond aux arguments juridiques des États-Unis qui cherchent à imposer la notion de droits compensateurs dans des allégations concernant l'existence d'effets défavorables, en démontrant qu'il n'y a aucune base textuelle, ni à l'article premier ni dans la Partie III (effets défavorables) de l'Accord SMC, permettant d'imposer des méthodes reposant sur des notions de "répercussion", "valeur de la subvention", "produit subventionné" ou "subvention liée – non liée". Contrairement à ce qui se passe dans le cadre d'une enquête en matière de droits compensateurs, ce sont les *effets* cumulatifs des subventions des États-Unis qui sont au centre des allégations concernant

l'empêchement de hausses de prix et l'accroissement de la part du marché mondial formulées au titre de l'article 6.3 c) et d) de l'Accord SMC. Les États-Unis ont actuellement une position directement contraire aux arguments qu'ils avaient exposés dans l'affaire *Indonésie – Automobiles*, dans le cadre de laquelle ils s'étaient opposés aux efforts faits par l'Indonésie pour que le Groupe spécial examine individuellement chaque subvention du Programme concernant la voiture nationale.

15. Les articles 5 et 6 de l'Accord SMC portent principalement sur l'effet des subventions pour ce qui est de l'empêchement de hausses de prix ou de l'accroissement de la part du marché mondial. Ces effets cumulatifs de diverses subventions accordées par les États-Unis ont empêché des hausses de prix et entraîné un accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis entre les campagnes de commercialisation 1999 et 2002, et continueront de le faire jusqu'à la fin de la campagne de commercialisation 2007.

16. Contrairement à ce qu'avancent les États-Unis, pour étayer ses allégations concernant l'existence d'un préjudice grave, le Brésil n'a pas à prouver "que le "préjudice" causé par les effets des subventions était "grave"". Dans son interprétation du texte introductif de l'article 6.3 de l'Accord SMC, le Brésil ne donne pas à "peut apparaître" le sens de "apparaîtra". Au contraire, la forme verbale "peut apparaître" fait référence à diverses situations dans lesquelles les quatre types de préjudices graves énumérés existent, mais ne peuvent pas donner lieu à une action.

17. Le Brésil insiste sur les effets collectifs des subventions des États-Unis en faisant observer que les nombreuses études économétriques qu'il a présentées au Groupe spécial concluent toutes que ces subventions accroissent la production des États-Unis et empêchent des hausses des prix des États-Unis et des prix mondiaux dans une mesure notable. De plus, il n'a jamais été constaté dans aucune étude que les subventions des États-Unis pour le coton upland n'auraient pas d'effet notable en matière de production, d'accroissement des exportations et d'empêchement des hausses de prix.

18. Par ailleurs, le Brésil réfute les arguments des États-Unis selon lesquels les résultats présentés par M. Sumner, fondés sur les données de base du FAPRI de novembre 2002, donnent une représentation erronée des effets réels. Le Brésil démontre qu'avec les données de base les plus récentes du FAPRI, à savoir celles de janvier 2003, les résultats de M. Sumner font aussi apparaître des effets notables en matière de production, d'accroissement des exportations et d'empêchement de hausses de prix. Le Brésil fait en outre valoir qu'une étude de l'USDA et une étude du FMI dont les États-Unis allèguent qu'elles montrent que l'analyse de M. Sumner était excessive sont en fait compatibles avec les constatations de M. Sumner.

19. Par conséquent, l'affirmation des États-Unis selon laquelle les résultats présentés par M. Sumner sont fortement exagérés du fait de l'utilisation de données de base donnant des projections des prix du coton upland artificiellement basses est fausse. Que les résultats utilisés soient ceux du modèle modifié ou du modèle initial et que les données de base utilisées soient celles de novembre 2002 ou de janvier 2003, le Brésil continue à soutenir vivement que les subventions des États-Unis empêchent des hausses de prix dans une mesure notable et entraînent un accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis, et qu'elles ont fait que les États-Unis détiennent plus qu'une part équitable du commerce mondial d'exportation.

20. Le Brésil démontre par ailleurs l'existence d'un lien de causalité entre les subventions des États-Unis, d'une part, et l'empêchement de hausses de prix et l'accroissement des exportations, d'autre part, en montrant que les effets individuels des diverses subventions des États-Unis ont accru la production et les exportations des États-Unis et ont pour résultat d'empêcher des hausses de prix. Les économistes de l'USDA, comme d'autres constatent de façon unanime que les versements au titre de prêts à la commercialisation pour le coton upland ont eu des effets notables en matière de production – et d'accroissement des exportations et d'empêchement de hausses de prix pendant la période visée

par l'enquête. L'effet de cette seule subvention a causé un préjudice grave aux intérêts du Brésil pendant les campagnes de commercialisation de 1999 à 2002.

21. Par ailleurs, les économistes de l'USDA ont également constaté que les subventions au titre de l'assurance-récolte pour le coton upland avaient des effets d'accroissement de la production beaucoup plus marqués que pour d'autres cultures.

22. Le Conseil national du coton et les experts du marché du coton ont à plusieurs reprises souligné l'importance de la subvention au titre du programme Step 2 dans la stimulation de la production et des exportations des États-Unis. Le Brésil a présenté des éléments de preuve convaincants qui montrent que les subventions au titre du programme Step 2 faussent les échanges et ont été la cause d'un accroissement des exportations de coton upland des États-Unis et ont empêché des hausses des prix mondiaux.

23. Enfin, le Brésil réfute le soi-disant "examen de la documentation existante" auquel ont procédé les États-Unis concernant les subventions sous forme de versements au titre de contrats, en signalant qu'aucune de ces études ne traite de la situation spécifique du coton upland pendant la période visée par l'enquête, aucune ne met l'accent sur l'incidence des restrictions à la culture des fruits et des légumes, aucune n'examine l'incidence de l'actualisation des superficies de base et des rendements en 2002 et aucune n'est centrée sur les effets sur la production dans les cas où les versements CCP sont déclenchés par des prix bas, ni sur les effets sur la production causés par le versement de plus de 1 milliard de dollars aux producteurs de coton upland pendant la campagne de commercialisation 2002. Enfin, les études n'expliquent pas pourquoi les versements par acre sont beaucoup plus élevés pour le coton que pour d'autres superficies de base, ni le fait que les producteurs moyens de coton upland des États-Unis n'auraient pas pu couvrir leurs coûts totaux sans les versements au titre de contrats pendant les campagnes de commercialisation de 2000 à 2002.

24. Par conséquent, les éléments de preuve présentés au Groupe spécial démontrent que les versements découplés ont des effets d'encouragement de la production. Bien que ces effets soient moindres que ceux des versements au titre de prêts à la commercialisation, ils représentent une part importante des effets collectifs des subventions des États-Unis pour ce qui est d'empêcher des hausses de prix et d'entraîner une part du marché mondial accrue et inéquitable.

25. Le Brésil démontre que les subventions au titre de l'assurance-récolte sont spécifiques au sens de l'article 2 de l'Accord SMC. Il existe différentes polices d'assurance-récolte qui peuvent être obtenues uniquement pour des produits limités, ainsi que des groupes de polices qui peuvent être obtenus pour certaines cultures. Par conséquent, le système d'assurance-récolte des États-Unis n'est en aucune façon un programme "taille unique" comme ils le font valoir. En outre, le Brésil réfute les arguments des États-Unis concernant la spécificité des subventions au titre de l'assurance-récolte en montrant qu'aucune police d'assurance-récolte ne peut être obtenue pour le bétail, sauf dans le cadre de quatre programmes pilotes. Même ces programmes pilotes sont très limités en ce qui concerne les bénéficiaires et ont un budget total de 20 millions de dollars seulement, soit une toute petite fraction des subventions versées pour les cultures au titre de l'assurance-récolte.

26. De plus, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droits compensateurs sur le bois d'œuvre* a fait sienne une constatation de l'USDOC selon laquelle les subventions versées à un petit nombre de branches de production seulement dans une économie diversifiée sont "limitées" (et donc "spécifiques") au sens de l'article 2.1 de l'Accord SMC. Le dossier continue de démontrer que des produits agricoles représentant environ 50 pour cent de la valeur des produits de base agricoles des États-Unis ne sont pas visés par les subventions au titre de l'assurance-récolte. Cela, ainsi que les éléments de preuve attestant que des polices et des groupes de polices spécifiques sont uniquement accordés pour des cultures déterminées telles que le coton upland, fait ressortir le fait que seules certaines entreprises reçoivent les avantages de ces subventions.

27. S'agissant de l'allégation présentée par le Brésil au titre de l'article 6.3 d), les États-Unis ont tort d'alléguer que les allégations du Brésil portent uniquement sur la campagne de commercialisation 2001. Comme cela a été dit à la section 3.9, ces allégations comprennent également des allégations portant sur les campagnes de commercialisation 2002 et 2003 et sur la période de 2004 à 2007.

28. Par ailleurs, les États-Unis font valoir que l'expression "part du marché mondial" figurant à l'article 6.3 d) de l'Accord SMC signifie "part de la consommation mondiale". Contrairement à ce qu'avancent les États-Unis, la "part du marché mondial" ne fait pas référence à "tous les marchés du "monde" entier", y compris le marché du Membre qui accorde la subvention. Le Brésil a démontré que le sens ordinaire de l'expression "part du marché mondial" faisait référence à la part du commerce mondial d'exportation détenue par un Membre.

29. Cette interprétation est encore étayée par le contexte de l'article 6.3 d), qui comprend la référence au terme "commerce" figurant dans la note de bas de page 17. On peut aussi trouver un contexte additionnel dans l'étroite similitude entre les concepts qui sous-tendent l'article 6.3 d) et l'article XVI:3, deuxième phrase (où il est question dans les deux cas de produits primaires, d'un accroissement des exportations, de périodes représentatives et des effets d'une subvention). Compte tenu des similitudes entre ces dispositions, l'utilisation des expressions "part du marché mondial" et "part du commerce mondial d'exportation" n'indique pas qu'elles traitent de situations distinctes, comme le font valoir les États-Unis. Au contraire, ces deux expressions font référence à une part des transactions à l'exportation sur le marché mondial. Par conséquent, l'expression "part du marché mondial" désigne la part du marché mondial des exportations et non de la consommation.

30. En résumé, le Brésil a démontré que les subventions des États-Unis avaient causé et menaçaient de causer un préjudice grave aux intérêts du Brésil, parce que pendant chaque campagne de commercialisation entre 2001 et 2003, la part du marché mondial du coton upland détenue par les États-Unis avait dépassé son niveau moyen des trois années précédentes. Ces accroissements ont suivi une tendance constante, au sens de l'article 6.3 d) de l'Accord SMC.

31. Le Brésil réfute les arguments des États-Unis selon lesquels l'article XVI:3 du GATT s'applique uniquement aux subventions à l'exportation et a donc été remplacé par l'article 3.1 a) de l'Accord SMC. L'article XVI:3 du GATT est une disposition visant les subventions pouvant donner lieu à une action, qui s'applique à toutes les subventions ayant pour effet d'accroître les exportations. Le membre de phrase "ayant pour effet d'accroître l'exportation" est très différent de l'expression "subvention[ ] à l'exportation". En outre, le membre de phrase "ayant pour effet d'accroître l'exportation" ne contient aucune prescription en matière de subordination aux exportations. Par conséquent, lu dans le contexte de l'Accord SMC et du GATT de 1994, l'article XVI:3, deuxième phrase, fait référence aux subventions liées à l'exportation, qui renvoient à une notion beaucoup plus vaste que les subventions qui sont "subordonnées ... aux résultats à l'exportation".

32. En résumé, l'article XVI:3 du GATT n'est pas remplacé par les dispositions en matière de subventions à l'exportation de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord SMC. Au contraire, il prévoit des obligations qui concernent toute forme de subvention et qui sont indépendantes des obligations énoncées à l'article 3 de l'Accord SMC.

33. Le Brésil démontre également de manière incontestable que les subventions des États-Unis pour le coton upland enfreignent l'article XVI:3 du GATT en faisant que les États-Unis détiennent plus qu'une part équitable du commerce mondial d'exportation du coton upland.

34. S'agissant de ses allégations concernant l'existence d'une menace de préjudice grave, le Brésil fait valoir que le critère approprié pour les allégations concernant l'existence d'un préjudice grave n'est pas le critère de la "menace imminente" mis en avant par les États-Unis, mais consisterait plutôt à savoir si les subventions illimitées et impératives des États-Unis créent une source structurelle et

permanente d'incertitude en empêchant des hausses de prix, en accroissant la part du marché mondial et en assurant une part inéquitable du marché mondial.

35. Le Brésil a démontré qu'il était approprié que le Groupe spécial s'appuie sur le critère proposé par les Groupes spéciaux du GATT *CE – Exportations de sucre* pour déterminer si les subventions impératives et illimitées des États-Unis pour le coton upland créaient une source permanente d'incertitude sur le marché mondial du coton upland. Les faits propres au présent différend satisfont à ce critère. Les États-Unis ont admis que leurs subventions étaient à la fois impératives et illimitées. Compte tenu de l'importance de la part du marché mondial et de la part de la production mondiale totale détenues par les États-Unis, leurs subventions auront pour effet de garantir le maintien de leur volume de production à un niveau élevé, de créer une menace continue et importante d'empêchement de hausses de prix et de leur assurer une part du marché mondial croissante et inéquitable de la campagne de commercialisation 2003 à la campagne de commercialisation 2007.

36. Le critère de la "menace imminente" n'apparaît pas dans le texte de la Partie III de l'Accord SMC et ne s'applique qu'aux enquêtes menées par les autorités qui en sont chargées, dans le contexte des droits compensateurs, des droits antidumping et des sauvegardes. Il est incompatible avec les mesures correctives prévues à l'article 7.8 de l'Accord SMC, qui sont imposées bien après la période visée par l'enquête qui est examinée par un groupe spécial.

37. Par conséquent, les effets collectifs des subventions impératives et illimitées des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation de 2003 à 2007 menacent de maintenir une importante production de coton upland des États-Unis, d'accroître et de maintenir les exportations des États-Unis et d'empêcher dans une mesure notable des hausses des prix mondiaux du coton upland pendant les campagnes de commercialisation de 2003 à 2007, en violation des articles 5 c) et 6.3 c) et d) et de l'article XVI:1 et 3 du GATT.

38. En résumé, les subventions impératives et illimitées des États-Unis pour le coton upland causent une menace de préjudice grave pour les intérêts du Brésil. Elles constituent une source structurelle et permanente d'incertitude sur le marché mondial du coton upland, où les États-Unis jouissent d'une position dominante. Cette conclusion est également étayée par le fait que les subventions des États-Unis, par nature, faussent les échanges, et qu'elles ont actuellement pour effet de causer un préjudice grave pendant les campagnes de commercialisation de 1999 à 2002.

39. Enfin, en ce qui concerne les garanties de crédit à l'exportation, le Brésil rappelle au Groupe spécial ses éléments de preuve et arguments à l'appui de ses allégations contre les programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC, ainsi que les renvois figurant en note de bas de page à tous les endroits où il présente, dans ses diverses communications, ces arguments et ces éléments de preuve. Le Brésil examine également des points particuliers soulevés par les États-Unis qu'il n'a pas encore abordés. Les programmes de garantie du crédit à l'exportation GSM 102, GSM 103 et SCGP constituent des subventions à l'exportation qui contournent ou menacent de contourner l'engagement pris par les États-Unis en matière de réduction des subventions à l'exportation, au sens des articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture. Ils constituent également des subventions à l'exportation prohibées au sens de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC et du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation.

ANNEXE G-2

COMMUNICATION COMPLÉMENTAIRE DES ÉTATS-UNIS À TITRE DE RÉFUTATION

1. Le Brésil n'a pas présenté tous les éléments nécessaires pour établir le bien-fondé de ses allégations concernant les subventions

1. Pour que le Groupe spécial puisse formuler les constatations demandées par le Brésil, ce dernier doit présenter des preuves et arguments suffisants pour permettre au Groupe spécial d'identifier le ou les produits auxquels une subvention particulière apporte des avantages. Cette obligation d'identification peut être abordée de différentes façons, mais les deux questions les plus fréquentes sont les suivantes: À quel(s) produit(s) la subvention apporte-t-elle des avantages? Et les avantages d'une subvention devraient-ils être imputés sur la production et les ventes futures du produit en question ou devraient-ils être "comptabilisés au titre des charges" – c'est-à-dire, imputés uniquement sur la production et les ventes courantes pendant la période au cours de laquelle la subvention est reçue? Le Brésil n'a pas jeté les bases d'une explication claire et dénuée d'ambiguïté concernant ses conclusions sur chacun de ces points, qui permettrait au Groupe spécial de remplir ses obligations au titre de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

2. S'agissant de la première question – à quel(s) produit(s) la subvention apporte-t-elle des avantages? – l'Annexe IV de l'Accord sur les subventions donne certaines indications. Elle établit des lignes directrices pour le calcul du subventionnement *ad valorem* total aux fins de l'article 6.1 a), qui n'est plus d'application. Une subvention qui n'est pas "liée à la production ou à la vente" de coton ("un produit donné") ne peut pas être considérée comme subventionnant uniquement "ce produit"; en fait, la subvention apporte des avantages à l'ensemble des "ventes [...] par l'entreprise bénéficiaire". Au Groupe de négociation sur les règles, le Brésil a proposé que les Membres adoptent une "ligne directrice" pour le calcul du montant de la subvention en s'inspirant précisément de ces lignes directrices.

3. Le principe voulant qu'une subvention apporte un avantage aux produits que le bénéficiaire produit ressort implicitement tant du paragraphe 2 que du paragraphe 3 de l'Annexe IV. Il a pour corollaire qu'une subvention n'apporte pas d'avantage aux produits que le bénéficiaire ne produit *pas*. Ainsi, on ne peut pas dire qu'une subvention accordée à un bénéficiaire qui ne produit pas du coton upland apporte un avantage au coton upland. Une telle subvention ne peut pas être considérée comme ayant l'un des effets décrits à l'article 6.3 dans la mesure où il s'agit de coton upland.

4. L'analyse qui précède donne à penser que, pour chacune des subventions contestées, le Brésil doit identifier (comme le ferait le Groupe spécial dans son rapport) le produit auquel des avantages sont apportés. Dans le cas d'un soutien par produit – c'est-à-dire, un versement qui est lié à la production d'un produit spécifique – comme les versements au titre de prêts à la commercialisation ou les versements au titre du programme Step 2, la chose est aisée. Dans le cas d'un versement dans le cadre duquel la subvention n'est pas "liée à la production ou à la vente d'un produit donné", le produit subventionné au moyen de ce versement représente tous les produits que le bénéficiaire produit. Pour déterminer la part d'un versement non lié à la production ou à la vente d'un produit donné qui apporte des avantages au coton upland, la valeur du versement doit être imputée sur la "valeur totale des ventes [...] par l'entreprise bénéficiaire".

5. S'agissant de la deuxième question – comment les subventions devraient-elles être imputées dans le temps? – l'Annexe IV donne également des indications. Le paragraphe 7 prévoit ce qui suit:

"Les subventions accordées avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, *dont le bénéfice est affecté à une production future*, seront comprises dans le taux global de subventionnement" (pas d'italique dans l'original). Ce principe – selon lequel les avantages de certaines subventions devraient être imputés sur la production future – a pour corollaire que, si les avantages d'une subvention ne sont *pas* imputés sur la production future, ils doivent être comptabilisés au titre des charges – c'est-à-dire, imputés sur la production pendant la période au cours de laquelle la subvention est reçue. Ainsi, en l'espèce, on ne peut pas dire qu'une subvention dont les avantages sont comptabilisés au titre des charges pour la production/les ventes en 2001 cause un préjudice grave en 2002, parce que cette subvention a cessé d'exister. L'"avantage" – l'un des éléments constitutifs d'une "subvention" au sens de l'article premier – a été utilisé dans sa totalité en 2001. Une fois que l'avantage est épuisé, la subvention cesse d'exister.

6. L'Accord sur les subventions n'identifie pas expressément les subventions "dont le bénéfice est affecté à une production future". Toutefois, il existe des indications sur cette question, qui donnent à penser que les subventions qui sont "non récurrentes" devraient être imputées dans le temps, alors que les subventions qui sont "récurrentes" devraient être comptabilisées au titre des charges pour l'année où elles sont reçues.[1] Par exemple, le Groupe d'experts informel a recommandé au Comité des subventions que, d'une manière générale, les subventions récurrentes soient comptabilisées au titre des charges et que les subventions non récurrentes soient imputées. Il a également spécifiquement recommandé que les versements au titre du soutien des prix soient généralement comptabilisés au titre des charges. En formulant ces recommandations, le Groupe suit le raisonnement logique exposé ci-dessus: lorsqu'il n'a *aucune* raison d'imputer les avantages d'une subvention sur la production future, cette subvention doit être comptabilisée au titre des charges et une fois l'avantage épuisé pendant la période au cours de laquelle la subvention est reçue, celle-ci cesse d'exister. L'analyse présentée ci-dessus et les conclusions et recommandations du Groupe ne prêtent pas à controverse. Les réglementations nationales en matière de droits compensateurs de divers Membres, y compris le Brésil et les Communautés européennes, rendent compte de cette approche même.

7. Ainsi, il est approprié que le Groupe spécial comptabilise au titre des charges la valeur de ces versements – c'est-à-dire, qu'il les impute sur la production pendant la période au cours de laquelle cette subvention a été reçue. Aucun des versements en cause n'est destiné à l'acquisition de capital fixe. En fait, les versements contestés sont des versements récurrents. Dans ses propres arguments, le Brésil approuve l'idée de comptabiliser ces versements au titre des charges. C'est-à-dire que, aux fins de ses arguments relatifs à la clause de paix, *le Brésil comptabilise ces versements au titre des charges* en imputant la valeur totale de chacun sur la campagne commerciale pour laquelle il est reçu. Aux fins de ses allégations concernant les subventions pouvant donner lieu à une action, *le Brésil adopte une approche identique et comptabilise ces versements au titre des charges pour la campagne de commercialisation pour laquelle ils sont reçus*. Ainsi, malgré le silence du Brésil sur la question de la comptabilisation des subventions récurrentes au titre des charges, ses actions et ses arguments révèlent qu'il accepte et applique ce concept aux subventions des États-Unis qui sont contestées.

---

[1] Premièrement, l'article 2.2.1.1 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (l'"Accord antidumping"), qui traite du calcul du coût de production, met en évidence les "éléments *non renouvelables* des frais dont bénéficie la production *future et/ou courante*" (pas d'italique dans l'original). Deuxièmement, l'Organe d'appel a reconnu que les subventions non récurrentes pouvaient être imputées dans le temps. Dans l'affaire *EU – Barres en acier au plomb II*, il a constaté qu'il était admissible que les autorités chargées de l'enquête dans une procédure en matière de droits compensateurs s'appuient sur une présomption réfragable selon laquelle "un "avantage" continue d'être conféré par une "contribution financière" non liée et *non récurrente*" (pas d'italique dans l'original). Troisièmement, le *Rapport du Groupe d'experts informel au Comité des subventions et des mesures compensatoires*, G/SCM/W/415/Rev.2 (15 mai 1998), recommande que certaines subventions soient comptabilisées au titre des charges pour l'année où la subvention est reçue et que les avantages apportés par d'autres subventions soient imputés dans le temps.

8. Les États-Unis ont expliqué, et le Brésil l'accepte tacitement, que les versements contestés en l'espèce sont des subventions récurrentes qui sont comptabilisées au titre des charges – c'est-à-dire imputées sur la production pendant la période au cours de laquelle la subvention est reçue. Il s'ensuit qu'on ne peut pas dire qu'une subvention récurrente accordée pendant les campagnes de commercialisation 1999, 2000 ou 2001, respectivement, cause un préjudice grave pendant la campagne de commercialisation 2002. Puisque les versements effectués au cours de chacune de ces campagnes précédentes ont été imputés sur la production pendant ces campagnes, aucun "avantage" n'existe après chacune de ces campagnes – un avantage ne pourrait exister pendant une campagne ultérieure que si le versement avait été imputé sur la production future et non comptabilisé au titre des charges.

9. Puisque les subventions récurrentes accordées pendant chacune des campagnes de commercialisation 1999, 2000 et 2001 ont cessé d'exister lorsque l'avantage a été utilisé dans sa totalité pour la production pendant ces campagnes, l'effet de ces subventions ne peut pas faire l'objet d'allégations concernant des subventions pendant la campagne de commercialisation 2002. Au titre des articles 5 c) et 6.3, le Brésil doit démontrer ce que "la subvention *a* pour effet de" faire. De même, au titre de l'article XVI:3 du GATT de 1994, le Brésil doit démontrer que les États-Unis accordent ou maintiennent des subventions à l'exportation "ayant pour effet d'accroître l'exportation d'un produit primaire", ce qui leur permet de détenir plus qu'une part équitable du commerce mondial d'exportation. Les subventions qui ont été comptabilisées au titre des charges et ont apporté des avantages à la production antérieure pendant les campagnes de commercialisation 1999, 2000 et 2001 ne peuvent pas aussi apporter des avantages à la production courante. Ainsi, ces versements passés ne seraient pas visés par les allégations du Brésil concernant les subventions ni par l'analyse du Groupe spécial. Le préjudice grave doit se fonder sur des constatations concernant la campagne de commercialisation 2002.

2. Les erreurs d'interprétation du droit du Brésil démontrent également qu'il n'a pas établi *prima facie le bien-fondé de ses allégations concernant les subventions*

10. En tant que plaignant, le Brésil doit identifier correctement les mesures entrant dans le cadre du mandat du Groupe spécial – c'est-à-dire, "des subventions […] accordées aux producteurs, utilisateurs et/ou exportateurs des États-Unis de coton upland" concernant le coton upland, qui est le produit subventionné. Les mesures contestées sont des subventions, ou des versements, et pour pouvoir en évaluer les effets, il faut en connaître, entre autres, le montant. Le Brésil n'a pas correctement identifié le montant de chacune des subventions contestées.[2]

11. **Le Brésil donne une interprétation erronée de l'article 6.3 c) sur l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix.** Le Brésil n'a allégué aucun fait permettant d'établir que le coton des États-Unis et le coton brésilien se trouvent "sur le même marché" conformément à l'article 6.3 c) – c'est-à-dire, sur chacun des marchés identifiés par le Brésil (à diverses reprises, les États-Unis, le Brésil, l'Argentine, la Bolivie, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Paraguay, les Philippines et le Portugal). Le Brésil n'a pas identifié la portée du subventionnement du coton des États-Unis sur chaque marché (le volume subventionné) – c'est-à-dire quelles exportations sont avantagées par quelle

[2] Par exemple, le Brésil inclut les versements aux bénéficiaires qui ne produisent pas de coton upland et n'impute pas les versements autres que par produit sur la valeur totale des ventes de l'entreprise bénéficiaire. Le Brésil n'a pas réduit la valeur des versements au titre du soutien du revenu découplé pour rendre compte du fait que les propriétaires terriens se sont approprié ces versements aux exploitations sur lesquelles les terres cultivées consacrées au coton sont louées (65 pour cent de l'ensemble des terres cultivées consacrées au coton). Par ailleurs, le Brésil n'a pas identifié la valeur des garanties de crédit à l'exportation pour le coton au titre du programme GSM-102, admettant qu'il n'était pas "en mesure de quantifier l'avantage apporté aux bénéficiaires du fait de l'application du programme de garantie du crédit à l'exportation GSM-102 aux exportations de coton upland des États-Unis entre la campagne de commercialisation 1999 et la campagne de commercialisation 2002".

subvention contestée. Il n'a pas montré non plus que ces importations des États-Unis avaient un effet d'empêchement de hausses de prix sur chaque marché. Il affirme simplement que les prix sur ces marchés sont corrélés aux prix à terme de New York et aux prix de l'indice A. Cette allégation concernant un effet généralisé sur les prix ne permet pas au Brésil de s'acquitter de la charge qui lui incombe de montrer que le produit subventionné a un effet sur les prix par rapport à un produit similaire d'un autre Membre "sur le même marché".

12. En fait, il y a une sous-cotation constante des cours brésiliens par rapport aux cours des États-Unis pour la livraison CAF en Europe du Nord. Il se trouve également que, sur la plupart des marchés identifiés par le Brésil (Argentine, Bolivie, Inde, Indonésie, Italie, Paraguay, Philippines et Portugal), les prix brésiliens ont été constamment inférieurs aux prix des États-Unis. Ainsi, plutôt que ce soit le coton upland des États-Unis qui empêche des hausses des prix brésiliens, les données suggèrent qu'il y a une sous-cotation du coton brésilien par rapport aux prix des États-Unis.

13. L'article 6.3 c) n'établit *pas* qu'un préjudice grave peut apparaître si la subvention a pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix *dans une quelconque mesure*. En fait, si l'expression "dans une mesure notable" n'apparaissait pas à l'article 6.3 c), alors toute subvention à la production accordée par unité pourrait être considérée comme causant un préjudice grave: tout accroissement de la production résultant de la subvention aurait théoriquement un effet sur les prix. L'utilisation de l'expression "dans une mesure notable" empêche que de tels effets théoriques ou mineurs atteignent le niveau d'un préjudice grave.

14. Puisque l'expression "dans une mesure notable" modifie les expressions "empêcher des hausses de prix" ou "déprimer les prix", c'est le niveau de l'empêchement des hausses de prix ou de la dépression des prix lui-même qui doit être notable. Une façon d'examiner si un empêchement de hausses de prix allégué est notable consisterait à examiner ce degré ou niveau au regard du prix du produit lui-même. Un autre moyen d'analyse serait de considérer la nature du prix du produit. Des fluctuations importantes ou fréquentes du prix tendraient à s'opposer à une constatation établissant qu'un empêchement de hausses de prix allégué ou une dépression alléguée des prix atteint "une mesure notable", en particulier si cette variabilité amène fréquemment le prix du produit à un niveau auquel l'empêchement de hausses de prix allégué ou la dépression alléguée des prix (jugés au regard de ce prix) ne serait pas notable. Les États-Unis notent que le prix du coton upland est extrêmement variable et enregistre fréquemment des mouvements de grande amplitude. Ainsi, cet élément de preuve concernant la variabilité du prix du coton upland doit être pris en compte dans toute analyse destinée à établir si l'empêchement de hausses de prix allégué ou la dépression alléguée des prix atteint "une mesure notable".

15. **Le Brésil donne une interprétation erronée de l'article 6.3 d) sur l'accroissement de la part du marché mondial.** L'interprétation que le Brésil donne de l'expression "part du marché mondial" à l'article 6.3 d) comme signifiant la part du commerce mondial d'exportation est erronée. Le sens courant de l'expression "part du marché mondial" ne se limite pas au commerce d'exportation des produits mais inclut toute la consommation mondiale – c'est-à-dire l'ensemble de tous les marchés dont se compose le monde. Les États-Unis sont un "marché" pour le coton upland ainsi qu'une partie du "monde"; par conséquent, leur consommation intérieure fait partie du "marché mondial" du coton upland.

16. Le contexte étaye cette lecture de l'expression "part du marché mondial". Par exemple, l'article 6.3 a) identifie le "marché du Membre qui accorde la subvention" comme étant un marché pertinent duquel les exportations d'un Membre plaignant peuvent être détournées ou sur lequel elles peuvent être entravées. Logiquement, donc, le marché du Membre qui accorde la subvention devrait également être pertinent aux fins de la détermination de la "part du marché mondial". Diverses dispositions donnent également un contexte qui permet de ne *pas* lire l'expression "part du marché

mondial" comme se rapportant au "commerce mondial d'exportation".[3] Compte tenu des exemples répétés de l'utilisation des termes "commerce", "commerce mondial" et "commerce mondial d'exportation" dans les accords visés, il faut donner un sens à l'expression "part du marché mondial" choisie qui soit conforme au sens courant de ces termes.

17. Les versements des États-Unis qui sont contestés ont seulement été introduits pendant la campagne de commercialisation 2002; par conséquent, il ne peut pas y avoir de "tendance" de la part du marché mondial des États-Unis concernant ces versements. Néanmoins, même si le Groupe spécial devait examiner la part du marché mondial des États-Unis à l'aide des données prévues au titre de la Loi de 1996 (les données relatives à la consommation et non celles qui concernent les exportations présentées par le Brésil), les critères de l'article 6.3 d) ne sont pas remplis.[4]

18. **Le Brésil n'a pas démontré qu'il existait une probabilité claire et imminente de préjudice grave futur.** Bien que le Brésil ait présenté des éléments de preuve après la date d'établissement du Groupe spécial (en fait, après la fin de la période de trois ans couverte par l'enquête), il conseille au Groupe spécial, afin d'expliquer l'évolution des prix pendant la campagne de commercialisation 2003, de considérer comme plus probantes les conditions qui existaient *pendant la campagne de commercialisation 1999* que l'évolution effective des prix *pendant la campagne de commercialisation 2003*. L'approche du Brésil comporte de gros risques de voir le Groupe spécial formuler des constatations erronées. Compte tenu des prix du marché actuellement élevés et des attentes découlant des prix à terme selon lesquelles ces prix élevés se maintiendront tout au long de la campagne de commercialisation 2003, il apparaîtrait que les versements des États-Unis liés aux prix (versements au titre de prêts à la commercialisation et versements anticycliques) vont baisser de façon spectaculaire, contrairement à ce qu'affirme le Brésil. Dans ces conditions, il est difficile de voir en quoi les versements des États-Unis qui sont contestés favoriseraient une probabilité nettement prévue et imminente de préjudice grave futur.

19. **Le Brésil donne une interprétation erronée de l'article XVI:3 du GATT de 1994.** Contrairement à ce qu'il fait valoir dans le présent différend, le Brésil a précédemment admis dans un cadre plurilatéral du GATT que la portée de l'article XVI:3 du GATT de 1994 se limitait aux subventions à l'exportation. Les États-Unis et le Brésil étaient tous deux signataires de l'*Accord relatif à l'interprétation et à l'application des articles VI, XVI et XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce* du Tokyo Round, communément appelé Code des subventions. L'article 10 du Code des subventions s'intitule "Subventions à l'exportation de certains produits primaires" et prévoit ce qui suit (au paragraphe 1): *"Conformément aux dispositions de l'article XVI, paragraphe 3*,

---

[3] Premièrement, la note de bas de page 17 relative à l'article 6.3 d) prévoit une exception à cette disposition, en vertu de laquelle "d'autres règles spécifiques convenues au plan multilatéral s'appliquent au commerce du produit primaire ou du produit de base en question". Cette exception s'applique uniquement au "commerce" parce qu'il serait improbable que les "règles spécifiques convenues au plan multilatéral" s'appliquent exclusivement à la consommation intérieure; toutefois, l'utilisation du terme "commerce" dans la *note de bas de page* relative à l'article 6.3 d) mais *pas* dans le libellé de l'article lui-même donne à penser que la "part du marché mondial" n'englobe pas simplement les parts du "commerce" mondial. Deuxièmement, l'article 27.6 parle d'un pays en développement Membre dont les exportations sont compétitives lorsque sa "part […] du commerce mondial de ce produit" atteint un certain niveau. Cette utilisation du terme "commerce mondial" contraste avec l'expression "part du marché mondial" à l'article 6.3 d). Troisièmement, l'article XVI:3 du GATT de 1994 utilise l'expression "commerce mondial d'exportation", qui contraste également avec l'expression "part du marché mondial".

[4] Selon les prévisions, la part de la consommation mondiale détenue par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2002 devait être supérieure à la moyenne des trois années antérieures, mais cet accroissement n'a pas suivi "une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées" – en l'espèce, pour les besoins de l'argumentation, depuis l'entrée en vigueur de la Loi de 1996. Un changement de direction chaque année depuis la campagne de commercialisation 1996 ne peut pas constituer "une tendance constante".

de l'Accord général, les signataires sont convenus de ne pas accorder, directement ou indirectement, *de subvention à l'exportation de certains produits primaires* d'une façon telle que le signataire qui accorde la subvention détiendrait alors plus qu'une part équitable du commerce mondial d'exportation dudit produit ...". Ainsi, l'article 10:1 du Code des subventions illustre clairement l'idée à la fois des États-Unis et du Brésil selon laquelle l'article XVI:3 du GATT de 1994 s'applique uniquement aux "subvention[s] à l'exportation de certains produits primaires". Par conséquent, le Brésil n'a pas fourni d'éléments *prima facie* au titre de l'article XVI:3 sur la base de ses arguments concernant *tous* les versements des États-Unis qui sont contestés.

20. **Le Brésil fait erreur lorsqu'il affirme que la menace de préjudice grave inclut "plus qu'une part équitable du commerce mondial d'exportation" au titre de l'article XVI:3 du GATT de 1994.** Il n'y a pas de texte permettant d'affirmer qu'une allégation concernant l'existence d'une "menace de préjudice grave" au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994 peut être fondée sur l'expression "plus qu'une part équitable du commerce mondial d'exportation" figurant à l'article XVI:3 du GATT de 1994. Ni le Brésil ni le rapport du Groupe spécial du GATT *CE – Exportations de sucre* sur lequel il s'appuie n'en citent un et il ne semblerait pas que soit expliqué dans ce rapport le fondement de la décision du Groupe spécial de voir le critère de l'article XVI:3 inclus dans l'article XVI:1. Par contre, la note de bas de page 13 relative à l'article 5 c) de l'Accord sur les subventions indique que "[l]'expression "préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre" est utilisée dans le présent accord avec le même sens qu'au paragraphe 1 de l'article XVI du GATT de 1994 et s'entend également de la menace d'un préjudice grave". Cette note de bas de page ne fait pas mention de l'article XVI:3 et comme l'aspect "plus qu'une part équitable" n'apparaît pas à l'article 6.3, il semblerait que rien ne permet de formuler une allégation concernant l'existence d'une menace de préjudice grave en utilisant ce critère au titre de l'article 5 c) de l'Accord sur les subventions. La note de bas de page 13 indique que l'expression "préjudice grave" figurant dans l'Accord sur les subventions et à l'article XVI:1 du GATT de 1994 devrait avoir "le même sens". Par conséquent, la note de bas de page 13 constitue une nouvelle base textuelle permettant de constater qu'une allégation concernant l'existence d'une menace de préjudice grave au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994 ne peut pas être fondée sur l'expression "plus qu'une part équitable" utilisée à l'article XVI:3.

3. Le Brésil n'a pas démontré que les subventions contestées des États-Unis avaient causé les effets dont il se plaint

21. **La "proximité temporelle" des versements des États-Unis et des faibles prix du coton ne démontre pas que les subventions des États-Unis étaient la cause des prix faibles.** Le Brésil n'a pas fourni d'éléments *prima facie* sur la base de l'affirmation selon laquelle d'importantes dépenses des États-Unis au cours de campagnes de commercialisation où les prix du coton upland en vigueur étaient faibles établissent nécessairement l'existence d'un lien de causalité. Le Brésil fait une utilisation sélective des données pour présenter un certain nombre d'allégations erronées concernant la production et les exportations des États-Unis au cours d'une période où les prix du coton étaient faibles et en baisse. Il a indiqué à plusieurs reprises que la période de comparaison commençait avec la campagne de commercialisation 1998 et finissait avec la campagne de commercialisation 2001. De telles comparaisons sont inopportunes pour plusieurs raisons et peuvent conduire à des résultats trompeurs.[5] Le fait que d'importants versements ont été effectués par les États-Unis lorsque les prix du coton étaient faibles n'établit pas l'existence d'un lien de causalité.

[5] Premièrement, le fait d'utiliser les campagnes de commercialisation 1998 ou 2001 pour ouvrir ou clore une période de comparaison est en contradiction avec l'argument du Brésil lui-même selon lequel la "période couverte par l'enquête" devrait correspondre aux campagnes de commercialisation 1999-2002. Deuxièmement, la campagne de commercialisation 1998 correspondait à une année au cours de laquelle les conditions climatiques et en particulier la sécheresse ont eu de graves répercussions sur la superficie récoltée et la production des États-Unis. Le dossier fait état d'un nombre d'abandons record au cours de cette campagne (à

22. **Le Brésil allègue à tort que les versements découplés ont des effets sur la production, contrairement à ce qui est dit dans les publications économiques.** Le Brésil commet une erreur fondamentale tout au long de ses communications et de ses exposés en affirmant que les versements découplés faussent la production. Sa conclusion selon laquelle les versements découplés ont eu un effet important sur les prix du coton semble être une conséquence directe de l'analyse défectueuse de M. Sumner – analyse incompatible avec les publications empiriques et théoriques concernant ces versements. La théorie économique veut que, si des producteurs cherchent à maximiser leurs profits, ils décideront quelle culture planter sur la base des revenus attendus du marché ou des versements des pouvoirs publics en sus des frais (variables) au titre de la gestion. Les versements au titre du soutien du revenu découplé ne sont pour rien dans cette décision parce qu'ils iront au producteur quelle que soit la culture visée par le programme qui est plantée ou qu'une quelconque culture soit plantée ou non.[6]

23. La principale incidence des versements découplés se fait probablement sentir sur la valeur foncière. Sur les marchés qui fonctionnent bien, les prix des actifs reflètent les attentes en ce qui concerne les revenus futurs découlant de leur possession. Le lien direct entre la superficie de base pour les versements découplés et les avantages connus découlant des programmes a permis que le flux de versements futur soit efficacement intégré dans la valeur foncière. Ainsi, la majeure partie de l'accroissement de la richesse découlant des versements aux exploitations revient aux propriétaires fonciers qui n'exploitent pas leurs terres (Burfisher et Hopkins, 2003). Donc, les effets d'une richesse accrue profitent dans une large mesure aux non-exploitants et tout effet théorique sur la production est encore minimisé. En fait, la valeur foncière fixée par les marchés des ventes et de la location s'est éloignée des prix des produits de base, ce qui donne à penser que les marchés fonciers ont aussi intégré la valeur actuelle et la valeur attendue future des versements des pouvoirs publics.

24. Les données indiquent également que, en accroissant les revenus et la richesse, les versements découplés ont permis aux ménages d'avoir plus de loisirs et de réduire leur temps de travail. Si la baisse du nombre d'emplois est due aux activités agricoles, de tels versements pourraient avoir pour effet de *réduire* la production agricole des ménages, ce qui soutiendrait les prix mondiaux des produits de base. Les données indiquent que les ménages agricoles ayant reçu des versements découplés en 2001 ont plus consommé que les ménages agricoles aux revenus similaires ne participant pas au programme. Ainsi, ces données indiquent que les versements découplés permettent aux bénéficiaires de consommer davantage sur leur revenu et peuvent leur permettre d'utiliser les économies qu'ils font généralement pour se prémunir contre des baisses de revenu.

---

savoir, la différence entre la superficie plantée et la superficie récoltée). Ainsi, le fait de débuter une comparaison de la superficie récoltée ou de la production avec la campagne de commercialisation 1998 entraînera une surévaluation de tout accroissement qui en résulte. Troisièmement, la campagne de commercialisation 2001 correspondait à une période au cours de laquelle la production des États-Unis a augmenté, avant tout en raison de rendements records (comme l'a reconnu le Brésil). Ce qui signifie que, pendant que la superficie plantée augmentait tout au long de la campagne de commercialisation 2000 en grande partie du fait de la baisse des revenus attendus découlant de cultures concurrentes, la production a augmenté dans des proportions beaucoup plus importantes en raison de conditions climatiques extraordinairement favorables. Ainsi, le fait d'achever une comparaison de la production avec la campagne de commercialisation 2001 entraînera une surévaluation de tout accroissement qui en résulte.

[6] Le Brésil a allégué qu'un revenu accru pouvait inciter les producteurs à faire des choix plus risqués, ce qui pouvait donc accroître la production et fausser les marchés. Les publications économiques donnent à penser que tous ces effets sont empiriquement négligeables. Les bénéficiaires de versements découplés ont recours à de nombreux mécanismes du marché pour réduire les risques auxquels ils s'exposent dans la gestion de leur exploitation. Ces stratégies de gestion des risques réduisent la mesure dans laquelle les modifications de comportement vis-à-vis du risque dues aux versements découplés se refléteront, le cas échéant, dans les niveaux de production ou la demande d'intrants de ces bénéficiaires.

25. Les études empiriques ont généralement conclu que les effets des versements découplés étaient minimes. Par exemple, d'après les estimations de Burfisher *et al.* (2003) faites à l'aide du modèle d'équilibre général comptable intertemporel, les versements au titre de contrats de flexibilité de la production n'ont "aucun effet sur la production agricole, que ce soit à court terme ou à long terme". Ces résultats, ainsi que d'autres, sont pleinement compatibles avec la prescription fondamentale de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture voulant que les effets sur les échanges ou la production du soutien du revenu découplé de la catégorie verte doivent être nuls ou, au plus, minimes.

26. Les données disponibles montrent également de grandes variations de la superficie de coton. Sur la base d'un examen préliminaire d'un échantillon de rapports sur les superficies concernant la campagne de commercialisation 2002, les États-Unis estiment que près de la moitié (47 pour cent) des exploitations recevant des versements directs et anticycliques en 2002 pour une superficie de base de coton upland n'ont en fait pas planté de coton du tout. Des estimations préliminaires de l'Agence des services pour l'agriculture montrent que les producteurs de coton ont inscrit plus de 2 millions d'acres au programme de versements directs et anticycliques de 2002, qui n'avaient pas été inscrits au titre du programme de contrats de flexibilité de la production de 2002. La superficie plantée pendant la campagne de commercialisation 1999 était très éloignée de la superficie de base, à la fois par région et par État.[7] Ainsi, les données indiquent que les bénéficiaires de versements découplés pour la "superficie de base de coton upland" plantent des cultures de remplacement ou ne plantent rien, alors que d'autres exploitants ne disposant pas d'une superficie de base de coton upland choisissent de produire du coton upland.

27. **Les études économiques des tierces parties n'ont pas modélisé comme il convient les décisions en matière de production de coton et ne peuvent donc pas servir à déterminer l'effet des subventions des États-Unis sur la production de coton.** Le Brésil a mentionné diverses études économiques des tierces parties, dans lesquelles il est constaté que les versements des États-Unis ont des effets sur les prix. Après examen, les États-Unis concluent que ces études ne présentent pas des résultats pertinents parce qu'elles sont entachées, d'une manière générale, de deux défauts conceptuels. Ces deux défauts fondamentaux font que ces documents ne fournissent aucun élément permettant de constater qu'il existe un lien de causalité entre les versements des États-Unis et les effets dont le Brésil se plaint.

28. Tout d'abord, plusieurs de ces études ne modélisent pas le programme de prêts à la commercialisation de manière appropriée.[8] En termes simples, si M. Sumner et le FAPRI ont bien compris les décisions des producteurs, le Brésil devrait admettre que ces documents ne modélisent pas comme il convient les décisions des exploitants en matière de production ni les incidences potentielles des prêts à la commercialisation sur ces décisions. En conséquence, ces modèles ne permettent pas de mieux comprendre la question que le présent Groupe spécial a été prié d'examiner.

---

[7] Si l'on compare la superficie plantée pendant la campagne de commercialisation 1999 à la superficie de base, le pourcentage de superficie plantée par rapport à la superficie inscrite, par région, en 1999, variait de seulement 51 pour cent dans l'ouest à 141,25 pour cent dans le sud-est. Dans les États du sud-est (Alabama, Floride, Géorgie, Caroline du Nord, Caroline du Sud et Virginie), par exemple, la superficie plantée de coton upland *dépassait* la superficie de base *de plus de 1 million d'acres*. Dans chacune des trois autres régions, la superficie plantée était *inférieure* de 879 000 à 1 million d'acres à la superficie de base. Les différences entre États sont encore plus marquées.

[8] a) Spécifiquement, plusieurs de ces documents ont simplement enlevé les dépenses totales du programme de prêts à la commercialisation. Cela suppose qu'à l'époque de la plantation les exploitants savaient quels seraient les prix effectivement pratiqués à l'époque de la récolte. L'expert du Brésil lui-même reconnaît que ce sont les attentes des producteurs en ce qui concerne les prix pour la saison de la récolte qui dictent les décisions en matière de plantation. Ainsi, l'utilisation des dépenses totales entraînera une surestimation de l'influence du programme de prêts à la commercialisation sur la décision en matière de plantation/production lorsque les prix réels s'avèrent inférieurs aux prix attendus à l'époque de la décision en matière de plantation/production.

29. Ensuite, la plupart de ces études ne font pas la distinction entre les versements liés à la production et les versements découplés de toute obligation de produire, en les traitant au lieu de cela comme ayant les mêmes incidences sur la production. Là encore, l'expert du Brésil lui-même reconnaît que les versements découplés n'ont *pas* la même incidence que, par exemple, les versements au titre de prêts à la commercialisation par produit. Ainsi, la modélisation faite par M. Sumner lui-même de l'incidence des versements découplés (à laquelle les États-Unis ne souscrivent pas parce qu'elle contredit les publications économiques en imputant à ces versements *toute* incidence sur la production) montre que ces documents traitent les versements découplés de manière inappropriée.

30. **L'"écart entre le coût de production total et le revenu" mentionné par le Brésil est dénué de signification et ne peut pas servir à établir l'existence d'un lien de causalité.** Le soi-disant "écart" mentionné par le Brésil entre le coût de production total moyen par livre de coton supporté par les producteurs de coton des États-Unis et le revenu que ces producteurs reçoivent du marché est une notion dénuée de signification sur le plan économique et repose sur un calcul simpliste dont les données concernant tant le revenu que le coût sont inexactes. Le calcul du revenu fait par le Brésil repose sur une représentation erronée du soutien des pouvoirs publics, en particulier de l'assurance-récolte, des versements découplés et des versements au titre du programme Step 2, ainsi que du revenu du marché.[9] Plus fondamentalement, l'existence d'un "écart" n'établit pas que la production des États-Unis diminuerait nécessairement sans les versements des États-Unis que le Brésil a décidé de contester. Par exemple, le Brésil admet qu'au cours des dernières années, une quantité substantielle de coton upland des États-Unis a été cultivée sur une superficie de base autre que de coton upland, alors même que les versements des pouvoirs publics étaient prétendument "nécessaires" pour que les producteurs des États-Unis puissent rester en activité. Le Brésil ne dit pas comment il explique ces faits gênants, qui n'étayent pas sa théorie de l'écart entre le coût et le revenu.

31. S'agissant du coût, le coût de production total moyen du coton des États-Unis que le Brésil utilise pour asseoir son argument concernant l'écart de revenu n'est pas le bon chiffre pour mesurer le coût – ce sont les frais au titre de la gestion, et non le coût total, qui entrent en ligne de compte dans les décisions en matière de production. Le Brésil n'a fait aucun effort non plus pour actualiser les données relatives au coût, qui reposent sur une enquête de 1997 et ne tiennent donc aucun compte des changements technologiques ou structurels intervenus dans l'intervalle. Depuis 1997, il y a eu des changements technologiques importants dans la production de coton des États-Unis, qui ne sont pas reflétés dans le coût de production estimé, tels qu'une production accrue dans des régions où le coût est faible, ainsi que l'introduction et l'utilisation de variétés de coton génétiquement modifiées, avec un accroissement sensible des rendements et une baisse des coûts liés à la lutte contre les parasites.

32. Enfin, le Brésil a utilisé des données du Comité consultatif international du coton (CCIC) pour comparer les coûts de production entre pays, en faisant valoir que le coût de production était plus élevé aux États-Unis que dans bien d'autres pays. Même lorsque des données solides tirées d'enquêtes sont disponibles pour un pays, l'utilisation de données concernant le coût de production pour tirer des conclusions économiques valables s'avère difficile. Les comparaisons des coûts entre pays sont encore plus difficiles, ce qui fait qu'elles ne sont pas valables. Le CCIC lui-même note que les

[9] Dans trois communications distinctes, le Brésil donne trois chiffres différents correspondant au revenu par livre découlant du revenu du marché et des programmes de soutien des États-Unis, et entend considérer ce chiffre comme étant le revenu moyen reçu par les exploitants de coton upland au cours de cette année pour chaque livre de coton produite. Ce chiffre combiné par livre ne représente en aucune façon ce qu'un exploitant cotonnier aurait reçu cette année-là – ni même ce qu'il aurait pu compter recevoir – en guise de soutien des pouvoirs publics. De plus, la mesure que le Brésil fait du revenu perçu par les producteurs de coton upland – revenu provenant des ventes de fibres de coton et de graines de coton – n'est pas complète. Il faut prendre en compte le revenu provenant de toutes les sources – ventes de produits de base, contrats sur les marchés à terme, emplois non agricoles, revenus d'investissement – pour mettre le coût en perspective.

données qu'il présente concernant le coût ne conviennent pas pour faire ce type de comparaison entre pays.

33. **Le Brésil n'a pas fait une analyse convenable des conditions auxquelles les producteurs sont effectivement confrontés lorsqu'ils prennent des décisions en matière de production à l'aide des prix à terme, ce qui révèle que les prêts à la commercialisation n'ont pas l'incidence escomptée, excepté en ce qui concerne la campagne de commercialisation 2002.** Pour analyser l'effet des versements au titre de prêts à la commercialisation, il faut commencer par comprendre comment les exploitants prennent les décisions en matière de plantation. Les États-Unis sont d'accord avec M. MacDonald, expert du marché du coton auquel le Brésil a fait appel, pour dire que les prix à terme de New York constituent le principal indicateur de la façon dont les opérateurs du marché comptent voir évoluer les prix du coton à l'avenir. Malheureusement, l'autre expert du Brésil, M. Sumner, n'a pas tenu compte du témoignage de M. MacDonald en modélisant les attentes des producteurs à l'égard des prix du marché pour la saison de la récolte à l'aide de "prix décalés" au lieu de prix à terme. Si M. Sumner avait consulté M. MacDonald, il aurait appris que "[l]es "prix à terme de New York" sont un mécanisme clé *utilisé par les planteurs de coton … pour déterminer la valeur marchande courante, ainsi que les prix contractuels pour les livraisons à terme*".

34. Si l'on compare les prix à terme de New York à l'époque de la plantation (février) pour la saison de récolte suivante (livraison de décembre) au taux des prêts à la commercialisation pour le coton upland appliqué pendant chacune des campagnes de commercialisation, il apparaît que pour chaque campagne, à l'exception de la campagne de commercialisation 2002, *les prix à terme à l'époque de la plantation étaient supérieurs au taux des prêts à la commercialisation*. Autrement dit, les prix à terme de New York indiquaient aux producteurs que pour chaque campagne, à l'exception de la campagne de commercialisation 2002, les recettes provenant du marché *dépasseraient* le taux des prêts à la commercialisation. Ainsi, le programme de prêts à la commercialisation pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001 n'est pas censé avoir eu d'effet sur la décision de planter.

35. Ce n'est que pour la campagne de commercialisation 1999 que l'approche des "prix décalés" de M. Sumner aboutit à une valeur pour les attentes des producteurs égale ou supérieure aux prix à terme. Pour toutes les autres campagnes de commercialisation, *la méthode des "prix décalés" entraîne une sous-estimation notable des prix pour la saison de la récolte attendus par les producteurs* et fausserait donc une analyse de l'effet des subventions des États-Unis. En fait, l'utilisation de "prix décalés" conduirait à la conclusion erronée selon laquelle les prix attendus pour chaque campagne, à l'exception de la campagne de commercialisation 1999, étaient *inférieurs* au taux des prêts à la commercialisation applicable. Pourtant, les attentes en matière de prix du marché étaient en réalité *supérieures* au taux des prêts pour chaque campagne, à l'exception de la campagne de commercialisation 2002. Ainsi, l'utilisation de "prix décalés" au lieu de prix à terme pour mesurer les attentes des producteurs en matière de prix à l'époque de la plantation concernant les années spécifiques pour lesquelles le Brésil a allégué que les subventions des États-Unis avaient des effets entraînerait une importante surestimation de l'incidence attendue des prêts à la commercialisation des États-Unis. Dans la mesure où le Brésil s'en remet à l'analyse de M. Sumner, qui utilise des prix décalés plutôt que des prix à terme, son analyse est fondamentalement défectueuse.

36. Les données concernant les prix à terme et celles qui concernent les "prix décalés" ci-dessus montrent également que, en dépit de la baisse des prix du marché tout au long des campagnes de commercialisation 1999-2002, *les opérateurs du marché ont continué à attendre une remontée des prix*.[10] Ainsi, en s'appuyant sur les prix annuels effectivement pratiqués sur le marché pour alléguer

[10] Le prix à terme pour la saison de la récolte de la campagne de commercialisation 2000 à l'époque de la plantation était de 61,31 cents par livre, ce qui donne à penser que le marché s'attendait à ce que les prix de la campagne de commercialisation 2000 remontent par rapport aux niveaux de l'année précédente. Pour la campagne de commercialisation 2001, le prix à terme pour la saison de la récolte à l'époque de la plantation était

que les plantations de coton des États-Unis auraient dû diminuer, le Brésil ne tient pas compte du fait que les prix à terme du coton pour la saison de la récolte à l'époque de la plantation étaient relativement stables de la campagne de commercialisation 1999 à la campagne de commercialisation 2001, alors même que les prix à terme d'autres cultures concurrentes chutaient.

37. Pendant la campagne de commercialisation 2002, les prix à terme pour la saison de la récolte à l'époque de la plantation étaient passés au-dessous du taux des prêts. Au cours de cette campagne de commercialisation, il est possible que les producteurs aient planté pour profiter du taux des prêts et non des prix attendus pour la saison de la récolte. Toutefois, la diminution de la superficie plantée en coton des États-Unis s'est faite dans les proportions prévues, compte tenu de la baisse des prix à terme pour la saison de la récolte de l'année précédente. Si les producteurs des États-Unis avaient planté pour bénéficier du taux des prêts à la commercialisation de 52 cents par livre, on peut penser que la superficie plantée aurait seulement diminué d'un dixième de ce qu'elle a effectivement perdu entre la campagne de commercialisation 2001 et la campagne de commercialisation 2002.

38. De plus, la baisse en pourcentage de la superficie récoltée aux États-Unis entre la campagne de commercialisation 2001 et la campagne de commercialisation 2002 était très semblable (mais supérieure) à l'évolution de la superficie récoltée dans le reste du monde. Malgré la possibilité *théorique* que le taux des prêts à la commercialisation ait pu avoir une incidence sur les décisions en matière de plantation pendant la campagne de commercialisation 2002, la baisse *réelle* de la superficie plantée et récoltée des États-Unis donne à penser que les niveaux de superficie aux États-Unis étaient parfaitement compatibles avec les attentes en matière de prix et les conditions du marché mondial. Ainsi, même pendant la campagne de commercialisation 2002, rien dans ce dossier ne prouve que le taux des prêts à la commercialisation ait servi à isoler les décisions en matière de plantation des producteurs des États-Unis des mouvements des prix du marché. Au contraire, les éléments de preuve donnent à penser que les producteurs des États-Unis répondent bel et bien aux évolutions des prix attendus (pour le coton et pour d'autres cultures concurrentes) et qu'ils ont autant de répondant, si ce n'est plus, que les producteurs d'autres pays.

---

de 58,63 cents par livre (presque identique au prix à terme des campagnes de commercialisation 1999 et 2000), indiquant là encore que les opérateurs du marché s'attendaient à ce que les prix de la campagne de commercialisation 2001 remontent par rapport à leurs niveaux de la campagne de commercialisation 2000. Ce n'est que pendant la campagne de commercialisation 2002 que les prix agricoles, qui continuaient d'être inférieurs aux prévisions, se sont traduits, à l'époque de la plantation, par un prix à terme pour la saison de la récolte inférieur. S'agissant de la campagne de commercialisation 2002, le prix à terme moyen de février pour la livraison de décembre est tombé à 42,18 cents par livre. Toutefois, même pendant cette campagne de commercialisation, les opérateurs du marché s'attendaient à ce que les prix remontent et dépassent le "prix décalé" de 29,80 cents par livre suggéré.

ANNEXE H

DÉCLARATIONS ORALES DES PARTIES À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

Table des matières		Page
Annexe H-1	Résumé analytique de la déclaration liminaire du Brésil	H-2
Annexe H-2	Résumé analytique de la déclaration finale du Brésil	H-8
Annexe H-3	Résumé analytique de la déclaration liminaire des États-Unis	H-15
Annexe H-4	Résumé analytique de la déclaration finale des États-Unis	H-21

ANNEXE H-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION DU BRÉSIL À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL AVEC LES PARTIES

Les États-Unis ont inventé des charges liminaires pour les contestations concernant le préjudice grave qui n'existent pas dans le texte des articles 5 et 6.3 de l'Accord SMC

1. Les États-Unis ont fait état d'un certain nombre de charges liminaires qu'un plaignant au titre de l'article 6.3 doit, selon leurs allégations, assumer pour établir une allégation, charges qui ne sont pas fondées sur le texte des dispositions de l'Accord SMC relatives au préjudice grave.

2. Premièrement, les États-Unis affirment à tort qu'au titre de l'article 6.3, le Brésil doit montrer un taux de subventionnement *ad valorem* et le montant de chacune des subventions des États-Unis qu'il conteste. La seule base textuelle que les États-Unis fournissent est l'Annexe IV de l'Accord SMC, laquelle est venue à expiration avec le texte de l'article 6.1 a) qui contenait la présomption désormais venue à expiration de préjudice grave à partir d'un subventionnement *ad valorem* de 5 pour cent. Les États-Unis s'appuient en outre sur les procédures en matière de *droits compensateurs* et les interprétations du Brésil et des CE. Cependant, ces méthodes d'imputation ne sont pas pertinentes en ce qui concerne les allégations au titre de l'article 6.3 parce que, contrairement à l'article 6.1 a) ou à la Partie V de l'Accord SMC venus à expiration, les articles 5 c) et 6.3 sont axés sur un examen des *effets* des subventions fournies soit directement soit indirectement aux producteurs d'un produit, comme le coton. De toute manière, le Brésil a démontré que le taux collectif de subventionnement était de 95 pour cent en moyenne et que les subventions s'élevaient à 12,9 milliards de dollars.

3. Deuxièmement, les États-Unis avancent un argument radical prétendant qu'il est juridiquement prohibé de formuler des allégations d'effets défavorables à l'encontre de subventions dont ils allèguent qu'elles ne peuvent pas être "comptabilisées" ou imputées sur les années futures. Les États-Unis font valoir que toutes les subventions pour le coton sont "récurrentes" et que par conséquent, en droit, "on ne peut pas dire qu'elles causent un préjudice grave" sauf pendant l'année pendant laquelle elles sont fournies. En fait, *rien* dans le texte de la Partie III ni de l'article 6.3 de l'Accord SMC (ni de l'article XVI:3 du GATT de 1994) ne permet d'établir une distinction entre les effets défavorables des subventions "récurrentes ou non récurrentes". Rien ne permet non plus de "comptabiliser" les subventions sur une année ou une autre, comme cela est souvent fait dans le cadre d'une enquête en matière de droits compensateurs. Puisque l'article 5 exige des Membres qu'ils *évitent des effets*, il n'y a pas nécessairement infraction à l'article 5 lorsqu'une subvention est accordée, mais uniquement lorsque des effets défavorables pouvant donner lieu à une action se produisent.

4. L'argument des États-Unis est également incompatible avec l'objet et le but de l'Accord SMC qui est de protéger les Membres contre *toute* subvention causant un préjudice grave. Selon l'interprétation des États-Unis, un Membre peut, de façon permanente, éviter de rendre des comptes au titre de l'article 6.3 simplement en prenant soin de structurer le versement comme une subvention annuelle récurrente. Le Brésil a également présenté des éléments de preuve montrant les effets continus des subventions fournies pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002.

Le Brésil a établi l'existence d'un empêchement des hausses de prix sur les marchés américain, mondial, brésilien et autres sur lesquels les producteurs brésiliens exportent

5. Les États-Unis affirment maintenant que bien qu'il puisse y avoir des éléments de preuve montrant qu'il y a empêchement des hausses des prix du marché à terme de New York et de l'indice A ainsi que des prix dans d'autres pays par un "effet généralisé", l'expression "sur le même marché" à l'article 6.3 c) exige que les exportations des États-Unis soient présentes sur les mêmes marchés géographiques que le coton brésilien.

6. Le Brésil a établi, conformément aux prescriptions de l'article 6.3 c) que les subventions des États-Unis avaient pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le "même marché" sur lequel les producteurs brésiliens commercialisaient leur coton "similaire" – c'est-à-dire sur le marché mondial, sur le marché brésilien et dans les pays tiers. Le Brésil a d'abord démontré l'incidence de la surproduction des États-Unis sur les prix aux États-Unis et sur le "marché mondial" (prix de l'indice A et du marché à terme de New York). Il a ensuite démontré qu'il y avait empêchement des hausses de prix au Brésil et dans les pays vers lesquels les exportateurs brésiliens ont expédié leur coton pendant les campagnes de commercialisation 1999 à 2002 et que les prix étaient fortement influencés par les subventions des États-Unis. Les effets de ces subventions sont répercutés dans le monde entier par l'intermédiaire d'un mécanisme de détermination des prix à l'échelle mondiale. Les parties sont convenues que le coton des États-Unis, du Brésil et d'autres pays sont des "produits similaires". Dans le monde entier, les prix de ce produit fongible à demande élastique sont déterminés par référence aux prix du marché à terme de New York et de l'indice A. Le Brésil a donc établi que les subventions des États-Unis ont pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable aux États-Unis et au Brésil, ainsi que dans les pays vers lesquels les producteurs brésiliens exportaient leur coton. En outre, les éléments de preuve montrent que le coton subventionné des États-Unis était présent et contribuait à l'empêchement des hausses de prix dans 37 des pays dans lesquels les producteurs brésiliens commercialisaient leur coton.

Le Brésil a établi le lien de causalité entre les subventions des États-Unis et les empêchements notables des hausses de prix, l'accroissement des parts du marché mondial détenues par les États-Unis et la part inéquitable des États-Unis dans le commerce mondial

7. Le Brésil a dûment analysé à la fois les revenus et les coûts des États-Unis en utilisant les données de l'USDA lui-même et a démontré d'une manière concluante que la branche de production du coton des États-Unis est fortement dépendante de toutes les subventions des États-Unis pour couvrir la totalité de ces coûts à court et à long terme. Cette constatation constitue une explication clé sur le plan économique des importants effets d'encouragement sur la production qu'ont les subventions des États-Unis pour le coton, constatés par l'USDA ainsi que par des économistes américains et internationaux.

8. À long terme, même les États-Unis conviennent que les producteurs doivent couvrir tous leurs coûts et réaliser des bénéfices pour pouvoir poursuivre leur activité. Les données de l'USDA lui-même concernant les coûts et les superficies plantées montrent que les coûts à long terme des producteurs des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1997-2002 dépassaient de 12,5 milliards de dollars les revenus du marché que ceux-ci percevaient. Les États-Unis font valoir que les revenus non agricoles auraient dû être inclus dans les calculs du Brésil. L'approche des États-Unis est fausse tant d'un point de vue conceptuel que d'un point de vue juridique. La question pertinente est celle de savoir si la "branche de production du coton des États-Unis" est rentable du point de vue des revenus du marché, et non celle de savoir si cette branche de production est maintenue en vie grâce à un financement croisé d'autres sources (autres que les subventions), tels que les versements au titre de la sécurité sociale.

9. Les producteurs de coton des États-Unis auraient subi une perte cumulative de 332,79 dollars par acre de coton pendant les campagnes de commercialisation 1997-2002 s'ils n'avaient pas reçu de versements au titre des contrats. Cependant, les données de l'USDA lui-même, dans la base de données du Groupe de travail environnemental démontrent que presque tous les producteurs de coton des États-Unis ont effectivement bénéficié des versements au titre des contrats. En conséquence, en 2002 ils avaient enregistré un "bénéfice" cumulatif sur six ans de 106 dollars par acre, ce qui leur a permis de planter en coton une superficie notable pendant les campagnes de commercialisation 2002 et 2003.

10. Enfin, les États-Unis critiquent la comparaison des coûts de production de différents pays effectuée par le Brésil. Le Brésil convient certes que les données du CCIA "doivent être utilisées avec prudence", mais les problèmes que posent ces données ne les rendent pas inutilisables. Si l'on compare les "coûts variables en espèces" du CCIA – que les États-Unis ne contestent pas – il apparaît qu'il est bien moins cher de produire un kilogramme de coton au Brésil qu'aux États-Unis.

11. Les États-Unis ont fait valoir que "pendant aucune année à compter des campagnes de commercialisation 1999-2001, le taux des prêts à la commercialisation ne devrait avoir beaucoup d'incidence, si tant est qu'il en ait une, sur les décisions des producteurs en matière de plantation", et qu'il n'a pas affecté les décisions des producteurs pendant la campagne de commercialisation 2002. Ce nouvel argument des États-Unis contredit de nombreuses études de l'USDA. Lorsqu'il évaluera la crédibilité du nouvel argument des États-Unis selon lequel les prêts à la commercialisation ne constituaient aucune incitation à la production, le Groupe spécial devrait tenir compte du fait que les propres économistes de l'USDA, Westcott et Price, ont constaté que le programme de prêts à la commercialisation avait des effets considérables sur la production de coton des États-Unis. Les résultats de l'étude de Westcott et Price ne sont ni uniques ni inattendus. De nombreux autres économistes sont parvenus à des résultats similaires. Un examen des prix à terme révèle également que les producteurs des États-Unis ne réagissent pas à une modification des prix au moment de la plantation.

12. En outre, les États-Unis partent de l'hypothèse de base que si le prix *à terme* (moins 5 cents) est supérieur au taux des prêts à la commercialisation de 52 cents par livre, conformément à la "logique économique" les prêts à la commercialisation ne peuvent avoir aucune incidence sur les décisions en matière de plantation.

13. L'analyse faite par les États-Unis du programme de prêts à la commercialisation repose sur une comparaison totalement dénuée de pertinence entre le "prix en espèces escompté" et le taux des prêts à la commercialisation. Les versements au titre des prêts à la commercialisation pour le coton reposent sur la différence entre le taux de prêt (52 cents) et le cours mondial ajusté ("AWP") et non le prix obtenu par les exploitants des États-Unis. L'AWP est en général bien inférieur au prix obtenu par les exploitants des États-Unis. L'écart moyen entre le prix des contrats à terme de décembre pendant la période janvier-mars et le cours mondial ajusté de la campagne de commercialisation suivante était de 18,5 cents par livre. Ainsi, même en utilisant la méthode des "prix à terme" des États-Unis au moment de la plantation, pour chaque année pendant les campagnes de commercialisation 1999 à 2002, les exploitants s'attendaient au moment de la plantation à ce que d'importants versements au titre des prêts à la commercialisation soient effectués.

14. Même si l'AWP escompté est supérieur au taux de prêts, cela ne signifie pas que les exploitants s'attendent à un versement nul au titre des prêts à la commercialisation. Si l'AWP escompté est supérieur au taux de prêt, les exploitants s'attendraient quand même, avec une certaine probabilité, à ce que l'AWP réel soit inférieur au taux de prêt parce que les anticipations concernant l'AWP relèvent d'une distribution de probabilité. Les exploitants s'attendraient donc quand même à un versement positif au titre des prêts à la commercialisation.

15. Le Brésil souligne que l'approche des États-Unis fondée sur les prix à terme souffre de plusieurs lacunes graves. Les décisions des exploitants concernant la plantation comme celles concernant la commercialisation du coton sont plus complexes. Les décisions en matière de plantation se prennent entre janvier et mars et la commercialisation du coton se déroule pendant toute la campagne de commercialisation. Par conséquent, utiliser seulement la cotation de février pour les contrats à terme de décembre ne tient pas dûment compte de la complexité des décisions des exploitants.

16. Les éléments de preuve montrent que la branche de production du coton des États-Unis évite de trop se fier aux prix actuels du marché à terme pour avoir une indication fiable des prix futurs. Les exploitants en ont déjà constaté le caractère fluctuant, par le passé, comme aujourd'hui. Par conséquent, tout exploitant cotonnier plantant pendant les campagnes de commercialisation 1996-2002 qui s'est effectivement fondé sur les prix à terme saurait que le marché à terme ne permet guère de prédire parfaitement les prix futurs. Comme M. Sumner l'a fort justement dit "il est impossible de savoir précisément à quoi les différents exploitants s'attendent"; les anticipations de prix sont "fondamentalement impossibles à observer".

17. Le dossier permet au Groupe spécial de constater que plus de 4milliards de dollars de versements au titre des contrats ont été accordés aux producteurs *actuels* de coton pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. Le Brésil a démontré que les publications énumérées dans les études des États-Unis étaient en grande partie dénuées de pertinence parce qu'elles ne portent pas spécifiquement sur le coton dans la mesure où elles ne concernent pas le recouplage de la production en raison de l'actualisation des superficies de base pour les versements directs et les versements CCP, ni les énormes versements CCP liés au prix d'objectif accordés pour les producteurs de coton. Le Brésil a également montré que les subventions des États-Unis ne satisfont pas au critère du paragraphe 6 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture et ne sont par conséquent pas "découplées".

18. Le dossier permet au Groupe spécial de constater que les "autres effets", outre les coûts accrus des rentes foncières incluent des effets notables sur la production liés au coton upland. Premièrement, la grande majorité des producteurs actuels de coton reçoivent des versements par acre bien plus élevés pour le coton que pour d'autres cultures visées par les programmes. Le Groupe spécial doit demander pourquoi des versements directs et des versements CCP bien plus élevés par acre sont accordés pour la superficie de base de coton *si* ces versements sont totalement déconnectés de la production actuelle. Si c'était le but, comme les États-Unis le font valoir et comme l'USDA le suppose, alors, tous les versements au titre des contrats dans le même État ou le même comté assureraient les mêmes bénéfices par acre. Si les versements sont plus élevés bien entendu c'est parce que le coton est une culture à coût élevé et que les exploitants cotonniers ont dit avec insistance que les versements obtenus pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001 n'étaient pas suffisants "pour leur permettre de joindre les deux bouts".

19. Deuxièmement, les États-Unis ont maintenant admis que 2 millions d'acres de base additionnels avaient été ajoutés à la superficie "de base" de coton totale sous contrat. Cela signifie que pendant la campagne de commercialisation 2002, 227 millions de dollars de versements additionnels ont été accordés aux exploitants produisant du coton pendant les campagnes de commercialisation 1998-2001. Il ne s'agit pas là d'un "découplage" des versements et de la production, mais d'un recouplage pour récompenser les exploitants d'avoir augmenté leur production récente. De plus, la perspective d'actualisations futures encouragera de nombreux exploitants à planter du coton afin de protéger, voire d'accroître, leurs bases futures. Même les économistes de l'USDA conviennent que cela crée un lien avec la production actuelle.

20. Troisièmement, le prix d'objectif de 72,4 cents déclenche les versements CCP lorsque les prix du *coton* sont plus faibles – pas les prix du maïs ni du soja – les prix du *coton*. Pourquoi? Parce que

le Conseil national du coton a fait valoir, ce que le Congrès a admis, que vu les coûts élevés de production du coton aux États-Unis, les exploitants cotonniers *actuels* et *futurs* auront besoin de versements élevés lorsque les prix baisseront. Il n'y aurait aucune raison de fixer un "prix d'objectif" à titre de protection contre les bas prix du coton si le Congrès prévoyait que la plupart des exploitants ayant une superficie de base de coton commenceraient à planter des pommiers.

21. Quatrièmement, le Brésil a présenté au Groupe spécial des renseignements tirés des données relatives au paiement électronique émanant de l'USDA lui-même et montrant que pendant les campagnes de commercialisation 2000-2002 au moins 71,3 à 76,9 pour cent des versements soi-disant "découplés" pour les superficies de base de coton ont été accordés à des producteurs de coton. Les données montrent en outre que pendant la campagne de commercialisation 2002, ces producteurs de coton ont reçu 85 pour cent des versements au titre des contrats pour la superficie de base de coton.

Les subventions des États-Unis font augmenter les exportations, en violation de l'article 6.3 d) de l'Accord SMC

22. Le Brésil a démontré que, en violation de l'article 6.3 d) de l'Accord SMC, l'effet des subventions des États-Unis a joué un rôle notable dans l'accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 2001-2003 par rapport à la moyenne qu'ils détenaient pendant la période de trois ans précédente, suivant une tendance constante depuis la campagne de commercialisation 1996.

23. Les États-Unis font valoir que "[s]elon la lecture donnée par le Brésil, un Membre serait libre de fournir des subventions qui accroissent la part de sa consommation intérieure assurée par ses producteurs sans être soumis aux disciplines prévues à l'article 6.3 d)". Cet argument ne tient cependant pas compte du fait que l'article 6.3 a) impose des disciplines aux subventions qui accroissent la production intérieure sur le marché du Membre accordant la subvention. En outre, l'article 6.3 b) concerne tout effet de déplacement des exportations ou d'empêchement provoqué par les subventions sur les marchés des pays tiers.

24. Deuxièmement, les États-Unis font maintenant valoir explicitement que l'article 6.3 a remplacé la deuxième phrase de l'article XVI:3. Si l'on suppose, pour les besoins du débat, que les États-Unis ont raison, l'interprétation donnée par les États-Unis de l'expression "part du marché mondial" comme signifiant "part du marché mondial de la consommation" aurait pour effet d'éliminer toute discipline de l'OMC pour les subventions encourageant la production qui accroissent la part du marché mondial des exportations détenue par un Membre. Comme le Brésil l'a fait observer, cela serait contraire au fait que le libellé et la portée de la deuxième phrase de l'article XVI:3 et de l'article 6.3 d) sont très proches.

25. Enfin, tout le concept d'une "part du marché mondial de la consommation" est vicié aux fins de l'article 6.3 d) car il aboutit à un double comptage. Les États-Unis font valoir que "la part du marché mondial du coton upland détenue par les États-Unis devrait être définie comme la consommation des États-Unis plus les exportations des États-Unis par rapport à la consommation mondiale". Cependant, d'après son sens ordinaire dans le contexte d'une mesure commerciale corrective, la "consommation intérieure" désigne les "expéditions" intérieures totales (c'est-à-dire l'utilisation nette de la production ou des stocks) plus les importations *moins* les exportations. La "consommation mondiale" totale est la somme des expéditions intérieures de chaque pays plus les importations moins les exportations. La méthode des États-Unis traite cependant comme "consommation" à la fois les importations et les exportations et constitue donc un double comptage.

Programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC

26. Les États-Unis estiment que l'article 10:2 exempte les garanties de crédit à l'exportation des disciplines inclus à l'article 10:1. À l'article 10:2, les négociateurs sont parvenus à un accord de bonne foi pour établir des disciplines spécifiques relatives aux crédits à l'exportation. La nécessité d'un engagement de bonne foi pour parvenir à négocier explique la différence entre le projet d'Acte final et la version finale de l'article 10:2. Compte tenu de la "magnitude" de ces programmes, les États-Unis font valoir qu'aucun Membre n'aurait véritablement pu avoir l'intention d'assujettir à l'article 10:1 ses programmes de crédit à l'exportation des produits agricoles. Mais les CE et le Canada, entre autres, tous deux gros utilisateurs des crédits à l'exportation ont dit au Groupe spécial qu'ils estimaient que les crédits à l'exportation étaient assujettis à l'article 10:1 s'ils répondent à la définition d'une "subvention à l'exportation". Les États-Unis ne pensaient pas qu'ils avaient besoin de rendre compte des programmes de la CCC dans leurs engagements de réduction étant donné qu'ils ne considéraient pas que ces programmes constituaient des subventions à l'exportation.

27. Les États-Unis disent qu'ils ont offert des "éléments de preuve non controversés" montrant que pour 12 des 13 produits inscrits sur la liste, leurs exportations dans le cadre des programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC ne dépassaient pas les niveaux d'engagement de réduction des États-Unis. La question correcte à poser toutefois est de savoir si les exportations *totales* des États-Unis pour un produit inscrit sur la liste dépassent les engagements de réduction quantitatifs, ce que le Brésil a démontré. Il appartient donc aux États-Unis, au titre de l'article 10:3 de prouver que ces quantités excédentaires n'ont pas bénéficié de subventions à l'exportation.

28. Quelle que soit la partie à laquelle cette charge incombe, le Brésil a démontré que les programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC confèrent des "avantages" en soi et constituent également des subventions à l'exportation au sens du point j). Les États-Unis font valoir que même si les programmes de la CCC constituent des subventions à l'exportation, puisque "les quantités étaient dans les limites des engagements applicables des États-Unis en matière de réduction des subventions à l'exportation, ces programmes seraient pleinement conformes aux dispositions de la Partie V de l'Accord sur l'agriculture". Les États-Unis ont tort.

29. En ce qui concerne les produits *non inscrits sur la Liste*, le Brésil a établi à la fois un contournement effectif et une menace de contournement. Les pièces n° 73 et n° 299 du Brésil et la pièce n° 41 des États-Unis font état des milliards de dollars de soutien sous forme de garantie fournis par la CCC pour les exportations de produits non inscrits sur la Liste pendant les exercices budgétaires 1992-2003, ce qui contourne les engagements pris par les États-Unis de ne pas fournir de subventions à l'exportation. Le simple fait que les garanties de la CCC soient disponibles pour des produits non inscrits sur la liste constitue une menace de contournement étant donné que l'article 10:1 prohibe *toute* subvention à l'exportation pour de tels produits.

30. S'agissant des produits *inscrits sur la Liste*, le Brésil a démontré un contournement effectif en ce qui concerne les exportations de riz des États-Unis qui bénéficient de garanties de la CCC excédant les engagements de réduction quantitatifs des subventions à l'exportation pris par les États-Unis. Dans leur communication du 18 novembre, les États-Unis font valoir que puisque la CCC n'a pas déboursé les montants minimums (au moins 5,5 milliards de dollars de garanties chaque année, plus un montant additionnel d'au moins 1 milliard de dollars en crédits directs ou garanties des exportations vers les "marchés émergents"), il n'y a pas de menace de contournement. Les États-Unis se méprennent sur le sens du critère défini par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – FSC*. L'absence de mécanisme juridique limitant, ou contrôlant d'une autre manière, le flux des garanties de la CCC constitue une menace de contournement. Il n'y a pas de limite au montant des garanties de la CCC et celle-ci est exemptée de la prescription type selon laquelle de nouveaux crédits doivent être alloués par le Congrès avant que de nouvelles garanties puissent être accordées.

ANNEXE H-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DÉCLARATION FINALE DU BRÉSIL À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL AVEC LES PARTIES

1. Les États-Unis ne bénéficient pas de la protection conférée par la clause de paix

1. Les renseignements versés au dossier montrent que les États-Unis ne bénéficient pas de l'immunité conférée par la clause de paix pour les subventions qu'ils accordent au coton upland. Quelle que soit la méthodologie retenue sur les trois – "dépenses budgétaires", "mesure globale du soutien", "taux de soutien" – le niveau de soutien accordé pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 excède le niveau de soutien décidé pendant la campagne de commercialisation 1992. Les États-Unis ont reconnu que toutes leurs subventions contestées, sauf les versements PFC et les versements directs, étaient des subventions (ayant des effets de distorsion des échanges et de la production) qui ne relevaient pas de la catégorie verte. Le Brésil et toutes les tierces parties sont d'accord sur le fait que les versements directs au titre de la Loi FSRI de 2002 ne relèvent pas de la catégorie verte en raison de l'actualisation de la période de base fixe, contraire aux paragraphes 6 a) et b) de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture. De surcroît, les versements PFC et les versements directs ne constituent pas un soutien relevant de la catégorie verte en raison de la prohibition de la culture des fruits et des légumes contraire au paragraphe 6 b) de l'Annexe 2. En outre, les versements pour la superficie de base de coton sont supérieurs aux versements pour la superficie de base d'autres cultures. La somme des éléments de preuve montre que toutes les subventions des États-Unis contestées constituent un "soutien pour" le coton upland au sens de l'article 13 b) ii) parce qu'elles ont été reçues par des producteurs actuels ou par des utilisateurs et des exportateurs de coton upland des États-Unis. La méthodologie des "14/16èmes" utilisée par le Brésil pour estimer le montant des quatre versements au titre de contrats est raisonnable et étayée par la base de données de l'EWG et par des éléments de preuve circonstanciels importants.

2. Le Brésil a établi les éléments à l'appui de ses allégations d'empêchement notable de hausses de prix au sens de l'article 6.3 c)

2. Le coton upland est un produit de base qui fait l'objet d'un vaste commerce. Le Brésil et les États-Unis sont d'accord pour dire que le coton upland brésilien et d'autres cotons upland sont "similaires" au coton upland des États-Unis subventionné. Étant donné cette large interchangeabilité des différents cotons dans le monde, les augmentations de l'offre de coton au niveau mondial de la part de grands pays producteurs de coton ont une incidence majeure sur la détermination ou l'établissement des prix sur les marchés mondiaux reflétés dans l'indice A et dans le marché à terme du coton de New York.

3. Les États-Unis ont accordé beaucoup d'importance à ce qu'ils appellent certaines questions "fondamentales" concernant la nature et le montant des subventions. Le Brésil a démontré l'absence de toute base textuelle permettant d'incorporer certains principes en matière de droits compensateurs repris de la Partie V de l'Accord SMC dans la Partie III et de redonner vie à l'Annexe IV. Cependant, le Brésil a utilisé les propres données de l'USDA pour montrer à la fois le montant et le taux de subventionnement pour chacune des subventions. Pour suppléer aux renseignements relatifs à la superficie et au rendement que les États-Unis ont dissimulés au Brésil et au Groupe spécial pendant 16 mois, le Brésil a démontré par le biais des données contenues dans la base de l'EWG et d'autres

éléments de preuve circonstanciels que sa méthodologie des "14/16èmes" était raisonnable. Selon cette méthodologie, les versements sont imputés uniquement aux producteurs actuels de coton upland et les versements fournis aux producteurs d'autres cultures ne sont pas "comptabilisés deux fois". Depuis la phase liée à la clause de paix de la présente procédure, le Brésil a démontré que toutes les subventions des États-Unis étaient "liées" à la production de coton upland et constituaient un "soutien pour" le coton upland.

4. Le gouvernement des États-Unis a alloué, au cours des quatre dernières années, 12,9 milliards de dollars à un certain nombre de programmes de subvention ciblés spécifiquement sur le coton upland des États-Unis. Aucun autre produit des États-Unis ne bénéficie d'un programme Step 2 et aucun autre produit des États-Unis n'a reçu de subvention atteignant un niveau aussi élevé que 136 pour cent *ad valorem*. Même les dénommés versements découplés au titre de contrats accordés à la superficie de base de coton "antérieure" sont bien supérieurs aux versements accordés à toute autre culture, excepté le riz. Les subventions fournissent un "soutien au prix d'objectif" spécifique de 72,4 pour cent par livre pour le coton upland – pas pour d'autres cultures. Et le Congrès a insisté sur le fait que l'USDA ne disposait d'aucun pouvoir discrétionnaire pour limiter l'un ou l'autre des versements requis, qui sont tous impératifs et ne fixent aucune limite à la quantité de coton upland qui pourrait être produite avec le soutien de ces programmes de subvention.

5. Les États-Unis sont convenus que toutes leurs subventions contestées étaient "spécifiques", hormis l'assurance-récolte. Mais les propres éléments de preuve de l'USDA ont montré que ce programme lui aussi était spécifique puisqu'il visait la branche de production des cultures, et non pas celle du bétail et ne couvrait par conséquent que la moitié de la valeur des produits agricoles des États-Unis et 38 pour cent des terres agricoles.

6. Alors que le Brésil continue à attendre que les États-Unis fournissent des renseignements relatifs à la superficie et au rendement par exploitation, les données incomplètes du Groupe de travail environnemental (EWG) fondées sur des données par exploitation de l'USDA montrent que près de 3 milliards de dollars en versements au titre de contrats ont été accordés aux producteurs de coton upland, pour les seules campagnes de commercialisation 2000-2002. Et, dans leur grande majorité, les autres éléments de preuve montrent que les producteurs de coton upland des États-Unis sont dépendants et ont besoin de ces versements et, en fait, reçoivent ces versements pour "joindre les deux bouts" et "survivre".

7. Ayant établi la nature fongible du produit ainsi que l'existence et la spécificité des subventions, le Brésil doit relier les effets des subventions à l'empêchement notable de hausses de prix. Le premier fait important est que les États-Unis sont de loin le plus grand exportateur mondial, avec une part du marché mondial de 41,6 pour cent, et le deuxième producteur de coton upland dans le monde, avec une part de 20 pour cent. Le taux de subventionnement de 95 pour cent accordé par le deuxième producteur et par le premier exportateur risque de causer un préjudice grave aux intérêts d'autres Membres, y compris le Brésil. Il est utile de rappeler l'ampleur de ces subventions par rapport au taux de 5 pour cent *ad valorem* établissant une présomption de préjudice grave au titre de l'article 6.1 a) et au montant des subventions reçues par les concurrents des États-Unis, si tant est que de telles subventions existent.

8. Mais quelle a été l'incidence des fortes subventions accordées par les États-Unis sur la production et l'offre mondiale de coton? On peut trouver une réponse à cette question dans la différence qui existe entre le revenu du marché et les coûts totaux des producteurs des États-Unis. Tout en alléguant que seuls les coûts variables sont importants à court terme, les États-Unis admettent qu'à long terme les producteurs des États-Unis doivent réaliser un bénéfice pour rester en activité. Pour ne prendre que les données de l'USDA pour les campagnes de commercialisation 1997-2002, le producteur de coton upland *moyen* des États-Unis a reçu un revenu du marché *inférieur* de 872 dollars *par acre* à ses coûts totaux. Cela signifie que l'écart entre les coûts et le revenu pour tous les

producteurs de coton upland entre les campagnes de commercialisation 1997 et 2002 a été de 12,5 milliards de dollars.

9. Les États-Unis ont essayé de vous donner l'impression que leurs producteurs de coton upland ne dépendaient pas ou n'avaient pas besoin de subventions entre les campagnes de commercialisation 1997 et 2002 pour combler cet écart de 12,5 milliards de dollars. Lorsque vous évaluerez la crédibilité de ces allégations, tenez compte du fait que durant cette même période de six ans, les producteurs de coton des États-Unis ont reçu 16 milliards de dollars en subventions et ont réalisé sur six années un "bénéfice" de 127 dollars par acre. Les États-Unis allèguent que le programme PFC, l'aide pour perte de parts de marché, les versements directs et les versements CCP ne constituaient pas un soutien pour le coton. Mais sans ces quatre versements, les producteurs de coton des États-Unis auraient perdu 333 dollars par acre entre les campagnes de commercialisation 1997 et 2002. Les États-Unis allèguent en outre que les versements au titre de prêts à la commercialisation pour les campagnes de commercialisation 1999-2002 n'ont pas influé sur les décisions des producteurs en matière de plantation. Cependant, cet argument ne tient pas compte de l'incidence des subventions sur les coûts de ces producteurs. Au moment de la campagne de commercialisation 2002, le producteur moyen des États-Unis aurait subi une perte sur trois ans de 372 dollars par acre s'il n'avait *pas* reçu de versements au titre de prêts à la commercialisation durant les campagnes de commercialisation 1999-2001. Cet élément de preuve confirme la conclusion de l'économiste en chef de l'USDA selon laquelle en effectuant des versements au titre de prêts à la commercialisation, "*on n'a pas de réduction de la production*". Le programme de prêts à la commercialisation a manifestement évité à de nombreux producteurs d'avoir à réduire leur superficie plantée entre les campagnes de commercialisation 1999 et 2002

10. En effet, les producteurs des États-Unis ont planté entre 14,5 et 15,5 millions d'acres de coton upland entre les campagnes de commercialisation 1999 et 2002 alors que les prix tombaient à leurs niveaux les plus bas. Le revenu global provenant de *toutes* les subventions des États-Unis et des prix du marché a permis aux producteurs de réaliser un "bénéfice" à long terme de 17,67 dollars par année sur la période de six ans. Le plus surprenant est que, après avoir perçu des prix remarquablement bas pour leur coton pendant la campagne de commercialisation 2001 et alors que les perspectives au moment de la plantation donnaient à penser que les prix du marché resteraient à leurs niveaux les plus bas, les producteurs des États-Unis ont quand même planté 14,2 millions d'acres de coton upland – soit une superficie semblable à celle qui avait été plantée lorsque les prix étaient beaucoup plus élevés pendant les campagnes de commercialisation 1996-1998. Cependant, même des subventions *ad valorem* de 135 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2001 n'ont pas été suffisantes pour assurer un bénéfice aux producteurs des États-Unis qui ont les coûts les plus élevés et le rendement le moins élevé du monde. Voilà pourquoi la superficie plantée des États-Unis est retombée aux niveaux de 1996-1998 pendant la campagne de commercialisation 2002.

11. Ayant établi que les subventions des États-Unis empêchaient des réductions de production, le Groupe spécial doit estimer l'ampleur de la réduction qui aurait eu lieu en l'absence de subventions des États-Unis. Les économistes de l'USDA Westcott et Price estiment à 20 pour cent la réduction pour la campagne de commercialisation 2001 à partir uniquement du programme de prêts à la commercialisation. M. Sumner estime que l'élimination de toutes les subventions aurait entraîné une réduction moyenne de la production de 28,7 pour cent, soit un total de 19,8 millions de balles, entre les campagnes de commercialisation 1999 et 2002.

12. Le Groupe spécial doit ensuite évaluer l'effet qu'auraient eu ces réductions estimées de la production des États-Unis sur les prix mondiaux. Premièrement, le Brésil a démontré l'incidence de la surproduction des États-Unis sur les prix des États-Unis et du "marché mondial" (prix de l'indice A et du marché à terme de New York). Le Brésil a ensuite démontré que les subventions des États-Unis avaient empêché des hausses de prix et influencé lourdement les prix au Brésil et dans les pays vers lesquels les exportateurs brésiliens expédiaient leur coton entre les campagnes de

commercialisation 1999 et 2002. Les effets de ces subventions se répercutent dans le monde entier par l'intermédiaire d'un mécanisme de détermination des prix à l'échelle mondiale. Dans le monde entier, les prix pour ce produit fongible et sensible aux prix sont déterminés par rapport au marché à terme du coton de New York et aux prix de l'indice A. Il existe un marché mondial pour le coton upland. Le coton des États-Unis subventionné et le coton brésilien sont en concurrence sur ce marché mondial, c'est-à-dire "sur le même marché" au sens de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC. Le Brésil a établi que l'effet des subventions des États-Unis était un empêchement notable de hausses de prix sur ce marché mondial.

13. Dans de nombreuses études, plusieurs économistes ont constaté des montants clairs et identifiables d'empêchement de hausses de prix allant de 10 à 33 pour cent pour le prix des États-Unis et de 10 à 26 pour cent pour le prix mondial de l'indice A. M. Sumner a répondu aux critiques adressées par les États-Unis à ces études en montrant qu'elles n'étaient pas biaisées et que, après correction de certaines insuffisances, elles étaient compatibles avec ses résultats. Les États-Unis allèguent aussi que ces études sont sans utilité pour le présent différend car elles n'utilisent pas "les prix à terme" tout en admettant que les modèles de l'USDA et du FAPRI utilisent également des "prix décalés" puisqu'il n'est pas possible d'utiliser des prix à terme dans les modèles pour évaluer les attentes des agriculteurs en matière de revenus. Le Brésil a aussi démontré que, selon la méthodologie des prix à terme utilisée par les États-Unis, les agriculteurs comptaient sur un revenu important provenant des programmes de prêts à la commercialisation pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002.

14. Enfin, le Groupe spécial devrait juger du caractère "notable" de l'empêchement de hausses de prix par l'ampleur de l'incidence sur les producteurs brésiliens. Cela dit, même par rapport à des niveaux objectifs, n'importe lequel des empêchements de hausses de prix estimés dans les diverses études économétriques suffit à établir le caractère "notable".

3. Allégations au titre de l'article 6.3 d) de l'Accord SMC

15. Les faits étayent solidement les allégations du Brésil selon lesquelles les subventions des États-Unis ont contribué à un accroissement de la part du marché mondial des exportations détenue par les États-Unis. Les données de l'USDA montrent que les exportations des États-Unis ont augmenté pour les campagnes de commercialisation 2001 et 2002 et devraient selon les projections augmenter pour la campagne de commercialisation 2003 jusqu'à des niveaux bien supérieurs à la moyenne pendant la période de trois ans précédente au sens de l'article 6.3 d).

16. Les subventions intérieures des États-Unis ont joué un rôle majeur dans l'accroissement des exportations des États-Unis en maintenant une production des États-Unis de coût élevé. De la même façon, la subvention au titre du programme Step 2 a été versée durant 188 des 208 semaines et les exportations de coton upland des États-Unis pour un montant supérieur à 1,6 milliard de dollars ont reçu un financement au titre du programme de garantie du crédit à l'exportation GSM 102. Le NCC a confirmé que ces deux sources de subventions avaient joué un rôle majeur dans l'accroissement notable des exportations des États-Unis, en particulier dans le contexte d'une appréciation rapide du dollar EU. Dans son analyse, M. Sumner estime qu'en moyenne les exportations des États-Unis seraient inférieures de 41,2 pour cent s'il n'y avait eu aucune des subventions des États-Unis entre les campagnes de commercialisation 1999 et 2002. La part du marché mondial des exportations détenue par les États-Unis a rapidement augmenté à partir de la campagne de commercialisation 1999 alors même que les prix tombaient à leurs niveaux les plus bas. Après avoir atteint 41,6 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2002, la part de marché des États-Unis devrait selon les projections rester très élevée, à 39 pour cent, pendant la campagne de commercialisation 2003.

17. La réaction des États-Unis à cet élément de preuve consiste à faire valoir que l'expression "part du marché mondial" signifie "part du marché mondial de la consommation". Cependant,

l'USDA, le Canada et les experts agricoles de la CE, entre autres, utilisent et interprètent cette expression comme signifiant "part du marché mondial des exportations". C'est le sens correct comme le confirment l'utilisation du mot "commerce" dans la note de bas de page apportant une réserve à l'article 6.3 d) et l'étroite similarité entre la portée et le texte de l'article 6.3 d) et la deuxième phrase de l'article XVI:3 qui traite également de la part du marché mondial des exportations. En outre, comme nous l'avons démontré hier, l'interprétation donnée par les États-Unis du mot "consommation" est inapplicable et illogique parce que la consommation des États-Unis est le total des "expéditions" en trafic intérieur (c'est-à-dire l'utilisation nette de la production ou des stocks) plus les importations *moins* les exportations. Comptabiliser les exportations des États-Unis en tant que consommation revient à comptabiliser deux fois les importations des autres pays en tant que consommation.

4. Allégations au titre de l'article XVI:1 et 3 du GATT

18. Les faits étayent solidement une constatation selon laquelle la part du commerce mondial d'exportation détenue par les États-Unis est inéquitable. Alors que les prix du marché mondial chutaient et que le dollar EU s'appréciait rapidement, les énormes subventions des États-Unis ont permis aux exportateurs des États-Unis d'acheter une part remarquablement élevée de 41,6 pour cent. En même temps, la part des producteurs à coûts beaucoup moins élevés et non subventionnés a diminué entre les campagnes de commercialisation 1999 et 2002. Le texte de la deuxième phrase de l'article XVI:3 vise tout type de subvention "ayant pour effet d'accroître l'exportation" d'un produit primaire comme le coton upland. Contrairement à ce que font valoir les États-Unis, rien dans le texte de l'Accord sur l'OMC ou du GATT de 1994 ne donne à penser que la deuxième phrase de l'article XVI:3 a été supplantée par l'article 6.3.

5. Allégations de menace de préjudice grave

19. Le Brésil a également établi qu'il existait une menace présente de préjudice grave pendant la durée d'application de la Loi FSRI de 2002. Cette menace recouvre la menace d'empêchement notable de hausses de prix, la menace d'un nouvel accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis et la menace que les États-Unis continuent à détenir une part plus qu'équitable du commerce mondial d'exportation. La nature impérative et illimitée des subventions des États-Unis pour le coton upland qui ont des effets de distorsion de la production et des échanges et l'absence d'un mécanisme juridique qui arrête, ou restreint d'une autre manière, le flux de ces subventions constituent la menace de préjudice grave aux intérêts du Brésil pouvant donner lieu à une action. Les délais applicables aux affaires relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action et la nature de ces affaires, ainsi que les voies de recours prévues par l'Accord SMC, prescrivent qu'une telle menace ne doit pas être "imminente" mais "présente" pour pouvoir donner lieu à une action.

20. Le Brésil a démontré que l'existence des subventions des États-Unis constituait une menace présente de préjudice grave. Il n'existe pas de différend entre les États-Unis et le Brésil sur le fait que les versements au titre de prêts à la commercialisation, du programme Step 2, de l'assurance-récolte et de contrats constituent des subventions impératives. Il n'y a pas de limites à la quantité de coton upland qui peut être produite, utilisée et exportée par les agriculteurs bénéficiaires de ces versements. Le Brésil a également démontré que toutes ces subventions avaient des effets de distorsion de la production et des échanges et avaient causé un préjudice grave présent entre les campagnes de commercialisation 1999 et 2002.

21. Les données de base les plus récentes de l'USDA et du FAPRI prévoient le maintien de hauts niveaux de plantation aux États-Unis et des coûts élevés qui ne seront pas couverts par les revenus du marché. Par conséquent, les subventions des États-Unis continueront à avoir d'importants effets d'encouragement de la production et de l'exportation et d'empêchement de hausses de prix. En particulier, jusqu'à la campagne de commercialisation 2007, les subventions des États-Unis menacent

de causer un empêchement notable de hausses de prix sur le marché des États-Unis, le marché mondial, le marché brésilien et les marchés des pays tiers vers lesquels le Brésil exporte son coton upland.

22. Enfin, les subventions des États-Unis prescrites jusqu'à la fin de la campagne de commercialisation 2007 causeront un préjudice grave quelles que soient les conditions du marché. Par conséquent, les dispositions prescrivant les versements au titre de prêts à la commercialisation, du programme Step 2, et de l'assurance-récolte et les versements directs et anticycliques constituent en soi des violations des articles 5 et 6.3 c) et d) de l'Accord SMC.

6. Allégations concernant les versements à l'exportation et intérieurs au titre du programme Step 2 formulées par le Brésil au titre de l'article 3.1 a) et b) de l'Accord SMC

23. Les subventions intérieures et les subventions à l'exportation au titre du programme Step 2 constituent des subventions prohibées au titre de l'article 3.1 a) et b) de l'Accord SMC. Les subventions à l'exportation au titre du programme Step 2 constituent une violation de l'article 3.1 b) parce qu'il s'agit de subventions expressément subordonnées à une preuve de l'exportation de coton upland des États-Unis et qu'elles ne sont versées qu'aux exportateurs admissibles. Le NCC décrit le programme Step 2 comme une "aide à l'exportation" et l'USDA reconnaît qu'il rend les exportations de coton upland des États-Unis plus "compétitives".

24. Les États-Unis reconnaissent que les subventions intérieures au titre du programme Step 2 sont des subventions liées à l'apport local au sens de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. Les subventions liées à l'apport local versées aux transformateurs de produits agricoles ne sont pas expressément exemptées des disciplines définies dans l'Accord SMC, que ce soit par l'Accord sur l'agriculture ou par le texte introductif de l'article 3.1. En particulier, le paragraphe 7 de l'Annexe 3 et l'article 6:3 de l'Accord sur l'agriculture ne créent pas de droits et d'obligations qui entrent forcément en conflit avec l'article 3.1 b). Le Brésil a démontré l'absence de tout conflit inhérent car il est possible de fournir un soutien interne aux transformateurs de produits agricoles sans contrevenir à l'article 3.1 b). En outre, l'article 13.b ii) est dûment interprété comme signifiant que même si une mesure de soutien interne liée à l'apport local peut être conforme à l'article 6:3 de l'Accord sur l'agriculture, elle n'est pas exemptée des allégations au titre de l'article 3 de l'Accord SMC. Si les rédacteurs avaient voulu exempter les subventions agricoles liées à l'apport local des allégations au titre de l'article 3, ils auraient inclus l'article 3 dans l'article 13 b) ii) de la même façon qu'ils ont inclus l'article 3 de l'Accord SMC dans l'article 13 c) ii) afin d'exempter les subventions à l'exportation pour les produits inscrits sur les listes.

7. Allégations du Brésil concernant les garanties de crédit à l'exportation du CCC

25. Le Brésil a démontré que les programmes de garantie du crédit à l'exportation GSM-102, GSM-103 et SCGP administrés par le CCC constituaient des subventions à l'exportation au sens des articles 10:1, 1 e) et 8 de l'Accord sur l'agriculture, des articles 1.1 et 3.1 a) de l'Accord SMC et du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation. Le Brésil a également démontré que ces subventions à l'exportation contournaient, ou menaçaient de contourner les engagements de réduction des subventions à l'exportation des États-Unis, en violation des articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture. En outre, du fait qu'ils constituent une violation de l'Accord sur l'agriculture, ces programmes ne sont pas exemptés des actions par l'article 13 c) ii) de l'Accord sur l'agriculture et constituent des subventions à l'exportation prohibées au sens du point j) et des articles 1.1, 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC.

8. Allégations du Brésil concernant les subventions relevant de la Loi ETI

26. En ce qui concerne la Loi ETI, le Brésil et les États-Unis conviennent que le Groupe spécial devrait suivre le précédent du Groupe spécial *Inde – Brevets (CE)*. En effet, les États-Unis ont effectivement admis l'incompatibilité de la Loi ETI en indiquant à maintes reprises au Groupe spécial qu'ils avaient l'intention de mettre en œuvre les décisions et recommandations de l'Organe de règlement des différends afin de rendre la Loi ETI conforme aux articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture et à l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC.

ANNEXE H-3

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION LIMINAIRE DES ÉTATS-UNIS À LA DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL AVEC LES PARTIES

I. L'EFFET DES SUBVENTIONS DES ÉTATS-UNIS N'EST PAS UN EMPÊCHEMENT NOTABLE DES HAUSSES DE PRIX

1. La théorie avancée par le Brésil à l'appui de sa cause est que les subventions se traduisent par une augmentation de la production, un accroissement des exportations et un empêchement des hausses des cours mondiaux du coton upland. Le Brésil ne réfute pas, parce qu'il ne peut pas le faire, le fait que les producteurs des États-Unis ont accru et diminué la superficie dans les mêmes proportions que les producteurs dans le reste du monde. Ainsi, rien ne prouve que les producteurs des États-Unis sont déconnectés des forces du marché lorsqu'ils prennent des décisions en matière de production.

2. Chaque année sauf une pour laquelle le Brésil a allégué un empêchement des hausses de prix, et pendant la campagne de commercialisation 2003 pour laquelle il allègue une menace d'empêchement des hausses de prix, les prix escomptés pour la saison de la récolte à l'époque de la plantation étaient *supérieurs* au taux de prêt à la commercialisation des États-Unis. Pendant la campagne de commercialisation 2002, seule année pour laquelle le prix escompté pour la saison de la récolte était inférieur à ce taux, les superficies récoltées des États-Unis ont diminué dans une proportion légèrement *supérieure* au reste du monde. En fait, les superficies plantées des États-Unis ont diminué dans la proportion escomptée à la suite de la baisse des prix escomptée pour la saison de la récolte des campagnes de commercialisation 2001 et 2002 et dans une proportion *bien supérieure* à ce qui aurait été escompté si les producteurs avaient planté dans la perspective du taux de prêt à la commercialisation. Par conséquent, au lieu d'étayer l'argument du Brésil – selon lequel l'effet des versements des États-Unis est de rendre les producteurs des États-Unis insensibles aux variations des prix du marché – les éléments de preuve démontrent l'inverse.[1]

3. L'allégation du Brésil selon laquelle l'effet des subventions des États-Unis est d'empêcher les hausses de prix est réfutée par le fait que le prix du coton brésilien constitue une sous-cotation par rapport au prix des États-Unis sur divers marchés de pays tiers.[2] Les données agrégées sur la moyenne des prix du coton upland des États-Unis et du Brésil sur divers marchés identifiés par le Brésil montrent sans ambiguïté que le prix du coton brésilien constitue une sous-cotation par rapport au prix des États-Unis sur ces marchés des pays tiers. Ainsi, ces données démontrent que ce n'est pas le coton upland des États-Unis qui a empêché les hausses des prix du coton upland brésilien mais les prix du coton brésilien qui ont constitué une sous-cotation par rapport aux prix des États-Unis.

---

[1] Nous rappelons aussi que le Brésil n'a pas analysé correctement les versements au titre de prêts à la commercialisation en utilisant des "prix décalés" au lieu des prix à terme. Pendant les campagnes de commercialisation 2000-2003, les prix décalés ont sous-estimé dans une mesure notable les prix escomptés par les producteurs pour la saison de la récolte, exagérant ainsi l'effet escompté du taux de prêt à la commercialisation.

[2] Les éléments de preuve du Brésil au titre de l'article 6.3 c) doivent établir que le volume de coton upland des États-Unis subventionné qui se trouve "sur le même marché" que le coton upland brésilien, l'ampleur du subventionnement et les prix de ces produits respectifs sont suffisants pour établir son allégation "d'empêche[ment] des hausses de prix […] notable". Le Brésil n'a même pas montré que pour chaque marché étranger, il y a eu des exportations de coton upland des États-Unis *quelconques*.

II. L'EFFET DES SUBVENTIONS DES ÉTATS-UNIS N'EST PAS UN ACCROISSEMENT DE LA PART DU MARCHÉ MONDIAL

4. Les faits ne démontrent pas d'accroissement quelconque de la part du marché mondial détenue par les États-Unis. Si la part du marché mondial détenue par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2002 devait d'après les projections dépasser la moyenne de la période de trois ans précédente, les subventions de 2002 sont différentes des subventions accordées pour les campagnes de commercialisation précédentes, et les versements de 2002 n'ont été introduits qu'avec la Loi de 2002. C'est l'effet des subventions de 2002 dont le Brésil doit démontrer au titre de l'article 6.3 d) de l'Accord SMC qu'il établit un accroissement qui suit une "tendance constante". Une année ne constitue pas une "tendance constante". Il ne peut donc y avoir de "tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées".[3]

III. L'EFFET DES SUBVENTIONS DES ÉTATS-UNIS N'EST PAS UNE MENACE DE PRÉJUDICE GRAVE

5. Les faits n'étayent pas une constatation de menace de préjudice grave. Nous pensons que le Brésil cherche à faire en sorte que le Groupe spécial rejette le critère de "menace imminente", même si c'est le Brésil lui-même qui a précédemment suggéré ce critère au Groupe spécial, parce que les prix du marché se sont redressés au point qu'*aucun versement au titre de prêts à la commercialisation n'a été effectué depuis le 18 septembre 2003*, et que l'on s'attend à ce que les versements anticycliques soient bien inférieurs à leur maximum légal pour la campagne de commercialisation 2003.[4]

6. Le Brésil concède qu'"[il se peut que] les prix du marché augmentent au point que les effets actuels des subventions soient minimes". Compte tenu des prix actuels et escomptés pour la campagne de commercialisation 2003, même le Brésil pourrait avoir à concéder que les effets actuels des subventions des États-Unis pourraient être "minimes". Cependant, le Brésil tente d'empêcher le Groupe spécial de fonder son analyse de la menace d'un préjudice grave sur les données concernant cette même campagne de commercialisation 2003. Si le Brésil ne peut pas démontrer une menace imminente de préjudice grave pendant la campagne de commercialisation 2003, logiquement, il ne peut pas non plus démontrer une menace de préjudice grave au cours d'années ultérieures, compte

---

[3] Même si l'on envisageait la période écoulée depuis la Loi de 1996 où différentes subventions étaient en vigueur, il n'y a pas de tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées. Les faits démontrent que depuis la campagne de commercialisation 1996, la part du marché mondial détenue par les États-Unis a alternativement augmenté et diminué selon les années et la part du marché mondial détenue par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2002 est inférieure à ce qu'elle était pendant les campagnes de commercialisation 1996-1997. Ces données ne peuvent pas étayer une constatation de tendance constante. Le Brésil cherche à esquiver ces faits en ne tenant pas compte de l'évolution des subventions au fil des ans et en interprétant l'expression "part du marché mondial" contrairement au sens ordinaire de ces termes.

[4] L'effet d'une telle hausse des prix du marché apparaît de manière frappante lorsqu'on oppose les données de base du FAPRI de janvier 2003 utilisées par le Brésil aux données de base préliminaires du FAPRI de novembre 2002 figurant dans le nouveau modèle de M. Sumner. Nous désapprouvons évidemment vivement la manière dont nous comprenons que M. Sumner a très récemment modélisé tous les versements des États-Unis en cause, mais nous notons qu'un simple changement dans les données de base qui a augmenté le prix de base de l'indice A de *4,24 cents par livre* en moyenne par an pour les campagnes de commercialisation 2003-2007 a entraîné une *réduction* de l'incidence estimée de l'élimination de toutes les subventions des États-Unis sur les prix de l'indice A de *près d'un tiers*. Les variations de prix depuis janvier 2003 font penser que les incidences estimées par M. Sumner en utilisant des données plus actuelles seraient encore plus faibles. Par exemple, les données de base du FAPRI de janvier 2003 projetaient un prix de l'indice A pour la campagne de commercialisation 2003 de 58,40 cents par livre alors que le prix de l'indice A pour l'année écoulée a été de *68,73 cents par livre*, soit une augmentation de plus de 10 cents par livre par rapport aux données de base de janvier.

tenu du fait que (selon les termes du Brésil), "les prix du marché varient en hausse en baisse", et "aucun Membre … ne peut prévoir l'évolution des prix futurs".

IV. LE BRÉSIL N'A PAS PRODUIT LES ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES POUR ÉTABLIR SES ALLÉGATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS

7. Le Brésil a fait valoir qu'aucune notion ni analyse tirée d'autres parties de l'Accord SMC ou de dispositions d'autres accords ne pouvait s'appliquer aux allégations au titre de la Partie III de l'Accord sur les subventions. Cette position est intenable. Les États-Unis ne suggèrent pas une quelconque méthode radicale imaginée aux fins du présent différend mais proposent plutôt des méthodes fondées sur les principes énoncés dans l'Accord SMC et acceptées et appliquées par les autres Membres de l'OMC, y compris le Brésil, aux fins de leur pratique en matière de droits compensateurs.

8. Le Brésil dit qu'il n'a pas besoin de quantifier l'avantage lié aux subventions attribuable au produit en cause ni le taux de subventionnement mais n'explique pas comment évaluer l'effet de la subvention sans identifier le montant ou le taux de soutien. En outre, le Brésil a allégué à maintes reprises un montant et un taux de subventionnement pour les campagnes de commercialisation 1999-2002. On peut alors supposer que la valeur des subventions et le taux de subventionnement du coton upland des États-Unis exporté seraient hautement pertinents pour l'analyse par le Groupe spécial de l'effet des subventions contestées; la position du Brésil priverait le Groupe spécial de cet élément crucial.

9. Le Brésil a tort d'affirmer qu'il n'a pas besoin d'identifier le "produit subventionné", en ignorant où en citant de manière sélective diverses dispositions – l'article 6.1 a), 6.3 c), 6.3 d), 6.4 et 6.5 de l'Accord sur les subventions – qui mentionnent expressément le "produit subventionné". Les subventions accordées à des produits autres que le coton upland ne relèveraient pas du mandat du Groupe spécial et ne seraient pas non plus pertinentes pour l'analyse par le Groupe spécial de l'effet des subventions contestées. Là encore, la position du Brésil priverait le Groupe spécial d'un élément crucial s'agissant de déterminer par exemple si et dans quelle mesure le produit des États-Unis sur le même marché que le produit brésilien était un produit subventionné.

10. Le Brésil a aussi tort de faire valoir qu'il n'a pas besoin d'imputer les versements qui ne sont pas liés à la production sur la valeur totale de la production d'un bénéficiaire. La méthode pour imputer des subventions qui ne sont pas liées à la production sur la valeur de la production d'un bénéficiaire est exposée à l'Annexe IV de la Partie III de l'Accord sur les subventions. L'imputation de ces versements non liés sur la valeur totale de la production d'un bénéficiaire est nécessaire pour éviter un double comptage de la subvention.

11. Les États-Unis ne voient pas comment des versements découplés effectués en ce qui concerne des superficies de base autres que de coton upland relèveraient du cadre du présent différend. Compte tenu de l'explication que le Brésil lui-même a donnée des mesures qu'il a contestées[5], il n'est pas possible qu'une série de mesures relève du cadre du différend à un moment donné mais que le Brésil puisse à sa seule discrétion changer le cadre de ce différend en modifiant sa position juridique quant à ce qu'il conteste en tant que soutien pour le coton upland.

[5] Par exemple, le Brésil a fait valoir à maintes reprises que les subventions des États-Unis contestées avaient fourni 12,9 milliards de dollars à titre de soutien pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002; ce chiffre se fondait sur les versements effectués au titre de programmes spécifiques, y compris le soutien du revenu découplé en ce qui concernait la superficie de base de coton upland seulement. Le Brésil a aussi fait valoir que les versements découplés pour la superficie de base de coton upland (déduction faite de la superficie de base non "plantée en coton") étaient tous un soutien pour le coton upland indépendamment de ce qui était planté maintenant.

12. Enfin, le Brésil dit que les effets des subventions peuvent persister, même si elles sont imputées sur une année donnée aux fins des droits compensateurs. Il ressort clairement de l'Annexe IV, paragraphe 7, que les Membres tenaient pour acquis que certaines subventions étaient imputées sur la production future et que d'autres ne l'étaient pas. Le Brésil va toutefois à l'encontre de ce principe en affirmant en substance que toutes les subventions – y compris les subventions dites "récurrentes" que la plupart des experts et autorités nationales (y compris les siennes) imputeraient sur la production actuelle – devraient être imputées sur la production future. Le Brésil a maintenant concédé que les subventions en cause dans le présent différend sont "récurrentes".[6] Le Brésil ne peut pas tout avoir: il ne peut pas imputer la valeur totale d'un versement sur une campagne donnée tout en alléguant que la subvention continue d'exister pendant une campagne ultérieure où de nouvelles subventions récurrentes sont faites.

III. LE BRÉSIL N'A PAS MONTRÉ L'EFFET DES SUBVENTIONS CONTESTÉES

13. **Versements découplés.** Le Brésil s'est fondamentalement trompé dans son explication et sa modélisation des versements découplés en leur attribuant un effet sur la production qui est fondé sur ce qui n'est guère plus que des conjectures. Cette affirmation va à l'encontre de la théorie économique de base, des publications économiques sur ces versements et des données disponibles indiquant d'importantes variations de la superficie de coton lorsque les bénéficiaires des versements découplés plantent d'autres cultures ou pas de cultures du tout et que d'autres exploitants qui ne détiennent pas de superficie de base de coton upland optent pour la production de coton upland.[7] Il n'y a donc aucun élément permettant d'attribuer les effets de distorsion de la production aux versements découplés. En fait, la plupart des études empiriques ont conclu que les effets des versements découplés sont minimes.[8]

14. **Documents des tierces parties.** Le Brésil ne peut pas citer les résultats de documents qui utilisent une approche fondamentalement opposée à la sienne. Ces études économiques des tierces parties ne permettent pas de mieux comprendre la question que le présent Groupe spécial a été prié d'examiner parce qu'elles sont en général entachées de deux défauts conceptuels essentiels. Premièrement, la plupart des études citées ne font pas la distinction entre les versements liés à la production de coton upland et les versements découplés de toute obligation de produire, et les traitent au lieu de cela comme ayant les mêmes incidences sur la production. Deuxièmement, la plupart des études des tierces parties ne modélisent pas le programme de prêts à la commercialisation de manière appropriée, se contentant d'enlever des revenus au producteur sans se préoccuper du prix escompté par le producteur pour la saison de la récolte à l'époque de la plantation. Le Brésil devrait par conséquent convenir que ces documents des tierces parties ne modélisent pas comme il convient les décisions des exploitants en matière de production.

---

[6] *Voir* la communication complémentaire présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 208, note 344 ("Le Brésil convient que les subventions récurrentes en cause seraient imputées sur l'année pendant laquelle elles ont été versées aux fins d'une analyse des droits compensateurs …").

[7] Par exemple, l'augmentation de la superficie de base pendant la campagne de commercialisation 2002 signifie que, en moyenne sur les campagnes de commercialisation 1998-2001, 2,6 millions d'acres de coton upland ont été plantés sur des exploitations sans superficie de base de coton upland ou en plus de la superficie de base de coton upland de ces exploitations, ce qui permet de penser que la théorie du Brésil selon laquelle le coton upland doit être planté sur la superficie de base de coton upland n'est pas étayée par les faits.

[8] Une récente étude a conclu que les versements au titre de contrats de flexibilité de la production n'avaient "aucun effet sur la production agricole, que ce soit à court terme ou à long terme". USDA, ERS, Decoupled Payments : Household Income Tranfers in Contemporary US Agriculture, M.E. Burfisher et J. Hopkins, Eds. (février 2003), page 23. (Voir la pièce n° 53 des États-Unis.) D'autres études citées dans la pièce n° 23 des États-Unis et examinées dans la communication et la communication complémentaire présentées à titre de réfutation par les États-Unis indiquent que les effets des versements découplés sur la superficie plantée sont inférieurs à 0,5 pour cent.

IV. LE BRÉSIL A AVANCÉ DES CRITÈRES JURIDIQUES ERRONÉS AU TITRE DE SON ALLÉGATION DANS LE PRÉSENT DIFFÉREND

15. **Menace de préjudice grave/article XVI:.** Le Brésil ne peut pas formuler une allégation de menace de préjudice grave en utilisant le critère de "plus qu'une part équitable du commerce mondial d'exportation" provenant de l'article XVI:3 du GATT de 1994. Rien dans le texte de l'article XVI du GATT de 1994 n'indique qu'une allégation de menace au titre du paragraphe 1 peut utiliser le critère de plus qu'une part équitable au titre du paragraphe 3. Il n'y a pas non plus d'analyse dans le rapport du Groupe spécial du GATT *CE – Exportations de sucre* qui fournisse une base textuelle permettant d'importer ce critère. En outre, l'interprétation du Brésil introduirait aussi une contradiction entre l'article XVI:1 du GATT de 1994 et les articles 5 et 6 de l'Accord SMC même si les termes "préjudice grave" sont utilisés "dans le même sens" dans ces dispositions.[9]

16. **Menace de préjudice grave et critère du préjudice grave en soi.** L'argument du Brésil est que "conformément à un précédent [rapport du Groupe spécial *CE – Subventions à l'exportation de sucre*], la menace de préjudice grave est causée par l'absence d'un quelconque mécanisme juridique qui permette d'arrêter ou de contrôler par un autre moyen le flux des subventions impératives et illimitées des États-Unis". Le rapport du Groupe spécial du GATT *Subventions à l'exportation de sucre* n'a toutefois pas indiqué sur quelles bases sélectionner ce critère et ni nous ni le Brésil ne trouvons une quelconque base pour ce critère dans le texte de l'Accord sur les subventions ou l'article XVI:1 du GATT de 1994.

17. Le Brésil a tout simplement tort de dire que les versements des États-Unis sont "impératifs" et "illimités".[10] Plus fondamentalement toutefois, l'argument du Brésil selon lequel "la possibilité d'obtenir une subvention impérative pour une quantité illimitée de production et d'exportation créera inévitablement une menace et étayera une constatation de violation en soi" va trop loin. Le critère du Brésil signifie que la seule manière qu'aurait un Membre d'agir de manière compatible avec ses obligations au regard de l'OMC serait de plafonner les dépenses en ce qui concerne un produit donné. Il n'apparaît pas du tout clairement à quel niveau il faudrait fixer un tel plafond. Mais les Membres ont rejeté les plafonds de dépenses par produit dans le Cycle d'Uruguay, convenant plutôt d'un engagement sur *tous* les produits (la mesure globale du soutien totale et finale).

V. LES ARGUMENTS DU BRÉSIL CONCERNANT LES SUBVENTIONS ET LA CLAUSE DE PAIX DOIVENT ÊTRE COHÉRENTS

18. Les arguments du Brésil dans le présent différend doivent être cohérents. Premièrement, il est évident que le Brésil a concédé que différents versements dont il alléguait précédemment qu'ils étaient par produit – à savoir le soutien du revenu découplé et l'assurance-récolte – étaient en fait un soutien autre que par produit. C'est-à-dire que ces subventions sont accordées "en faveur des producteurs agricoles en général", soit parce qu'elles ne précisent aucune production devant avoir lieu pour bénéficier du versement soit parce qu'elles sont accordées en faveur de producteurs d'un large éventail

[9] Au titre des articles 5 et 6, un Membre ne peut pas alléguer une menace de préjudice grave en utilisant le critère de "plus qu'une part équitable" parce que ce critère n'est pas énoncé à l'article 6.3 c) de l'Accord SMC. En conséquence, selon l'interprétation du Brésil, un Membre pourrait montrer une menace de "préjudice grave" (au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994) en montrant une menace de quelque chose qui n'est pas un "préjudice grave" au sens des articles 5 et 6.

[10] Les versements que le Brésil indique comme "impératifs" ne sont "impératifs" que si les conditions relatives aux prix sont remplies. La *probabilité* que les conditions relatives au prix soient remplies doit donc être prise en considération. Les versements que le Brésil indique ne sont pas non plus "illimités". Pour les versements découplés, les versements sont fixés en faisant le produit de la superficie de base fixe par les rendements de base fixes par le taux de versement maximum fixe ou légal. Les versements contestés ne sont pas non plus illimités parce qu'un "coupe circuit" dans la Loi de 2002 pourrait faire que ces versements "impératifs" ne soient pas effectués.

de produits.[11] En tant que soutien autre que par produit, elles ne devraient pas être incluses dans la comparaison au titre de l'article 13 b) ii) de l'Accord sur l'agriculture. Cela contredit l'approche du Brésil et est compatible avec l'approche des États-Unis en ce qui concerne la clause de paix.

19. Deuxièmement, le Brésil non seulement admet que le soutien pour le coton upland *peut* être mesuré en se référant au taux mais aussi que c'est la seule manière d'évaluer le soutien décidé par les États-Unis pour les années futures; en conséquence, le Brésil se fonde sur la notion de taux de soutien pour ses allégations concernant la menace et ses allégations en soi.[12] En formulant ces arguments, le Brésil a effectivement admis le point de départ de l'analyse des États-Unis concernant la clause de paix – c'est-à-dire que la seule manière qu'ont les Membres de savoir si les mesures des États-Unis pour une année donnée quelconque seront conformes aux prescriptions de la clause de paix est d'examiner la manière dont ils "décident" le soutien: c'est-à-dire le taux de soutien. Si le Brésil formule au titre de ses allégations de subventions des arguments fondés sur le taux de soutien, il ne peut affirmer de manière crédible que le taux de soutien est inapproprié dans le contexte de la clause de paix. Comme cela a été démontré pendant la phase concernant la clause de paix, les États-Unis se sont astreints à rester dans ces limites en abandonnant progressivement les primes de complément liées à la production avec un prix d'objectif élevé au profit du soutien du revenu découplé.

[11] Par exemple, si un bénéficiaire du soutien du revenu découplé peut choisir de produire du coton, quelque chose d'autre ou rien du tout, le versement n'est pas lié à la production d'un produit donné. Il n'y a rien dans l'Accord sur l'agriculture qui indique que le soutien peut être à la fois "un soutien par produit" et "un soutien autre que par produit". Ainsi, en attribuant une partie des versements découplés sur une superficie de base de coton upland à des producteurs et une partie à des non-producteurs, le Brésil concède que de tels versements sont un soutien autre que par produit.

[12] Communication complémentaire du Brésil, paragraphe 432 ("Lorsque les exploitants de coton upland des États-Unis plantent leur culture au printemps, ils s'attendent à un certain niveau de prix. Mais il n'est aucunement garanti que ce niveau de prix sera atteint. Toutefois, compte tenu des subventions des États-Unis, cela n'est pas important. … *Le seul fait que ces programmes existent assure que la production de coton upland donnera un montant de revenu garanti*.") (pas d'italique dans l'original).

ANNEXE H-4

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DÉCLARATION FINALE DES ÉTATS-UNIS À LA DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL AVEC LES PARTIES

I. QUESTIONS LIÉES AUX PROGRAMMES DE GARANTIE DU CRÉDIT À L'EXPORTATION DE LA CCC

A. LE BRÉSIL MINIMISE À TORT L'IMPORTANCE DE L'ARTICLE 10:2 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE

1. Les affirmations du Brésil dans sa déclaration liminaire orale concernant les programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC appellent une réponse succincte.

2. Premièrement, comme il a été discuté avec le Groupe spécial à la présente réunion, le Brésil affirme que l'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture ne reflète qu'un banal compromis visant à répondre à des "obligations additionnelles [potentielles] concernant la notification, les consultations et l'échange de renseignements". Le Brésil affirme de manière peu plausible que la transition évidente entre le libellé du Projet d'Acte final qui aurait imposé des disciplines de fond importantes concernant les garanties de crédit à l'exportation et l'absence de libellé de ce type dans l'article 10:2 finalement adopté s'explique entièrement comme reflétant simplement un accord aux fins de travailler sur des disciplines aussi banales que l'échange de renseignements.

3. Le Brésil affirme que les Membres étaient convenus de l'applicabilité des disciplines concernant les subventions à l'exportation aux garanties de crédit à l'exportation et du fait que l'article 10:2 était un "accord de bonne foi" apparemment sans importance. Cependant, ce n'est pas simplement parce que "d'autres participants n'étaient pas disposés à proposer plus que les disciplines générales incluses dans l'article 10:1" que l'article 10:2 a vu le jour. L'article 10:2 a vu le jour parce qu'une partie du compromis global de l'Accord sur l'agriculture était que les garanties de crédit à l'exportation étaient exclues des disciplines concernant les subventions à l'exportation.

4. Paradoxalement, la déclaration du Brésil sert cependant aussi à illustrer le fait que les garanties de crédit à l'exportation n'étaient *pas* considérées comme des subventions à l'exportation au titre de l'Accord sur l'agriculture. En décembre 1994, le Comité préparatoire de l'Organisation mondiale du commerce a publié les *Prescriptions en matière de notification et modes de présentation des notifications au titre de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture*.[1] Ces prescriptions en matière de notification restent en vigueur. Des prescriptions précises en matière de présentation de rapport sont formulées à l'intention des Membres concernant de nombreux aspects des disciplines de l'Accord, y compris les subventions à l'exportation.[2] Toutefois, les garanties de crédit à l'exportation ne font l'objet d'aucune prescription en matière de présentation de rapport, ce qui est compatible avec le traitement de ces programmes comme ne relevant pas des disciplines concernant les subventions à l'exportation. Si les parties étaient convenues que toutes étaient "disposées à proposer" au moins "les disciplines générales incluses dans l'article 10:1", comme l'affirme le Brésil, alors il aurait été logique d'inclure des prescriptions en matière de présentation de rapport à cet effet. Il est difficile d'imaginer les parties disposées à faire une telle proposition sans les États-Unis, qui comptent parmi les

[1] PC/IPL/12, distribué le 2 décembre 1994 (pièce n° 99 des États-Unis).
[2] Voir par exemple la pièce n° 99 des États-Unis, paragraphes 1 c), 1 e), 1 i), 2; le tableau ES:1 et les tableaux explicatifs ES:1 et ES:2.

principaux fournisseurs de garantie de crédit à l'exportation. En fait, les États-Unis n'ont jamais proposé d'inclure les garanties de crédit à l'exportation dans l'article 10:1 et les Membres ne sont jamais convenus d'une telle chose. L'accord reflété dans l'article 10:2 vise, en réalité, expressément l'objectif contraire.

5. En outre, l'article 10:2 serait inutile s'il s'agissait simplement "de notification, de consultations et d'échange de renseignements". Si les garanties de crédit à l'exportation avaient été soumises aux disciplines concernant les subventions à l'exportation, l'article 18 de l'Accord sur l'agriculture visant l'examen de l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements négociés dans le cadre du programme de réforme issu du Cycle d'Uruguay et les prescriptions en matière de notification, qui sont toujours en vigueur, pourraient largement répondre aux besoins "de notification, de consultations et d'échange de renseignements".[3]

B. LE BRÉSIL INVENTE UNE NORME QUI N'EST PAS PRESCRITE PAR L'ARTICLE 10:3 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE

6. Deuxièmement, concernant l'article 10:3 de l'Accord sur l'agriculture, le Brésil affirme que la seule façon pour les États-Unis de s'acquitter de la charge applicable dans le cadre de cette disposition est "de démontrer l'absence de subventionnement transaction par transaction". Il serait évidemment impossible de satisfaire à une telle norme. Plus important encore peut-être, l'article 10:3 ne prescrit aucune démonstration de ce type. C'est une pure invention de la part du Brésil. Le seul fondement qu'il propose pour cette nouvelle proposition est une communication du Canada en tant que tierce partie qui lui-même ne donne aucun fondement à cette affirmation.

7. L'article 10:3 s'applique uniquement aux engagements de *réduction* des subventions à l'exportation. Nous pensons que le Brésil est au moins d'accord avec cela. Le Brésil a allégué que les États-Unis avaient seulement excédé leurs engagements de réduction quantitatifs des subventions à l'exportation et seulement pendant la période allant de juillet 2001 à juin 2002. Les États-Unis ont démontré que pour 12 des 13 produits pour lesquels ils ont pris des engagements de réduction, les exportations respectives durant cette période dans le cadre du programme de garantie du crédit à l'exportation n'avaient pas excédé les engagements de réduction quantitatifs applicables. Mis à part le Programme d'incitations à l'exportation des produits laitiers applicable au fromage et au lait écrémé en poudre, pour lequel les États-Unis ont indiqué dans une communication précédente l'octroi de subventions à l'exportation, les États-Unis n'ont accordé aucune subvention à l'exportation pour les produits inscrits sur les listes. Pour éviter toute autre ambiguïté, les États-Unis présentent une copie de leur notification concernant les engagements en matière de subventions à l'exportation pour l'année budgétaire 2001, qui montre qu'aucune subvention à l'exportation n'a été accordée par les États-Unis hormis pour le fromage et le lait écrémé en poudre.[4]

C. LES RÉCENTES DÉCLARATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT L'ANALYSE CORRECTE AU TITRE DU POINT J) SONT INCOHÉRENTES ET INCORRECTES

8. Troisièmement, concernant le point j), le Brésil annonce directement son point de vue, selon lequel la période pertinente pour l'examen est de dix ans.[5] Pourtant, le Brésil demande instamment, de manière fallacieuse, au Groupe spécial d'examiner des "montants [prétendument] irrécouvrables" relatifs aux garanties antérieures à 1992 ainsi que des impayés iraquiens et polonais qui ont commencé en 1990 et dans les années 80, respectivement.[6]

---

[3] Voir par exemple l'article 18:5, 18:6 et 18:7.
[4] *Notification*, G/AG/N/USA/47, distribué le 6 juin 2003 (pièce n° 100 des États-Unis).
[5] Déclaration du Brésil – Deuxième réunion du Groupe spécial (2 décembre 2003), paragraphe 81.
[6] Déclaration du Brésil – Deuxième réunion du Groupe spécial (2 décembre 2003), paragraphe 84.

9. Le Brésil allègue aussi mystérieusement que "selon les états financiers de la CCC pour 2002, la CCC a été exemptée de ce que les États-Unis font valoir comme étant des règles comptables à l'échelle gouvernementale contraignantes qui "exigent" la projection de pertes considérables". Cependant, la CCC n'a jamais été "exemptée" de la sorte. Elle reste tenue de respecter les prescriptions de la Loi fédérale sur la réforme du crédit de 1990 et les dispositions pertinentes de la circulaire A-11 du Bureau de la gestion et du budget (OMB) qui met en œuvre cette législation. La CCC reste soumise à des prescriptions à l'échelle gouvernementale pour les estimations de subventions et aux catégories en fonction du risque prescrites par l'OMB concernant l'exposition au risque liée à différents pays. Les règles à l'échelle gouvernementale continuent à dicter la méthodologie de calcul des estimations et des réestimations et, comme les États-Unis l'ont précédemment indiqué, une raison essentielle aux estimations initiales trop élevées réside dans des projections exagérément optimistes concernant l'utilisation de programmes. Par ailleurs, comme les États-Unis l'ont précédemment indiqué, le résultat du processus d'estimation (et de réestimation) est simplement reporté sur les états financiers de la CCC. Le Brésil continue à présenter de manière inexacte le chiffre de 411 millions de dollars figurant dans l'état financier pour 2002 et à affirmer à tort l'inclusion de "montants irrécouvrables énormes … relatifs aux garanties postérieures à 1991".

D. LE BRÉSIL CONTINUE À AFFIRMER À TORT QUE L'OCTROI DE GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION PAR LA CCC EST ILLIMITÉ

10. Quatrièmement, concernant les arguments de contournement du Brésil, le Brésil continue à soutenir que, nonobstant la myriade d'obstacles programmatiques à l'octroi de garanties, les programmes de garantie du crédit à l'exportation sont un train incontrôlable et que la CCC ne peut pas "arrêter ou restreindre d'une autre manière le flux des" garanties de crédit à l'exportation. Ceci n'est tout bonnement pas le cas.

11. De la même façon, dans sa déclaration orale, le Brésil a augmenté le montant minimum impératif annuel supposé des garanties en dollars en le faisant passer de 5,5 milliards de dollars à 6,5 milliards de dollars.[7] Comme les États-Unis l'ont précédemment fait observer, la CCC n'a jamais eu la moindre intention d'octroyer un montant aussi extraordinairement élevé de garanties de crédit à l'exportation.[8]

II. QUESTIONS LIÉES AUX SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION

12. Les États-Unis ont passé en revue les éléments de preuve et les arguments présentés par le Brésil à l'appui de ses allégations de subventions pouvant donner lieu à une action et les ont trouvés insuffisants. Nous n'allons pas répéter nos critiques concernant les erreurs fondamentales commises par le Brésil dans ses interprétations juridiques. Nous notons que les éléments de preuve au dossier ne démontrent pas que les producteurs des États-Unis sont insensibles aux signaux des prix du marché, qu'ils ne démontrent pas un empêchement notable des hausses de prix sur un "même marché", qu'ils ne démontrent pas un accroissement de la part du marché mondial et qu'ils ne démontrent pas une menace de préjudice grave. Nos observations aujourd'hui concernent principalement la cohérence, ou le manque de cohérence, dans les arguments du Brésil.

---

[7] *Comparer* la déclaration du Brésil – Deuxième réunion du Groupe spécial (2 décembre 2003), paragraphe 91, *avec* la réponse du Brésil à la question n° 142 du Groupe spécial (27 octobre 1993), paragraphes 95, 100.

[8] Nouvelle communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis (18 novembre 2003), paragraphe 201.

A. LE BRÉSIL N'A PAS ÉTABLI TOUS LES ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES POUR ÉTABLIR LE BIEN-FONDÉ DE SES ALLÉGATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS

13. Examinons la question fondamentale de l'identification du produit subventionné et de la subvention.

1. Le Brésil n'a pas identifié les produits qui bénéficient de la subvention

14. Si le Brésil ne peut pas faire la distinction entre l'avantage pour le coton que constitue une subvention et l'avantage pour d'autres produits – c'est-à-dire imputer la subvention à la production du bénéficiaire – il s'ensuivra une double comptabilisation de l'avantage conféré par la subvention. Rappelons l'exemple que les États-Unis ont fourni dans la déclaration liminaire concernant les fèves de soja et le coton. Si un producteur fait pousser à la fois des fèves de soja et du coton et reçoit un versement de 1 dollar non lié à la production de telle ou telle culture, selon l'approche du Brésil, la *totalité* du versement de 1 dollar est imputée au coton upland et considérée comme un soutien pour le coton upland. Cependant, si le Brésil devait engager une procédure de règlement des différends contre le soutien accordé par les États-Unis pour les fèves de soja (comme on dit que cela s'est presque produit il y a environ deux ans), selon l'approche du Brésil, la totalité du versement de 1 dollar serait *également* considérée comme un soutien pour les fèves de soja. Le même versement de 1 dollar ne peut pas conférer à la fois un avantage de 1 dollar pour le coton et un avantage de 1 dollar pour les fèves de soja – car c'est alors de la double comptabilisation. Par conséquent, le versement doit être imputé à la valeur totale de la production du bénéficiaire. Comme il est noté dans la nouvelle communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, le Brésil *imputerait* la valeur du versement à la production totale d'un bénéficiaire s'il s'agissait d'imposer des droits compensateurs.

2. Le Brésil n'a pas quantifié l'avantage conféré par la subvention imputable au coton upland

15. Si le Brésil ne peut pas quantifier correctement le montant de l'avantage conféré par la subvention aux producteurs de coton upland, comment le Groupe spécial peut-il analyser l'effet de la subvention? Le Brésil ne peut pas alléguer qu'il n'a pas besoin de quantifier l'avantage tout en faisant valoir que les subventions constituent un soutien global de 12,9 milliards de dollars.

16. De la même façon, si le Brésil ne peut pas identifier correctement le niveau de subventionnement du produit exporté, l'analyse du Groupe spécial s'en trouvera affectée. Là encore, le Brésil ne peut pas alléguer qu'il n'a pas besoin d'identifier le taux de subventionnement tout en alléguant un taux de subventionnement de 95 pour cent pour la période de commercialisation 1999-2002.

3. Le Brésil n'a pas comptabilisé les paiements récurrents en question, contrairement à sa pratique en matière de droits compensateurs et d'une manière incompatible avec les arguments qu'il utilise dans le présent différend

17. Enfin, le Brésil ne peut pas à la fois comptabiliser le montant *total* des subventions dont il admet qu'elles sont "récurrentes" au titre des charges pour l'année pour laquelle le versement a été reçu (par exemple, campagne de commercialisation 1999) et alléguer *aussi* que la subvention continue d'exister durant une année ultérieure pour laquelle de nouvelles subventions récurrentes sont accordées (par exemple, campagne de commercialisation 2002). C'est-à-dire que, si la subvention continue d'exister durant une année ultérieure, elle *doit* avoir été imputée à la production future. D'ailleurs, le Brésil comptabiliserait ces versements récurrents s'il s'agissait d'imposer des droits compensateurs.

18. Le Groupe spécial doit exiger de la cohérence de la part du Brésil. Il ne suffit pas que le Brésil dise que ces concepts sont utilisés aux fins de l'imposition de droits compensateurs et non pas aux fins de la détermination de l'existence d'un préjudice grave. Nous ne savions pas que le concept et la définition de "subvention" tels qu'ils figurent dans la Partie III et dans la Partie V de l'Accord sur les subventions étaient destinés à avoir des sens différents. En fait, rien dans l'Accord sur les subventions ne donne à penser qu'ils devraient avoir des sens différents.

19. Non seulement le Brésil rejette la méthodologie de l'Annexe IV de l'Accord sur les subventions pour ce qui est de ces questions et la méthodologie qu'il utilise lui-même en matière d'imposition de droits compensateurs mais il ne fournit aucune méthode rationnelle pour traiter ces questions. L'approche du Brésil aboutit à des quantités de soutien et des niveaux de subventionnement considérablement gonflés. Le Groupe spécial devrait rejeter l'approche peu scrupuleuse adoptée par le Brésil concernant les questions liées à l'identification des subventions.

B. L'APPROCHE DU BRÉSIL CONCERNANT SES ALLÉGATIONS SUR L'EXISTENCE D'UN PRÉJUDICE GRAVE ET LA CLAUSE DE PAIX DOIT ÊTRE COHÉRENTE

20. De la même façon, comme les États-Unis l'ont indiqué dans leur déclaration liminaire, le Groupe spécial doit exiger du Brésil qu'il soit cohérent dans les arguments qu'il utilise aux fins de l'existence d'un préjudice grave et ceux qu'il utilise aux fins de la clause de paix. Premièrement, le Brésil ne peut pas se fonder sur le *taux* de soutien figurant dans les lois et règlements des États-Unis aux fins de ses allégations concernant l'existence d'une menace et de ses allégations en soi tout en *réfutant* leur pertinence pour l'analyse par le Groupe spécial de la clause de paix.

21. Deuxièmement, en ce qui concerne les versements découplés (comme les versements directs), le Brésil ne peut pas imputer une partie d'un versement découplé aux producteurs de coton upland et une partie aux non-producteurs de coton upland tout en alléguant *simultanément* que ces versements découplés ne sont pas un soutien autre que par produit. Ils sont un soutien autre que par produit parce qu'ils sont (selon les termes de l'article 1 a) de l'Accord sur l'agriculture) "un soutien accordé en faveur des producteurs agricoles en général" et parce qu'ils ne sont pas (selon les termes de l'article 1 a)) "un soutien accordé *pour un produit agricole* en faveur des producteurs [d'un] produit agricole". C'est-à-dire que le Brésil a reconnu que certains bénéficiaires de versements directs, par exemple, ne sont pas des producteurs de coton upland; ils sont plutôt des "producteurs en général". En vertu de l'Accord sur l'agriculture, le soutien (comme les versements directs) ne peut pas être en même temps un soutien par produit et un soutien autre que par produit. Par conséquent, ces versements ne relèveraient pas de l'analyse de la clause de paix (article 13 b) ii)).

22. Enfin, il est clair que, dans l'approche du Brésil, il ne peut *pas* y avoir de soutien autre que par produit aux fins de la clause de paix. Cela tient au fait qu'un versement lié à une subvention peut toujours être relié à un bénéficiaire final et toujours être imputé aux produits, quels qu'ils soient, qu'il ou elle produit. Un problème avec ce résultat est qu'un Membre ne peut pas avoir la certitude qu'il sera en conformité avec la clause de paix pour une année donnée.

23. Examinons l'hypothèse suivante: selon l'approche des dépenses adoptée par le Brésil pour ce qui est de la clause de paix, si un Membre a seulement accordé un soutien découplé aux producteurs, mais que, pour une année donnée, tous les bénéficiaires du versement ont décidé de produire *seulement* un produit, le soutien (dépenses) imputé à ce produit pour l'année donnée pourrait dépasser le niveau de soutien de 1992. Or, cela serait purement fonction des décisions des bénéficiaires et non pas de la décision des États-Unis. L'approche du Brésil reviendrait par conséquent à priver les Membres de la capacité de décider de leur soutien d'une façon qui garantisse la conformité aux prescriptions de la clause de paix, et elle doit être rejetée.